



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Janvier 2022

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 15\)](#)

Complotisme, Ukraine, Hypothèse de la menace unificatrice, Politique publique de renseignement

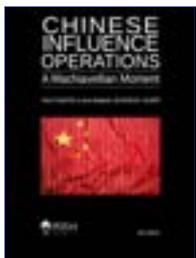
[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 18\)](#)



[À VENIR \(p. 19\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Paul CHARON & Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, *Chinese Influence Operations – A Machiavellian Moment*, janvier 2022, 654 p. [traduction de *Les Opérations d'influence chinoises – Un moment machiavélien*, paru en septembre 2021, 2^e éd. octobre 2021.]

For a long time, it could be said that China, unlike Russia, sought to be loved rather than feared; that it wanted to seduce and project a positive image of itself in the world, or to inspire admiration. Today, Beijing has not renounced to seduce, nor its overall attractiveness and its ambition to shape international standards, and it is essential for the Chinese Communist Party not to lose face. And yet, Beijing is also increasingly comfortable with infiltration and coercion: its influence operations have become considerably tougher in recent years and its methods are resembling more closely the ones employed by Moscow. This is a “Machiavellian turn”

*inasmuch as the Party-State now seems to believe that “it is much safer to be feared than to be loved,” in the words of Machiavelli in *The Prince*. This is a clear Russification of Chinese influence operations.*

This report delves into this evolution, with the ambition to cover the whole specter of influence, from the most benign (public diplomacy) to the most malignant methods, that is, interference (clandestine activities). To do that, the report is divided into four parts: successively laying out the main concepts; the actors implementing these operations, including the Base 311 of the People's Liberation Army; the actions conducted by Beijing toward the diasporas, the media, diplomacy, economy, politics, education, think tanks, and in terms of information manipulations – some levers among others; then, several cases are studied (Taiwan, Singapore, Sweden, Canada, the operations that targeted Hong Kong protestors in 2019, and the one that branded the Covid-19 as an American fabrication in 2020). The conclusion returns to this “Russification”, which has three components: Beijing is inspired by Moscow in several ways, there are obviously differences between the two, and there is also a certain degree of cooperation. Finally, the report assesses the effectiveness of this new Chinese posture, which can boast some tactical successes, but constitutes a strategic failure.



Brève stratégique n° 28 – 13 janvier.

« [Renforcer la coopération régionale en matière de sécurité environnementale et climatique dans le sud-ouest de l'océan Indien – Des pistes à explorer](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

La présidence française de la Commission de l'océan Indien (COI) offre l'opportunité de porter des projets visant à mieux connecter la COI à son environnement indo-pacifique et à renforcer la coopération sous-régionale, notamment dans le domaine de la sécurité environnementale et climatique. Il est proposé d'examiner quatre pistes en ce sens.



Strategic Brief No. 29 – 20 janvier.

« [Open Crisis Scenario in the Taiwan Strait – What Strategic Implications for Europe?](#) », by Nicolas REGAUD, 2 p.

While the scenario of a Chinese violent intervention against Taiwan is now deemed credible in the short to medium term, Europeans are slow to grasp the magnitude of its consequences on their own strategic interests. Unless they jeopardize transatlantic relations, they should then show solidarity on the political but also military level. Awareness of the challenges and European assets would likely help deter China from crossing the Rubicon.



Strategic Brief No. 28 – 13 janvier.

« [Strengthening Regional Cooperation on Environmental and Climate Security in the Southwest Indian Ocean – Avenues to Explore](#) », by Nicolas REGAUD, 2 p.

The French presidency of the Indian Ocean Commission (IOC) offers the opportunity to initiate projects aimed at better connecting the IOC to its Indo-Pacific environment and to strengthen sub-regional cooperation, particularly in the field of environmental and climate security. To this end, we propose to explore four avenues.



Brève stratégique n° 30 – 24 janvier.

« [La décision de justice européenne à propos du temps de travail des militaires](#) », par Camille TROTOUX, 2 p.

La brève revient sur l'origine de l'arrêt du 15 juillet 2021 de la Cour de justice de l'Union européenne, relatif à un litige sur la notion de « temps de travail » et son application, en temps de paix, aux forces armées. Elle évoque également ses implications possibles pour le cas français, tout en rappelant qu'une certaine marge d'appréciation est laissée aux États membres.



Brève stratégique n° 29 – 20 janvier.

« [Scénario de crise ouverte dans le détroit de Taïwan – Quelles implications stratégiques pour l'Europe ?](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

Alors que le scénario d'une opération chinoise de vive force contre Taïwan est désormais jugé crédible à court-moyen terme, les Européens tardent à saisir l'ampleur de ses conséquences sur leurs propres intérêts stratégiques. Sauf à mettre en péril leurs relations avec les États-Unis, ils devraient alors faire preuve de solidarité sur le plan politique mais également militaire. Une prise de conscience des enjeux et des atouts européens serait susceptible de contribuer à dissuader la Chine de franchir le Rubicon.



Research Paper No. 120 – 24 janvier.

« [Winning Hearts and Minds: From Syria to Nagorno-Karabakh, the development of population-centric approaches in Russia's military interventions](#) », by Emmanuel DREYFUS, 18 p.

Recent Russian military operations in Syria and in the Nagorno-Karabakh region illustrate the growing importance of population-centric approaches in Russia's military interventions. Compared to previous military operations conducted by Moscow since 1991, the Syrian campaign launched in 2015 reveals an apparent paradox. Following a first phase mostly characterized by kinetic operations, including the bombing of civilian areas and infrastructures, the second phase of Moscow's intervention features a central humanitarian dimension. Such dimension also lies at the very heart of the Russian peacekeeping mission deployed in the Nagorno-Karabakh region since November 2020. These

developments, that fit in the pursuit of a “winning hearts and minds strategy”, echo a rising awareness within the Russian military science towards the role of civilian populations in armed conflicts.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 130 – 4 janvier.

« [La France, pointe de la défense européenne ?](#) », avec Tara VARMA, Olivier-Rémy BEL et Alexandre JUBELIN, 1 h 08.

Tara Varma est directrice du bureau de Paris de l'ECFR (European council on Foreign relations) et Olivier-Rémy Bel, conseiller spécial PFUE à la DGRIS (Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère de la Défense).

- 4:00 La présidence du conseil de l'UE, et les bilans des précédentes présidences dans le domaine défense.
- 16:00 Les grands piliers de l'Europe de la défense.
- 25:00 La complémentarité entre initiatives européennes et multilatérales.
- 32:00 Les blocages dans l'Europe de la défense.
- 58:30 Les signes de réussite de la PFUE.



Dans le viseur #40 – 7 janvier.

« [Incendie au cœur de Paris](#) », avec le commandant François, 36 mn.

Dans cet épisode en partenariat avec l'École de guerre-Terre, le commandant François, de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, raconte son intervention sur un incendie du centre parisien.



Épisode 131 – 11 janvier.

« [Le djihadisme en France : profils de générations](#) », avec Hakim EL-KAROUI et Alexandre JUBELIN, 1 h 07.

Hakim El-Karoui, ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin, est essayiste et auteur de *Les Militants du djihad. Portraits d'une génération* (Fayard, 2021).

- 2:00 L'origine, la méthode et la pertinence de l'approche quantitative du projet.
- 5:45 Définitions et distinctions : djihadisme, islamisme, salafisme.
- 15:15 La genèse du djihadisme français contemporain.

- 22:30 Le portrait socio-intellectuel d'une génération djihadiste.
- 37:30 Djihadisme, salafisme et délinquance : le cas de Marseille.
- 41:45 La génération post-Syrie, profils et dangers.
- 52:00 La réponse sécuritaire.



Épisode 132 – 18 janvier.

« [Le temps des guépards : histoire des OPEX sous la V^e République](#) », avec le colonel Michel GOYA et Alexandre JUBELIN, 1 h 55.

Michel Goya, colonel (en retraite) de l'armée de terre, historien et écrivain, est l'auteur du *Temps des guépards* (Tallandier, 2022).

- 4:30 L'angle et la nécessité de l'ouvrage.
- 6:00 La facilité d'emploi des forces armées sous la V^e République.
- 13:30 Les engagements en Afrique depuis la présidence du général de Gaulle.
- 24:30 Les années 1980, les « soldats de la paix » au Liban et au Tchad.
- 41:30 L'engagement au Rwanda et les ferments du désastre.
- 49:00 La guerre du Koweït et la place de la France dans l'après-guerre froide.
- 55:05 Le livre blanc de 1994, la réorganisation des armées et les problèmes budgétaires.
- 1:03:30 Les années casques bleus.
- 1:22:00 Réussites et échecs des OPEX françaises.
- 1:34:00 Dimensionnements et investissements pour les armées françaises de demain.



Épisode 133 – 25 janvier.

« [La Turquie, entre vieilles alliances et ambitions nouvelles](#) », avec Sümbül KAYA, chercheuse Turquie à l'IRSEM, et Alexandre JUBELIN, 1 h 05.

- 3:00 Le kémalisme et l'armée.
- 12:30 La Turquie au sein de l'OTAN depuis 1952.
- 20:30 Les printemps arabes et leurs conséquences sur le positionnement turc.
- 30:00 Le coup d'État de 2016 et ses conséquences.
- 36:30 Les tensions au sein de l'OTAN et les rapprochements vis-à-vis de la Russie.
- 43:30 Les ambitions nouvelles de la Turquie.
- 55:00 Ventes d'armes et réussites militaires.
- 1:00:30 Un rapprochement avec la Chine ?



Dans le viseur #41 – 28 janvier.

« [Devenir père en Afghanistan](#) », avec le lieutenant-colonel Benjamin, 36 mn.

Pour ce nouvel épisode dans le viseur, le lieutenant-colonel Benjamin de l'École de guerre-Terre partage un souvenir de déploiement en Afghanistan, et du moment où la naissance de son premier enfant lui a été annoncée.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et irsem.fr.

ÉVÉNEMENTS

12 janvier : Conférence de presse de lancement de l'EPEX.



Depuis le 1^{er} janvier 2022, l'IRSEM est partenaire du nouvel établissement public expérimental (EPEX) Paris-Panthéon-Assas Université. L'IRSEM s'associe à [l'université Paris-Panthéon-Assas](#) aux côtés de quatre grandes écoles privées à la pointe de leur domaine : le [CFJ](#), l'[ISIT](#), l'[EFREI](#) et [École W](#). Pionnière dans sa démarche, Paris-Panthéon-Assas Université est la première en France à reposer sur un partenariat public-privé.

Le 12 janvier 2022, dans les locaux de l'université rue d'Assas, avait lieu la conférence de presse de lancement de l'EPEX, en présence du président de l'université et des directeurs des établissements-composantes et de l'institut-partenaire, qui ont présenté cette initiative et répondu aux questions des journalistes. Le [dossier de presse](#) peut être téléchargé sur la page de l'université.

Ce projet collectif, avec sa mission fondamentale de recherche, repose sur quatre piliers : s'inscrire dans le grand service public d'enseignement supérieur et développer d'ambitieux programmes de recherche transversaux ; offrir aux étudiants une perspective professionnelle élargie ; être une grande université internationale de recherche ; créer un espace éducatif augmenté.

Pourquoi associer l'IRSEM à Paris-Panthéon-Assas Université ? Pour accroître notre interdisciplinarité, la transversalité de nos recherches, y compris vers des disciplines et des domaines connexes aux nôtres ; pour contribuer à l'émergence d'une filière d'études sur la guerre au sein même de l'université française, dans un établissement qui compte déjà des compétences nombreuses dans ce domaine ; et pour atteindre la taille critique permettant de postuler ensemble à davantage d'appels à projets de recherche nationaux et européens.

L'IRSEM est un institut jeune et en pleine expansion, qui compte déjà une trentaine de chercheurs à temps plein, sur des sujets aussi divers que le nucléaire militaire, les opérations d'influence, la Chine, la sécurité climatique, les drones, etc. Après s'être beaucoup développé ces dernières années, l'IRSEM veut poursuivre sa croissance en s'associant à des partenaires. L'université Paris-Panthéon-Assas va nous permettre de démultiplier notre potentiel en termes de thématiques et d'accroître la visibilité de la filière des études sur la guerre.

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER
Directeur

18 janvier : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Introduit par le directeur scientifique de l'IRSEM, le professeur [Jean-Vincent Holeindre](#), le séminaire Jeunes Chercheurs du 18 janvier portait sur les travaux en cours de Carine Monteiro Da Silva, doctorante associée à l'IRSEM, et Mark Corcoral, doctorant au CERI.

Carine Monteiro Da Silva a présenté l'avancée de ses travaux sur sa thèse portant sur la Chine et la « guerre du droit ». Sa question de recherche exposée s'énonce ainsi : comment la République populaire de Chine conceptualise et met en pratique la « guerre du droit » (法律战 *falü zhan*) ? La chercheuse a d'abord défini la « guerre du droit » (*lawfare*), comme l'usage du droit en tant qu'arme de guerre pour attaquer, contre-attaquer, contraindre, dissuader ou sanctionner un adversaire en obtenant une supériorité normative qui permet de légitimer les revendications et actions entreprises. La doctorante a ensuite rappelé qu'il s'agit d'un volet de la stratégie dite des « Trois guerres », avec la « guerre psychologique » et la « guerre de l'opinion publique », adoptée en 2003 avec la révision du Règlement sur le travail politique de l'Armée populaire de libération par le Parti. La discussion avec le professeur Jean-Vincent Holeindre a permis de revenir sur le débat en relations internationales et en études stratégiques portant sur l'extension du domaine de la lutte et de la nature de la guerre.

Mark Corcoral a ensuite pu discuter de ses recherches intitulées « Du droit pour protéger la nation : les fonctions stratégiques de la National Security Division ». La question de recherche du doctorant cherchait à déterminer la plus-value du droit pour la politique de sécurité nationale des États-Unis, à partir du cas retenu de la National Security Division du département de la Justice américain. L'exposant a édicté que tant par la souplesse de son cadre que par la force contraignante et normative de ses instruments juridiques, la politique de sécurité nationale des États-Unis disposait d'une plus grande liberté d'action par le droit. Les travaux réalisés cherchent sur le plan théorique à mieux appréhender le « caractère encapacitant » du droit dans le domaine de la sécurité nationale, en rupture avec la tradition de la « raison d'État ». L'approche retenue à ce jour par le doctorant est d'aborder dans un premier temps le droit comme cadre souple pour asseoir son action, avant d'envisager le droit comme instrument de coercition dans la recherche d'une adaptation pour vaincre.

Kevan GAFÄITI
Assistant de recherche

20-21 janvier : Webinar « The EU and the Indo-Pacific: What strategy, with which partners? », CERI/IRSEM/GIGA/IFRAE/Université Paris 8/FRS/CASE.



Les 20 et 21 janvier 2022, le Centre de recherches internationales (CERI) a organisé un webinar, en coopération avec l'IRSEM, le German Institute for Global and Area Studies (GIGA), l'Institut français de recherche sur l'Asie de l'Est (IFRAE), le Centre Asie du Sud-Est (CASE), la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et l'Université Paris 8. Organisée au moment où débute la présidence française du Conseil de l'Union européenne, cette conférence visait à mettre en perspective les différentes visions nationales de l'Indopacifique, à réfléchir sur les attentes

des partenaires des Européens dans la région et à identifier les forces et faiblesses de la stratégie européenne pour la coopération en Indopacifique, notamment dans son volet relatif aux enjeux de défense et de sécurité. Ces derniers sont indissociables de la notion d'Indopacifique, d'où une forte contribution de l'IRSEM à ces débats, en particulier lors de la 4^e table ronde. L'institut était largement représenté lors de ce séminaire avec la participation de [Marjorie Vanbaelinghem](#), directrice adjointe, des chercheurs [Nicolas Regaud](#) et [Marianne Péron-Doise](#), et de Raphaëlle Khan, chercheuse associée.

En introduction, Christophe Jaffrelot a rappelé que l'Indopacifique est présentée comme l'une des priorités de la PFUE, la France ayant beaucoup contribué, avec l'Allemagne et les Pays-Bas, à l'adoption de la stratégie européenne qui lui est consacrée. Il a notamment relevé les différences de vision que les grands acteurs ont de la région indopacifique, qu'illustrent les cartes publiées sur le nouveau site internet de l'Observatoire franco-allemand de l'Indopacifique.

La première session du séminaire, modérée par Raphaëlle Khan, était consacrée à la vision de l'Indopacifique par les membres les plus engagés de l'UE. Hugo Meijer a présenté l'historique et les fondements de l'engagement français en Indopacifique, articulée autour de sa présence et de son activité militaire. Christian Wagner a souligné que la vision allemande de la région était davantage orientée vers les enjeux économiques, climatiques, de droits de l'homme et de démocratie. Nicolas Blarel a ensuite présenté la position néerlandaise, tournée vers le commerce et l'autonomie stratégique de la région, notamment vis-à-vis de Pékin. Enfin, Gudrun Wacker a rappelé l'importance, pour l'UE, du partenaire que constitue l'ASEAN, ainsi que les objectifs de coopération entre les Européens et les pays indopacifiques en matière d'écologie ou de cybersécurité. La stratégie européenne dans l'Indopacifique repose en définitive sur des convergences fortes : zone de grande importance géopolitique, montée en puissance de la Chine, enjeux globaux (climat, cyber, questions maritimes). Ces convergences ne masquent toutefois ni des divergences en termes d'approches, de moyens ou de conceptions géographiques, ni les contraintes auxquelles fait face l'UE dans son action.

La seconde table ronde a rassemblé David Camroux, Garima Mohan et Alessio Patalano autour de la question « Quels partenaires occidentaux pour l'Europe dans l'Indopacifique ? ». L'arrivée de l'administration Biden à Washington a vu, selon Garima Mohan, le renforcement des relations entre alliés et partenariats dans la région, et

l'élargissement des outils diplomatiques et militaires en Indo-Pacifique, dans un contexte de tensions élevées avec Pékin. Pour Alessio Patalano, la stratégie britannique en Indopacifique est un processus, le résultat de réflexions accélérées par le Brexit et l'initiative Global Britain, dans lequel s'inscrit parfaitement l'accord AUKUS.

La première journée de séminaire s'est achevée par une allocution de Christophe Pénot, ambassadeur de France pour l'Indopacifique. Ce dernier a évoqué l'engagement politique et les outils dont dispose l'UE tels que la *Team Europe Initiative* ou le *Global Gateway* sur les infrastructures renforçant la connectivité adoptée en décembre 2021. Tout en mettant en valeur la dimension globale de la stratégie mise en place par l'UE et la reconnaissance de sa puissance normative à l'international, il a souligné que celle-ci avait besoin de temps pour la mettre en œuvre.

La troisième table ronde, modérée par Patrick Köllner, était consacrée aux grands partenaires de l'Europe dans la région indopacifique. Pour David Camroux, l'Australie voit l'UE depuis Londres, et n'en comprend pas les dynamiques internes. Il a également souligné la peur historique de l'abandon stratégique chez les Australiens, qui explique aujourd'hui le déséquilibre des relations avec Washington. Walter Ladwig a quant à lui évoqué l'accueil favorable réservé par l'Inde à la stratégie européenne dans la région, en dépit de fortes divergences avec Bruxelles sur des sujets critiques – comme la Russie – et une vision encore floue du rôle que pourrait jouer l'UE dans l'Indopacifique. Pour Anne Guibourg Delamotte, la coopération entre l'UE et le Japon a régulièrement progressé dans le domaine de la sécurité au sens large, des enjeux de gouvernance des océans à la sécurité des approvisionnements stratégiques. Néanmoins, l'absence de moyens de défense propres à l'UE pèse sur la coopération stratégique bilatérale. Antoine Bondaz a présenté la *New Southern Policy* sud-coréenne, qui reprend de nombreuses caractéristiques des stratégies indopacifiques d'autres grands acteurs, sans en reprendre les termes. Depuis 2017, l'Asie du Sud-Est figure parmi les grandes priorités de la politique extérieure coréenne et le potentiel de coopération entre Séoul et Bruxelles est important. Éric Frécon a évoqué l'ASEAN, avec qui l'UE partage une relation privilégiée du fait de leur ADN et leurs refus commun d'une bipolarisation des relations dans la région. Toutefois, ces liens sont fragilisés par des faiblesses organisationnelles et la concurrence d'autres acteurs tels que le QUAD.

La dernière session du webinaire, modérée par Marjorie Vanbaelinghem, était consacrée aux questions stratégiques et de défense en Indopacifique. Mathieu

Duchâtel a tout d'abord évoqué Taïwan comme point le plus chaud de la région à l'heure actuelle, et la difficulté de déterminer l'équilibre des forces entre les États-Unis et la Chine. Cette dernière a clairement choisi la voie de la coercition et si les États-Unis restent dominants sur le plan global, leur supériorité est aujourd'hui contestée dans la région et ils doivent désormais davantage compter sur leurs alliés. Marianne Péron-Doise a ensuite traité de la sécurité maritime dans l'Indopacifique, les garde-côtes devenant un outil privilégié pour la défense des revendications de souveraineté dans des eaux disputées, brouillant la frontière entre acteurs militaires et civils. Pour Christian Wirth, la perception européenne de la sécurité collective en Indopacifique s'appuie sur la vision de l'UE comme puissance normative influente, et sur l'impératif d'éviter une déstabilisation de la zone. Enfin, selon Nicolas Regaud, la présence des Européens (UE et États membres) dans l'Indopacifique ne doit pas être sous-évaluée, en comparaison avec d'autres puissances régionales. Une prise de conscience des risques et implications d'une crise ouverte – en particulier à Taïwan – pour les Européens est indispensable et ceux-ci pourraient jouer un rôle militaire significatif dans l'océan Indien. Il a appelé à l'engagement d'exercices de scénarisation et de planification de contingence civilo-militaire au niveau européen.

Théophile DRIEUX
Assistant de recherche

25 janvier : Séminaire de recherche « L'ancrage social du salafisme (quiétiste et jihadiste) au Kazakhstan », avec Aurélie Biard.



[Aurélie Biard](#) (chercheuse Asie centrale) a présenté ses recherches, le mardi 25 janvier, dans le cadre du séminaire interne de recherche de l'IRSEM sur « l'ancrage social du salafisme (quiétiste et djihadiste) au Kazakhstan », avec,

pour discutant, Dominique Thomas, chercheur associé à l'EHESS au sein de l'IISMM (Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman) et expert sur la mouvance djihadiste. Dominique Thomas est l'auteur notamment de *Génération djihadistes. Al-Qaïda – État islamique, histoire d'une lutte fratricide*, aux éditions Michalon (2016).

L'objectif de cette présentation est de mettre en évidence la relation entre structures sociales et type de mobilisations liées au religieux au Kazakhstan, à travers un cas d'études, celui des trajectoires sociales liées au salafisme, que ce dernier se réclame du quiétisme sunnite (stipulant que les gouvernants doivent être obéis, même s'ils sont considérés comme illégitimes) ou du djihadisme (c'est-à-dire la violence politique à référent islamique). Le salafisme est considéré comme une foi « non traditionnelle » par les autorités kazakhes, pour lesquelles la « kazakhité » ne peut correspondre qu'au seul hanafisme, majoritaire dans la région. Dans une société jeune (51 % des habitants sont nés après l'indépendance de 1991) et inégalitaire due à la disparition de l'État-providence soviétique et à trois décennies de réformes libérales, les investissements dans l'islam salafiste s'inscrivent dans un contexte particulier, celui de l'échec des politiques publiques et des inégalités régionales. Celles-ci sont liées à une redistribution des richesses selon une logique clientéliste (le Kazakhstan est riche de sa rente pétrolière et gazière, le pétrole représentant encore 30 % de la richesse annuelle et les deux tiers des exportations). Or, on ne peut que souligner l'importance de la demande d'État (et, partant, de justice sociale) ou la persistance d'un imaginaire de l'État qui demeure structurant, y compris dans les régions sous-administrées comme les anciennes cités minières autour de Jezkazgan, lesquelles ont vu se multiplier les départs de jeunes volontaires au djihad pour le théâtre de guerre irako-syrien.

À partir des données empiriques de terrain ainsi que de la théorie de la mobilisation des ressources et de celle de la reconnaissance, l'hypothèse sociologique proposée est de partir des groupes sociaux, plutôt que de l'idéologie, et donc du capital social de départ et de la dualité urbains/ruraux, afin de rendre compte des trajectoires sociales différenciées se réclamant du salafisme. Les salafistes, issus des classes moyennes urbaines avec un capital social de départ minimal, tendent à répondre à des logiques individualistes d'ascension sociale. Quiétistes, ces salafistes, devenus pour la plupart hommes d'affaires, se font les chantres d'une théologie de la prospérité (leur succès économique étant considéré comme la rétribution divine d'une pratique orthodoxe de l'islam). Ces « conservateurs

protestataires » mettent en avant un islam aussi soucieux de normes morales puritaines qu'indifférent à la perpétuation d'un ordre politique oligarchique et autoritaire. Les acteurs se réclamant du djihad forment des micro-groupes, composés d'individus dépourvus de capital social et économique et/ou issus des classes moyennes (avec un capital scolaire), mais avec un fort sentiment de déclassement lié à une absence de perspectives sociales (d'un point de vue subjectif autant qu'objectif). La stratégie est ici collective et l'accaparement des ressources se fait par le commerce informel (lié aux activités du bazar comme le commerce de téléphones portables). Ces salafistes promouvant l'usage de la violence ont, pour la plupart, été socialisés dans des milieux semi-criminialisés et/ou au sein de clubs de sports de combat. On observe, à la fois chez les salafistes quiétistes et chez ceux se réclamant du djihadisme, des phénomènes de dénaturalisation de l'ordre social. Le projet social alternatif des salafistes au Kazakhstan est de réformer les mœurs des Kazakhs, dont la foi a « dévié » par rapport à celle des « pieux ancêtres » (ara. *Salaf Salih*).

Aurélie BIARD
Chercheuse Asie centrale

27 janvier : Petit-déjeuner Afrique (webinaire) « Dynamiques de recomposition des identités nationales et transnationales dans la crise centrafricaine. Le cas des "retournés" tchado-centrafricains à Goré », avec Kelma Manatouma.



Dr Kelma Manatouma de l'Université des Antilles en Guadeloupe a présenté dans le dernier webinaire des petits-déjeuners Afrique de l'IRSEM, organisé par [Maxime Ricard](#) et [Anne-Laure Mahé](#), ses recherches de terrain sur les dynamiques politiques et sociales de recomposition des identités « des retournés » de la crise centrafricaine dans la ville de Goré au Tchad. Spécialiste des politiques d'identification biométrique au Tchad sur laquelle porte

sa thèse, Kelma Manatouma a montré qu'à travers le prisme de la question des tensions et luttes politiques autour de la définition des identités et des questions d'identification, il est possible d'analyser les dynamiques de reconfiguration d'un conflit, mais aussi du rôle des acteurs étatiques dans la gouvernance des frontières et des déplacés de guerre. En considérant la ville de Goré au sud du Tchad comme un « site d'action », il a notamment discuté de l'histoire des relations tchado-centrafricaines mais aussi de l'économie politique de ces territoires près des frontières. Dans un contexte de polarisation des identités dans le contexte du conflit centrafricain, il a analysé comment les acteurs étatiques et internationaux se sont adaptés aux dynamiques de flux de populations, et a souligné les tensions et enjeux que cela soulève. Lors de la période des questions, le statut de ces « retournés » et de leur prise en compte par les acteurs internationaux tels que le HCR, le rôle de la société militaire privée Wagner en Centrafrique, ainsi que les reconfigurations politiques tchadiennes ont été discutées. En 2021, Dr Kelma Manatouma a publié « Testimonies and Social Markers in the Age of Biometrics. The Work of the Identity Control and Verification Commission in Chad » dans l'ouvrage *Identification and Citizenship in Africa Biometrics, the Documentary State and Bureaucratic Writings of the Self* chez Routledge.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

28-30 janvier : 2^e édition de La Fabrique Défense, Grande Halle de la Villette, Paris.



Les vendredi 28, samedi 29 et dimanche 30 janvier se déroulait la deuxième édition de l'événement parisien de clôture de La Fabrique Défense à la Grande Halle de la Villette. Initiative lancée par le ministère des Armées en 2020, La Fabrique Défense est pilotée par la DGRIS avec le soutien de l'IRSEM, plus particulièrement chargé de l'organisation des tables rondes lors de l'événement de clôture, sous la supervision de la directrice adjointe, [Marjorie Vanbaelinghem](#). La Fabrique Défense a réuni cette année plus d'une centaine de manifestations labellisées partout en France et en Europe, avec l'objectif de sensibiliser la jeunesse à l'Europe de la défense.

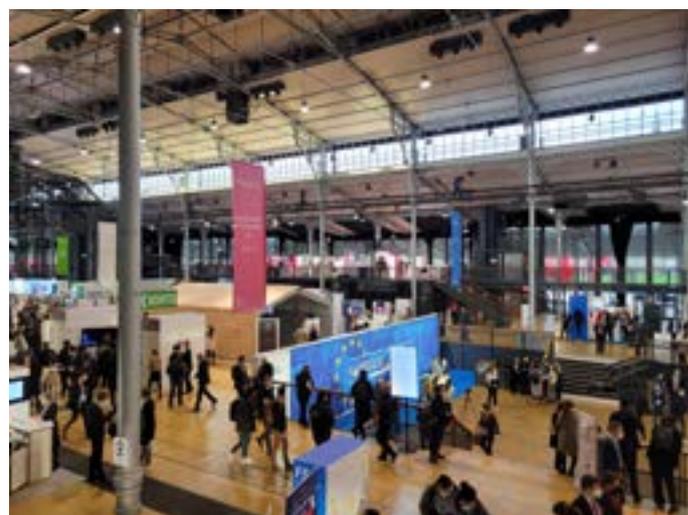


La manifestation parisienne marquait la clôture de La Fabrique Défense mais aussi le début de la présidence française de l'Union européenne (PFUE). Elle a été l'occasion pour le grand public, en particulier les 15-30 ans, de découvrir à La Villette, dans un espace de près de 15 000 m², plus de 130 stands autour de 13 thématiques : Europe ; cyber ; dissuasion nucléaire ; énergie, climat et environnement ;

innovation ; milieu aérospatial ; milieu aéromaritime ; milieu aéroterrestre ; parcours jeune ; recherche et formation ; renseignement ; résilience ; soutien. En plus des présentations de matériels, d'un espace librairie et des *serious games* ou *wargames*, l'événement a accueilli 34 tables rondes et 30 témoignages de parcours professionnels au cours de ces trois jours.



Le directeur de l'IRSEM, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), a notamment animé, lors du premier jour de l'événement, la table ronde sur le thème « Jeunes et Europe de la défense » (photo ci-dessus). La discussion réunissait la ministre des Armées, Florence Parly, Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement, et les représentants de trois associations de jeunes : Hélène Rolet (présidente des Jeunes IHEDN et ancienne chargée de communication de l'IRSEM), Steven Le Manach (Fédération Atlas) et Florian Laur (les Jeunes Européens). Divers thèmes tels que la définition d'une Europe qui s'engage, l'incitation des jeunes à s'engager pour l'Europe ou bien encore le fait de convertir un engagement en activité professionnelle ont pu être abordés.



Les chercheurs de l'IRSEM étaient également présents lors de multiples tables rondes, en tant que pilotes ou intervenants. L'ensemble de ces tables rondes organisées par l'IRSEM a permis de sensibiliser les jeunes aux sujets stratégiques et d'alimenter la réflexion autour de thématiques variées comme « Les relations UE – Russie », « La guerre des drones », « Les jeunes et la défense : quels liens ? Quelles perspectives ? », « Une union ayant la capacité d'agir : les mécanismes de gestion de crise de l'UE », « Le *lawfare*, la guerre par le droit », etc.



L'IRSEM tenait également un stand durant le salon. Cet espace a permis de partager les travaux de recherche et les ouvrages des chercheurs de l'Institut et d'accueillir les jeunes curieux d'en apprendre plus sur la recherche stratégique. Plusieurs chercheurs et membres de l'équipe de soutien, sous l'autorité de la secrétaire générale, [Caroline Verstappen](#), ont été sur place pendant ces trois jours pour répondre aux nombreuses questions sur le fonctionnement de l'Institut ou encore sur le métier de chercheur.



L'IRSEM a également contribué à la préparation et au déroulement des témoignages de parcours professionnels à l'attention de la jeunesse. Ces rencontres ont été l'occasion pour les jeunes d'échanger avec des femmes et des hommes de la défense (ingénieur, officier, chercheur, etc.) et de découvrir des opportunités de carrière. La directrice adjointe, Marjorie Vanbaelinghem, a présenté le métier de diplomate (photo suivante).

À l'issue de cette deuxième édition parisienne, qui a vu près de 20 000 personnes inscrites à l'événement, La Fabrique Défense s'affirme comme une initiative majeure pour construire avec les jeunes la défense européenne de demain.

Alice ORTEGA
Assistante de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Intervention dans l'émission *Mashup*, « La Russie est-elle l'alliée de la France », 19 janvier 2022.

- Conférence : « Quelle influence pour la Russie en Afrique subsaharienne ? », Institut catholique de Paris, 20 janvier

2022.

- Intervention dans l'émission *Complorama*, « De Staline à Poutine, le complotisme en Russie », FranceInfo, 25 janvier 2022.

- Journée d'étude : « Comment la Russie utilise-t-elle la désinformation ? », Master NRBC de l'École du Val de Grâce du Service de santé des Armées, 27 janvier 2022.

- Séminaire : « Politiques et géopolitiques des États post-soviétiques », discutant de l'intervention de Marlène Laruelle et Kevin Limonier sur les entrepreneurs d'influence russes en Afrique, Université Paris Nanterre, 27 janvier 2022.



Camille BRUGIER

- Interview pour la dernière page des trois quotidiens *Le Maine libre*, *Courrier de l'Ouest* & *Presse Océan*, 24 janvier 2022.

- Intervention à la table ronde « La résilience de l'Union européenne face à la Chine » au sein de la conférence « Penser le futur de l'Union européenne : intégration et différenciation », organisée à SciencesPo Grenoble – UGA, 28 janvier 2022.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Article : « La difficile préservation d'un ordre nucléaire », *Conflicts*, dossier « Nucléaire. L'atome, futur des armées et de l'énergie », janvier 2022.

- Interview : « L'équilibre nucléaire global », *Tout un monde*, RTS, 5 janvier 2022.

- Intervention : « Prolifération et dissuasion nucléaires », dans le cadre du Master NRBC de l'école du Val de Grâce, 25 janvier 2022.

- Participation à la table ronde « Europe et dissuasion », La Fabrique Défense, Grande Halle de La Villette, Paris, 29 janvier 2022.



Paul CHARON

- Rapport : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Chinese Influence Operations – A Machiavellian Moment* [traduction de *Les Opérations d'influence chinoises – Un moment machiavélien* paru en septembre 2021 (2^e édition en octobre 2021)], IRSEM, mis en ligne le 13 janvier 2022, 654 p.

- Intervention : « L'anticipation dans les services de renseignement américains », conférence devant les auditeurs de la 71^e session du Centre des hautes études militaires (CHEM), École militaire, 19 janvier 2022.

- Intervention : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, présentation du rapport *Les Opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, Interaxions, 21 janvier 2022.

- Séance de travail avec le comité 8 des auditeurs de la session nationale politique de défense de l'IHEDN sur le thème de la subversion, École militaire, 21 janvier 2022.

- Organisation d'un exercice d'anticipation (Génération de scénarios multiples) sur le thème de la présence chinoise en Afghanistan au profit de l'École de guerre, École militaire, 21 janvier 2022.

- Cité dans « Présidentielle : comment l'État fait face à la menace cyber », AFP, 23 janvier 2022.

- Conférence : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Quel avenir en Europe face à l'influence chinoise ? », organisée par l'Inalco et Asialyst, 26 janvier 2022.

- Conférence : « Surmonter les biais décisionnels : l'expérience des services de renseignement », Unimev, 28 janvier 2022.

- Conférence : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Chinese influence operations and a machiavellian moment in Sweden? », The Swedish Institute for International Affairs, 31 janvier 2022.

- Conférence : présentation du rapport *Les Opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, Université catholique de l'Ouest, Angers, 31 janvier 2022.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Entretien : « [5 questions à Fatiha Dazi-Héni : Comprendre la politique étrangère du Qatar](#) », Centre arabe de recherche et d'études politiques (CAREP), 6 décembre 2021.
- Interview sur le « Mystérieux attentat au rallye Paris-Dakar en Arabie saoudite contre un équipage français », *La matinale*, Radio classique, 8 janvier 2022.
- Participation à l'émission *Culture monde*, « [Abou Dhabi frappé par les Houthis : la guerre au Yémen à un tournant ?](#) », France Culture, 21 janvier 2022.
- Interview pour l'article de Laure-Maïssa Farjallah et Julie Kebbi, « [En Arabie saoudite, la révolution sociétale est en marche](#) », *L'Orient le Jour* (quotidien libanais), 22 janvier 2022.
- Conférence : « Arabie saoudite : enjeux, défis et impacts des transformations internes », Université Auguste Rodin de Meudon, 25 janvier 2022.



Emmanuel DREYFUS

- Publication : « [Winning Hearts and Minds: From Syria to Nagorno-Karabakh, the development of population-centric approaches in Russia's military interventions](#) », Research Paper No. 120, IRSEM, 24 janvier 2022, 18 p.



Adrien ESTÈVE

- Participation à la table ronde « Le *lawfare*, la guerre par le droit », La Fabrique Défense, Paris, Grande Halle de la Villette, 30 janvier 2022.



Pierre HAROCHE

- Participation à la table ronde « Les relations UE – Russie », La Fabrique Défense, Paris, Grande Halle de la Villette, 28 janvier 2022.
- Participation à la table ronde « Une union ayant la capacité d'agir : les mécanismes de gestion de crise de l'UE », La Fabrique Défense, Paris, Grande Halle de la Villette, 30 janvier 2022.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Conférence de presse de [lancement de l'EPEX Université Paris-Panthéon-Assas](#), rue d'Assas, 12 janvier 2022.
- Rapport : avec Paul Charon, [Chinese Influence Operations – A Machiavellian Moment](#) [traduction de [Les Opérations d'influence chinoises – Un moment machiavélien](#) paru en septembre 2021 (2^e édition en octobre 2021)], IRSEM, mis en ligne le 13 janvier 2022, 654 p.
- Intervention : avec Paul Charon, présentation du rapport *Les Opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, Interaxions, 21 janvier 2022.
- Entretien sur mon parcours, l'IRSEM, la vulnérabilité du Canada aux manipulations de l'information et notre rapport sur *Les opérations d'influence chinoises*, avec Thomas Juneau et Sarah-Myriam Martin-Brûlé, dans le [podcast](#) canadien « Conseils de sécurité », 26 janvier 2022.
- Intervention : « [Quel avenir en Europe face à l'influence chinoise ?](#) », conférence avec Paul Charon, Irène Hors et Joris Zylberman, organisée par l'INALCO et Asialyst, en ligne, 26 janvier 2022.
- Article « [Une guerre majeure toujours possible et moins improbable](#) », *Le Rubicon*, 27 janvier 2022.
- Intervention : « [Chinese Influence Operations and a 'Machiavellian Moment' in Sweden?](#) », Swedish launch of our report on *Chinese Influence Operations*, organized by the Swedish National China Centre at the Swedish Institute of International Affairs (UI), Stockholm, en ligne, 31 janvier 2022.
- Animation de la table ronde « Jeunes et Europe de la Défense » avec la ministre des Armées Florence Parly, la secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement Sarah El Hairry, et les représentants de trois associations de jeunes (IHEDN Jeunes, Atlas, Jeunes Européens), [La fabrique Défense](#), Grande Halle de la Villette, Paris, 28 janvier 2022.



Édouard JOLLY

- Participation à un exercice d'anticipation stratégique, organisé par Paul Charon, École de Guerre, 21 janvier 2022.



Sümbül KAYA

- Participation aux rencontres du programme ANR CALOT sur « Les conséquences des loyautés forcées (France sous Vichy, Argentine, Turquie, Russie) », 12 et 13 janvier 2022.

- Podcast : « [La Turquie : entre vieilles alliances et ambitions stratégiques](#) », « Le Collimateur », 25 janvier 2022.

- Participation aux rencontres scientifiques du programme 5+5, 27 janvier 2022.



Anne-Laure MAHÉ

- Animation de l'émission [Cosmo-Politique](#) et entretien avec Amélie Zima sur les relations entre l'OTAN et la Russie, Fréquence protestante, 22 janvier 2022.



Anne MUXEL

- Co-auteur de l'ouvrage collectif *La politique au microscope* co-dirigé par Martial Foucault et Pascal Perrineau, Paris, Presses de Sciences Po, 20 janvier 2022.

- Entretien : « Nous sommes sortis de l'antimilitarisme des années 1970 », *Le Figaro*, 20 janvier 2022.

- Audition au Sénat dans le cadre de la mission commune d'information « Culture citoyenne », 25 janvier 2022.

- Entretien : « Oui, les jeunes s'intéressent à la politique, mais... », *Ouest-France*, 29 janvier 2022.

- Organisation d'une table ronde « Les jeunes et la Défense : quels liens ? quelles perspectives ? », La Fabrique Défense, Paris, Grande Halle de la Villette, 29 janvier 2022.



Marianne PÉRON-DOISE

- Modération de la table ronde [en ligne] « Toward a broader spectrum of European action for Maritime Security », dans le cadre du Forum pour la sûreté maritime organisé par la Marine nationale à l'occasion de la PFUE, 12 janvier 2022.

- Modération de la table ronde « Environmental security risks in the Indian Ocean » dans le cadre du Symposium sur la sécurité environnementale organisé par la DGRIS à l'occasion de la PFUE, CESM, Paris, 13 janvier 2022.

- Deuxième réunion de lancement concernant l'étude AUKUS avec des représentants DGRIS, STRATPOL, EMM/BRI, 20 janvier 2022.

- Présentation : « Coast guards in the Indo-Pacific: defending good order at sea » au webinaire organisé par le CERI Sciences Po « The EU and the Indo-Pacific: What strategy, with which partners? », 20-21 janvier 2022.

- Article : « L'Otan et la Chine : de l'opportunité au défi systémique », *Questions internationales*, n° 11, janvier 2022.



Maud QUESSARD

- Article : « L'administration Trump et les enjeux stratégiques américains en Méditerranée orientale : l'impossible poursuite du désengagement ? », *Politique américaine*, n° 37, p. 133-147.

- Entretien : « Les guerres pour, par et contre l'information » avec Audrey Knauf, Nicolas Moinet, *Revue internationale d'intelligence économique (R2IE)*, n°2, 4/2021.

- Invitée au Journal de 13h, « [Assaut du Capitole : un an après, Biden pointe la "responsabilité" de Trump](#) », France 24, 6 janvier 2022.



Nicolas REGAUD

- Publication : « [Renforcer la coopération régionale en matière de sécurité environnementale et climatique dans le sud-ouest de l'océan Indien – Des pistes à explorer](#) », Brève stratégique n° 28 / « [Strengthening Regional Cooperation on Environmental and Climate Security in the Southwest Indian Ocean – Avenues to Explore](#) », Strategic Brief No. 28, IRSEM, 13 janvier, 2 p.

- Intervention à la table ronde « Axes d'amélioration » du Symposium « La sécurité environnementale des espaces maritimes de la Commission de l'océan Indien », organisé par la DGRIS, École militaire, 13-14 janvier 2022.

- Intervention au webinaire « Fostering North-South cooperation on climate and security: focus on Sud-Sahatan »

Africa », IRIS & Center for Climate and Security, 20 janvier 2022.

- Publication : « [Scénario de crise ouverte dans le détroit de Taïwan – Quelles implications stratégiques pour l'Europe ?](#) », Brève stratégique n° 29 / « [Open Crisis Scenario in the Taiwan Strait – What Strategic Implications for Europe?](#) », Strategic Brief No. 29, IRSEM, 20 janvier, 2 p.

- Intervention : « Strategic stakes and military role for the Europeans » au webinaire organisé par le CERI Sciences Po « The EU and the Indo-Pacific: What strategy, with which partners? », 21 janvier 2022.

- Intervention à la conférence « Taïwan, prisme des rivalités militaires entre Chine et États-Unis », Institut catholique de Paris, 26 janvier 2022.



Maxime RICARD

- Article (de vulgarisation) : avec Félix Kouamé Grodji, « [Négociateur l'ordre : Ousmane Dollar et le monde social de la drogue à Abidjan](#) », Le Club de Mediapart, *Politique Africaine – La revue*, 20 janvier 2022.

- Organisation et modération du webinaire « Petit-déjeuner Afrique – Dynamiques de recomposition des identités nationales et transnationales dans la crise centrafricaine. Le cas des "retournés" tchado-centrafricains à Goré », avec Kelma Manatouma, IRSEM, 27 janvier 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Direction d'un numéro spécial de *The Russian Journal of Vietnamese Studies* (en ligne) consacré à la jeune recherche française sur ce pays, 15:1S, 2021, 128 p.



Camille TROTOUX

- Publication : « [La décision de justice européenne à propos du temps de travail des militaires](#) », Brève stratégique n° 30, IRSEM, 24 janvier 2022.



Marjorie VANBAELINGHEM

- Modération de la session « Security issues and the military build-up in the Indo-Pacific » du webinaire organisé par le CERI Sciences Po « The EU and the Indo-Pacific: What strategy, with which partners? », 21 janvier 2022.

- Présentation du métier de diplomate à La Fabrique Défense, Grande Halle de la Villette, Paris, 29 janvier 2022.



Amélie ZIMA

- Intervention dans l'émission *Affaires étrangères*, « [Biden-Poutine : les règles du jeu en question](#) », France Culture, 8 janvier 2022.

- Interview : « [Sécurité européenne : l'OTAN toujours vivante, toujours vivante](#) », TV5 Monde, 9 janvier 2022.

- Participation à l'émission *Les enjeux internationaux*, « [L'OTAN est-elle vraiment en train de renforcer son flanc Est ?](#) », France Culture, 10 janvier 2022.

- Interview : « [Face à la Russie, la Finlande agite l'idée d'une adhésion à l'OTAN](#) », *Libération*, 12 janvier 2022.

- Intervention : « Les défis du travail empirique et de l'accès au terrain : les cas de l'enquête comparative et des entretiens avec les dirigeants », séminaire doctoral du Centre Thucydide, Université Panthéon-Assas, Paris, 17 janvier 2022.

- Participation à l'émission *Cosmo-Politique*, « [OTAN, Russie, Ukraine : quelles évolutions sur le flanc Est ?](#) », Fréquence protestante, 22 janvier 2022.



Océane ZUBELDIA

- Publication : « Le modèle taiwanais, un hub technologique ? », *Diplomatie*, n° 113, janvier-février 2022, p. 64-67.

- Entretien : « Les semi-conducteurs : un enjeu vital pour Taïwan ? », *Diplomatie*, n° 113, janvier-février 2022, p. 68-69.

- Intervention : table ronde « La guerre des drones », La Fabrique Défense, Grande Halle de la Villette, Paris, 29 janvier 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Organisation de la table ronde « Le *lawfare* ou l'usage du droit comme arme de guerre » ; intervenants : Steven Blockmans, Amélie Férey, Alexandre Rogliano ; modérateur : Adrien Estève, La Fabrique Défense, Grande Halle de la Villette, Paris, 30 janvier 2022.

VEILLE SCIENTIFIQUE

COMLOTISME

Jared HOLT, « [After the insurrection: how domestic extremists adapted and evolved after January 6 US Capitol attack](#) », *Atlantic Council*, 4 janvier 2022.

Il y a un peu plus d'un an, une foule se réunit à la Maison-Blanche avant de descendre Pennsylvania Avenue et de s'immiscer violemment dans le Capitole. Indignés par la défaite de leur meneur Donald Trump, les groupes d'extrême droite et complotistes que sont QAnon, Boogaloo, Tea Party, Three Percenters, Oath Keepers, Blue Lives Matter et Proud Boys prennent d'assaut le siège de la démocratie américaine. En réponse à cette insurrection, qui a coûté la vie à 5 personnes et en a blessé 143, l'administration Biden crée le comité de la Chambre dédié à l'attaque du 6 janvier (*House Select Committee on the January 6 Attack on the United States Capitol*) le 1^{er} juillet 2021. Après plusieurs centaines d'auditions, ses membres accusent Donald Trump, Mark Meadows et Stephen Bannon d'avoir exacerbé les tensions à la suite de l'amplification de la théorie du *Big Lie*, selon laquelle Donald Trump aurait légitimement gagné les élections de 2021. Ce chapitre de l'histoire américaine clôt-il pour autant la montée de l'extrémisme violent dans le pays ? D'après un rapport de Jarod Holt, chercheur à l'Atlantic Council, ces groupes sont toujours actifs et connaîtraient même une phase d'expansion. Fruit de son immersion et d'une collecte de données massives, il nous livre le nouveau *modus operandi* adopté par cette galaxie de groupes extrémistes.

En dépit de leur brève paralysie et de l'intensification de la répression par les autorités, ces groupes réussissent rapidement à se reconstruire grâce à l'exploitation de plateformes alternatives. Comme l'explique M. Holt, le durcissement des mesures prises par les réseaux sociaux traditionnels provoque une « grande dispersion » (*great scattering*) des communautés extrémistes et complotistes sur Facebook et Twitter en faveur de Telegram, Parler ou encore Gab. Contrôlées par les sympathisants d'extrême droite que sont Mark Meckler et Andrew Torba, ces deux dernières procèdent à la création d'une sphère d'information alternative capable de favoriser la radicalisation de ses membres par le biais des chambres d'écho et des bulles de filtre. Parallèlement, les membres des groupes reprennent leurs efforts de propagande en l'absence de tout contrôle. Inscrite dans une « guerre des cultures », elle intègre essentiellement des thématiques propres

aux débats de société jouant sur la psychologie des émotions dans l'optique de gonfler les rangs et susciter haine et division. Ce faisant, ils bénéficient d'une couverture médiatique favorable de la part de médias conservateurs tantôt traditionnels, comme Fox News ou One America News Network, tantôt marginaux tels que Gateway Pundit et Revolver.

En dehors de la sphère numérique, les dirigeants des mouvements Oath Keepers, QAnon et True Believers invitent leurs partisans à s'immiscer dans la politique du pays non seulement à l'échelle fédérale, mais aussi locale. Ainsi, des dizaines de Anons entendent se porter candidats à des fonctions électives lors des élections de mi-mandat de novembre 2022. À l'échelle locale, les dirigeants des mouvements Oath Keepers et True Believers se détournent de manifestations de grande ampleur pour privilégier un cadre plus discret et ciblant les responsables locaux. Dans la banlieue de Portland, des dizaines de membres issus des groupes Patriot Prayer, People's Rights et les Proud Boys auraient précipité la fermeture d'une école à la suite d'une manifestation anti-masque. De même, d'autres rassemblements cherchent à promouvoir la théorie du *Big Lie* et prennent pour cibles les conseils municipaux, les bâtiments gouvernementaux ainsi que les domiciles d'agents publics locaux.

Alors que ces groupes ne cessent de proliférer, force est de constater l'échec de la réconciliation souhaitée par Joe Biden. Encore aujourd'hui, seuls 58 % des Américains interrogés considèrent comme légitime la victoire électorale de Joe Biden, contre 71 % pour les personnes affiliées au parti républicain. La menace de l'extrémisme domestique demeure donc tangible d'autant que plusieurs imbroglios politiques, tels que le *gerrymandering* ou l'incapacité à réformer l'*Electoral Count Act* de 1887, risquent de l'exacerber à l'approche des élections de mi-mandat de 2022.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

UKRAINE

Michael Hikari CECIRE, « [Half Measures Are Worse Than Nothing in Ukraine](#) », *Foreign Policy*, 21 janvier 2022.

En massant plus de cent mille soldats à la frontière entre la Russie et l'Ukraine, le président Vladimir Poutine crée une nouvelle crise internationale. Bien que voué à l'échec, l'ultimatum lancé par Moscou en direction de l'Occident somme ce dernier d'échanger la souveraineté de l'Ukraine contre la promesse d'une issue pacifique. M. Poutine voit

en effet dans la politique de la « porte ouverte » promue par l'OTAN la possibilité d'un élargissement à l'Alliance, ce qui contribuerait à redessiner les frontières stratégiques en faveur de l'Occident. Ce n'est toutefois pas la seule raison : les exigences de la Russie témoignent de son anxiété quant à son statut mondial et à la possibilité que ses régions frontalières puissent échapper à son emprise. C'est du moins le constat que tire Michael Hikari Cecire, conseiller politique à la Commission américaine d'Hel-sinki, dans son article pour *Foreign Policy*.

Désireux d'apporter une analyse conceptuelle à ces événements, son article se nourrit de l'histoire et la théorie des relations internationales pour tenter de guider le lecteur dans la résolution d'une crise capable de saper davantage la sécurité de l'Europe. De fait, l'œuvre de Donald Kagan et de Thucydide révèle l'existence de similitudes stratégiques au conflit russo-ukrainien. À la veille de la guerre du Péloponnèse entre les empires d'Athènes et de Sparte, ce premier se voit confronté à un dilemme entre Corcyre et Corinthe, alors toutes deux en guerre. Lorsque Corcyre s'empresse de demander l'aide d'Athènes, celle-ci craint la précipitation d'une guerre ruineuse avec Sparte, alliée de Corinthe. Redoutant cependant que l'abandon de Corcyre ne compromette ses alliances et n'encourage l'expansionnisme spartiate, Athènes se résigne à envoyer 10 navires destinés à dissuader l'armada de 150 navires de Corinthe. De manière similaire, les États-Unis et leurs alliés ne se contentent que d'aider superficiellement l'Ukraine par le biais de « demi-mesures ». Celles-ci n'ont néanmoins rien d'inédit, comme le montre la promesse non tenue de l'adhésion à terme de la Géorgie et de l'Ukraine lors du sommet de Bucarest en 2008.

Outre le piège de Thucydide et de l'inévitable montée aux extrêmes, le « piège des demi-mesures » risque donc de contribuer à l'avènement d'une nouvelle guerre russo-ukrainienne. Jusqu'à présent, les remontrances occidentales et les pressions économiques exercées ne font que creuser « l'appétit impérialiste » et serviraient même d'alibi au Kremlin. Bien que les sanctions économiques aient été largement considérées comme des outils utiles à cet égard, la plupart des mesures envisagées sont probablement déjà intégrées dans les calculs de la Russie ou n'ont pas d'effet immédiat. Selon l'auteur, il faudrait alors laisser aux négociations le temps de fonctionner, et étayer ces pourparlers par des mesures sérieuses et significatives. Ces efforts pourraient amorcer une nouvelle détente : la rencontre du 10 janvier entre la Russie et les États-Unis, ainsi que celle convenue par l'OTAN le 12 janvier montrent que la Russie reste disposée à dialoguer. Aussi, Poutine doit être convaincu qu'une agression mili-

taire ne fera qu'accroître et compliquer considérablement ce qu'il croit être les vulnérabilités actuelles russes en matière de sécurité. À cette fin, M. Cerice propose plusieurs solutions envisageables, dont le retrait de l'Acte fondateur OTAN-Russie, ou encore le repositionnement urgent de forces lourdes en Europe.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

HYPOTHÈSE DE LA MENACE UNIFICATRICE

Rachel MYRICK, « [Do External Threats Unite or Divide? Security Crises, Rivalries, and Polarization in American Foreign Policy](#) », *International Organization*, 75:4, 2021 p. 921-958

L'article que Rachel Myrick a publié dans la revue *International Organization* fera sans doute couler beaucoup d'encre. Et pour cause, l'auteure tord le cou à l'une des croyances les plus consensuellement admises et répandues à la fois dans les milieux universitaires, médiatiques et politiques : l'idée selon laquelle les menaces extérieures permettent d'unifier la scène politique en interne. L'hypothèse de la menace unificatrice repose, selon Myrick, sur deux arguments majeurs. D'une part, le « mécanisme informationnel », en vertu duquel des actions menaçantes révèlent des informations qui conduisent à une convergence interpartisane à l'égard de l'ennemi, permettrait d'établir un objectif commun en interne et de rallier l'opposition au pouvoir exécutif. D'autre part, le « mécanisme identitaire » facilite la cohésion sociale en augmentant la visibilité des enjeux d'identité nationale. De ce fait, il réduit la polarisation politique. Myrick parvient néanmoins à montrer, à partir de l'exemple américain, que la polarisation rhétorique ne diminue pas en temps de crise. En outre, les temps de crise n'augmentent que faiblement et très temporairement la cote de popularité du chef de l'exécutif auprès de ses opposants. De manière générale, la crise ne permet pas de dépasser les logiques de rivalité politique interne ; elle est tout au contraire façonnée par ces dernières.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

POLITIQUE PUBLIQUE DE RENSEIGNEMENT

Soutenance de thèse : Benjamin OUDET, D'une « stratégie » à une « politique publique ». Changement et trajectoire de réformes en France. 1989-2020, Université de Poitiers, 17 décembre 2021.

Le 17 décembre 2021 a eu lieu, à l'Université de Poitiers, la soutenance de thèse de Benjamin Oudet. Intitulée *D'une « stratégie » à une « politique publique ». Changement et trajectoire de réformes en France. 1989-2020*, elle porte donc sur la « politique publique de renseignement », une formule qui s'est imposée dans le discours public comme registre premier de description du programme de réformes attaché à la « communauté du renseignement ». Une question se pose désormais : comment le renseignement, si lié aux catégories de la clandestinité, du secret, de la raison d'État peut-il être l'objet d'une politique publique ? Jusqu'ici le renseignement a été l'objet de travaux historiques et plus récemment d'études juridiques. Ces études convergent pour évoquer la *normalisation* du renseignement, qui en tant qu'administrations et pratiques, se tenait jusque-là à la lisière de l'action publique. Pour autant, le renseignement n'avait pas retenu l'attention soutenue de la science politique. Au croisement de l'analyse des politiques publiques, de la théorie politique et des Relations internationales la thèse de M. Oudet interroge la « mise en politique publique » et l'institutionnalisation du renseignement ; c'est-à-dire son implication plus systématique dans les processus de décisions. Quatre questions structurent cette thèse : comment et pourquoi le renseignement est-il saisi dans le registre des politiques publiques ? Comment et par quelles opérations le renseignement est-il « mis en politique publique » ? Comment le renseignement a-t-il été successivement problématisé comme objet de réforme ? S'il s'agit bien d'une authentique politique publique, alors comment la définir ? Ces quatre questions sont analysées à partir des concepts de trajectoire de réformes, de processus de problématisation, et de sous-système. Appuyée sur toute la documentation parlementaire disponible depuis 1989, les sources juridiques et une campagne de plus de 60 entretiens, cette thèse explique les mécanismes et enjeux de différenciation, de spécialisation et d'institutionnalisation du *renseignement comme communauté* et montre qu'il existe désormais une rationalité propre à au *renseignement comme politique publique*.

Composé de Jean Joana (Université de Montpellier), Philippe Lagrange (Université de Poitiers), Hélène L'Heuillet (Université Paris Sorbonne), Virginie Tournay (CNRS/CEVIPOF), Olivier Chopin (ministère des Armées), et des deux co-directeurs Jean-Vincent Holeindre (Université Paris II Panthéon Assas, IRSEM), et Yves Surel (Université Paris II Panthéon-Assas), le jury a unanimement reconnu l'excellente qualité de ce travail de recherche.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Sébastien JAKUBOWSKI, Les transformations institutionnelles de l'action publique : armées, enseignement supérieur et enseignement scolaire. Contribution à la sociologie des organisations, Paris, L'Harmattan, 2021, 212 p.

Préfacé par Bruno Milly, qui souligne son originalité, cet ouvrage est tiré de l'habilitation à diriger des recherches de Sébastien Jakubowski. Grâce à une approche interdisciplinaire, l'auteur interroge la transformation de l'action publique au regard des changements repérés au sein des armées, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement scolaire (chapitres 2, 3 et 4). Chacune des trois institutions est examinée selon une grille d'analyse qui prend en compte la nature des processus de professionnalisation, les formes d'introduction de la figure du marché, et une réinstitutionnalisation par le politique. Si les dynamiques ne sont pas les mêmes d'une institution à l'autre, des points de convergence se font jour comme avec l'introduction des principes du *New Public Management*. La richesse de cet ouvrage tient à son positionnement entre sociologie des institutions et des organisations, et sociologie politique et de l'action publique. Son analyse à la fois comparative (entre 3 institutions publiques), multiscale (échelles institutionnelle, historique, normative) et multiniveaux (micro, meso, macro), permet à Sébastien Jakubowski de proposer un modèle théorique relativement novateur (chapitre 1). Celui-ci est légèrement révisé en fin d'ouvrage (chapitre 5), à la suite des conclusions que l'auteur porte sur chacun des cas d'étude et leur comparaison (convergences et dynamiques propres). Une part des difficultés se trouve dans l'interdisciplinarité et la définition des concepts centraux de professionnalisation, d'institution et d'organisation, de marché et de politique. D'un point de vue méthodologique, les terrains n'ont pas été investis de la même manière avec le même appareillage. Enfin, l'auteur opte pour des choix épistémologiques forts. Selon lui, « les sociologues ont leur rôle à tenir dans le débat public pour expliciter et faire comprendre les enjeux des transformations institutionnelles ». Un rôle délicat qui ne doit pas empêcher de conserver une vision optimiste des choses. Avec ce livre, Sébastien Jakubowski ouvre les débats sur la nature institutionnelle de l'action publique ; son apport à la connaissance des dynamiques d'évolution de l'action publique est indéniable.

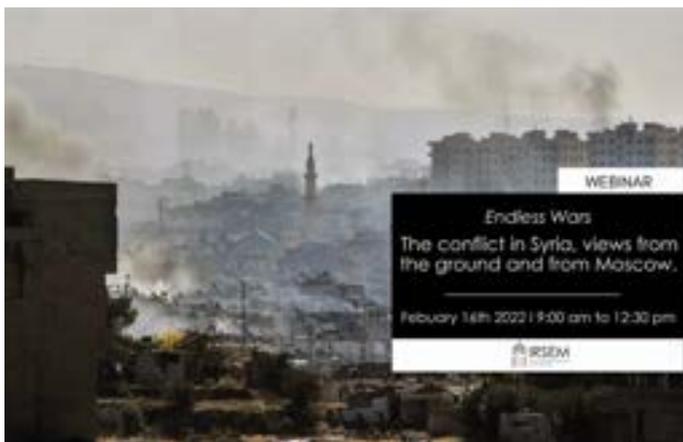
Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire

À VENIR

9 février : Webinar « Turkey and Russia: The logic of conflictual cooperation » avec Daria Isachenko, Sümbül Kaya, Emmanuel Dreyfus et Romuald de Pierrefeu (DGRIS), 14h à 15h30. [Inscription obligatoire.](#)

Turkey-Russia relations may seem paradoxical, but only if we assume that trust, or lack thereof, plays a role in this partnership. The fact is that two historical rivals are able to work together, both bilaterally as well as regionally, despite having diametrically opposed positions. This implies that trust is not as significant as it is often assumed. Instead, the Ankara-Moscow partnership is sustained by the necessity to cooperate. Two factors are essential that make both Turkey and Russia recognise this necessity. First is the mutual understanding of each other's security interests and sensitivities. Second is the prospect of mutually beneficial cooperation. This double dynamic is most visible in Syria that eventually led to the export of their cooperation elsewhere. Syria is also an example that this relationship contains not only an exchange of carrots, but may also be an exchange of sticks, given an intricate interdependence between Ankara and Moscow. As such, our understanding of Turkey-Russia relations should be informed by the assessment of their current priorities and issues at stake in particular conflict areas rather than by their past rivalries.

16 février 2022 : « Webinar Endless Wars : “The conflict in Syria, views from the ground and from Moscow” », with Patrick Haenni, Arthur Quesnay, Igor Delanoë.



As the second event of the “Endless Wars” cycle, this seminar will analyze the evolution of the Syrian conflict since 2011 from an endogenous as well as an exogenous perspective. Two round tables will be hosting Patrick Haenni and Arthur Quesnay, both researchers specializing in Syria,

and Igor Delanoë, whose expertise revolves around the Russian policy in the Middle East. They will seek to shed some light on the link between the influence exerted by the major powers and features encountered specially in civil wars, as well as the role of Moscow in the Syrian conflict.

17 février : Webinaire « Le lawfare : de la paix par le droit à la guerre contre le droit », avec Dr. Julien Ancelin. Inscription obligatoire.



Ce webinaire s'inscrit dans le cadre du séminaire mensuel « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », organisé par Pierre Bourgois (Université catholique de l'Ouest (UCO, Angers) et Océane Zubeldia (Institut de recherche stratégique de l'École militaire, IRSEM).

Le *lawfare* place le droit international sous le feu des critiques. Développé au service de la paix dans le consensus de 1945, le droit international serait devenu, pour les tenants des promoteurs du *lawfare*, un moyen de la conflictualité. Considérer l'outil juridique comme un élément de l'équation politique au même titre que d'autres intérêts (économiques, sociaux, culturels ou philosophiques) n'est pas très novateur. Lorsqu'un acteur étatique poursuit une stratégie de *lawfare*, cette dernière peut apparaître comme l'illustration d'une forme de politique juridique extérieure.

Toutefois l'utilisation de cet outil théorique façonné outre-Atlantique n'est pas neutre et ses effets sont imprévisibles. Si pratiquer le *lawfare* pour un État permet d'habiller la critique d'une règle qui été prétendument dévoyée par un adversaire et de tenter de se défaire de son application, cette stratégie n'est pas sans risques pour la société de droit créée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le *lawfare* entretient un discours négateur de la norme, qui en affaiblit le contenu et qui réduit, avec plus ou moins de gravité, la sécurité juridique opérant dans l'intérêt de tous les acteurs de la société internationale.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Février 2022

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), À paraître, Programme transversal : « Le monde et la puissance chinoise », Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 14\)](#)

Sécurité, États-Unis : l'enjeu ukrainien

[À VENIR \(p. 16\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Note conjointe GMF/IRSEM – 4 février.

« [L'OTAN face à la Chine : Réponses et adaptations](#) », par Pierre HAROCHE et Martin QUENCEZ, 12 p.

Dans le cadre du programme transversal « Le monde et la puissance chinoise » de l'IRSEM, cette note conjointe avec le German Marshall Fund (GMF) explore les différentes options de l'OTAN face à la puissance chinoise. Premièrement, en ce qui concerne les approches militaires, il est peu probable que l'OTAN joue un rôle substantiel dans les efforts d'équilibrage des capacités chinoises dans la région indopacifique, ou qu'elle désigne la Chine comme une « menace » dans la zone de l'Atlantique nord. Alors qu'une logique de division géographique du travail entre les États-Unis et les partenaires européens affaiblirait la cohésion de l'Alliance, l'OTAN devrait plutôt s'attacher à mieux intégrer

le « facteur Chine » dans sa planification militaire, en prévision des effets ricochets qu'une crise en Asie pourrait avoir sur le théâtre européen. Deuxièmement, en termes d'approches politiques, bien qu'une extension formelle des compétences de l'OTAN soit peu probable, une coordination plus forte avec les acteurs indopacifiques et avec la Commission européenne pourrait aider à surmonter une grande partie des limitations géographiques et fonctionnelles de l'Alliance face à la Chine.



Note de recherche n° 121 – 8 février.

« [Une "Commission géopolitique" ? L'affirmation de la Commission européenne comme acteur stratégique sur la scène internationale](#) », par Pierre HAROCHE, 12 p.

Cette note examine les origines et l'opérationnalisation du concept de « Commission géopolitique », qui a été promu par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen depuis 2019. Ce concept a été utilisé pour désigner la coordination renforcée des aspects externes du travail de la Commission. Il est également symptomatique d'une tendance plus large, antérieure au nouveau collège de commissaires, à savoir le rôle croissant des considéra-



www.irsem.fr



École militaire
1, place Joffre
75700 PARIS SP 07

La Lettre de l'IRSEM
février 2022

tions stratégiques dans les initiatives de la Commission, notamment à travers l'objectif de renforcer l'« autonomie stratégique ouverte » de l'UE. Dans un contexte où la compétition de puissance mondiale se porte de plus en plus sur le terrain économique et technologique, la Commission devrait voir son rôle stratégique se renforcer. Cette évolution pourrait ainsi représenter le début d'une dynamique supranationale dans un domaine (la sécurité internationale) relevant traditionnellement des États membres et de la coopération intergouvernementale.



Étude n° 92 – 21 février.

« [Le régime milicien iranien en Irak – Les milices chiites pro-iraniennes à la conquête de l'État](#) », par Arthur QUESNAY, 76 p.

Depuis 2003, la guerre civile irakienne peine à se stabiliser sous l'action des organisations politiques, créant une dynamique de crises à répétition exacerbée par les ingérences étrangères, notamment iranienne. Le principal facteur de ces conflits est politique : les partis irakiens jouent un rôle déterminant dans la guerre civile, instrumentalisant les soutiens internationaux pour s'ancrer dans l'État et s'imposer à la population. Dans ce contexte, la guerre contre le groupe État islamique (2014-2017) a permis la montée en puissance des groupes paramilitaires pro-iraniens qui tentent d'imposer un nouvel ordre politique. Cependant, plusieurs défis se posent à leur ambition hégémonique, en particulier leurs revers électoraux, la difficulté à produire de la gouvernance et l'hostilité croissante de la population.



Brève stratégique n° 31 – 21 février.

« [Conclusions de la mission d'information sur le Plan famille](#) », par LTN Camille TROTOUX, 2 p.

Lors de la présentation du bilan de la mission d'information dédiée au Plan famille, les rapporteurs ont salué les efforts du ministère des Armées et l'implication de la ministre. Selon eux, la dynamique doit être poursuivie et doit approfondir des éléments clés comme les moyens de communication dédiés et la numérisation des outils.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 134 – 1^{er} février.

« [La dernière défaite russe en Ukraine](#) », avec Jean LOPEZ et Alexandre JUBELIN, 1 h 27.

Jean Lopez est directeur de la rédaction de *Guerres et histoire* et auteur de *Kharkov 1942* (Perrin, 2022).

- 2:30 La collection « Champs de bataille » et l'approche d'une histoire militaire par la bataille.
- 7:30 Barbarossa et la situation en 1942.
- 12:30 L'importance stratégique de Kharkov.
- 18:00 Les forces soviétiques et nazies à la veille de Kharkov.
- 35:45 Des cultures tactiques et stratégiques différentes.
- 45:00 Le projet d'attaque soviétique et son échec.
- 1:02:30 Le désastre vu de l'intérieur.
- 1:10:00 L'heure du bilan.
- 1:20:00 La mémoire de la bataille.



Dans le bunker #46 – 4 février.

« [Vigil](#) » de Tom EDGE (2021), par Marko RAMIUS, 30 mn.

« Dans le bunker » se tourne vers la récente série *Vigil*, produite par la BBC et disponible sur Arte, en compagnie de Marko Ramius, qui (au-delà du pseudo) est un expert en sous-marins et en dissuasion nucléaire.



Épisode 135 – 8 février.

« [Des armées dans la campagne #1 : Le service militaire](#) », avec Bénédicte CHÉRON, le général BENTÉGEAT et Alexandre JUBELIN, 1 h 26.

Avec le général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major particulier du président de la République, ancien chef d'état-major des armées ; et Bénédicte Chéron, historienne, maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'Institut catholique de Paris, auteur de *Soldat méconnu* (Armand Colin, 2018).

- 6:30 La fin du service militaire, ses raisons et ses conséquences.
- 28:00 Images et nostalgies du service militaire.
- 38:00 Le rôle social des armées.

52:30 Le lien entre l'armée et la société et ses dimensions politiques.
 1:05:00 Le SNU et sa mise en place.
 1:20:00 Les armées dans la campagne.



Épisode spécial – 11 février.

« [De l'autre côté du micro : entretien avec Alexandre Jubelin](#) », par Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, 47 mn.

Exercice inédit à l'occasion des trois ans du podcast, le directeur de l'IRSEM s'empare du micro pour interroger Alexandre Jubelin sur les dessous et les coulisses du « Collimateur ».



Épisode 136 – 15 février.

« [La France, le monde et Emmanuel Macron : bilan de politique étrangère](#) », avec Michel DUCLOS et Alexandre JUBELIN, 1 h 20.

Michel Duclos, diplomate, ancien ambassadeur de France, senior fellow à l'institut Montaigne, est l'auteur de *La France dans le bouleversement du monde* (éditions de l'Observatoire, 2021)

3:30 Le consensus gaullien de la politique étrangère française.
 18:00 Des lignes différentes au Quai d'Orsay ?
 25:00 Emmanuel Macron et les questions internationales en 2017.
 36:00 Le panorama des chefs d'État et de gouvernement au début du quinquennat Macron : Trump, Poutine, MBS et MBZ.
 46:30 L'été 2019 et la cristallisation de la « doctrine Macron ».
 1:02:30 Dangers et revers de la fin de mandat : l'Ukraine, le Sahel.
 1:07:30 Les leviers actionnables pour la France.
 1:16:00 Le métier de diplomate et son évolution.



Épisode 137 – 22 février.

« [Yémen, la guerre sans issue](#) », avec Thomas JUNEAU et Alexandre JUBELIN, 1 h 01.

Thomas Juneau est professeur d'affaires internationales à l'Université d'Ottawa.
 2:30 Géographie et situation du pays.
 12:00 La rébellion houthis.
 16:15 Les jihadistes au Yémen.

20:30 Les printemps arabes et la déstabilisation du Yémen.
 27:45 Le rôle de l'Iran.
 36:30 L'intervention militaire saoudienne.
 50:15 Le désastre humanitaire et la communauté internationale.



Rediffusion – 25 février.

« [L'armée russe, des décombres de l'URSS au nouveau capacitaire](#) », avec Isabelle FACON et Alexandre JUBELIN, 1 h 39.

Dans le contexte de l'invasion russe de l'Ukraine depuis le jeudi 24 février, et alors que les événements évoluent encore très rapidement, « Le Collimateur » tente de reprendre un peu de distance et de réintroduire du contexte sur le temps long, avec cette rediffusion consacrée à l'histoire récente de l'armée russe, en compagnie d'Isabelle Facon, directrice adjointe de la FRS et auteur de *La nouvelle armée russe* (Carnets de l'Observatoire).

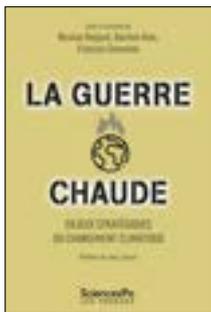
6:30 La période de crise qui s'ouvre pour l'armée ex-soviétique à partir de 1991.
 9:30 La guerre de Tchétchénie de 1994.
 14:30 Les capacités nucléaires persistantes.
 18:30 L'accession au pouvoir de Vladimir Poutine en 1999.
 30:30 Les réformes Serdioukov qui commencent à la suite de la guerre de Géorgie en 2008.
 36:15 La structure de l'armée russe.
 43:30 L'émergence de forces « grises » comme le groupe Wagner.
 53:30 L'inflexion stratégique russe à partir de 2014 et de l'intervention en Ukraine puis en Syrie.
 1:08:30 La relation plus générale à l'OTAN.
 1:14:30 Les mouvements de troupes aux frontières ukrainiennes.
 1:19:30 La coopération entre la Russie et la Chine.
 1:27:00 Les points forts et les faiblesses de l'armée russe.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et irsem.fr.

À PARAÎTRE



Nicolas REGAUD, Bastien ALEX et François GEMENNE (dir.), *La Guerre chaude – Enjeux stratégiques du changement climatique*, Presses de Sciences Po, en librairie le 3 mars 2022, 288 p.

Spécialistes des questions de défense et de climat, les auteurs du premier livre consacré à cet immense enjeu

dressent un panorama des risques stratégiques et opérationnels associés au dérèglement climatique. Ils anticipent les contours de la « guerre chaude » qui s'annonce en analysant les défis auxquels les forces armées seront confrontées et la façon dont elles pourront contribuer à le relever.

Un monde plus chaud sera aussi un monde plus violent. Alors qu'une hausse des températures d'à peine 1° C depuis l'ère préindustrielle a déjà des conséquences préoccupantes pour la sécurité nationale et internationale, il ne fait pas de doute que cette tendance va s'amplifier et nous faire entrer dans une longue période de tensions.

Les armées ne doivent pas seulement réduire leur empreinte carbone. Acteurs majeurs de la paix et de la sécurité, elles doivent aussi s'adapter à une situation qui affecte lourdement leurs missions et leurs capacités pour s'engager dans une véritable politique de sécurité climatique.

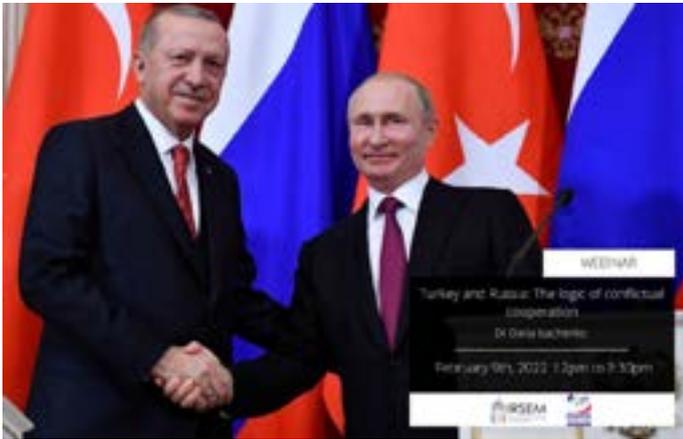
PROGRAMME TRANSVERSAL

LE MONDE ET LA PUISSANCE CHINOISE

En 2021, l'IRSEM a mis en place un programme transversal intitulé « Le monde et la puissance chinoise ». Coordonné par [Camille Brugier](#) (chercheuse Chine) et [Pierre Haroche](#) (chercheur Sécurité européenne) et réunissant des chercheurs issus de cinq domaines de l'institut, ce programme vise à fournir des éclairages sur les transformations régionales et les ajustements internes des acteurs internationaux en réponse à l'affirmation de la puissance chinoise. Par-delà la rivalité Chine/États-Unis qui focalise souvent l'attention des commentateurs, les chercheurs impliqués dans ce groupe ont à cœur de mettre en lumière la diversité des réponses à la puissance chinoise dans le monde. Un colloque fondateur s'est tenu en décembre 2021 et plusieurs publications sont prévues cette année dans le cadre de ce programme transversal. Une [première note sur l'adaptation de l'OTAN au défi chinois](#) est sortie début février.

ÉVÉNEMENTS

9 février : Webinar « Turkey and Russia: The logic of conflictual cooperation » avec Daria ISACHENKO, Sümbül KAYA, Emmanuel DREYFUS et Romuald de PIERREFEU (DGRIS).



Une conférence en anglais intitulée « Turkey and Russia: The logic of conflictual cooperation » (« Turquie-Russie : la logique d'une coopération conflictuelle ») a été organisée dans le cadre d'un partenariat entre la DGRIS (Romuald de Pierrefeu) et l'IRSEM ([Sümbül Kaya](#)). L'intervenante Daria Isachenko, chercheuse associée au German Institute for international and security affairs à Belin, et auteure d'un [rapport](#) disponible en ligne, a présenté les résultats de ses recherches. Daria Isachenko, dans une perspective réaliste des relations internationales, soutient que les relations entre Ankara et Moscou sont fondées sur la reconnaissance mutuelle des intérêts de sécurité. En effet, le respect mutuel des préoccupations de sécurité de l'autre est facilité par la perspective de projets collaboratifs stratégiques (Akkuyu, TurkStream et S-400). Selon elle, la confiance, tout comme la qualité des relations personnelles entre les présidents turc et russe sont secondaires. Néanmoins, la discussion, également animée par [Emmanuel Dreyfus](#), a relevé que les relations interpersonnelles entre les deux présidents étaient aussi un critère à ne pas sous-estimer.

Sümbül KAYA
Chercheuse Turquie

15 février : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Mardi 15 février s'est tenu le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, modéré par le directeur scientifique de l'Institut, le professeur [Jean-Vincent Holeindre](#). Le séminaire était animé par Eva Portel (« Les enjeux stratégiques du patrimoine culturel dans les conflits armés : les cas de la Syrie et de l'Irak sur la période 2011-2019 ») et Inès Ben Slama (« Les villes du Sud [Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse] pendant le conflit franco-prussien [1870-1871] : une histoire matérielle du politique »).

Eva Portel, doctorante en science politique à l'Université de Bordeaux (Centre Émile Durkheim), a présenté ses travaux sur les destructions du patrimoine culturel commises par le groupe État islamique, tout en relevant que lesdites destructions sont récurrentes dans l'histoire des conflits. L'intervenante a exposé que cette thématique donnait lieu à de nombreuses réponses politiques, institutionnelles, légales et médiatiques, tout en croisant trois disciplines distinctes qui dialoguent peu entre elles (archéologie, droit, histoire). Eva Portel a souligné un des paradoxes rencontrés durant son étude : le patrimoine culturel est un enjeu des conflits armés, mais il est exclu de la sphère militaire (il ne constitue pas un enjeu militaire en soi). Sa question de recherche retenue est : dans quelle mesure la dimension stratégique du patrimoine culturelle fournit-elle une clé de lecture des dynamiques d'un conflit armé ? Possibilité lui est ainsi donnée d'étudier comment les destructions de biens culturels s'insèrent dans la stratégie du groupe État islamique.

La présentation d'Eva Portel a été discutée par le capitaine Timothée Le Berre, adjoint au référent patrimoine de l'armée de terre et doctorant sur la protection du patrimoine dans le domaine militaire. Le professeur Holeindre a noté qu'une des forces de la thèse était une description fine du phénomène lui-même et une réflexion sur les catégories. Il a par ailleurs remarqué que cette problématique

qui avait émergé dans les dernières décennies, était fondamentale pour les armées occidentales et notamment l'armée française.

Inès Ben Slama, doctorante en histoire à l'Université Paris Diderot (laboratoire Identités, cultures, territoires), a exposé ses travaux sur « Les villes du Sud (Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse) pendant le conflit franco-prussien (1870-1871) : une histoire matérielle du politique ». L'exposante a souligné que l'expérience de la guerre de 1870 était une expérience à distance pour le sud de la France, la région n'ayant pas été touchée directement par les combats opposant l'armée française à l'armée prussienne. Partant de cette donnée, son étude des grandes villes du Sud présente l'intérêt d'offrir une approche décentrée de la guerre franco-prussienne. Inès Ben Slama a précisé que ses travaux offraient une étude des imaginaires de la guerre exprimés par les citoyens du Sud, en se fondant sur des archives jusqu'alors très peu exploitées, telles que des lettres envoyées aux administrations pendant la guerre.

La présentation d'Inès Ben Slama a été discutée par Gilles Ferragu, membre du Service historique de la Défense et maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Nanterre. Il a mis en avant l'intérêt de l'étude, qui superpose différents éléments : crise politique, révolution et guerre civile, et s'attelle à présenter un kaléidoscope de problématiques. Le directeur scientifique de l'IRSEM a également indiqué que ce travail permettrait de replacer la guerre comme phénomène social et politique, et non plus seulement militaire.

Kevan GAFÄITI
Assistant de recherche

16 février : Séminaire « Endless Wars – Le conflit en Syrie : état des lieux sur le terrain et perspectives vues de Moscou », avec Patrick HAENNI, Arthur QUESNAY, Igor DELANOË.



Second événement du cycle de séminaires « Endless Wars », cette conférence du 16 février était consacrée à l'évolution du conflit syrien depuis 2011 ainsi qu'aux facteurs endogènes et exogènes. Lors de deux tables rondes distinctes, une série d'intervenants se sont succédé dans le but d'offrir des perspectives croisées sur les enjeux stratégiques en Syrie.

Une première table ronde visait à apporter des clarifications sur le rôle de la Russie et réunissait [Igor Delanoë](#), chercheur spécialiste de la politique russe au Moyen-Orient, aux côtés d'[Emmanuel Dreyfus](#), chercheur Russie à l'IRSEM. Depuis le 30 septembre 2015, date des premières frappes russes en Syrie, que retire la Russie de son intervention militaire dans la république arabe ? Comme l'a expliqué M. Delanoë, Vladimir Poutine est d'abord parvenu à redresser la crédibilité politique de Moscou en tant qu'acteur sécuritaire majeur du Moyen-Orient. La Russie dispose désormais de deux bases syriennes, dans les villes de Tartous et Hmeimim, garantissant la présence pérenne du pays au cœur de cette crise. Qui plus est, les forces armées russes tirent aujourd'hui profit d'une expérience importante, fruit des opérations menées, notamment par le biais des forces aérospatiales russes (VKS). Ce faisant, 90 % des pilotes des VKS ont parcouru les cieux syriens et il y a fort à parier que ceux-ci sont en mesure d'appliquer leur savoir-faire à d'autres desseins, comme en Ukraine. Si l'objectif ultime du Kremlin demeure la stabilisation du territoire, en partie grâce au format d'Astana, les récents développements souhaités par les États-Unis en compliquent la réalisation. De fait, l'entrée en vigueur en juin 2020 de l'acte César augmente encore d'un cran

les tensions humanitaires dès lors qu'il met en place de nouvelles sanctions sur la Syrie compromettant les efforts de Moscou en faveur d'une paix durable.



Dans le cadre de la seconde table ronde du séminaire « *Endless Wars* » consacrée au conflit en Syrie, [Patrick Haenni](#), *senior advisor* au Centre pour le dialogue humanitaire, et [Arthur Quesnay](#), docteur en science politique et affilié à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, ont présenté leurs analyses sur la recombinaison des forces actuelles. Arthur Quesnay insiste sur le fait que l'État en Syrie est au bord de l'effondrement (corruption, investissement dans l'économie de la drogue, salaire des fonctionnaires très bas). Les milices iraniennes recrutant localement seraient également corrompues. Quant au mouvement kurde, il serait dans une relation intenable avec le régime de Bachar el-Assad et va entrer en compétition avec lui. En effet, les Kurdes créent de nouvelles administrations dans les zones qu'ils contrôlent telles que les districts qui sont reformés en communes ou en communautés de communes. De plus, les processus de bureaucratisation et d'institutionnalisation se renforcent. Arthur Quesnay constate chez le mouvement kurde une transformation par rapport à leur cadre partisan par l'intégration de fonctionnaires arabes dans les zones contrôlées par les Kurdes. Patrick Haenni s'interroge sur la façon d'envisager une stabilisation en Syrie sans créer une escalade de la violence avec la Turquie. Selon lui, l'armée syrienne libre n'existe plus et est devenue un proxy de la Turquie. Il demeure deux autres groupes importants : Hay'at Tahrir al-Sham (HST) et les Kurdes. Les deux groupes ont des stratégies et des définitions de soi similaires et entament un retour sur le local. HST, mouvement à l'origine salafiste, a des liens solides avec la Turquie alors que le PKK s'associe aux Américains. Selon Patrick Haenni, la Turquie ne souhaite pas avoir une nouvelle vague de réfugiés syriens. Leur objectif dans le Nord-Est est de conserver un territoire, une bande de sécurité où elles pourraient envoyer aussi des réfugiés. Idlib est devenue l'une des

zones les plus stables et les Russes ont déposé les armes. Concernant le groupe État islamique (EI), ses leaders s'installeraient dans le Nord-Est. Quand une cellule du groupe EI devient dormante, elle passerait la sécurité d'HTS. [Sümbül Kaya](#) soulève la question de l'État et de son possible retour. Selon Arthur Quesnay, le retour de l'État est quasi impossible, les institutions seraient à bout de souffle.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

Sümbül KAYA
Chercheuse Turquie

17 février : Séminaire « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques / Le *lawfare* : de la paix par le droit à la guerre contre le droit », avec le Dr Julien ANCELIN, maître de conférences en droit public à l'Université Côte d'Azur.



La 7^e séance du séminaire [en ligne] « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », organisé par [Océane Zubeldia](#) (IRSEM) et Pierre Bourgois (Université catholique de l'Ouest, Angers), a eu lieu le 17 février, avec une présentation de Julien Ancelin (Université Côte d'Azur, LADIE, IdPD), intitulée « Le *lawfare* : de la paix par le droit à la guerre contre le droit ».

Tout d'abord, Julien Ancelin a défini les contours de la notion de *lawfare*, illustrative selon lui d'une modification du rapport à la norme internationale, envisagée, selon cette approche, comme un moyen moderne de la conflictualité. Effectivement, la pratique du *lawfare*, anglicisme né de la contraction entre les termes *law* et *warfare*, désigne un discours sur le droit employé par les acteurs étatiques ou non étatiques à des fins politiques et stratégiques. Reprenant les travaux de Charles Dunlap et David Kennedy, l'intervenant a qualifié le *lawfare* d'habillage interprétatif qui délégitime la vocation contraignante du droit en le transformant en moyen de combat.

Dans un second temps, il a évoqué en détail la mécanique, les objectifs et les potentialités du *lawfare*. Selon lui, le *lawfare* alimente une confusion entre le droit et la politique dans le but de dissimuler politiquement les violations faites au droit international. Il s'agit donc d'un véritable piège pour le droit international, présenté, par ses promoteurs, comme une variable stratégique comme une autre. Les situations décrites par la notion pourraient toutefois être envisagées (et présentées) par d'autres moyens, issus de l'ordre juridique international, qui apparaissent en capacité de répondre aux abus commis en temps de guerre (abus de droit, circonstances excluant l'illicéité). Le *lawfare* évite soigneusement de recourir à ces mécanismes et installe le débat sur le terrain de la légitimité. Julien Ancelin a mentionné enfin les potentialités descriptives du *lawfare* sur le terrain de l'analyse critique du droit international, évoquant ainsi les propositions appelant le droit à retrouver son équilibre originel entre idéalisme et réalisme.

Il a conclu en effectuant une focale sur la politique juridique extérieure de la Fédération de Russie à l'égard de la crise en Ukraine, interrogeant l'utilité de l'emploi du concept de *lawfare* pour qualifier l'attitude des autorités russes. Le Kremlin semble adopter en effet une vision utilitariste du droit international, appelant, notamment, au respect du principe de non-ingérence dans ses affaires intérieures. Il peut toutefois être constaté que le *lawfare* apparaît insuffisant pour analyser la stratégie poursuivie par Moscou à l'égard du droit international.

Notre prochain séminaire mensuel aura lieu le 23 mars de 11h à 12h30. Nous entendrons le Dr Erick Sourna Loumtouang, chargé de recherche en histoire des relations internationales au Centre national d'éducation de Yaoundé au Cameroun, sur la thématique des drones en Afrique.

Charles JOSEPH
Assistant de recherche

18 février : Atelier du Club Phoenix « La géopolitique des frontières turques », avec Johanna OLLIER et David BILLEAU.



Johanna Ollier, doctorante en science politique au Centre d'études et de recherche sur la diplomatie, l'administration publique et le politique (CERDAP) de l'Université Grenoble Alpes, et David Billeau, doctorant en science politique et relations internationales au Centre d'études et de recherche Moyen-Orient Méditerranée (CERMOM) de l'Inalco ainsi qu'au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po, ont présenté leur recherche doctorale dans le cadre du Club Phoenix. La discussion a été animée par [Sümbül Kaya](#) (IRSEM). La conférence a été divisée en deux sessions. Une première session consacrée à la « sécurisation et conflictualité des frontières turques » où Johanna Ollier a présenté les évolutions du processus de sécurisation de la frontière turco-iraniennne. Elle a pu questionner dans quelle mesure cette zone frontalière est « sécurisée », c'est-à-dire perçue comme un enjeu de sécurité pour l'État turc du fait de menaces existentielles. David Billeau est intervenu sur les enjeux autour la frontière turco-syrienne en adoptant une perspective historique, et en mettant l'accent sur les crispations sécuritaires de la Turquie. Dans le sillage des *borders studies* dont les analyses sont peu transposées au cas de la Turquie, Johanna Ollier et David Billeau ont pu montrer toute la complexité de l'analyse des aspects économiques, politiques, sociaux, culturels et conflictuels des frontières turco-iraniennes et turco-syriennes. La seconde partie de la conférence a été l'occasion d'échanger sur les ambitions énergétiques de la Turquie. Johanna Ollier a présenté une communication originale sur les « Frontières et corridors énergétiques dans le Sud-Caucase : le cas de Zangezur ». La réhabilitation du corridor de Zangezur, reliant l'Azerbaïdjan à l'enclave du Nakhitchevan, fait actuellement l'objet de négociations entre l'Azerbaïdjan, la Turquie, l'Arménie, mais aussi la Russie. En revanche,

L'Iran s'oppose à ce projet dont les conséquences pourraient impacter négativement le pays. David Billeau quant à lui est revenu sur la question de la Méditerranée et des frontières maritimes de la Turquie. La Turquie se cherche une place en Méditerranée orientale et c'est la doctrine de la *Patrie Bleue*, élaborée par des amiraux turcs extérieurs au parti au pouvoir, qui semble influencer l'action du gouvernement. Pour appréhender le rapport de la République de Turquie à ses frontières maritimes, il faut mettre en perspective la compétition de puissance en cours en Méditerranée dans laquelle les enjeux énergétiques continueront d'occuper une place déterminante et le contexte d'élaboration de cette doctrine, de sa diffusion et de son utilisation.

Sümbül KAYA
Chercheuse Turquie

18 février : Webinaire « Sahel : Le jeu des armées », AFD-CAPS-IRSEM.

Dans le contexte des crises en cours au Sahel, Élodie Riche (Agence française pour le développement), Jean-Fabien Steck (Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) et [Maxime Ricard](#) (IRSEM) organisent une série de webinaires internes, autour de trois sujets : le jeu des armées ; les crises de la démocratie ; la relation entre les pays sahéliens et la France/l'Europe. Ces webinaires sont réalisés dans une logique « 3D » (défense, diplomatie, développement) et organisés sous le format Chatham House.

Le premier de ces webinaires a été organisé le vendredi 18 février. Il portait sur le jeu des armées au Sahel dans le contexte des changements politiques en cours. Plusieurs spécialistes des armées sahéliennes et d'Afrique de l'Ouest ont répondu à des questions telles que : pourquoi les armées reviennent-elles dans le jeu politique sahélien alors qu'on pensait les putschs d'une autre époque ? Sont-elles des institutions fragiles et faibles ou bien au contraire les derniers piliers des États sahéliens ? Quelle est leur légitimité à intervenir par rapport aux revendications des mouvements citoyens ? Quels sont les segments de l'armée qui ont pris ces initiatives de putsch ? Les armées de la zone Afrique de l'Ouest connaissent-elles les mêmes fragilités que les armées sahéliennes ?

Les interventions ont porté notamment sur le cas malien, avec une comparaison entre les cas du coup d'État de 2012 avec ceux de 2020 et 2021. Cette analyse a souligné l'importance de la sociologie des acteurs militaires réalisant ces coups d'État, mettant en exergue, dans le cas d'espèce, d'importantes différences notamment concer-

nant les grades, objectifs, et capacités des acteurs militaires dans les différentes situations. Le cas burkinabé a aussi été analysé à l'aune du récent coup d'État ayant renversé le président Roch Kaboré. Les questions des divisions au sein de l'armée, de la fatigue populaire vis-à-vis de l'insécurité, mais aussi de la trajectoire possible du gouvernement de transition ont été abordées. La situation nigérienne a aussi été évoquée à la fois dans le contexte historique du rôle des militaires dans les relations État-société, mais aussi du nouveau positionnement vis-à-vis du redéploiement actuel de l'opération Barkhane. Enfin, les défis particuliers des armées des pays côtiers comme la Côte d'Ivoire ou le Bénin ainsi que les leçons à tirer de leurs réponses respectives jusqu'ici ont été analysées, soulignant notamment l'importance du renforcement capacitaire de ces armées ainsi que d'une réponse multidimensionnelle et non seulement coercitive aux défis posés par les groupes djihadistes.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

22 février : Atelier de lecture d'articles quantitatifs, avec Olivier CHATAIN.

Deux ateliers de lectures d'articles de recherche quantitatifs se sont tenus le 25 janvier et le 22 février. Ces ateliers ont pour but de faciliter la lecture d'articles fondés sur une analyse économétrique pour comprendre leurs apports et leurs limites sur des sujets concernant les membres de l'IRSEM. Ces articles sont difficiles à aborder car ils requièrent un bagage technique conséquent pour percer leur jargon ainsi qu'une compréhension des allants de soi tenant à cette pratique de recherche.



Dans le premier atelier, nous avons lu l'article « [Who's prone to drone? A global time-series analysis of armed uninhabited aerial vehicle proliferation](#) », par M. Horowitz, J. A. Schwartz et M. Fuhmann (*Conflict Management and Peace Science*, 2020). Cet article est représentatif des études des processus

de diffusion de pratiques innovantes. Notre lecture a insisté sur l'articulation entre les théories mobilisées et le savoir-faire des auteurs pour mesurer certains concepts très abstraits. Nous avons profité de la lecture pour élaborer la distinction entre les biais dus à l'existence de variables confondantes non mesurées, et les biais de sélections qui opèrent le plus *via* la constitution de l'échantillon étudié. Ces deux biais peuvent créer ou masquer des corrélations de manière artificielle.



Le deuxième atelier a porté sur « [Propaganda and combat motivation: Radio broadcasts and German soldiers' Performance in World War II](#) » de B. Barber et C. Miller (*World Politics*, 2019). Cette étude est structurée autour de la démonstration d'un effet causal entre un traitement et un résultat. Nous avons rappelé le modèle du résultat potentiel qui motive l'utilisation d'expériences naturelles pour mesurer l'effet causal d'un traitement.

Nous avons également discuté le rôle prééminent pris par la conception d'un plan de recherche comprenant la question de recherche et son articulation avec une source de variation quasi expérimentale bien identifiée. Dans cet article, la source de variation expérimentale se trouve dans la qualité de la réception des stations de radio diffusant la propagande en fonction du lieu de naissance des soldats. Cette variation s'avère positivement corrélée avec l'attribution de médailles, et négativement corrélée avec les sanctions disciplinaires. Comme il est typique dans ce style de recherche, une grande partie de l'article est consacrée à la réfutation d'explications alternatives. Plus révélatrices sont les analyses qui cherchent à confirmer la nature du mécanisme social à l'œuvre.

Olivier CHATAIN
Chercheur invité

22 février : Séminaire de recherche « La Garde nationale dans le système fédéral américain », avec Thibault DELAMARE.



Le 22 février 2022, [Thibault Delamare](#), chercheur résident Institut Louis Favoreu-IRSEM, a présenté un projet de recherche sur la Garde nationale américaine. [Maud Quessard](#), MCF en civilisation américaine et directrice

du domaine « Espace euratlantique – Russie », et Olivier Burtin, docteur de l'université de Princeton et auteur d'un livre sur le mouvement des vétérans aux États-Unis, étaient discutants. [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM, a présidé la séance.

Ce projet de recherche interroge la place de la Garde nationale, institution née de la défiance des colons américains du XVIII^e siècle à l'encontre d'une armée permanente. Cette défiance reste présente dans la Constitution américaine de 1788, toujours en vigueur, mais aussi dans toutes les constitutions des États fédérés. Afin d'éviter une dérive tyrannique du pouvoir fédéral, ils conservent les « milices » fédérées, obéissant aux gouverneurs. Avec l'expansion de l'État américain, la guerre de Sécession et son développement international au cours du XX^e siècle, un processus de rationalisation a transformé la Garde nationale, nouveau nom des « milices » depuis 1825. Dorénavant, cette institution est moins un « contre-pouvoir » qu'une réserve opérationnelle des armées américaines, mais distincte des autres systèmes de réservistes.

Aux ordres du gouverneur, les Gardes nationales s'entraînent pour répondre aux exigences d'engagement de l'armée américaine sur un théâtre extérieur aux côtés de l'US Army et de l'US Air Force, mais agissent aussi en matière de défense nationale (contribution à la dissuasion nucléaire, protection d'infrastructures critiques), de sécurité intérieure (maintien de l'ordre, protection des frontières et assistance aux forces de police contre les trafics de drogue), ainsi que de sécurité environnementale et lutte contre les désastres naturels (ouragans, marée noire...). Elles sont actrices au cours d'événements récents de la vie politique américaine : protection du Capitole dès janvier 2021, lutte contre les incendies en Californie en 2020, actions à la frontière texane depuis 2018.

Ce projet s'appuie sur un terrain de recherche aux États-Unis, avec la menée d'entretiens, la consultation d'archives et l'étude de normes juridiques, en plus de la mobilisation des littératures en relations civilo-militaires et sur la construction de l'État américain.

Pendant la discussion, les échanges ont porté sur la meilleure façon de problématiser le rôle de la Garde nationale dans le système politique américain, au sein des armées américaines et de leur diplomatie militaire. Les débats ont aussi abordé la composition sociologique des Gardes nationales et la diffusion de la culture militaire de la contre-insurrection dans la société et les institutions

sécuritaires américaines à travers l'emploi de la Garde nationale.

Ces échanges ont permis d'affiner le projet d'article pour une revue à comité de lecture et les notes IRSEM que l'auteur publiera sur la Garde nationale américaine.

Thibault DELAMARE
Postdoctorant

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Interview : « [Russie et information](#) », dans *Les Dessous de l'infox*, RFI, 28 janvier 2022.

- Interview : « [Russia Today, l'autre sujet de tension russo-européen](#) », par Stéphane Dreyfus, *La Croix*, 4 février 2022.

2022.

- Interview : « [La discorde entre Russie et Occident passe aussi par RT et la Deutsche Welle](#) », *Le Temps*, 4 février 2022.

- Intervention : « [France au Sahel : comment rester](#) », dans *Affaires étrangères*, France culture, 5 février 2022.

- Interview : « [On a regardé comment la chaîne russe RT France traite le conflit ukrainien](#) », France Inter, 7 février 2022.

- Entretien : « ["L'un des objectifs de RT est de démontrer que le débat public en France est une espèce de cacophonie"](#) », *Libération*, 9 février 2022.

- Intervention : « Comment la Russie investit-elle l'espace informationnel en Afrique subsaharienne ? » au séminaire « Les relations extérieures de la Russie », Université de Côte d'Azur, Nice, 10 février 2022.

- Intervention : « Acteurs et récits de l'influence russe en Afrique francophone », Institut Egmont, Bruxelles, 11 février 2022.

- Publication : « [Russia Today : de l'appeau à polémiques à la "guerre verbale"](#) », *AOC*, 14 février 2022.

- Publication : avec Colin Gérard, « [Les "libérateurs" : comment la "galaxie Prigojine" raconte la chevauchée du groupe Wagner au Sahel](#) », *Le Rubicon*, 15 février 2022.

- Interview : « [Russia Today \(RT\), un média d'influence au service de l'État russe](#) », dans *Le Livre international*, RFI, 19 février 2022.



Paul CHARON

- Intervention : « Introduction aux services de renseignement chinois », *Interaxions*, 1^{er} février 2022.

- Intervention : « Les menaces liées à l'activité des services de renseignement chinois », *Cindex*, 2 février 2022.

- Intervention : « Épistémologie et méthodologies de l'analyse du renseignement », dans le cadre du diplôme Renseignement et menaces globales, Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, Saint-Germain-en-Laye, 11 février 2022.
- Intervention : « The use of OSINT methodologies in sinology », MERICS, 17 février 2022.
- Intervention : avec Maxime Audinet, « les opérations d'influence russes et chinoises », Centre de doctrine et de commandement de l'armée de terre (CDEC), École militaire, 18 février 2022.
- Invité à l'émission *Affaires étrangères* intitulée « Guerre hybride : l'expérience de l'Ukraine », présentée par Christine Ockrent, France Culture, 19 février 2022.
- Intervention : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Countering China's influence campaigns in Europe », conférence organisée par The Hague Centre for Strategic Studies et l'Institut de France des Pays-Bas, 22 février 2022.

sur les manipulations de l'information, Université Paris Panthéon-Assas, 17 février 2022.

- Séminaire en ligne : « [Countering China's influence campaigns in Europe](#) », organisé par the Hague Centre for Strategic Studies (HCSS) et l'Institut français des Pays-Bas, 22 février 2022.

- Article : « [Pourquoi Poutine a déjà perdu la guerre](#) », *Le Grand Continent*, 27 février 2022 ; traduit en espagnol « [Por qué Putin ya ha perdido la guerra](#) » ; italien « [Perché Putin ha già perso la guerra](#) » et allemand « [Warum Putin den Krieg bereits verloren hat](#) ».



Emmanuel DREYFUS

- Intervention au webinar « Turkey and Russia: The logic of conflictual cooperation », IRSEM, 9 février 2022.



Sümbül KAYA

- Organisation et discussion avec Romuald de Pierrefeu et Emmanuel Dreyfus de la conférence « Turquie-Russie : la logique d'une coopération conflictuelle » par Daria Isachenko, IRSEM, 9 février 2022.

- Modération et discussion de la seconde partie de la table ronde du séminaire « *Endless War* : La Syrie depuis le terrain », IRSEM, 16 février 2022.

- Discussion de la conférence « La géopolitique des frontières turques », Club Phoenix, 18 février 2022.

- Interview : « [En Turquie, "insulte au président", le délit qui ratisse large](#) », Middle East Eye, 21 février 2022.



Pierre HAROCHE

- Publication : avec Martin Quencez, « [L'OTAN face à la Chine : Réponses et adaptations](#) », Note conjointe GMF/IRSEM, 4 février 2022, 12 p.

- Publication : « [Une "Commission géopolitique" ? L'affirmation de la Commission européenne comme acteur stratégique sur la scène internationale](#) », Note de recherche n° 121, IRSEM, 12 p.



Anne MUXEL

- Interview : « [Nous souffrons d'une absence de projection dans l'avenir](#) », *Fondamental*, n° 55, 18 février 2022.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Intervention dans le panel « Les nouveaux territoires des manipulations de l'information », au colloque [Désordres informationnels : nouvelles menaces, nouvelles réponses](#), de l'Observatoire Panthéon-Assas – Fondation Descartes



Marianne PÉRON-DOISE

- Organisation d'une table ronde autour de l'amiral (R) Jayanath Colombage, secrétaire général au sein du ministère des Affaires étrangères du Sri Lanka, 23 février 2022.

- Intervention dans le cadre du webinar « The European Union and Indo Pacific » organisé par l'ambassade de France aux Philippines et l'Association

des correspondants étrangers aux Philippines (FOCAP), 28 février 2022.



Maud QUESSARD

- Conférence : « Le conflit en Syrie : état des lieux sur le terrain et perspectives vues de Moscou », cycle de séminaires *Endless Wars*, organisé par Maud Quessard et Emmanuel Dreyfus, IRSEM, 16 février 2022.

- Discutante avec Olivier Burtin au séminaire de recherche de Thibault Delamare sur la Garde nationale américaine, IRSEM, 22 février 2022.

- Entretien avec Luc Chagnon, « [Crise entre l'Ukraine et la Russie : pourquoi les États-Unis se montrent-ils si inquiets ?](#) » FranceInfo/France Télévision, 15 février 2022.



Maxime RICARD

- Co-organisation, avec Élodie Riche (AFD) et Jean-Fabien Steck (CAPS, du webinaire « Sahel : Le jeu des armées », 18 février 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Cité dans « Rattrapée par la rivalité sino-américaine, l'Asie-Pacifique muscle sa défense », *Le Figaro*, 11 février 2022.

- Intervention à la conférence « Le Vietnam en l'an 2022 », Société de législation comparée, 17 février 2022.

- Recension : « [Quand les Vietnamiens parlent de leur ligne de vie](#) », *Le Courrier du Vietnam* (Hanoi), 22 février 2022.

- Invité au journal en vietnamien « La guerre en Ukraine, quelles conséquences pour le Viêt Nam et l'Asie du Sud-Est ? », RFI, 28 février 2022.



Camille TROTOUX

- Publication : « [Conclusions de la mission d'information sur le Plan famille](#) », Brève stratégique n° 31, IRSEM, 21 février 2022, 2 p.



Amélie ZIMA

- Interview : « [La force d'attraction de l'Union européenne en Ukraine gêne Vladimir Poutine](#) », *Le Monde*, 4 février 2022.



Océane ZUBELDIA

- Organisation avec Pierre Bourgois de la séance 7 du séminaire « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation de Julien Ancelin intitulée « Le *lawfare* : de la paix par le droit à la guerre contre le droit », IRSEM [en ligne], 17 février 2022.

- Intervention : « The future of drone use and technological trends » dans la seconde table ronde « The way forward », atelier « Securing the Air, How to enhance the EU's resilience and security in the air domain European Union », Institute for Security Studies (EUISS) [en ligne], 18 février 2022.

- Intervention : « Drones and artificial intelligence: what future prospects? », Unmanned Systems Forum « Smart Approach, Fast Development », New Center Strategy, Bucarest, 23 février 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Pierre BOURGOIS

- Organisation avec Océane Zubeldia de la séance 7 du séminaire « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation de Julien Ancelin intitulée « Le *lawfare* : de la paix par le droit à la guerre contre le droit », IRSEM [en ligne], 17 février

2022.



Chantal LAVALLÉE

- Intervention : « [Les drones dans l'espace aérien européen : un moteur pour la coopération entre civils et militaires](#) » dans le cadre du Cycle de conférences du Centre Jean Monnet de Montréal, Université de Montréal, 9 février 2022.

- Co-organisation avec Simon Hogue d'une conférence de vulgarisation (fermée) « IA et données massives : un premier tour d'horizon », par Pierre Prévot, dans le cadre des activités du groupe de recherche sur la Gouvernance des technologies émergentes du Centre sur la gouvernance sécuritaire et de crise (CRITIC) du Collège militaire royal de Saint-Jean, 22 février 2022.



Malcolm PINEL

- Article : « [Les sociétés militaires privées russes en Afrique \(1/2\) : vers un nouveau modèle d'intervention ?](#) », dans *Revue Défense Nationale*, « Souveraineté et nouveaux acteurs internationaux », n° 847, février 2022,

p. 99-104.

VEILLE SCIENTIFIQUE

SÉCURITÉ

Daniel SILVERMAN, Daniel KENT et Christopher GELPI, « [Putting Terror in Its Place: An Experiment on Mitigating Fears of Terrorism among the American Public](#) », *Journal of Conflict Resolution*, 66:2, 2022, p. 191-216.

Dans un article récemment publié dans la revue *Journal of Conflict Resolution*, Daniel Silverman, Daniel Kent et Christopher Gelpi étudient les variables qui peuvent influencer le niveau de peur qu'ont les citoyens américains d'être victimes d'une attaque terroriste. Ils estiment en effet que cette peur est démesurée au regard de la réalité de la menace. Un Américain, considèrent les auteurs, a une chance sur 3,5 milliards d'être tué au cours d'une attaque terroriste. Pourtant, plus de 40 % d'entre eux pensent, et ce de manière constante, que leurs proches ainsi qu'eux-mêmes sont susceptibles d'être touchés. L'objectif des auteurs est de déterminer ce qui pourrait permettre d'injecter du réalisme dans les perceptions du public. En plus d'être scientifiquement pertinente, cette question est un d'intérêt pratique colossal, comme en attestent les coûts exorbitants, à la fois matériels et humains, associés aux guerres qu'ont menées les États-Unis depuis les années 2000 à la suite des attentats du 11-Septembre.

L'enquête menée par les auteurs repose sur une expérimentation. Il s'agissait de savoir si les gens ajournaient leurs croyances sur le terrorisme lorsqu'on leur communiquait les informations exactes relatives au risque que celui représente réellement. Résultat : la peur du terrorisme tout comme les demandes faites pour le combattre chutent drastiquement après que les bonnes informations sont communiquées. De manière générale, les auteurs soutiennent l'idée que dans l'optique de limiter les coûts disproportionnés provoqués par la lutte contre le terrorisme, la mise en contexte et la prise de recul sont à privilégier.

Élie BARANETS

Chercheur Sécurité internationale

ÉTATS-UNIS : L'ENJEU UKRAINIEN

Cory WELT, « U.S. Security Assistance to Ukraine », *Congressional Research Service*, 9 février 2022.

Rédigé par Cory Welt, spécialiste de la Russie, pour le compte du Congressional Research Service, ce rapport se veut la synthèse des décisions prises par l'administration Biden en faveur de l'Ukraine. En l'espace d'une année, plusieurs centaines de millions de dollars sous la forme d'équipements de défense ont ainsi été transférés en Ukraine. Le rapport mentionne également d'autres pistes pour le futur des relations militaires américano-ukrainiennes, dont l'envoi de systèmes avancés de défense aérienne, antimissile et antinavire. Pour l'heure, les positions américaines restent les mêmes : la défense de la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Maya KANDEL, « Ce que l'Ukraine nous dit de l'avenir de la politique étrangère américaine », Institut Montaigne, 23 février 2022.

Directrice du programme États-Unis auprès de l'Institut Montaigne, Maya Kandel nous livre ses observations face au théâtre ukrainien et à l'évolution des positionnements américains en termes de politique étrangère. De fait, la politique étrangère est devenue un enjeu majeur des prochaines élections de mi-mandat de 2022. Aujourd'hui, elle matérialise toujours plus la polarisation issue des clivages politiques et sociétaux et s'en trouve renforcée par une nouvelle opposition des « blob » face aux « anti-blob ». Cette appellation fait écho aux déclarations de Ben Rhodes, ancien conseiller du président Barack Obama, qualifiant avec dérision l'establishment de la politique étrangère américaine à Washington de « blob ». Quoi qu'il en soit, l'administration Biden est victime de l'hyperpolarisation de la vie politique, ce qui affaiblit drastiquement la marge de manœuvre du président Biden et de sa diplomatie.

Stephen WALT, « The West is Sleepwalking Into War in Ukraine », *Foreign Policy*, 23 février 2022.

Célèbre politologue et figure de proue de l'école de pensée néoréaliste des relations internationales, Stephen Walt critique la gestion de la crise ukrainienne effectuée par les différents leaders occidentaux. Ceux-ci auraient commis l'erreur de croire à une résolution pacifique en échange de faibles garanties, alors que la Russie bénéficie d'un avantage géostratégique indéniable. Outre cette première erreur, une seconde serait l'incapacité de faire

preuve d'« empathie stratégique » face aux velléités de Moscou. La politique de la porte ouverte étant un principe « et non pas une règle universelle », davantage de prudence aurait dû être requise à la veille des premières déclarations en faveur de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Désormais, l'offensive russe progressant rapidement, les fautes se multiplient à nouveau. En effet, Stephen Walt manifeste son inquiétude face à une réduction des enjeux à l'emploi d'une rhétorique américaine manichéenne du « bien contre le mal », qui exclut toute stratégie militaire véritable. Selon lui, l'erreur récurrente des États-Unis se poursuivrait, l'envoi de troupes américaines pour faire face aux crises en Europe, conforterait les Européens réticents à la mise en œuvre d'une autonomie stratégique.

Robert KAGAN, « What we can expect after Putin's conquest of Ukraine », *The Washington Post*, 21 février 2022.

Chef de file du mouvement néoconservateur des relations internationales et écrivain, Robert Kagan nous fait part des conséquences d'une potentielle invasion russe en Ukraine dans son article du 21 février, quelques jours seulement avant le début des hostilités russo-ukrainiennes. Force est de constater que cette nouvelle invasion redessine les frontières des rivalités russo-occidentales. Dans le cas d'une invasion totale, les pays baltes seraient notamment pris en étau entre l'Ukraine, la Biélorussie et l'enclave de Kaliningrad, ce qui compliquerait le renfort de troupes occidentales dans la région. Comme l'explique M. Kagan, Poutine chercherait une OTAN à deux niveaux dans laquelle aucune force alliée ne serait déployée sur le territoire de l'ancien Pacte de Varsovie. Au-delà du théâtre ukrainien, il nous rappelle que la Russie n'est pas le seul pays souhaitant déstabiliser l'ordre international. La menace chinoise plane toujours sur Taïwan : serait-il hasardeux de penser que le *modus operandi* de Moscou pourrait inspirer celui de Pékin ?

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

À VENIR

4 mars : Webinaire « [Les paysages moraux des drogues : présentation du numéro spécial de la revue Politique africaine](#) », 10h-11h30. [Inscription obligatoire.](#)



La question des drogues en Afrique fait aujourd'hui l'objet de larges focalisations politiques et institutionnelles, lesquelles ont des impacts sur la littérature scientifique. Il est devenu commun d'appréhender les drogues illégales telles que le cannabis, l'héroïne et la cocaïne, ou légales telles que l'alcool ou le tramadol, sous un prisme sécuritaire. Rompant avec ces approches, ce dossier invite à interroger les perceptions morales des drogues par les consommateurs, les revendeurs et les différents acteurs qui encadrent la circulation et l'usage de psychotropes sur le continent. Portant sur le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, le Mali et le Niger, les articles analysent ainsi l'encadrement des pratiques liées aux drogues par les élites, les conflits moraux que vivent leurs usagers, les arrangements politiques qui se négocient autour des points de vente et les stratégies des acteurs commerciaux pour définir de bons ou mauvais usages. Sous ce prisme, c'est une multiplicité de paysages moraux des drogues en Afrique qui se dessine ici.

10 mars : Webinaire « Environnements et conflits – La construction d'une politique climatique de défense aux États-Unis », IRSEM/Institut des Amériques, avec Jean-Daniel COLLOMB (Université Grenoble Alpes), 16h-18h. [Inscription obligatoire.](#)



Dans les études sur les politiques de défense aux États-Unis, plusieurs contributions se sont intéressées aux efforts de transition écologique réalisés par les forces armées, à l'entrée de la sécurité environnementale dans le débat stratégique, ou encore à l'emploi des énergies renouvelables pour améliorer l'efficacité opérationnelle. À l'exception de quelques études comparatives, peu de travaux portent toutefois sur la construction d'une politique climatique de défense, et en particulier comment celle-ci fait écho aux autres mesures prises par le gouvernement fédéral en matière de lutte contre le dérèglement climatique. Dans cette communication, il s'agit de montrer que la politique climatique du Pentagone s'inscrit dans une approche générale favorisant l'adaptation aux aléas climatiques, et qui rivalise de plus en plus, dans l'action publique aux États-Unis, avec les efforts d'atténuation du réchauffement global. Dans le discours de l'adaptation, il s'agit en effet de construire la résilience des sociétés face aux évolutions du climat sans nécessairement traiter les causes du phénomène, à travers des mesures de réduction des émissions carbonées. Dans les négociations internationales, le thème de l'adaptation fait son apparition au début des années 2000. Il est alors porté par les puissances émergentes comme la Chine, le Brésil ou l'Inde qui, devant l'impossibilité de réduire leur empreinte carbone sans handicaper leur développement, préfèrent aborder la question de la transition écologique d'une autre manière. Depuis le mandat de Barack Obama, les initiatives du Pentagone sur l'adaptation et la sécurité climatique sont partie intégrante de l'impulsion fédérale en matière de politique climatique, concrétisée récemment par l'ordre exécutif 14008 du 27 janvier 2021 (« Tackling the Climate

Crisis at Home and Abroad »). Le 3 février 2021, le secrétaire à la Défense Lloyd Austin annonce la nomination de Joe Bryan (déjà chargé de la politique énergétique de la Navy sous Barack Obama) comme conseiller spécial pour le climat et la création d'un « Climate Working Group ».

14 mars : Conférence en ligne « [Enjeux stratégiques du changement climatique](#) » avec Nicolas REGAUD, 9h-16h30. [Inscription obligatoire.](#)



À l'occasion de la parution, le 3 mars, de l'ouvrage collectif *La Guerre chaude* (Presses de Sciences Po, avec le soutien de l'IRSEM), une conférence en ligne est organisée le lundi 14 mars 2022 sur le thème des enjeux stratégiques du changement climatique. Elle réunira de nombreux contributeurs à l'ouvrage qui aborderont différentes facettes des défis du dérèglement climatique en matière de sécurité et de défense : les impacts sur la sécurité dans différentes régions du monde, les enjeux opérationnels pour les armées et comment elles s'engagent progressivement à les relever au travers de politiques d'atténuation et d'adaptation.

17 mars : Journée d'étude « [Les ambitions stratégiques de la Turquie](#) », FMES (Toulon) / IRSEM, 9h-17h30. [Inscription obligatoire.](#)



Depuis 2016, l'activisme et les interventions militaires de la Turquie ont accru les tensions régionales, notamment au Levant, au Caucase, en Méditerranée orientale et en Libye. Alors que les tensions s'accroissent sur la scène internationale face à la Russie, l'Iran et la Chine, et que se profilent des échéances électorales cruciales en Turquie, ce colloque a vocation à déchiffrer les ambitions stratégiques du pouvoir turc et ses conséquences. Cela paraît d'autant plus utile que la France, qui assure la présidence tournante de l'Union européenne, pourrait être amenée à gérer une crise grave en cas de reprise des tensions avec la Grèce. Ce colloque, conjointement organisé par la FMES et l'IRSEM, réunit d'excellents experts du sujet qui débattront avec un auditoire que nous espérons nombreux.

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Programme de recherche « Les sports de la défense », Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 28\)](#)

Arme nucléaire, Guerre en Ukraine

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 30\)](#)



[À VENIR \(p. 32\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE



Professeure agrégée de la faculté de droit de l'Université Laval (Canada), Julia Grignon est docteure de l'Université de Genève (Suisse). Sa thèse de doctorat, récompensée par les Prix Paul Reuter et Walther Hug et qui a fait l'objet d'une [publication aux éditions Schulthess/LGDJ](#), portait sur *L'applicabilité temporelle du droit international humanitaire*. Spécialisée en droit des conflits armés, qui a été son domaine de recherche privilégié depuis plus de 15 ans, elle a été amenée à diriger un projet de recherche relatif à *l'application extraterritoriale du droit international des droits humains en contexte d'opérations militaires extérieures* et un développement de partenariat destiné à promouvoir et renforcer le droit international humanitaire. Julia Grignon a enseigné et dirigé les travaux d'étudiants dans tous les domaines du droit international relatifs à la protection de la personne (droit international des droits humains, droit international

des réfugiés et droit international pénal). Elle est l'auteure de nombreuses publications dans des revues à comité de lecture ou dans des ouvrages collectifs et a dirigé l'ouvrage *Hommage à Jean Pictet* (Cowansville/Genève, Yvon Blais/Schulthess). Elle est également coauteure du [Online Casebook How Does Law Protect in war?](#) Outre des enseignements ponctuels et/ou des séjours de recherche en tant que professeure invitée, en Amérique du Nord, en Europe ou en Afrique, Julia Grignon a effectué une année d'étude et de recherche au sein de l'Institut des droits de l'homme et de la paix de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal).

À l'Université Laval elle a cofondé puis codirigé le [Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient](#) et codirigé la [Clinique de droit international pénal et humanitaire](#). En plus d'appartenir à plusieurs sociétés savantes, elle a été membre du conseil scientifique de l'IRSEM de 2016 à 2021 et est membre du [Comité pour le Concours Jean-Pictet](#) depuis 2008.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM

**Note de recherche n° 122 – 3 mars.**

« [Kazakhstan, janvier 2022 : une surprise stratégique ?](#) », par COL Stéphane SAMARAN, 12 p.

Les événements survenus au Kazakhstan au cours de la première quinzaine de janvier ont eu l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel apparemment serein. La surprise a été triple : d'abord celle de la rapide transformation de manifestations pacifiques en violentes émeutes, puis celle de l'énergique reprise en main par le président Tokaïev et, enfin, celle de l'intervention inédite et efficace d'un contingent militaire de l'Organisation du traité de sécurité collective. Le retour au calme est synonyme de reconstruction, de réformes et de consolidation de l'unité nationale.

**Brève stratégique n° 32 – 4 mars.**

« [OTAN-Ukraine : quelle perspective d'adhésion ?](#) », par Amélie ZIMA, 2 p.

Le président russe Vladimir Poutine a lancé une nouvelle invasion contre l'Ukraine en février 2022, après l'annexion illégale de la Crimée en 2014 et le déclenchement de la guerre dans la région ukrainienne du Donbass. Parmi les justifications majeures avancées par le président russe figure le risque d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Cependant l'analyse de la relation OTAN-Ukraine montre que l'adhésion n'est pas une perspective envisageable car Kiev ne remplit pas les critères définis par l'Alliance.

**Research Paper No. 123 – 8 mars.**

« [Armies are back in town: Urban warfare and the urbanization of violence](#) », by Florian OPILLARD, 12 p.

Since the 1980's, a worldwide urbanization process has led to the drastic rise in both the number of metropolises and their spatial imprint. Along with their generalization, inequalities and low intensity violence have both intensified. In some contexts such as Brazil or Mexico, their extent questions the traditional divide between a conventional and external use of mili-

tary forces and their intervention in so called "internal wars". Far from being a passive context of engagement, metropolises have become both epicenters of social violence, warfare targets and leveling environments for the military. Drawing from its experience in urban battles in recent years and flowing several regular armies, the French military has incorporated urban combat into its doctrines in an attempt to avoid the tactical trap metropolises represent. This research paper delineates these evolutions as well as their implications for military functions in several countries.

**Brève stratégique n° 33 – 9 mars.**

« [Guerre en Ukraine, dilemmes stratégiques en Indo-Pacifique](#) », par Marianne PÉRON-DOISE, 2 p.

En Indo-Pacifique, l'invasion russe de l'Ukraine a ravivé la crainte du scénario de l'usage de la force dont la Chine serait l'acteur. Les réactions régionales reflètent cette crainte comme le besoin de conserver des relations stables avec la Russie. Pour les États-Unis et leurs alliés asiatiques c'est l'occasion de réfléchir sur la pertinence des alliances bilatérales historiques les liant les uns aux autres. Sont-elles en l'état assez dissuasives pour contenir l'expansion multidimensionnelle chinoise ? Fonctionneront-elles efficacement en cas de crise ?

**Note conjointe IDA/IRSEM – 11 mars.**

« [Avantages et limites de l'utilisation des forces armées dans la répression d'une activité illégale : l'opération Harpie et l'orpaillage clandestin en Guyane française](#) », par COL Emmanuel DURVILLE et François-Michel LE TOURNEAU, 21 p.

Malgré un effort continu de lutte et une réduction considérable de la présence des mineurs illégaux, environ 12 000 orpailleurs brésiliens arrachent chaque année entre 5 et 10 tonnes d'or illégalement en Guyane française. La résilience dont font preuve ces orpailleurs clandestins doit être analysée mais on peut aussi s'interroger sur le rôle à long terme des forces armées dans ce contexte et sur l'intérêt pour elles de cette mission très spécifique qu'est l'opération Harpie. Afin de contribuer à ces réflexions, cette note présente dans un premier temps les contours du monde de l'orpaillage clandestin en Guyane tant du point de vue technique que du point de vue économique et social. Nous abordons

dans un second temps le rôle des forces armées dans sa répression. Enfin, nous examinons l'opération Harpie et les possibilités de sortie de cet engagement qui court depuis presque quinze ans.



Brève stratégique n° 34 – 16 mars.

« [Clausewitz en Ukraine](#) », par Édouard JOLLY, 2 p.

Le conflit armé entre l'Ukraine et la Russie marque le retour de la guerre de haute intensité en Europe. Dans sa lettre adressée aux officiers généraux le 9 mars dernier, le général Burkhard, chef d'État-major des armées (CEMA), explique que les forces ukrainiennes, étirées et sans réserve, pourraient s'effondrer. Pour autant, le peuple en armes continuerait peut-être le combat, la grande guerre se prolongerait dans la petite.



Brève stratégique n° 35 – 28 mars.

« [La guerre en Ukraine et le droit des conflits armés](#) », par Julia GRIGNON, 2 p.

Tout conflit armé cause des dommages à la population civile ou aux biens de caractère civil, pourtant ceux-ci ne devraient jamais être l'objet d'attaque. Qu'est-ce qu'une cible licite en droit des conflits armés ? Et comment le droit appréhende-t-il les dommages incidents ? Cette brève répond à ces questions au travers du prisme des événements actuels en Ukraine.



Brève stratégique n° 36 – 29 mars.

« [Comment interpréter le refus émirati et saoudien de se ranger dans le "camp de l'Occident" sur la guerre en Ukraine ?](#) », par Fatiha DAZI-HÉNI, 2 p.

Le non-ralliement des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite au « camp occidental » mené par les États-Unis pour sanctionner la Russie dans sa guerre en Ukraine relève surtout d'une défiance à l'égard de l'allié américain et de son président démocrate. Abu Dhabi et Riyad saisissent la dynamique multipolaire pour défier Washington en affichant avec aplomb leur volonté de jouer un rôle dans les recompositions stratégiques, à l'aune du choc énergétique exacerbé par la guerre en Ukraine.



Brève stratégique n° 37 – 30 mars.

« [Médiatisation du renseignement et guerre en Ukraine](#) », par Damien Van Puyvelde, 2 p.

La guerre en Ukraine a propulsé les services de renseignement occidentaux sur le devant de la scène médiatique et souligné leur importance dans la lutte informationnelle. Lorsque les conditions le permettent, le renseignement peut être utilisé comme outil de communication publique afin de soutenir les stratégies adoptées par les décideurs politiques.



Strategic Brief No. 33 – 31 mars.

« [War in Ukraine: Strategic Dilemmas in the Indo-Pacific](#) », par Marianne Péron-Doise, 2 p.

In the Indo-Pacific, the Russian invasion of Ukraine has rekindled fears of China's possible use of force. Reactions in the region reflect this concern, with the need to maintain stable relations with Russia. For the United States and its Asian allies, it is an opportunity to contemplate the pertinence of their historical bilateral alliances. Are they sufficiently dissuasive to contain China's multidimensional expansion? Will they be effective in the event of a crisis?

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 138 – 1^{er} mars.

« [La guerre d'Ukraine, premiers enseignements](#) », avec Emmanuel DREYFUS, Johann MICHEL et Alexandre JUBELIN, 1 h 06.

Emmanuel Dreyfus est chercheur Russie à l'IRSEM et Johann Michel, analyste à l'International Institute for Strategic Studies (IISS), notamment dans le cadre du « Military Balance ».

- 3:30 Les causes de l'intervention militaire.
- 12:00 Le plan théorique russe et les forces engagées.
- 21:30 Les révélations de la première phase.
- 34:30 La bataille informationnelle.
- 42:30 L'aide internationale à l'Ukraine.

47:00 La dimension nucléaire et de dissuasion.
52:30 Les perspectives d'évolution du conflit.



Têtes chercheuses #14 – 4 mars.

« [Poutine a-t-il déjà perdu la guerre en Ukraine ?](#) », avec Alexandre JUBELIN, 17 mn.

Épisode exceptionnellement en solo, en raison d'un imprévu de dernière minute de l'invité, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, sur son article publié dans *Le Grand Continent* : « Pourquoi Poutine a déjà perdu la guerre ».



Épisode 139 – 8 mars.

« [L'Europe face à la guerre en Ukraine](#) », avec Pierre HAROCHE et Alexandre JUBELIN, 1 h 07.

Pierre Haroche est chercheur Sécurité européenne à l'IRSEM.

- 1:15 Point de situation au 7 mars 2022.
- 5:00 Les pays européens et la Russie.
- 16:00 Les divergences européennes sur la défense à la veille de l'invasion.
- 20:30 Chantiers de l'Europe de la défense.
- 27:30 Les grandes annonces et leur nouveauté.
- 36:30 La répartition des rôles entre UE et OTAN.
- 42:45 Les perspectives d'adhésion pour les pays menacés par la Russie.
- 49:30 La durabilité des mesures.
- 56:00 Autonomie européenne et relation à l'OTAN.



Épisode 140 – 11 mars.

« [Ukraine : l'heure des premiers bilans](#) », avec Joseph HENROTIN, Anna COLIN LEBEDEV, Florent PARMENTIER et Alexandre JUBELIN, 57 mn.

Joseph Henrotin est rédacteur en chef du magazine *DSI* et chercheur à l'Institut de stratégie comparée ; Anna Colin Lebedev est maîtresse de conférences à l'Université Paris-Nanterre ; Florent Parmentier est secrétaire général du CEVIPOF.

- 5:00 Les difficultés militaires russes.
- 9:30 La résistance ukrainienne et ses ressorts.
- 18:00 Le voisin moldave face au conflit.
- 27:00 La société ukrainienne et sa résilience dans le conflit.
- 31:30 Les marges de manœuvre russes.

40:00 L'équilibre politique russe autour de Vladimir Poutine.



Épisode 141 – 15 mars.

« [Des armées dans la campagne #2 : Sortir de l'OTAN ?](#) », avec Amélie ZIMA, Olivier SCHMITT et Alexandre JUBELIN, 1 h 17.

Amélie Zima est chercheuse à l'IRSEM, Olivier Schmitt, directeur des études de l'IHEDN.

- 3:00 L'OTAN et la genèse de la guerre en Ukraine.
- 16:30 Les réactions otaniennes à la guerre.
- 25:30 Les propositions de sortir de l'OTAN.
- 30:00 Droits et devoirs de l'appartenance à l'OTAN.
- 38:00 Être dans le commandement militaire intégré ou ne pas y être.
- 53:00 L'importance de l'OTAN dans le fonctionnement des armées françaises.
- 1:02:30 Sortir de l'OTAN.



Épisode 142 – 18 mars.

« [Donner une voix à la Grande Muette](#) », avec Hervé GRANDJEAN et Alexandre JUBELIN, 1 h 34.

Hervé Grandjean est le porte-parole du ministère des Armées.

- 2:00 Du parcours d'ingénieur militaire à l'arrivée au ministère.
- 14:00 Les contours du métier.
- 22:00 Périmètre et géométrie de la fonction.
- 39:00 La répartition des rôles dans la communication sur les armées.
- 47:00 Le positionnement par rapport aux militaires.
- 58:00 Les armées et la communication.
- 1:14:00 Les armées dans la campagne.
- 1:17:00 Points hauts et creux de la vague.



Épisode 143 – 22 mars.

« [Ukraine : où va la guerre ?](#) », avec Olivier KEMPF et Alexandre JUBELIN, 1 h 05.

Olivier Kempf, général à la retraite de l'armée de terre, est chercheur associé à la FRIS, fondateur du cabinet « La Vigie ».

- 3:30 L'état des forces militaires au 21 mars.
- 22:00 Les possibilités d'escalade du conflit.
- 37:15 Le problème du statut de la Russie à l'issue de la guerre.

46:00 La perspective d'un cessez-le-feu.
 52:00 Les contours d'un accord possible.
 1:00:00 Les conséquences sur l'ordre mondial.



Épisode 144 – 25 mars.

« [Russie-Ukraine: les limites de la “guerre hybride”](#) », avec Louis PÉTINIAUD et Alexandre JUBELIN, 29 mn.

Cet épisode explore avec Louis Pétiniaud, géographe et chercheur au centre Géode (Géopolitique de la datasphère) de Paris 8, une facette peu visible du premier mois de conflit : la dimension cyber et numérique, parfois appelée « guerre hybride », et ses limites dans une guerre de haute intensité.



Épisode 145 – 29 mars.

« [Les fantômes de Barkhane](#) », avec Rémi CARAYOL et Alexandre JUBELIN, 55 mn.

Rémi Carayol est un journaliste indépendant spécialiste du Sahel, auteur notamment d'une série d'articles sur les origines coloniales de l'opération Barkhane, publiés dans *Afrique XXI*.

[Avertissement : Cet épisode a été enregistré bien avant le début de la guerre en Ukraine et n'y fait donc aucune référence.]

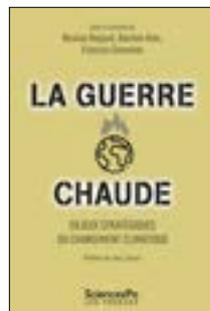
4:30 Le projet et la genèse de l'enquête.
 10:30 La rémanence d'un imaginaire colonial et ses conséquences potentielles.
 18:15 Le « mythe de l'homme bleu ».
 27:00 Bernard Lugan et son influence.
 39:30 Le monde militaire et les sciences sociales.
 46:00 Ambiguïtés de la figure de Lyautey.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et irsem.fr.

**OUVRAGES PUBLIÉS
 PAR LES CHERCHEURS**



Nicolas REGAUD, Bastien ALEX et François GEMENNE (dir.), [La Guerre chaude – Enjeux stratégiques du changement climatique](#), Presses de Sciences Po, mars 2022, 288 p.

Spécialistes des questions de défense et de climat, les auteurs du premier livre consacré à cet immense enjeu dressent un panorama des risques stratégiques et opérationnels associés au dérèglement climatique. Ils anticipent les contours de la « guerre chaude » qui s'annonce en analysant les défis auxquels les forces armées seront confrontées et la façon dont elles pourront contribuer à les relever.

Un monde plus chaud sera aussi un monde plus violent. Alors qu'une hausse des températures d'à peine 1° C depuis l'ère préindustrielle a déjà des conséquences préoccupantes pour la sécurité nationale et internationale, il ne fait pas de doute que cette tendance va s'amplifier et nous faire entrer dans une longue période de tensions.

Les armées ne doivent pas seulement réduire leur empreinte carbone. Acteurs majeurs de la paix et de la sécurité, elles doivent aussi s'adapter à une situation qui affecte lourdement leurs missions et leurs capacités pour s'engager dans une véritable politique de sécurité climatique.

Outre [Nicolas Regaud](#) qui le dirige, deux chercheurs de l'IRSEM ont contribué à cet ouvrage qui a également bénéficié du soutien de l'Institut : [Océane Zubeldia](#) et [Adrien Estève](#).



Pierre JOURNOUD (dir.), [Un triangle stratégique à l'épreuve. La Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est depuis 1947](#), Presses universitaires de la Méditerranée, coll. « Asies contemporaines », 464 p.

La rapidité de la réémergence de la Chine depuis au moins un quart de siècle fascine autant qu'elle inquiète.

La rivalité stratégique entre les deux premières puissances mondiales, les États-Unis et la Chine, tend à bipolariser à nouveau les relations internationales. Troisième côté du « triangle stratégique », l'Asie du Sud-Est apparaît comme l'un des espaces privilégiés de cette compétition

intensive et globale – politique, militaire, économique et culturelle –, dans sa double dimension terrestre et de plus en plus maritime. Réunis depuis 1967 au sein de l'ASEAN, les États cherchent aussi collectivement à échapper à tout processus de satellisation. Fondé sur une fructueuse complémentarité entre les approches historique et géopolitique, cet ouvrage éclaire d'un jour nouveau quelques-unes des grandes étapes de l'intensification de la rivalité sino-américaine en Asie du Sud-Est, de la naissance de la guerre froide en 1947 au début des années 2020, en passant par la longue et tragique succession des conflits indochinois.

Avec ses vingt-deux auteurs aux profils variés, cet ouvrage est le premier de la collection pluridisciplinaire « Asies contemporaines », dirigée par Pierre Journoud et Benoît de Tréglodé.

PROGRAMME DE RECHERCHE

LES SPORTS DE LA DÉFENSE

Le domaine « Défense et société » a ouvert un nouveau terrain de recherche portant sur les sports de la défense. L'objectif général de cette démarche est de contribuer au renouvellement de la sociologie du militaire en investissant des thématiques encore peu développées telles que l'usage et la politique du sport par les armées. En effet, le sport apparaît comme un élément absolument essentiel de la préparation physique et opérationnelle du soldat, en même temps qu'il offre des opportunités de rayonnement bien spécifiques.

Notre démarche est donc d'établir un état des lieux des politiques et usages du sport par les armées françaises, de façon à en identifier les différents enjeux, tant au niveau militaire (préparation opérationnelle, cohésion, exercice d'influence) que civilo-militaire (soutien au sport de haut niveau, formation des cadres sportifs, contribution au développement du « sport pour tous »).

Tout au long de l'année nous effectuerons ainsi des missions régulières au Centre national des sports de la défense (CNSD) situé à Fontainebleau, mais aussi éventuellement en régiments et dans quelques manifestations sportives (championnats du monde militaires organisés en France, par exemple). Ce programme de recherche donnera lieu à une étude, une note de recherche ainsi qu'à une journée d'étude à l'automne 2022.

Ce mois-ci nous avons rencontré le commandant du Bataillon de Joinville, Armée de champions, le chef de bataillon François.

Qu'est-ce que le Bataillon de Joinville ? Quels sont les intérêts pour le MINARM et le MININT de soutenir le sport de haut niveau ?

Le Bataillon de Joinville a été créé en 1956 pour permettre aux athlètes de haut niveau de poursuivre leur entraînement sportif durant leur service militaire. L'Armée de Champions quant à elle voit le jour en 2003, après l'arrêt de la conscription, et fait suite à un premier accord cadre interministériel entre le ministère de la défense et le ministère des sports. Un deuxième accord interministériel est signé en 2014 entre le ministère de la défense, le ministère des sports, le ministère de l'intérieur et la ministre déléguée chargée des personnes handicapées. En 2015 c'est le réveil du Bataillon de Joinville après avoir été mis en sommeil depuis 2002 avec l'affectation de l'ensemble des sportifs de haut niveau de la défense au Centre National des Sports de la Défense de Fontainebleau.

Ce dispositif permet au MINARM et MININT la signature de contrats avec des athlètes de haut niveau valides et en situation de handicap dans le but de leur permettre de pratiquer leur sport dans les meilleures conditions possibles. Ces athlètes sont intégrés aux trois armées et à la gendarmerie pour les valides avec le statut de militaire et au secrétariat général pour l'administration ou au ministère de l'intérieur pour les athlètes en situation de handicap avec le statut d'agent civil sur contrat.

Ce faisant les armées et la gendarmerie participent de la politique de soutien du sport de haut niveau en France, à l'instar d'autres grandes entreprises françaises (SNCF, RATP, Douane). La nouvelle politique interministérielle est orientée vers le triple objectif en faveur des sportifs de haut niveau : performance sportive, accompagnement socio-professionnel et citoyenneté (valeurs militaires). Les athlètes de haut niveau intègrent une institution dont ils partagent les mêmes valeurs telles que l'engagement, le dépassement de soi et le sens de la mission. Les athlètes en situation de handicap jouent un rôle important pour l'inclusion par le sport. De façon générale, le MINARM et le MININT s'appuient sur leurs athlètes de haut niveau pour des opérations de relations publiques lors de grands événements militaires ou civils.

Ces sportifs sont une fierté pour l'institution car ils portent les couleurs des armées et de la gendarmerie nationale et participent au rayonnement de la France à l'étranger lors de compétitions internationales et des Jeux olympiques et paralympiques. Par ailleurs, ils renforcent les sélections nationales militaires au côté des réservistes et des militaires d'active et participent aux épreuves militaires nationales et internationales.

2021 et 2022 ont été des années olympiques et paralympiques. Pouvez-vous revenir sur les performances de vos athlètes et para-athlètes ? Quelles sont les perspectives pour les prochains Jeux olympiques et paralympiques qui auront lieu à Paris en 2024 ?

Les performances de nos athlètes aux Jeux d'été à Tokyo ont été extrêmement satisfaisantes. 72 % de nos athlètes et para-athlètes sélectionnables ont été qualifiés pour les Jeux et ont remporté la moitié des médailles d'or. Les résultats des Jeux olympiques d'hiver à Pékin ont été plus mitigés mais cela ne concerne pas seulement les athlètes du Bataillon de Joinville mais bien l'ensemble de la délégation française. En revanche, les résultats des Jeux paralympiques d'hiver ont été très satisfaisants : 95 % de nos athlètes et 100 % des para-athlètes sélectionnables ont été qualifiés pour les Jeux.

La France sera en effet l'organisatrice des Jeux olympiques et paralympiques de 2024. Dans ce cadre, un protocole de soutien au sport de haut niveau français a été signé en 2019, qui vient compléter l'accord-cadre interministériel de 2014 et engageant le ministère des Armées, le ministère de l'Intérieur, le ministère des Sports et la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées à développer des actions communes. À la fin de l'année 2022, 173 athlètes seront affectés au Bataillon de Joinville dont 33 en situation de handicap. Au-delà de cette échéance, ce protocole vise à renforcer dans la durée les liens entre les ministères des Armées et de l'Intérieur et le mouvement sportif dans le cadre de l'héritage post-olympique, mais aussi de développer l'innovation dans les secteurs de la recherche, du développement et du handicap en particulier.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits armés

Camille TROTOUX

Chercheuse Sociologie militaire

ÉVÉNEMENTS

4 mars : Webinaire « Les paysages moraux des drogues : présentation du numéro spécial de la revue *Politique africaine* ».



L'équipe du numéro spécial « Paysages moraux des drogues » de la revue *Politique africaine* a présenté les résultats de leurs recherches lors d'un webinaire IRSEM le vendredi 4 mars. Organisé par [Maxime Ricard](#), contributeur à ce numéro avec Félix Kouamé Grodji (Université Alassane Ouattara de Bouaké), cette conférence a permis de questionner le prisme sécuritaire

pour comprendre la question des drogues en Afrique. Celle-ci fait aujourd'hui l'objet de larges focalisations politiques et institutionnelles, lesquelles ont des impacts sur la littérature scientifique. Corentin Cohen, de l'Université d'Oxford, a présenté la démarche du numéro en tant que co-responsable, soulignant les limites des conceptions sécuritaires des drogues sur le continent africain, qui s'appuient sur des chiffres contestables et servent surtout l'agenda politique de certains États. Il a notamment souligné que, contrairement aux idées reçues, les États ont une relation complexe à ces trafics et ne sont pas forcément « déstabilisés » par ceux-ci, ces trafics nécessitant de la stabilité. Ces circulations ne contestent pas forcément l'ordre ou l'État, mais il existe de profonds débats moraux sur la manière dont les drogues configurent les espaces sociaux.

Maxime Ricard et Félix Kouamé Grodji ont chacun à son tour présenté différents aspects de leur papier « Fumoirs et relations d'interdépendance : négocier l'ordre social à Abobo, Abidjan » dans lequel ils soulignent que les fumoirs comme lieux d'échange et de consommation de différentes drogues en Côte d'Ivoire sont devenus avec le temps des institutions sociales. Dans la commune d'Abobo à Abidjan, ceux-ci sont une partie intégrante d'une économie de la violence qui s'est construite sur le terrain d'un ghetto social, renforcée par l'effet paroxystique de la guerre. Les relations d'interdépendance construites autour de ces fumoirs constituent des configurations réunissant une diversité d'acteurs, façonnant l'ordre social. La légitimité des fumoirs se négocie ainsi à travers des pratiques à la fois coercitives et morales, en particulier avec des entrepreneurs de morale au sens d'Howard Becker (notamment des religieux) mais aussi avec différentes formes de mobilisation de vigilantisme. Ce sont des rap-

ports de force, mais aussi une production de sens *via* des relations magico-religieuses, à l'encontre d'une perspective selon laquelle le monde social de la drogue serait uniquement régi par des logiques de « marché ».

Gernot Klantschnig (Université de Bristol) a ensuite présenté le papier écrit avec Ini Dele-Adedeji (Université d'Édimbourg). Cette recherche sur l'économie morale du tramadol à Lagos au Nigéria questionne les récits moraux que les agents de l'État et du marché adoptent pour légitimer leur travail. À travers le prisme de l'économie morale, ils montrent en quoi ces récits sont liés à des luttes de pouvoir plus larges au sein du marché pharmaceutique et entre les instances de régulation. L'article soutient que la nature morale ambiguë du tramadol est essentielle pour comprendre un médicament officiellement stigmatisé et, pourtant, largement utilisé et commercialisé. Gernot Klantschnig a aussi détaillé l'étendue de cette circulation dans la société nigérienne, le tramadol étant à la fois utilisé pour soulager la douleur notamment dans des secteurs de l'économie dite informelle très difficiles, mais aussi pour des raisons récréatives. En plus de contribuer à soulager des travailleurs, le tramadol est aussi également une source d'emplois, car il constitue un moyen de subsistance pour les commerçants.

Lors de la séance de questions, les débats ont en particulier porté sur la portée comparative de ces recherches en Afrique par rapport à d'autres mondes sociaux comme en Amérique latine, sur les dimensions magico-religieuses de ces circulations de drogues, ainsi que sur le comportement des acteurs étatiques face à ces trafics dans une perspective comparée.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

8 mars : Visite d'élèves de l'École polytechnique à l'École militaire.



L'IRSEM a reçu le 14 mars la visite d'élèves polytechniciens, accompagnés de M. Thomas Lindemann, professeur de géopolitique à l'École polytechnique et membre du conseil scientifique de l'IRSEM. Ils ont été accueillis par [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM, [Caroline Verstappen](#), secrétaire générale, et [Benoît Rademacher](#), directeur du domaine « Armement et économie de défense ». Après une visite du site historique de l'École militaire animée par un conférencier, ils ont pu échanger avec Jean-Vincent Holeindre et Benoît Rademacher sur les activités de l'IRSEM. La présentation de l'IRSEM a été l'occasion de leur faire découvrir les spécificités de l'Institut, le rôle qu'il joue au sein du ministère des Armées et son rayonnement dans le monde universitaire. La discussion a également porté sur les différences d'approche entre les sciences dites « dures » et les sciences humaines et sociales, et les apports croisés entre les différentes disciplines scientifiques. Et pas seulement de façon théorique : le témoignage de Benoît Rademacher, ingénieur en chef de l'armement et ancien élève de l'École polytechnique, a confirmé l'attrait de la recherche stratégique et l'intérêt de s'y investir pour des profils scientifiques différents et complémentaires de ceux des chercheurs de l'IRSEM. Une belle ouverture pour ces futurs ingénieurs, qui ont été ravis de cette matinée de découverte, sur les plans historique, scientifique et stratégique.

Benoît RADEMACHER
*Directeur du domaine « Armement
et économie de défense »*

10 mars : Webinaire « Environnement et conflits – La construction d'une politique climatique de défense aux États-Unis », IRSEM/Institut des Amériques, avec Jean-Daniel COLLOMB (Université Grenoble Alpes).



Le 10 mars s'est tenu un webinaire de deux heures consacré à la construction d'une politique de défense aux États-Unis et organisé conjointement par l'IRSEM et l'Institut des Amériques (IDA) dans le cadre du cycle de séminaires conjoints 2022 intitulé « Environnement et conflits dans les Amériques ». [Adrien Estève](#) présentait ses travaux en présence de Jean-Daniel Collomb, Kevin Parthenay, Jean-Baptiste Velut et [Camille Boutron](#) ; le séminaire était présidé et modéré par [Maud Quessard](#).

Dans cette présentation, Adrien Estève a retracé les différentes étapes de la construction d'une politique environnementale et climatique au sein du département de la Défense des États-Unis. Dans un premier temps, il a montré comment les controverses sur les conséquences environnementales des conflits armés, liées à la politique de mise en conformité des installations militaires aux normes environnementales fédérales, ont représenté les premières confrontations du secteur de la défense aux problèmes écologiques. Ensuite, il a indiqué comment les premières études prospectives sur l'impact sécuritaire des variables environnementales et climatiques ont pénétré la réflexion doctrinale et stratégique, avec un intérêt particulier pour certaines régions du monde comme l'Arctique. Enfin, il a montré comment le développement de la réflexion doctrinale initiée dans le contexte favorable des administrations Obama, puis Biden, a vu des experts civils et militaires de la sécurité climatique gagner en influence dans les politiques de défense.

Une série de questions et de débats particulièrement riches ont suivi cet argumentaire abondant aussi bien les enjeux politiques et partisans aux États-Unis concernant la question du changement climatique que le rôle des armées américaines ou les modalités et enjeux de la dépollution.

Adrien ESTÈVE
Postdoctorant

Maud QUESSARD
Directrice du domaine
« Espace euratlantique – Russie »

11 et 25 mars : Webinaires sur les crises au Sahel, AFD-CAPS-IRSEM.

Dans le contexte des crises en cours au Sahel, Élodie Riche (Agence française pour le développement), Jean-Fabien Steck (Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) et [Maxime Ricard](#) (IRSEM) ont organisé les deux derniers ateliers d'une série de webinaires consacrés à deux thématiques : les crises de la démocratie au Sahel (11 mars) et les colères nationalistes au Sahel et la relation avec la France (25 mars). Ces webinaires sont réalisés dans une logique « 3D » (défense, diplomatie, développement) et organisés sous le format Chatham House.

Le premier atelier, le 11 mars, a réuni des chercheurs ainsi qu'un artiste pour analyser les défis auxquels fait face le mode de gouvernement démocratique au Sahel. Malgré le développement du multipartisme à partir des années 1990, le poids des militaires dans de nombreuses sociétés sahéniennes ainsi qu'une globale insatisfaction populaire pour les modèles démocratiques mis en place soulignent que ce mode de gouvernement est en profonde crise. Même si, par nature, la démocratie induit de nombreux débats parfois intenses dans toutes les sociétés, les coups d'État récents au Mali, au Burkina Faso mais aussi en Guinée ont illustré la profondeur de la crise. De nombreux enjeux ont été analysés par les panelistes, en particulier la question de la relation ambiguë des acteurs internationaux, notamment européens, aux régimes politiques démocratiques ou autoritaires. L'importance d'analyser les sociétés sahéniennes en dehors du carcan État-société civile, en s'intéressant à d'autres acteurs des sociétés, a été mise en avant. La question complexe du rôle des religieux dans le jeu politique sahéni a été évoquée, une variable souvent peu prise en compte pour comprendre les évolutions politiques locales. Les intervenants ont particulièrement souligné que les conditions de dépendance des pays sahéniens rendent difficile une pratique de

la démocratie. Enfin, ils ont souligné l'importance de la performance de l'État (socialement et économiquement entre autres) pour favoriser un jeu politique pluriel au Sahel.

Le deuxième atelier, le 25 mars, animé par Jean-Fabien Steck, a réuni deux chercheurs et deux activistes sur une question d'importance qui est celle des colères nationalistes au Sahel et la relation avec la France. Une distance critique a été proposée pour analyser les erreurs commises lors de cette dernière décennie par la France mais aussi plus globalement les pays européens dans leurs relations aux pays sahéliens, en particulier l'approche trop coercitive et le manque d'une réponse sociale aux crises. Une partie importante du webinaire a aussi été consacrée à analyser comment le « ressentiment » post-colonial configure les opinions sahéliennes dans le contexte de l'intervention Barkhane. L'agrégation du difficile passé colonial, des évolutions politico-sociales internes que nous comprenons mal, une volonté d'émancipation des jeunes, des manipulations politiques intérieures ou extérieures constituent des défis sur lesquels la France devra s'investir pour les panelistes. Les traits futurs d'une politique française et européenne ont été proposés par plusieurs panelistes, notamment concernant la manière dont l'aide mais aussi la coopération sécuritaire doivent être transformées pour répondre aux demandes et non pas être définies par l'offre.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

14 mars : Conférence en ligne « Enjeux stratégiques du changement climatique ».



À l'occasion de la parution de l'ouvrage collectif *La Guerre chaude*, dirigé par [Nicolas Regaud](#), Bastien Alex et François Gemenne, l'IRSEM a organisé une conférence le 14 mars sur le thème « Enjeux stratégiques du changement climatique ». Ce séminaire, auquel ont pris part de nombreux contributeurs à l'ouvrage, a mis en lumière les impacts du changement climatique sur le contexte stratégique et la sécurité internationale, les enjeux opérationnels pour les armées et les réponses apportées par le secteur de la défense.

Le professeur Jean Jouzel, climatologue, a introduit la conférence en rappelant la nécessité absolue pour l'humanité de renforcer les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre et s'est fortement inquiété des risques de manipulation du climat par les partisans de la géo-ingénierie.

Une première table ronde, modérée par Sofia Kabbej (IRIS), a abordé la question des grands enjeux du changement climatique pour la défense. Raphaëla Engel (SEAE) a présenté la Feuille de route européenne sur le changement climatique et la défense, insistant sur le besoin de réflexion sur les normes et objectifs européens et la nécessité d'un fort engagement des États membres. Nicolas Regaud (IRSEM) a ensuite présenté l'action du ministère des Armées en matière de sécurité environnementale et climatique. Engagé très tôt dans la défense verte, celui-ci n'aborde la question de la sécurité climatique que depuis peu et manque d'une gouvernance de la question climatique. Le général Vincent Breton (EMA/PESM) a quant à lui évoqué les enjeux opérationnels du changement climatique dont les défis modifieront la nature des engagements opérationnels qui seront davantage tournés vers le

secours humanitaire, la protection de l'environnement et les crises régionales liées à la crise climatique. Le colonel Patrick Gindre (EMAT/COMTN) a poursuivi une réflexion sur la protection des populations face aux catastrophes naturelles qui se multiplieront et s'intensifieront sur le territoire national, rendant nécessaire le renforcement de la coopération entre les acteurs de la sécurité civile. Enfin, Elisande Nexon (FRS) et Anne Sénéquier (IRIS) ont toutes deux mis en lumière les enjeux sanitaires liés au changement climatique. Ce dernier décuple les risques pour la santé humaine : circulation de pathologies infectieuses, risque d'apparition de maladies inconnues...

Un second temps d'échanges, animé par Tom Haristias (DGRIS), a été consacré aux zones vulnérables face au risque climatique. Alexandre Taithe (FRS) a souligné les effets du changement climatique en Arctique, qui avait généré la perception de l'apparition d'un nouvel Eldorado lié aux ressources minières et énergétiques devenues exploitables du fait de la fonte des glaces et à l'ouverture de nouvelles routes maritimes, ainsi que de nouvelles tensions entre États riverains et au-delà. Bastien Alex (WWF) a ensuite évoqué le Sahel, zone fortement exposée avec une pression accrue sur la biodiversité et sur les populations. Le climat révèle une incapacité collective à mettre en place une coopération intégrée entre tous les acteurs. Julia Tasse (IRIS) a quant à elle mis en avant la région sud-est asiatique et deux grands facteurs qui y sont observés : l'existence de conditions géopolitiques et climatiques pour l'émergence de crises et l'apparition d'une coopération encore timide sur les questions environnementales. François Gemenne (Université de Liège/Sciences Po) a conclu cette séquence par une analyse des enjeux dans le Pacifique, distinguant quatre grands impacts dans la région : exposition aux épisodes climatiques extrêmes, insécurité alimentaire, renforcement de la surveillance maritime et hausse du niveau des mers.

La dernière partie de la conférence, modérée par [Benôit Rademacher](#) (IRSEM), a décrit les initiatives de la défense en matière de lutte contre le changement climatique et de protection de l'environnement. Hélène Perret (DGA/SASD) a présenté la politique environnementale du ministère des Armées avec trois grands enjeux pour ce dernier : l'énergie, la biodiversité et la gestion des déchets. L'efficacité opérationnelle reste toutefois prioritaire. Caroline Maisonneuve (DGA/DT) a poursuivi en évoquant l'écoconception qui prend en compte les questions environnementales et énergétiques dans la conception des systèmes d'armes et de plus en plus la nécessité de leur adaptation au changement climatique. [Océane Zubeldia](#) (IRSEM) a analysé la réponse de l'UE et de l'OTAN au défi

énergétique. Celles-ci ont des impératifs industriels et stratégiques comparables. Si le risque de compétition est réel, la coopération reste possible compte tenu de leurs objectifs communs. Marine de Guglielmo (Paris VIII) a enfin traité des enjeux de la géo-ingénierie, une approche de plus en plus défendue à l'échelle internationale mais dangereuse à plusieurs titres : absence de prise en compte de son impact environnemental, risque de dépendance et absence de gouvernance internationale.

Bertrand Lavergne (DGRIS) a clôturé cette conférence en proposant quelques axes de progrès pour la défense française : renforcement des capacités d'anticipation, adaptation effective des forces, réduction de l'empreinte environnementale et coopération internationale.

Théophile DRIEUX
Assistant de recherche

15 mars : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Mercredi 15 mars s'est tenu le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, organisé et animé par le directeur scientifique de l'Institut, le Pr [Jean-Vincent Holeindre](#), en lien avec le Service historique des armées représenté par l'historien Gilles Ferragu. Marie-Gabrielle Bertran, doctorante à l'université Paris 8, au sein du laboratoire Geode, y a fait une présentation sur sa thèse : « Analyse géopolitique des nouvelles stratégies de contrôle du numérique par l'État en Russie : le code comme nouvel enjeu de pouvoir ».

Marie-Gabrielle Bertran pose la question des relations entre acteurs publics et privés dans le domaine de la cybersécurité et de l'intégration du facteur cyber dans la stratégie de puissance russe. Portée par la question de recherche suivante : « comment s'élabore la stratégie de puissance et de contrôle du numérique de l'État en Russie ? », la thèse s'organise autour de 4 axes de

recherche : les objectifs de la politique de souveraineté numérique russe, son influence sur les pratiques des travailleurs du numérique, ses conséquences sur les relations entre les acteurs du secteur en Russie et, enfin, ses conséquences sur les pratiques et relations internationales du pays.

La première partie de la thèse est dédiée à l'émergence du secteur du numérique en Russie et aux rapports ambigus entre le milieu cyber et les secteurs de la sécurité et du renseignement. La doctorante s'appuie notamment sur une étude sociologique afin de souligner la spécificité des relations entre les acteurs du milieu, influencées par une série de pratiques et modes d'interactions ancrés dans la culture russe et pour une part héritées de pratiques s'étant répandues sous le régime soviétique. Dans cette première partie sont montrées les accointances nouées entre le secteur public, notamment militaire, et les oligarques ayant investi massivement le milieu du numérique au cours du XXI^e siècle. Par une série de liens complexes, les travailleurs du numérique, souvent précaires, peuvent se trouver associés au secteur militaire, et notamment au FSB (Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie).

La deuxième partie du travail de recherche est consacrée à la reprise en main du secteur numérique par l'État russe à partir du mandat de Dmitri Medvedev (2008-2012). Celle-ci se fait notamment au niveau normatif : une série de lois promulguées à partir de 2010 illustre la volonté de contrôle du milieu numérique par l'État tout en permettant de créer un cadre incitatif pour les entreprises et pirates informatiques se dédiant au service des intérêts de l'État, en Russie comme à l'international. Ainsi, la doctorante montre qu'un système de mercenariat se met en place dans le secteur de la cybersécurité en Russie, image renforcée par les accointances prouvées entre groupes cybercriminels et État, à commencer par le FSB.

La présentation de Marie-Gabrielle Bertran a fait l'objet d'une discussion discutée par Gilles Ferragu puis Jean-Vincent Holeindre.

Gilles Ferragu a notamment pointé l'intérêt du travail de comparaison dans la prise en compte du milieu cyber comme espace à part entière, ainsi que l'importance du travail sémantique : le floutage entre le légal et l'illégal, le licite et l'illicite visible dans ces travaux nous interroge sur la difficulté d'établir un curseur de la criminalité dans un cyberspace déjà complexe. Dans une certaine mesure, les pirates informatiques liés à l'État russe deviennent des corsaires modernes. La discussion avec les Pr Ferragu et Holeindre a permis de souligner d'importantes questions

sous-jacentes : existe-t-il une « Nation » numérique ? Quel statut pour ce genre de mercenariat ? Et surtout, peut-on vraiment contrôler l'internet ?

La présentation a été suivie par les questions des doctorants présents dans l'assistance, ainsi que par un tour de table sur l'impact de la situation en Ukraine sur les travaux de ces derniers. Les travaux de Marie-Gabrielle Bertran, s'inscrivant dans l'actualité récente, ont été particulièrement impactés par cette dernière, plusieurs des hypothèses de la doctorante se voyant confirmées.

Selim DOREL
Assistant de recherche

16 mars : Séminaire fermé « L'opération Barkhane et la stratégie française au Sahel ».

Tous les six mois, l'IRSEM organise un séminaire fermé réunissant une douzaine de chercheurs et acteurs de terrain spécialistes du Sahel, civils et militaires du MINARM, du MEAE et de plusieurs institutions, pour discuter de l'opération Barkhane et de la stratégie française au Sahel, organisé sous le format Chatham House. L'objectif est de prendre le pouls du terrain et des analyses en cours ainsi que de confronter les points de vue, pour en tirer des enseignements. Le 16 mars, un séminaire a été organisé exceptionnellement dans le contexte du départ de l'opération Barkhane du Mali, mais aussi du coup d'État récent au Burkina Faso.

Dans un contexte de dégradation sécuritaire continue au Sahel, les participants au séminaire ont notamment analysé les reconfigurations liées au retrait de l'opération Barkhane au Mali, l'impact du groupe Wagner sur la situation sécuritaire au Mali et ses conséquences stratégiques plus globales, l'extension de la menace djihadiste aux pays côtiers et les réponses jusqu'ici développées par les pays concernés, l'évolution de la transition burkinabé à la suite du coup d'État de janvier 2022, la situation politique au Nord-Mali, ou encore la question du positionnement nigérien. Enfin, les participants ont discuté de différentes pistes de stratégie futures dans le cadre de la reconfiguration de la présence française au Sahel.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

17 mars : Journée d'étude « Les ambitions stratégiques de la Turquie », coordonnée par Sümül KAYA (IRSEM) et Pierre RAZOUX (FMES), Toulon.



La politique étrangère turque des années 2000, valorisant un discours de *soft power*, a laissé la place depuis 2016 à une politique étrangère plus militarisée, souvent décrite comme agressive : interventions successives en Syrie, en Libye, en Irak, tensions en Méditerranée orientale avec la Grèce, isolement au sein de l'OTAN à la suite de l'achat de S400 à la Russie, entre autres. Aujourd'hui, la Turquie semble sortir de son isolement, et amorcer son retour sur la scène internationale et régionale (Israël, Émirats arabes unis notamment). Alors que se profilent des échéances électorales cruciales (élections présidentielles et législatives en 2023, centenaire de la République turque), cette journée d'étude coorganisée avec la FMES à Toulon, le 17 mars 2022, a été l'occasion de se pencher successivement sur les questions de politique intérieure et étrangère du gouvernement de l'AKP.

Un premier panel sur les questions intérieures et de sécurité de l'AKP (modéré par Pierre Razoux, FMES) a permis d'aborder les enjeux des prochaines élections (Élise Massicard, CERI – Sciences Po), mais également les débats internes soulevés par la guerre en Ukraine et ses conséquences pour la Turquie (Jean-François Pérouse, Toulouse-Jean Jaurès). [Sümül Kaya](#) (IRSEM) a évoqué la réorganisation de l'armée turque à la suite de la tentative de coup d'État de 2016, mettant en avant l'impact de ces bouleversements institutionnels dans la militarisation de la politique étrangère. Elle est également revenue sur l'intervention turque en Libye et les derniers développements dans le pays, qui s'inscrivent dans une dynamique plus générale de réorientation des missions de l'armée de l'intérieur vers l'extérieur du pays.

Dans la continuité de ce premier panel, la question du voisinage proche a été abordée dans un second panel (modéré par Sümül Kaya). Yohan Benhaïm (IFEA) a ainsi présenté une communication portant sur les évolutions de la politique turque dans les régions kurdes d'Irak. Jean Marcou (IEP de Grenoble) est revenu sur les tensions en Méditerranée orientale de 2020, autour des enjeux énergétiques. Il est revenu sur l'historique des tensions avec la Grèce, et a présenté l'ambition turque en matière d'énergies (projet Turkstream) ainsi que les grands projets gaziers en cours ou futurs (EastMed) et leurs enjeux pour Ankara. Marie Jégo (*Le Monde*) pour sa part est revenue sur l'historique des relations entre l'Ukraine et la Turquie, et l'intérêt des Turcs pour des savoir-faire ukrainiens en matière militaire.



Enfin, les questions extérieures et stratégiques ont été analysées par Dorothee Schmid (IFRI) et [Emmanuel Dreyfus](#) (IRSEM). Ce dernier panel (modéré par Thomas Delage, *Diplomatie*) s'est notamment penché sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui ouvre un nouveau contexte stratégique auquel la Turquie va devoir faire face, questionnant son positionnement entre sa solidarité otanienne et ses ambitions régionales affichées depuis 2016. Emmanuel Dreyfus a particulièrement insisté sur l'interdépendance entre la Russie et la Turquie, tandis que Dorothee Schmid a mis en avant l'opportunité qu'offre ce conflit à court terme pour la Turquie, en lui permettant de retrouver une posture respectée de médiateur.

Sümül KAYA
Chercheuse Turquie

18 mars : Petit-déjeuner Afrique « Les effets de l'intervention internationale sur l'administration locale dans les régions du nord du Mali », avec Denia CHEBLI.



Organisé par [Anne-Laure Mahé](#) et [Maxime Ricard](#), le petit-déjeuner Afrique du vendredi 18 mars a porté sur les effets de l'intervention internationale sur l'administration locale dans les régions du nord du Mali. Cette recherche a été présentée par Denia Chebli, docteure en science politique de l'université Panthéon-Sorbonne et spécialiste des mouvements politiques armés au Nord-Mali. Sa thèse, défendue en 2021, a porté sur le Mouvement de libération nationale de l'Azawad (MNL). Lors de sa présentation, elle a analysé comment l'intervention internationale et ses différentes composantes ont contribué à légitimer le gouvernement des hommes en armes, avec un impact direct sur l'administration locale. Dans la logique de l'accord d'Alger et de son application par les organisations de médiation, de nombreux chefs de mouvements armés ont été promus comme autorités intérimaires à des postes de maires ou de présidents des conseils régionaux ou de cercle. Beaucoup aussi ont pris des positions de pouvoir à Bamako au sein des institutions créées dans le cadre de l'accord d'Alger.

À travers des analyses de trajectoires biographiques et sociales, d'enquêtes réalisés dans les coulisses de l'accord d'Alger, elle a notamment montré comment différents capitaux (sociaux, éducatifs, économiques, etc.) détenus avant la guerre par les dirigeants politiques des mouvements armés issus des dissidences des mouvements dits « azawadiens » ont configuré l'évolution politique du Nord-Mali. Le capital militaire devient dans ce contexte un capital politique et économique, permettant la création de réseaux de clients. L'analyse des chevauchements et des cumuls des positions de pouvoir permet de com-

prendre les interrelations entre anciens rebelles, État malien et acteurs internationaux.

Les questions de la salle ont notamment porté sur le rôle des hommes en armes pour le changement social au Sahel et plus globalement dans des situations de rébellion en Afrique, le jeu de la cooptation étatique au Mali dans une perspective historique, l'actualité du Cadre stratégique permanent et globalement les changements politiques récents dans le Nord-Mali, ainsi que les effets du retrait de l'opération Barkhane pour le Nord-Mali.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

18 mars : Webinaire : « Ukraine, état des lieux trois semaines après le début de l'offensive russe ».



Vendredi 18 mars, l'IRSEM organisait en ligne le webinaire intitulé « Ukraine, état des lieux trois semaines après le début de l'offensive russe ». Celui-ci était animé par les chercheurs [Emmanuel Dreyfus](#), [Maxime Audinet](#), [Amélie Zima](#) et [Pierre Haroche](#), et modéré par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Espace euratlantique – Russie ».

Dans un premier temps Emmanuel Dreyfus, chercheur spécialiste de la Russie et de l'Ukraine, a introduit le webinaire par un point de rappel concernant la situation du conflit au moment présent. Insistant sur l'enjeu de la prise de Marioupol, il a alerté sur les mouvements de troupes significatifs effectués en ce moment par la Russie, référence notamment aux redéploiements d'unités basées à l'étranger (Arménie, Ossétie du Sud) afin de les rediriger vers l'Ukraine. Si la Russie semble déterminée à maintenir son offensive, elle est néanmoins loin de ses objectifs initiaux. Sur ce plan, il semble que l'offensive russe soit un « échec », dû à une mauvaise planification opérationnelle ainsi qu'à une mauvaise préparation des soldats. Les difficultés de l'armée russe, et *a fortiori* de la doctrine

Gerasimov, écornent l'image de puissance militaire de la Russie, dont le précédent syrien avait servi de vitrine.

Maxime Audinet, chercheur spécialiste des stratégies d'influence et des médias russes, a ensuite pris la parole afin d'attirer l'attention sur les phénomènes de restructuration à l'œuvre actuellement dans les champs informationnels, en Russie comme à l'international. Il a rappelé la suspension par le conseil de l'Union européenne des médias pro-russes RT et Sputnik au sein des pays membres, faisant écho aux mesures de rétorsion russes contre les médias européens, ou tout du moins « occidentaux » (blocage des réseaux sociaux notamment). L'impact du conflit sur le champ médiatique russe est de grande importance : démantèlement du système d'information indépendant, déjà affaibli depuis plusieurs années, et loi du 4 mars criminalisant la diffusion de « fausses informations » sur l'armée russe. Il est difficile, pour les citoyens russes soumis à la censure et à la propagande, de s'informer sur le conflit.

La parole a ensuite été donnée à Amélie Zima, chercheuse spécialiste de l'OTAN, interrogée notamment sur la réaction de l'Organisation et de ses alliés à l'heure où les combats se rapprochent de la frontière polonaise. Celle-ci a souligné la cohésion et l'unité dont font preuve les membres de l'OTAN depuis le début de la crise, qui se reflète dans le soutien aux mesures prises par l'Organisation. Cette dernière maintient depuis le début du conflit une posture de dissuasion et de défense, notamment par le renforcement des troupes présentes sur le territoire des États membres frontaliers de l'Ukraine. Amélie Zima a rappelé la proximité de l'Ukraine avec l'OTAN, laquelle, bien qu'elle n'en fasse pas partie, a longtemps eu pour objectif d'y adhérer et en est depuis 1991 un pays partenaire. Ainsi, si l'OTAN n'a pas répondu à la demande ukrainienne d'instaurer une *no-fly zone*, mesure qui consisterait en un acte de guerre, l'Organisation a considérablement renforcé son flanc Est, en y envoyant des effectifs additionnels, y déployant 120 navires et plaçant 130 avions en alerte.

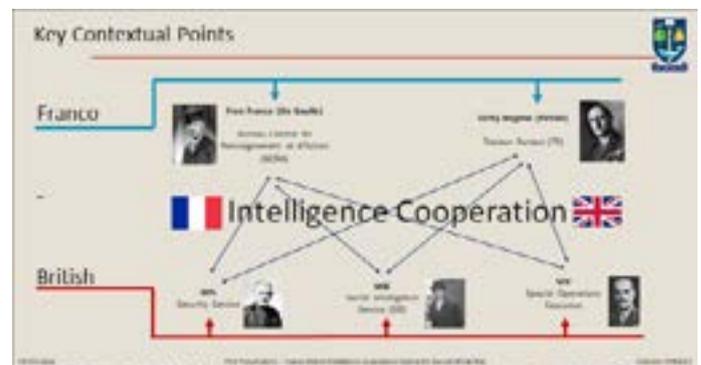
Enfin Pierre Haroche, chercheur spécialiste des questions de sécurité européenne, a souligné à quel point l'Union européenne avait émergé au fil de cette crise. L'UE qui, au début du conflit, n'était pas considérée comme un acteur important, a surpris nombre d'observateurs, notamment par les livraisons d'armes qu'elle a organisées. La crise, au-delà de tester la capacité de réaction de l'Union européenne, a donc servi de fenêtre d'opportunité pour la construction de l'Europe de la défense : beaucoup de pays de l'UE, comme l'Allemagne, ont changé l'orientation de leur politique de défense et décidé d'investir dans ce domaine ; d'autres, tels que les pays scandinaves, ont

réaffirmé leur engagement pour la défense européenne. La question qui se pose est donc la suivante : est-ce que l'UE va faire des propositions afin d'accompagner et de coordonner ce mouvement de réarmement ?

À la suite des présentations des quatre chercheurs, le webinaire s'est organisé autour d'une série de questions et réponses. Cela a été l'occasion de débattre des possibilités d'intervention de l'OTAN et de l'UE, en rappelant par exemple le précédent kosovar ou en discutant la nature des livraisons d'armes de l'UE à l'Ukraine. Des questions méthodologiques ont également été posées, se révélant particulièrement pertinentes à l'heure où la censure et la désinformation compliquent considérablement le travail de recherche. Maxime Audinet a pu revenir justement sur les questions de désinformation et de *fact-checking*, ainsi que relativiser l'impact sur le champ informationnel de la suspension de RT et Sputnik. Pierre Haroche a ensuite apporté des précisions relatives à la nature des sanctions européennes, ainsi qu'à leur efficacité, avertissant néanmoins sur la nécessité de joindre à la sanction une solution, au risque d'alimenter un nouveau *statu quo*.

Selim DOREL
Assistant de recherche

22 mars : Séminaire de recherche « Les coopérations de renseignement franco-britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale », avec Clément RENAULT.



Le 22 mars 2022, dans le cadre du séminaire interne de l'IRSEM, [Clément Renault](#), doctorant associé à l'IRSEM, a présenté ses recherches doctorales en cours. La présentation a été discutée par [Paul Charon](#), directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides ». [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM, et [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, ont introduit et modéré les échanges.

Les recherches doctorales de Clément Renault portent sur les coopérations de renseignement franco-britanniques

pendant la Seconde Guerre mondiale. Après avoir évoqué les raisons d'un choix de discipline en histoire (PhD in War studies à l'université de Glasgow), en partie commandées par les difficultés d'accès aux sources en matière de recherche sur le renseignement, la présentation s'est attardée sur l'état de la littérature sur le sujet, et sur la spécificité de la question des coopérations. Depuis le 11 septembre 2001, les spécificités de la lutte antiterroriste ont accru la visibilité des coopérations de renseignement à l'échelle internationale. La recherche académique s'est en partie emparée de ce sujet, mais le plus souvent sous le prisme des coopérations historiques entre services américains et britanniques, dans le cadre de l'accord de partage de renseignement électromagnétique UKUSA, élargi au cours des années 1950 aux autres pays anglo-saxons du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie (Five Eyes).

L'étude des coopérations de renseignement franco-britanniques offre la possibilité d'une approche originale aux débats académiques sur l'histoire du renseignement et sur la question des coopérations. Si la recherche britannique a depuis longtemps valorisé et exploité les archives des services britanniques pendant la guerre, il n'en est pas de même de la recherche française sur le renseignement. La déclassification des archives du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), services secrets du général de Gaulle, demeure relativement récente (milieu des années 2000), et peu de travaux se sont préoccupés de mettre ces archives en regard de celles des services secrets clandestins de Vichy du général Louis Rivet et du colonel Paul Paillole. L'étude des coopérations franco-britanniques offre ainsi l'opportunité de conduire un travail de fond sur des archives encore peu exploitées, de contribuer à bâtir l'histoire du renseignement en France, et d'établir des ponts avec l'historiographie et la recherche britannique sur ces questions.

À la suite de cette présentation, les échanges et les questions, nombreuses, ont porté sur la manière de faire dialoguer cette recherche historique avec les débats de la science politique en matière de culture stratégique, de prise de décision en politique étrangère, ou encore de sociologie des organisations. Ces échanges ont permis d'affiner la réflexion sur la meilleure manière de contribuer, par l'intermédiaire d'un cas historique, à la littérature et aux débats contemporains en matière de renseignement.

Clément RENAULT
Doctorant associé résident

23 mars : Webinaire « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques / Drones et technologies à l'ère de la lutte contre le terrorisme au Sahel et dans le bassin du lac Tchad (2001-2022) », avec le Dr Erick SOURNA LOUMTOUANG, maître de recherche en histoire des relations internationales au Centre national d'éducation (CNE/MINRESI).



La 8^e séance du webinaire « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », organisé par [Océane Zubeldia](#) (IRSEM) et Pierre Bourgois (Université catholique de l'Ouest, Angers), a eu lieu le 23 mars, avec une présentation du Dr Erick Sournou Loumtouang, intitulée « Drones et technologies à l'ère de la lutte contre le terrorisme au Sahel et dans le bassin du lac Tchad ».

Tout d'abord, Erick Sournou Loumtouang a rappelé que le continent africain était historiquement un champ d'expériences technologiques et militaires. Les frappes de drones en Afrique entrent donc dans une logique de guerre préventive, d'exécutions sans procès à l'œuvre à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Pour étayer son propos, notre chercheur invité s'est notamment appuyé sur les théories de l'arc de crise de Bernard Lewis et du choc des civilisations de Samuel Huntington. L'ingérence dronique étrangère en Afrique entraîne l'émergence d'un nouveau mode opératoire guerrier à travers la volonté d'occuper sans envahir ; d'un nouveau cadre juridique à travers la déresponsabilisation de l'attaquant ; et d'une séparation de plus en plus floue entre les intérêts publics et privés sur le champ de bataille.

Dans un deuxième temps, il a focalisé son analyse sur l'usage des drones par les groupes djihadistes au Sahel et dans le bassin du lac Tchad. Il a notamment évoqué la secte islamiste Boko Haram, exploitant des drones civils pour des missions de propagande, de planification d'attaques au sol et de surveillance des troupes étatiques. Ensuite, prenant l'exemple des drones chinois déployés par le Nigéria, il est revenu sur leur emploi par les

états-majors africains souhaitant lutter contre le terrorisme et résoudre leurs conflits intérieurs.

Dans un troisième temps, il a axé sa réflexion autour des dispositifs étrangers présents en Afrique, à savoir les bases de drones étatsuniennes maillant le territoire, les frappes de drones françaises au Sahel ou encore la perspective néo-libérale guidant les industries droniques chinoises et turques en Afrique. Ainsi, il n'hésite pas à parler d'un renouveau du *Scramble for Africa*.

Il a conclu en constatant l'impossibilité d'arrêter la prolifération des drones en Afrique, causant des problèmes éthiques et des ambitions néo-impérialistes décuplées.

Charles JOSEPH
Assistant de recherche

25 mars : Webinaire « Piraterie dans le Golfe de Guinée : modus operandi, réseaux et pistes de solutions », IRSEM / ONUDC.



Le 25 mars, l'IRSEM a organisé en partenariat avec l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime (ONUDC) un webinaire intitulé « Piraterie dans le golfe de Guinée : modus operandi, réseaux et pistes de solutions ». Les intervenants étaient Giuseppe Sernia, Global Maritime Crime Programme Officer à ONUDC, et Nicolas Berlanga Martinez, conseiller senior de l'Union européenne pour le golfe de Guinée. La discussion était modérée par Morgane Carré, adjointe au coordonnateur Défense en matière de sécurité des espaces maritimes au ministère des Armées.

Giuseppe Sernia a présenté les résultats d'un rapport de l'ONUDC intitulé *Pirates du delta du Niger : entre fleuves et mers*, paru en 2021. Il est revenu sur le contexte historique du développement de la piraterie dans la région et les évolutions récentes, avec une baisse des actes de piraterie en 2021 mais également une évolution du *modus operandi* des groupes criminels. Ces derniers ont en effet

recours de façon croissante depuis 2009 au kidnapping comme source de revenu. Cette évolution serait liée à la baisse du prix du carburant. La guerre en Ukraine et les tensions géopolitiques actuelles pourraient, de par leur impact sur ce dernier, entraîner une nouvelle transformation des modes d'action des pirates. Le rapport propose par ailleurs une évaluation inédite des coûts directs et indirects (par exemple à travers l'impact sur la densité du trafic maritime) de la piraterie pour les États riverains, qui s'élèverait à 1 925 milliards par an.

Nicolas Berlanga Martinez a ensuite présenté les actions menées par l'Union européenne pour agir de façon coordonnée sur cette question. Il a insisté sur l'importance de l'appropriation de la stratégie européenne par les États du golfe de Guinée, et sur le défi posé par leur grand nombre dans cette région. Une attention particulière doit également être prêtée au Nigéria, acteur clé en tant que puissance régionale. Il a également souligné l'enjeu de coordination interne à l'UE.

Lors de la discussion avec le public, deux questions centrales ont été soulevées. Il s'agit premièrement de la nécessité de faire le lien entre ce qui se passe en mer et sur terre. Giuseppe Sernia a ainsi mentionné des initiatives existantes au niveau local visant à travailler avec les communautés affectées par la piraterie. La seconde question est celle de la mise en place d'un cadre législatif et judiciaire et le développement d'une coopération transnationale permettant par exemple le transfert entre pays de personnes soupçonnées d'avoir commis des actes de piraterie. Si de grands progrès ont été faits en la matière, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour améliorer la coopération judiciaire dans la lutte contre la piraterie.

Anne-Laure MAHÉ et Maxime RICARD
Chercheurs Afrique

28 mars-1^{er} avril : Paris Defence Young Leaders.



Du 28 mars au 1^{er} avril 2022, l'IRSEM a lancé son nouveau programme « Paris Defence Young Leaders ». Cette année, dans le contexte de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, l'Institut a accueilli douze personnalités d'avenir européennes dans le domaine de la défense et de la sécurité, présélectionnés par nos ambassadeurs d'après des critères fournis par l'IRSEM. Le thème fédérateur de cette première édition était l'anticipation et la préparation de l'avenir.

Cette première promotion était composée de : Dr Tamas Peter Baranyi (Hongrie), Zebulon Carlander (Suède), Célia Chausse (Autriche), Liina Lumiste (Estonie), Dr Roberta Mulas (Italie), Dr Kristina Prismantaitė (Lituanie), Dr Jacek Marcin Raubo (Pologne), Dr Frank Sauer (Allemagne), Dr Pedro Seabra (Portugal), Marta Summers (Espagne), Jeta Tela-Shema (Kosovo) et Olesya Vartanyan (Géorgie). Yehor Cherniev, de nationalité ukrainienne, membre du parlement ukrainien et chef de la délégation parlementaire à l'OTAN, était également sélectionné pour le programme mais n'a pu se déplacer à Paris en raison du contexte actuel en Ukraine.

Le programme Young Leaders a pour objectif de créer un réseau de jeunes à haut potentiel, de les sensibiliser à la vision française des sujets de défense et de politique étrangère, de susciter le dialogue entre des représentants de pays et d'institutions variés sur ces sujets et d'établir un esprit « de promotion » propice aux échanges. Les douze participants ont pu prendre part à diverses tables rondes en anglais, visiter différents sites et s'entretenir avec des personnalités civiles et militaires.



Après un petit déjeuner d'accueil et une présentation du programme, les Young Leaders ont assisté à l'allocution du major général des armées Éric Autellet sur le thème « Enjeux stratégiques pour la France et l'Europe – Une perspective militaire ».



Cette séquence a été suivie d'une table ronde avec [Pierre Haroche](#) (IRSEM) à l'Agence Innovation Défense (AID), sur le thème « Nouveaux défis stratégiques et préparation de l'avenir ». Y ont pris part le capitaine de vaisseau Géraud Cazenave (EMA-ESMG) avec une intervention sur la *Red Team* et les opérations multi-domaines, le colonel Yves Lévêque (AID) qui a évoqué les défis de l'intelligence artificielle et du quantum, et le colonel David Pappalardo (DGRIS) qui a traité des questions de prolifération de la menace missiles et drones et des enjeux stratégiques autour des engins hypersoniques. Cette journée s'est achevée par un dîner avec le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, qui a notamment présenté sa *Vision stratégique* à la délégation des Young Leaders.

La seconde journée du programme a débuté par une table ronde CICDE, avec la participation du colonel [Stephan Samaran](#) (IRSEM). Le colonel Francis Frank a d'abord présenté les différentes activités du CICDE. Le capitaine de vaisseau Éric d'Astorg a quant à lui abordé la question du retour d'expérience de la pandémie de Covid-19 pour les armées. Cette séquence a été suivie d'une discussion sur le thème « Prospective de la conflictualité aérienne et spatiale » avec des représentants du CESA.

Le général Julien Sabéné a introduit la table ronde avec une présentation des activités du CESA. Le capitaine Ivan Sand a présenté les principes de base de la puissance aérienne avant l'intervention du colonel Jean-Christophe Noël sur le thème « l'évolution de la puissance aérienne sur la décennie 2010 ». Enfin, le lieutenant-colonel Raphaël Briant a proposé une analyse prospective de la conflictualité aérienne et spatiale. Les Young Leaders ont ensuite pris part à une table ronde « Climat, défense et sécurité » modérée par [Benoît Rademacher](#) (IRSEM). Julia Tasse (IRIS) leur a présenté l'Observatoire Climat-Défense et le colonel Philippe Le Carff (EMA-ESMG) a analysé le traitement du changement climatique par les armées. [Adrien Estève](#) (CERI/IRSEM) a comparé la feuille de route européenne et l'action de l'OTAN en matière de lutte contre le changement climatique. Enfin, Tom Haristias (DGRIS) a présenté la coopération internationale pour la sécurité climatique. La journée s'est achevée par une visite de l'hôtel des Invalides et du musée de l'Armée.

traité des menaces hybrides et de leur gouvernance par la France, l'UE et l'OTAN, avant une présentation du Plan Résilience par Benoît Trévisani. Le lieutenant-colonel Marc-Antoine Brillant a présenté la nouvelle agence Viginum. L'ambassadeur Jean-Hugues Simon-Michel a enfin présenté le dispositif de Protection du potentiel scientifique et technique de la Nation (PPST).

Le jeudi, la délégation s'est rendue à la base aérienne 123 d'Orléans-Bricy avec les capitaines Matz, Pouthier et Sand (CESA). Ils ont pu découvrir les activités et missions de la base avant de rencontrer son commandant, le colonel Guillaume Vernet. Cette visite a été suivie d'un vol d'entraînement en A400M durant lequel leur a été présentée la logistique de l'appareil.



La dernière journée du programme a débuté par une table ronde au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, organisée par le CAPS. Le directeur de cabinet du ministre, M. Nicolas Roche, a ouvert la discussion autour de l'actualité internationale, notamment la situation en Ukraine, ainsi que des enjeux de la Boussole stratégique de l'UE, adoptée le 21 mars dernier, et de l'Indopacifique. Les Young Leaders ont pu discuter de ces questions avec Manuel Lafont-Rapnouil, directeur du CAPS, Guillaume Badouis (Direction de l'Union européenne) et Paul Zajac (Direction des affaires internationales et stratégiques). Les Young Leaders se sont ensuite entretenus avec Florence Parly, ministre des Armées, à l'hôtel de Brienne. Ils ont pu discuter avec elle de la guerre en Ukraine et du futur de la Défense européenne.



Le lendemain, les douze Young Leaders se sont rendus à Ariane Group (Les Mureaux) et ont pu y découvrir les activités civiles et militaires du groupe et visiter les sites d'assemblage d'Ariane V/VI.



Cette visite a été suivie d'une table ronde au SGDSN. Émilie Padellec a, dans un premier temps, présenté le SGDSN et ses missions. Le général Damien Wallaert a ensuite

Ils ont enfin participé à un *Serious Game* avec des représentants de l'EU Institute for Security Studies (EUISS), des Jeunes de l'IHEDN et de la DGRIS, sur la base d'un scénario fictif à l'horizon 2040, alimenté par les analyses des chercheurs de l'IRSEM.



Cette première promotion, concentrée sur la zone Europe, s'est révélée très dynamique, curieuse et ouverte aux échanges. Leur intérêt pour les questions de défense et leurs fonctions, généralement au croisement de la recherche et de la politique, ont permis de riches discussions qui se poursuivront lors de futures éditions et au sein d'un réseau d'anciens regroupant les différentes promotions du programme.



Théophile DRIEUX
Assistant de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Invité à l'émission *28 minutes*, « [La Russie menace ses journalistes](#) », Arte, 7 mars 2022.

- Interview : « [Les flux d'information entre la Russie et l'Europe sont en train de se tarir](#) », *La Revue des médias*, INA,

10 mars 2022.

- Intervention : « Comment la Russie déploie son influence dans l'espace informationnel africain ? », avec K. Limonier, séminaire « Digitalisation de la diplomatie publique », CARISM, Université Paris-Panthéon-Assas, 11 mars 2022.

- Invité à l'émission *Vrai ou fake*, « [Ukraine, l'info manipulée](#) », France Info, 12 mars 2022.

- Invité à l'émission *L'Atelier des médias*, « [Russia Today interdite de diffusion : une sanction pas comme les autres](#) », RFI, 12 mars 2022.

- Intervention : « [L'œil du 20h : comment la communication officielle russe justifie la guerre en Ukraine](#) », JT du 20 h, France 2, 15 mars 2022.

- Interview : « [Le fait que l'Ukraine ait gagné la bataille de l'image ne veut pas dire que la Russie a perdu la guerre de l'information](#) », France TV, 16 mars 2022.

- Interview : « [Russie : vers un "rideau de fer" informationnel ?](#) », *Sciences humaines*, 17 mars 2022.

- Intervention : « Les conséquences de l'invasion de l'Ukraine dans les espaces informationnels russe et européen », séminaire « Ukraine, état des lieux trois semaines après le début de l'offensive russe », IRSEM, 18 mars 2022.

- Cité par Romain Mielcarek, « [Guerre en Ukraine : toutes les propagandes ne se valent pas](#) », RFI, 21 mars 2022.

- Intervention dans le JT Afrique, « [État des lieux de l'influence médiatique de la Russie](#) », TV5 Monde, 22 mars 2022.

- Intervention : « L'influence médiatique de la Russie en Afrique subsaharienne », webinaire, École de journalisme de Cannes (EJC), 29 mars 2022.



Camille BOUTRON

- Publication : coordination avec Nathalie Lapeyre et Marion Paoletti du dossier thématique « [Les armées face au genre](#) », et article avec Claude Weber, « [La féminisation des armées françaises : entre volontarisme institutionnel et résistances internes](#) », *Travail, genre et sociétés*, n° 47, 2022/1, p. 37-54.



Camille BRUGIER

- Séance du workshop « Terrain difficile » sur l'accès au terrain avec l'intervention de Benoît de Tréglodé, 15 mars 2022.
 - Recension de Yeling Yan, *Desaggregating the China Inc., State Strategies in the Liberal Economic Order*, *Politique étrangère*, 87 (1), printemps 2022, p. 211-212.



Paul CHARON

- Intervention : table ronde « Influence chinoise dans le cyberspace, entre fantasme et réalité », organisée par *Les Assises*, Paris, 9 mars 2022.
 - Conférence sur les guerres d'influence russe et chinoise, avec Maxime Audinet, dans le cadre du séminaire de Céline Jurgensen « Art, culture et guerre » du Centre interdisciplinaire d'études sur le nucléaire et la stratégie de l'ENS (Ulm), 10 mars 2022.
 - Intervention : table ronde sur l'influence russe et chinoise en Amérique latine, dans le cadre de la 9^e session internationale Amérique latine « La France et l'Amérique latine, unies face aux nouveaux enjeux de sécurité et de défense », IHEDN, École militaire, 10 mars 2022.
 - Cité par Nathalie Guibert, « [La Chine, auxiliaire zélé de la propagande russe sur l'Ukraine](#) », *Le Monde*, 11 mars 2022.
 - Cité dans « [中國是俄羅斯戰爭宣傳的熱心助手](#) », RFI, 11 mars 2022.
 - Cité par Nicolas Bourgoïn, Amandine Stelletta, *Paris secrets d'espions*, documentaire, France 5, 13 mars 2022.
 - Cité par Antoine Izambard, « [L'Ukraine marque le retour en force du renseignement américain, critiqué sur l'Afghanistan et l'origine du Covid-19](#) », *Challenges*, 14 mars 2022.

- Cité par Jean-Baptiste Lautier, « Cybersécurité : deux chercheurs mettent en garde les entreprises contre la collecte massive de données par des acteurs chinois », *Alliancy*, 16 mars 2022.
 - Conférence sur les opérations d'influence chinoises dans le cadre du comité régional de sécurité économique, préfecture de Normandie, Rouen, 17 mars 2022.
 - Conférence : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « [La méthodologie d'enquête et le choix de l'OSINT dans le rapport sur les opérations d'influence chinoises](#) », organisée par le Groupe « Club OSINT & Veille » de l'École de guerre économique, 21 mars 2022.
 - Discutant : présentation de thèse de Clément Renault, « Franco-British intelligence cooperation during the second world war », IRSEM, 22 mars 2022.
 - Intervention : « China's informational warfare in the context of the war in Ukraine », Santander Intelligence College, 23 mars 2022.
 - Conférence : « Introduction aux services de renseignement chinois », Sciences Po Aix, Aix-en-Provence, 24 mars 2022.
 - Séance de travail sur la subversion dans le cadre du suivi de recherche du comité n° 8 des auditeurs de la session nationale politique de défense de l'IHEDN, École militaire, 25 mars 2022.
 - Intervention : « Introduction to intelligence studies: the example of the Chinese intelligence apparatus », séminaire *War studies* de Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Sciences Po, 29 mars 2022.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Entretien avec Pierre Prier, « [Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, partenaires mais aussi rivaux](#) », *Orient XXI*, 28 février 2022.
 - Webinaire : « La guerre Russie-Ukraine vue par l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient », Débats du CERMAM, Genève, 9 mars 2022.
 - Invitée à l'émission *Culture monde*, avec Dorothee Schmid et Marc Pierini, « [Géopolitique de la guerre en Ukraine 3/4 – Turquie la fin du double jeu](#) », France Culture, 16 mars 2022.
 - Cycle de conférences sur géopolitique de la péninsule Arabique, Sciences Po Lille, 11, 18 et 25 mars 2022.
 - Publication : « [Comment interpréter le refus émirati et saoudien de se ranger dans le "camp occidental" sur la](#)

[guerre en Ukraine](#) », Brève stratégique n° 36, 29 mars 2022, 2 p.



Emmanuel DREYFUS

- Intervention : « [Comment Poutine entend-il soumettre l'Ukraine](#) », Matinale de France Culture, 7 mars 2022.

- Entretien : « [Guerre en Ukraine : l'armée russe multiplie les fronts](#) », *Journal du Dimanche*, 13 mars 2022.

- Co-organisation, avec Maxime Audinet, Amélie Zima et Pierre Haroche, du webinaire « [Ukraine, état des lieux trois semaines après le début de l'intervention russe](#) », IRSEM, 18 mars 2022.



Adrien ESTÈVE

- Chapitre : « De l'ingénierie à l'adaptation. Le changement climatique au département de la Défense des États-Unis », dans Nicolas Regaud, Bastien Alex et François Gemenne (dir.), *La Guerre chaude – Enjeux stratégiques du changement climatique*, Presses de Sciences Po, mars 2022.



Julia GRIGNON

- Intervention : « [Des crimes de guerre auraient été perpétrés en Ukraine](#) », France 24, 3 mars 2022.

- Intervention : « [Réfugiés d'Ukraine : les règles du droit international](#) », RDI Radio Canada, 3 mars 2022.

- Publication : « [Le droit applicable aux affrontements en cours en Ukraine, un éclairage d'Osons le DIH ! #2](#) », Blog Quid Justitiae, 4 mars 2022.

- Intervention : « [Guerre en Ukraine et violation des droits humains](#) », *Le 15.18*, Radio Canada, 4 mars 2022.

- Intervention : « [Les conflits armés, une zone de non-droit ?](#) », AOC Media, 6 mars 2022.

- Invitée au 1945, « Quelles poursuites pour ceux qui commettent des crimes de guerre », M6, 7 mars 2022.

- Publication : « [Le droit applicable aux affrontements en cours en Ukraine, un éclairage d'Osons le DIH ! #3](#) », Blog Quid Justitiae, 8 mars 2022.

- Invitée à l'émission *Les enjeux internationaux* de Julie Gacon, « [Le droit applicable à la situation en Ukraine](#) », France Culture, 8 mars 2022.

- Interview : « [Invasion russe de l'Ukraine : quelles sont les règles de la guerre et ont-elles été enfreintes ?](#) », TV5 Monde, 8 mars 2022.

- Interview : « [Quand un État devient-il cobelligérant d'un conflit ?](#) », *La Croix*, 8 mars 2022.

- Interview : Élise Vincent, « [Guerre en Ukraine : ni neutres ni cobelligérants, l'équilibre des Occidentaux dans la guerre en Ukraine](#) », *Le Monde*, 10 mars 2022.

- Interview : Juliette Mitoyen, « [Bombardements, attaques de civils... Qu'est-ce qu'un "crime de guerre" ?](#) », *Le Progrès*, 10 mars 2022.

- Intervention : « Interactions entre le droit international humanitaire et la justice internationale pénale – opportunités et risques », dans le cadre d'un séminaire sur la justice internationale en tant que professeure invitée à l'Université Nice Côte d'Azur, 11 mars 2022.

- Interview : Claude Guibal, « [Livraison d'armes, appui militaire et financier : à partir de quand est-on en guerre ?](#) » *Journaux de France Inter, France Culture et France Info, Radio France*, 11 mars 2022.

- Publication : « [International Refugee Law applied to the situation of Ukraine](#) », Blog Articles of War, Lieber Institute, West Point, 13 mars 2022.

- Intervention : « Droit international humanitaire et francophonie », table ronde « Parcours francophones, regards croisés, Asie, Afrique, Amérique du Nord, Europe », organisée par la ville de Nice, 15 mars 2022.

- Séminaire doctoral : « Enjeux de la recherche en droit international relatif à la protection des personnes », animé en tant que professeure invitée à l'Université Nice Côte d'Azur, 15 mars 2022.

- Publication : « [Le droit applicable aux affrontements en cours en Ukraine, un éclairage d'Osons le DIH ! #4](#) », Blog Quid Justitiae, 15 mars 2022.

- Interview : Anne-Marie Dussault, « [24.60 : La réalité humanitaire en Ukraine](#) », RDI Radio Canada, 15 mars 2022.

- Participation : « Le droit international humanitaire en Ukraine », TVA, 16 mars 2022.

- Intervention : « [Comment filmer les prisonniers russes exhibés par l'Ukraine ? – Les médias face aux Conventions de Genève](#) », *Arrêt sur images*, 16 mars 2022.
- Intervention : « [Le droit international humanitaire appliqué à la situation en Ukraine](#) », table ronde des professeurs de droit international de la faculté de droit de l'Université Laval sur la situation en Ukraine, 18 mars 2022.
- Intervention : « [Vrai ou Fake ? L'armée ukrainienne, humilie-t-elle les soldats prisonniers russes ?](#) », *France Info*, 19 mars 2022.
- Conférence : « Les règles relatives à l'assistance humanitaire et le rôle spécifique du Comité international de la Croix-Rouge », dans le cadre du cours de droit international humanitaire de la faculté de droit de l'Université Laval, 22 mars 2022.
- Interview : « [Les crimes de guerre font partie de tout conflit armé](#) », *B2 Le quotidien de l'Europe géopolitique*, 22 mars 2022.
- Invitée à l'émission *Le temps du débat*, « [À quoi sert le droit de la guerre ?](#) », *France Culture*, 22 mars 2022.
- Interview : Anaïs Moran, « [Droit international humanitaire : "Les méthodes russes relèvent des crimes de guerre"](#) », *Libération*, 23 mars 2022.
- Publication : « [Le droit applicable aux affrontements en cours en Ukraine, un éclairage d'Osons le DIH ! #5](#) », *Blog Quid Justitiae*, 24 mars 2022.
- Publication : « [La guerre en Ukraine et le droit des conflits armés](#) », *Brève stratégique* n° 35, IRSEM, 28 mars 2022.



Pierre HAROCHE

- Participation à l'émission *C dans l'air*, « [Ukraine : "le pire est à venir"](#) », *France Télévisions*, 3 mars 2022.
- Participation à l'émission *C dans l'air*, « [Centrale attaquée : Poutine joue avec le feu](#) », *France Télévisions*, 4 mars 2022.
- Participation à une table ronde coorganisée avec le PISM (Pologne), Bruxelles, 8 mars 2022.
- Participation à la table ronde « [The European Union's defence policy: Questions raised by the Ukrainian crisis](#) », organisée par l'Institut français en Slovaquie et Globsec, Bratislava, 17 mars 2022.

- Participation au webinaire « Ukraine, état des lieux trois semaines après le début de l'offensive russe », IRSEM, 18 mars 2022.
- Participation à la table ronde virtuelle « [Dialogue stratégique européen – Conséquences stratégiques de la guerre en Ukraine pour l'Europe](#) », organisée par l'Institut français aux Pays-Bas, 21 mars 2022.
- Contribution à l'animation du 8^e Forum européen des chefs d'état-major des armées de terre, Strasbourg, 23 mars 2022.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Invité à l'émission *Les chemins de la philosophie* de Adèle van Reeth, série « En guerre », épisode 1/4 « [Peut-on faire de la politique sans faire la guerre ?](#) », *France Culture*, 14 mars 2022.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article : « [Warum Putin den Krieg bereits verloren hat](#) », *Le Grand Continent*, 1^{er} mars 2022.
- Article : « [Putin loses no matter how this plays out, but we might too](#) », *War on the Rocks*, 2 mars 2022.
- Intervention sur le risque d'ingérence étrangère dans les milieux universitaires au Forum des universités de recherche intensives, organisé par le groupe Udice (French research universities), Aix Marseille Université, 7 mars 2022.
- Auditionné par le groupe France-Russie au Sénat, sur la guerre en Ukraine, 15 mars 2022.
- Article : « [Uanset hvordan det går med krigen i Ukraine, har Putin tabt](#) », *Information.dk*, 17 mars 2022.
- Tribune : avec Julian Fernandez, « [Comment gagner la guerre en Ukraine sans la faire](#) », *Le Monde*, 15 mars 2022.
- Entretien : « [Pour dissimuler sa défaite, Vladimir Poutine se doit d'escalader](#) », *Le Journal du Dimanche*, 19 mars 2022.
- Conférence : avec Paul Charon, « [La méthodologie d'enquête et le choix de l'OSINT dans le rapport sur les opérations d'influence chinoises](#) », École de guerre économique (EGE), 21 mars 2022.

- Entretien en russe : « [В генштабе РФ заявили о завершении первого этапа войны. Что это значит ? Отвечают французские военные эксперты](#) », RFI, 29 mars 2022.



Édouard JOLLY

- Podcast : « [Guerre et TIC](#) », épisode 27 du TIC Talk du laboratoire LIG de Frédéric Prost, 10 mars 2022.

- Supervision des travaux de groupes des étudiants du SIGEM, « L'officier au service de la nation dans le monde du

XXI^e siècle », École militaire, 15 mars 2022.

- Publication : « [Clausewitz en Ukraine](#) », Brève stratégique n° 34, IRSEM, 16 mars 2022.

- Invité à l'émission *Les chemins de la philosophie* de Adèle van Reeth, série « En guerre », épisode 3/3, « [La guerre nucléaire aura-t-elle lieu ?](#) », France Culture, 16 mars 2022.

- Interviewé par Maxime Mainguet, « [Guerre en Ukraine. L'offensive russe décryptée par des spécialistes en stratégie militaire](#) », *Ouest France*, 18 mars 2022.

- Interviewé par Maxime Mainguet, « [Ukraine, Mali, Afghanistan... Peut-on encore gagner une guerre ?](#) », *Ouest France*, 19 mars 2022.

- Interviewé par Luc Peillon, « [Ukraine : après un mois de guerre, les Russes ont-ils pu perdre 10 000 hommes ?](#) », *Libération*, 23 mars 2022.

- Interviewé par Ingrid Grønli Åm, « [Er det mulig å vinne en krig i 2022?: Og hva er meningen med livet i krigstid? Den franske krigsfilosofen Edouard Jolly gir svar](#) », *Morgenbladet* (journal norvégien), 24 mars 2022.

- Interviewé par Sofia Lorena, « ["A Rússia perdeu a iniciativa da guerra" e os "ucranianos podem resistir durante meses"](#) », *Publico* (journal portugais), 24 mars 2022.



Sümbül KAYA

- Article : avec Hélène Balazard, Marion Carrel et Anaïk Purenne, « [Anti-racist mobilization in France: between quiet activism and awareness raising](#) », *Ethnic and Racial Studies*, 8 mars 2022.

- Interview : « [Erdogan, une diplomatie hyperactive pour se remettre en selle](#) », AFP, 13 mars

2022 ; paru en espagnol : « [Erdogan despliega una diplomacia hiperactiva para volver a la escena internacional](#) ».

- Co-organisation avec Pierre Razoux (FMES) de la journée d'études : « La Turquie au cœur d'un nouveau contexte stratégique », IRSEM / FMES, Toulon, 17 mars 2022.

- Communication : « De la politique à la guerre : les forces armées turques en transformation », journée d'études « La Turquie au cœur d'un nouveau contexte stratégique », IRSEM / FMES, Toulon, 17 mars 2022.

- Communication : « Citoyenneté dans les quartiers populaires », Université Paul Valéry Montpellier 3, 30 mars 2022.



Anne-Laure MAHÉ

- Séminaire « Visualizing development: local traditions; global modernities », Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales au Soudan, Khartoum, 13 mars 2022.



Florian OPILLARD

- Publication : « [Armies are back in town: Urban warfare and the urbanization of violence](#) », Research Paper No. 123, IRSEM, 8 mars 2022.



Anne MUXEL

- Publication : avec Adélaïde Zulfikarpasic, *Les Français sur le fil de l'engagement*, Éditions de l'Aube/ Fondation Jean Jaurès, mars 2022.

- Invitée à l'émission *DébatDoc*, « [Présidentielle : Quel engagement chez les jeunes](#) », LCP, 14 mars 2022.

- Conférence : « Les clivages sociaux et politiques qui feront l'élection présidentielle 2022 », Cercle Condorcet d'Auxerre, 15 mars 2022.

- Conférence : « Les transformations de la citoyenneté démocratique dans les jeunes générations », Cercle Condorcet de Paris, 30 mars 2022.



Marianne PÉRON-DOISE

- Chapitre : « La lutte contre la piraterie maritime et la régionalisation maritime en Asie du Sud-Est : le rôle catalyseur de l'accord RECAAP », dans Pierre Journoud (dir.), *Un triangle stratégique à l'épreuve. La Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est depuis 1947*, Presses universitaires de la Méditerranée, coll. « Asies contemporaines », mars 2022.

- Publication : avec Christian With (Giga Hamburg), « [The European Union's conceptualization of maritime security](#) », Asia Maritime Transparency Initiative (AMTI), 4 mars 2022.

- Participation à l'émission *Géopolitique, le débat*, « [L'Ukraine s'invite dans la présidentielle sud-coréenne](#) », RFI, 5 mars 2022.

- Présentation du papier « Challenges in the maritime domain » dans le cadre de la conférence-webinaire franco-japonaise « French and Japan vision of security challenges in the global commons », organisée par la FRS, 8 mars 2022.

- Publication : « [Guerre en Ukraine, dilemmes stratégiques en Indo-Pacifique](#) », Brève stratégique n° 33, 9 mars 2022 / « [War in Ukraine: Strategic Dilemmas in the Indo-Pacific](#) », Strategic Brief No. 33, updated 30 March 2022, 2 p.

- Participation à une table ronde sur les enjeux géopolitiques des grands fonds marins, organisée par la mission d'information du Sénat sur « L'exploration, la protection et l'exploitation des grands fonds marins, quelle stratégie pour la France ? », Paris, 15 mars 2022.

- Présentation sur l'Indo-Pacifique dans le cadre des East Asian Days organisés à Sciences Po, Paris, 28 mars 2022.



Maud QUESSARD

- Invitée à l'émission *Affaires étrangères* de Christine Ockrent, « [Russie, Chine : l'alliance ambiguë](#) », France Culture, 5 mars 2022.

- Présidence et organisation du cycle de séminaires hybrides IRSEM / IDA 2022 « Environnement et conflits », « La construction d'une politique de défense climatique aux États-Unis », avec Adrien Estève, discutant Jean-Daniel Collomb, 10 mars 2022.

- Entretien avec Xavier Eutrope, « [L'important dans une guerre informationnelle est d'avoir la main sur les opinions publiques](#) », *La Revue des médias*, INA, 16 mars 2022.

- Participation au panel « Le point de vue des alliés » présidé par le général Jean-Marc Laurent au colloque « La guerre de l'information », organisé par le général Richard Giguère, UNIDEF-Laval et Institut militaire de Québec, 17 mars 2022.

- Modération du webinaire « Ukraine, état des lieux trois semaines après le début de l'offensive russe », avec Emmanuel Dreyfus, Amélie Zima, Maxime Audinet et Pierre Haroche, 18 mars 2022.

- Audition : « Les priorités de la politique étrangère américaine », Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, 29 mars 2022.



Benoît RADEMACHER

- Modérateur de la table ronde « Défense verte et technologies », conférence en ligne « Enjeux stratégiques du changement climatique », IRSEM, École militaire, 14 mars 2022.

- Modérateur de la table ronde « Climat, défense et sécurité », dans le cadre de l'accueil des Young Leaders, IRSEM, École militaire, 29 mars 2022.



Nicolas REGAUD

- Publication : avec Bastien Alex et François Gemenne (dir.), *La Guerre chaude – Enjeux stratégiques du changement climatique*, Presses de Sciences Po, mars 2022.



Maxime RICARD

- Conférence : « Paysage moraux des drogues », IRSEM, 4 mars 2022.

- Co-organisation de 2 webinaires sur les crises au Sahel, AFD-CAPS-IRSEM, 11 et 25 mars 2022.

- Participation au séminaire fermé « L'opération Barkhane et la stratégie française au Sahel », IRSEM, 16 mars 2022.

- Co-organisation du Petit-déjeuner Afrique « Les effets de l'intervention internationale sur l'administration locale

dans les régions du nord du Mali », avec le Dr Denia Chebli, IRSEM, 18 mars 2022.

- Intervention dans le cadre de la conférence « [Bilan et avenir des opérations de paix](#) », organisée par le Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand au Canada, 24 mars 2022.

- Webinaire : « Piraterie dans le Golfe de Guinée : *modus operandi*, réseaux et pistes de solutions », IRSEM, 25 mars 2022.



COL Stéphan SAMARAN

- Publication : « [Kazakhstan, janvier 2022 : une surprise stratégique ?](#) », Note de recherche n° 122, IRSEM, 3 mars 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Chapitre : « Pékin et Hanoi : Anatomie d'un partenariat stratégique », dans Pierre Journoud (dir.), *Un triangle stratégique à l'épreuve. La Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est depuis 1947*, Presses universitaires de la Méditerranée, coll. « Asies contemporaines », mars 2022, p. 295-306.

- Intervention : « Recherche de terrain au Viêt Nam », workshop « Terrain difficile » de Camille Brugier, IRSEM, 15 mars 2022.

- Conférence : « La coopération sino-vietnamienne dans le golfe de Beibu », université de Genève, 16 mars 2022.

- Conférence-signature : « Autour de *Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple* », Librairie Le Vent des routes, Genève, 16 mars 2022.



Marjorie VANBAELINGHEM

- Discours d'ouverture de la Journée d'études « Les ambitions stratégiques de la Turquie », FMES (Toulon) / IRSEM, 17 mars 2022.



Amélie ZIMA

- Entretien : « [Ukraine : il n'y a pas eu de traité formel garantissant que l'OTAN ne s'élargira pas](#) », *Le Courrier d'Europe centrale*, 27 février 2022.

- Entretien : « [Guerre en Ukraine : "Ce conflit prend l'OTAN pour prétexte"](#) », *La Nouvelle République*, 28 février 2022.

- Entretien : « [Guerre en Ukraine : l'OTAN fait tout pour éviter une attaque russe contre ses membres](#) », *L'Express*, 28 février 2022.

- Publication : « [OTAN-Ukraine : quelle perspective d'adhésion ?](#) », Brève stratégique n° 32, IRSEM, 4 mars 2022.

- Entretien : « [L'OTAN a-t-elle rompu un accord passé à la fin de la guerre froide prévoyant qu'elle n'étendrait pas ses frontières à l'Est ?](#) », Agence France Presse, 4 mars 2022.

- Podcast : « [Sortir de l'OTAN ?](#) », Le Collimateur de l'IRSEM, 15 mars 2022.

- Intervention : « [L'offensive russe en Ukraine et la résurrection de l'OTAN](#) », RFI, 16 mars 2022.

- Intervention : « [Quel rôle pour l'OTAN dans la guerre en Ukraine](#) », webinaire « Ukraine : état des lieux trois semaines après le début du conflit », IRSEM, 18 mars 2022.

- Invitée à l'émission *Géopolitique, le débat* de Marie-France Chatin, « [La guerre en Ukraine : tournant majeur pour l'OTAN ?](#) », RFI, 20 mars 2022.

- Intervention : « Actions et limites du rôle de l'OTAN dans la guerre en Ukraine », conférence « La guerre en Ukraine », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 22 mars 2022.



Océane ZUBELDIA

- Chapitre : « Quelles convergences entre l'UE et l'OTAN face au changement climatique ? Le cas du défi énergétique », dans Nicolas Regaud, Bastien Alex et François Gemenne (dir.), *La Guerre chaude – Enjeux stratégiques du changement climatique*, Presses de Sciences Po, mars 2022.

- Article : « [Le modèle taïwanais, un hub technologique ?](#) », Areion24News, 14 mars 2022.

- Intervention : « UE et OTAN face au défi énergétique », conférence en ligne « Enjeux stratégiques du changement climatique » organisée par Nicolas Regaud à l'occasion de la parution de l'ouvrage collectif *La Guerre chaude* (Presses de Sciences Po, avec le soutien de l'IRSEM), École militaire, Paris, 14 mars 2022.

- Organisation avec Pierre Bourgois de la séance 8 du séminaire mensuel « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation d'Erik Sourna Loumtouang « Drones et technologies à l'ère de la lutte contre le terrorisme au Sahel et dans le bassin du lac Tchad (2001-2022) », IRSEM [en ligne], 23 mars 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Pierre BOURGOIS

- Organisation avec Océane Zubeldia de la séance 8 du séminaire mensuel « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation d'Erik Sourna Loumtouang « Drones et technologies à l'ère de la lutte contre le terrorisme au Sahel et dans le bassin du lac Tchad (2001-2022) », IRSEM [en ligne], 23 mars 2022.



Pierre JOURNAUD

- Publication : *Un triangle stratégique à l'épreuve. La Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est depuis 1947*, Presses universitaires de la Méditerranée, coll. « Asies contemporaines », mars 2022.



Chantal LAVALLÉE

- Intervention sur « La relance d'une défense européenne », conférence organisée par la Simulation du Conseil de l'Union européenne, en partenariat avec le Centre Jean Monnet de Montréal (CJMM) et le Centre d'études

sur la paix et la sécurité internationale (CEPSI), Université de Montréal, 16 mars 2022.

- Intervention sur « The integration of drones in the European airspace: Implementing a new ecosystem » dans le cadre de la conférence annuelle de l'International Studies Association (ISA), 29 mars 2022.



Yvan LLEDO-FERRER

- Intervention : « La coopération internationale, une source de renseignement à part entière », Mastère spécialisé « Renseignement », Sciences Po Aix-en-Provence, 19 mars 2022.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Communication [en ligne] : « *Falü zhan* (guerre du droit) : spécificités chinoises et distinctions avec le *lawfare* », séminaire « Le lawfare » organisé par Julien Ancelin, LADIE, université Côte d'Azur, Nice, 15 mars 2022.



Malcolm PINEL

- Article : « [Les sociétés militaires privées russes en Afrique \(2/2\)](#) », *Revue Défense Nationale*, « Guerre en Ukraine », n° 848, mars 2022, p. 107-111.

- Interview croisée, avec Isabella Damiani et Lukas Aubin, « [Le LIMEEP-PS parle de l'Ukraine](#) », pour le site internet de l'OVSQ-Paris Saclay, mars 2022.



Damien VAN PUYVELDE

- Interview : « L'Ukraine marque le retour en force du renseignement américain, critiqué sur l'Afghanistan et l'origine du Covid-19 », *Challenges*, 14 mars 2022.

- Invité à l'émission *Cultures Monde*, présentée par Florian Delorme, série « Mais que font les espions », épisode 1, « [Ukraine : les dessous de la guerre](#) », France Culture, 21 mars 2022.

- Intervention au panel sur l'action clandestine « Winds of change », ISA Annual Convention, Nashville, TN, 29 mars 2022.
- Intervention au panel « Cybersecurity advice for academics », ISA Annual Convention, Nashville, TN, 29 mars 2022.
- Publication : « [Médiatisation du renseignement et guerre en Ukraine](#) », Brève stratégique n° 37, IRSEM, 2 p.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ARME NUCLÉAIRE

Janina DILL, Scott SAGAN et Benjamin VALENTINO, « [Kettles of Hawks: Public Opinion on the Nuclear Taboo and Noncombatant Immunity in the United States, United Kingdom, France, and Israel](#) », *Security Studies*, 31:1, 2022, p. 1-31.

Il y a près de cinq années, Scott Sagan et Benjamin Valentino publiaient « Revisiting Hiroshima in Iran » (*International Security*), article à l'intérieur duquel ils relativisaient l'importance du tabou nucléaire aux yeux du public américain, soit la norme selon laquelle l'usage de l'arme atomique est absolument inacceptable. Associés pour l'occasion à Janina Dill, Sagan et Valentino viennent de surenchérir en y ajoutant les opinions britanniques, françaises et israéliennes. Leur but premier est de démontrer que les conclusions qu'ils avaient tirées dans leur précédent article, à savoir que le public se montrait favorable à l'utilisation de l'arme nucléaire si cela pouvait épargner la vie de soldats de la nation, n'étaient pas spécifiques aux États-Unis. Leur nouvelle enquête fait apparaître qu'une telle prédisposition à soutenir l'usage de la bombe atomique est généralisable aux démocraties occidentales. D'une posture guerrière comparable à celle des Français, les Américains se montrent même plus pacifistes que les Israéliens, mais moins que les Britanniques.

On notera que le niveau de soutien apporté à l'usage de l'arme atomique n'est pas indépendant des conséquences humaines engendrées. Mais la tendance générale demeure celle d'un soutien tant que cela se révèle plus efficace que le recours aux armes conventionnelles. Cette tendance est d'autant plus importante auprès des participants à l'enquête qu'ils sont animés de convictions punitives (mesurées par le soutien à la peine de mort). Soutiennent également davantage le recours à l'arme nucléaire les participants considérés comme les plus nationalistes, surtout dans les cas où un tel usage a plus de chances d'épargner la vie de leurs compatriotes.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

GUERRE EN UKRAINE

Marcus WILLETT, « [Russia-Ukraine: Pressing the right button at the right time](#) », **International Institute for Strategic Studies**, 10 mars 2022.

La majorité des analyses tendaient à prédire qu'en cas d'attaque contre l'Ukraine, la Russie s'appuierait sur des opérations de type cyber. Or, depuis le début de l'invasion, aucune cyberattaque massive n'a été observée. Marcus Willett, *Senior adviser* spécialiste du cyberspace à l'IISS, nous donne quelques clés d'explication dans cet article.

Premièrement, il semble qu'à l'inverse d'une croyance largement répandue, le cyber ne soit pas considéré par la doctrine militaire russe comme un outil destiné aux conflits de haute intensité. En effet, si l'usage russe du cyber sur ces dernières années a été consacré à des opérations de déstabilisation en période de paix, la Russie ne semble pas envisager le recours au cyber dans le cadre d'attaques de grande ampleur. Ainsi, cette dernière a pu, au cours de la dernière décennie notamment, recourir à des opérations cyber vis-à-vis de pays occidentaux dans un cadre de « guerre informationnelle » ou dans un but d'espionnage. Des cyberattaques à visée plus destructrice (ciblage du parc énergétique, diffusion de malwares) ont pu être observées en Ukraine au cours des dernières années : en un sens, l'invasion de février 2022 peut être perçue comme un aveu d'échec des stratégies de cyberattaques de grande ampleur.

Deuxièmement, l'expérience notable de l'expansion du malware *NotPetya* en 2017 a prouvé qu'il était beaucoup moins évident de lancer une cyberattaque « chirurgicale » qu'indiscriminée, ou tout du moins que la Russie n'en était pas capable. Et le risque est d'autant plus fort que les attaques cyber sont désormais considérées par la plupart des États, à commencer par les États-Unis, comme des actes de guerre à part entière, exposant ainsi la Russie aux risques d'escalade. Ce risque doit donc être également pris en considération par les Occidentaux, avertit l'auteur : certes, l'option des cyberattaques peut être tentante, car elle semble plus efficace que les sanctions économiques dans un objectif de déstabilisation de la Russie, tout en restant apparemment sous le seuil de la guerre. Néanmoins, cela pourrait conduire à une réponse russe sur les plans cyber mais également militaire, auxquels s'ajouterait une dimension morale (les Occidentaux étant ainsi présentés comme agresseurs).

Selon l'auteur, le conflit auquel l'on assiste actuellement aura d'ores et déjà permis de relativiser le statut de

« superpuissance » de la Russie, en termes de puissance économique, de capacités militaires conventionnelles et même de capacités cyber. Néanmoins, il ne faudrait pas faire l'erreur de considérer que si des cyberattaques majeures n'ont pour l'instant pas été menées en Ukraine, elles ne pourraient pas l'être. En particulier dans une situation de dernier recours, il se pourrait que le risque d'indiscrimination des opérations cyber ne soit plus un frein à leur utilisation.

Selim DOREL
Assistant de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE

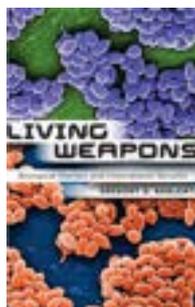


Paul Max MORIN, *Les jeunes et la guerre d'Algérie*, PUF, mars 2022, 272 p.

Cet ouvrage s'appuie sur une vaste enquête menée auprès de 3 000 jeunes âgés de 18 à 25 ans et d'une centaine d'entretiens avec des petits-enfants d'appelés, de pieds-noirs, de harkis, de juifs d'Algérie, de militants au FLN ou à l'OAS. L'auteur fait le point sur ce que les jeunes savent et retiennent de la colonisation et de la guerre d'Algérie, et sur ce qui a été transmis dans les millions de familles affectées par cette histoire. Au moment du 60^e anniversaire des accords d'Évian, ce travail interroge le rôle de la mémoire collective dans la construction des identités sociales, culturelles et politiques. Il saisit les traces du passé pour mieux comprendre les tensions politiques et identitaires qui sont encore visibles dans la société française actuelle. Mais il insiste aussi sur la pacification et la déconflictualisation de l'héritage intime et politique dont sont porteuses les jeunes générations, individuellement mais aussi collectivement.

Anne MUXEL

Directrice du domaine « Défense et société »



Gregory KOBLENTZ, *Living weapons : biological warfare and international security*, Ithaca, N.Y.-Londres, Cornell University Press, 2009, 272 p.

Alors que la pandémie de Covid-19 a permis à tout un chacun de comprendre les conséquences des armes biologiques, et que l'actualité reste marquée par des suspicions mutuelles de maintien de programmes d'armements biologiques (la Chine a accusé les États-Unis, et en particulier la base de Fort Detrick d'être à l'origine de l'épidémie de Covid-19, puis dans le cadre de l'invasion de l'Ukraine, la Russie a déclaré avoir découvert des sites de production d'armes biologiques américaines en Ukraine, une information relayée en Chine, notamment), il peut être opportun de se replonger dans un des « classiques contemporains » de la littérature sur le sujet : *Living Weapons* de Gregory Koblentz.

Souvent analysées au même titre que les autres armes de destruction massive, concomitamment aux armes chimiques, ou encore à travers le prisme de la menace terroriste, les armes biologiques ont été peu étudiées en elles-mêmes. Or, dans cet ouvrage, Gregory Koblentz propose d'examiner les particularités et les conséquences uniques de ces armes, qui sont intrinsèquement liées à leur nature « vivante ».

Ainsi, l'ouvrage débute-t-il avec une brève histoire des armes biologiques. Décrite à l'aune des progrès scientifiques et techniques en biologie, elle nous permet de constater en creux la militarisation graduellement volontaire du vivant. S'ensuivent immédiatement les conséquences des armes biologiques sur la sécurité internationale. Celles-ci favorisent l'attaquant (à plus forte raison lorsque l'attaque se déroule par surprise, et étant donné la difficulté à s'en défendre), peuvent servir de multiplicateur de force tant au niveau stratégique, opérationnel que tactique, mais se révèlent faiblement adaptées à la dissuasion. Cette faiblesse s'explique selon l'auteur par trois facteurs : l'effet des armes biologiques reste, dans une mesure, incertain (à l'inverse des armes nucléaires ou des autres armes cinétiques dont on se représente parfaitement le pouvoir de destruction) ; une défense, au moyen de mesures sanitaires, reste possible ; et surtout, ces armements doivent rester dans le secret.

Au-delà des conséquences sécuritaires qu'elles induisent, les armes biologiques se caractérisent selon l'auteur par deux autres aspects importants. Le premier est leur grande discrétion. En effet, les biotechnologies qu'elles mobilisent sont « multi-usages », c'est-à-dire que peu ou prou le même matériel, les mêmes infrastructures et savoir-faire sont utilisés dans un programme biologique offensif, un programme défensif ou des activités industrielles civiles. Presque aucun élément distinctif ne permet de faire la part entre ces activités. Dès lors, le chapitre 2 expose à quel point la vérification du respect par un pays donné de la Convention d'interdiction des armes biologiques (CIAB) de 1972 est difficile à réaliser. Le cas de la mission de l'UNSCOM en Irak, par son caractère intrusif hors normes, nous convainc d'autant plus de la difficulté à reproduire ce type d'enquête à l'avenir.

Le second aspect de ces « armes vivantes » est qu'elles sont indissociables du secret. Un État souhaitant mettre au point un programme d'armement biologique a toutes les raisons de le dissimuler, d'abord pour des raisons normatives et politiques, car enfreindre la CIAB induirait de trop grands coûts aux décideurs ; puis pour des raisons stratégiques, étant donné que l'effet d'une attaque sera

d'autant plus important que la défense n'aura pas été préparée. Même en ce qui concerne les activités légitimes impliquant des biotechnologies, le secret a son importance pour préserver les intérêts commerciaux ou les capacités de défense. Toutefois, ce culte du secret a des effets néfastes, illustrés au chapitre 3, *via* les exemples de l'Union soviétique et de l'Afrique du Sud. Dans ces deux cas, la compartimentation des connaissances sur le programme biologique a empêché une surveillance de la part des civils, concentré la décision sur un très petit nombre de personnes, et rendu la responsabilisation plus difficile.

Prises ensemble, ces deux caractéristiques de multi-usage et de dissimulation compliquent largement les activités de renseignement à l'égard des programmes biologiques. De plus, ces difficultés sont aggravées par un manque cruel de personnel qualifié sur les armes biologiques, y compris au sein de la CIA, et par le fait que les sources privilégiées de renseignement – image satellite et interception des communications – ne suffisent pas à identifier avec certitude des programmes biologiques. Il est alors nécessaire de déceler l'intentionnalité de l'adversaire – une analyse plus sujette à des biais –, ou de recourir aux sources humaines de renseignement (notamment les transfuges), qui ne sont pas réputées pour leur fiabilité.

Pourtant, le renseignement représente selon l'auteur l'une des meilleures mesures de défense possibles face à ces armes. Un renseignement de qualité permet en effet de mobiliser des ressources pour préparer la défense et la réponse diplomatique en cas d'attaque ; de justifier l'envoi de missions de vérification des programmes biologiques dans les pays suspectés d'en développer un ; de planifier des actions militaires pertinentes, et d'éviter que les gouvernements ne se préparent au pire et ne causent ainsi un dilemme de sécurité. À la suite de cette analyse au chapitre 4, la difficulté à produire des analyses qualitatives est illustrée par les erreurs des services de renseignement américains au sujet des programmes biologiques soviétique et irakien, des cas emblématiques qui justifient de renforcer aujourd'hui les capacités des services de renseignement sur ce sujet, selon Gregory Koblentz.

Enfin, le dernier temps de la réflexion est consacré au bioterrorisme. En raison de l'imprédictibilité relative des armes biologiques, de nombreux auteurs ont considéré que ce type d'armes serait plus vraisemblablement utilisé par des organisations terroristes. Or Gregory Koblentz atténue cette considération. Après avoir passé en revue les très rares cas de bioterrorisme connus, l'auteur avance que les organisations terroristes ne sont pas les mieux placées pour développer ce type d'armement en raison

de leur manque de ressources scientifiques et financières et de leur préférence pour les armes à feu ou explosives. Plusieurs arguments sont également donnés pour nuancer le risque que des États soutiennent des groupes terroristes dans l'acquisition d'armes biologiques. Ce chapitre conclut donc que même si rien ne peut être présagé, l'imminence du risque bioterroriste est moindre qu'on ne le prétend.

En somme, avec *Living Weapons* Gregory Koblentz nous apporte une réflexion à la fois concise, accessible et mesurée sur les armes biologiques. Sa réflexion s'appuie sur de nombreux exemples détaillés, et des recommandations complètent son analyse au dernier chapitre. À l'inverse de nombreux livres sur le sujet qui déroulent un historique des programmes biologiques ayant existé, celui-ci se distingue par sa capacité à dégager, à partir des caractéristiques singulières des armes biologiques, des généralités sur leur utilisation stratégique et les moyens les plus efficaces de prévenir leur emploi.

Chloé GONDAT
Assistante de recherche

À VENIR

14 avril : Webinaire « [Environnement et conflits – Géopolitique des énergies renouvelables](#) », IRSEM/ Institut des Amériques, avec Audrey Sérandour et Caixia Tan, 16h-18h. [Inscription obligatoire](#).



La lutte contre le changement climatique est à la fois source de coopération multilatérale et de tensions et conflits pour la course aux énergies renouvelables. Cette séance propose une analyse croisée de ces enjeux géoéconomiques et climatiques à travers une mise en dialogue de deux études de cas qui mettent en lumière la rivalité des puissances, les rapports Nord-Sud et les multiples échelles de gouvernance liées à la production et au commerce des énergies renouvelables.

Audrey Sérandour, docteure en géographie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, examinera les relations de coopération qui prennent forme autour du lithium en Amérique du Sud. Dans le contexte de transition énergétique, la demande mondiale pour cette ressource ne cesse d'augmenter et les gisements andins attirent l'attention des investisseurs internationaux et des États qui souhaitent sécuriser leurs approvisionnements. En Amérique du Sud, les ententes régionales peinent à prendre forme entre les États argentin, bolivien et chilien. En revanche, d'autres échelles de coopération apparaissent, portées par d'autres acteurs.

Caixia Tan, docteure de l'Université Sorbonne Nouvelle, se focalisera sur les relations américano-chinoises relatives au secteur de l'énergie solaire photovoltaïque (PV). Elle analysera la coopération bilatérale tant au niveau industriel qu'institutionnel, motivée par des intérêts économiques et/ou par l'impérieuse nécessité de la diversification du mix énergétique et de lutter contre le changement climatique en augmentant la part des énergies renouvelables.

Les mécanismes de coopération seront mis en évidence en parallèle avec une intensification de la rivalité entre les deux puissances dans le secteur solaire, notamment en matière d'innovation technologique, de politique industrielle, de production, de prix et de commerce.

Audrey Sérandour, docteure en géographie, a réalisé une thèse à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et à l'UMR 8586 Prodig sur la géographie politique du lithium sud-américain (Argentine, Bolivie, Chili). Depuis février 2021, elle est post-doctorante à l'université de Haute-Alsace (CRESAT).

Caixia Tan, docteure en civilisation américaine de l'Université Sorbonne Nouvelle et membre du Center for Research on the English-speaking World (CREW), a consacré sa thèse aux acteurs clefs, dynamiques et défis dans les relations américano-chinoises relatives au secteur des énergies solaires de 1979 à 2016. Elle enseigne en tant qu'ATER à la Sorbonne Nouvelle au département de LEA et intervient régulièrement dans des séances de séminaires portant notamment sur les relations entre les États-Unis et la Chine.

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Programme de recherche « Les sports de la défense », Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 19\)](#)

Escalade nucléaire non intentionnelle, Ukraine

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 21\)](#)



[À VENIR \(p. 23\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à Anaïs MONTEIRO, sa nouvelle chargée de communication, et au Dr Thomas CALVO qui rejoint le domaine « Armement et économie de défense ».



Diplômée d'un master de Science politique en communication (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Anaïs Monteiro possède plus de douze ans d'expérience en communication (agences de relations publiques, institutions, ONG) et trois ans d'expérience en journalisme. Au cours des sept dernières années, elle a évolué dans le secteur de la coopération internationale, en France et au Canada, comme responsable de communication ou chargée de campagnes. Stratège en communication globale, Anaïs Monteiro aura la charge de valoriser les activités de l'institut, ainsi que l'ensemble des publications des chercheurs et des événements associés.



Économiste, spécialisé en économie du développement, Thomas Calvo est chercheur en économie des conflits, économie de la défense. Il est chercheur associé à l'équipe DIAL, du laboratoire d'économie de Dauphine (LEDa), unité mixte de recherche CNRS et IRD et de l'Université Paris-Dauphine et PSL. Il y a soutenu sa thèse intitulée *Gouvernance, paix et sécurité en Afrique subsaharienne : Interactions et impacts microéconomiques* en décembre 2020. Son travail de doctorat a été récompensé en 2021 par le prix Jeune chercheur de la Fondation Dauphine. Ses travaux ont été publiés dans des revues internationales à comité de lecture comme *Journal of Comparative Economics* ou *World Development*.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Research Paper No. 122 – 4 avril.

« [Kazakhstan, January 2022: A strategic surprise?](#) », by Col. Stéphane SAMARAN, 12 p. [traduction en anglais de la Note de recherche n° 122, parue le 3 mars 2022].

The events that took place in Kazakhstan during the first two weeks of January came like a bolt out of the blue. The surprise was three-fold: first, the rapid transformation of peaceful demonstrations into violent riots; then the forceful regain of control by President Tokayev; and lastly, the unprecedented and effective intervention of a military contingent of the Collective Security Treaty Organization. The end of the unrest is synonymous with reconstruction, reforms and consolidation of national unity.

militaires nécessaires à la sécurité de l'Europe et contribuer à son autonomie stratégique. Cette initiative, lancée avant l'invasion de l'Ukraine, prend une dimension nouvelle avec la guerre en Europe et la volonté des États membres, rappelée lors du dernier Conseil européen de Versailles, de se doter des capacités propres à assurer leur défense. Il est clair également que ce renforcement des capacités européennes contribue à la sécurité globale dans le cadre de l'OTAN. Les dispositions du Fonds européen de défense répondent à cet impératif en permettant à des entreprises installées en Europe mais contrôlées par des pays tiers, de bénéficier des soutiens communautaires sous réserve de certaines conditions, en particulier le respect des intérêts de sécurité de l'Union et l'absence de contrôle sur les résultats de la part de pays tiers. Les résultats des appels à propositions pour les deux premières années du Fonds démontrent que la participation d'entreprises contrôlées par des pays tiers est effectivement possible mais doit faire l'objet d'un contrôle strict de la part de la Commission.



Research Paper No. 124 – 4 avril.

« [EU's paradigm shift towards the rise of China](#) », by Earl WANG, 16 p.

This research paper explores how the European Union (EU) has been reacting to the rise of the People's Republic of China (PRC). The paper presents the finding that since 2016 there have been

discernible changes in the EU's perception of China and its approach to the country, which is with growing assertiveness and even aggressiveness at times. The EU has been building up more tangible means to withstand the challenges posed by China. The *EU-China – A Strategic Outlook* document published in March 2019 is identified as the moment of the EU's concrete paradigm shift towards Beijing.



Research Paper No. 126 – 14 avril.

« [Trends in legislation against false and harmful information in the Asia-Pacific](#) », by Celine THAM, 23 p.

While “fake news” as a phenomenon is not new, today's digital media age has made the need to address it considerably more urgent. Its political impact, potential to compromise the integrity of electoral processes, and ability to cause real world harm have driven governments across the globe to take notice. The trend towards legislation as a countermeasure is unmistakable, with many new pieces of regulation targeting the creation, distribution and manipulation of false and harmful information being enacted in the last four years, and many more still being drafted and considered. This note maps and compares the regulatory frameworks for addressing false and/or harmful information in five jurisdictions in the Asia-Pacific – Australia, India, New Zealand, Singapore, and Taiwan. Its aim is to demonstrate the diversity of regulatory strategies which have been implemented or are under consideration, and in doing so, act as a discussion starter on governance of the digital space, where the circulation of ideas could better inform the fight against false and harmful information, which spreads not just within but across national borders.



Note de recherche n° 125 – 11 avril.

« [Les entités éligibles au Fonds européen de défense : premiers retours d'expérience et questions ouvertes](#) », par Alain ALEXIS, 18 p.

En proposant la mise en place d'un Fonds européen de défense, la Commission européenne a voulu, pour la première fois depuis 1957, mobiliser des fonds communautaires pour soutenir le développement de capacités



Joint Policy Paper IRSEM/RSIS – 19 avril.

« [Looking beyond the rhetoric: Reactions in Southeast Asia to AUKUS](#) », by Collin KOH, 15 p.

This paper surveys the reactions amongst ASEAN member states following the announcement of AUKUS. By “reactions”, this paper argues, one needs to look beyond the obvious rhetoric – such as those evinced by Jakarta and Kuala Lumpur immediately after the deal was publicized. Beyond rhetoric, “reactions” also encompass the less apparent policy actions which may subtly reflect the sentiments of ASEAN capitals to AUKUS. Such policy actions as the aforementioned elevation of ASEAN-Australia relations to one of comprehensive security partnership are arguably more decisive than mere open press statements or random remarks by ASEAN political elites and policy planners. Of course, this paper would not stop at surveying those reactions but attempts to underline the strategic rationale. It argues that Southeast Asian perceptions towards evolving geopolitical uncertainties in the region, including concerns over the rise and growing assertiveness of China, could have shaped sentiments towards AUKUS, manifested not only in words but through more tangible, albeit less obvious, policy actions.

are also consistent with the Union’s security interests. The results of the calls for proposals for the first two years of the Fund demonstrate that the participation of companies controlled by third countries is indeed possible but their participation must be carefully verified by the Commission.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Dans le bunker #47 – 1^{er} avril.

« [Occupied](#) » de Erik SKJOLDBJÆRG et Jo NESBO (2015), par Elie GUCKERT, 21 mn.

Le journaliste Elie Guckert parle de la série norvégienne *Occupied*, de Erik Skjoldbjærg et Jo Nesbo, disponible sur Netflix et Arte, qui détaille le scénario d’une invasion russe de la Norvège pour des raisons énergétiques.



Épisode 146 – 5 avril.

« [Vladimir Poutine et ses guerres](#) », avec Nicolas TENZER et Alexandre JUBELIN, 1 h 32.

Nicolas Tenzer est le directeur de la publication de *Desk Russie* et l’auteur du blog [tenzerstrategics.substack.com](#).

[Avertissement : Cet épisode a été enregistré mercredi 30 mars, donc bien avant la découverte d’un certain nombre d’images de crimes de guerre en Ukraine, notamment dans la localité de Bucha.]

- 3:00 Première carrière et émergence de V. Poutine.
- 11:30 La prise du pouvoir et la « remise en ordre de la Russie ».
- 26:30 Le retour de l’agressivité russe.
- 37:00 La vision du monde poutinienne.
- 55:30 Les perceptions occidentales de V. Poutine.
- 1:09:30 Ce que révèle la guerre en Ukraine.
- 1:15:30 Leviers et moyens de pression sur la Russie de Poutine.



Épisode 147 – 8 avril.

« [Face à la Russie : énergie et dépendances](#) », avec Angélique PALLE et Alexandre JUBELIN, 45 mn.

[Angélique Palle](#) est chercheuse Énergies et matières premières à l’IRSEM.



Research Paper No. 125 – 27 avril.

« [European Defence Fund Beneficiaries: Preliminary Lessons Learned and Open Questions](#) », by Alain ALEXIS, 17 p. [traduction en anglais de la Note de recherche n° 125, parue le 4 avril 2022].

By proposing the establishment of a European Defence Fund, the European Commission has, for the first time since 1957, decided to mobilise Community resources to support the development of the capabilities necessary for guaranteeing Europe’s security and developing its strategic autonomy. This initiative, launched prior to the invasion of Ukraine, takes on a new dimension in light of the war in Europe and the decision taken by the Member States at the European Council in Versailles to develop their defence capacity. It is also clear that this strengthening of European capacity is contributing to global security within NATO. The provisions of the European Defence Fund are fully consistent with this imperative: they allow companies located in Europe but controlled by third countries to benefit from Community support subject to certain conditions. They

2:30 Bilan de la dépendance énergétique européenne aux importations russes.

8:00 L'histoire de la relation énergétique entre Russie et UE.

13:15 Le projet Nord Stream 2 et ses implications.

17:00 Les alternatives au gaz russe.

25:00 Le scénario maximaliste d'une coupure et ses conséquences.

31:30 La dépendance russe.

40:00 La marge de manœuvre de l'UE.



Épisode 148 – 12 avril.

« [Ukraine : crimes de guerre et châ-timents](#) », avec Julia GRIGNON et Alexandre JUBELIN, 1 h 17.

[Julia Grignon](#), professeur de droit à l'Université Laval à Québec, est chercheuse Droit des conflits armés à l'IRSEM.

1:30 Définition et champ du droit international humanitaire.

14:00 Les grands principes du droit des conflits armés.

27:45 Les enjeux de la distinction entre civils et militaires.

36:00 Crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocides.

46:00 L'applicabilité du droit des conflits armés au conflit en Ukraine.

57:30 Les poursuites possibles.

1:03:00 Violations et non-violations du DIH dans la guerre d'Ukraine.

1:12:30 Livraisons d'armes et droit international.



Dans le viseur #42 – 15 avril.

« [Des parachutistes dans le désert](#) », avec le commandant THIBAUT et Alexandre JUBELIN, 34 mn.

Le commandant Thibaut de l'armée de terre raconte un saut opérationnel dans le désert malien.



Épisode 149 – 19 avril.

« [Russie-Chine, les liaisons dangereuses](#) », avec Isabelle FACON, Marc JULIENNE et Alexandre JUBELIN, 1 h 27.

Isabelle Facon est directrice adjointe de la Fondation pour la recherche stratégique, autrice de *La nouvelle armée russe* (Éd. de l'observatoire franco-russe, 2021) ; Marc Julienne est responsable des activités « Chine » au centre Asie de l'Institut français des relations internationales.

4:30 La prise du pouvoir des communistes en Chine et les relations avec l'URSS.

10:00 La rupture des années 1960 et ses traces.

17:30 Le tournant de la chute de l'URSS.

24:00 La mise en place de la relation militaire sino-russe.

31:30 La coopération militaire des années 2000.

39:00 Les perceptions mutuelles.

47:00 Réalités et limites de la convergence russo-chinoise.

1:01:00 La Chine dans la guerre d'Ukraine.

1:07:30 Les appuis chinois éventuels.

1:13:30 Les conséquences de la guerre d'Ukraine sur la relation sino-russe.



Épisode 150 – 22 avril.

« [Tanks contre Javelins : Les armes à l'épreuve de la guerre d'Ukraine #1](#) », avec Yohann MICHEL, Michael SHURKIN et Alexandre JUBELIN, 55 mn.

Yohann Michel est analyste à l'International Institute for Strategic Studies (IISS), notamment dans le cadre du *Military Balance* ; Michael Shurkin est directeur des programmes globaux dans le cabinet 14N Strategies, ancien analyste dans le renseignement américain et à la RAND Corporation.

4:30 Définition et importance historique du char.

9:30 Premiers doutes historiques sur la vulnérabilité du char de bataille.

16:45 Les raisons pour lesquelles le char est incontournable.

26:30 Le mauvais emploi des chars russes dans la guerre en Ukraine.

30:30 Les emplois théoriquement plus efficaces du char de bataille.

36:30 Les menaces émergentes.

42:00 Les chars de nouvelle génération.



Épisode 151 – 26 avril.

« [Parler de la guerre en Ukraine](#) », avec Michel GOYA et Alexandre JUBELIN, 1 h 39.

Michel Goya, colonel à la retraite des troupes de marine, consultant BFM TV sur la guerre en Ukraine, est l'auteur de *Temps des guépards* (Tallandier, 2022).

2:30 Le déclenchement de l'opération russe.

18:30 Les relations avec l'institution militaire.

24:00 Le rôle de consultant pour BFM TV.

47:00 Le choc des images et premières surprises.

- 57:00 Surprises et enseignements.
- 1:14:00 Le sentiment de proximité.
- 1:20:30 Les enseignements pour les armées françaises.



Épisode 152 – 29 avril.

« [La bataille du ciel ukrainien : Les armes à l'épreuve de la guerre d'Ukraine #2](#) », avec le général SABÉNÉ et Alexandre JUBELIN, 1 h 04.

- Le général de brigade aérienne Sabéné est le directeur du CESA (Centre d'études stratégiques aérospatiales).
- 2:30 Le panorama aérien au terme du deuxième mois de guerre.
 - 10:30 Les formes de la résistance ukrainienne.
 - 23:30 Supériorité, suprématie aérienne et attrition.
 - 34:30 L'intégration interarmes.
 - 37:15 Les drones aériens dans la guerre d'Ukraine.
 - 45:00 Les enseignements pour les armées françaises.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et [irsem.fr](#).

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS

Lancement de la collection « Le Rubicon », éditions des Équateurs.



Le 21 avril 2022 paraissait le premier volume d'une nouvelle collection de livres aux éditions des Équateurs, tirés de la plateforme Le Rubicon ([lerubicon.org](#)) dont l'IRSEM est l'une des institutions fondatrices. Le Rubicon est un nouveau site francophone d'analyse des questions internationales, de sécurité, de défense et de politique étrangère, créé en décembre 2021, qui publie des articles écrits par des chercheurs et des praticiens,

civils et militaires, universitaires, diplomates, etc. C'est une initiative de trois institutions : l'IRSEM, le Centre Thucydide de l'Université Paris-Panthéon-Assas et le Réseau d'analyse stratégique canadien (qui regroupe plusieurs centres de recherche canadiens). Le Rubicon rassemble une équipe d'environ 70 experts d'une douzaine de nationalités, localisés sur les cinq continents, qui appartiennent aux plus grandes institutions de recherche francophones en relations internationales et sur les questions de défense. La revue applique les standards de l'édition scientifique (double évaluation anonyme par les pairs).

À la suite du succès et de la visibilité du site les premiers mois, les éditions des Équateurs nous ont proposé de créer une collection de livres réunissant quelques-uns des articles parus sur le site, révisés et mis à jour par les auteurs et augmentés d'infographies et de cartographies. Cette collection est dirigée par les co-directeurs du Rubicon : Julian Fernandez, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Justin Massie. Ce premier volume paru le 21 avril, intitulé *Ukraine : le choc de la guerre*, réunit huit articles du Rubicon ainsi mis à jour et augmentés. Les volumes suivants porteront sur *Les formes de la guerre* (vol. 2), *Le réveil européen et transatlantique* (vol. 3) et *Les défis stratégiques de la France* (vol. 4).



Julian FERNANDEZ, Jean-Vincent-HOLEINDRE (dir.), *Nations désunies ? La crise du multilatéralisme dans les relations internationales*, CNRS Éditions, avril 2022, 368 p.

Le multilatéralisme renvoie à la concertation pacifique entre au moins trois États dans un cadre défini en commun. L'Organisation des Nations unies en est l'incarnation la plus connue, mais elle n'est pas la seule. Sécurité, commerce, droits de l'homme, justice pénale, numérique, environnement, santé : aucun domaine n'échappe désormais à l'effort multilatéral. Pourtant, les différents cadres et régimes institués se portent mal. Le multilatéralisme connaît aujourd'hui une crise multidimensionnelle, reflet d'un monde en miettes encore à la recherche d'un nouvel élan collectif.

Mélanie Albaret, Niki Aloupi, Bertrand Badie, Laurence Burgogue-Larsen, Frédéric Charillon, Pierre Grosser, Auriane Guilbaud, Andrea Hamann, Joël Hubrecht, Lucile Maertens, Chloé Maurel, Anne-Thida Norodom, Alexandra Novosseloff, Kevin Parthenay, Olivier Schmitt, Serge Sur, Caroline Tixier et Laurent Warloutzet : les meilleurs spécialistes du multilatéralisme proposent ici des analyses transversales sur ce phénomène central des relations internationales.

PROGRAMME DE RECHERCHE

LES SPORTS DE LA DÉFENSE

L'ÉQUITATION ADAPTÉE ET LA RÉINSERTION DES BLESSÉS PAR LE SPORT

Du 28 au 31 mars dernier, [Camille Boutron](#) et [Camille Trotoux](#) se sont rendues à Fontainebleau pour réaliser une observation ethnographique lors d'un stage d'équitation adaptée, organisé à l'École militaire d'équitation. L'équitation adaptée a pour objectif non pas l'apprentissage de techniques équestres mais d'offrir, par le biais d'une interaction sensorielle et psychique avec le cheval, un moment de détente permettant au blessé de retrouver confiance en soi et en son environnement. Le contact avec le cheval est, en effet, susceptible de provoquer un ensemble d'émotions : peur, surprise, émerveillement, anxiété, pouvant néanmoins être apaisées par le fait que le cheval ne porte pas de jugement et demande d'être abordé avec calme et retenue.

Ces stages d'équitation adaptée au profit des militaires blessés sont organisés depuis 2018 par le CNSD via l'École militaire d'équitation en liaison avec le Service de santé des armées. Ils s'adressent aussi bien aux blessés psychiques que physiques et sont de différents types : stages individuels ou stages permettant aux bénéficiaires ayant une première expérience en équitation adaptée de revenir accompagnés de proches ou membres de leur famille.

Ces stages sont animés par l'adjudant-chef Benoît, titulaire d'un diplôme de médiation équine. C'est sous son impulsion que cette initiative a pu voir le jour et se développer. Cette pratique se trouve aujourd'hui bien installée et peut éventuellement être répliquée dans les sections équestres militaires situées dans d'autres parties du territoire national. Ces stages s'appuient en effet sur la contribution de sous-officiers en cours de formation pour l'obtention de leur certificat technique à l'École militaire d'équitation, qui seront par la suite envoyés en section et qui auront donc bénéficié d'une première expérience dans ce type de pratique. Une psychologue du Service de santé des armées participait elle aussi au stage afin de pouvoir, si besoin, apporter un soutien psychologique.

Ce stage dure une semaine. Outre les bienfaits de l'équitation adaptée en tant que telle, il permet aux blessés de sortir de leur environnement habituel, de prendre du recul et de bénéficier de temps pour eux en dehors des contraintes quotidiennes. Ils sont en effet pris en charge intégralement dès leur arrivée et, outre la possibilité de pratiquer diverses activités liées au cheval, du temps leur est laissé pour qu'ils puissent récupérer.

L'objectif des chercheuses ici n'était pas de connaître les détails concernant la blessure mais bien de comprendre comment le cheval était utilisé dans un objectif de soutien aux blessés, dans le cadre de la politique de reconstruction par le sport telle qu'elle est menée par le CNSD. L'observation ethnographique se présente comme un outil privilégié en ce sens qu'elle permet la confrontation au réel qui, au-delà de directives et notes de service, met l'accent sur les dimensions humaines.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits armés

Camille TROTOUX

Chercheuse Sociologie militaire

ÉVÉNEMENTS

5 avril : Séminaire Jeunes chercheurs.



Mardi 5 avril s'est tenu le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, modéré par le directeur scientifique de l'Institut, le professeur [Jean-Vincent Holeindre](#). Le séminaire était animé par Arnaud Massat (« Les bases navales françaises en Outre-mer, 1860-1978 ») ainsi que par Charles-Emmanuel Detry (« La mer de Chine méridionale et l'ordre international »).

Arnaud Massat, doctorant à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, cherche au travers de sa thèse à retracer l'histoire du réseau de bases navales françaises en Outre-mer. Mêlant travail historique et géopolitique, la recherche, s'étalant des lendemains de la guerre de Crimée à l'indépendance de Djibouti, s'inscrit dans le courant de l'Histoire globale, et s'organise autour de la question suivante : Comment et avec quelle efficacité le réseau de bases navales élaboré et réévalué tout au long de la période par les autorités politiques et militaires répond-il aux évolutions des contextes géostratégiques régionaux et globaux et des intérêts français sur la période ? Le travail, étudiant le *seapower* comme un système, est ainsi amené à retracer les visions parfois antagonistes des grands penseurs de la stratégie maritime, tels que les amiraux Raoul Castex et Alfred Mahan.

Dans une première partie, le doctorant nous rappelle ce qu'est une base navale, nous présentant ses principales fonctions et son rôle dans la stratégie de puissance de l'État, de l'Antiquité à l'époque moderne. Il est ainsi amené par la suite à passer en revue les différentes bases navales établies par la France en Outre-mer à l'époque coloniale, nous éclairant sur leur rôle, à la fois dans la défense des colonies et dans le développement d'une stratégie globale. Est ensuite présenté le facteur de l'évolution tech-

nologique, rendant les bases navales indispensables au fonctionnement d'une flotte moderne et conduisant à une recomposition stratégique du réseau de bases en Outre-mer. Les deux conflits mondiaux révolutionnent le système international, et la période de l'après-Seconde Guerre mondiale semble alors particulièrement cruciale ; le contexte de la guerre froide, des décolonisations et du développement du nucléaire nous donnant à voir encore une fois une recomposition du tout au tout de la stratégie maritime globale française, et, par conséquent, du réseau de bases navales en Outre-mer. C'est notamment la fin de la distinction entre Outre-mer proche et lointain qui nous mène au réseau actuel, avec environ deux bases navales par océan.

Les travaux d'Arnaud Massat ont été discutés par Gilles Ferragu, membre du Service historique de la Défense et maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Paris X-Nanterre. Celui-ci a souligné la façon dont le doctorant montre que la base navale est un objet géopolitique, stratégique mais également historique. Il a ensuite mis en valeur trois points forts du travail : premièrement, le lien fait par le travail entre l'évolution technologique de la marine et la logique des bases, obligées de s'adapter tant au niveau local que global, avec des recompositions du réseau, la prise d'importance de certaines bases et parfois la tombée en désuétude d'autres. Le second point fort est la mise en lumière de l'impact de la diplomatie sur la stratégie navale et le réseau de bases : la crise de Fachoda ou l'Entente cordiale sont, en ce sens, présentées comme de véritables tournants. Enfin, et plus généralement, Gilles Ferragu a souligné le fait que cette thèse amène à considérer l'histoire de très haut, grâce notamment au concours de différentes disciplines (géohistoire, histoire industrielle, potentielle microhistoire/histoire sociale locale). Ainsi, le jeu d'échelle entre les différents éléments semble l'aspect le plus intéressant du travail.

La seconde présentation était assurée par Charles-Emmanuel Detry, doctorant en fin de thèse au Centre Thucydide de l'Université Paris-Panthéon-Assas. Juriste de formation, ce dernier inscrit son travail (« La mer de Chine méridionale et l'ordre international ») dans une approche marquée par la sociologie du droit international, envisageant ainsi le droit international dans son contexte politique. Inspiré de l'idée de Raymond Aron que le droit international se juge à partir de situations « exceptionnelles », le sujet de la recherche présente ainsi la situation en mer de Chine méridionale en tant que cas « extrême », susceptible de révéler quelque chose de la place du droit international dans le système international. La question de recherche choisie par le doctorant est donc la suivante :

Que faut-il entendre par ordre international, et quelle est la relation entre l'ordre international et l'attitude à l'égard du droit international des grandes puissances à la lumière de l'exemple de la mer de Chine méridionale ?

Le doctorant a dans un premier temps présenté la situation et ses enjeux, justifiant ainsi le choix de son axe de recherche. Le théâtre de la mer de Chine méridionale présente en effet une imbrication de différents territoriaux et de différents maritimes entre États riverains ; c'est une situation « classique » ayant pris le caractère d'une situation exceptionnelle : on y observe l'enjeu du maintien de l'hégémonie américaine sur le Pacifique, mis en question face à l'établissement d'une hégémonie chinoise sur la région. Enfin, l'activité étatique à l'égard du droit international y est particulièrement intense. Par exemple, la convention des Nations unies sur le droit de la mer est utilisée par les États-Unis et leurs alliés pour remettre en cause les ambitions de la Chine sur la zone, quand cette dernière dénonce un ordre international qui serait fondé sur des « règles » occidentales.

Dans un second temps, Charles-Emmanuel Detry a choisi d'énumérer les principes de base guidant sa recherche, explicitant ainsi les positions y étant adoptées et défendues. Ceux-ci sont les suivants : le droit international ne se confond pas avec l'ordre international ; le droit international n'est pas marginal dans l'ordre international, également, le droit international est l'idée inhérente aux relations interétatiques et l'ordre international est la réalisation de cette idée par des grandes puissances qui se reconnaissent entre elles. Enfin, à l'égard de la mer de Chine méridionale, l'antagonisme sino-américain n'affecte en rien le droit international en tant qu'idée mais donne lieu à des comportements étatiques qui nuisent à son efficacité, c'est-à-dire l'ordre international.

Enfin, le doctorant ambitionne par son travail d'apporter une contribution au débat sur le *lawfare*, bien qu'il précise également que ce dernier est un sujet d'ordre périphérique dans sa thèse. C'est ainsi une contribution portée notamment sur l'usage stratégique du *lawfare*, et sur la place de l'interprétation et du jugement doctrinal dans l'approche de celui-ci. L'introduction du *lawfare* dans le travail de recherche permet ainsi d'appuyer le propos du doctorant, qui montre que le recours au droit international est d'autant plus stratégique que l'antagonisme entre les États est profond.

La présentation de Charles-Emmanuel Detry a été discutée par [Adrien Estève](#), chercheur postdoctoral à l'IRSEM. Celui-ci a pointé l'intérêt de rappeler la distinction entre une « ancienne » conception du *lawfare* (rapportée notam-

ment au droit humanitaire) et une conception « actuelle » d'une nouvelle forme de conflictualité par le droit. Il a ensuite échangé avec le doctorant sur le rôle de la culture dans la manière qu'ont les États de penser et d'interpréter le droit international, notamment dans le cas chinois, remettant ainsi au centre de la discussion la relation ambiguë entre principes de légitimité et de légalité.

Le professeur Holeindre est ensuite intervenu afin de discuter le cadre et la pertinence de la notion de « sociologie du droit international », approche dont se revendique le doctorant pour sa thèse. Il a enfin pointé le caractère très stato-centré de la recherche, posant ainsi la question de l'emprise du droit international sur les acteurs non étatiques.

Selim DOREL
Assistant de recherche

6 avril : Séminaire « Nationalisme et complotismes aux États-Unis », avec Sarah LOUETTE.



Ce mercredi 6 avril s'est tenue à l'IRSEM la séance inaugurale du cycle d'événements « Séminaires transdisciplinaires sur les guerres de l'information ». Porté par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Espace euratlantique-Russie », ce cycle a pour ambition d'étudier la nature des acteurs s'affrontant sur le terrain informationnel par le biais de différentes approches. Il s'inscrit en outre dans une volonté de donner aussi bien aux jeunes doctorants qu'aux chercheurs confirmés une occasion de faire évoluer le débat académique en rapport avec les guerres de l'information.

À cet effet, cette première séance accueillait l'intervention de Sarah Louette, doctorante auprès du CREW (Center for Research on the English-speaking World), centre rattaché à l'Université Sorbonne Nouvelle.

Encadrés par Divina Frau-Meigs et James Cohen, les travaux de thèse présentés par Sarah Louette portaient sur

l'actualisation de la stratégie d'émergence des principaux groupes nationalistes américains blancs engagés sur Internet. De fait, l'assaut du Capitole du 6 janvier 2021 a matérialisé un renouvellement du *modus operandi* employé par ces acteurs privés. Comme elle l'a expliqué, leur action sur le terrain s'en trouve désormais complétée par une organisation et une militance toutes deux présentes sur le terrain numérique. Caractère novateur de la recherche de Sarah Louette, des échantillons composés de plusieurs milliers de données collectées sur Twitter étaient mobilisés afin de comprendre les interactions que ces groupes entretiennent sur le cyberspace. Cette approche dite « par le réseau » lui permettait en outre de procéder à des analyses de contenu capables d'identifier les ajustements que ces groupes opèrent vis-à-vis des principaux carcans de l'idéologie raciale, signalant des dynamiques de distinction ou d'unification.

Cette présentation a ensuite donné lieu à un échange avec les chercheurs de l'IRSEM, dont Maud Quessard et [Céline Tham](#), chercheuse spécialisée en manipulation de l'information. Cherchant à élargir le spectre des acteurs et méthodes repris dans les guerres de l'information, les questions posées portaient sur le rôle croissant que jouent les algorithmes sur les réseaux sociaux, ainsi que leur manipulation par des groupes radicaux.

Dusan BOZALKA
CARISM/Université Paris-Panthéon-Assas

7 avril : Présentation par Emma SOUBRIER du rapport « Weaponized storytelling à la française : Demystifying France's narratives around its arms export policies ».



Emma Soubrier a présenté le 7 avril, lors d'un séminaire fermé, le [rapport](#) relatif à la politique française d'exportation d'armements qu'elle a réalisé dans le cadre d'un projet de recherche porté par la World Peace Foundation.

S'appuyant notamment sur cinq études de cas, celui-ci interroge plus particulièrement les argumentaires (« narratifs ») accompagnant cette politique, au regard des critères appliqués pour l'éligibilité des exportations. L'auteur du rapport met en avant le hiatus entre les éléments de justification des exportations d'armements et la maîtrise effective des risques inhérents à l'usage de ceux-ci. Ces travaux ont été discutés sous trois angles : économique, par Julien Malizard, titulaire adjoint de la Chaire économie de défense de l'IHEDN ; juridique, par Thibaud Mulier, maître de conférences en droit public à l'université Paris Nanterre ; politique, par Yannick Quéau, directeur du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP). Les discussions ont pointé les difficultés de mise en œuvre de mécanismes de contrôle efficaces à même d'assurer un niveau suffisant de maîtrise de risque, qui se pose en termes de conflits, mais également sur le volet de la politique étrangère et en termes d'intérêts industriels. Elles ont également mis en exergue la sensibilité d'un sujet fondamental pour la défense française, qui apparaît finalement peu présent dans le débat public. Ce dernier point plaide pour approfondir la recherche sur cette thématique et favoriser, de façon pluridisciplinaire, les échanges entre chercheurs, praticiens et décideurs, à l'instar de ce séminaire qui en appellera d'autres.

Benoît RADEMACHER
Directeur du domaine « Armement et économie de défense »

7 avril 2022 : Premier séminaire « ACAD'EM » de l'École militaire.

À partir d'avril 2022, les directeurs des institutions de recherche, de doctrine et d'enseignement du site de l'École militaire se réunissent une fois par mois pour discuter des travaux des uns et des autres dans un format de séminaire fermé visant à développer la connaissance mutuelle et les synergies. Le premier séminaire, qui s'est tenu le 7 avril 2022, a été l'occasion de présenter et discuter le rapport de l'IRSEM sur *Les Opérations d'influence chinoises* et le *Concept d'emploi des forces* du CICDE.

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER
Directeur

14 avril : Webinaire « Environnement et conflits – Géopolitique des énergies renouvelables », IRSEM/Institut des Amériques, avec Audrey SÉRANDOUR.



Le 14 avril 2022 l'IRSEM organisait en partenariat avec l'IDA son second séminaire du cycle « Environnement et conflits », autour des travaux de terrain d'Audrey Sérandour (postdoctorante Université Paris 1) illustrant les enjeux du lithium dans les compétitions de puissance à l'œuvre dans les Amériques. Dans cette présentation intitulée : « Une ressource pour coopérer ? Les relations trilatérales entre Argentine, Bolivie et Chili autour du lithium », Audrey Sérandour a montré que l'un des enjeux clés du développement des énergies renouvelables et des politiques de transition énergétique est le stockage de l'électricité. Dans ce cadre, le lithium apparaît comme une ressource stratégique par son rôle dans la fabrication de batteries, notamment utilisées pour les véhicules électriques et les dispositifs de stockage des énergies éoliennes ou photovoltaïques. Le secteur des batteries alimente la demande mondiale en lithium, en forte augmentation depuis le début des années 2010. Pour sécuriser leurs approvisionnements, de nombreux investisseurs se tournent alors vers l'Amérique du Sud. En effet, l'Argentine, la Bolivie et le Chili concentrent 60 % des ressources de lithium de la planète, et les gisements argentins et chiliens fournissent près d'un tiers de la production mondiale de ce métal. Cette position stratégique du dénommé « triangle du lithium » conduit-elle à des formes de coopération trilatérales entre ces pays andins détenteurs de ces gisements lithinifères importants ?

Dans les années 1960-70, le lithium sud-américain a d'abord fait l'objet de stratégies étatiques d'exploration et de sécurisation des gisements répondant à des intérêts militaires. Puis, à partir des années 1990, des entreprises privées investissent dans son exploitation. Et dès la décennie suivante, les projets se multiplient, désormais motivés par la croissance du marché. Constructeurs automobiles et industriels du secteur des batteries cherchent à contrô-

ler leur approvisionnement en lithium, pour en maîtriser toute la chaîne de valeur. Dans ce contexte, au cours des années 2010, des volontés de coopération trilatérale émergent entre les États argentin, bolivien et chilien. Elles se manifestent dans le cadre d'une organisation régionale existante, l'UNASUR (Union des nations sud-américaines), mais donnent aussi lieu à une proposition d'organisation spécifique : l'Opproli (Organisation des pays producteurs de lithium). Ces coopérations trilatérales sont envisagées dans l'objectif de favoriser un développement économique, social et industriel de la région. Pourtant, elles ne se sont jamais concrétisées. En effet, la coopération entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili se heurte à des divergences de stratégies politiques : les visées du gouvernement argentin de Mauricio Macri, qui facilite les investissements étrangers par des dispositifs d'incitation comme la suppression des taxes sur les exportations minières, sont difficilement conciliables avec le projet du gouvernement bolivien d'Evo Morales de mettre en place une exploitation nationale du lithium. À cela s'ajoutent des postures concurrentes en termes économiques et des différends géopolitiques. Finalement, dans la régulation du lithium sud-américain, ce sont des logiques nationales qui priment et les trois États sont réticents à céder une part de souveraineté sur leurs ressources.

Si les États centraux peinent à s'entendre, le lithium est toutefois l'objet de coopérations trilatérales portées par d'autres types d'acteurs, à d'autres échelles. Ainsi, la ZICOSUR (Zone d'intégration du centre-ouest de l'Amérique du Sud), un réseau d'entrepreneurs privés et de gouvernements infranationaux a décidé d'intégrer le lithium à son agenda politique, notamment dans un but de formation en ressources humaines et de développement de la chaîne de valeur de ce métal sur leurs territoires. Ces mêmes objectifs ont également motivé la structuration de réseaux de chercheurs entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili. Ces différents types de coopérations trilatérales se rejoignent autour d'une intention : éviter que les pays sud-américains demeurent de simples pourvoyeurs de matières premières et faire du lithium une opportunité de diversification économique, de développement technologique et d'innovation. À ce jour, les modèles politiques et économiques qui régulent les deux extrémités de la chaîne de valeur du lithium restent en effet bien antagonistes : d'un côté, les pays industrialisés entament un changement de paradigme énergétique, tandis que de l'autre, les espaces andins qui fournissent la matière première reproduisent et renforcent finalement un modèle extractif classique.

Cette présentation parfaitement documentée a donné lieu à des échanges nourris avec les panélistes de l'IRSEM et de l'IDA et à très nombreuses questions de la salle virtuelle comprenant plus d'une centaine de participants.

Maud QUESSARD

Directrice du domaine « Espace euratlantique – Russie »

27 avril : Conférence-débat « Le retour des rivalités de puissance : vers un nouvel âge d'or du contre-espionnage ? »



Le 27 avril, l'IRSEM a proposé une conférence-débat qui a rencontré un grand succès, puisqu'elle a rassemblé une quarantaine de personnes en présentiel et plus de deux cents personnes en ligne.

La conférence, animée par le doctorant associé à l'IRSEM Fabien Laurençon, réunissait autour de la thématique du contre-espionnage trois discutants : [Paul Charon](#), directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides », politiste et sinologue ; Damien Van Puyvelde, professeur (Reader) en renseignement et sécurité internationale et directeur du Scottish Centre for War Studies à l'Université de Glasgow ; et Antoine Izambard, journaliste chez *Challenges*.

Partant du postulat d'un retour des rivalités de puissance similaires à celles qui avaient agité la guerre froide, la discussion proposait de répondre à deux interrogations : ce contexte cause-t-il une résurgence des opérations de contre-espionnage ? Et si oui, ce contre-espionnage fait-il appel aux méthodes pratiquées sous la guerre froide, ou bien à des *modi operandi* renouvelés ?

Avant d'entrer dans le cœur du débat, les intervenants ont apporté une définition du terme de contre-espionnage au regard des deux expressions anglaises : *counterespionage*, désignant les moyens d'entraver les opérations de renseignement humain, et *counterintelligence*, un terme

qui se rapproche de la contre-ingérence et recouvre des activités beaucoup plus larges dans le but de cacher la nature exacte d'activités de renseignement. À la croisée des deux expressions, le contre-espionnage peut être à la fois de nature défensive, en empêchant des intrusions ou des recrutements dans les services de renseignement français ; ou offensive, en entravant le travail des services étrangers. Cette thématique reste relativement peu documentée en France et en Europe du fait de la confidentialité, et du peu de cas portés devant la justice ou à la connaissance du public.

Si les invités se sont accordés à reconnaître que la pratique du contre-espionnage vit aujourd'hui une renaissance, ils ont toutefois souligné qu'elle n'avait jamais disparu. Damien Van Puyvelde notait par exemple que le nombre de cas de compromissions envers la Russie était resté constant depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, de même qu'envers la Chine depuis les années 1980. Pourtant, au cours des années 1980 et 1990, les services de renseignement français ne disposaient déjà que de peu de moyens pour traiter ces questions, étant donné que, d'après Antoine Izambard, seul un agent avait la charge du contre-espionnage chinois, et deux autres de l'analyse de la zone régionale chinoise. Or, cette tendance s'est accentuée à la suite de l'attentat du 11-Septembre, qui a généré une réallocation des ressources du renseignement vers le contre-terrorisme. Ce n'est donc que depuis le retour de la rivalité entre puissances telle qu'elle se manifeste aujourd'hui, que le contre-espionnage revient au centre des préoccupations des services de renseignement français.

Pourtant, pour les intervenants de la conférence, cette renaissance du contre-espionnage ne révolutionne pas les méthodes employées. Certes, le numérique apporte une plus grande quantité d'informations, de traces et de risques, mais les pratiques n'ont que peu évolué avec lui. Ainsi, Damien Van Puyvelde constate un « changement de caractère dans le type d'ingérence, mais pas dans sa nature ». En revanche, complétait Paul Charon, les services de certains pays, comme ceux de la Chine sont parvenus à combler leurs lacunes, et faussent désormais les clichés sur les méthodes de contre-espionnage propres à chaque pays. Ainsi, les services de renseignement chinois ne se limitent pas aujourd'hui à l'exploitation de leurs sources cyber, de leur diaspora, ou à des recrutements menés exclusivement sur leur territoire – des contraintes qui étaient imposées par le manque de maîtrise des langues étrangères dans le pays à la suite de la Révolution culturelle.

Au fil de la discussion, cette conférence a aussi permis de clarifier la nature de la contre-ingérence chinoise.

Premièrement, Paul Charon a souhaité rappeler que contrairement à ce que l'on imagine, la priorité ultime des services de renseignement chinois n'est pas de connaître les secrets industriels et politiques de la France. Au contraire, leur souci principal est la préservation de l'hégémonie du régime, ce qui implique de prévenir toute contestation, même à l'étranger, et de surveiller de près les « cinq poisons », c'est-à-dire les séparatistes tibétains, ceux de Taïwan, les adeptes du Falun Gong, les activistes démocrates et les séparatistes ouïghours. Ensuite, il leur importe de connaître et de cartographier les opinions des dirigeants et des hommes politiques qui pourraient adopter une position favorable à la Chine, ou des personnes qui pourraient être recrutées par les services de renseignement. La connaissance des secrets de pays étrangers ne représenterait donc que la troisième priorité. Deuxièmement, le directeur de domaine a rappelé qu'un grand nombre de cas d'espionnage répertoriés en France ne relèvent pas du ministère de la Sécurité de l'État (MSE), mais d'acteurs paraétatiques ou d'entreprises privées qui mènent leurs propres opérations d'espionnage, avec parfois davantage d'amateurisme. Enfin, à la suite d'une question qui demandait si une hyperpolarisation de la menace chinoise ne risquerait pas de nuire à l'analyse des activités de renseignement d'autres pays, Paul Charon a signalé que la majorité des enquêtes menées par le FBI après des poursuites judiciaires concernaient la Chine, et que ce pays disposait de moyens de renseignement sans commune mesure, ce qui justifie que les services français lui accordent une attention particulière. Cependant, a-t-il averti, il est important de ne pas politiser les activités de renseignement, car cela peut conduire à des dérives sino-phobes, comme sous le mandat de Donald Trump.

Enfin, le temps des questions du public a permis d'apporter quelques pistes d'amélioration pour l'étude de la contre-ingérence en France. Tout d'abord, même s'il existe une forme de frilosité en Europe à judiciariser les cas de contre-espionnage – ce qui peut se comprendre du fait du risque de représailles, expliquait Antoine Izambard –, cette pratique gagnerait à être accentuée. Car cela permettrait de porter ces affaires à la connaissance du public, ce qui réduit les possibilités de recrutement et fait bénéficier les chercheurs en sciences sociales d'un matériau précieux pour mener leurs propres analyses, qui peuvent être complémentaires à celles des services de renseignement. Par ailleurs, si l'importance des budgets est déterminante pour l'efficacité des services, une révision des méthodes d'analyse serait aussi d'une grande utilité. Or celle-ci pourrait passer par une plus grande intégration des sciences sociales.

Chloé GONDAT
Assistante de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Intervention : « Russia Today (RT) : média global “alternatif” ou instrument au service de l'État russe ? », séminaire DE FACTO, MédiaLab de Sciences Po, 1^{er} avril 2022.
- Intervention : « Comment la Russie investit-elle l'espace informationnel en Afrique subsaharienne francophone ? », CERI, Sciences Po, 4 avril 2022.
- Intervention : « [Que disent vraiment les médias russes ?](#) », RTS, 5 avril 2022.
- Organisation d'un panel et intervention : « Russia's information influence in Francophone Sub-Saharan Africa, from international broadcasting to media outsourcing », conférence 2022 de la British Association for Slavic and East European Studies (BASEES), université de Cambridge, 8-10 avril 2022.
- Intervention : « L'influence informationnelle de la Russie : acteurs, pratiques, contenus », festival Russinalco de l'INALCO, 12 avril 2022.
- Intervention : « [Les médias russes, enjeu stratégique de pouvoir, de contrôle et d'influence](#) », RTS, 16 avril 2022.
- Intervention dans l'émission *Les Enjeux internationaux*, « [À Gossi, au Mali, une “guerre informationnelle” entre France et Russie, sur le dos des morts](#) », France Culture, 25 avril 2022.
- Interview : « [Mali : “Le groupe Wagner est très actif dans la sphère informationnelle”](#) », *Libération*, 27 avril 2022.



Élie BARANETS

- Entretien : « Peut-on encore gagner une guerre ? », *Philosophie Magazine*, n° 158, mars 2022.
- Conférences : « Legacy, Marketing, or Codes? The Use of Great Thinkers in International Relations » et « War and Deception: The Strategic Importance of Rhetoric », Convention annuelle de l'International Studies Association, Nashville (Tennessee, États-Unis), 28 mars – 3 avril 2022.



Camille BOUTRON

- Coordination avec Nathalie Lapeyre et Marion Paoletti du dossier « [Le genre face aux armées](#) », *Travail, genre et sociétés*, n° 47, La Découverte, avril 2022, 252 p. ; introduction : avec Nathalie Lapeyre et Marion Paoletti, « Les armées face au genre : vers une remise en question de l'hégémonie masculine dans le monde militaire », p. 31-35 ; avec Claude Weber, « La féminisation des armées françaises : entre volontarisme institutionnel et résistances internes », p. 37-54.



Camille BRUGIER

- Intervention dans l'émission *Entendez-vous l'éco ?* sur « La Chine : une économie à l'abri des sanctions ? » aux côtés d'Alice Ekman et Mary-Françoise Renard, France Culture, 1^{er} avril 2022.

- Workshop « Terrains difficiles » sur les entretiens dans les régimes autoritaires et en zone de guerre avec les doctorants RIS et deux invités, Anne-Laure Mahé et Thibault Delamare, 5 avril 2022.



Thomas CALVO

- Présentation : « Crime in Madagascar: Coping with fear and victimisation on the labour market », conférence annuelle de l'European Public Choice Society, Universidade do Minho, Braga (Portugal), 11-14 avril 2022.

- Co-écriture, avec Emmanuelle Lavallée, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Arouna Sougané, de « Army Arrangement? Armed conflict and preference for democracy in Mali », présenté par Emmanuelle Lavallée à la conférence annuelle de l'European Public Choice Society, Universidade do Minho, Braga (Portugal), 11-14 avril 2022.



Paul CHARON

- Séance de travail avec le comité 8 des auditeurs de la session nationale politique de défense de l'IHEDN sur le thème de la subversion, École militaire, 1^{er} avril 2022.

- Présentation du rapport *Les opérations d'influence chinoises* avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, séminaire interne de l'École militaire (ACAD'EM), 7 avril 2022.

- Intervention : « Les opérations d'influence chinoises », conférence devant les auditeurs du Centre des hautes études militaires (CHEM), 21 avril 2022.

- Séance de travail avec le comité 8 des auditeurs de la session nationale politique de défense de l'IHEDN sur le thème de la subversion, École militaire, 22 avril 2022.

- Organisation et participation à une conférence-débat intitulée « Le retour des rivalités de puissance : vers un nouvel âge d'or du contre-espionnage ? », École Militaire, 27 avril 2022.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Conférences : « La péninsule Arabique et les printemps arabes » et « Questions et enjeux sécuritaires au Moyen-Orient et en péninsule Arabique », dans le cadre du programme Monde musulman et monde arabe, Sciences Po Lille, 8 avril et 15 avril 2022.

- Participation à une table ronde sur le Yémen : « Au bout de 7 ans de guerre, une trêve s'annonce », Observatoire Golfe DGRIS, 19 avril 2022.

- Journée workshop : Kuwait Chair dirigée par Pete W. Moore, « War and Institutional Change in the Middle East », Sciences Po Paris, 21 avril 2022.

- Invitée à l'émission *Les Enjeux internationaux* de Julie Gacon, « La trêve au Yémen et le nouveau Conseil de transition sous pression saoudienne », France Culture, 29 avril 2022.



Thibault DELAMARE

- Organisation, avec Adrien Estève, d'une [conférence-débat](#) sur le livre *Entrer en guerre au Mali*, avec les trois coauteurs, Grégory Daho, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Florent Poupponeau, Université de Strasbourg, Johanna Siméant-Germanos, École normale supérieure – Université Paris sciences et lettres, CERI Sciences Po, 15 avril 2022.

- Entretien : « [Comment transformer la défense française ? L'exemple de la garde nationale aux États-Unis](#) », avec Renaud Bellais, Fondation Jean Jaurès, 18 avril 2022.



Adrien ESTÈVE

- Organisation, avec Thibault Delamare, d'une [conférence-débat](#) sur le livre [Entrer en guerre au Mali](#), avec les trois coauteurs, Grégory Daho, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Florent Pouponneau, Université de Strasbourg, Johanna Siméant-Germanos, École normale supérieure – Université Paris sciences et lettres, CERI Sciences Po, 15 avril 2022.



Julia GRIGNON

- Publication : « [Le droit applicable aux affrontements en cours en Ukraine, un éclairage d'Osons le DIH ! #6](#) », Blog Quid Justitiae, 1^{er} avril 2022.

- Interviewée par Jean-Loup Adenor, « [Massacre de Boutcha : quatre questions sur le droit de la guerre](#) », *Marianne*, 4 avril 2022.

- Interviewée par Jean-Sébastien Soldaïni, « Crimes de guerre, crime contre l'humanité, ou génocide », extrait diffusé dans les Matinales de Radio France, 5 avril 2022.

- Intervention : « Du droit international humanitaire ? Quel droit international humanitaire ? », Conférence « Le conflit russo-ukrainien d'hier à aujourd'hui », Université de Neuchâtel, Suisse, 6 avril 2022.

- Capsule vidéo : « [Parole d'expert](#) », Croix-Rouge française, 6 avril 2022.

- Podcast : « [Ukraine : crimes de guerre et châtements](#) », « Le Collimateur », 12 avril 2022.

- Publication : « [Le droit applicable aux affrontements en cours en Ukraine, un éclairage d'Osons le DIH ! #7](#) », Blog Quid Justitiae, 12 avril 2022.

- Interviewée par Anissa Hammadi, « [Guerre en Ukraine : "boucher", "criminel", "génocide"... Pourquoi Biden est-il aussi offensif avec Poutine](#) », *Le Parisien*, 13 avril 2022.

- Entretien avec Juliette Roussin : « [Le droit international face à la guerre en Ukraine](#) », *La Vie des Idées*, 18 avril 2022.

- Publication : « [Le droit applicable aux affrontements en cours en Ukraine, un éclairage d'Osons le DIH ! #8](#) », Blog Quid Justitiae, 21 avril 2022.

- Article : « [Amplitude et subtilité du droit international humanitaire dans la guerre en Ukraine](#) », *Le Rubicon*, 25 avril 2022.

- Intervention : « Qualification du conflit et droit applicable », Conférence « Guerre en Ukraine : un conflit à la lumière du droit international », Aix-en-Provence, 26 avril 2022.

- Entretien : « [Le droit international face à la guerre en Ukraine : Trois Questions à Julia Grignon](#) », Institut Montaigne, 27 avril 2022.



Pierre HAROCHE

- Article : « [Aux armes, Européens !](#) », *Le Rubicon*, 4 avril 2022.

- Participations à l'émission *C dans l'air* sur la guerre en Ukraine, France 5, 14, 19 et 22 avril 2022.

- Tribune : « [Weaponising Europe: Why EU should buy arms for its states](#) », *euobserver*, 21 avril 2022.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Article : « Les guerres persisteront tant que l'humiliation restera le moteur des belligérants », *Le Monde Hors série*, n° 80, « La géopolitique mondiale en 40 cartes », mars 2022.

- Publication : avec Julian Fernandez (dir.), [Nations désunies ? La crise du multilatéralisme dans les relations internationales](#), CNRS éditions, avril 2022.

- Article : « [Une brève histoire de la démocratie, des origines à nos jours](#) », *Constructif*, 2022/1 (n° 61), 1^{er} trimestre 2022, p. 14-17.

- Soutenance de la thèse de Malcolm Léon, « La rivalité sino-américaine dans le cadre de l'innovation militaire. Le cas des drones aériens », Université de Poitiers, 1^{er} avril 2022.

- Conférence : « La théorie politique internationale », Université Rennes 1, faculté de droit et science politique, 7 et 8 avril 2022.

- Conférence : « La ruse et la force », cycle « Comprendre le monde », École de guerre, 22 avril 2022.

- Conférence : « La ruse et la force, du Cheval de Troie à l'Ukraine », Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, Toulon, 28 avril 2022.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article : « Une guerre majeure toujours possible et moins improbable », in *Le Rubicon, Ukraine : le choc de la guerre*, Paris, éditions des Équateurs, 2022, p. 125-141.
- Entretien : « [Ukraine : peut-on encore gagner une guerre ?](#) », *Le Figaro*, 4 avril 2022.

2022.

- Présentation du rapport *Les opérations d'influence chinoises* avec Paul Charon, séminaire interne de l'École militaire (ACAD'EM), 7 avril 2022.
- Conférence : « [Les armes de la désinformation](#) », IHEDN, École militaire, 7 avril 2022.



Édouard JOLLY

- Invité à l'émission *Un jour dans le monde* de Fabienne Sintès, « [Dans le Donbass, quelle stratégie militaire pour les Russes et les Ukrainiens ?](#) », France Inter, 12 avril 2022.

- Invité à la matinale de Franceinfo Radio, « [Quelle situation à Marioupol ?](#) », France Info, 18 avril 2022.

- Invité à l'émission *Le temps du débat* d'Emmanuel Laurentin, « [Qu'apprend-on de la conduite d'une guerre en observant l'Ukraine ?](#) », France Culture, 19 avril 2022.

- Interviewé par Xavier Frère, « Comment la Russie change de stratégie », Groupe ERBA (*Dernières Nouvelles d'Alsace, Le Dauphiné libéré, L'Est républicain, Le Bien public, Le Progrès, Vosges Matin, Le Républicain lorrain, etc.*), 6 avril 2022.

- Interviewé par Julien Elie, « [Guerre en Ukraine : invasion massive, destruction, contrôle total... que prépare la Russie à l'Est ?](#) », *Le Parisien*, 7 avril 2022.

- Interviewé par Hugues Maillot, « [Guerre en Ukraine : six concepts du théoricien militaire Carl von Clausewitz pour éclairer le conflit](#) », *Le Figaro*, 8 avril 2022.

- Interviewé par Alix L'hospital, « [Guerre en Ukraine : pourquoi les images nous semblent si violentes](#) », *L'Express*, 15 avril 2022.

- Interviewé par Laëtizia Lallement, « [Naufrage du Moskva : "C'est comme si la France perdait le Charles de Gaulle"](#) », Groupe ERBA (*Dernières Nouvelles d'Alsace, Le Dauphiné*

libéré, L'Est républicain, Le Bien public, Le Progrès, Vosges Matin, Le Républicain lorrain, etc.), 16 avril 2022.

- Interviewé par Paolo Philippe, « [Offensive russe dans le Donbass : l'Ukraine peut-elle résister ?](#) », *Le Parisien*, 19 avril 2022.

- Interviewé par Paolo Philippe, « [Guerre en Ukraine : ce que changerait la prise de Marioupol par les Russes](#) », *Le Parisien*, 20 avril 2022.



Anne MUXEL

- Conférence : « Les transformations de la citoyenneté démocratique dans les jeunes générations », Cercle Condorcet, Paris, 30 mars 2022.

- Invitée à *La Grande Table des idées*, France Culture, 7 avril 2022.

- Conférence : « L'Autre à distance. Une nouvelle grammaire de la relation » dans le cadre des Amphis 21 de Sciences Po, 7 avril 2022.

- Entretien : « [Comprendre l'abstention des jeunes en cinq questions](#) », *The Conversation*, 13 avril 2022.

- Entretien : « Le vote est de moins en moins considéré comme un devoir », *Society*, n° 178, 14-27 avril 2022.

- Article : « [Pourquoi les classes populaires et les jeunes s'abstiennent-ils le plus ?](#) », *L'Humanité*, 14 avril 2022.

- Article : « [Engagement](#) », rubrique « En un mot », *Le un hebdo*, 18 avril 2022.

- Invitée à la Matinale, France Culture, 25 avril 2022.



Angélique PALLE

- Conférence : « Civilian-Military Humanitarian Coordination Research Symposium and Workshop », Watson Institute for International and Public Affairs, Brown University, Providence, États-Unis, 28 au 30 mars 2022.

- Chapitre : avec Sophie Hou, « L'énergie peut-elle rester la chasse gardée des États », dans Groupe d'études géopolitiques de l'ENS (coord.), *Dans l'urgence climatique, penser la transition énergétique*, Gallimard, coll. « Folio actuel », n° 185, mars 2022.

- Podcast : « [Face à la Russie : énergie et dépendances](#) », « Le Collimateur », 8 avril 2022.

- Participation, avec Pierre Charbonnier et Philippe Roger-Vion, à l'émission *Le temps du débat*, « [Une écologie de guerre peut-elle exister](#) », France Culture, 14 avril 2022.

docteur en géographie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et post-doctorante au CRESAT (Université de Haute-Alsace), IDA/IRSEM, 14 avril 2022.



Marianne PÉRON-DOISE

- Accueil et échanges avec le [Dr Rikke Haugegaard](#), chercheuse à l'Université de Copenhague et professeure au Royal Danish Defense College, sur les dynamiques culturelles et les dilemmes politiques à l'œuvre dans les expériences de renforcement des capacités maritimes (*Maritime Capacity Building*) dans l'océan Indien et le golfe de Guinée, IRSEM, 1^{er} avril 2022.

- Présentation [en ligne] : « Enjeux de sécurité maritimes en mer de Chine de l'Est » dans le cadre d'une session nationale de l'IHEDN, 2 avril 2022.

- Modération avec le Dr Patrick Kollner de la présentation du Dr Steven Ratuva « [The Indo-Pacific Alliance as a New Regional Hegemon: Implications for the Blue Pacific Strategy](#) », organisée dans le cadre de l'Observatoire Indo-Pacifique franco-allemand du GIGA de Hambourg et du CERI Sciences Po [en ligne], 4 avril 2022.

- Présentation [en ligne] : « General view of the EUMSS: assessing emerging risks, threats and futurs challenges at sea » dans le cadre de la session de l'IHEDN organisée au profit du Collège européen de défense et de sécurité (CESD), Bruxelles, 5 avril 2022.

- Présentation [en ligne] dans le cadre de la table ronde « Rountable on security and Defense » du séminaire « [The Outcomes of the Ministerial Forum for cooperation in the Indo-Pacific](#) », co-organisé par l'ambassade de France au Cambodge et le think tank Asian Vision Institute, Phnom Penh, 27 avril 2022.



Maud QUESSARD

- Présidence et organisation, avec Dusan Bozalka, du séminaire sur les guerres de l'information « Nationalisme et complotismes aux États-Unis », avec Sarah Louette et Divina Frau-Meigh (CREW Université Paris 3-Sorbonne Nouvelle), IRSEM, 6 avril 2022.

- Présidence et organisation, avec Jean-Baptiste Velut (Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle), du séminaire « Géopolitique des énergies renouvelables », du cycle « Environnement et conflits », avec Audrey Sérandour,



Benoît RADEMACHER

- Intervention : « Industries et innovation de défense » dans le cadre du 130^e cycle IHEDN-Jeunes de Paris, École militaire, 26 avril 2022.



Maxime RICARD

- Intervention : « Negotiating social order in Ivory Coast », Cours « Religion in Africa », Département de religion, Florida State University, États-Unis, 29 mars.

- Présentation : « Shifting civil-military relations in West Africa: quicksands of disorder in the Sahel and beyond », Lecture internationale annuelle de la Fondation Ruth K. and Shepard Broad au College of Social Sciences and Public Policy, Florida State University, États-Unis, 29 mars 2022.

- Présentation : « Alternatives to coercion: negotiating post-conflict urban order in Côte d'Ivoire », panel « A Global Problem of Local Policing: Comparative Policing Practices and Lessons to be Learned », International Studies Association Conference, Nashville, États-Unis, 3 avril 2022.

- Présentation [en ligne] : « Fumoirs et relations d'interdépendance : négocier l'ordre social à Abobo, Abidjan », Conférence « [The Moral Landscapes of Drugs in Africa](#) », IFRA-Nigéria, 27 avril 2022.



COL Stéphan SAMARAN

- Publication : « [Kazakhstan, January 2022: A strategic surprise?](#) », Research Paper No. 122, IRSEM, 4 avril 2022 [traduction en anglais de la Note de recherche n° 122, parue le 3 mars 2022].



Celine THAM

- Publication : « [Trends in legislation against false and harmful information in the Asia-Pacific](#) », Research Paper No. 126, IRSEM, 14 avril 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Modérateur d'une table ronde dans la conférence de lancement de l'ouvrage *Malaisie contemporaine* (Les Indes savantes, 2022), CERI-Sciences Po, 1^{er} avril 2022.

- Intervention : « L'armée populaire vietnamienne, un acteur d'influence », DU Tremplin pour le Viêt Nam, Université Paul Valéry – Montpellier 3, 4 avril 2022.

- Présentation du livre *Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple* (Ateliers Henry Dougier, 2021), IGESA – ministère des Armées, 7 avril 2022.



Amélie ZIMA

- Conférence : « Comprendre l'OTAN aujourd'hui », Université catholique de Lille, L1 de science politique, 28 mars 2022.

- Article : « [La guerre en Ukraine : quel rôle pour l'OTAN ?](#) », Club des juristes, 30 mars 2022.

- Conférence : « Initiatives et limites de l'action de l'OTAN en Ukraine : quel impact sur le nouveau concept stratégique ? », Innovation-Défense Lab – Club Phoenix, Paris, 21 avril 2022.

- Interview : « [L'OTAN n'est pas floue, elle maintient l'ennemi dans l'incertitude](#) », *Le Parisien*, 4 avril 2022.

- Citée dans « [Les erreurs des candidats à l'élection présidentielle sur la France dans l'OTAN](#) », *Le Monde*, « Les Décodageurs », 6 avril 2022.

- Citée dans « [Marine Le Pen et l'OTAN : un retrait partiel aussi incohérent que risqué](#) », *L'Express*, 15 avril 2022.



Océane ZUBELDIA

- Membre du jury de soutenance de la thèse de doctorat en science politique de Malcolm Leon-Zytnicki intitulée « La rivalité sino-américaine dans le cadre de l'innovation militaire : le cas des drones aériens », Université de Poitiers (faculté de droit et des sciences sociales), 1^{er} avril 2022.

- Publication : « L'échiquier russe : drones, leviers de puissance, et autonomie stratégique », *Diplomatie*, Les Grands Dossiers, n° 67, avril-mai 2022, p. 82-84.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Julien FRAGONN

- Organisation avec Karine Roudier du colloque « Les nouveaux défis du renseignement », Sciences Po Lyon, 8 avril 2022.

- Entretien : « [On connaît les services de renseignement surtout à travers leurs échecs, leurs réussites sont inconnues](#) », *Lyon Mag.com*, 5 avril 2022.



Raphaëlle KHAN

- Intervention dans l'émission *Les Enjeux internationaux*, « [Qui peut sortir le Sri Lanka de la crise ?](#) », France Culture, 8 avril 2022.



Chantal LAVALLÉE

- Intervention : « Le Canada à la croisée de nouveaux écosystèmes de défense » dans le cadre de la conférence « Le Canada et le rôle du renseignement face aux menaces et défis émergents », organisée par le Réseau d'analyse stratégique et CRITIC, Université Bishop's, Sherbrooke, Québec, Canada, 8 avril 2022.

- Modératrice et discutante sur le panel « Genre, paix et sécurité » dans le cadre du Colloque québécois sur la sécurité internationale pour les étudiants du premier cycle, Université Bishop's, Sherbrooke, Québec, Canada, 9 avril 2022.

- Intervention : « La guerre en Ukraine : un catalyseur pour la défense européenne » dans le cadre de la « Table ronde sur la situation en Ukraine », organisée par le Centre sur la gouvernance sécuritaire et de crise (CRITIC), Collège militaire royal de Saint-Jean, Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec, Canada, 21 avril 2022.



Earl WANG

- Publication : « [Eu's paradigm shift towards the rise of China](#) », Research Paper No. 124, IRSEM, 4 avril 2022.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Organisation et modération du webinaire « China's Digital Ambitions: A Global Strategy to Supplant Liberal Order » co-organisé par le Taiwan Center for Security Studies de la National Chengchi University et le National Bureau of Asian Research, 6

avril 2022.



Damien VAN PUYVELDE

- Conférence : « The relationship between intelligence practitioners and academic in France: from strangers to partners », ISA Annual Convention, Nashville, TN, 1^{er} avril 2022.

- Séminaire : « Is cyber intelligence a game-changer? », *EU Cyber Direct*, 13 avril 2022.

- Conférence : « La production des savoirs dans la communauté américaine du renseignement depuis 1945 », Colloque annuel de l'Académie du renseignement, Paris, 26 avril 2022.

- Table ronde : « Une école du renseignement "à la française" », Colloque annuel de l'Académie du renseignement, Paris, 26 avril 2022.

- Conférence-débat : « Le retour des rivalités de puissance : vers un nouvel âge d'or du contre-espionnage ? », IRSEM, Paris, 27 avril 2022.

- Interview : Matthieu Suc, « L'armée russe défaite par... un téléphone portable », *Mediapart*, 29 avril 2022.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ESCALADE NUCLÉAIRE NON INTENTIONNELLE

WU Riqiang, « [Assessing-China-U.S. Inadvertent Nuclear Escalation](#) », *International Security*, 46:3, 2022, p. 128-162.

Les risques d'escalade nucléaire non intentionnelle entre les États-Unis et la Chine sont une source de préoccupation pour les décideurs autant qu'un sujet de recherche récurrent en Relations internationales. Avec son article « Assessing China-U.S. Inadvertent Nuclear Escalation », Wu Riqiang tente de contribuer à la discussion en intégrant à l'analyse deux variables jusque-là négligées : la capacité de survie des forces nucléaires chinoises en cas d'attaque conventionnelle d'une part, et, d'autre part, le système de commandement, contrôle et communication nucléaire (NC3) chinois. Bien que l'hypothèse d'une guerre sino-américaine majeure qui escalade en guerre nucléaire ne soit pas absolument fantaisiste, la probabilité de son occurrence demeure remarquablement faible, considère Riqiang. Les forces nucléaires chinoises survivraient sans doute à une attaque conventionnelle accidentelle. Même si un affrontement conventionnel avec les Américains détériorerait probablement le système NC3 chinois, les décideurs politiques à Beijing parviendraient sans doute à maintenir un certain niveau de communication d'urgence avec les forces nucléaires et ainsi éviter qu'une initiative d'escalade soit prise sans concertation avec le pouvoir central. En outre, le système NC3 chinois est hautement centralisé, donnant la priorité au « contrôle négatif », minimisant le risque d'escalade.

Élie BARANETS

Chercheur Sécurité internationale

CONFLIT EN UKRAINE

DÉROULEMENT DE L'INVASION EN UKRAINE

Raphael S. COHEN, « [The Ukraine War's Three Clocks](#) », RAND Corporation, 1^{er} avril 2022.

Quelle fin envisager pour la guerre en Ukraine, alors que celle-ci entre dans son deuxième mois ?

Pour Raphael Cohen, directeur du domaine *Strategy and Doctrine* à la RAND Corporation, les clés de lecture de la situation sont à chercher du côté de trois « horloges » : celles de l'Ukraine, de la Russie et enfin des États-Unis et, plus largement, de l'OTAN.

Les précédents du Blitz pendant la Seconde Guerre mondiale, de la guerre du Vietnam ou plus récemment de la guerre civile syrienne nous laissent penser que l'horloge ukrainienne pourrait ne pas s'arrêter avant des années. En effet, la résilience de l'armée et de la population, ajoutée au soutien matériel des pays occidentaux, et ce malgré d'importantes pertes, devrait permettre à l'Ukraine de tenir si la situation ne venait pas à subir d'évolution majeure.

En revanche, l'horloge russe semble souffrir d'une plus grande pression. En effet, les importantes pertes de la Russie ainsi que les oppositions internes, que le régime de Poutine tente de bâillonner, pourraient menacer la survie de ce dernier. Il est néanmoins possible que les sanctions occidentales provoquent un effet de « ralliement au drapeau » sur lequel pourrait s'appuyer Poutine pour asseoir la légitimité de son régime.

Enfin, l'horloge des États-Unis et de l'OTAN semble en suspens face au dilemme de l'intervention. En effet, les risques d'escalade en un conflit nucléaire sont tels qu'une intervention militaire n'est pas envisageable. Néanmoins, une décision s'imposerait en cas d'escalade importante de la part de la Russie, notamment dans le cas d'emploi d'armes de destruction massive. Si Joe Biden a écarté catégoriquement la perspective d'une intervention militaire en soutien à l'Ukraine, près d'un tiers de la population américaine (proportion similaire en Europe) soutiendrait une intervention. Une mobilisation massive des opinions publiques pourrait toutefois peser sur le fonctionnement de l'horloge américano-atlantique.

Ainsi, cette logique des « trois horloges » nous permet d'analyser le difficile numéro d'équilibriste auquel sont contraints les États-Unis, et, plus largement, le « camp occidental » : maintenir une pression suffisante sur la Russie, de telle sorte que le temps compté par son « hor-

loge » s'écoule plus vite que celui compté par l'horloge ukrainienne, mais toutefois sans dépasser le seuil de l'escalade.

MULTILATÉRALISME ET RECOMPOSITION DES ALLIANCES EN MARGE DU CONFLIT UKRAINIEN

Colin WALL, Sean MONAGHAN, Pierre MORCOS, « [Will Finland and Sweden Join NATO?](#) », *Critical Questions*, Center for Strategic and International Studies, 15 avril 2022.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, rebattant les cartes de la géopolitique européenne, a poussé à la recomposition stratégique des alliances et au renouvellement des doctrines de défense d'un certain nombre de pays, à commencer par la Suède et la Finlande. Les deux démocraties scandinaves, associées de longue date à l'OTAN sans toutefois en faire partie, seraient en passe d'adhérer à l'Organisation, une rupture stratégique inédite par rapport à leur traditionnel positionnement de neutralité face à la Russie.

En effet, l'approfondissement des relations entre l'OTAN et les deux États entamé depuis la chute de l'URSS s'est accéléré brusquement à la suite de l'agression russe en Ukraine, l'Alliance coopérant notamment avec les deux pays lors de récents exercices. Un tournant s'est ainsi véritablement fait ressentir au sein des deux pays, les principaux partis politiques, suivant une dynamique portée par l'opinion publique, soutenant désormais presque unanimement une adhésion à l'Organisation, ceci incluant ceux y étant traditionnellement les plus opposés.

L'intégration de la Suède et de la Finlande apparaît comme une opération avantageuse pour l'Organisation. Répondant d'ores et déjà aux critères de recrutement de cette dernière et en partageant les valeurs, les démocraties scandinaves font office aujourd'hui de références sur la scène sécuritaire européenne. En plus de ressources capacitaires de haute qualité, notamment en termes d'équipement, la Suède et surtout la Finlande font figure de remparts chevronnés face aux tentatives de déstabilisation hybrides russes. En conséquence, leurs doctrines de Défense respectives jouissent d'une excellente réputation au sein des domaines de la Défense européens.

La question qui se pose est ainsi celle de la réaction de la Russie à une prochaine adhésion des deux pays à l'OTAN, notamment vis-à-vis des risques d'escalade. Au vu du déroulement du conflit, et notamment de ses coûts pour la Russie, il est peu probable que cette dernière s'engage dans une attaque à la frontière finlandaise, d'autant plus

que Poutine est bien conscient de l'alignement de longue date des deux pays avec l'OTAN. Néanmoins, les capacités russes à proximité directe des deux pays, notamment en mer Baltique, restent significatives. Si adhésion il y a, de solides garanties de sécurité (déjà en discussion à Bruxelles) devraient être fournies par l'OTAN. Le Sommet de l'OTAN, prévu pour fin juin, sera sûrement l'occasion d'annonces importantes.

Michael LEVYSTONE, « [Russie-Venezuela, un partenariat à l'épreuve de la guerre en Ukraine](#) », *Briefings de l'IFRI*, Institut français des relations internationales, 8 avril 2022.

Dans cette note, l'auteur revient sur les liens étroits noués entre le Venezuela et la Russie depuis le début des années 2000. Il aborde ainsi la coopération sur les plans militaire et énergétique entre les régimes de Chavez et de Poutine au cours des années 2000, portée notamment par une remise en cause de l'ordre international marqué par l'unilatéralisme américain. Ensuite, il décrit la poursuite de cette coopération sous Nicolas Maduro depuis 2013, où l'on voit la Russie user de ses réseaux et de son influence au sein des instances internationales afin de soutenir financièrement comme politiquement le régime chaviste, soutien prenant la forme d'un patronage.

Ceci explique le soutien, en apparence indéfectible, que le Venezuela affiche envers la Russie. Caracas a ainsi reconnu l'indépendance des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, brocardé les lourdes sanctions occidentales infligées à l'économie russe et n'a pas assisté au vote de la résolution « Agression contre l'Ukraine », adopté par l'Assemblée générale de l'ONU le 2 mars.

Toutefois, un rapprochement inattendu s'est effectué entre le pays et les États-Unis, suivant l'embargo imposé par Joe Biden aux hydrocarbures russes, et ce alors que les deux États avaient rompu leur dialogue diplomatique depuis 2019. Le Venezuela, grand producteur de pétrole et fournisseur des États-Unis jusqu'à la rupture de leurs relations, pourrait en effet retrouver son ancien rôle afin de pallier l'arrêt des importations russes. Néanmoins, les sanctions américaines et internationales ont miné les capacités pétrolières du pays, dont la production n'atteint pas la moitié de ce qu'elle était il y a encore quelques années. Joe Biden doit de plus composer avec le climat de vive hostilité envers le régime de Maduro animant la classe politique et une partie de l'opinion publique américaine.

Ainsi, une véritable reprise des relations entre les deux pays, ne serait-ce que pour l'importation d'hydrocarbures, devrait passer par une aide américaine à la rénova-

tion du parc pétrolier vénézuélien, et, de l'autre côté, par des gages d'ouverture démocratique de la part du régime de Maduro. Or, ce dernier pourrait être tenté d'opérer un revirement d'alliance en faveur des États-Unis, qui lui profiterait financièrement et *in extenso* politiquement (les prochaines élections étant prévues pour 2024). Ainsi, le Venezuela a multiplié ces derniers temps les déclarations et gages de bonne foi, donnant à penser qu'un véritable apaisement des relations avec les États-Unis serait possible.

La volonté américaine de renouer avec des États honnis (Venezuela mais également Iran), à l'aune de ses préoccupations énergétiques, montre à quel point la marginalisation de Moscou est devenue une priorité diplomatique pour Washington. Son activité diplomatique en atteste, en Europe comme en Amérique latine et au Moyen-Orient.

Selim DOREL
Assistant de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Camille BOUTRON, Nathalie LAPEYRE, Marion PAOLETTI (dir.), dossier « [Le genre face aux armées](#) », *Travail, genre et sociétés*, n° 47, La Découverte, 2022, 252 p.

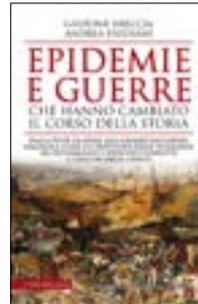
[Travail, genre et sociétés](#) est une revue interdisciplinaire de sciences sociales s'intéressant à la question du travail dans le champ des recherches sur le genre. Depuis sa création en 1999, elle a publié de nombreux dossiers thématiques permettant d'explorer en ce sens différentes dimensions du monde du travail – et plus largement des organisations. Le numéro 47 qui vient de paraître consacre ainsi un dossier thématique aux questions de genre dans le champ de la sociologie militaire intitulé « Le genre face aux armées ». Coordonné par [Camille Boutron](#), chercheuse à l'IRSEM au sein du domaine « Défense et société », Nathalie Lapeyre, professeure de sociologie à l'université de Toulouse Jean Jaurès, et Marion Paoletti, professeure de sociologie à l'université de Bordeaux, ce dossier cherche à mettre en lumière les diverses problématiques posées par la perspective croisée des études de genre et de la sociologie militaire. À travers plusieurs études de cas réalisées dans différents pays (France, Grèce, Haïti et Portugal), le dossier propose d'interroger les changements provoqués par la féminisation des armées et les politiques de mixité, la remise en cause du modèle masculin de virilité, ou encore l'impact de la mise en œuvre du programme des Nations unies « Femme, paix et sécurité » pour la prise en compte du genre dans le monde militaire.

Le premier article, « La féminisation des armées françaises : entre volontarisme institutionnel et résistances internes », de Camille Boutron et Claude Weber, aborde le paradoxe caractérisant la volonté affichée de faciliter l'intégration des femmes dans les armées françaises et les résistances tenaces auxquelles elles doivent cependant continuer à faire face dès lors qu'il s'agit d'assumer un rôle opérationnel. L'article montre notamment comment la présence des femmes au sein d'unités combattantes viendrait éventuellement remettre en question la légitimité de la violence collective exercée par les armées. Le deuxième article, « Le service militaire en Grèce : fabriquer de "vrais hommes", de Angeliki Drongiki, s'intéresse au service militaire en Grèce et à la façon dont il agit en tant qu'instrument de socialisation masculine,

en se présentant notamment comme un rite de passage permettant la reproduction de la domination masculine dans la société grecque. À partir d'une enquête réalisée sur les casques bleus brésiliens mobilisés en Haïti, le troisième article, « Masculinité et maintien de la paix : les Casques bleus brésiliens en Haïti », de Izadora Xavier do Monte, montre la façon dont les opérations de paix onusiennes, se multipliant depuis la fin des années 1990, en intégrant une dimension humanitaire ont contribué à une transformation des masculinités militaires sans toutefois remettre en question leur hégémonie. Enfin, « L'impact du programme des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité. L'exemple du Portugal » d'Helena Carreiras, Cristina Rodrigues da Silva et Luis Malheiro, examine la mise en œuvre du programme « Femmes, paix et sécurité » au Portugal, et plus particulièrement au sein du ministère de la Défense, en se demandant notamment quels ont pu en être les impacts dans le monde militaire.

Les évolutions des armées contemporaines depuis les dernières décennies ont eu pour conséquences, dans les sciences humaines et sociales notamment, de faire émerger de nouvelles problématiques pour la sociologie militaire. Les études de genre ont alors apporté de nouveaux cadres d'analyse du métier de militaire, mais ont aussi permis d'ouvrir de nouveaux questionnements sur les liens entre armées et sociétés, ou encore sur la place des masculinités dans les organisations militaires vis-à-vis de l'exercice de la violence légitime. Ayant pour objectif de questionner la différence des sexes dans le monde du travail, la revue *Travail, genre et sociétés* permet de mettre en confrontation deux sujets perçus comme opposés : le milieu des armées et les études de genre. Chacun des articles composant ce dossier est le fruit d'un important travail de recherche empirique abordant ces différentes thématiques, à la croisée de la sociologie militaire et des études de genre.

Charlotte DUCRET
Assistante de recherche



Gastone BRECCIA et Andrea FREDIANI, *Epidemie e guerre che hanno cambiato il corso della storia. Dalla peste di Atene alla grande influenza spagnola: come la diffusione delle pestilenze ha determinato l'esito dei conflitti e i destini delle civiltà* [« Épidémies et guerres qui ont changé le cours de l'histoire. De la peste d'Athènes à la grande grippe espagnole : comment la diffusion des maladies a déterminé l'issue des conflits et la destinée des civilisations »], Newton Compton Editori, avril 2020.

Ce livre, qui n'est pas traduit en français, est l'œuvre de deux historiens italiens. Gastone Breccia, né à Livourne en 1962, enseigne depuis 2000 l'histoire byzantine et l'histoire militaire antique à l'Université de Pavie. Il a dirigé l'ouvrage collectif *L'art de la guerre, de Sun Tzu à Clausewitz* et est l'auteur de *L'art de la guérilla, Les guerres de l'Empire romain d'Orient, IV-IX^e siècles, Scipion l'Africain, l'invincible qui a fait grandir Rome*. Andrea Frediani, né à Rome en 1963, est consultant de la revue *Focus Wars*. Il est l'auteur de nombreux ouvrages historiques, tels *L'histoire du monde en 1001 batailles, Les grandes batailles de la Rome antique*.

Deux grands fléaux, les épidémies et les guerres, ont affligé l'humanité dès l'aube des temps, en provoquant souvent un troisième, la famine. Ils se sont révélés encore plus dévastateurs lorsqu'ils se sont produits simultanément, dans des périodes cruciales de l'histoire qui ont fini par déterminer le destin d'une civilisation. Un conflit de grande ampleur, en effet, a parfois favorisé la diffusion de l'épidémie et celle-ci, à son tour, a déterminé le développement et l'issue de la guerre, dans une interaction létale qui a multiplié exponentiellement les effets des deux événements. L'œuvre analyse, à travers les témoignages de ceux qui les ont directement vécus, six moments-clés de l'histoire, mettant en évidence les dynamiques de causes à effets et les relations entre les deux fléaux qui se sont mutuellement nourris, et en examinant l'évolution en termes sociaux, économiques, politiques, militaires et psychologiques des sociétés qui les ont subis.

La peste d'Athènes (430-426 avant J.-C.) pendant la guerre du Péloponnèse : Thucydide, acteur en tant que général athénien, décrit les opérations et explique comment une épidémie (peut-être de typhus), alliée à de mauvais choix stratégiques, a précipité la défaite d'Athènes dans ce conflit et la fin de son empire.

La peste antonine (165-180 après J.-C.) pendant la guerre contre les Parthes sous le règne de Marc Aurèle :

Vraisemblablement la variole, contractée par les légionnaires romains en Syrie, se propage dans toute l'Italie, où elle frappe les villes mais aussi les campagnes, provoquant disettes et diminution des capacités de recrutement pour les expéditions militaires à venir pour la défense des frontières de l'empire.

La peste bubonique sous Justinien (541-542) pendant la guerre contre les Perses sassanides : Le foyer initial sur le territoire de l'Empire byzantin est la ville portuaire de Péluse, en Égypte. À l'origine, les marchandises transportées par voie maritime de l'Inde ou Ceylan jusqu'à la côte d'Afrique orientale qui, après déchargement à l'extrémité nord de la mer Rouge, voyageaient par voie terrestre jusqu'aux ports du delta du Nil pour être ensuite chargées à bord de bateaux marchands à destination de Constantinople et de tout le bassin méditerranéen puis de l'Europe du Nord.

La peste noire (1347-1350) : Transportée par les navires de commerce génois chargés en Crimée, l'épidémie arrive dans les ports de Messine, Gênes et Marseille en novembre 1347 et se répand dans toute l'Europe. Trente pour cent de la population européenne et la moitié de la population urbaine périssent de la maladie. Sur des populations affaiblies par les pillages des troupes anglaises, l'épidémie fait des ravages, y compris à Paris et Londres, interrompant pour plusieurs années et prolongeant la guerre dite de Cent Ans.

La peste en Italie au cours de la guerre de succession de Mantoue (1628-1630), épisode de la guerre de Trente Ans (1618-1648) : Apportée par les « bandes allemandes », troupes de l'empereur Ferdinand II de Habsbourg, l'épidémie accompagne les troupes impériales dans toute la Lombardie, et ravage Milan au printemps 1630. Entre la fin 1629 et le début 1631, au moins un million d'habitants de l'Italie du Nord emportés par l'épidémie peuvent être considérés comme victimes collatérales d'un petit conflit dans le cadre plus large d'une guerre européenne.

La grippe espagnole (1918) : En trois vagues successives, de mars 1918 au début de 1920, la « grippe espagnole » issue du virus H1N1 d'origine aviaire puis porcine s'est transmise à l'homme dans les conditions de promiscuité des tranchées puis à l'arrière des combats dans les hôpitaux militaires, les camps d'entraînement, et à la population civile. D'Europe, la pandémie s'est propagée au monde entier, tuant entre 20 et 50 millions de personnes.

COL Stéphan SAMARAN

Directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines »

À VENIR

9 mai : Webinaire « [Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques : Embodied medicine et santé du militaire](#) », avec Marion TROUSSELARD, médecin chef des services, Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA), 16h-17h30. [Inscription obligatoire.](#)



L'individu se construit et vit en société par la perception intégrée de lui-même et des autres dans un environnement en changement permanent. Si l'adaptation aux changements et contraintes est consubstantielle de toute vie humaine, elle est particulièrement prégnante en milieu militaire où les contraintes sont multiformes, répétées et souvent intenses voire traumatisantes.

L'adaptation implique une perception de soi ajustée à chaque instant. En effet, les capteurs sensoriels participent à déterminer une représentation du monde qui est la manière dont le cerveau s'ajuste aux flux constants d'informations. Cette approche s'inscrit dans la théorie de l'énaction, ou cognition incarnée, qui postule que chaque événement laisse une trace dans le cerveau et que toute contrainte intense et/ou prolongée transforme la morphologie cérébrale durablement puisque le cerveau est, en permanence, énéacté par son interaction avec l'environnement.

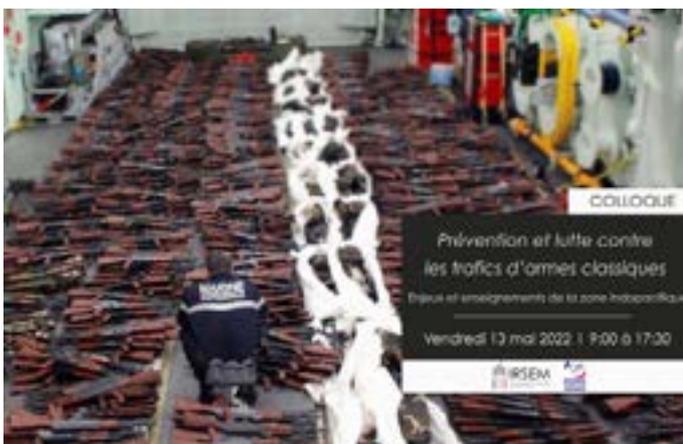
Cette interaction dynamique traduit une propriété fondamentale de plasticité du tissu neuronal et la capacité du système nerveux à s'adapter aux changements environnementaux, phénomène intrinsèque au fonctionnement cérébral et essentiel à son homéostasie.

L'énaction d'un sujet est à la base de son inscription dans le monde environnant. Appliqué à la santé, ce cadre a conduit à l'émergence récente d'une approche médicale « incarnée », ou *embodied medicine*. Cette approche innovante ambitionne de mieux appréhender les processus

de remodelage subtil du système nerveux à l'œuvre dans l'interaction corps/cerveau/environnement. Elle s'appuie sur une utilisation raisonnée des capteurs (neuro)physiologiques pour proposer des prises en charge. Nous nous proposons de réfléchir aux étapes d'une feuille de route de l'*embodied medicine* appliquée au militaire pour envisager des pistes d'aguerrissement respectueux du fonctionnement humain.

Ce webinaire s'inscrit dans le cadre du séminaire mensuel « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », organisé par Pierre Bourgois (Université catholique de l'Ouest (UCO, Angers) et [Océane Zubeldia](#) (Institut de recherche stratégique de l'école militaire, IRSEM).

13 mai : Colloque « [Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques : les enjeux et enseignements de la zone indopacifique](#) », IRSEM/DGRIS, 9h-17h30. [Inscription obligatoire.](#)



Les trafics d'armes classiques constituent une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité internationales. La lutte contre ces trafics constitue une priorité pour la France, notamment dans la zone indopacifique, espace étendu de Djibouti à la Polynésie. La France, qui s'est dotée d'une stratégie de défense en Indopacifique en 2020, a fait de cette zone une priorité de politique étrangère de sa présidence du Conseil de l'UE au premier semestre 2022.

Face à cette actualité, ce séminaire sera l'occasion d'explorer la question du trafic d'armes dans la zone indopacifique et ses enjeux connexes, afin de nourrir la réflexion sur ces problématiques, de renforcer le dialogue entre experts français et internationaux ainsi que d'élaborer des propositions d'action.

APPEL À CONTRIBUTIONS

De l'irrégularité à la haute intensité : quelle conflictualité après la guerre en Ukraine ?

L'IRSEM s'associe au Service historique de la Défense (SHD) à l'occasion de la journée d'étude des doctorants sur le sujet « De l'irrégularité à la haute intensité : quelle conflictualité après la guerre en Ukraine ? » qui se déroulera le 26 septembre 2022 à l'École militaire.

Des doctorants aux compétences variées (philosophie, histoire, science politique, relations internationales, droit, sociologie...) sont invités à proposer des communications autour des axes suivants :

- Axe 1 : Le retour à la haute intensité : une rupture stratégique ?
- Axe 2 : Rupture ou continuité historique – combien de fois fut enterrée la guerre irrégulière ?
- Axe 3 : Opposition conceptuelle en conflits réguliers/irréguliers – réalité stratégique ou outil de langage politique ?

Retrouvez ici [l'appel à contributions détaillé \(PDF\)](#).

Date limite des propositions : 9 mai 2022.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Mai 2022

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Prix, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 25\)](#)

Chine, États-Unis/Ukraine

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 28\)](#)



[À VENIR \(p. 29\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Strategic Brief No. 38 – 3 mai.

« [China's Drone Mania](#) », par Loro HORTA, 2 p.

In recent years China has made significant progress in the development and fielding of military drones. In late September 2021 China hosted the Zhuhai air show after an interruption of 3 years due to the COVID pandemic. Chinese state media gave extensive coverage to the country's drone industry.



Étude n° 93 – 5 mai.

« [La latence nucléaire du Japon : un levier diplomatique à double usage ?](#) », par Timothée ALBESSARD, 138 p.

En dépit de divers obstacles juridiques, politiques et techniques à une éventuelle prolifération nucléaire du Japon, l'archipel dispose de capacités nucléaires latentes liées à la dualité de sa politique de retraitement du plutonium et de son programme spatial. Ces capacités, de même que les déclarations de hauts responsables politiques japonais et les doutes fréquents du Japon vis-à-vis de la dissuasion élargie des États-Unis, entretiennent l'idée d'une politique du seuil selon laquelle Tōkyō conserverait les moyens de se doter ultimement d'une capacité de dissuasion propre, prête à prendre le relais en cas d'échec de l'alliance avec les États-Unis face aux pressions grandissantes de la Chine et de la Corée du Nord.

Si l'absence d'un programme nucléaire militaire et de décisions politiques prises en ce sens empêche de parler d'une véritable stratégie de nuclear hedging de la part du Japon, on peut cependant estimer qu'il existe, face aux crises et aux tensions régionales, une utilisation politique par Tōkyō de cet état de fait (« le Japon dispose de capa-

cités nucléaires latentes »), visant à pousser les États-Unis à renforcer leurs garanties de sécurité tout en traçant une ligne rouge implicite pour Pékin et Pyongyang, par le rappel du potentiel de prolifération du Japon.



Brève stratégique n° 39 – 6 mai.

« [La “cobelligérance”, ou quand un État devient-il partie à un conflit armé ?](#) », par Julia GRIGNON, 2 p.

Bien que la notion de « cobelligérance » ne soit pas consacrée en droit des conflits armés, elle pose la question du moment, ou du seuil, à partir duquel le soutien apporté par un ou des État(s) à un autre dans sa lutte contre un ennemi commun en font une ou des partie(s) à ce conflit armé. Dans le cas de la guerre en Ukraine, le soutien apporté par un grand nombre d'États à Kyiv, notamment au travers de la livraison d'armes, ne fait pas de ces États des « cobelligérants ».



Strategic Brief No. 39 – traduction.

« [“Co-belligerency” or when does a State become a party to an armed conflict?](#) », by Julia GRIGNON, 2 p.

Although the concept of “co-belligerency” is not enshrined in the Law of Armed Conflict, it raises the question of the moment in time, or the threshold, at which the support given by one or several State(s) to another in its fight against a common enemy makes them party to that armed conflict. In the case of the war in Ukraine, the support given by a large number of States to Kyiv, particularly through arms transfers, does not make these states “co-belligerents”.



Strategic Brief No. 35 – traduction.

« [War in Ukraine and the rules governing the conduct of hostilities under the Law of Armed Conflict](#) », by Julia GRIGNON, 2 p.

Whereas civilian objects shall never be the object of attack, there is no conflict that does not cause damage to them nor loss of civilian life. What constitutes a target under the Law of Armed Conflict? And how does the law deal with incidental damages? This brief answers these questions through the prism of current events in Ukraine.



Strategic Brief No. 40 – 12 mai.

« [Sudan foreign policy after the coup: Military-led, security-focused, and aligning with Russia?](#) », by Anne-Laure MAHÉ, 2 p.

Sudan's recent foreign policy moves demonstrate an increasing alignment with Russia and a pull away from the US and European partnerships that the transitional authorities had developed since 2019. This is one of the consequences of the October 2021 coup: having ousted its civilian partners from power, the military faction has pursued a security-focused foreign policy that aims to further entrench its power.



Strategic Brief No. 36 – traduction.

« [Interpreting the Emirati and Saudi Refusal to Side with the “West” on The War in Ukraine](#) », by Fatiha DAZI-HÉNI, 2 p.

The non-alignment of the United Arab Emirates (UAE) and Saudi Arabia with the “West” led by the United States to sanction Russia in the war against Ukraine represents an act of defiance against the American ally and its President. In the wake of the surging energy prices, exacerbated by the war in Ukraine, Abu Dhabi and Riyadh are seizing the reconfiguration of the international order to defy Washington by openly displaying their desire to diversify strategic partnerships.



Étude n° 94 – 19 mai.

« [L'extrémisme islamiste au nord du Mozambique : terrorisme et insécurité à Cabo Delgado](#) », par Régio CONRADO, 50 p.

Le phénomène terroriste qui touche le Mozambique depuis octobre 2017 est un phénomène nouveau non seulement dans ce pays, mais aussi pour toute la région de l'Afrique australe, à l'exception de la République démocratique du Congo. Parmi les enjeux posés par cette violence se trouve l'explication des causes de son émergence et de ses évolutions. Cette étude propose une analyse des causes du phénomène terroriste au Mozambique ainsi que de sa structuration et de ses dynamiques récentes. Elle montre que l'apparition des violences est liée à des processus d'exclusion sociale et économique d'une partie de la population au nord du pays, en particulier les jeunes.

Ces processus s'enracinent entre autres dans la structure historique de l'État et du régime politique mozambicain, né de la guerre de libération nationale et de la guerre civile, ainsi que dans l'insertion du pays dans les échanges économiques mondiaux. En effet, l'intérêt de puissances et entreprises étrangères pour les ressources naturelles du pays a contribué à déstabiliser les équilibres sociaux, économiques et politiques de certaines régions du Mozambique. Cette trajectoire historique de l'État mozambicain explique également en partie la tournure prise par les événements, notamment les difficultés rencontrées par les forces armées pour lutter contre les groupes terroristes. C'est avec l'appui de puissances étrangères, comme le Rwanda, que l'État mozambicain est parvenu en partie à juguler le phénomène.

provoqué une véritable onde de choc sur la scène internationale. Parallèlement, elle a mis en évidence le poids de la dépendance réciproque dans le domaine spatial civilo-militaire entre les Occidentaux et les Russes.



LES CHAMPS DE MARS, revue d'études sur la guerre et la paix, n° 35.

« [Environnement et défense](#) », dirigé par Adrien ESTÈVE et Lucile MAERTENS.

Les conditions environnementales et climatiques constituent des éléments intemporels de la stratégie militaire. Les questions de topographie des sites

et d'accès aux ressources vitales ou encore le rôle des circonstances météorologiques dans le déroulement des batailles montrent les liens historiques entre actions militaires et environnement. De même, des recherches scientifiques et militaires ont depuis longtemps tenté d'utiliser la nature comme arme, contribuant, par ailleurs, au développement d'un discours catastrophiste sur l'environnement. Cependant, si les préoccupations militaires en matière d'environnement et de climat ne sont pas récentes, nous observons un renouvellement de cet intérêt à partir de la fin de la guerre froide, dans un contexte marqué par d'importantes réformes organisationnelles du secteur de la défense et de nouveaux impératifs de transition écologique. À partir des années 1980, et de manière croissante dans les années 1990, les réflexions des états-majors et des administrations centrales en matière d'environnement, aux États-Unis et au Royaume-Uni en particulier, se sont multipliées. Plus récemment, les stratégies nationales militaires de développement durable, le développement de la géostratégie de l'environnement ou les tentatives d'anticipation des risques climatiques témoignent d'une intensification de l'appropriation de l'environnement et du climat par le monde de la défense.

S'adressant tant à une audience académique qu'au secteur de la défense, ce numéro « Environnement et défense » revient sur cet agenda qui n'est certes pas inédit mais en transformation, notamment en raison des évolutions récentes de la crise environnementale et climatique mondiale. Il dresse un bilan d'une littérature foisonnante tout en valorisant les dernières études menées dans la recherche francophone. Il s'appuie en particulier sur le groupe de travail « Environnement et climat » de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES) qui propose un espace de dialogue interdisciplinaire, contribuant à l'exploration des aspects environnementaux des questions de défense. Plus précisément, ce



Note de recherche n° 127 – 23 mai.

« [Les Japonais et leurs Forces d'autodéfense aujourd'hui](#) », par Marjorie VANBAELINGHEM et Alice ORTEGA, 25 p.

Le Japon est aujourd'hui la cinquième puissance militaire conventionnelle mondiale mais il n'a pas d'armée. Les

Forces d'autodéfense japonaises, créées à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, ne peuvent pas être considérées comme telle. Cette note envisage ce paradoxe sous les angles de la relation de ces forces à la société japonaise et de l'impact de leur image sur la politique de défense. Pour cela, nous remontons aux origines du statut des FAD, considérons leurs caractéristiques et les limites actuelles à leur développement et étudions le décalage entre leur image, leurs missions et prérogatives et le contexte géostratégique de 2022. L'image des FAD auprès de la population japonaise se révèle en effet être un facteur déterminant pour comprendre la permanence de ce statut paradoxal, et sa construction est analysée à la lumière de l'opinion publique, de la politique de communication officielle mais aussi de l'influence d'acteurs extérieurs, comme l'armée américaine.



Brève stratégique n° 41 – 25 mai.

« [La guerre en Ukraine : un révélateur des interdépendances spatiales entre puissances occidentales et Russie](#) », par Charles JOSEPH, 2 p.

Le 24 février 2022, le déclenchement d'une attaque armée de la Russie en Ukraine a

numéro s'articule autour d'un double questionnement visant à mettre en miroir les effets des questions environnementales sur les pratiques militaires et l'influence du monde de la défense sur l'environnement.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Rediffusion – 3 mai.

« [L'Arabie saoudite, entre conflits de famille et grande stratégie au Moyen-Orient](#) », avec Fatiha DAZI-HÉNI et Alexandre JUBELIN, 1 h 35.

Quelques jours après l'annonce d'un cessez-le-feu par l'Arabie saoudite de ses frappes au Yémen, « Le Collimateur » rediffuse l'épisode du 30 mars 2021 sur l'histoire longue du royaume saoudien et les origines de la guerre, avec [Fatiha Dazi-Héni](#), chercheuse Golfe – Moyen-Orient à l'IRSEM, et auteur de *L'Arabie saoudite en 100 questions* (Taillandier).

5:30 Rappels historiques sur l'émergence d'une Arabie indépendante depuis le pacte passé entre la dynastie Séoud et la mouvance wahabbiste au XVIII^e siècle.

13:00 Occupation ottomane et unification du royaume par Ibn Séoud à l'aide des Britanniques après la Première Guerre mondiale avec les débuts de l'exploitation pétrolière.

19:30 Alliance préférentielle avec les États-Unis et les premiers conflits de succession.

34:00 Dernier chapitre de la monarchie saoudienne à partir de la montée sur le trône du roi Salman en 2005 et le choix de son fils Mohamed Ben Salman pour lui succéder.

48:00 Place de l'Arabie saoudite au Moyen-Orient face à ses rivaux : l'Iran et les Frères musulmans

54:30 Émergence d'Al-Qaeda.

1:04:00 Printemps arabes à partir de 2011.

1:10:00 Guerre au Yémen en 2015.

1:18:00 Évolution de la relation avec les États-Unis, notamment dans le contexte de l'assassinat de Jamal Kashoggi en 2018.



Épisode 153 – 10 mai.

« [La France face à l'espionnage chinois](#) », avec Antoine IZAMBARD et Alexandre JUBELIN, 1 h 03.

Antoine Izambard est journaliste au magazine *Challenges* et coauteur avec Franck Renaud de *Trahisons à la DGSE* (Stock, 2021).

2:30 La genèse de l'enquête et l'histoire d'Henri en Chine.

24:30 La DGSE et le procès.

29:30 Le retard français sur le renseignement chinois.

38:00 La montée des opérations offensives chinoises et leur panel de méthodes.

49:00 Points de comparaison avec les opérations russes et américaines.

56:00 La montée en puissance du renseignement français et ses limites.



Têtes chercheuses #15 – 13 mai.

« [On the Toxicity of the 'Warrior' Ethos](#) », avec Ryan NOORDALLY et Alexandre JUBELIN, 31 mn.

Ryan Noordally, sous-officier dans la Royal Artillery britannique, parle de son article paru en 2020 sur le site [Wavell Room](#).



Épisode 154 – 17 mai.

« [La marine russe, du Koursk au Moskva : Les armes à l'épreuve de la guerre d'Ukraine #3](#) », avec Alexandre SHELDON-DUPLAIX et Alexandre JUBELIN, 1 h 53.

Alexandre Sheldon-Duplaix, analyste naval et historien, est coauteur avec Stéphane Gallois de *Flottes de combat*.

6:00 Dimensions et philosophie de la marine soviétique puis russe.

15:00 La crise de la décennie 1990.

28:00 La perte du *Koursk* et ses conséquences.

38:00 Les coupes et la remontée en puissance des années 2000.

47:30 La guerre de 2014 et ses conséquences.

53:45 La flotte de la mer Noire et son entrée en action dans le conflit.

1:03:00 Le rôle de la Turquie et la fermeture des détroits.

1:15:00 Le naufrage du *Moskva* et ses enseignements.

1:40:40 Les conséquences stratégiques sur le conflit.



Rediffusion – 20 mai.

« [Top Gun](#) » de Tony SCOTT (1986), par Tony MORIN, 15 mn.

À l'occasion de la sortie au cinéma de *Top Gun : Maverick*, « Le Collimateur » rediffuse l'épisode 18 de « Dans le bunker » (15 avril 2020) consacré à *Top Gun* (1986) où le capitaine Tony Morin, de l'armée de l'air, recommande ce classique des classiques des films d'aviation.



Épisode 155 – 24 mai.

« [Vendre des armes, et après ?](#) », avec Emma SOUBRIER, Julien MALIZARD et Alexandre JUBELIN, 1 h 32.

Emma Soubrier est chercheuse invitée à l'Arab Gulf States Institute à Washington et l'auteur du rapport *Weaponized storytelling à la française: Demystifying France's narratives around its arms export policies* ; Julien Malizard est titulaire adjoint de la chaire « Économie de défense » de l'IHEDN.

- 4:00 La France dans le marché mondial des armes.
- 14:15 Transparence et opacité des ventes d'armes françaises.
- 32:00 L'autonomie stratégique et ses ambiguïtés.
- 53:30 Cas d'études : la Russie et les Mistral.
- 1:04:00 Exportations d'armes françaises et conflits.
- 1:22:15 L'Ukraine et le changement d'image des exportations d'armes.



Épisode 156 – 27 mai.

« [L'artillerie, reine des batailles ? : Les armes à l'épreuve de la guerre d'Ukraine #4](#) », avec Ryan NOORDALLY et Alexandre JUBELIN, 45 mn.

Ryan Noordally est sous-officier dans la Royal Artillery britannique.

- 4:00 L'artillerie, essai de définition.
- 12:15 L'artillerie russe et sa réputation.
- 19:00 L'état des lieux de l'artillerie ukrainienne.
- 27:30 Y a-t-il un vainqueur à la bataille d'artillerie ?
- 34:00 L'apport occidental et ses bénéfices opérationnels.



Épisode 157 – 31 mai.

« [La guerre civile syrienne et ses dégâts](#) », avec Enora CHAME et Alexandre JUBELIN, 1 h 22.

Enora Chame, officier dans l'armée de l'air et de l'espace, et l'auteur de *Quand s'avance l'ombre* (Mareuil éditions, 2022).

- 2:00 Un parcours militaire.
- 11:30 Premiers contacts avec la Syrie.
- 20:15 Les printemps arabes depuis New York.
- 31:00 Bachar al-Assad et le déclenchement de la rébellion.
- 36:00 Le retour vers la Syrie.
- 47:00 Le rôle des observateurs.
- 53:00 Missions et traumatismes.
- 1:10:30 Identifier et apprivoiser le danger.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et irsem.fr.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



Bruno CHARBONNEAU et Maxime RICARD, *Routledge Handbook of African Peacebuilding*, Abingdon et New York, Routledge, 31 mai 2022, 308 p.

Africa lies at the centre of the international community's peacebuilding interventions, and the continent's rich multitude of actors, ideas, relationships, practices, experiences, locations, and contexts in turn shapes the possibilities and practices of contemporary peacebuilding. This timely new handbook surveys and analyses peacebuilding as it operates in this specifically African context.

The book begins by outlining the evolution and the various ideologies, conceptualizations, institutions, and practices of African peacebuilding. It identifies critical differences in how African peacebuilders have conceptualized and operationalized peacebuilding. The book then considers how different actors sustain, construct, and use African infrastructure to identify and analyse converging, differing, or competing mandates, approaches, and interests. Finally, it analyses specific thematic issues such as gender, justice, development, democracy, and the politics of knowledge before ending with in-depth analyses of case studies drawn from across the continent.

Bringing together an international line-up of expert contributors, this book will be an essential read for students and scholars of African politics, post-conflict reconstruction, security, and peace and conflict studies.

PRIX

Prix du livre Recherche sur le journalisme.



Le 12 mai, aux 15^e Assises du Journalisme de Tours, [Maxime Audinet](#) a remporté le [prix du Livre Recherche sur le journalisme](#) pour *Russia Today (RT). Un média d'influence au service de l'État russe* (INA Éditions, 2021).

Prix de thèse.



Le 18 mai 2022, [Thibault Delamare](#) a reçu le prix de thèse « Droit et relations internationales » lors de la cérémonie de remise des prix de la faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence.

ÉVÉNEMENTS

4 mai : Table ronde « La présence avancée renforcée de l'OTAN (eFP). Entre logiques de socialisation, pratiques de différenciation et stratégie de dissuasion » avec le Centre Thucydide et l'Université Paris-Panthéon-Assas.

Le 4 mai s'est tenu au Centre Thucydide un séminaire en présentiel et en distanciel ayant pour thème : « La présence avancée renforcée de l'OTAN (eFP), entre logiques de socialisation, pratiques de différenciation et stratégie de dissuasion ».

La présence avancée renforcée de l'OTAN a été créée à l'occasion du sommet de Varsovie en 2016. Son lancement fait suite à l'annexion illégale de la Crimée par la Russie et au déclenchement de la guerre dans la région ukrainienne du Donbass. Composée de quatre bataillons multinationaux d'environ 1 000 hommes, dirigés par quatre nations-cadres (Allemagne, Canada, États-Unis et Grande-Bretagne), cette force est déployée dans les pays baltes et en Pologne et a pour but de prévenir toute agression russe contre les membres de l'OTAN.

Six ans après son lancement, et alors que la Russie a déclenché une guerre contre l'Ukraine, ce séminaire revient sur la genèse de cette mission et sur son évolution. Il s'agit d'interroger les processus décisionnels ayant conduit à sa formation à travers l'étude des configurations d'acteurs et les éventuelles tensions dans le partage des tâches. Dans une perspective comparative, la réflexion porte sur une analyse croisée des quatre bataillons afin de faire ressortir les différentes modalités de mise en œuvre de l'eFP et de questionner le caractère dissuasif de la mission. Enfin, l'eFP ayant été lancée pour faire face aux actions du gouvernement russe en Ukraine, le séminaire questionne les éventuelles adaptations de la doctrine stratégique et du dispositif militaire russe.

Après une introduction de [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM et professeur à l'Université Paris-Panthéon-Assas, qui a souligné la nécessité de réfléchir à la résilience de l'OTAN et d'inscrire son action dans le temps long du conflit russo-ukrainien, la première communication de Christelle Calmels est revenue sur l'implication de la France dans le processus décisionnel relatif à la mise en place de l'eFP. Dans un contexte d'annexion illégale de la Crimée par la Russie, un groupe de pays d'Europe centrale et orientale, Bucharest Nine, émerge en 2014 afin de promouvoir un renforcement de la présence de l'OTAN dans la région. Si celui-ci est soutenu par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne, la France se

montre plus prudente à l'égard de ses recommandations. Elle craint alors un détournement des forces françaises déjà sous forte pression opérationnelle, et ne considère pas la Russie comme une menace conventionnelle directe au milieu des années 2010. Le pays s'engage ainsi de manière réticente dans l'aggiornamento post-Crimée, comme en témoignent les négociations difficiles relatives à eFP au sein de l'OTAN. Si la France refuse de devenir nation-cadre en 2016, elle finit néanmoins par accepter de contribuer aux bataillons multinationaux dirigés par le Royaume-Uni et l'Allemagne, respectivement en Estonie et en Lituanie. Sa communication stratégique relative à eFP se caractérise alors par une certaine discrétion et un rappel des principes de l'Acte fondateur OTAN-Russie, jusqu'à l'aggravation des tensions avec la Russie débouchant sur l'invasion de l'Ukraine en février 2022. Depuis, la France s'affiche comme l'un des alliés les plus proactifs en matière de contribution aux mesures de réassurance de l'OTAN, allant jusqu'à proposer de devenir nation-cadre d'un « eFP-like » en Roumanie. Il s'agit désormais d'observer si ce changement de posture est seulement conjoncturel ou s'inscrit dans la longue durée.

La seconde communication d'[Amélie Zima](#) visait à interroger les limites et les apports de la dissuasion conventionnelle en prenant l'eFP comme étude de cas. La création de l'eFP a résulté des limites de la posture de défense de l'OTAN sur le flanc Est, qui se sont révélées plus criantes après l'annexion illégale de la Crimée par la Russie. Pour renforcer le flanc Est, l'OTAN et ses pays membres ont fait le choix de la dissuasion multilatérale. Cette option renforce la légitimité de l'eFP en associant le plus grand nombre de nations possible tout en facilitant le processus de décision, et la potentielle activation de l'article 5, la clause de sécurité collective de l'OTAN, puisque si une attaque devait toucher un bataillon de l'eFP, de nombreuses nations seront concernées et pas uniquement les pays du flanc oriental. De fait, le multilatéralisme assure la crédibilité politique et affirme l'unité de l'OTAN. Cependant le multilatéralisme n'est pas forcément le cadre d'action le plus adéquat pour une activité de défense. Si certains pays participants estiment que cela affecte l'efficacité des troupes et que le multilatéralisme est plus adapté aux missions de maintien de la paix, d'autres jugent que l'eFP permet de renforcer l'interopérabilité des troupes des pays membres. De plus, le caractère multinational est maîtrisé par le fait que les nations-cadres, qui dirigent les bataillons, sont les mêmes depuis le lancement de l'activité, ce qui crée une stabilité. En outre, le caractère multinational encourage aussi la socialisation des troupes qui s'opère par le biais des entraînements mais aussi de compétitions

sportives. Pour les nations participantes, l'eFP est considérée comme une activité pertinente à plus d'un titre car elle est l'une des rares au sein de l'OTAN qui permet de travailler la réactivité ainsi que de tester de nouvelles procédures et des matériels. Pour les soldats non familiers de l'environnement des pays baltes et de la Pologne, l'eFP est aussi un moyen de s'acclimater à un environnement géographique et climatique différent. Enfin, l'eFP est une activité évolutive, ce qui est intrinsèque aux activités de dissuasion afin de maintenir leur crédibilité, dont la conclusion n'est pas envisagée. D'une part la hausse des tensions sur le flanc Est, à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, a conduit à un renforcement du nombre de troupes sur le flanc oriental. D'autre part, le stationnement de troupes a créé un réseau de liens complexes et profitables entre nations-hôtes et nations-cadres, ce qui complexifiera la conclusion de l'activité et l'éventuel retrait des troupes. La conclusion de l'activité soulèvera aussi la question de la présence OTAN sur le territoire des nations-hôtes dont il est peu probable qu'elles souhaiteront revenir à la situation antérieure au déploiement de l'eFP.

Le débat qui a suivi les présentations, modéré par [Maud Quessard](#), directrice de domaine à l'IRSEM, a porté entre autres sur les évolutions de l'eFP depuis les débuts de l'invasion russe en Ukraine, la coopération OTAN-UE, la relation OTAN-Russie ainsi que les menaces hybrides.

Amélie ZIMA
Postdoctorante

8-20 mai : Mission dans le Golfe et au Moyen-Orient.



Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Fatiha Dazi-Héni avec le général Ahmed Ali Assiri, secrétaire à la Défense adjoint pour les Affaires stratégiques, au ministère de la Défense saoudien.

Du 8 au 20 mai 2022, le directeur de l'IRSEM, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), et la chercheuse Golfe, [Fatiha Dazi-Héni](#), étaient en mission dans cinq pays de la région (Arabie saoudite, Émirats arabes unis (EAU), Qatar, Koweït, Jordanie) pour faire connaître l'IRSEM, identifier ses homologues au sein des ministères de la Défense et des think tanks et centres de recherche locaux, évaluer le potentiel de collaboration, et discuter de sujets de fond dont la guerre en Ukraine, la manière dont les États-Unis et l'Europe sont perçus, et la situation régionale (Yémen, Iran, Syrie, acteurs non étatiques).

Ils ont notamment rencontré :

- en Arabie saoudite : au ministère de la Défense, le secrétaire à la Défense adjoint pour les Affaires stratégiques ; la National Defense University ; le Prince Sultan Defense Studies and Research Center (PSDSARC). Et également des centres civils : King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS) ; International Institute for Iranian Studies (RASANA) ; Gulf Research Center (GRC).

- aux Émirats arabes unis (EAU) : Emirates Center for Strategic Studies and Research (ECSSR) à Abu Dhabi ; National Defense College (NDC) à Abu Dhabi ; B'huth : Dubai Public Policy Research Centre.

- au Qatar : conseiller à la sécurité nationale ; Strategic Studies Center ; Doha Institute.

- Koweït : National Security Bureau (NSB) ; Renaissance Research ; éditeur du *Kuwait's Times* ; conseillère de la porte-parole du Parlement ; conseiller à l'ambassade d'Ukraine au Koweït ; Centre français de recherche de la péninsule Arabique (CEFREPA).

- Jordanie : Arab Institute for Security Studies ; Etana Syria ; Conseillers du roi à la Cour royale hachémite.



Jean-Baptiste Jeangène Vilmer avec Alanoud al Sabah, directrice du National Security Bureau (NSB) à Koweït.

9 mai : Webinaire « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques : *Embodied medicine* et santé du militaire », avec Marion TROUSSELARD, médecin chef des services, Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA).



La 9^e séance du séminaire [en ligne] « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », organisé par [Océane Zubeldia](#) (IRSEM) et Pierre Bourgois (Université catholique de l'Ouest, Angers), a eu lieu le 9 mai 2022. Dans ce cadre le professeur agrégé de neurosciences et de sciences cognitives de l'École du Val de Grâce, Marion Trousselard, médecin chef des services à

l'Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA), est intervenue sur « *Embodied medicine* et santé du militaire ».

Elle a ancré son intervention sur la question de l'adaptation de l'homme à son environnement et sur son intolérance à l'incertitude, intolérance qui le conduit à faire des prédictions plus ou moins efficaces en fonction de l'ajustement cognitif et émotionnel. Ainsi, elle a inscrit ses propos dans la théorie de l'énaction à savoir si l'individu « donne forme à son environnement », il est aussi « en même temps façonné par lui » (H. Maturana & F.J. Varela, *Autonomie et connaissance : essai sur le vivant*, Éd. du Seuil, Paris, 1989).

Dans le cœur de son développement, riche en exemples et issus des travaux menés par son équipe à l'IRBA, l'intervenante a mis en avant plusieurs idées forces.

À ce titre, elle a souligné le facteur stress comme fonction d'adaptation nécessaire à l'insertion de l'homme dans un environnement inhabituel, notamment le milieu militaire opérationnel. Partant de ce constat, l'individu doit donc s'adapter et anticiper au mieux les événements futurs. Ainsi, la prise de décision dans un environnement instable, et de plus en plus complexe, favorise des erreurs de raisonnement pouvant se répercuter sur la décision et l'action, puis par ricochet mettre à mal ses valeurs et son éthique et sa santé.

Selon Marion Trousselard, nos rapports aux environnements nouveaux incluent le corps, susceptible de s'adapter au contexte militaire opérationnel. Cette place du corps s'appuie notamment sur le rôle de la « proprioception » qui participe à son « agentivité », définie comme le fait de se vivre acteur de ses propres actions permettant un équilibre physique et mental. Elle a pris pour exemple les travaux scientifiques menés sur l'activité humaine dans cet environnement isolé et confiné, voire extrême et inhabituel que constituent les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

Ensuite, l'intervenante a porté la réflexion sur comment renforcer les compétences « énaactives » (l'acte d'apprendre en situation) des professions dites à risque (militaires, gendarmes, soignants). Si la méditation est un entraînement pour renforcer ces compétences, la technologie offre également des pistes pertinentes en ce qu'elle permet de stimuler les informations du corps pour favoriser une meilleure gestion du stress opérationnel. Parmi les technologies en développement, citons biofeedback, la sonification, la réalité virtuelle, ou encore la pratique du sport immersif.

Le Pr Marion Trousselard a conclu ses propos en proposant une définition concise de l'*embodied medicine*, centrée sur l'usage de technologies avancées dont l'objectif est d'améliorer la santé et le bien-être du militaire, et d'être plus adapté à ses besoins. Le champ des efforts est encore vaste, mais ces voies d'optimisation de l'adaptation sont prometteuses.

Charles JOSEPH
Assistant de recherche

10 mai : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Mardi 10 mai 2022 s'est tenu le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, modéré par le directeur scientifique de l'Institut, le professeur [Jean-Vincent Holeindre](#). D'un format spécial, cette séance était divisée en deux parties : dans un premier temps, le séminaire était animé par Iris Marjolet, qui a présenté ses travaux sur la diplomatie militaire chinoise en Amérique latine. Dans une seconde partie, le professeur des universités Frédéric Charillon, ancien directeur de l'IRSEM, a présenté son ouvrage nouvellement paru : *Guerres d'influence : les États à la conquête des esprits* (Odile Jacob, 2022).

Iris Marjolet, doctorante en fin de thèse à l'INALCO, a donc ouvert le séminaire en présentant sa recherche, intitulée « La diplomatie militaire chinoise en Amérique latine, 1998-2021 ». Porté par plusieurs terrains en Chine espacés de plusieurs années, le travail se veut tout d'abord une discussion du concept chinois de « diplomatie militaire » – ou tout du moins comment les Chinois « conceptualisent » cette notion. En effet, le choix des bornes chronologiques répond à une inflexion claire dans la politique extérieure et de défense chinoise, l'étude débutant en 1998, date de parution du Livre blanc chinois dans lequel figure pour la première fois l'expression de diplomatie militaire. Le choix de l'Amérique latine comme étude de cas, et tout particulièrement l'Argen-

tine et le Chili (pays dans lesquels la doctorante a prévu d'effectuer un terrain prochainement) permet de mettre en lumière la proactivité de la Chine en matière de diplomatie militaire, diplomatie dans laquelle se combinent logiques politiques comme économiques. Ainsi, la thèse est motivée par plusieurs questions de recherche : comment les Chinois conceptualisent-ils la notion de diplomatie militaire, et peut-on parler en conséquence d'une « spécificité chinoise » en la matière ? Que nous dit l'étude des Livres blancs et documents officiels de l'Armée populaire de libération (APL) de la transparence de cette dernière, mais également de sa relative autonomie en tant qu'institution du pouvoir chinois, notamment dans la formulation de la diplomatie militaire ? La doctorante se livre ainsi à une étude linguistique inductive afin d'aborder le concept de « pouvoir discursif » de l'APL, répondant à sa prise d'influence sur les deux dernières décennies.

L'espace latino-américain en tant qu'étude de cas permettra de mettre en lumière ces logiques, dans un terrain plus accessible que les institutions gouvernementales chinoises. En effet, la discussion suivant la présentation sera l'occasion de revenir sur la question des terrains difficiles, et notamment de la difficulté d'accéder aux sources pour un chercheur spécialisé sur la Chine, et *a fortiori* sur l'APL.

Frédéric Charillon, principal discutant de la présentation d'Iris Marjolet, a rappelé l'intérêt de la distinction faite par cette dernière entre diplomatie de défense et diplomatie militaire, et pointé les importants enjeux théoriques comme empiriques portés par le travail. En effet, la Chine est un des rares pays qui développent aujourd'hui une « Grande Stratégie », dans laquelle s'inscrit par exemple la diplomatie militaire vis-à-vis de l'Amérique latine. Un important effort de réflexion stratégique est à l'œuvre en Chine de nos jours (*Belt and road initiative*, publication de Livres blancs, travail de définition et de popularisation de concepts...). La désignation d'une « spécificité chinoise » est donc particulièrement intéressante. Le Pr Charillon a évoqué l'hybridité du travail, et la difficulté à classer ce dernier en matière de champ disciplinaire : en effet, la méthode adoptée par la doctorante, sinisante, rapproche le travail des *area studies*, bien que les concepts employés l'inscrivent définitivement dans le champ des Relations internationales.



Après avoir discuté les travaux d'Iris Marjolet, Frédéric Charillon a pris la suite du séminaire pour une seconde partie consacrée à la présentation de son ouvrage *Guerres d'influence : les États à la conquête des esprits*. Le livre, dont la sortie a été retardée en raison de la pandémie, s'inscrit dans un contexte académique

de vifs débats sur les « stratégies d'influence », en particulier alors que le conflit ukrainien semble incarner le basculement de la guerre d'influence à la guerre. Dans un premier temps, cet ouvrage se veut un éclaircissement du concept d'influence, que l'auteur distingue notamment du *soft-power*. En effet, l'influence n'est pas synonyme de diplomatie publique, ou de rayonnement, confusion souvent effectuée en France. Répondant à la question de Joseph Nye, « comment faire changer le comportement d'un acteur sans utiliser la menace de la contrainte physique ? », l'auteur s'appuie sur une définition de l'influence par Johanna Siméant : « un processus de fabrication du consentement ou de l'obéissance, qui ne s'appuie pas en dernier recours sur la force mais sur un capital ». Ainsi, par cet ouvrage, l'auteur tient à démontrer que l'influence est un processus, une construction de confiance et de légitimité qui s'appuie sur des stratégies de temps long. L'influence est un moyen, pas une fin : ainsi, développer une stratégie d'influence nécessite d'avoir préalablement formulé des objectifs. L'auteur distingue trois types de *pratiques* de l'influence. Premièrement, celle des démocraties libérales, d'inspiration américaine : séduire, capter l'influence par un modèle de société, pour ensuite transformer l'adhésion à ce modèle en soutien politique. Ensuite, un modèle autoritaire, fondé sur une forme de *sharp power* : faire douter les citoyens des autres modèles de société, par exemple en dénigrant le modèle démocratique en relevant notamment ses paradoxes. Enfin, une pratique répandue parmi les monarchies du Golfe, celle de la « croyance rémunérée », s'appuyant sur des réseaux religieux associés à d'importants moyens financiers. Si le potentiel de séduction du modèle démocratique est fortement remis en cause depuis quelques années, chaque modèle est confronté à des limites plus ou moins importantes. Alors que Vladimir Poutine semble avoir balayé 20 ans de stratégies d'influence en Ukraine en déclenchant l'invasion, l'ouvrage peut nous apporter des éléments de réponse face aux interrogations suscitées par ce choix politique, notamment en ce qui concerne le rôle des stratégies d'influence.

Selim DOREL
Assistant de recherche

12 mai : Visite d'une délégation serbe.

Le jeudi 12 mai 2022, [Marjorie Vanbaelinghem](#), directrice adjointe, et [Amélie Zima](#), chercheuse OTAN, ont rencontré une délégation serbe invitée par l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Cette délégation était notamment composée de Branko Zivanovic, secrétaire d'État au ministère de la Défense, de Nina Mitic, ministre adjointe pour les droits de l'homme et des minorités et le dialogue social, du général Goran Radovanovic, recteur de l'Université de défense, et d'Aleksandar Markovic, député et président de la commission parlementaire pour la défense et les affaires intérieures. Marjorie Vanbaelinghem a présenté l'Institut à la délégation et discuté de ses similitudes avec l'Université de défense serbe avec le général Goran Radovanovic. Amélie Zima a ensuite proposé une analyse de la guerre en Ukraine et de ses implications pour l'OTAN et pour l'UE.

Théophile DRIEUX
Assistant de recherche

13 mai : Colloque « Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques : les enjeux et enseignements de la zone indopacifique », IRSEM/DGRIS.



Le vendredi 13 mai dernier, Édouard Jolly a organisé, en collaboration avec la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), la dixième édition du colloque annuel sur la prévention et la lutte contre les trafics d'armes classiques. Le thème cette année était les enjeux et enseignements de la zone indopacifique. Rassemblant une quinzaine d'intervenants français et internationaux, cet événement entièrement hybride a été l'occasion de nourrir la réflexion sur ces sujets et leurs enjeux connexes, afin de renforcer le dialogue entre experts ainsi que d'élaborer des propositions d'action.

La journée a été introduite par la directrice adjointe de l'IRSEM [Marjorie Vanbaelinghem](#) et par Bertrand Le Meur, directeur de la stratégie de défense, de la prospective et de la contre-prolifération à la DGRIS.

Ces propos liminaires ont été suivis par une première table ronde, modérée par l'ambassadeur Jean-Claude Brunet et consacrée à un état des lieux du trafic d'armes en Indopacifique et des efforts mis en place pour le combattre. Himayu Shiotani du Conflict Armament Research (CAR) y a présenté les enjeux du détournement d'armes et les moyens de lutter contre cette pratique. Directeur technique chez Expertise France, Benjamin Hautecouverture a quant à lui effectué un bilan de l'action de l'Union européenne en matière de régulation du commerce des armes classiques en Indopacifique. Marie-Pierre Arnold, représentante de l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime (ONUDC), a ensuite décrit les menaces passées et futures corrélées aux trafics d'armes à feu en Asie. Enfin, Théò Bajon, chercheur associé à l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), a souligné la nécessité d'adopter une approche globale des questions de trafic d'armes et de munitions, en s'appuyant sur des exemples de la zone indopacifique.

Après la pause méridienne, le colloque a repris par une conférence plénière de Cyrille Poirier-Coutansais, directeur de recherche au Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM). L'intervenant a souligné l'explosion des trafics par voie maritime et la facilité avec laquelle les flux financiers circulent, ce qui implique la mise en place de systèmes de contrôle et de surveillance à l'échelle des enjeux.

La seconde table ronde, dédiée aux enjeux spécifiquement maritimes du trafic d'armes en Indopacifique, a été modérée par [Marianne Péron-Doise](#), chercheuse à l'IRSEM. Les échanges ont permis d'évoquer des éléments très variés, à commencer par les efforts de *capacity-building* réalisés par l'Organisation mondiale des douanes, représentée par Andrew Reynolds. Par la suite, les caractéristiques du trafic d'armes en Somalie ont été décrites par le consultant Grégory Robin. David Atwood du Small Arms Survey a axé son intervention sur les enjeux de l'embargo des Nations unies sur les armes en provenance et à destination de la Corée du Nord. La dernière intervention de la table ronde était celle de Lydelle Joubert, experte de la piraterie à la fondation Stable Seas, qui a consacré ses propos à l'étude de la piraterie en Indopacifique et aux armureries flottantes.

À l'occasion d'une seconde conférence plénière, le Représentant permanent des Philippines auprès de l'Or-

ganisation des Nations unies Enrique Manalo s'est ensuite exprimé en duplex de New York. Il a présenté à l'auditoire sa perspective sur les sujets abordés au cours de la journée, en tant que président de la huitième Réunion biennale des États sur la mise en œuvre du Programme d'action des Nations unies sur le trafic d'armes légères et de petit calibre.



En conclusion, [Édouard Jolly](#), chercheur à l'IRSEM, a rappelé les points saillants des interventions du jour. Il a notamment constaté que la tenue de ce colloque montrait un objet de recherche très récent, comme en témoignent tant la rareté des informations sur le trafic d'armes dans la zone que le manque d'homogénéité dans le traitement du commerce des armes entre les pays qui la composent.

Flavie CHALUMEAU
Assistante de recherche

13 mai : Colloque « La géographie militaire, un savoir stratégique pour les armées françaises depuis le XIX^e siècle », avec la Société de géographie et Sorbonne Université.



Le vendredi 13 mai s'est tenu le colloque, organisé par la Sorbonne Université, le commandement pour les opérations interarmées (CPOIA), le bureau géographie hydrographie océanographie météorologie (BGHOM), en partenariat avec l'IRSEM et la Société de géographie, sur « La géographie militaire, un savoir stratégique pour les armées françaises depuis le XIX^e siècle ». Réunissant universitaires et militaires, ce colloque représente un événement majeur dans les réflexions du champ de la géographie militaire, et s'inscrit dans la longue tradition d'échanges et d'enrichissement mutuel entre les institutions partenaires.

Depuis l'Antiquité, la géographie, science fondamentale de l'analyse du terrain et de l'environnement, joue un rôle essentiel dans l'élaboration de stratégies et de planification d'opérations militaires. La complexité des divers environnements, les nouvelles formes de conflits, les avancées technologiques et numériques ainsi que la situation géopolitique actuelle, rendent la géographie militaire d'autant plus pertinente, en tant qu'outil et savoir opérationnel et stratégique.

La journée a débuté par l'ouverture de Jean-Robert Pitte (secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques et président de la Société de géographie), par une allocution d'ouverture de Philippe Boulanger (professeur des Universités à Sorbonne Université), puis du colonel Arnaud de Vachon (BGHOM) et enfin par [Jean-Vincent Holeindre](#) (professeur des Universités, directeur scientifique de l'IRSEM). À cette occasion, il a rappelé la place de l'IRSEM dans la géographie militaire, se traduisant notamment par la présence de deux géographes au sein de l'équipe de recherche ([Angélique Palle](#), chercheur

« Énergie et matières premières », et [Florian Opillard](#) chercheur « Défense et société »), ainsi que du professeur Philippe Boulanger en qualité de président du conseil scientifique de l'Institut.

Cinq tables rondes se sont succédé au cours de cette journée. La première table ronde, présidée par Jean-Vincent Holeindre, a permis d'introduire l'importance de la géographie militaire, par une approche historique, en France depuis le XIX^e siècle. Nicolas Jacob (Service historique de la Défense) et Benoît Bodart (Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan) ont démontré l'importance et les enjeux du développement des techniques de cartographie. Le professeur Philippe Boulanger a ensuite abordé l'essor de la géographie militaire en tant que mouvement de pensée, discipline, comme outil de guerre et comme connaissance de l'ordre stratégique mondial. Enfin, Frédéric Saffroy (IRHiS) a présenté la coopération entre géographes, militaires et universitaires, en tant de guerre ou de paix.

La deuxième table ronde, modérée par Florian Opillard, s'est concentrée sur la géographie comme base des opérations militaires. À travers plusieurs exemples précis, le lieutenant-colonel Christophe Gué (armée de terre), le lieutenant-colonel Dr. Michael Alexander Hehn (BGIC/SHAPE), Alain Zumsteeg et Isabelle Messa (IGN), ont montré l'importance de l'utilisation de la géographie dans la planification d'opérations militaires.

Les intervenants de la troisième table ronde, le général de corps d'armée Michel Delion (conseiller du gouvernement pour la défense), le colonel Julien Derouetteau (chef de corps du 28^e Groupe géographique) et le lieutenant-colonel Samuel Grosjean (Établissement géographique interarmées), ont présenté l'importance de la géographie comme facteur de supériorité opérationnelle dans la guerre hybride de haute intensité, au service de la décision militaire, ou au niveau interarmées.

Les quatrième et cinquième tables rondes étaient dédiées à l'apport des nouvelles technologies géospatiales et de l'intelligence artificielle au sein de la géographie militaire. Les interventions de Micaléon Tonon (Airbus Defense and Space GEO), de Jean Caillé et d'Alexandre Papaemmanuel (Palantir), ont en ce sens montré l'enrichissement de la géographie militaire par les techniques d'imageries aériennes et satellitaires de plus en plus précises.

Enfin, la dernière table ronde a présenté la contribution des nouvelles technologies numériques (géovisualisation, géomatique, cartographie collective et analyse spatiale multi-échelle), grâce aux interventions de David Perlberg

(IGN), Jérémie Majerowick (Esri Europe), Jean-Philippe Morisseau (Hyvilo) et Nicolas Saporiti (Geo212).

Ce colloque succède à ceux de 2003 et de 2015 et témoigne de l'importance de la géographie militaire, tant au sein de la sphère militaire qu'au sein de la sphère universitaire. Il appelle à un approfondissement de ces thématiques de recherche à l'avenir, dans une collaboration renforcée entre la géographie militaire et les géographes du fait militaire.

Charlotte DUCRET
Assistante de recherche

16 mai : Lancement de la semaine des classes de défense.



Le 16 mai 2022, dans l'amphithéâtre Victor à Balard, a eu lieu le lancement de la semaine des classes de défense. Ce dispositif, destiné aux jeunes et mis en place conjointement par le ministère de l'Éducation nationale et le ministère des Armées, en particulier de la Direction du service national et de la jeunesse (DSNJ), témoigne de la volonté de renforcer les liens entre les armées et la Nation. À travers une éducation à la citoyenneté et aux valeurs de la République, une culture de l'engagement et la rencontre avec des militaires, ce projet pédagogique et éducatif permet aux jeunes (pour les niveaux de 4^e et de 3^e principalement) d'acquérir une ouverture au milieu de la défense et de pouvoir construire leur orientation professionnelle.

En ouverture, le général Daniel Menaouine (directeur du service national et de la jeunesse), puis le colonel Stéphane Zugetta (sous-directeur des politiques en faveur de la jeunesse), ont souligné l'importance du développement de ce dispositif à l'échelle métropolitaine ainsi que dans les départements et régions d'outre-mer.

La directrice du domaine « Défense et société » de l'IRSEM, [Anne Muxel](#), a ensuite pris la parole afin de présenter l'Étude prospective et stratégique dont elle a été

responsable, sur les impacts et les apports du dispositif des classes de défense dans le cadre du parcours scolaire et de citoyenneté des élèves. Cette étude, commanditée par la DSNJ, présente les résultats d'une enquête qualitative réalisée auprès d'élèves de collèges (194 jeunes, âgés de 14 à 16 ans) et des enseignants des classes de défense dans dix établissements scolaires répartis sur l'ensemble du territoire national et dans les outre-mer.

Cette demi-journée était organisée en deux tables rondes, composées de membres du corps enseignant et de militaires qui ont mis en place ce dispositif ou y participent. Lors de la première table ronde, portant sur les clés de la réussite d'une classe de défense, les intervenants ont pu présenter tour à tour leur expérience au sein de ce dispositif. La deuxième table ronde s'est concentrée sur le soutien, financier, matériel ou symbolique, permettant de renforcer le dispositif.

En 2022, les classes défense représentent plus de 500 classes sur l'ensemble du territoire national et comptent plus de 11 875 élèves.

Charlotte DUCRET
Assistante de recherche

17 mai : Visite d'une délégation algérienne.



Le lundi 16 mai 2022, l'IRSEM a accueilli une délégation algérienne dans le cadre d'une activité franco-algérienne organisée par la DGRIS. La délégation était composée du général Hamid Kalla, directeur de l'Institut militaire de documentation, d'évaluation et de prospective (IMDEP) et de deux officiers supérieurs algériens, les colonels Amar Siad et Abdelmalek Ghediri. Ils étaient accompagnés du lieutenant-colonel Thomas Grasser, attaché de défense adjoint près l'ambassade de France à Alger. [Marjorie Vanbaelinghem](#), directrice adjointe de l'IRSEM, [Benoît de Tréglodé](#), directeur du domaine Afrique, Asie et Moyen-

Orient, et [Sümbül Kaya](#), chercheuse Turquie, leur ont présenté l'Institut, son fonctionnement et ses missions. Cette rencontre a aussi été l'occasion d'en apprendre davantage sur l'IMDEP et de discuter du rôle de la recherche stratégique pour les forces armées.

Théophile DRIEUX
Assistant de recherche

19 mai : Webinaire « Environnement et conflits – Eau et gestion de l'eau dans les Amériques, avec Anaïs MARSHALL (Université Toulouse – Jean Jaurès), IRSEM/IDA.



Le 19 mai 2022, l'IRSEM organisait en partenariat avec l'IDA son troisième séminaire du cycle « Environnement et conflits ». Anaïs Marshall (maître de conférences à l'Université Toulouse – Jean Jaurès), s'est appuyée sur ses travaux de terrain pour illustrer la thématique de l'irrigation et de la gestion de l'eau sur le piémont côtier péruvien comme un enjeu majeur des politiques environnementales, et à la source de nombreux conflits. Anaïs Marshall a présenté un exposé riche et précis des évolutions induites par l'introduction d'une agriculture d'exportation sur les paysages du littoral péruvien. La pampa désertique du piémont a ainsi été transformée en champs agricoles, avec des cultures d'oignons, d'asperges et de canne à sucre destinées aux marchés mondiaux.

Cette transformation des paysages est à replacer dans le contexte politico-agricole du Pérou des années 1990, dans une logique de transition néo-libérale de l'économie pour sortir le pays d'une crise économique et sociale. L'État fait ainsi le choix d'étendre la superficie agricole disponible dans les interfluvies désertiques, d'ouvrir le marché de la terre aux investisseurs étrangers, et d'investir dans des projets nationaux d'irrigation, comme le projet Chavimochic, établissant un système d'irrigation qui s'étend sur une grande partie de la côte de la région La Libertad. Si ces dispositifs d'irrigation visent à sécuriser un accès régulier à la ressource en eau, ceux-ci entraînent

trois conséquences notables : un accès différencié à l'eau d'irrigation avec des inégalités entre petits producteurs indépendants et grandes entreprises ; des impacts environnementaux désastreux sur le désert (avec une inondation et salinisation des sols, une baisse du niveau des nappes phréatiques) ; des conflits pour l'accès aux ressources, avec une logique spatiale des tensions liées à l'eau. Par exemple, le projet Chavimochic a entraîné la disparition d'une communauté paysanne dans l'oasis de Viru, du fait de la suppression d'un accès régulier à la ressource en eau.

La présentation d'Anaïs Marshall a montré avec précision la fragilité économique et sociale du système agricole du piémont côtier péruvien, en raison d'une double dépendance aux marchés mondiaux et à la ressource hydrique.

Charlotte DESMASURES
Assistante de recherche

20 mai : Visite de Ulta LEVENIA (Centre d'études sur la radicalisation et le terrorisme (CTRS) de la police nationale indonésienne.



Le 20 mai, l'IRSEM a reçu la visite de Mme Ulta Levenia, chercheuse au Centre d'études sur la radicalisation et le terrorisme (CTRS) de la police nationale indonésienne, un laboratoire de recherche pluridisciplinaire sur la prévention de la radicalisation djihadiste installé par l'actuel ministre de l'Intérieur dans une perspective de désengagement et de réinsertion d'anciens combattants terroristes. Également conseillère auprès du Commandement des opérations spéciales des Forces armées indonésiennes (TNI) et de la police nationale (POLRI), Mme Levenia œuvrait auparavant au sein de deux think-tanks indonésiens. Diplômée en science politique de l'université de Jakarta, elle y a été assistante de recherche du Département de sciences criminelles.

Analyste reconnue et sollicitée par les milieux spécialisés comme par les médias indonésiens, Mme Levenia travaille depuis plusieurs années à une cartographie de la menace terroriste tant à l'échelle régionale qu'internationale : cellules terroristes en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines, combattants étrangers de retour du théâtre irako-syrien, etc. Son excellente connaissance du terrain, ses réseaux en Asie du Sud-Est, sa rapide ascension dans un milieu surtout masculin et sa proximité avec les plus hauts cadres du ministère de l'Intérieur en font une personnalité très prometteuse. Pressentie pour rejoindre le cabinet du ministre de la coordination des Affaires politiques, juridiques et sécuritaires, Mme Levenia a souhaité axer son programme d'études à Paris sur les thématiques suivantes : approche française en matière de prévention, de détection et de lutte contre le terrorisme islamiste ; coopération internationale en matière de renseignement afin de prévenir les attaques en Indonésie, et prévention des crises et des conflits en Asie du Sud-Est.

24 mai : Colloque IRSEM/U.S. Army War College.



Le mardi 24 mai, l'IRSEM a eu l'honneur d'accueillir une délégation de 16 officiers supérieurs américains de l'U.S. Army War College, à l'occasion d'un symposium annuel destiné à entretenir l'amitié entre nos deux institutions. Après les traditionnels mots de bienvenue, les discussions de l'édition 2022 ont été orientées vers trois thèmes : Covid-19 et armées ; technologie, éthique, soldat augmenté ; Indopacifique. Chacun de ces sujets a fait l'objet de deux présentations, l'une réalisée par la délégation américaine et l'autre par l'équipe de l'IRSEM. Ces exposés magistraux ont été suivis par un temps de questions-réponses permettant des échanges fructueux, entre les orateurs comme avec l'auditoire.

La première thématique de la journée a amené la délégation américaine à évoquer l'action de la *Joint Force*. Elle a présenté

la manière dont cette force interarmées a été employée pour lutter contre la pandémie de Covid-19 et quels enseignements pouvaient être tirés de cet engagement. La coordination inédite entre les départements américains de la Défense et de la Santé dans le cadre de l'opération *Warp Speed* a également été mise en valeur. L'équipe de l'IRSEM a, quant à elle, axé sa présentation sur le travail mené par l'Institut depuis le début de la pandémie, qui a notamment donné lieu à la rédaction de la note de recherche n° 107 intitulée « [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) ». En s'appuyant sur les exemples français et allemand, les chercheurs présents sont ainsi revenus sur le rôle des forces armées européennes dans la réponse à la pandémie, ainsi que sur la perception de cette mobilisation par la population française.

La thématique du lien entre technologie, éthique et perspective du soldat augmenté était au cœur du deuxième échange. Les officiers américains se sont attardés sur les nombreuses questions éthiques liées à l'importance accrue des technologies dans les contextes belliqueux, et ont présenté différents scénarios d'avenir possibles. Ils ont souligné la balance nécessaire entre innovation et éthique, entre opportunités et risques présentés par l'amélioration des capacités des soldats par une large gamme de moyens technologiques. De son côté, la délégation de l'IRSEM a évoqué l'accélération du transfert de technologies, ainsi que le pouvoir géopolitique de la technologie. Elle a ensuite mis en lumière les différents enjeux entourant le concept de soldat augmenté pour les États démocratiques.

De riches discussions ont pu se prolonger autour d'un buffet organisé pour les intervenants américains et leurs homologues de l'IRSEM. L'après-midi, un troisième et dernier échange a mis à l'honneur les questions de sécurité maritime en Indopacifique. L'équipe américaine a rappelé le contexte historique et diplomatique de la présence américaine dans la région, et les différentes opportunités et risques inhérents à cette aire géographique. Finalement, les chercheurs de l'IRSEM ont présenté le domaine maritime au cœur de tensions croissantes, ainsi que le rôle de l'Union européenne en Indopacifique.

En guise de clôture de cette passionnante journée d'échanges, la délégation américaine a visité l'École militaire, accompagnée d'un guide narrant les dessous historiques de l'institution.

L'IRSEM a été honoré et ravi d'accueillir cette délégation de l'U.S. Army War College et se réjouit à l'avance de la prochaine rencontre.

Flavie CHALUMEAU et Charlotte DESMASURES
Assistants de recherche

24 mai : Séminaire de recherche « The Business Model of Content-Sharing Platforms and the Supply of Content-Moderation: Implications for Combating Information Manipulations », avec Olivier CHATAIN.



Le 24 mai, dans le cadre du séminaire interne de l'IRSEM, Olivier Chatain, chercheur invité à l'IRSEM, a présenté une version de travail d'une note de recherche de l'institut. Le manuscrit et la présentation ont été discutés par [Maxime Audinet](#), chercheur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides ».

Alors qu'une part significative de la conflictualité sous le seuil de la violence se déroule sur des espaces créés et administrés par des entreprises privées, leur logique d'action et les contraintes qu'elles subissent du fait de leur logique économique représentent un point rarement exploré pour les chercheurs en études stratégiques. C'est notamment le cas pour les plateformes de partage de contenus qui, de Facebook à Telegram, sont le terrain favori sur lequel les opérations de manipulation de l'information se déploient aujourd'hui.

Dans sa présentation, Olivier Chatain a d'abord présenté le modèle d'affaire des plateformes numériques de partage de contenu, en insistant sur les mécanismes au fondement de leur avantage concurrentiel. Deux mécanismes sont particulièrement à l'œuvre dans leur cas : les effets de réseau, qui rendent une plateforme plus attractive pour ses utilisateurs à mesure que plus d'utilisateurs la rejoignent, créant des phénomènes de « boule de neige », et les économies d'échelles facilitées par l'investissement dans l'ingénierie logicielle combinée à des coûts marginaux de distribution très faible. Les choix de produit des plateformes et leur manière de résoudre les problèmes peuvent être largement interprétés à l'aune de ces deux concepts, ce qui informe notre compréhension des actions des acteurs manipulateurs d'information.

La promotion de la viralité, au fondement des effets de réseau, donne aux opérations de manipulation de l'information modernes de nouvelles possibilités pour diffuser

leurs messages, en contournant les faiseurs et relais d'opinion traditionnels. Cette subversion du modèle d'affaire des plateformes permet des opérations visant une désinformation de masse, en s'appuyant sur les plateformes plutôt que sur les médias traditionnels, avec des coûts réduits et une audience potentielle sans précédent.

La modération du contenu par les plateformes est ensuite présentée comme une contrepartie inévitable de leur succès commercial mais qui présente des contradictions avec leur modèle d'affaire. Une étude du processus de modération suggère que les activités de manipulation d'information sophistiquées sont parmi les plus difficiles à modérer en raison de la nécessité d'un travail d'enquête d'ampleur.

Les réglementations à venir des plateformes, en particulier le Digital Service Act de l'Union européenne augmenteront le coût et probablement l'intensité de la modération. Les implications potentielles sont une domination accrue des plateformes les plus grandes, ainsi que des stratégies d'évitement de la part des nouvelles plateformes et des acteurs de la désinformation organisée. En particulier, ces acteurs pourraient faire porter leurs efforts sur les plateformes où la modération est impossible par conception, comme des messageries chiffrées. Le prix à payer serait d'avoir une audience potentielle plus réduite, ce qui pourrait favoriser des stratégies visant à endoctriner des minorités actives.

La discussion de Maxime Audinet a souligné l'intérêt de placer l'étude du fonctionnement des plateformes directement en regard de celui des acteurs de la désinformation. Il a apporté de nombreux éléments pour placer cette discussion dans la littérature académique sur l'information et la communication et a appelé à une étude encore plus fine des processus de modération. La discussion ouverte a souligné le rôle de régulateur privé endossé par les plateformes ainsi que les ambiguïtés du DSA concernant les principes fondant les actions de modération.

Olivier CHATAIN
Chercheur invité

25 mai : Séminaire conjoint « L'Asie centrale à l'épreuve des crises : entre opportunités de coopérations et vulnérabilités », IRSEM/DGRIS/MEAE.



Le 25 avril s'est tenue une journée d'échanges sur l'Asie centrale organisée par l'IRSEM, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), et le ministère des Armées. Intitulée « L'Asie centrale à l'épreuve des crises : entre opportunités de coopérations et vulnérabilités », cette journée a été introduite par Frédéric Mondoloni (MEAE) et Guillaume Ollagnier (DGRIS), insistant sur la diversité des enjeux sécuritaires en Asie centrale. Terhi Hakala (représentante spéciale de l'Union européenne pour l'Asie centrale) a posé le cadre des échanges, et a évoqué la nécessité, pour l'Union européenne (UE), de mettre à jour et d'améliorer les accords bilatéraux et la coopération avec les cinq pays d'Asie centrale.

Le premier temps d'échanges, modérés par Marie Dumoulin (European Council on Foreign Relations), a rappelé que l'Asie centrale se situe au cœur d'enjeux géopolitiques régionaux. Dossym Satpaïev (Risk Assessment Group, Kazakhstan) a mis en avant que la guerre en Ukraine affecterait la géopolitique de la région centrasiatique. La réputation déclinante de la Russie en tant que puissance militaire pourrait ainsi accélérer la modernisation de l'outil militaire des pays d'Asie centrale. Marlène Laruelle (Université George-Washington) a prolongé ces considérations en rappelant que la guerre en Ukraine permet de tirer quatre leçons pour les États de la région : le difficile déchiffrement des signaux ambigus de la Russie, comportant un discours impérialiste ; le prestige attaqué des académies militaires centrasiatiques inspirées du modèle russe ; l'envoi de signaux également ambigus de l'Occident, que ce soient des États-Unis ou de l'UE ; et la question de l'impact des sanctions économiques contre la Russie sur les pays d'Asie centrale. Giulia Sciorati (Université de Trente, Italie) s'est intéressée au rôle de

la Chine dans la région, en tant qu'acteur aspirant à être reconnu comme une grande puissance, via le pilier du développement économique.

La deuxième table ronde, intitulée « L'Asie centrale au cœur des préoccupations sécuritaires régionales : Ukraine, Afghanistan », a été animée par Adrien Fauve (IFEAC). Celui-ci a précisé que l'Asie centrale fait partie d'un arc de crise, qui affecte directement et indirectement huit États post-soviétiques. Shairbek Dzhuraev (Crossroads Central Asia, Kirghizstan) a rappelé que le retour des Talibans au pouvoir en Afghanistan reste la problématique prioritaire, l'existence de groupes islamiques auprès des pays frontaliers de l'Afghanistan pouvant influencer les groupes nationaux des pays d'Asie centrale, en particulier le Tadjikistan. Kristiina Silvan (Finnish Institute of International Affairs) a, quant à elle, présenté les perspectives russes de la question sécuritaire en Asie centrale, dans le contexte de la guerre en Ukraine. Entre l'invasion russe et les sanctions occidentales, les gouvernements d'Asie centrale auraient ainsi tenté de viser un équilibre. Finalement, le colonel [Stéphan Samaran](#) (IRSEM) a rappelé trois types de bouleversements qui ont affecté la région depuis l'été 2021 : l'affaiblissement de la présence et de l'influence occidentales ; le régime taliban représentant à la fois une menace et des opportunités de coopération ; l'agression armée de la Russie contre l'Ukraine mettant à l'épreuve deux types de solidarité pour les pays centrasiatiques, d'un côté la loyauté vis-à-vis de la Russie, et de l'autre l'amitié avec le voisin ukrainien.

Le troisième temps d'échanges, modérés par Madeleine Courant (CAPS), a été consacré à l'analyse des dynamiques de coopérations transfrontalières et connectivité régionale. Le journaliste Bruce Pannier (Radio Free Europe/Radio Liberty) a mis en avant l'articulation entre les dynamiques intrarégionales et les volontés des grandes puissances extérieures d'accroître la coopération dans la région. Pour Nozima Davletova (Université de Tachkent), ce renforcement de la coopération peut être inscrit dans un processus de décolonisation vis-à-vis de l'URSS, même si la Russie conserve une influence majeure, notamment dans le secteur de l'énergie. L'aide financière européenne pourrait nuancer ce poids, mais Dominique Menu (IFEAC) souligne divers obstacles aux investissements étrangers tels qu'une mauvaise réputation de ces pays ou l'enclavement de la région et les dépendances pour l'approvisionnement en eau. La coopération transfrontalière est aussi freinée par un manque de volonté politique pour renforcer l'intégration régionale.

La dernière table ronde, intitulée « Les frontières en Asie centrale, lieux de tensions », a été animée par Julien Thorez (CNRS). Celui-ci a rappelé l'importance des frontières en Asie centrale, qui voit se combiner le temps des nations et le temps de la mondialisation. Le chercheur Parviz Mullojonov a évoqué le conflit gelé à la frontière entre le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, lié à l'exploitation de ressources comme l'eau. Mélanie Sadozaï (INALCO) a quant à elle analysé la situation à la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan. L'État islamique (EI) gagne en influence par le biais d'une campagne de recrutement intense de minorités ouzbèkes et tadjikes du nord de l'Afghanistan. Selon la chercheuse, les incidents revendiqués par l'EI mettent en cause la capacité de contrôle des frontières par les Talibans et renforcent la rhétorique de Douchanbé à l'égard de ces derniers. Enfin, le commandant Jean-François Puel, conseiller en matière de sécurité et contre-terrorisme auprès de l'UE, a présenté différents programmes de l'Union dans la région. Il a notamment évoqué LEICA, projet pour la lutte contre le terrorisme, et la CT TECH Initiative, visant à renforcer les capacités des autorités à contrer l'exploitation des nouvelles technologies à des fins terroristes.

[Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, et Terhi Hakala ont conclu le séminaire en rappelant la diversité et la complexité des dynamiques qui animent l'Asie centrale, et le rôle que peut jouer l'UE en renforçant ses liens avec les différents pays de la région.

Charlotte DESMASURES et Théophile DRIEUX
Assistants de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



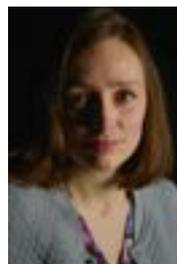
Maxime AUDINET

- Intervention sur les médias russes nationaux et internationaux dans l'atelier « Atelier recherche. Médias et journalisme en Ukraine et Russie : informer en temps de guerre », Assises du journalisme de Tours, 13 mai 2022.
- Modération du panel « Propagande, censure et vérité dans la guerre », Assises du journalisme de Tours, 13 mai 2022.
- Intervention : « Les conséquences de la guerre en Ukraine dans l'espace informationnel russe », journée d'étude « Guerre en Ukraine : enjeux stratégiques et conséquences internationales », Centre Thucydide-Université Paris II, 19 mai 2022.
- Discussion des travaux d'Olivier Chatain au séminaire de l'IRSEM, 24 mai 2022.
- Cité dans « [Au Sahel, Paris échoue à contrer la propagande russe](#) », *Le Monde*, 18 mai 2022.
- Intervention dans l'émission *Soft Power*, France Culture, 29 mai 2022.
- Lauréat du [Prix du livre de recherche sur le journalisme](#) des Assises du journalisme de Tours pour *Russia Today (RT) : Un média d'influence au service de l'État russe*, INA, 2021.



Élie BARANETS

- Jury de sélection des thèses IDEES 2022 auprès de l'Agence Innovation Défense, 16 mai 2022.



Camille BRUGIER

- Organisation du workshop « Terrains difficiles » sur le thème de « l'écriture du terrain » avec les doctorants RIS et, comme chercheurs invités, Anne-Laure Mahé et Thomas Calvo, IRSEM, 10 mai 2022.



Thomas CALVO

- Coordination, avec Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Arouna Sougané, du numéro spécial (50 ans) de la revue *Statéco*, n° 116, « [Gouvernance, paix et sécurité : quelles mesures pour quels résultats ?](#) », mai 2022.

- Articles : avec Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Arouna Sougané, « Introduction générale : des données GPS à double titre » et avec Marion Mercier : « Causes économiques des guerres : une revue de la littérature », *Statéco*, n° 116, « Gouvernance, paix et sécurité : quelles mesures pour quels résultats ? », mai 2022.

- Webinaire de restitution du numéro spécial *Statéco*, 31 mai et 1^{er} juin 2022.



Paul CHARON

- Lauréat de l'appel à candidature de la Andrew W. Marshall Foundation (AWMF) pour diriger une étude sur le thème : « Examining history to explore the future. France, The United States, and China 2050 ».

- Audition par l'Inspection générale des armées (IGAM et IGARM) dans le cadre d'une étude sur la prospective au sein du ministère des Armées, 20 mai 2022.

- Intervention : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, présentation du rapport sur les opérations d'influence chinoises devant le groupe de travail de l'UE sur le renforcement de la résilience et la lutte contre les menaces hybrides, Conseil de l'Union européenne, Bruxelles, 25 mai 2022.

- Membre du jury de soutenance de mémoire de master de Chloé Gondat intitulé « Le renouvellement de la guerre biologique en Chine », Sciences Po, Paris, 30 mai 2022.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Publication : « [Interpreting the Emirati and Saudi Refusal to Side with the "West" on The War in Ukraine](#) », Strategic Brief No. 36, 2 p. [traduction

en anglais de la Brève stratégique n° 36, parue le 29 mars 2022].



Thibault DELAMARE

- Lauréat du prix de thèse « Droit et Relations internationales » de la faculté de droit d'Aix-en-Provence, Aix-Marseille Université, 18 mai 2022.



Adrien ESTÈVE

- Codirection et introduction avec Lucile Maertens du numéro 35, « [Environnement et défense](#) », *Les Champs de Mars*, 2020/2, p. 11-26.

- Article : « De la sécurité environnementale à la prévention des risques : le changement climatique dans les politiques de défense aux États-Unis », *Les Champs de Mars*, n° 35, 2020/2, p. 27-48.

- Workshop : avec Florian Opillard et Angélique Palle, présentation des travaux de l'axe défense et environnement de l'IRSEM au Centre Marc Bloch (Berlin), 3 mai 2022.



Julia GRIGNON

- Média : « [Ukraine : l'Occident avance sur une ligne de crête militaire face à Moscou](#) », propos recueillis par Marine Pannetier, AFP, 29 avril 2022.

- Média : « [Guerre en Ukraine : comment livrer des armes à Kiev sans déclencher la Troisième Guerre mondiale ?](#) », réponse aux questions d'Anissa Hammadi, *Le Parisien*, 1^{er} mai 2022.

- Média : « Quand un État devient-il cobelligérant d'un conflit ? », propos recueillis par Azaïs Perronin, Radio Classique, 3 mai 2022.

- Publication : « [International Law and the War in Ukraine: Three questions to Julia Grignon](#) », Institut Montaigne, 5 mai 2022.

- Publication : « [La "cobelligérance", ou quand un État devient-il partie à un conflit armé ?](#) », Brève stratégique

n° 39 / « [“Co-belligerency” or when does a State become a party to an armed conflict?](#) », Strategic Brief No. 39, IRSEM, 6 mai 2022, 2 p.

- Publication : « [War in Ukraine and the rules governing the conduct of hostilities under the Law of Armed Conflict](#) », Strategic Brief No. 35, IRSEM, 11 mai 2022, 2 p. [traduction en anglais de la Brève stratégique n° 35, parue le 28 mars 2022].

- Média : « [Le droit des conflits armés. Qu'est-ce qu'un crime de guerre, un crime contre l'humanité, un génocide ?](#) », Science et vie/Guerres et histoire, 13 mai 2022.

- Média : « La Cour pénale spéciale en République centrafricaine, réponse aux questions de Jean-Sébastien Soldaïni », Radio France, 16 mai 2022.

- Média : « [Le sort des prisonniers de guerre en Ukraine : Entrevue avec Julia Grignon](#) », *Desautels le dimanche*, Radio Canada, 22 mai 2022.

- Publication : « [Combattants d'Azovstal, que dit le droit international humanitaire ?](#) », Blog Quid Justitiae, Université Laval, 23 mai 2022.

- Média : « [Que dit le droit sur l'échange de prisonniers en temps de guerre ?](#) », *Les Matins*, France Culture, 24 mai 2022.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Entretien sur le rôle des technologies dans la guerre en Ukraine et l'adaptabilité du droit international humanitaire, *Cahiers Droit, sciences & technologies*, 14, 2022, p. 19-23.

- Mission dans le Golfe et au Moyen-Orient, 8-20 mai 2022.

- Présentation du rapport *Chinese Influence Operations* au National Security Bureau du Koweït, Koweït City, 18 mai 2022.

- Présentation avec Paul Charon du rapport *Les Opérations d'influence chinoises*, au Conseil européen, Bruxelles, 23 mai 2022.

- Présentation sur le concept de « haute intensité », Institut Montaigne, Paris, 25 mai 2022.

- Conclusion du colloque international « L'Asie centrale à l'épreuve des crises. Entre opportunités de coopération et vulnérabilités » coorganisé par l'IRSEM et le MEAE, École militaire, Paris, 25 mai 2022.



Édouard JOLLY

- Article : avec Angélique Palle, « L'environnement comme problème stratégique, transition énergétique et changement climatique dans les armées françaises », *Les Champs de Mars*, « [Environnement et défense](#) », n° 35, 2020/2, p. 77-99, doi: 10.3917/

lcdm.035.007.

- Invité à l'émission *Tout un monde* de Patrick Chaboudez, « [Les enjeux militaires dans le Donbass](#) », RTS, 26 avril 2022.

- Interviewé par Hugues Maillot, « [Guerre en Ukraine : Vladimir Poutine va-t-il être contraint de décréter la mobilisation générale ?](#) », *Le Figaro*, 3 mai 2022.

- Invité à la matinale d'Aurélien Accart, « [Ukraine : Azovstal est "le seul objectif atteignable" d'ici au 9 mai pour Vladimir Poutine, estime un chercheur en théorie des conflits armés](#) », Franceinfo radio, 4 mai 2022.

- Invité à l'émission *Le temps du débat* d'Emmanuel Laurentin, « [De quelle manière la guerre en Ukraine bouleverse-t-elle le monde de la recherche ?](#) », France Culture, 12 mai 2022.

- Organisation et conclusion du colloque international « [Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques : les enjeux et enseignements de la zone indopacifique](#) », École militaire, Paris, 13 mai 2022. [Première partie](#), [Deuxième partie](#).

- Interviewé par Bruno Rieth, « [Comment la résistance ukrainienne inspire l'armée française \(et l'inquiète sur ses capacités\)](#) », *Marianne*, 21 mai 2022.

- Intervention avec Florian Opillard et Angélique Palle : « *Military mobilization in the COVID-19 pandemics in France and Europe* », pour le colloque US Army War College, École militaire, Paris, 24 mai 2022.



Anne-Laure MAHÉ

- Publication : « [Sudan foreign policy after the coup: Military-led, security-focused, and aligning with Russia?](#) », Strategic Brief No. 40, IRSEM, 12 mai 2022.



Anne MUXEL

- Article : « La confiance : condition du vivre-ensemble », *Urbanisme*, Hors série, n° 75, avril 2022, p. 27-28.
- Entretien : « Une confiance démocratique entamée. Trois questions à Anne Muxel », *L'ours*, 4 mai 2022.

- Intervention et présentation des résultats issus de l'enquête menée sur les classes de défense (EPS) dans le cadre de l'événement organisé par la Direction nationale du service de la jeunesse, Balard, 6 mai 2022.

- Rendu des travaux menés en tant qu'experte-référente auprès du comité 2, dans le cadre de la session nationale 2021-2022 de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), 747^e majeure « politique de défense », sur la thématique de la résilience des populations en situation de crise majeure.



Florian OPILLARD

- Présentation du travail de l'ANR ARMY dans le séminaire interne de l'équipe « Multiple Crisis » du Centre Marc Bloch, Berlin, avec Angélique Palle et Adrien Estève, 3 mai 2022.

- Présentation lors du séminaire de l'ANR COPOLIS, « Processus de cadrage et usages de la cartographie participative. L'AEMP à San Francisco », Campus Condorcet, 10 mai 2022.

- Discussion de la table ronde « La connaissance géographique, soutien indispensable aux opérations militaires », colloque « La géographie militaire, un savoir stratégique pour les armées françaises depuis le XIX^e siècle », organisé par Philippe Boulanger (Paris Sorbonne/Société de géographie/IRSEM), 13 mai 2022.

- Présentation de l'ANR ARMY, colloque annuel IRSEM-US Naval War College, 24 mai 2022.



Angélique PALLE

- Article : avec Édouard Jolly, « L'environnement comme problème stratégique, transition énergétique et changement climatique dans les armées françaises », *Les Champs de*

Mars, « [Environnement et défense](#) », n° 35, 2020/2, p. 77-99, doi: 10.3917/lcdm.035.007.

- Conférence : « La sécurité énergétique en Europe : un enjeu géopolitique majeur au 21^e siècle », Conférence organisée dans le cadre du dialogue stratégique franco-allemand et de la PFUE, Institut français de Bonn, 3 mai 2022.

- Workshop : avec Florian Opillard et Adrien Estève, présentation des travaux de l'axe défense et environnement de l'IRSEM au Centre Marc Bloch (Berlin), 3 mai 2022.

- Workshop : Contribution au « Labo – Crises », organisé par le ministère de la Transition écologique, 9 mai 2022.

- Conférence : avec Florian Opillard, Édouard Jolly, Colloque annuel IRSEM/US Army War College, White Team, présentation des travaux de l'ANR Army (IRSEM-CEVIPOF) sur l'emploi des forces armées dans la pandémie de Covid-19 et sa perception par la population.



Marianne PÉRON-DOISE

- Participation [en ligne] au NESAs maritime Series « Beyond the geopolitics of the Quad », présentation d'un papier sur « Rules, norms and trust – a conversation to assist QUAD », organisé par le Near East South Asia Center for Strategic Studies, National Defense

University, Bangkok, 4-6 mai 2022.

- Participation [en ligne] à une table ronde organisée par l'IRASEC « [Multidimensional approaches to the new regional order in the Indo-Pacific : views from Asia and the EU](#) », modération du panel sur la sécurité maritime, Bangkok, 5 mai 2022.

- Participation au colloque « Prévention et lutte contre les trafics d'armes légères », modération du panel « Le trafic d'armes légères en Indo-Pacifique et ses enjeux liés à la voie maritime », IRSEM, Paris, École militaire, 13 mai 2022.

- Participation à l'émission *Décryptage*, « [Conséquence de la crise sanitaire sur la politique nord-coréenne](#) », RFI, 23 mai 2022.

- Participation à l'atelier « Sécurité maritime dans l'Indo-Pacifique », dans le cadre de la journée d'étude IRSEM/US Army War College, Paris, École militaire, 24 mai 2022.

- Interview pour « [Vol de bombardiers russes et chinois près du Japon en marge du sommet du Quad](#) », RFI, 24 mai 2022.



Maud QUSSARD

- Invitée par Yves Calvi pour le débat sur le renforcement de l'assistance militaire américaine à l'Ukraine, RTL matin, 2 mai 2022.

- Entretien avec Julien Rapegno, « Un soutien militaire revendiqué », *La Montagne*, 3 mai 2022.

- Modération : « La présence avancée renforcée de l'OTAN (eFP). Entre logiques de socialisation, pratiques de différenciation et stratégie de dissuasion », avec Jean-Vincent Holeindre (Université Paris-Panthéon-Assas, IRSEM), Amélie Zima (Centre Thucydide, IRSEM), Emmanuel Dreyfus (IRSEM), Christelle Calmels (CERI-SciencesPo), Centre Thucydide, 4 mai 2022

- Communication : table ronde « Cyberspace, espace et désinformation : les nouveaux domaines de la concurrence stratégique », avec Xavier Pasco, Stéphane Taillat, Forum du Saint-Laurent 2022 sur la sécurité internationale, 9 mai 2022

- Conférence : « Quelles perspectives d'avenir pour les relations transatlantiques ? Regards des États-Unis », IHEDN, 10 mai 2022

- Communication : « L'information dans la politique étrangère des États-Unis depuis la guerre froide », Colloque de la revue *Relations internationales*, « Politique extérieure et répartition des pouvoirs intérieurs », Maison de la recherche, Université d'Arras, 13 mai 2022.

- Tournage programme Arte 27, « Information en temps de guerre : l'art du mensonge », Arte 27 Studio, 18 mai 2022.

- Organisation, avec Camille Boutron (IRSEM) et Jean-Baptiste Velut (Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle), du séminaire « Eau et gestion de l'eau en Amérique latine », du cycle « Environnement et conflits », avec Anaïs Marshall, docteure en géographie de l'Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, et maître de conférences à l'Université Toulouse – Jean Jaurès, IDA/IRSEM, 19 mai 2022.

- Présidence et organisation du colloque annuel entre l'IRSEM et l'US Army War College, École militaire, 24 mai 2022.

- Intervention sur « Les infrastructures de qualité des États-Unis en Indopacifique », Conférence en ligne « Le Japon et les infrastructures de qualité dans l'Indopacifique : entre coopération et compétition », Observatoire Indopacifique, IRIS, 30 mai 2022.



Maxime RICARD

- Publication : avec Bruno Charbonneau, codirection de l'ouvrage *Routledge Handbook of African Peacebuilding*, Abingdon et New York, Routledge, 31 mai 2022, 308 p. et « Introduction: Whose Peacebuilding? Power, Politics, Practices ».

- Chapitre : « Stability for Whom and for What? The Ivorian Peacebuilding Experience Under Alassane Ouattara », *Routledge Handbook of African Peacebuilding*, Abingdon et New York, Routledge, 31 mai 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Invité du journal en vietnamien, « [Russie, Ukraine et les ventes d'armement, quelles conséquences pour le Viêt Nam ?](#) », RFI, 30 mai 2022.



Camille TROTOUX

- Intervention : « Aviateur : une ou plusieurs identités ? », journée d'étude « Image et identité de l'aviateur. Approches historiques et sociologiques », ICP/CESA/IESD, 19 mai 2022.



Marjorie VANBAELINGHEM

- Discours d'ouverture du colloque « Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques : les enjeux et enseignements de la zone indopacifique », IRSEM/DGRIS, École militaire, 13 mai 2022.

- Publication : « [Les Japonais et leurs Forces d'autodéfense aujourd'hui](#) », Note de recherche n° 127, IRSEM, 23 mai 2022.



Amélie ZIMA

- Intervention dans l'émission *Le Temps du débat*, « [Est-il temps d'élargir l'OTAN](#) », France Culture, 27 avril 2022.

- Organisation du séminaire « [La présence avancée renforcée de l'OTAN](#) »

(eFP). [Entre logiques de socialisation, pratiques de différenciation et stratégie de dissuasion](#) », Centre Thucydide, Université Paris-Panthéon-Assas, 4 mai 2022.

- Intervention : « Limites et apports de la dissuasion multilatérale conventionnelle : le cas de la présence avancée renforcée de l'OTAN », séminaire « [La présence avancée renforcée de l'OTAN \(eFP\). Entre logiques de socialisation, pratiques de différenciation et stratégie de dissuasion](#) », Centre Thucydide, Université Paris-Panthéon-Assas, 4 mai 2022.

- « Quel rôle pour l'OTAN dans la défense de l'Europe », conférence « L'Europe face à la guerre » organisée par l'IRIS et la mairie du XI^e arrondissement de Paris, 14 mai 2022.

- Interview : « [L'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN serait un tournant majeur pour ces pays comme pour l'organisation](#) », FranceInfo, 12 mai 2022.

- Invitée à l'émission *Concordance des Temps*, « [L'OTAN, une étrange pérennité](#) », France Culture, 14 mai 2022.

- Participation à la réalisation de la vidéo pédagogique sur le rôle de l'OTAN produite par Sydo pour la série « [C'est vrai ça ?](#) », 18 mai 2022.

- Intervention dans l'émission *Cultures Monde*, « [Élargissement de l'Otan : la sécurité mondiale à l'épreuve](#) », France Culture, 20 mai 2022.



Océane ZUBELDIA

- Interviewée par Antoine Albertini, « Les drones, nouvel outil de travail des délinquants », *Le Monde*, 2 mai 2022.

- Organisation avec Pierre Bourgois de la séance 9 du séminaire en ligne « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation de Marion Trousselard, médecin chef des services, Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA), intitulée « *Embodied medicine* et santé du militaire », IRSEM, 9 mai 2022.

- Membre du jury pour la sélection des projets de thèse IDEES 2022, Agence de l'innovation de défense (AID), École militaire, 16 mai 2022.

- Intervention avec Pierre Bourgois, thème n° 2, « Guerres technologiques, éthique et soldats augmentés », colloque annuel IRSEM/US Army War College, École militaire, 24 mai 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Pierre BOURGOIS

- Organisation avec Océane Zubeldia de la séance 9 du séminaire en ligne « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation de Marion Trousselard, médecin chef des services, Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA), intitulée

« *Embodied medicine* et santé du militaire », IRSEM, 9 mai 2022.

- Intervention dans le cadre du panel « Guerres technologiques, éthique et soldats augmentés », journée d'études organisée avec une délégation américaine de l'US Army War College, IRSEM, École militaire, 24 mai 2022.



Chantal LAVALLÉE

- [Entretien](#) avec Sarah-Myriam Martin-Brûlé et Thomas Juneau dans le cadre du Balado Conseils de sécurité du Réseau d'analyse stratégique, 4 mai 2022.



Yvan LLEDO-FERRER

- Intervention sur le thème « Solving global challenges in a time of great power competition » à la session inaugurale du LyonMUN (université Lyon 2), 19 mai 2022.

- Intervention : « Techniques d'analyse structurée » dans le cadre du master analyse de renseignement, Universidad Rey Juan Carlos (Madrid), 27-28 mai 2022.



Léa MICHELIS

- Conférence : « Contre qui ? Penser l'ennemi pour le vaincre », École de guerre, 6 mai 2022.

**Michel PESQUEUR**

- Article : « France d'abord, la 5^e division blindée au combat », *Avenir et traditions*, n° 156, avril 2022, p. 4-8.

VEILLE SCIENTIFIQUE

CHINE

Jean-Louis ROCCA, « [Restons couchés ou comment mieux comprendre la nature du régime chinois à travers un mouvement contestataire](#) », *The Conversation*, 3 février 2022.

Dans cet article, le sociologue de la Chine Jean-Louis Rocca décortique le mouvement « Tang Ping » – littéralement « allongons-nous à plat » – dans lequel les jeunes dénoncent la culture du 996 (travail de 9 heures du matin à 9 heures du soir, six jours sur sept) et l'involution (Nei Juan) – le manque de sens associé à la course constante à la performance, au profit et au statut social. Jean-Louis Rocca explique que ce mouvement contestataire des réseaux sociaux est très mal compris par les médias occidentaux qui y voient une critique du Parti. Pour le chercheur, les jeunes ne contestent pas le système politique chinois – ce mouvement ne débouche d'ailleurs pas sur des contestations de masse contre le régime – mais vise plutôt la logique capitaliste du système social. Jean-Louis Rocca explique que le fait que l'existence de ce mouvement soit tolérée (même si le Parti l'a officiellement condamné) permet de remettre en cause la qualification de totalitaire, au sens arendtien du terme, appliquée au régime chinois.

Roderick LEE & Marcus CLAY, « [Don't Call it a Grey Zone: China's Use of Force Spectrum](#) », *War on the Rocks*, 9 mai 2022.

Les auteurs de ce billet (dont l'un écrit sous pseudonyme) expliquent qu'après de nombreux mois d'incompréhension mutuelle, les États-Unis ont été obligés, le 30 octobre 2020, de signifier très directement à la Chine leur absence de volonté de lui déclarer la guerre. La Chine était alors en train de se préparer à une attaque américaine majeure. Si cet événement a très peu fait parler de lui en Europe, il a mené à une réflexion critique sur la façon d'interagir avec la Chine du côté de l'armée américaine puisqu'il a mis en avant le risque d'entrer en guerre sur un malentendu. D'après les auteurs, cet état de fait est dû à une mécompréhension mutuelle des signaux envoyés de part et d'autre. Du côté américain, les auteurs soulignent plusieurs problèmes : le manque de connaissance du continuum de l'usage de la force par l'armée chinoise, notamment les différentes étapes de l'escalade militaire, ainsi que la méconnaissance de l'usage et de la

compréhension locale des concepts occidentaux qui sont intégrés dans les stratégies militaires chinoises. Dans ce sens, Roderick Lee et Marcus Clay appellent à l'abandon de l'usage du terme de « zone grise » pour qualifier les pratiques militaires de la Chine en temps de paix et de se pencher plutôt sur les conflits qui l'ont opposée à ses voisins dans sa région afin d'apprendre à connaître ses usages et pratiques en matière de défense mais aussi d'attaque. Cela permettrait ainsi de réduire l'incertitude quant aux réactions potentielles chinoises aux signaux envoyés par la partie américaine.

Camille BRUGIER
Chercheuse Chine

ÉTATS-UNIS/UKRAINE

LA MOBILISATION BUDGÉTAIRE EXCEPTIONNELLE POUR L'UKRAINE

Joe BIDEN, « [Letter to the Speaker of the House of Representatives on Fiscal Year 2022 Emergency Supplemental Funding](#) », The White House, 28 avril 2022.

« [Pentagon Press Secretary Statement on \\$150 Million in Additional Security Assistance for Ukraine](#) », US Department of Defense News, 6 mai 2022.

David VERGUN, « [Biden Signs Lend-Lease Act to Supply More Security Assistance to Ukraine](#) », US Department of Defense News, 9 mai 2022.

Le président Joe Biden a demandé au Congrès le jeudi 28 avril 2022 d'adopter un programme d'aide d'urgence à l'Ukraine d'un montant de 33 milliards de dollars, destiné à couvrir les besoins de l'effort de guerre jusqu'en septembre. Celui-ci a été approuvé le 10 mai par la Chambre des représentants, avec un ajout de 7 milliards supplémentaires, et a finalement été adopté par le Sénat le jeudi 19 mai. Au total, plus de 24 milliards de dollars sont dédiés à l'assistance militaire. Que contient précisément cette assistance militaire entérinée par le Congrès en termes capacitaires ? Celle-ci comprend notamment un renforcement et réapprovisionnement des équipements de défense essentiels à l'Ukraine (11,4 milliards), un soutien au déploiement des unités militaires américaines pour soutenir le Commandement des forces des États-Unis en Europe et les forces de réaction de l'OTAN (3,9 milliards). En outre, 1,9 milliard serait attribué au domaine de la cybersécurité, et 550 millions seraient dédiés à créer un Fonds d'acquisition de munitions essentielles pour les États-Unis

et les membres approuvés de la coalition, et un dispositif pour les rendre interopérables. En complément, 4,5 milliards seraient dédiés au Financement militaire étranger, visant à renforcer les besoins de la défense ukrainienne du flanc Est et des autres partenaires régionaux, ainsi qu'à l'approvisionnement d'équipements urgents au Service national des gardes-frontières d'Ukraine et à la Police nationale d'Ukraine, et le soutien au déminage. En parallèle, le 6 mai 2022, le ministère de la Défense a annoncé l'autorisation présidentielle d'un retrait d'assistance de sécurité évalué à 150 millions de dollars supplémentaires, comprenant notamment la livraison de systèmes aériens Stinger et de systèmes d'armement antichars Javelin très demandés. En complément, le 9 mai 2022, le président Joe Biden a ratifié la loi *Ukraine Democracy Defense Lend-Lease Act of 2022*, autorisant l'Administration, jusqu'à la fin de l'année fiscale 2023, à prêter ou louer des équipements militaires à l'Ukraine et à d'autres pays de l'Europe de l'Est. Ces votes sont une exception manifeste aux divisions partisans qui ont entravé le travail sur d'autres questions sous la présidence de M. Biden.

GUERRE INFORMATIONNELLE EN UKRAINE

Philip SEIB, « [Why Russia is losing information war](#) », USC Center on Public Diplomacy, 9 mai 2022.

La Russie est-elle en train de gagner ou de perdre la guerre informationnelle en Ukraine ? Pour Philip Seib, professeur émérite de journalisme et de diplomatie publique à l'Université de Californie du Sud, la Russie est dans une situation de faiblesse stratégique. Dans un article publié dans le cadre de la University of Southern California – Center on Public Diplomacy, organisme de recherche spécialisé dans l'information et la propagande, celui-ci explique que les stratégies de désinformation russes, qui ont pu s'avérer efficaces dans le passé, ne le sont plus concernant la présente guerre. Selon l'auteur, la raison peut être résumée en un mot : la résistance accrue face à la subversion informationnelle russe qui, auparavant, était généralement trop faible et trop tardive. En 2022, la situation a changé. Les contre-attaques vis-à-vis des stratégies de désinformation russes ont lieu sur divers fronts, avec de multiples acteurs. D'abord, le secteur du journalisme joue un rôle important, avec des reportages visant à répondre aux mensonges russes. En outre, les technologies de l'information en constante expansion offrent des solutions de contournement pour les citoyens russes, grâce aux réseaux privés virtuels. Les agences d'information des gouvernements occidentaux réagissent également de manière affirmée contre la Russie. L'Agence améri-

caine pour les médias mondiaux a entrepris une action massive pour créer un « anneau d'information autour de la Russie », qui diffuse des programmes conçus pour les Russes, mais aussi pour les publics de pays comme le Belarus, la Moldavie, le Kazakhstan et d'autres voisins de la Russie. Finalement, le gouvernement ukrainien a fourni lui-même de grands efforts pour diffuser son histoire au monde entier. Le président Volodymyr Zelensky est omniprésent sur tous les médias sociaux, accompagné par une forte mobilisation civile en sa faveur. Parmi les leçons à tirer de cette guerre, Philip Seib explique de façon prospective qu'il faudra retenir qu'un public non préparé est dangereusement sensible à la désinformation.

UKRAINE ET INDOPACIFIQUE

Andrew FEICKERT, « [U.S. Ground Forces in the Indo-Pacific: Background and Issues for Congress](#) », **Congressional Research Service, 6 mai 2022.**

La guerre en Ukraine va-t-elle affecter la bascule stratégique des États-Unis en Indopacifique ? Dans un rapport du Congressional Research Service, Andrew Feickert présente le contexte historique de la présence des forces terrestres américaines dans l'Indopacifique, ainsi que les enjeux à venir pour le Congrès. Ce spécialiste des forces terrestres militaires note que l'enjeu le plus saillant est lié à l'impact potentiel du conflit en Ukraine sur la présence militaire terrestre des États-Unis dans la région indopacifique. Compte tenu des récents événements, les décideurs politiques peuvent s'interroger sur le rôle et l'efficacité de la dissuasion dans la région indopacifique ainsi que sur le futur dispositif et la composition des forces terrestres américaines dans la région. Certains experts ont ainsi pu suggérer de remplacer la stratégie actuelle axée sur le Pacifique par un « pivot vers l'Europe », tandis que d'autres considèrent que les événements en Ukraine n'auraient entraîné que des modifications mineures de la nouvelle stratégie de défense nationale axée sur la Chine dans la région indopacifique. Or, quel que soit l'accent stratégique mis, il existe des implications potentielles pour les forces terrestres américaines dans l'Indopacifique. Ainsi, diverses forces terrestres américaines pourraient être engagées en Europe sur une base permanente ou par rotation. Si tel était le cas, les nouvelles unités allouées à l'Europe pourraient ne pas être disponibles pour l'Indopacifique, et ainsi avoir de graves conséquences opérationnelles. En outre, le financement de la *Pacific Deterrence Initiative* dont l'armée de terre et les *Marines* dépendent également, pourrait être influencé par les besoins actuels et futurs en ressources de sécurité européennes. Si davan-

tage de forces terrestres américaines sont allouées à l'Europe, le Congrès pourrait décider d'examiner comment ce changement affecterait le dispositif des forces terrestres américaines dans la région indopacifique et la capacité de l'armée et des *Marines* à remplir leurs rôles opérationnels.

UKRAINE/CONGRÈS/OTAN

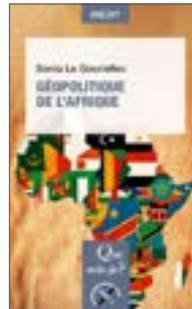
David AUERSWALD, « [How the US Senate could slow down Sweden and Finland's NATO future](#) », **Atlantic Council, 17 mai 2022.**

Le Sénat américain pourrait-il mettre en péril le processus d'intégration de la Suède et de la Finlande dans l'OTAN ? C'est la question que se pose David Auerswald, professeur d'études de sécurité au National War College aux États-Unis, dans un article écrit pour le think tank américain Atlantic Council. L'ajout de nouveaux États membres est un processus complexe, nécessitant une modification du traité fondateur de l'OTAN, qui doit ensuite être ratifié par chacun de ses trente membres. Le Sénat doit ainsi donner son avis et son consentement pour tout nouveau traité ou modification d'un traité déjà existant. Selon l'auteur, la question la plus intéressante est de savoir combien de temps il faudra au Sénat pour donner son avis et son consentement. À ce propos, celui-ci pense que le processus sera plus lent que ce que souhaitent les partisans de l'Alliance. D'abord, l'organisation des vacances du Sénat durant le mois d'août est à intégrer dans le calcul. Si le traité modifié est signé avant le sommet de l'OTAN à la fin du mois de juin, le Sénat devra organiser ses auditions et voter en juin et juillet, en septembre et octobre, voire attendre une session après les élections de mi-mandat. En outre, les sénateurs peuvent utiliser des moyens pour modifier la ligne directrice. Lorsqu'ils donnent leur avis et leur consentement sur un traité, ceux-ci adoptent un document de ratification qui affirme que Washington respectera les conditions du traité. Les sénateurs peuvent ajouter à ce document toutes sortes de réserves, d'accords et de conditions. Or, compte tenu de la guerre en Ukraine, l'élargissement de l'OTAN est une question urgente, sur laquelle il existe un quasi-consensus quant à la menace russe et au rôle de l'OTAN dans la dissuasion. Il est ainsi probable qu'il y ait certains ajouts de conditions au document de ratification de l'élargissement, mais non de manière démesurée. Moins il y aura de conditions, plus le débat au Sénat sera rapide. Néanmoins, le Sénat, tel qu'il est polarisé actuellement, pourrait représenter un facteur de ralentissement. Pour l'auteur, les sénateurs ultra-partisans auraient ainsi tendance à insérer dans les documents de ratification d'importantes exigences en matière de

rapports de l'exécutif demandés par le Congrès. Les sénateurs ont certes la responsabilité d'examiner en détail les membres potentiels de l'Alliance avant de donner leur avis et leur consentement. Mais pour David Auerswald, avec une guerre en cours en Europe, il n'est pas question de débattre pour le plaisir de débattre, ou de compliquer inutilement une question relativement simple : les États-Unis et l'Europe seront-ils plus en sécurité avec la Finlande et la Suède dans l'Alliance ? La réponse est oui.

Charlotte DESMASURES
Assistante de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Sonia LE GOURIELLEC, *Géopolitique de l'Afrique*, Que sais-je ?, 2022.

Dans cet ouvrage destiné à un large public, Sonia Le Gouriellec propose une réflexion sur la place du continent africain dans le système international contemporain. Son approche se caractérise en premier lieu par une volonté de lutter contre une vision monolithique du continent : elle préfère ainsi utiliser tout au long du livre l'expression « les Afriques », qui n'est étonnamment pas reprise dans le titre, pour insister sur la diversité des contextes et des trajectoires au-delà de certaines similitudes. En second lieu, il s'agit de ne pas reproduire une vision classique mais simplificatrice du rôle des États africains et de leurs dirigeants dans le système international : ni passifs ni périphériques, ils ont une capacité d'agir par eux-mêmes et pour eux-mêmes face aux acteurs vus comme dominants. Ce faisant, Sonia Le Gouriellec adopte une perspective informée par la discipline des relations internationales mais également par les développements récents d'une historiographie critique qui réévalue la place occupée par le continent dans les récits dominants et eurocentrés de l'histoire du monde.

L'ouvrage se divise en six chapitres. Les trois premiers sont chronologiques, proposant un panorama sur l'histoire ancienne et récente de la construction des États africains, de la période précoloniale à aujourd'hui. Ils permettent de questionner un certain nombre de stéréotypes persistants, tels que l'idée des frontières comme étant un projet colonial, imposé notamment par les Européens lors de la Conférence de Berlin (1884-85). En réalité, des frontières existaient déjà sur le continent avant la colonisation, et il fallut plusieurs décennies pour mettre en œuvre les conclusions de la Conférence étant donné la résistance des acteurs africains. Le débat scientifique sur l'existence de caractéristiques propres à l'État africain est restitué succinctement et clairement dans le chapitre II, qui s'intéresse à la formation des États dans la période 1950-1970, tandis que le chapitre III s'intéresse aux évolutions de la conflictualité sur le continent depuis les années 1960.

Les trois chapitres suivant se présentent comme davantage thématiques. Le chapitre IV s'intéresse au panafricanisme et au régionalisme, démontrant l'importance du panafricanisme en tant que projet intellectuel et politique. Son héritage est central pour comprendre les rela-

tions postindépendances des États africains entre eux et avec le reste du monde. Le chapitre V pose la question d'un « nouveau grand jeu » qui se serait mis en place depuis le début du XXI^e siècle avec un accroissement de la rivalité entre grandes puissances, dont le continent serait l'un des théâtres. Si cette partie propose des approfondissements intéressants sur les relations avec la France, les États-Unis et les puissances dites « émergentes », on regrettera que l'agentivité des États africains et des acteurs qui les composent passe au second plan. Enfin, le dernier chapitre s'écarte de l'approche stato-centrée qui caractérise l'ouvrage pour s'intéresser au rôle des migrations et des diasporas africaines. Partant du constat que la plupart des migrations sont en fait intra-africaines, Sonia Le Gouriellec développe l'analyse de leurs impacts en termes politiques, économiques et sociaux sur des pays d'accueil qui sont souvent également des pays de départ. Elle fait ainsi référence aux recherches récentes sur la gestion sécuritaire des frontières intra-africaines et aux mouvements xénophobes qui ont eu lieu dans certains pays, par exemple en Afrique du Sud. Il est dommage que ces chapitres thématiques n'abordent pas la question des échanges culturels, par exemple celle de l'influence globale des industries créatives africaines, ce qui contribuerait certainement à la réflexion sur la place du continent dans les échanges économiques mondiaux.

Pour conclure, cet ouvrage facile d'accès tout en étant intellectuellement exigeant intéressera toutes celles et tous ceux qui désirent en apprendre davantage sur les relations internationales du continent : il offre à la fois un large panorama des dynamiques structurelles et historiques du continent, une introduction aux principaux débats scientifiques en la matière, et des exemples concrets mettant en valeur les réalités propres des différents États africains.

Anne-Laure MAHÉ
Chercheuse Afrique de l'Est

À VENIR

8 juin : Conférence en ligne – Présentation de l'ouvrage *Routledge Handbook of African Peacebuilding*, dirigé par Bruno CHARBONNEAU (Collège militaire royal de Saint-Jean, Canada) et Maxime RICARD (IRSEM), 15h30 - 17h30.



L'Afrique est au centre des interventions de la communauté internationale en matière de consolidation de la paix. La multitude d'acteurs, d'idées, de relations, de pratiques, d'expériences, de lieux et de contextes du continent façonne les possibilités et les pratiques de la consolidation de la paix contemporaine. Ce nouveau manuel examine et analyse la consolidation de la paix dans ce contexte spécifiquement africain. L'ouvrage commence par décrire l'évolution et les diverses idéologies, conceptualisations, institutions et pratiques de la consolidation de la paix en Afrique. Il identifie les différences essentielles dans la manière dont les artisans de la paix africains ont conceptualisé et mis en œuvre leurs pratiques. L'ouvrage examine ensuite comment les différents acteurs soutiennent, construisent et utilisent l'infrastructure de paix africaine pour identifier et analyser les mandats, les approches et les intérêts convergents, divergents ou concurrents. Enfin, il analyse des questions thématiques spécifiques telles que le genre, la justice, le développement, la démocratie et la crise climatique avant de terminer par des analyses approfondies d'études de cas sur le continent. Réunissant un groupe international d'experts, ce livre sera une lecture essentielle pour les étudiants et les chercheurs en politique africaine, en reconstruction post-conflit, en sécurité, et en études sur la paix et les conflits en Afrique.

20 juin : Colloque « La mobilisation des armées dans la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 », École militaire, 9h30-18h. [Inscription obligatoire.](#)



Organisé par le programme de recherche ANR « ARMY » (appel ANR Flash Covid), qui analyse le rôle des armées dans la gestion de la pandémie de Covid-19 et sa perception par la population, ce colloque est le fruit d'une collaboration entre l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) et le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

Lors du lancement de l'opération militaire Résilience en mars 2020, les armées françaises ont été mobilisées pour apporter leur soutien dans ce que le président de la République qualifiait alors symboliquement de « guerre » contre la Covid-19. Les quelque 3 000 militaires engagés dans l'opération Résilience ont rempli des missions diversifiées : entre mobilisation sanitaire des personnels du Service de santé des armées, protection des équipements sanitaires, réponse logistique et organisationnelle dans les différentes cellules de crise ministérielles, la réponse des armées prend des formes plurielles, dans un principe de subsidiarité. C'est cette pluralité et le statut de ces missions, pour les armées, les pouvoirs publics et la population française qu'il s'agit d'interroger dans ce colloque. Trois axes problématiques organiseront les échanges en réunissant chercheurs et militaires autour de trois tables rondes : 1) Les dispositifs militaires de la gestion de crise ; 2) La coopération civilo-militaire et sa perception par la population française ; 3) Analyse comparative internationale de l'usage des militaires dans la gestion de la crise sanitaire.

24 juin : Colloque « Le combattant et les nouvelles technologies : évolutions, transformations et défis », École militaire, 9h45-18h. [Inscription obligatoire.](#) [Inscription Zoom.](#)



Le progrès technologique constitue un enjeu majeur pour les forces armées. Que ce soit sur les plans stratégique et opérationnel ou encore vis-à-vis des conflits armés, les puissances contemporaines doivent nécessairement s'en saisir et en mesurer la portée, dans un contexte de « tech-guerre » accru et en évolution constante. Cette journée d'études vise ainsi à s'intéresser aux nouvelles technologies pour le combattant et aux différents défis qui les entourent. Tout d'abord, il s'agira d'interroger les technologies qui tendent à éloigner le combattant du champ de bataille, des drones armés aux objets connectés, en passant par l'informatique quantique et les systèmes d'armes létales autonomes. Il conviendra, ensuite, d'évoquer les technologies (matérielles ou non matérielles) qui visent à renforcer le combattant, comme les exosquelettes, l'interface cerveau-machine, les substances pharmacologiques ou encore, l'ingénierie génétique. Enfin, l'objectif sera de mettre en avant, de manière multidimensionnelle et non exhaustive, plusieurs enjeux associés à ce développement technologique, qu'ils soient éthiques, juridiques, stratégiques ou climatiques. C'est donc bien le rapport des puissances démocratiques aux technologies militaires qui est ici plus largement questionné.

► [Programme.](#)

APPEL À CONTRIBUTIONS

De l'irrégularité à la haute intensité : quelle conflictualité après la guerre en Ukraine ?

L'IRSEM s'associe au Service historique de la Défense (SHD) à l'occasion de la journée d'étude des doctorants sur le sujet « De l'irrégularité à la haute intensité : quelle conflictualité après la guerre en Ukraine ? » qui se déroulera le 26 septembre 2022 à l'École militaire.

Des doctorants aux compétences variées (philosophie, histoire, science politique, relations internationales, droit, sociologie...) sont invités à proposer des communications autour des axes suivants :

- Axe 1 : Le retour à la haute intensité : une rupture stratégique ?
- Axe 2 : Rupture ou continuité historique – combien de fois fut enterrée la guerre irrégulière ?
- Axe 3 : Opposition conceptuelle en conflits réguliers/irréguliers – réalité stratégique ou outil de langage politique ?

Retrouvez ici [l'appel à contributions détaillé \(PDF\)](#).

Date limite des propositions : 12 juin 2022.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Juin 2022

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, À paraître, Communiqué, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 29\)](#)

Dilemme du soldat, Dialogue Shangri-La, Sommet de l'OTAN, Deep fakes

[À VENIR \(p. 31\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Étude n° 95 – 15 juin.

« [L'armée, les Français et la crise sanitaire – Une enquête inédite](#) », par Anne MUXEL, Florian OPILLARD et Angélique PALLE, 84 p.

L'opération Résilience déclenchée par le président de la République dès le début de la pandémie de Covid-19 confirme la relative évidence avec laquelle le pouvoir civil saisit désormais le personnel militaire en soutien de son action. Cela va-t-il de soi pour les populations ? Qu'en pensent les Français ? Quelle légitimité reconnaissent-ils au pouvoir politique et au pouvoir militaire dans cette situation d'exception ?

C'est un aspect peu analysé de la façon dont la crise sanitaire a été traitée par les autorités politiques et sanitaires et vécue par les populations, non seulement dans ses moments les plus intenses (printemps 2020), mais aussi

dans ses temps de relative accalmie (été 2020, printemps 2021), que cette étude entend présenter. Elle expose les résultats d'une enquête inédite menée auprès d'un échantillon représentatif de la population française sur la perception du rôle et de la mobilisation des armées dans la crise sanitaire. Elle renseigne sur la façon dont se répartit pour l'opinion publique l'équilibre des pouvoirs, des décisions et des compétences entre les pouvoirs civil et militaire lors des crises non conventionnelles. Plus largement, les données recueillies permettent de revisiter le lien des Français à leurs armées, l'image qu'ils en ont, et de cerner l'évolution de leurs attentes en matière de sécurité et de protection. Enfin, l'enquête rend compte de l'état d'esprit des Français confrontés au fléau de la pandémie, aux restrictions imposées et aux inquiétudes que cette crise inédite a pu occasionner.



Note de recherche n° 128 – 28 juin.

« [Que sont-ils devenus ? Les trajectoires professionnelles des anciens chercheurs de l'IRSEM \(2016-2022\)](#) », par Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, 20 p.

Cette note qui étudie les trajectoires professionnelles de la quarantaine de

chercheurs et apprentis-chercheurs ayant quitté l'IRSEM au cours des six dernières années montre que l'IRSEM mène à deux types de carrières : essentiellement la carrière académique, notamment des postes d'enseignants et/ou de chercheurs à l'université et au CNRS, mais aussi la carrière policy, avec des postes dans des ministères et des think tanks privés – une bipartition confirmant la nature hybride de l'institut. Les données figurent en annexe.



Brève stratégique n° 42 – 29 juin.

« [Comment la Turquie tire parti de la guerre en Ukraine pour marginaliser les organisations armées kurdes](#) », par Sümbül KAYA, 2 p.

La Turquie mène une opération de marginalisation du PKK/PYD/YPG en usant de deux leviers : mettre son veto à l'entrée de la Suède et de la Finlande à l'OTAN et menacer d'une nouvelle offensive en Syrie. Son objectif est triple :

faire primer ses intérêts sécuritaires, en obligeant ses alliés à respecter sa grille de lecture ; se positionner stratégiquement vis-à-vis des États-Unis ; tirer profit de ces positions sur le plan électoral.



Note de recherche n° 129 – 30 juin.

« [L'OTAN : Transformation et plasticité. Une organisation de défense collective conçue pour être évolutive et adaptable](#) », par Eveline MATHEY, 21 p.

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, considérée par certains comme une organisation de défense conçue

pour ne pouvoir réagir qu'aux menaces nées pendant la période de la guerre froide, continue, sept décennies plus tard, de faire la preuve de son utilité. Se tourner vers les paramètres de sa création, remettre en perspective les demandes des gouvernements européens de bénéficier du lien transatlantique, rappeler la volonté américaine de trouver les voies et moyens de surmonter les obstacles de politique intérieure illustrent les différentes facettes d'une problématique complexe. La prise en compte immédiate des conséquences de la fracture née d'un changement de paradigme stratégique, l'approche pragmatique des modalités de rédaction du traité, et la nécessité impérieuse de défendre une société libre ont conduit à donner à l'Organisation ainsi créée une matrice adaptable au contexte susceptible de répondre à des enjeux de défense

évolutifs. Les différents articles du traité constituent l'articulation fondamentale de la plasticité de l'Organisation.



Strategic Brief No. 34 – Translation.

« [Clausewitz in Ukraine](#) », by Édouard JOLLY, 2 p. [Traduction de la Brève stratégique n° 34, parue le 16 mars 2022.]

The armed conflict between Ukraine and Russia marks the return of high-intensity warfare in Europe. Chief of the Defense Staff General Burkhard (CEMA)

explained on March 9th in a letter addressed to general officers that overstretched and without any reserve force as they are, Ukrainian forces could collapse. Yet the people in arms might be able keep up the fight and prolong the full-scale war into a petty one.



Research Paper No. 127 – Translation.

« [The Japanese and their Self-Defence Forces today](#) », by Marjorie VANBAELINGHEM and Alice ORTEGA, 24 p. [Traduction de la Note de recherche n° 127, parue le 23 mai 2022.]

Japan is currently the fifth largest conventional military power in the world, and yet it has no armed forces, since the Japanese Self-Defence Forces (JSDF), created after World War II, cannot be considered as such. This paper looks at this paradox from the perspective of the relationship of these forces to Japanese society and the way in which their image affects defence policy in Japan. To do so, we go back to the origins of the JSDF's status and consider their characteristics and the current limits to their development. We also look at how their image, missions and prerogatives are out of step with the geostrategic context of 2022. The image of the JSDF in the eyes of the Japanese population proves to be the key to understanding the permanence of this paradoxical status. We thus analyze how this image is constructed through public opinion, official communication policy and the influence of external actors, such as the American armed forces.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 158 – 7 juin.

« [Penser la guerre à coups de romans](#) », avec August COLE et Alexandre JUBELIN, 52 mn.

August Cole est co-auteur avec Peter Singer de *Ghost Fleet (La Flotte fantôme)* et *Control* (Buchet-Chastel).

2:30 La genèse de *Ghost Fleet* et les principaux points de l'intrigue.

15:00 Les influences de l'ouvrage et sa réception.

33:00 Le nouveau roman, *Control*, et le progrès technologique.



Dans le bunker #48 – 10 juin.

« [Top Gun : Maverick](#) » de Joseph KOSINSKI (2022), avec le colonel David PAPPALARDO, le capitaine Tony MORIN et Alexandre JUBELIN, 1 h 17.

1:00 Avis généraux sur le film.

13:00 La mission.

26:00 Les manières de filmer.

36:30 Le facteur humain.

48:30 Le *team-building*.

55:45 L'histoire d'amour.

1:00:00 L'apparition du F-14.

1:12:30 Le réalisme de l'entraînement.



Épisode 159 – 14 juin.

« [Le combat d'infanterie en Ukraine : Les armes à l'épreuve de la guerre d'Ukraine #5](#) », avec Michel GOYA et Alexandre JUBELIN, 1 h 33.

Michel Goya, colonel issu des troupes de marine à la retraite, est historien et écrivain, consultant défense pour BFM TV.

2:30 Définition et délimitation de l'infanterie.

27:15 Structures et spécificités de l'infanterie russe.

43:30 L'importance des sous-officiers.

48:00 L'infanterie ukrainienne.

56:00 L'équipement.

1:01:20 Forces régulières et irrégulières ukrainiennes.

1:12:00 Les enseignements et adaptations de la guerre.

1:19:00 Le ralentissement du conflit.

1:22:00 L'aide occidentale et ses options.



Dans le viseur #19 – Rediffusion.

« [Des Caesar à Mossoul](#) », avec Alexandre JUBELIN, 20 mn.

Alors que le duel d'artillerie fait rage en Ukraine, et que l'on parle beaucoup de la livraison des canons Caesar français à l'Ukraine, retour sur l'une des précédentes utilisations des Caesar par l'armée française en Irak, pour plonger au cœur de l'emploi de ces engins et mesurer le chemin parcouru.



Épisode 160 – 21 juin.

« [Peut-on faire la guerre et se soucier de l'environnement ?](#) », avec Adrien ESTÈVE et Alexandre JUBELIN, 1 h 06.

Adrien Estève est chercheur post-doctorant à l'IRSEM, co-directeur du numéro 35 de la revue *Les Champs de Mars*, avec un dossier consacré à « Environnement et défense ».

2:30 Les premières apparitions des conséquences environnementales de la guerre.

8:30 L'arrivée progressive de la question environnementale dans les politiques militaires aux États-Unis.

25:30 La prise en compte de l'environnement par le milieu de défense français.

38:00 L'intérêt des armées à limiter leurs empreintes environnementales.

45:00 L'adaptation à des environnements extrêmes.

52:00 Les cadres environnementaux des opérations militaires.

56:30 L'environnement comme facteur de conflit.

1:01:00 Les nouvelles missions des armées liées à l'environnement.



Épisode 161 – 24 juin.

« [Faut-il se soucier de ne pas humilier la Russie ?](#) », avec Olivier SCHMITT et Alexandre JUBELIN, 23 mn.

Olivier Schmitt est le directeur des études de l'IHEDN.

2:00 Les problèmes logiques du raisonnement aboutissant à « ne pas humilier la Russie ».

4:30 Relations internationales et émotions.

14:15 Jouer un rôle de puissance « médiatrice » ?

18:30 Imaginer une issue de conflit.



Épisode 162 – 28 juin.

« [L'Allemagne et son armée](#) », avec Ulrike Franke et Alexandre Jubelin, 57 mn.

Ulrike Franke est *senior policy fellow* à l'European council on foreign relations (ECFR) et co-productrice du Sicherheitshalber podcast.

4:00 La recreation d'armées allemandes après la Seconde Guerre mondiale.

15:50 La réunification allemande et l'absorption de l'armée de RDA dans la Bundeswehr.

21:30 L'existence d'une culture stratégique allemande.

28:00 Le sous-investissement durable dans l'appareil militaire.

36:30 La position allemande face aux interventions françaises.

41:05 L'héritage de la précédente crise ukrainienne en Allemagne et le tournant de février.

47:45 Les livraisons allemandes à l'Ukraine et la durabilité de ces efforts.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et irsem.fr.

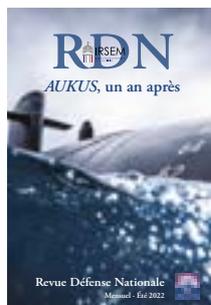
OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



Parution du 2^e volume de la collection **Le Rubicon** aux éditions des Équateurs, **Les nouvelles formes de guerre – Nouvelles technologies, guerre cognitive, désinformations, actions clandestines...**, 15 juin 2022.

On parle beaucoup de la « guerre » mais elle reste une notion molle, aux contours mal définis, en premier lieu parce qu'elle est un phénomène protéiforme : la « guerre » n'est pas qu'un conflit armé interétatique comme celui qui oppose actuellement la Russie et l'Ukraine, c'est aussi et même beaucoup plus souvent des opérations clandestines, des actions invisibles mais influentes, ce que l'on appelle la « guerre cognitive », c'est la désinformation, la « guerre » contre le virus, le rôle des technologies, l'importance de la formation, de la temporalité, etc. C'est, en d'autres termes, un « fait social total ». Ce volume revient sur les différentes formes de la guerre, et ses évolutions les plus récentes, illustrées par des exemples concrets, tirés des quatre coins du monde.

À PARAÎTRE



Numéro d'été de la *Revue Défense nationale*, « **AUKUS, un an après** », sous la direction de Marianne Péron-Doise et Benoît de Tréglodé, n° 852, juillet 2022.

Depuis 2016, la *Revue Défense nationale* (RDN) confie à l'IRSEM son numéro d'été. Cette année, il rassemble un ensemble de contributions de chercheurs français et étrangers consacrées au partenariat de sécurité AUKUS, un an après. Pour autant, ce n'est ni un état des lieux fastidieux ni un bilan. L'objectif essentiel de l'accord étant la construction d'au moins 8 sous-marins à propulsion nucléaire, l'horizon reste assez lointain : les spécialistes s'accordent pour évoquer la livraison d'une première unité vers 2030. Ce travail vise à rassembler différentes réflexions qui permettent de contextualiser et de replacer quelques-unes des conséquences stratégiques les plus évidentes de l'AUKUS dans une perspective de court ou long terme. Il pose au final la question des évolutions et des possibles transitions que la

signature de cet accord a directement ou indirectement amenées dans son sillage. Or, le « temps stratégique » est une variable fluctuante selon l'angle adopté. Il peut se contracter sous l'emprise d'une « surprise stratégique », comme ce fut sans nul doute le cas pour la France lors de l'annonce brutale de l'AUKUS le 15 septembre 2021. Il peut aussi s'accélérer comme le montrent le déclenchement de la guerre en Ukraine et l'ajustement rapide et calibré des initiatives décidées par les États-Unis, l'Union européenne et l'ensemble des pays occidentaux.



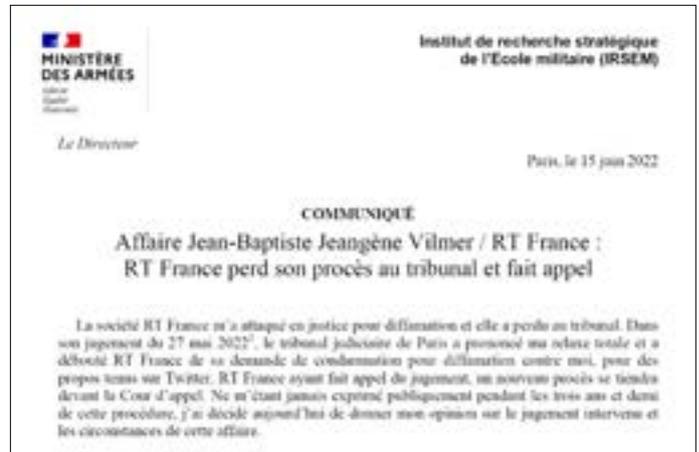
Louise MATZ et Camille TROTOUX (dir.), *Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial*, La Documentation française, juillet 2022.

Cet ouvrage collectif regroupe les actes du colloque organisé à l'École militaire le 20 octobre 2021, ainsi que des contributions extérieures.

Intitulée *Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial*, et coorganisée par le Centre d'études stratégiques aérospatiales (CESA) et par l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), cette initiative a été l'occasion pour chercheurs et praticiens de questionner les spécificités d'une éthique propre aux aviateurs dans la troisième dimension et dans l'espace. Cet objectif scientifique s'est articulé autour de quatre grands thèmes de réflexion structurants de l'armée de l'air et de l'espace (AAE) : l'éthique dans l'usage de la force et de la proportionnalité, dans la guerre à distance, dans l'automatisation, puis celle propre au domaine spatial. Alors que l'éthique guide la légitimité de l'action, du commandement et même la raison d'être du militaire, l'ensemble des lois et des normes auxquelles elle répond évolue en permanence. Les progrès techniques récents et l'accélération du tempo des opérations en redessinent-ils les contours pour les aviateurs ? L'espace, milieu de rupture et nouveau théâtre de conflictualités entre puissances, revêt également des enjeux stratégiques futurs d'exercice de la force. La création du Comité d'éthique de la défense en janvier 2020 par Mme Florence Parly, ministre des Armées, atteste de cet élan de réflexion autour de l'éthique des forces armées, de leur institutionnalisation et de leur encadrement juridique. Cet ouvrage collectif ancre la réflexion de l'armée de l'air et de l'espace dans ces débats de société actuels et s'inscrit dans la continuité de cette pensée stratégique, pour anticiper les conflits de demain.

COMMUNIQUÉ

Communiqué de presse du directeur de l'IRSEM : « RT France perd son procès au tribunal », 15 juin 2022.



La société RT France a attaqué en justice pour diffamation [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), le directeur de l'IRSEM, et a perdu au tribunal. Dans son jugement du 27 mai 2022, le tribunal judiciaire de Paris a prononcé la relaxe totale de M. Jeangène Vilmer et a débouté RT France de sa demande de condamnation pour diffamation, pour des propos tenus sur Twitter. RT France ayant fait appel du jugement, un nouveau procès se tiendra devant la Cour d'appel.

Ne s'étant jamais exprimé publiquement pendant les trois ans et demi de cette procédure, le directeur de l'IRSEM a décidé de donner son opinion sur le jugement intervenu et les circonstances de cette affaire.

► [Lire l'intégralité du communiqué de presse.](#)

ÉVÉNEMENTS

1^{er} juin : Petit-déjeuner Afrique « L'État régional somali d'Éthiopie, une périphérie centrale pour la Corne de l'Afrique ».



Le 1^{er} juin 2022, l'IRSEM a reçu Géraldine Pinault, docteur en géographie/géopolitique de l'Institut français de géopolitique de l'Université Paris 8 et consultante indépendante, dans le cadre d'un séminaire consacré à la thématique de « L'État régional somali d'Éthiopie, une périphérie centrale pour la Corne de l'Afrique ».

Dans sa présentation, elle a expliqué la situation complexe de cet État régional somali dans le système éthiopien de fédéralisme ethnique, brutalement remis en question par le conflit en cours depuis fin 2020 entre le gouvernement fédéral et le Front de libération du peuple du Tigré. La région somalie est stratégique pour l'État éthiopien : elle représente un quart de son territoire, comprend de riches ressources en eau et garantit ses accès à la mer. Mais, située à la frontière avec Djibouti, le Somaliland, la Somalie et le Kenya, et habitée par des populations de différents clans dits somalis établis par-delà les frontières, elle est au cœur des logiques géopolitiques de la Corne de l'Afrique. Dans cette région, les clivages politiques et partisans classiques ne permettent pas de comprendre les jeux de pouvoir qui se nouent à plusieurs échelles du territoire. Les dynamiques de clan sont particulièrement importantes. C'est là que se développent des projets pan-somalis qui cherchent à fédérer, non sans difficultés, les multiples clans somalis. Ces projets politiques suscitent des attitudes diverses dans les pays voisins, les autorités somalies étant par exemple peu favorable à la chose car il s'agit de projets portés par un clan qui n'est pas celui des dirigeants actuels.

La présentation et les questions qui ont suivi, ont mis l'accent sur la circulation des élites dans la région, avec des fonctionnaires de nationalité éthiopienne recrutés pour occuper des postes, parfois à hautes responsabilités politiques, dans les pays voisins. Les logiques transfrontalières de clan peuvent expliquer ces dynamiques. Par ailleurs, la conférencière a développé le concept d'entrepreneurs géopolitiques pour désigner ces individus occupant une position hiérarchique élevée, par exemple au sein des autorités traditionnelles, et qui accumulent des ressources matérielles et symboliques à plusieurs échelles, du local à l'international. Ces entrepreneurs, qui ne sont pas toujours des figures liées à l'État, jouent de l'imbrication des dynamiques politiques domestiques et internationales pour renforcer leur position de pouvoir.

Anne-Laure MAHÉ
Chercheuse Afrique de l'Est

1^{er} juin : Séminaire de réflexion autour de la réadaptation de la stratégie française à destination des pays sahéliers et des pays du golfe de Guinée, IRSEM/MEAE/AFD/DGRIS/Expertise France, à l'Agence française de développement.

Dans le cadre d'une réflexion interministérielle animée par la task-force Sahel, le mercredi 1^{er} juin 2022 a eu lieu le séminaire de réflexion autour de la réadaptation de la stratégie française à destination des pays sahéliers et des pays du Golfe de Guinée. Ce séminaire a réuni une cinquantaine de participants. Sous format Chatham House, il a été coorganisé avec l'Agence française de développement (AFD), le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS), la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du Minarm, Expertise France, et l'IRSEM. Le séminaire, divisé en quatre ateliers thématiques, a rassemblé des chercheurs sahéliers et français, ainsi que des acteurs de l'administration française impliqués sur ces questions.

Le premier atelier concernait la question des réponses à apporter aux insurrections djihadistes dans le contexte d'un constat d'impasse stratégique au Sahel actuellement. Les limites de la grille de lecture en termes de lutte contre le terrorisme ont été soulignées, à la fois car celle-ci a créé des attentes trop importantes, mais aussi parce que les insurrections djihadistes s'inscrivent dans une multitude de dimensions qui ne sont pas seulement sécuritaires. De l'exaspération des populations au Sahel naît un ressentiment envers la France, et donc un public réceptif à des offres de nouveaux partenaires, dans un contexte de pratiques informationnelles, notamment russes, mais aussi

d'un double jeu des élites. Enfin, la question des négociations ainsi que des accords politiques qui peuvent être trouvés dans ce contexte ont été discutés.

Le deuxième atelier portait sur la question de l'appui aux questions de gouvernance et démocratie au Sahel. On constate un affaiblissement considérable des capacités de gouvernance et des espaces civiques de certains États sahéliens. Ce constat s'inscrit dans une histoire longue liée à la délitescence de l'État sous ajustement structurel depuis les années 1980. Le gouvernement transnational sous aide a vu la démobilisation de ses fonctionnaires, des problèmes socio-économiques profonds, et *in fine* une désillusion face au modèle démocratique. Un chantier important pour les États sahéliens est la question des relations centre-périphérie, avec des *modi operandi* à repenser, pour sortir d'une logique d'évitement entre acteurs étatiques et citoyens au niveau local. Les solutions d'appui pour les acteurs internationaux pourraient porter sur l'identification des institutions efficaces dans le champ bureaucratique.

Le troisième atelier s'est intéressé aux mesures à mettre en œuvre dans l'évolution de la présence militaire française en Afrique. La reconfiguration actuelle depuis environ une année s'inscrit globalement dans une posture stratégique en termes d'appui aux armées sahéliennes, en « second rideau ». Un débat important porte sur la question de savoir ce qui constitue, au Sahel, les intérêts stratégiques de la France. L'offre stratégique française doit être renouvelée pour mieux correspondre à ses intérêts, mais aussi aux attentes des partenaires sahéliens et du golfe de Guinée. La question des limites de cette coopération a été aussi discutée dans le contexte de resserrement autoritaire, amenant à un consensus sur le besoin d'une approche plus restrictive.

Le dernier atelier a été consacré au soutien à l'émergence de solutions africaines aux problèmes africains, notamment sur l'efficacité des mécanismes de sécurité, organisations et initiatives régionales. Le cas de l'Initiative d'Accra comme forme d'innovation en devenir a été évoqué. Celle-ci est réalisée dans une logique souveraine par les États concernés, en se focalisant notamment sur la question du renseignement. Malgré les annonces, le constat de la militarisation accrue de la réponse, au détriment d'une prise en compte sérieuse des questions de développement régional dans les septentrions, a été relevé par les chercheurs sahéliens.

Entre la tentation d'une « pause stratégique » au Sahel et les défis immenses de la région, la France est ainsi actuellement dans un moment clé de redéfinition des objectifs

de son soutien au Sahel. Ce séminaire a permis d'offrir une analyse sur le fond et de permettre à différents acteurs de débattre des solutions à apporter.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

Esther BOURGEOIS
Assistante de recherche

2 juin : Séminaire IRSEM/National Institute for Defense Studies (NIDS).



Le jeudi 2 juin 2022, l'IRSEM a accueilli une délégation de huit d'officiers supérieurs japonais et indiens en cours de scolarité au sein du National Institute for Defense Studies (NIDS), dans le cadre des échanges s'inscrivant dans le partenariat existant entre cet institut et l'IRSEM. La délégation japonaise était conduite par le capitaine de vaisseau Katsuya Yamamoto, directeur du département Éducation et du professeur Takeyuki Hasegawa, expert Europe et Russie. L'attaché de défense auprès de l'ambassade du Japon en France, le colonel Tomokazu Matsuzaki, était également présent. [Marjorie Vanbaelinghem](#), directrice adjointe de l'IRSEM, a présidé les échanges en compagnie de chercheurs et assistants de recherche de l'IRSEM (les Dr [Maud Quessard](#), [Pierre Haroche](#), et [Océane Zubeldia](#), le capitaine de frégate (R) [Marianne Péron-Doise](#), Alice Ortega et Théophile Drioux) ainsi que de Céline Marangé (SHD).

Les discussions, couvertes par la règle de Chatham House, ont porté sur l'Indo-Pacifique et les conséquences régionales et internationales de la guerre d'agression russe en Ukraine. La rencontre a été l'occasion de reprendre le fil des activités entre les deux instituts interrompues depuis 2019 en raison de la Covid-19 et traditionnellement nour-

ries par l'envoi croisé de chercheurs et un séminaire de travail. Le NIDS a accueilli cette année le capitaine de frégate Jérôme Chardon destiné à occuper les fonctions d'attaché de défense au sein de la mission militaire de l'ambassade de France à Tokyo à l'été 2022. L'envoi prochain d'un chercheur de l'IRSEM au département Études et recherches sur la sécurité du NIDS est actuellement à l'étude. Jusqu'à présent les séjours de recherche croisés NIDS/IRSEM ont concerné trois chercheurs, dont deux Japonais.

Marianne PÉRON-DOISE
Chercheuse Sécurité maritime

2 juin : Séminaire « La transition burkinabè face aux insurrections djihadistes », avec Mahamoudou Savadogo, chercheur sécurité et défense, et Tanguy Quidelleur, doctorant à l'Université Paris-Ouest Nanterre.

Le séminaire « La transition burkinabè face aux insurrections djihadistes », organisé par le chercheur Afrique de l'Ouest [Maxime Ricard](#), a réuni Mahamoudou Savadogo, chercheur sécurité et défense ainsi qu'ancien gendarme burkinabè, et Tanguy Quidelleur, doctorant à l'Université Paris-Ouest Nanterre.

Le Burkina Faso fait face à une crise sécuritaire et humanitaire sans précédent. Aujourd'hui, le pays sahélien est devenu l'épicentre de la crise régionale au Sahel. La situation sécuritaire du pays ne cesse de se dégrader face aux insurrections djihadistes. La transition militaire actuelle est issue d'un coup d'État réalisé les 23 et 24 janvier 2022, contre le président récemment réélu Roch Kaboré, mais qui était en perte de légitimité face à l'exaspération des populations.

Aujourd'hui, des villes importantes du Nord et de l'Est du pays, telles que Djibo, sont menacées de passer durablement sous le contrôle des groupes armés. Depuis plusieurs années, dans les marges de l'État et dans les zones dans lesquelles les forces de défense et de sécurité (FDS) ont dû battre en retraite, un véritable système politico-milicien est en place, dans le contexte de la montée en puissance des groupes djihadistes JNIM et EIGS. Plusieurs forces miliciennes sont présentes, comme les chasseurs dozos à l'Ouest (communautés dioulas notamment), mais aussi les Rougas (autodéfense des communautés peules). Mais le principal groupe est celui des Koglweogo (groupe de vigilantisme principalement mossi, majoritaire dans le pays) qui sont pour l'essentiel devenus les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP).

Ces derniers sont des supplétifs des FDS, réglementés par une loi votée sous Roch Kaboré. Ils ont aussi consti-

tué une rente électorale, car beaucoup de VDP étaient proches du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), le parti de l'ancien président Kaboré. Les VDP constituent aujourd'hui une forme de milice qui se professionnalise, circule dans le pays, ne se limitant pas à une autodéfense locale, et s'intégrant aux réseaux économiques d'orpillage et des grands commerçants. Tout ceci participe à un effritement du système sécuritaire, dans lequel les grands groupes internationaux miniers ont aussi une responsabilité, en s'attachant les services des FDS au détriment du service public de sécurité.

La transition militaire est actuellement source de désillusions pour les populations burkinabè. La situation du pays semble instable et menace de s'aggraver dans les mois à venir, tandis que les pratiques informationnelles russes s'y développent. Sur le plan humanitaire, la situation est gravissime. Environ 1,7 million de déplacés dans le pays, dont 200 000 de plus depuis début 2022, sont recensés. Si cette crise se pérennise au Burkina Faso, le problème de l'afflux de réfugiés burkinabè, notamment vers la Côte d'Ivoire, pourrait devenir un défi considérable. De plus, avec la pression mondiale sur le prix des denrées alimentaires causée par la guerre en Ukraine, la crise sociale pourrait tendre à s'aggraver, menaçant la transition au pouvoir.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

Esther BOURGEOIS
Assistante de recherche

3 juin : Journée d'étude « La "guerre hybride" à l'épreuve du feu ».



Le 3 juin, le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » de l'IRSEM proposait une journée d'étude intitulée « La "guerre hybride" à l'épreuve du feu ».

À l'origine de cet événement se trouvait un questionnement sur la pertinence actuelle de la notion de « guerre hybride ». En effet, cette notion correspondant à un usage combiné de moyens conventionnels et non conventionnels pour faire la guerre a émergé au milieu des années 2000, puis a rencontré un grand succès dans la réflexion stratégique à partir de 2014, année coïncidant avec le déclenchement de la guerre du Donbass. Elle est associée à celle des « menaces hybrides », les actions coercitives et subversives qui permettent de mener ce type de conflictualité en déstabilisant l'ennemi et en instaurant un brouillage entre la guerre et la paix. Cependant, dès leur origine, ces termes ont suscité les critiques du monde académique, mettant en doute leur pertinence. Aujourd'hui, c'est l'actualité qui nous impose de réévaluer le bien-fondé de ces notions. Ainsi l'objectif de cette demi-journée d'étude était-il de déterminer si le retour des conflits conventionnels marquait l'invalidation de la guerre hybride ou s'il venait au contraire la renforcer, en la conjuguant avec d'autres théâtres.

Les trois premiers intervenants de cette journée d'étude, Élie Tenebaum, Amélie Férey et Maxime Lebrun, ont apporté des éléments de réponse à ces questions liminaires en proposant des définitions plus substantielles des notions de guerre et de menaces hybrides. Car ces notions restent ambiguës à plusieurs égards : leur définition est multiple et changeante selon les acteurs, leur utilisation tactique ne permet pas de conflit ouvert et leurs *modi operandi* qui peuvent prendre des formes variées – les attaques et le détournement des réseaux télécoms dans le Donbass en étant un exemple présenté par Louis

Pétiniaud durant le second panel. Pourtant cette ambiguïté a une limite, dans la mesure où la guerre hybride a un caractère asymptotique : elle reste située « sous le seuil », ou plutôt sous *les* seuils juridiques, technologiques et de temporalité stratégique qui empêchent le déclenchement de la guerre, comme le soulignait Amélie Férey. En outre, la guerre et les menaces hybrides se reconnaissent à leur caractère combinatoire, en étant souvent employées concomitamment à d'autres formes d'attaque et de combat.

Pour les trois chercheurs, les menaces hybrides se caractérisent encore par leur dangerosité vis-à-vis des démocraties libérales. Tous se sont montrés soucieux des réponses que ces régimes pouvaient apporter aux « campagnes hybrides » de grande ampleur auxquelles elles font face, d'après l'expression de Maxime Lebrun. Car les menaces hybrides causent non seulement des situations d'incertitude stratégique chez les démocraties, mais elles les poussent aussi à adopter des mesures illibérales telles que la réduction de la liberté d'expression pour se protéger de ces attaques. Le chercheur du centre d'excellence européen de lutte contre les menaces hybrides a alors proposé deux débuts de solution : employer à la fois la dissuasion en infligeant des sanctions et des punitions réputationnelles aux acteurs responsables, et travailler à sa propre résilience aux attaques.

Ces trois premières interventions à dimension plus théorique et contextuelle ont été utilement complétées par des perspectives étrangères, celles de Russie et d'Iran exposées respectivement par Dimitri Minic et Héloïse Fayet, chercheurs à l'Ifri. Dans les deux cas, la production de ces doctrines a été stimulée par l'Occident. En Russie, la crainte d'être dépassé par leurs adversaires a amplifié l'élaboration des stratégies hybrides, alors que dès la fin de l'ère soviétique, le pays cherchait à étendre sa réflexion épistémologique sur l'essence de la guerre aux moyens non militaires. En Iran, la « guerre combinée » est vue comme un mode de conflictualité essentiel pour la défense envers l'adversaire américain, mais aussi pour se préserver d'affrontements armés potentiellement synonymes de lourdes défaites, comme cela fut le cas lors de la guerre avec l'Irak.

Cette journée d'étude a également permis de comprendre que, malgré le retour de la guerre conventionnelle, tous les types d'acteurs militaires tentent de s'adapter à l'hybridité, tant à l'étranger qu'en France. Ici, la lutte informationnelle est progressivement intégrée à la conduite des opérations des forces armées, car d'après le colonel Emmanuel Devigne, elle est devenue déterminante pour

préservent la liberté de manœuvre et d'action de l'armée. C'est également le cas pour les forces spéciales, expliquait le colonel Laurent Bansept. Celles-ci cherchent à s'adapter aux stratégies hybrides tout en conservant leurs missions traditionnelles, notamment en réduisant la taille de la « signature » de leurs opérations pour être plus discrets. Selon Benjamin Oudet, quelques documents stratégiques suggèrent qu'il en est de même pour les services de renseignement, en dépit de la difficulté à connaître leur stratégie officielle. Cependant, selon le jeune chercheur, étant donné la segmentation et la spécialisation des services, il est possible que les termes « menaces hybrides » recouvre plutôt pour les services l'ensemble des risques qui ne correspondent pas à leurs domaines d'expertise, ce qui questionne à la fois la pertinence de la notion et de la structuration des services.

Pour autant, l'adaptation des acteurs militaires à la guerre hybride n'est pas aisée dans la mesure où elle déterritorialise l'affrontement et contraint les militaires à continuer de se mobiliser en temps de paix. En outre, elle oblige chacun des acteurs militaires à lutter pour la préservation de sa crédibilité et de sa légitimité à défaire des narratifs rivaux.

Ce séminaire « La "guerre hybride" à l'épreuve du feu » a donc contribué à consolider la définition de la guerre hybride. En exposant combien l'hybridité était intégrée aux stratégies française et étrangères et comment de multiples acteurs militaires tentent d'adapter leurs pratiques à cette nouvelle forme de conflictualité, le séminaire a ainsi démontré que la guerre hybride, en dépit du retour de l'affrontement armé, est devenue incontournable dans les pratiques militaires actuelles.

Chloé GONDAT
Assistante de recherche

7 juin : Colloque « La gouvernance européenne des technologies émergentes : concepts, enjeux et pratiques », IRSEM/Collège militaire royal de Saint-Jean/ EU Cyber Direct – EU Cyber Diplomacy Initiative/Peace Research Institute Oslo.



Le 7 juin dernier, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) et le Collège militaire royal de Saint-Jean en partenariat avec l'EU Cyber Direct – EU Cyber Diplomacy Initiative et le Peace Research Institute Oslo, ont organisé un colloque intitulé « La gouvernance européenne des technologies émergentes : concepts, enjeux et pratiques ». Ce colloque international a mis en lumière l'intérêt grandissant des instances européennes à l'égard des technologies émergentes avec la mise en place de différentes initiatives et les défis auxquels elles doivent faire face.

En introduction [Marjorie Vanbaelinghem](#), directrice adjointe de l'IRSEM, a souligné l'importance de cet événement qui se situe à la croisée de l'agenda de fin de mandat de la présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE), d'horizon Europe, et de la réglementation de la Commission européenne en matière de drones.

Caroline Vinot, secrétaire générale adjointe du Secrétariat général aux affaires européennes (SGAE), a prononcé le discours inaugural en soulignant dans quelle mesure la souveraineté technologique et numérique de l'Union européenne (UE), inhérente à son autonomie stratégique, passe par une anticipation des grandes tendances technologiques. Dans un contexte international complexe, les crises successives ont mis en évidence les dépendances européennes aux fluctuations extérieures. En suivant la feuille de route tracée par la boussole stratégique, il est désormais nécessaire que l'UE renforce son autonomie dans les secteurs clés de la santé, du numérique, des semi-conducteurs et de la défense. Les acteurs du numérique doivent notamment se conformer à l'arsenal juri-

dique européen pour garantir la souveraineté numérique de l'UE. Quant au risque de pénurie des semi-conducteurs, la souveraineté européenne sur les chaînes d'approvisionnement reste une problématique à résoudre. Selon Caroline Vinot, ces objectifs mobilisent un cadre d'action global faisant appel à des partenariats public-privé pour leur financement, et combinant des approches militaire, industrielle, économique, stratégique et académique.

Un premier panel, modéré par [Pierre Haroche](#) (IRSEM), a porté la discussion sur la spécificité européenne en matière d'intelligence artificielle (IA), de l'intégration des drones, du cyber, ainsi que du rôle des institutions européennes et internationales. Dans cette perspective, Raluca Csernatonu (EU Cyber Direct – EU Cyber Diplomacy Initiative) a évoqué la nécessité pour les États membres de coopérer pour élaborer un modèle autonome en matière de données, ainsi que pour adapter les systèmes d'IA à l'arsenal juridique européen. Chantal Lavallée (Collège militaire royal de Saint-Jean) a ensuite présenté la stratégie européenne en matière de drones qui repose essentiellement sur un cadre réglementaire adapté, mais est en train de prendre progressivement une dimension globale pour assurer sa cohérence avec d'autres initiatives de l'UE. François Delerue (EU Cyber Direct – EU Cyber Diplomacy Initiative) a, quant à lui, identifié l'accélération depuis 2016 d'une cyberdéfense européenne faisant de l'UE une superpuissance législative en la matière. Par ailleurs, selon Xavier Pasco (Fondation pour la recherche stratégique, FRS) pour bâtir une constellation satellitaire européenne, il sera nécessaire de combiner l'activité de la filière spatiale, la coopération avec le monde du numérique et un financement public massif. Antonio Missiroli (Institute of Security and Global Affairs) a, pour sa part, comparé les stratégies européenne et otanienne à propos des technologies émergentes. L'UE doit néanmoins trouver sa propre voie de régulation, correspondant à ses valeurs, son modèle de financement et ses intérêts.

Un second panel, modéré par [Benoît Rademacher](#), (IRSEM) est venu clôturer la matinée. Il a proposé aux quatre intervenants une discussion autour des défis que l'UE doit relever en matière de gouvernance des nouvelles technologies. Tout d'abord, David Foricher (Agence de l'innovation de défense, AID) a exposé le rôle de l'AID et de l'importance des financements européens, dans la mise en œuvre des technologies émergentes notamment civiles au service des armées françaises. Jocelyn Mawdsley (Université de Newcastle) a ensuite parlé de la réglementation des industries et des technologies de défense. Elle a interrogé l'aspect éthique et sociétal des politiques de défense européennes. Anna Jackman (Université de

Reading) a focalisé sa réflexion sur le caractère perturbateur des drones pour l'environnement, mais aussi sur leur utilisation pour des missions d'intérêt public. Enfin, face à la multiplication des désastres climatiques, Bruno Charbonneau (Collège militaire royal de Saint-Jean) a souligné le fait qu'une prise de conscience devrait se renforcer au sein des acteurs publics et privés du secteur de la défense, particulièrement énergivore.

Une table ronde s'est ensuite tenue en début d'après-midi, modérée par Chantal Lavallée, sur un cas pratique, celui de l'intégration des drones dans l'espace aérien européen. Maria Algar Ruiz (AESA) a exposé les initiatives réglementaires à l'échelle européenne pour permettre cette intégration de manière sécuritaire, avant que Séverine Charmant (Direction générale de l'aviation civile, DGAC) ne détaille les actions de la DGAC en France pour accompagner la filière drones. Christophe Hindermann (Direction de la circulation aérienne militaire, DIRCAM) et Christophe Vivier (Agence européenne de défense, AED) ont ensuite présenté la dimension militaire de cette gouvernance aérienne, respectivement aux niveaux européen et français, à travers des exemples concrets. La présence de ces acteurs a permis de mieux comprendre le positionnement des autorités aériennes civiles et militaires, européennes et françaises à l'égard des technologies émergentes et de leur potentiel.

Pour clôturer ce colloque, le coordinateur du projet EU Cyber Direct – EU Cyber Diplomacy Initiative Dennis Broeders (Université de Leiden) a analysé la vision européenne de la souveraineté numérique et souligné le grand défi géopolitique qu'il constitue. L'ingénieur général hors classe de l'armement Nicolas Fournier, directeur général du numérique et des systèmes d'information et de communication (DGNUM), a subséquemment présenté le point de vue du ministère des Armées en tant qu'utilisateur des technologies. En exposant cette vision du numérique et de la souveraineté, il a alors permis de conclure ce colloque sur l'énonciation des grands enjeux de la souveraineté numérique française, en phase avec les enjeux européens précédemment exposés.

Valentin COLLUMEAU et Charles JOSEPH
Assistants de recherche

7 juin : Séminaire Jeunes chercheurs.



Mardi 7 juin s'est tenu le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, animé par [Thibault Delamare](#), chercheur post-doctorant spécialiste des relations civilo-militaires (IRSEM), [Thomas Calvo](#), chercheur Économie de défense (IRSEM) ainsi que Gilles Ferragu, membre du Service historique de la défense (SHD).

Yaodia Sénou Dumartin, doctorante interdisciplinaire droit-économie à l'université de Bordeaux, a présenté l'avancée de ses travaux sur sa thèse « Recherche sur la conflictualité de la constitution : une méthode économique au service de l'analyse ». L'influence de la constitution sur le conflit a été peu étudiée : la constitution étant toujours pensée dans une logique de pacification, en tant que norme régulatrice des rapports sociaux, tel un contrat social. Ainsi, ses recherches ont porté sur l'influence de la constitution sur la survenance du conflit armé avec la méthode économique au service de l'analyse juridique. Plusieurs questions en découlent : La constitution est-elle conflictogène ? Toutes les composantes constitutionnelles exercent-elles la même influence sur la survenance du conflit ? L'ambition de l'étude serait, *in fine*, de proposer une meilleure connaissance des causes du conflit à travers la préhension de la variable constitutionnelle.

Pour répondre à ces interrogations est utilisée une approche scientifique originale et particulièrement intéressante. Ici l'analyse économique sert à vérifier l'hypothèse de départ selon laquelle la constitution serait une variable explicative du conflit armé. Il s'agit d'intégrer à la recherche juridique une méthode quantitative, permettant de généraliser des conclusions et de déterminer si un résultat est spécifique à un pays donné ou si la portée de ce résultat peut être étendue à d'autres pays.

Dans une première partie, la doctorante présente sa méthode de recherche qui allie le droit et l'économie. Tout d'abord, il y a un travail de définition de ce qu'est

un conflit, nécessaire pour son analyse quantitative. Elle s'est fondée sur la définition de l'*Uppsala Conflict Data Program* : « un incident mobilisant la force armée entre un gouvernement et des civils et causant au moins 25 morts ». Ensuite, elle érige une base de données compilant différentes caractéristiques constitutionnelles et démographiques. Pour ce faire, elle s'est appuyée sur des bases de données préexistantes telles que *Comparative Constitution Project* ou des données relatives à la polarisation ethnique et religieuse. Elle crée ensuite des variables qui peuvent avoir une influence sur la survenance d'un conflit armé, telles que la rigidité de la constitution ou encore la forme de gouvernement. Enfin, elle doit effectuer un travail économétrique visant à trouver le lien de causalité entre paramètres constitutionnels et survenance du conflit armé interétatique.

Son travail économétrique se présente sur la forme d'un modèle logit dans l'optique d'inclure toutes les variables constitutionnelles en un seul modèle. Les premiers résultats suggèrent une liaison positive entre la survenance du conflit armé et plusieurs variables constitutionnelles, telles que l'adoption d'une nouvelle constitution ou la fréquence de ses révisions.

Dans une seconde partie, la doctorante a présenté un chapitre de sa thèse consacré à l'absence de prise en compte des minorités par la constitution comme vecteur de conflit. Lorsque la constitution n'intègre pas les minorités, elle ouvre la voie à leur rejet, à leur persécution. L'absence de reconnaissance ne permet pas à des groupes de bénéficier de régimes juridiques protecteurs mais elle soustrait parfois ces groupes à l'application du droit commun. La théorie de la privation relative enseigne que le déséquilibre entre les différentes composantes de la population dans la jouissance des droits fondamentaux serait déjà facteur de conflit, la constitution posant déjà les jalons du conflit. À cet égard, la situation des Rohingyas au Myanmar offre une illustration de la nature conflictuelle de l'absence de reconnaissance constitutionnelle d'une minorité : la constitution reconnaissant 35 minorités à l'exclusion des Rohingyas, donne lieu à un conflit armé depuis 2016. Parmi les États les plus polarisés ethniquement : la Jordanie, le Koweït, le Guatemala, le Maroc, la Guinée, seules les îles Fidji prévoyaient que jusqu'en 2018 l'élection des membres à la Chambre des représentants tiendrait compte du critère ethnique.

Ainsi, ce qui est conflictogène c'est que la constitution donne à voir le peuple comme un tout homogène, en niant la diversité présente. Ce rejet symbolique amenant à une exclusion juridique. Donc la conflictualité serait

moins imputable à un paramètre pris isolément mais à un ensemble de paramètres qui caractérisent l'exclusion des minorités.

Thibault Delamare et Thomas Calvo ont commenté la présentation, soulignant l'aspect pionnier de son travail au regard de la littérature actuelle en France. L'intérêt de sa méthode a été rappelé par les deux chercheurs. Ils ont invité Yaodia Sénou Dumartin à ne pas s'enfermer dans des biais de sélection : les 25 morts définissant un conflit, la non-prise en compte des États sans constitution, son traitement des guerres internes internationalisées...

Gilles Ferragu s'est montré très enthousiaste quant à l'existence possible d'un modèle exposant l'influence de la constitution sur l'occurrence de conflits armés. Il suggère d'inclure le terrorisme dans ses variables. Étant un phénomène diffus et ne faisant pas forcément de victimes, il faudrait trouver une méthode afin de l'intégrer dans la recherche. Il a également vu un intérêt à aborder la question des minorités régionales en France, qui fait ressortir en filigrane les questions linguistiques et religieuses.

La présentation s'est achevée sur des questions de l'assistance allant de la question indépendantiste en Catalogne, à l'invasion russe en Ukraine, en passant par des questions plus techniques sur la variable de l'autonomie territoriale.

Valisoa JACQUOT
Assistante de recherche

8 juin : Conférence [en ligne] : Présentation de l'ouvrage *Routledge Handbook of African Peacebuilding* de Bruno CHARBONNEAU et Maxime RICARD.



Cette conférence au sein de l'IRSEM a réuni les co-directeurs de l'ouvrage *Routledge Handbook of African Peacebuilding*, Bruno Charbonneau (Collège militaire royal de Saint-Jean, Canada) et [Maxime Ricard](#) (IRSEM),

ainsi que plusieurs auteurs et autrices, qui ont présenté en ligne. Ces spécialistes internationaux, dont plusieurs sont basés sur le continent africain, ont abordé les thématiques de leurs chapitres et participé à une réflexion sur l'avenir de la consolidation de la paix en Afrique ainsi que sur les obstacles structurels à celle-ci. L'esprit de cet ouvrage est de montrer que la consolidation de la paix est au centre de luttes politiques pour la forme de paix à promouvoir. Au-delà des questions et pratiques institutionnelles, bureaucratiques, techniques et opérationnelles, la construction de la paix est contestée, ce qui indique l'intensité des luttes pour définir ce qu'est l'ordre politique légitime dans des situations de conflits armés.

Dans un premier temps, les auteurs ont avancé leurs arguments respectifs à chaque chapitre. L'ouvrage expose les divers acteurs prenant part à la consolidation de la paix, allant des acteurs institutionnels à ceux impactés localement. Marina Sharpe a abordé la prévention des déplacements forcés causés par les conflits en Afrique. Laurie Nathan a souligné que les médiations africaines dans les conflits de haute intensité s'orientent vers une gouvernance démocratique libérale combinée à des accords de partage du pouvoir et que sa pratique montre un caractère illibéral. Dr Briony Jones a montré comment le continent est à la fois central et marginalisé dans la production de politique transitionnelle. Ousmane Diallo a mis en avant l'échec de l'approche du G5 Sahel pour résoudre les conflits dans la région. Adwoa Frimpong a analysé les défis de l'intervention régionale de la CEDEAO en Guinée-Bissau (ECOMIB). Jonathan Sears a souligné que les paradigmes de la consolidation de la paix et du développement ont des logiques circulaires et invitent à des interventions quasi permanentes dans les États et sociétés du continent.

Dans un second temps, les auteurs se sont exprimés sur leur vision du futur de la consolidation du maintien de la paix en Afrique, en particulier dans le contexte de la pandémie de Covid-19 mais aussi des défis liés aux changements climatiques. Les contributeurs ont aussi discuté des défis structurels de la consolidation de la paix en Afrique. Bruno Charbonneau a rappelé que la consolidation de la paix à l'ère des changements climatiques participe à une reconfiguration des politiques et pratiques. L'exemple du Niger et l'impact de la prise en compte de ce paramètre sur les pratiques de gouvernance locale illustrent cet argument. Les contributeurs ont aussi relevé les difficultés pour le continent de s'approprier les politiques de consolidation de la paix dans un contexte de dépendance, mais aussi de renforcement des pratiques autoritaires en Afrique.

Ce livre souligne un grand nombre d'asymétries structurelles et de pouvoir dans les pratiques, les institutions et les relations de la consolidation de la paix en Afrique. Celles-ci sont inséparables de la politique internationale des interventions dans les conflits armés africains. Malgré les diverses tentatives d'effacer cette dimension politique, la construction de la paix rencontre inévitablement la question de savoir pour qui elle est réalisée.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

Esther BOURGEOIS
Assistante de recherche

14 juin : Séminaire « Conflits et économie de défense » : « Cooperation between National Armies: Evidence from the border regions in the Sahel », avec Oliver VANDEN EYNDE.



Le séminaire « Conflits et économie de défense » a repris le 14 juin 2022 à la suite de la prise de poste de [Thomas Calvo](#), chercheur en économie des conflits et économie de défense à l'IRSEM. Oliver Vanden Eynde était le premier invité du séminaire. Professeur d'économie titulaire d'une chaire à l'École d'économie de Paris (PSE) et chargé de recherche au CNRS, il a publié dans certaines des meilleures revues internationales à comité de lecture d'économie (*American Economic Review*, *Review of Economics and Statistics*, *Economic Journal*, entre autres). Il coordonne un projet financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) autour des questions de coopération dans les zones de conflit (COOPCONFLICT).

Il a présenté un travail en cours, co-écrit avec Marion Richard, doctorante à PSE et à l'Université catholique de Louvain, sur les impacts des alliances militaires internationales sur les violences. Plus particulièrement, les auteurs étudient les impacts de la mise en œuvre de la

force d'intervention transfrontalière du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) depuis 2017 sur l'intensité des violences dans la zone sahélienne et sur les dynamiques et propagation des violences, notamment dans la région des trois frontières (Burkina Faso, Mali et Niger). Pour répondre à cette question, les auteurs tirent profit d'une base de données recensant tous les événements violents avant et après la mise en place de la force d'intervention du G5 Sahel.

Emmanuelle Lavallée, maître de conférences à l'Université Paris-Dauphine, économiste travaillant notamment sur les impacts socio-économiques du conflit au Mali, a ensuite discuté ce travail et lancé une discussion fournie entre les participants et l'intervenant.

Ce premier séminaire, après une longue période d'absence, s'est déroulé sous format hybride et a rassemblé trente personnes. Il est prévu que ce séminaire, qui fait intervenir des chercheurs du monde académique en économie des conflits et économie de défense, reprenne dès septembre 2022 mensuellement dans un format similaire.

Thomas CALVO
Chercheur Économie des conflits et économie de défense

15 juin : Webinaire « Ukraine War and Geopolitical Implications for Europe and Asia », IRSEM/Taiwan Center for Security Studies (TCSS).



En ce 112^e jour de guerre, l'IRSEM et le Taiwan Center for Security Studies (TCSS) de la National Chengchi University ont co-organisé, le mercredi 15 juin 2022, un webinaire sur la guerre en Ukraine et les implications géopolitiques de celle-ci pour l'Europe et l'Asie, en réunissant des chercheurs et experts français, taiwanais et indien. [Édouard Jolly](#), chercheur en théorie des conflits armés et philosophie de la guerre à l'IRSEM, a présenté tout d'abord les leçons opérationnelles de la guerre en Ukraine. Il a été suivi par l'amiral Richard Y. K. Chen, ancien vice-ministre de la Défense taiwanais, qui a présenté les leçons de cette guerre en utilisant la COP, *common operational picture*. [Maxime Audinet](#), chercheur à l'IRSEM et spécia-

liste des stratégies d'influence russes, a expliqué quelles étaient les conséquences de l'invasion russe en Ukraine dans l'espace informationnel. [Pierre Haroche](#), chercheur en sécurité européenne à l'IRSEM, a montré comment la guerre en Ukraine a révélé l'Union européenne comme acteur géopolitique. James F. Tzeng, conseiller en sécurité nationale à la National Policy Foundation taïwanaise, a présenté ce qui, dans la guerre entre l'Ukraine et la Russie, pouvait servir de leçons pour renforcer la défense taïwanaise. Enfin, Veeresh Kanduri, chercheur au TCSS et Young National Security Fellow au Forum for Integrated National Security indien, est revenu sur la position de l'Inde face au conflit russo-ukrainien. Plusieurs questions ont été posées aux intervenants par les membres du public, dont l'amiral Édouard Guillaud. La discussion a été modérée par [Carine Monteiro](#), doctorante associée à l'IRSEM et alors invitée au TCSS.

Carine MONTEIRO DA SILVA
Doctorante associée

20 juin : Colloque « La mobilisation des armées dans la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 », IRSEM/CEVIPOF.



Le lundi 20 juin s'est tenu le colloque, organisé par l'IRSEM et le CEVIPOF, sur la mobilisation des armées dans la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. Rassemblant des militaires et des universitaires français et internationaux, ce colloque a clôturé le programme de recherche ANR ARMY, qui analyse le rôle des armées dans la gestion de la pandémie de Covid-19 et sa perception par la population française.

La journée a débuté par un discours d'ouverture du directeur de l'IRSEM, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), suivi d'une présentation du programme de recherche par [Anne Muxel](#) (directrice du domaine « Défense et société »), et

une présentation *keynote* de Pascal Vennesson (professeur des Universités en science politique, Université Paris-Panthéon-Assas, Senior Fellow, S. Rajaratnam School of International Studies). Ces discours introductifs ont été l'occasion de mettre en lumière le rôle d'un acteur peu étudié dans le cadre de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 et de cerner les débats sur l'engagement des armées dans ce type de crise.

Trois tables rondes ont structuré ce colloque. La première, modérée par [Édouard Jolly](#) (chercheur à l'IRSEM), portait sur les dispositifs militaires de gestion de crise. Les interventions du général Didier Lanteri (médecin chef des services, officier général relations internationales au Service de santé des armées), du colonel Rémi Cottin (chef de la conduite des opérations sur le territoire national, Centre de planification et de conduite des opérations, état-major des armées), et du lieutenant-colonel Cyrille Chauveau (état-major du commandement des Formations militaires de la sécurité civile, armée de terre), ont permis de présenter leurs retours d'expériences et leurs témoignages sur le rôle des armées dans le cadre de l'opération Résilience et dans la gestion de crise.

La deuxième table ronde, modérée par Anne Muxel, abordait la thématique de la coopération civilo-militaire et sa perception par la population française. À cette occasion, les résultats du projet de recherche ANR ARMY ont été présentés. Dans un premier temps, Anne Muxel (responsable scientifique du programme ANR ARMY) a livré les résultats de l'enquête quantitative menée dans le cadre du programme de recherche. Elle a montré la façon dont la crise sanitaire a été traitée par les autorités politiques et sanitaires et vécue par les populations. Dans un second temps, [Florian Opillard](#) et [Angélique Palle](#) (chercheurs à l'IRSEM) ont présenté le volet qualitatif du programme de recherche et décrit la diversité des fonctions militaires sollicitées dans la gestion de cette crise majeure ainsi que la spécificité des savoir-faire militaires en situation d'urgence. La dernière intervention de cette table ronde menée par Olivier Borraz et Henri Bergeron (directeurs de recherche au CNRS au Centre de sociologie des organisations, Sciences Po) a permis d'aborder plus largement les enjeux organisationnels et institutionnels de la gestion de la crise sanitaire.

Enfin, la troisième table ronde était dédiée à une analyse comparative internationale de l'usage et des fonctions des armées dans la gestion de la crise sanitaire. L'intervention de Rut Diamint (professeure à l'Universidad Torcuato Di Tella [UTDT] et chercheuse principale du Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Tecnológicas) a concerné

le cas de l'Amérique latine. Juliette Genevaz (maîtresse de conférences à l'Université Lyon 3, chercheuse à l'IFRAE [UMR 8043]) a présenté le cas de la Chine. Quant à Matteo Mazzionti di Celso (capitaine de l'armée de terre italienne, doctorant en études de sécurité à l'Université de Gènes), il a insisté sur les spécificités du cas italien.

La journée a été clôturée par le discours de [Jean-Vincent Holeindre](#) (directeur scientifique de l'IRSEM et professeur des Universités à l'Université Paris-Panthéon-Assas), qui a souligné l'intérêt des thématiques d'étude concernant le recours et la mobilisation des armées au sein du territoire national, dans un contexte international marqué par la multiplication de crises complexes de grande ampleur. Ce colloque a été l'occasion d'interroger la pluralité et le statut des missions des armées, en France et à l'international, à partir du regard croisé des militaires, des chercheurs, des pouvoirs publics et de la population française.

Charlotte DUCRET
Assistante de recherche

20-21 juin : 2^e réunion du Network of European Strategic Studies Institutes (NESSI), Lisbonne.



La directrice adjointe de l'IRSEM, [Marjorie Vanbaelinghem](#), s'est rendue à Lisbonne pour la 2^e réunion du Network of European Strategic Studies Institutes (NESSI). Ce réseau, composé d'instituts de recherche stratégique à l'affiliation institutionnelle, créé à l'initiative de l'IRSEM en septembre 2021, est présidé cette année par le Portugal.

L'Instituto da Defesa portugais a organisé la rencontre en deux temps : une série de conférences et discussions autour du thème *European defence and the defence of Europe*, et une réunion sur l'organisation du réseau et des activités possibles.

Sven Biscop (Egmont Institute) a évoqué le conflit en Ukraine et la posture européenne vis-à-vis de la Russie et de la Chine. José Costa Pereira, représentant permanent portugais à Bruxelles, a quant à lui rappelé le contexte récent dans lequel la thématique de la défense était traitée à Bruxelles, depuis le Brexit jusqu'à la Boussole stratégique, en mettant en avant la position constante portugaise en faveur d'un consensus sur ces sujets. Enfin, Raluca Csernaton (Carnegie Bruxelles) a analysé la coopération EU-NATO en matière d'industrie de défense, appelant l'Europe à éviter la redondance avec les États-Unis en matière de développement de technologies de pointe, et à laisser entrer de nouveaux acteurs sur le marché pour inciter à un changement de culture au sein de l'industrie.

La seconde partie de la rencontre a exploré les possibilités de développement du réseau NESSI et de ses activités. Les différents instituts ont d'abord exposé leurs travaux et leur positionnement dans leur pays, faisant apparaître une forte hétérogénéité au sein du réseau. Les échanges ont porté sur les sujets de recherche en commun et ont permis d'exposer les bonnes pratiques en matière de fonctionnement. Le Portugal a proposé d'organiser deux activités pour le reste de sa présidence : une conférence en ligne en septembre et une publication en ligne, à partir des contributions de l'ensemble des membres du réseau.

Le German Institute for Defence and Strategic Studies (GIDS) s'est porté volontaire pour assurer la présidence du réseau en 2023, tandis que la Roumanie a fait état de son souhait de lui succéder en 2024. Des instituts finlandais et belge ont demandé à adhérer au réseau et devraient être invités à la prochaine réunion.

Théophile DRIEUX
Assistent de recherche

21 juin : Symposium « Guerres de l'information et Alliances stratégiques », IRSEM/Réseau d'analyse stratégique (RAS).



Le 21 juin s'est tenu le premier symposium annuel entre les chercheurs français et canadiens issus de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) et du Réseau d'analyse stratégique (RAS). Organisé en format workshop de deux demi-journées à l'Innovation Defense Lab (Paris), ce symposium a été l'occasion de proposer des regards croisés sur des enjeux stratégiques cruciaux. Après de traditionnels mots de bienvenue, les discussions se sont orientées vers deux thèmes : les guerres de l'information à l'ère numérique, ainsi que la modernisation et la résilience des alliances dans les espaces euro-atlantique et indo-pacifique.

La première partie de la journée était composée de trois temps d'échanges centrés sur la transformation et la complexification des guerres de l'information au regard du perfectionnement technologique du secteur du numérique. Dans une première table ronde présidée et modérée par Jean-Christophe Boucher (RAS-Université de Calgary), Olivier Chatain (IRSEM-HEC) a exposé les stratégies de modération des plateformes de contenu à l'aune de leur modèle d'affaires. En s'appuyant sur l'angle des études de gestion, celui-ci a présenté la difficile gestion des externalités politiques engendrées par les effets de réseau pour les plateformes de contenus numériques.

Le deuxième panel de discussion s'est penché sur l'étude des écosystèmes d'influence informationnels russes au Canada et en Afrique. [Maxime Audinet](#) (IRSEM) et Colin Gérard (IFG) ont détaillé des exemples d'opérations d'influence menées par des acteurs russes au Sahel *via* des analyses lexicométriques. Jean-Christophe Boucher (RAS-Université de Calgary) a quant à lui présenté le cas des opérations d'influence menées sur les réseaux sociaux

au Canada et la polarisation politique des échanges sur les médias sociaux, en s'appuyant sur le cas de la guerre russo-ukrainienne. Le lieutenant-colonel Yves Desbiens (OTAN) a clôturé ce temps d'échanges en décrivant la façon dont le Centre d'excellence des communications stratégiques de l'OTAN travaille en vue d'exposer et de comprendre les tactiques de groupes russes menant des opérations d'influence sur les réseaux sociaux, en Afrique ou en Europe orientale.

La troisième table ronde de la matinée visait à promouvoir la jeune recherche : deux doctorants ont à cet effet exposé les premières conclusions de leurs travaux de thèse. Dusan Bozalka (CARISM) a décrit les stratégies informationnelles mobilisées par les acteurs pro-russes dans l'instrumentalisation des écosystèmes complotistes sur Twitter et Telegram, desquels il a extrait plus de 2,1 millions de données. Sarah Rodriguez-Louette (CREW), quant à elle, s'est chargée d'analyser les enjeux stratégiques liés au concept du *National Divorce*. Dans une Amérique toujours plus polarisée, le mouvement libertarien se rapproche progressivement des acteurs issus de la galaxie des mouvements nationalistes blancs avec pour objectif de mettre à mal la stabilité du pays.

La seconde partie de la journée était composée de deux panels de discussion dédiés à l'étude de l'évolution et de l'adaptation des alliances et partenariats stratégiques. La table ronde n° 4, intitulée « Résilience et évolution de l'OTAN au regard du facteur Chine », était présidée et modérée par Christelle Calmels (CERI Sciences Po), avec Justin Massie (UQAM-RAS) dans le rôle de discutant. Martin Quencez (GMFUS) et [Pierre Haroche](#) (IRSEM) ont présenté leurs analyses issues d'une note de recherche conjointe « [L'OTAN face à la Chine. Réponses et adaptations](#) » (IRSEM, 4 février 2022). Martin Quencez a présenté les différentes visions de l'OTAN portées par les administrations américaines depuis Barack Obama. Pierre Haroche a, quant à lui, insisté sur l'interdépendance des théâtres européen et asiatique en cas de crise, et la façon dont l'OTAN est amenée à intégrer celle-ci dans sa planification militaire.

La table ronde n° 5, présidée et modérée par [Élie Baranets](#) (IRSEM), était consacrée à la modernisation des alliances et le renforcement des partenariats stratégiques en Indo-Pacifique, avec [Camille Brugier](#) (IRSEM) en tant que discutante. [Maud Quessard](#) (IRSEM) a présenté la stratégie multi-domaines et multi-acteurs portée par les États-Unis, participant à l'achèvement de la modernisation de la bascule stratégique dans cette région. Justin Massie (UQAM-RAS) s'est intéressé à la vision et aux discours du Canada

vis-à-vis de la Chine, la présentant davantage comme une opportunité économique qu'une menace proprement dite. Celui-ci a précisé la faible marge de manœuvre du Canada en Europe et en Indo-Pacifique entraîné par le choix du renforcement de la défense continentale du pays. Amélie Chalivet (Université Paris-Panthéon-Assas et Sorbonne Université) a prolongé la discussion en présentant la politique étrangère de l'Inde comme illustrant une posture d'ambiguïté stratégique vis-à-vis de ses partenaires, que ce soit diplomatiquement ou militairement. Finalement, Maxandre Fortier (UQAM) a abordé la perception de la menace chinoise par l'Australie et les stratégies de *balancing* interne et externe l'accompagnant.

En guise de clôture de cette journée fructueuse en discussions, Maya Kandel (CREW), Maud Quessard (IRSEM), Justin Massie (UQAM-RAS), et Élie Baranets (IRSEM) ont proposé une conclusion sur l'impact de la guerre en Ukraine sur l'évolution des alliances, les événements contemporains témoignant d'un réinvestissement américain dans l'espace européen, entraînant des débats sur la vision de l'OTAN comme architecture de sécurité cohérente pour assurer la sécurité européenne.

Charlotte DESMASURES
Assistante de recherche

Dusan BOZALKA
CARISM/Université Paris-Panthéon-Assas

22 juin : Remise des prix IRSEM du meilleur mémoire de l'École de guerre.



La contribution à l'enseignement militaire supérieur est l'une des quatre missions de l'IRSEM – les trois autres étant la recherche, le soutien à la « relève stratégique » et la contribution au débat public. Depuis septembre 2020, l'IRSEM et l'École de guerre ont considérablement accru leurs interactions, dans le cadre d'une réflexion plus large

sur le rapprochement des fonctions recherche, doctrine et enseignement au sein du ministère des Armées. Ce rapprochement a fait l'objet d'une convention par laquelle les deux institutions incarnent cette collaboration dans un certain nombre de mesures dont la création d'un prix, délivré par l'IRSEM pour la première fois en juin 2021, au meilleur mémoire de l'École de guerre dirigé par un chercheur de l'IRSEM.

Le 22 juin 2022, la cérémonie de remise des prix de la 29^e promotion de l'École de guerre s'est tenue en amphithéâtre Foch, à l'École militaire, présidée par le général Nicolas Auboin, directeur des études et directeur adjoint de l'École de guerre.

Le prix de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire a été remis par le [colonel Samaran](#), directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines » aux deux récipiendaires suivants : le LCL Julien Charpentier, pour son mémoire *Sociétés militaires privées : un trou dans la raquette ?*, dirigé par le COL Stéphane Samaran (IRSEM), et le CRP Clément Sorbets, pour son mémoire *La singularité du métier militaire : persistances et nouveautés*, dirigé par le LTN [Camille Trotoux](#) (IRSEM).



Photos Lionel Monnier.

Il est à noter que 7 des 17 mémoires primés par l'École de guerre, ont été dirigés par des chercheurs de l'IRSEM.

24 juin : Colloque « Le combattant et les nouvelles technologies : évolutions, transformations et défis ».



Le 24 juin dernier, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) a organisé un colloque intitulé « Le combattant et les nouvelles technologies : évolutions, transformations et défis ». Ce colloque a mis en lumière le rapport des puissances démocratiques aux technologies militaires et les défis posés au combattant du futur.

En ouverture [Marjorie Vanbaelinghem](#), directrice adjointe de l'IRSEM, a expliqué les attendus de cette journée d'échanges, remercié les intervenants ainsi que les organisateurs scientifiques, [Océane Zubedia](#) (IRSEM) et Pierre Bourgois (Université catholique de l'Ouest, UCO). Ensuite, [Maud Quessard](#) (IRSEM) et l'ingénieur en chef de l'armement [Benoît Rademacher](#) (IRSEM) ont souligné les enjeux stratégiques, éthiques et environnementaux qui entourent les nouvelles technologies militaires.

Une première table ronde, modérée par Benoît Rademacher, a porté la discussion sur l'action militaire à distance et les technologies éloignant le combattant. Dans cette perspective, le lieutenant-colonel Romain Desjars de Keranrouë (état-major de l'armée de l'air et de l'espace, EMAAE) a alerté les participants, en s'appuyant sur l'exemple de l'emploi des drones, sur la charge psychologique que la mise à distance de la mort faisait peser sur le soldat. Faisant écho à ces problématiques, Marie-des-Neiges Ruffo de Calabre (Université de Namur) a abordé la notion de disparition du sentiment de responsabilité induit par l'utilisation des systèmes d'armes létales autonomes (SALA). En réalité, le devoir de responsabilité morale demeure. Marc Julienne (Institut français des relations internationales, IFRI) a, quant à lui, présenté les applications militaires chinoises des technologies quantiques (communications quantiques sécurisées, création d'un Internet quantique). Par

ailleurs, Josselin Droff (Chaire Économie de Défense) a clôturé cette table ronde en axant son propos sur les enjeux économiques et l'intérêt des objets connectés (OIT) dans le maintien en condition opérationnelle (MCO) des équipements militaires.

Une deuxième table ronde modérée par le colonel [Stéphan Samaran](#) (IRSEM) s'est tenue en début d'après-midi. Le colonel a proposé aux quatre intervenants une discussion autour des technologies renforçant le combattant. Tout d'abord, Ingrid Dumont (Projet DRIFT-FH, Fondation Saint-Cyr, Centre de recherche des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan) a défendu l'idée d'une préservation de l'esprit critique dans la prise de décision du combattant malgré la place occupée par l'intelligence artificielle. Michael Quiquempoix (Institut de recherche biomédicale des armées, IRBA) a ensuite parlé de l'amélioration des capacités cognitives du combattant grâce à l'entraînement par *neurofeedback* en amont, en temps réel, ou après une mission. Cette réflexion a été prolongée par Vincent Guérin (Centre de recherche des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, CREC) au prisme de l'interface cerveau-machine pouvant permettre de tirer profit de la combinaison des deux intelligences. Enfin, Pierre Bourgois (Université catholique de l'Ouest, UCO) a ciblé son analyse sur le cas particulier de l'exosquelette, technologie source de fantasmes avec une réalité souvent plus modeste mais qui est au cœur de la compétition stratégique et de la « tech-guerre ».

Une troisième table ronde s'est tenue, modérée par Chantal Lavallée (Collège militaire royal de Saint-Jean). Cette dernière session d'échanges portait sur la manière d'agir en conscience autour de regards croisés sur les défis futurs qui lient assurément nouvelles technologies et combattants. Julien Ancelin (Université Côte d'Azur) a évoqué les difficultés juridiques apportées par ces nouvelles technologies, et notamment les questions de la responsabilité et de l'ipséité. Elisande Nexon (Fondation pour la recherche stratégique, FRS) a pu alors exposer sa vision des défis sociétaux liés à l'amélioration artificielle des performances humaines. Entre nécessité médicale et augmentation de l'homme « sain », elle a distingué réparation, régénération et augmentation. [Adrien Estève](#) (IRSEM) a poursuivi cette réflexion en abordant les questions climatiques et environnementales, abordant les conséquences, en matière de normes, règles et lois, des politiques sur le sujet. Celles-ci introduisent un véritable enjeu industriel et stratégique d'éco-conception des armées. Daniel Brunstetter (Université de Californie, Irvine) a finalisé les propos de cette table ronde en comparant l'éthique de la guerre et l'altération de celle-ci par

la technologie, *via* l'exemple des drones ; permettant aux participants de s'interroger sur les notions de temps de « paix » et de « guerre ».

Cette enrichissante journée a été clôturée par une allocution de l'ingénieur en chef de l'armement Laurent Vieste, de l'agence de l'innovation de défense (AID). En rappelant l'histoire de la technique, définissant « l'intelligence artificielle », expliquant la responsabilité des hommes dans les résultats des algorithmes et évoquant les scénarii de la Red Team, il a donné de nombreuses pistes d'ouverture sur les réflexions menées pendant ce colloque. De l'arc d'Héraclès à l'intelligence de la machine, la prospective sur la place du combattant est indispensable.

Charles JOSEPH et Valentin COLLUMEAU
Assistants de recherche

27 juin : Séminaire IRSEM/National Institute of Security Studies (NISS) de Mongolie.



Un séminaire de recherche entre l'IRSEM et le National Institute of Security Studies (NISS) de Mongolie s'est tenu le 27 juin 2022 en format hybride en présence des directeurs des centres, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#) (IRSEM) et Mashbat Otgonbayar (NISS), à Ulaanbaatar, en Mongolie. Ont également participé à ce séminaire, outre l'ambassadeur de France en Mongolie, Sébastien Surun, et Coline Gauthier (DGRIS), Begz Davaadorj, directeur de l'Institute for Strategic Studies (ISS) du Conseil de sécurité nationale de Mongolie, Dorjjugder Munkh-Ochir, chief of Strategic Policy and Analysis au Conseil de sécurité nationale de Mongolie, Baasabdavaa Dulguun, du bureau du Premier ministre, le colonel B. Batjargal (NISS) ainsi que, en visioconférence, depuis l'École militaire, [Camille Brugier](#), [Pierre Haroche](#) et [Benoît de Tréglodé](#), chercheurs à l'IRSEM.



Lors d'une première table ronde sur les questions sécuritaires européennes, Pierre Haroche, chercheur spécialiste de la sécurité européenne, et le colonel B. Batjargal (NISS) ont échangé leurs points de vue sur l'autonomie stratégique européenne et l'impact d'un point de vue tactique sur les forces en présence de l'attaque de l'Ukraine par la Russie. Les participants ont ensuite discuté des capacités militaires des États impliqués mais aussi de l'impact de la politique étrangère russe sur les États de sa zone d'influence.

Lors de la seconde table ronde, Camille Brugier et B. Dulguun, ont analysé les dynamiques à l'œuvre dans la relation commerciale triangulaire entre l'Union européenne, les États-Unis et la Chine. La discussion s'est ensuite orientée vers le départ des entreprises européennes de Chine, la dépendance des États de l'Union européenne aux terres rares chinoises, et le tournant de la politique industrielle allemande.

Une prochaine rencontre est prévue entre les deux instituts en 2023 à Ulaanbaatar.

Camille BRUGIER
Chercheuse Chine

28 juin : Séminaire de recherche avec la lieutenant Camille Trotoux pour la présentation du papier « Les forces armées françaises comme champ social bourdieusien : la compétition interarmées autour des postes de la haute hiérarchie militaire ».



Le 28 juin, à l'occasion du séminaire de recherche de l'IRSEM, la lieutenant [Camille Trotoux](#), du domaine « Défense et société », a présenté les résultats d'un article écrit à quatre mains avec Christophe Pajon (Centre de recherche de l'École de l'air). Le papier et la présentation ont été discutés par [Camille Boutron](#), également chercheuse à l'IRSEM.

Afin d'expliquer un fait observable empiriquement, celui d'une apparente absence des aviateurs aux postes de la haute hiérarchie militaire, les auteurs proposent de lui appliquer la théorie sociale de Pierre Bourdieu. Pour ce faire ils se saisissent des concepts de champ, de sous-champ, ainsi que des différentes espèces de capital (économique, culturel, social, symbolique) et de leur distribution dans un contexte de lutte symbolique.

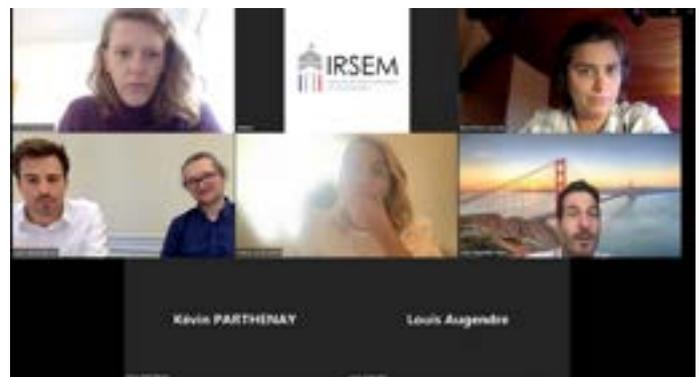
Dans un premier temps, Camille Trotoux est revenue sur la genèse de l'article, puis sur ses résultats. L'absence de promotion récente d'aviateurs à des postes d'influence et de décision de la haute hiérarchie militaire a été l'occasion de réaction publique des [intéressés](#) ou de la [presse spécialisée](#). Cette observation est confirmée par le calcul de la somme des nominations accordées à chacune des trois armées sur une liste de 11 postes préalablement identifiés. Parmi ces derniers on compte, par exemple, le poste de chef d'état-major des armées (CEMA) : 1 aviateur entre 1991 et 2021 ; celui de chef d'état-major particulier du président de la République (CEMP) : aucun aviateur pour la période étudiée. En revanche, l'armée de l'air comptabilise 5 nominations, soit la totalité, au poste de commandement de la Transformation alliée de l'OTAN (SACT).

Une fois les résultats détaillés, la lieutenant est revenue sur l'application de la grille bourdieusienne à l'objet étudié. En utilisant la variable des différentes espèces de capitaux et la lutte symbolique induite, les auteurs démontrent que le constat d'une sous-représentation de l'armée de l'air aux postes les plus prestigieux du champ militaire, enjeux de la compétition entre les agents dans ce même champ, révèle le monopole du pouvoir symbolique de l'armée de terre.

La discussion qui a suivi la présentation a souligné la pertinence d'appliquer le cadre théorique bourdieusien au cas d'étude. Les échanges ont été riches et ont permis de consolider la partie quantitative des résultats ainsi que d'apporter des précisions éclairantes (notamment sur la compréhension du champ social militaire et du sous-champ de l'armée de l'air) et des conseils bibliographiques pertinents.

Lieutenant Camille TROTOUX
Chercheuse Défense et société

30 juin : Webinaire « Environnement et conflits – Conflits socio-environnementaux au Chili : de la mobilisation environnementale à la Constitution écologique », IRSEM/Institut des Amériques, avec Antoine Maillet et Caroline Stamm.



Le 30 juin 2022, l'IRSEM organisait en partenariat avec l'IDA son dernier séminaire du cycle « Environnement et conflits ». Antoine Maillet (docteur en science politique de Sciences Po – Université Catholique du Chili, professeur associé à l'Institut des affaires publiques de l'Université du Chili, chercheur associé au Centre d'étude du conflit et la cohésion sociale (COES) et au Centre pour la recherche sur le climat et la résilience [CR2]) a présenté l'évolution des mobilisations socio-environnementales au Chili et les méandres du processus de rédaction d'une nouvelle Constitution éco-centrée.

En s'appuyant sur une approche chronologique, Antoine Maillet a illustré de manière précise la façon dont les

conflits socio-environnementaux sont devenus de plus en plus visibles au Chili durant les années 2010, d'abord localement, puis au niveau national. Ces mobilisations en faveur de la protection de ressources naturelles remontent aux années 1990. Dans le contexte du Chili post-dictature, de grands projets d'infrastructures productives et hydrauliques sont lancés, entraînant des mobilisations à de multiples échelles, mais sans grande structuration. Les contestations ont d'abord porté sur des conflits spécifiques (comme le projet minier de Pascua-Lama, ou la centrale hydro-électrique Hidroaysen), puis ont par la suite intégré des objets plus larges, comme l'exploitation de l'eau ou les monocultures, se présentant comme une remise en cause générale de l'extractivisme. Ces mobilisations ont principalement un ancrage territorial local et régional, avec des demandes ciblant davantage les gouvernements locaux que nationaux.

Ces contestations sont incarnées par des acteurs émergents constitués de populations jeunes, qui ont largement participé à la révolte de 2019 au Chili, faisant leur entrée dans le jeu politique électoral à l'occasion de l'élection pour la Convention constitutionnelle de mai 2021. Ainsi, l'élection de plus d'une trentaine d'éco-constituants (sur cent cinquante-cinq conventionnels au total) représente un succès majeur et inattendu, reposant à la fois sur la modification du système électoral chilien et sur un travail politique stratégique mené par le biais d'alliances avec d'autres mouvements sociaux. Ces éco-constituants ont pour ambition d'inscrire l'écologie au cœur du nouveau texte constitutionnel.

Si la Constitution n'est certes pas encore votée aujourd'hui, les nombreuses mobilisations socio-environnementales et l'élection d'activistes environnementaux dans le cadre de la Convention marquent la reconnaissance progressive de l'existence d'une crise climatique et écologique sur le plan institutionnel et légal. Accorder un statut constitutionnel spécifique pour l'environnement, avec la reconnaissance de droits de la nature et du respect nécessaire des cycles et processus écosystémiques, constituerait l'aboutissement de la démarche amorcée par les mobilisations et contestations depuis les années 1990.

La présentation d'Antoine Maillet a été discutée par Caroline Stamm (Université Catholique du Chili) et a donné lieu à de riches échanges avec les panélistes de l'IRSEM et de l'IDA, ainsi qu'à de nombreuses questions de la salle virtuelle.

Charlotte DESMASURES
Assistante de recherche

30 juin : Exercice d'anticipation sur l'avenir du Parti communiste chinois.



Le jeudi 30 juin, dans le cadre d'une étude franco-américaine sur l'avenir du Parti communiste chinois (PCC), [Paul Charon](#) et Antoine Bondaz réunissaient différents spécialistes de la thématique, tels qu'Alice Ekman, Chloé Froissart, Mylène Hardy et Emmanuel Jourda pour un exercice d'anticipation. Au cours de cette séance, les chercheurs étaient invités à convoquer l'ensemble des facteurs pouvant influencer sur le devenir du parti, puis à en sélectionner deux sur la base desquels élaborer un scénario. Après de fertiles réflexions, les variables retenues : la « cohérence idéologique » et la « capacité d'innovation technologique » du parti, ont donné lieu à des pistes pour un scénario dans lequel le PCC, par une volonté d'accélérer la course à l'innovation, investit frénétiquement dans de multiples technologies émergentes telles que les biotechnologies, les nouvelles solutions de transport, les cryptomonnaies, les *smart cities*, le métaverse et l'ingénierie climatique. Les investissements hâtifs, imposant des quotas trop ambitieux et réalisés au mépris des procédures de sécurité aboutissent à une sorte d'anarchie technologique où le pouvoir se dilue progressivement parmi la masse des acteurs de l'innovation et où divers accidents techniques perturbent la stabilité du régime. Les conséquences imaginables d'un tel contexte sont variées : multiplication des investissements dans des technologies critiques par des acteurs privés, voire mafieux, en Chine comme dans les pays émergents, prolifération des technologies NRBC, création d'une société inégalitaire quasi cyberféodale, catastrophes sanitaires ou climatiques...

Chloé GONDAT
Assistante de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Publication : avec Colin Gérard, « Les "libérateurs" : Comment la "galaxie Prigojine" raconte la chevauchée du groupe Wagner au Sahel », dans J. Fernandez *et al.* (dir.), *Les nouvelles formes de guerre*, Paris, Éditions des Équateurs, juin 2022, chap. 5, p. 69-85.
- Co-organisation avec Paul Charon de la journée d'étude « [La "guerre hybride" à l'épreuve du feu](#) » et modération du premier panel « La "guerre hybride" dans la pensée stratégique : quelles recompositions ? », IRSEM, École militaire, 3 juin 2022.
- Intervention : « The consequences of Russia's invasion of Ukraine in the information space », webinar « Ukraine War and Geopolitical Implications for Europe and Asia », TCSS/IRSEM, 15 juin 2022.
- Intervention : « L'influence russe en Afrique subsaharienne », Forum de l'IHEDN sur le continent africain (FICA), 17 juin 2022.
- Intervention : « L'écosystème d'influence informationnelle russe au Sahel : analyse par les acteurs et les contenus », Symposium IRSEM-RAS, « Guerre de l'information et alliances stratégiques », 21 juin 2022.
- Intervention : « Les guerres de l'information, 77^e Cycle « Intelligence économique et stratégique », IHEDN, 27 juin 2022.



Élie BARANETS

- Modérateur de la table ronde « La modernisation des alliances et le renforcement des partenariats stratégiques en Indopacifique », symposium annuel IRSEM-RAS « Guerres de l'information et alliances stratégiques », 21 juin 2022.



Camille BOUTRON

- Intervention sur les femmes combattantes et l'évolution des rôles donnés aux femmes pendant les conflits armés lors d'un séminaire organisé par l'École d'application du service de santé militaire de Libreville sur le thème de

l'agenda international « Femmes, paix et sécurité », 1^{er} juin 2022.

- Invitée à l'émission *En Primera Plana*, « [Colombia decide entre Gustavo Petro y Rodolfo Hernández](#) », sur les enjeux du second tour des élections présidentielles colombiennes, Radio France internationale et France 24, 17 juin 2022.
- Interviewée sur les enjeux de la diplomatie féministe pour le podcast « [Féminisme Initial](#) » produit par le Haut Conseil à l'égalité et l'École d'affaires publiques de Sciences Po, 30 juin 2022.



Camille BRUGIER

- Article du mois pour le GIS Asie, « [Institutionnalisation, compartimentalisation et "privatisation" des conflits : les ressorts de la relation UE-Chine, première relation commerciale au monde](#) », juin 2022. Version anglaise également accessible [ici](#).
- Organisation du workshop « terrain difficile » sur les bases de données numériques comme sources complémentaires ou « à la place » de terrains, 10 juin 2022.
- Discutante de la table ronde « La modernisation des alliances et le renforcement des partenariats stratégiques en Indopacifique », colloque annuel « Guerre de l'information et alliance stratégique », IRSEM/RAS, 21 juin 2022.



Thomas CALVO

- Publication : avec Taehoon Lee, Sara Mouhoud, Gilles Spielvogel et Marcela Valdivia Correa, [A Review of Indonesian Emigrants](#), Talent Abroad, OECD Publishing, Paris, juin 2022.
- Publication : avec Taehoon Lee, Sara Mouhoud, Gilles Spielvogel et Marcela Valdivia Correa, [A Review of Ghanaian Emigrants](#), Talent Abroad, OECD Publishing, Paris, juin 2022.
- Publication : avec Taehoon Lee, Sara Mouhoud, Gilles Spielvogel et Marcela Valdivia Correa, [A Review of Georgian Emigrants](#), Talent Abroad, OECD Publishing, Paris, juin 2022.
- Organisation du séminaire « Conflits et économie de défense » : « Cooperation between National Armies: Evidence from the border regions in the Sahel », avec Oliver Vanden Eynde, IRSEM, 14 juin 2022.



Paul CHARON

- Conférence : « Chinese influence operations », 9th National Hybrid Fusion Cell Meeting, 3 juin 2022.
- Organisation, avec Maxime Audinet, de la journée d'étude « La "guerre hybride" à l'épreuve du feu », modération d'une table ronde « Appropriations et opérationnalisation de la guerre hybride en Europe », École militaire, 3 juin 2022.
- Cité par Antoine Izambard, « Les espions de Xi à l'assaut du monde », *Challenges*, n° 747, 16 juin 2022.
- Conférence, avec Maxime Audinet, « Les opérations d'influence russes et chinoises, une comparaison », au profit des auditeurs du cycle intelligence économique de l'IHEDN, École militaire, 27 juin 2022.
- Exercice d'anticipation sur l'avenir du Parti communiste chinois avec une dizaine d'experts, École militaire, 30 juin 2022.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Conférence sur les doctrines nucléaires organisée par les Jeunes IHEDN dans le cadre du mois de l'Europe, 17 mai 2022.
- Conférence sur la guerre en Ukraine organisée par le Centre Thucydide, université Paris-Panthéon-Assas, 19 mai 2022.
- Participation au Transatlantic Deterrence Dialogue Initiative organisé par la Fondation pour la recherche stratégique et la Science Application International Corporation, Paris, 8-9 juin 2022.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Interview : « [Mohammed Ben Salmane : la réhabilitation internationale](#) », journal de 18h, TV5 Monde, 22 juin 2022.
- Invitée à l'émission *Affaires étrangères*, « [Géopolitique : le retour du pétrole](#) », de Christine Ockrent, France Culture, 25 juin 2022.



Adrien ESTÈVE

- Workshop [en ligne] : avec Florian Opillard et Angélique Palle, 3^e workshop axe adaptation et sécurité climatique et projet « Multiple Crises » du Centre Marc Bloch (Berlin), 1^{er} juin 2022.
- Article : « [De la lutte écologique au lawfare climatique ? Les usages contestataires des normes environnementales contre le secteur de la défense aux États-Unis](#) », *Raisons politiques*, 85:1, 2022, p. 73-87.
- Article : « Le lawfare et ses interprétations dans le débat stratégique contemporain », *Annuaire français des relations Internationales (AFRI)*, XXIII, 2022, p. 81-92.
- Podcast : « [Peut-on faire la guerre et se soucier de l'environnement ?](#) », *Le Collimateur*, n° 160, 21 juin 2022.



Julia GRIGNON

- Interview : « Guerre en Ukraine : quel sort pour les prisonniers de guerre ? », propos recueillis par Marine Pennetier de l'Agence France Presse et repris dans [L'Union](#), [Le Monde Live](#), [TV5 Monde](#), [Sud-Ouest](#), [La Tribune de Genève Live](#), 26 mai 2022.
- Interview : « [La cobelligérance, acte de guerre ou légitime défense collective ?](#) », propos recueillis par Marc Semo, *Le Monde*, 26 mai 2022.
- Interview : « [Diritto internazionale e prigionieri di guerra](#) », Radiotelevisione svizzera, 27 mai 2022.
- Conférence : « L'enseignement clinique à la Clinique de droit international pénal et humanitaire : méthodes et distinctions », colloque « Les cliniques juridiques et l'éducation juridique clinique » organisé par la faculté de droit de l'Université Laval, 27 mai 2022.
- Conférence : « Prisoners of War: Conditions of Captivity & Avenues of Repatriation », colloque « Human Rights and Accountability: The Aftermath of War » organisé par le Center for Truth and Justice, 2 juin 2022.
- Interview : « [Guerre en Ukraine : l'épineux dossier des échanges de prisonniers](#) », propos recueillis par Christel Brigaudeau, *Le Parisien*, 10 juin 2022.
- Interview : « [Guerre en Ukraine : peut-on condamner à mort des combattants ?](#) », propos recueillis par Alexis Feertchak, *Le Figaro*, 11 juin 2022.

- Article : « Amplitude et subtilité du droit international humanitaire dans la guerre en Ukraine », dans *Le Rubicon, Les nouvelles formes de la guerre*, Les Équateurs, 2022, p. 131-143 (reproduction de l'article publié en ligne le 25 avril 2022).



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- « The Threat of a Chinese Invasion of Taiwan: a French Perspective », symposium « [Is War Over Taiwan Coming ?](#) », organisé par Justin Massie (Network for Strategic Analysis / UQAM), Montréal, Canada, 2-3 juin 2022.

- Présentation du rapport *Chinese Influence Operations* au siège de l'OTAN, Bruxelles, Belgique, 9 juin 2022.

- Présentation du rapport *Chinese Influence Operations* à la School of Governance de la [Vrije Universiteit Brussels \(VUB\)](#), Bruxelles, Belgique, 9 juin 2022.

- Introduction du colloque « La mobilisation des armées dans la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 », IRSEM, École militaire, Paris, 20 juin 2022.

- Présentation de la plateforme et de la collection de livres *Le Rubicon* à la résidence de l'ambassadeur du Canada en France, Paris, 20 juin 2022.

- Participation au « 7th Ulaanbaatar Dialogue on Northeast Asian Security », Ulaanbaatar, Mongolie, 23-24 juin 2022.

- Participation au « 1st IRSEM – National Institute for Security Studies (NISS) Dialogue », Ulaanbaatar, Mongolie, 27 juin 2022.

- Publication : « [Que sont-ils devenus ? Les trajectoires professionnelles des anciens chercheurs de l'IRSEM \(2016-2022\)](#) », Note de recherche n° 128, IRSEM, 28 juin 2022.

- Présentation du rapport *Les opérations d'influence chinoises* à l'ASAN Institute for Policy Studies, Séoul, Corée du Sud, 29 juin 2022.

- Article : « [La haute intensité : limites du concept et implications pour la France](#) », *Le Rubicon*, 30 juin 2022.

- Publication : « La guerre. Sa permanence, ses mille visages », introduction à *Le Rubicon, Les nouvelles formes de guerre*, Paris, Les Équateurs, juin 2022, p. 9-12.



Édouard JOLLY

- Invité de la matinale de [France Info radio](#), 25 mai 2022.

- Interviewé par Antoine Malo, « [Guerre en Ukraine : la Russie fait de la prise du Donbass sa priorité absolue, quoi qu'il en coûte](#) », JDD, 5 juin 2022.

- Interviewé par Fabien Magnenou, « [Guerre en Ukraine : les armes envoyées sur le front risquent-elles de revenir illégalement en Europe de l'Ouest ?](#) », France Info, 6 juin 2022.

- Publication : « [Clausewitz in Ukraine](#) », Strategic Brief No. 34, 14 juin 2022 [traduction de la Brève stratégique parue le 16 mars 2022].

- Intervention [en ligne] : « Operational lessons learned from the Ukraine war », webinar « [Ukraine War and Geopolitical Implications for Europe and Asia](#) », Taiwan Center for Security Studies/IRSEM 15 juin 2022.

- Modération de la table ronde sur les dispositifs militaires de gestion de crise, colloque final du programme de recherche ANR ARMY, « [La mobilisation des armées dans la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19](#) », École militaire, 20 juin 2022.

- Cité par Anne-Marie Mergier, « [Toneladas de armas en ucrania mafias y terroristas al acecho](#) », Proceso (Mexique), 26 juin 2022.



Sümbül KAYA

- Publication : « De la politique à la guerre, le retour en grâce de l'armée turque après la tentative du coup d'État de juillet 2016 », *Annuaire français des relations internationales*, vol. XXIII, juin 2022.

- Publication : « [Comment la Turquie tire parti de la guerre en Ukraine pour marginaliser les organisations armées kurdes](#) », Brève stratégique 42, IRSEM, 29 juin 2022.

- Participation à 2^e réunion du Comité des chercheurs du (CEMRES), Programme 5+5 CEMRES, Nouakchott, Mauritanie, 27-29 juin 2022.



Eveline MATHEY

- Publication : « [L'OTAN : Transformation et plasticité. Une organisation de défense collective conçue pour être évolutive et adaptable](#) », Note de recherche n° 129, IRSEM, 30 juin 2022.



Anne MUXEL

- Média : soirée électorale 1^{er} tour des élections législatives, France-Info TV, 12 juin 2022.
 - Média : soirée électorale 1^{er} tour des élections législatives, France Culture, 12 juin 2022.

- Invitée à l'émission *Viépol*, France-Info TV, 14 juin 2022.
 - Publication : avec Florian Opillard et Angélique Palle, [L'armée, les Français et la crise sanitaire. Une étude inédite](#), étude n° 95, IRSEM, 15 juin 2022.
 - Média : soirée électorale 2^e tour des élections législatives, France Culture, 19 juin 2022.
 - Publication : « Political Socialization and Participation », dans Marco Giugni, Maria Grasso (dir.), *The Oxford Handbook of Political Participation*, Oxford, Oxford University Press, 2022.
 - Colloque international de clôture du programme ANR (CEVIPOF/IRSEM), « La mobilisation des armées dans la crise sanitaire », IRSEM, École militaire, 20 juin 2022.



Florian OPILLARD

- Workshop [en ligne] : avec Adrien Estève et Angélique Palle, 3^e workshop axe adaptation et sécurité climatique et projet « Multiple Crises » du Centre Marc Bloch (Berlin), 1^{er} juin 2022.

- Présentation des panels de l'Union géographique internationale dans la Commission de géographie critique du Comité national français de géographie, 10 juin 2022.
 - Présentation de la revue *Justice spatiale/Spatial Justice* lors de la journée des revues de géographie, Université de Paris Est-Créteil, 14 juin 2022.

- Présentation des résultats du programme de recherche ANR ARMY dans le séminaire interne de l'IRSEM, 14 juin 2022.

- Publication : avec Anne Muxel et Angélique Palle, [L'armée, les Français et la crise sanitaire. Une étude inédite](#), étude n° 95, IRSEM, 15 juin 2022.

- Organisation du colloque de clôture du programme de recherche de l'ANR ARMY, « La mobilisation des armées dans la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 », IRSEM/CEVIPOF, 20 juin 2022.

- Intervention : avec Angélique Palle, « Analyse de la mobilisation des armées dans la crise sanitaire », colloque « La mobilisation des armées dans la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 », IRSEM/ CEVIPOF, 20 juin 2022.



Angélique PALLE

- Workshop [en ligne] : avec Adrien Estève et Florian Opillard, 3^e workshop axe adaptation et sécurité climatique et projet « Multiple Crises » du Centre Marc Bloch (Berlin), 1^{er} juin 2022.

- Colloque : avec Lisa Carayon, « Entre les disciplines », présentation des travaux de l'ANR Localex (droit/géographie) sur les normes locales en France dans la pandémie de Covid-19, Université Paris Cité, Campus des Grands Moulins, 9 juin 2022.

- Workshop : groupe des jeunes chercheurs sur les ressources, « Intégrer la géopolitique dans la modélisation des limites planétaires », 4^e séance, IRSEM, 10 juin 2022.

- Présentation, avec Anne Muxel et Florian Opillard, des travaux de l'ANR ARMY sur la mobilisation des armées dans la pandémie de Covid-19 et sa perception par la population, séminaire interne, IRSEM, 14 juin 2022.

- Conférence [en ligne] : 33^e Session européenne des responsables d'armement, Energy Security in Europe, IHEDN, 17 juin 2022.

- Publication : avec Anne Muxel et Florian Opillard, [L'armée, les Français et la crise sanitaire. Une étude inédite](#), étude n° 95, IRSEM, 15 juin 2022.

- Organisation et présentation des travaux de l'ANR Army, avec Anne Muxel et Florian Opillard, au colloque « La mobilisation des armées dans la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 », IRSEM/CEVIPOF, École militaire, 20 juin 2022.

- Colloque : Symposium Archipel (INRIA/STEEP), « Risques systémiques, trajectoires et leviers d'action transdisciplinaires », membre du comité d'organisation, modération du symposium sur les narratifs de la transition énergétique, présentation au symposium « Échelles de la transition », Grenoble, 20-23 juin 2022.



Marianne PÉRON-DOISE

- Co-organisation avec Théophile Drieux et Alice Ortega d'un séminaire de travail franco-japonais avec une délégation du National Institute for Defense Studies (NIDS) du Japon, 2 juin 2022.

- Mission à Singapour à l'occasion du [19^e Shangri-La Dialogue](#) organisé par l'International Institute for Strategic Studies (IISS), Singapour, 9-12 juin 2022.

- Intervention [en ligne] dans le cadre de la conférence « [Impacts géopolitiques des stratégies sur l'Indo-Pacifique](#) » organisée par l'Institut national du service public, Strasbourg, 14 juin 2022.

- Intervention dans le cadre du workshop de type 1,5 « Maritime security engagement in the Pacific and Indian Ocean » organisé par l'Institut des affaires Internationales italien (AEI), Rome, 20-21 juin 2022.

- Intervention [en ligne] dans le cadre du séminaire « [Saving the Ocean: the case for MSP, sharing expériences and perspectives from Europe and South East Asia](#) » organisé par l'Institut maritime malaisien (MIMA), l'ambassade de France à Kuala Lumpur et la Délégation de l'Union européenne à Kuala Lumpur, 24 juin 2022.



Maud QUSSARD

- Participation à l'accueil de la délégation japonaise du National Institute for Defense Studies avec Marianne Péron-Doise, et communication « The US military assistance to Ukraine and the evolution of transatlantic relations », École militaire, 2 juin 2022.

- Audition [en ligne] sur les cyberattaques et le réinvestissement des États-Unis dans l'espace européen dans le cadre de la guerre en Ukraine, Terra Nova, 10 juin 2022.

- Invitée par Guillaume Erner, *Question du jour*, « Rôle de D. Trump dans l'assaut du Capitole : après l'enquête, quelles conséquences ? », France Culture, 13 juin 2022.

- Organisation et présidence du symposium IRSEM-RAS sur « Les guerres de l'information à l'ère numérique et la résilience et modernisation des alliances », Innovation Defense Lab, 21 juin 2022.

- Communication : « Le retour de la Grande Stratégie américaine en Indo-Pacifique ? », symposium IRSEM-RAS, Innovation Defense Lab, 21 juin 2022.

- Publication : « La doctrine Biden et la réaffirmation de la posture stratégique américaine en Asie-Pacifique : le retour de la Grande Stratégie ? », *Diplomatie*, n° 115, mai-juin 2022, p. 77-80.

- Introduction avec Benoît Rademacher (IRSEM) du colloque « Le combattant et les nouvelles technologies : évolutions, transformations et défis », organisé par Océane Zubeldia (IRSEM) et Pierre Bourgois (IRSEM/Université catholique de l'Ouest), IRSEM, 24 juin 2022.

- Intervention à la table ronde ARTE 27 « [Information en temps de guerre : l'art du mensonge](#) », diffusion le 26 juin 2022.

- Organisation avec Kévin Parthenay (IDA) du séminaire « Conflits socio-environnementaux au Chili : de la mobilisation environnementale à la Constitution écologique », du cycle « Environnement et conflits » avec Antoine Mailet, docteur en science politique (Sciences Po/ Université Catholique du Chili), professeur associé à l'Institut des affaires publiques de l'Université du Chili, IDA/IRSEM, 30 juin 2022.



Benoît RADEMACHER

- Modérateur du panel « Défis et perspective : les enjeux de la mise en œuvre », colloque « La gouvernance européenne des technologies émergentes : concepts, enjeux et pratiques », École militaire, 7 juin 2022.

- Modérateur du panel « "Agir à distance" : les technologies éloignant le combattant », colloque « Le combattant et les nouvelles technologies : évolutions, transformations et défis », École militaire, 24 juin 2022.



Maxime RICARD

- Co-organisation de séminaire de réflexion autour de la réadaptation de la stratégie française à destination des pays sahéliens et des pays du Golfe de Guinée, en partenariat avec le MEAE,

l'AFD, la DGRIS et Expertise France, à l'Agence française de développement, Paris, 1^{er} juin 2022.

- Organisation du séminaire « La transition burkinabè face aux insurrections djihadistes », avec Mahamoudou Savadogo, chercheur sécurité et défense, et Tanguy Quidelleur, doctorant à l'Université Paris-Ouest Nanterre, IRSEM, École militaire, 2 juin 2022.

- Conférence IRSEM hybride – Présentation de l'ouvrage *Routledge Handbook of African Peacebuilding* de Bruno Charbonneau et Maxime Ricard, École militaire, 8 juin 2022.

- Conférence de présentation de l'ouvrage *Routledge Handbook of African Peacebuilding* de Bruno Charbonneau et Maxime Ricard, Organisation Internationale de la Francophonie, Paris, 8 juin 2022.

- Cadre de comité Forum de l'IHEDN sur le continent africain (FICA), « Bilan des opérations de paix des Nations unies et de l'Union européenne », Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), semaine du 13 juin 2022.

- Présentation de conclusion partielle des travaux, Conférence annuelle du Comité Afrique de l'École de guerre, École militaire, 14 juin 2022.

- Intervenant au Braingaming Afrique de l'Ouest en présence du CEMA, EMA/ESMG/PSM, Ministère des armées, 16 juin 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Intervention : « Le Viêt Nam et la Chine, une relation ambiguë », clôture du DU Tremplin pour le Vietnam, Université de Montpellier 3, Montpellier, 14 juin 2022.

- Intervention : « Les grands enjeux sécuritaires de l'Indo-Pacifique », Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM), Paris, 16 juin 2022.

- Organisation de la table ronde « France – Mongolian Security Roundtable Discussion », entre l'IRSEM et le National Institute for Security Studies (NISS) à Ulaanbaatar (format hybride), 27 juin 2022.



Camille TROTOUX

- Intervention : séminaire de recherche de l'IRSEM, présentation de l'article « Les forces armées françaises comme champ social bourdieusien : la com-

pétition interarmées autour des postes de la haute hiérarchie militaire », 28 juin 2022.



Marjorie VANBAELINGHEM

- Participation à la 2^e réunion du Network of European Strategic Studies Institutes (NESSI), Lisbonne, 20-21 juin 2022.

- Publication : avec Alice Ortega, « [The Japanese and their Self-Defence Forces today](#) », Research Paper No. 127, IRSEM, 24 juin 2022 [traduction de la

Note de recherche parue le 23 mai 2022].



Amélie ZIMA

- Interview : « [L'OTAN est pour de nombreux pays l'unique garant de la sécurité européenne](#) », *Le Point*, 23 mai 2022.

- Interview : « [Quelles seraient les conséquences d'une sortie de la France de l'OTAN ?](#) », *Le 1*, 2 juin 2022.



Océane ZUBELDIA

- Publication : « Du conflit russo-ukrainien à la tech-guerre : David contre Goliath ? », *DefTech*, n° 2, juin-août, p. 72-76.

- Participation aux échanges de l'IRSEM avec une délégation japonaise du National Institute for Defense Studies (NIDS) sur les enjeux sécuritaires de la zone indopacifique, École militaire, 2 juin 2022.

- Organisation avec le Collège militaire royal de Saint-Jean en partenariat avec l'EU Cyber Direct – EU Cyber Diplomacy Initiative et le Peace Research Institute Oslo (PRIO) du colloque international « La gouvernance européenne des technologies émergentes : concepts, enjeux et pratiques », École militaire, 7 juin 2022.

- Organisation avec Pierre Bourgois du colloque « Le combattant et les nouvelles technologies : évolutions, transformations et défis », École militaire, 24 juin 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS

VEILLE SCIENTIFIQUE

DILEMME DU SOLDAT



Chantal LAVALLÉE

- Co-organisation avec Océane Zubeldia du colloque international « Gouvernance européenne des technologies émergentes : concepts, enjeux et pratiques » en partenariat avec EU Cyber Direct – EU Cyber Diplomacy Initiative et Peace Research Institute Oslo (PRIO), École militaire, 7 juin 2022.
- Intervention : « La stratégie européenne pour les drones : vers un écosystème civil-militaire », colloque « Gouvernance européenne des technologies émergentes : concepts, enjeux et pratiques », École militaire, 7 juin 2022.
- Modération de la table ronde sur l'intégration des drones dans l'espace aérien européen, colloque « Gouvernance européenne des technologies émergentes : concepts, enjeux et pratiques », École militaire, 7 juin 2022.
- Modération du panel « Agir en conscience » dans le cadre du colloque « Le combattant et les nouvelles technologies : évolutions, transformations et défis », IRSEM, École militaire, 24 juin 2022.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Organisation et modération du webinaire « Ukraine war and geopolitical implications for Europe and Asia », co-organisé par l'IRSEM et le Taiwan Center for Security Studies de la National Chengchi University, 15 juin 2022.

Renanah Miles JOYCE, « [Soldiers' Dilemma: Foreign Military Training and Liberal Norm Conflict](#) », *International Security*, 46:4, printemps 2022, p. 48-90.

L'article prend pour point de départ l'idée fort répandue selon laquelle les États-Unis cherchent à promouvoir, au sein de leurs troupes combattantes, les normes libérales de respect des droits humains d'une part, et le respect du principe de domination du pouvoir civil sur le pouvoir militaire d'autre part. Il arrive, bien entendu, que ces normes soient violées. Une raison pour laquelle cela se produit provient de la contradiction entre ces deux normes. Comment un militaire doit-il se comporter quand il est confronté au dilemme selon lequel les normes de respect des droits humains et celles de la prévalence du pouvoir civil sur le militaire sont en contradiction ? On s'attend, du point de vue américain, à ce que la norme de respect des droits humains l'emporte sur celle de prévalence du pouvoir civil. En réalité, lorsque ce dilemme se présente, les soldats s'en remettent à une troisième norme : celle de cohésion. La norme de cohésion valorise les liens qui permettent aux forces armées d'agir de manière unifiée, collective et cohérente au vu de la mission annoncée. En privilégiant la norme de cohésion, le militaire cherche à choisir l'alternative qui sert au mieux l'organisation à laquelle il appartient, ce qui peut le conduire à violer la norme de respect des droits humains, la norme de contrôle du pouvoir civil sur le militaire, voire les deux en même temps.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

DIALOGUE SHANGRI-LA

Ryan HASS, « [America and China present dueling narratives at Shangri-La Dialogue](#) », Brookings, 14 juin 2022.

Après le Dialogue Shangri-La, quel tableau pouvons-nous dresser de la situation stratégique en Asie ? Pour Ryan Hass, attaché supérieur de recherche et titulaire de la chaire Michael H. Armacost du programme de politique étrangère à Brookings, l'un des plus anciens think tank américains, le dialogue annuel de l'International Institute for Strategic Studies (IISS), qui s'est tenu à Singapour du 10 au 12 juin, permet d'obtenir une vision précise de la situation stratégique dans la région indopacifique. C'est dans le cadre de deux jours de discussions entre près de 600 délégués de 59 pays que les dirigeants américains et chinois ont présenté leurs visions respectives de l'avenir de la région, marquant une ligne de fracture toujours prégnante. Le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, a exposé une vision positive du rôle des États-Unis pour la région. Celui-ci a souligné que l'Indo-Pacifique reste le centre de gravité stratégique des intérêts américains au XXI^e siècle, et que les États-Unis veillent à mettre en commun leurs ressources et leurs capacités avec leurs partenaires et alliés régionaux pour accélérer l'innovation, notamment en reliant les bases industrielles de défense, et en co-produisant des technologies nouvelles. La présentation du ministre chinois de la Défense, le général Wei Fenghe, s'est concentré sur l'importance que représente la Chine pour l'avenir de l'Asie, et a présenté certaines raisons pour lesquelles il serait malvenu de barrer la route à la Chine. M. Wei a prévenu que les tentatives américaines de former des blocs exclusifs (par le biais du dialogue quadrilatéral de sécurité ou du pacte AUKUS, par exemple) diviserait la région. Celui-ci a appelé les participants à résister aux plans américains visant à « endiguer » la Chine. Pour l'auteur, le Dialogue Shangri-La permet de porter un constat qui n'est certes pas nouveau : l'existence d'une rivalité toujours plus aiguë entre les États-Unis et la Chine. La recherche d'un compromis est ainsi nécessaire, entre une meilleure prise en compte par les États-Unis des avertissements de la Chine, et le fait que la Chine ne doive pas sous-estimer le potentiel d'attrait de l'Amérique dans la région.

SOMMET DE L'OTAN

Daniel KOCHIS, Thomas SPOEHR, « [NATO Summit Madrid: Reinforcing Deterrence at This Crucial Time Is in the U.S. National Interest](#) », The Heritage Foundation, 23 juin 2022.

Quels sont les enjeux du prochain sommet de l'OTAN en termes stratégiques ? Pour Daniel Kochis, analyste principal en politique du Margaret Thatcher Center for Freedom, et Thomas Spoehr, directeur du Center for National Defense, le sommet de l'OTAN qui se tiendra à Madrid les 29 et 30 juin intervient à un moment crucial pour l'Alliance. Dans un article écrit pour le think tank américain d'orientation conservatrice The Heritage Foundation, ceux-ci rappellent que la communauté transatlantique ne reviendra pas aux relations exercées avec la Russie précédant l'invasion, et doit se préparer en conséquence. Pour les auteurs, malgré la mobilisation de nombreux pays européens, ces derniers mois ont mis en évidence que rien ne peut remplacer le leadership des États-Unis au sein de l'OTAN. À ce titre, les États-Unis doivent donc veiller à ce que l'Alliance mette en œuvre des mesures qui renforcent immédiatement la dissuasion, notamment en Europe orientale, et donc inciter leurs alliés à s'engager de nouveau dans la défense collective. Ceci implique de prendre des engagements solides et durables en matière de dépenses de défense, ainsi que de proposer une autre approche que celle du déploiement de petites forces (aussi appelées *tripwire*) dans les États membres d'Europe de l'Est, au profit d'un dispositif de dissuasion avec une large participation dans toute l'Alliance. Ceci inclut également l'examen rapide de l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN et le soutien des États membres qui aident les forces ukrainiennes. Dans le cadre du sommet de Madrid, les États-Unis doivent donc s'assurer que l'OTAN clarifie sa posture stratégique pour éviter toute mauvaise interprétation par la Russie. Parmi les recommandations proposées dans l'article, les auteurs retiennent notamment la nécessité d'axer le nouveau concept stratégique de l'OTAN, qui sera choisi au sommet, sur la défense collective, ainsi que de réaffirmer l'importance de l'article 3 du traité, ayant trait à la capacité individuelle et collective de résistance. Les États-Unis devraient se concentrer sur les pays qui n'ont pas de plan d'augmentation des dépenses dédiées à la défense. Pour Daniel Kochis et Thomas Spoehr, le danger pourrait cependant être la prise de demi-mesures, ce que la Russie, et *a fortiori* la Chine, verraient comme un signe de faiblesse, invitant à de nouvelles agressions.

DEEP FAKES

Kelley M. SAYLER, Laurie A. HARRIS, « [Deep Fakes and National Security](#) », Congressional Research Service, 3 juin 2022.

Les *deep fakes* représentent-ils une menace pour la sécurité nationale des États-Unis ? Si oui, comment les détecter ? Dans un rapport du Congressional Research Service, l'agence fédérale américaine dépendant du Congrès qui produit des analyses pour ce dernier, Kelley M. Sayler et Laurie A. Harris, analystes spécialistes des technologies avancées, présentent la façon dont les *deep fakes* peuvent être utilisés, notamment à des fins stratégiques malveillantes. Tout d'abord, le terme *deep fakes* se réfère à un phénomène apparu en 2017 pour décrire des contrefaçons réalistes de photos, d'audio, de vidéos et d'autres produits générés par des technologies d'intelligence artificielle (IA). Bien que la manipulation des médias ne soit pas un phénomène nouveau, l'utilisation de l'intelligence artificielle pour générer des *deep fakes* suscite des inquiétudes car les résultats sont de plus en plus réalistes, créés rapidement et réalisés à moindre coût. Les *deep fakes* peuvent être utilisés de diverses façons. Des adversaires étatiques ou des individus motivés par des motifs politiques pourraient ainsi diffuser des vidéos falsifiées d'élus ou d'autres personnalités publiques faisant des commentaires compromettants ou se comportant de manière inappropriée. Les *deep fakes* pourraient être utilisés pour faire chanter des élus, ou des personnes ayant accès à des informations classifiées. En vue de détecter des contrefaçons visuelles ou auditives, les auteurs présentent deux programmes créés par la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA), une agence du département de la Défense des États-Unis en charge de la recherche et du développement de nouvelles technologies dédiées à un usage militaire. Le premier programme, intitulé MediFor, s'attelait à développer des algorithmes pour évaluer automatiquement l'intégrité de photos et vidéos. SemaFor est le second programme, s'appuyant sur les technologies de MediFor pour développer des algorithmes qui détecteront, attribueront et caractériseront automatiquement divers types de *deep fakes*. Ces technologies développées par SemaFor et MediFor sont destinées à améliorer les défenses contre les opérations d'information de l'adversaire. Les *deep fakes* sont ainsi considérés comme pouvant éroder la confiance de la population, avoir un impact négatif sur le discours public, voire influencer une élection.

Charlotte DESMASURES
Assistante de recherche

À VENIR

6 juillet : [Online Conference - Computerized Intelligence & the Second Age of SIGINT](#), 7h-8h.



Signals intelligence or SIGINT is one of the most secretive sources of intelligence. SIGINT comprises different parts of intelligence collection, including electronic intelligence (ELINT), which derives information from assessing electronic emissions, and communication intelligence (COMINT) which derives intelligence from reading encrypted messages. SIGINT has played a major role in war and power politics since its emergence in the early 20th Century. The Internet era and the emergence of computerized intelligence has opened what John Ferris calls, in his major work on the history of GCHQ, the Second Age of SIGINT. This conference will address the transformation brought about by the second age of SIGINT, its characteristics and challenges, and what differentiates it from Cold War signals intelligence.

10 novembre : Journée d'étude sur les sports de la défense.

Le domaine « Défense et société » organisera le 10 novembre prochain une journée d'étude sur les sports de la défense. Mêlant praticiens et chercheurs, cet événement poursuit un triple objectif : établir un état des lieux du programme de recherche débuté en début d'année et présentant les grandes problématiques identifiées lors des terrains exploratoires, contribuer au rayonnement du Centre national de sports de la défense (CNSD) au travers de la mise en valeur de ses différentes missions, et finalement proposer une approche originale en faisant dialoguer praticiens – pour la plupart militaires, et chercheurs, et s'inscrivant de faire dans une hybridité chère à l'IRSEM. Des informations supplémentaires concernant le contenu du programme et les horaires seront données dès la rentrée.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Juillet-août-septembre
2022

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Soutenance de thèse, Prix de thèse, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 25\)](#)

Moyen-Orient, Sommet de l'OTAN, Décarbonisation, Gains relatifs

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 27\)](#)



[À VENIR \(p. 30\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

Au cours de ces trois derniers mois, l'IRSEM a connu maints changements dans son équipe.

ARRIVÉES

CHERCHEURS



Docteure en science politique, relations internationales de l'Université Paris-Panthéon-Assas, la capitaine **Béatrice HAINAUT** a rejoint l'IRSEM en septembre 2022, en tant que chercheuse sur les questions spatiales. Ses travaux de thèse ont porté sur l'émergence et la promotion des normes de comportement relatives à la sécurité des activités spatiales. La capitaine Hainaut a occupé, au sein de l'armée de l'air et de l'espace, plusieurs postes en lien avec le spatial militaire. D'abord au Centre de recherche de l'armée de l'air (CREA) puis au Centre opérationnel de surveillance militaire des objets spatiaux (COSMOS), puis à l'état-major de l'armée de l'air (Bureau

Stratégie) et enfin au commandement de l'espace. Ses travaux actuels portent sur l'établissement de normes de comportement dans l'espace mais aussi sur l'ensemble des développements contemporains touchant au secteur spatial.



Dr Céline MARANGÉ, chercheuse Russie, est loin d'être une inconnue à l'IRSEM où elle occupait le même poste de 2014 à 2020. Spécialiste des relations internationales, elle mène des recherches sur la politique étrangère et de défense de la Russie et de l'Ukraine, les élites politiques et militaires russes, les stratégies russes d'influence et de dissuasion et les enjeux de sécurité et les conflits dans l'espace post-soviétique, en particulier la guerre en Ukraine. Docteur en science politique (Institut d'études politiques de Paris), elle a été Fox International Fellow à l'Université de Yale au sein du Macmillan Center for International and Area Studies et post-doctorante à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne au sein du Centre de recherche en histoire des Slaves dont elle reste membre. Elle a enseigné à Columbia, à Harvard, à l'INALCO et à Sciences Po. Diplômée de l'INALCO, elle est aussi traductrice du russe. Membre du comité éditorial de la plateforme francophone [Le Rubicon](#), dédiée aux

questions de défense et de sécurité, elle appartient aussi au comité de rédaction de trois revues académiques : *Histoire politique* éditée par le Centre d'histoire de Sciences Po ; *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, affilié au CERCEC de l'EHESS ; et l'*Annuaire français de Relations internationales* qui est publié par le Centre Thucydide de l'Université Paris-Panthéon-Assas et pour lequel elle codirige la rubrique « Russie et espaces post-soviétiques ».

CHERCHEURS INVITÉS



Dr Anne-Marie BRADY est une universitaire bien connue spécialisée dans la politique chinoise, la politique polaire, la politique du Pacifique et la politique étrangère néo-zélandaise. Elle est professeure de science politique à l'Université de Canterbury en Nouvelle-Zélande et rédactrice en chef fondatrice du *Polar Journal*, qui publie des recherches

multidisciplinaires sur les questions de gouvernance et de politique dans la région polaire. Le Dr Brady a publié de nombreux articles universitaires et douze livres, dont *China's Thought Management* (2012), *China as a Polar Great Power* (2017) et *Small States and the Changing Global Order: New Zealand Faces the Future* (2019). Son article « Magic Weapons: CCP Political Influence Activities Under Xi Jinping » a déclenché un débat public en Nouvelle-Zélande et à l'étranger. En tant que chercheuse engagée dans la recherche dans l'intérêt public, elle a écrit des articles d'opinion pour le *Washington Post*, le *New York Times*, *The Guardian* et le *Financial Times*.



Yevgen KURMASHOV, né à Kiev et âgé de 39 ans, est un analyste politique ukrainien, à la fois expert et chercheur. Il a travaillé pendant plus de dix ans pour l'une des institutions d'expertise ukrainiennes les plus connues, l'Institut Gorshenin, en tant que directeur des programmes politiques. Il publie régulièrement des articles sur

la politique intérieure ukrainienne et les relations internationales dans les médias ukrainiens et internationaux. Il a cosigné des dizaines d'enquêtes sociologiques, de rapports et de recherches menés par l'Institut Gorshenin entre 2008 et 2022. M. Kurmashov est également directeur exécutif du National Expert Forum (NEF), une des principales plateformes de discussion en Ukraine. Dédié aux questions de sécurité nationale,

d'économie et de politique internationale, le forum NEF a eu lieu annuellement, à Kiev ou à Odessa, entre 2013 et 2019 ; il permettait à des représentants officiels ukrainiens et européens, à des politiciens et des diplomates, ainsi qu'à des experts et des dirigeants d'ONG et d'organisations internationales d'interagir pour rechercher un terrain d'entente sur des questions clés de l'Ukraine contemporaine. Les activités de M. Kurmashov en Ukraine ont été temporairement suspendues depuis février 2022 en raison de la guerre. Récipiendaire d'un financement du programme PAUSE à l'Université Paris-Panthéon-Assas dont l'IRSEM est partenaire, il est actuellement chercheur invité à l'IRSEM et contribue par ailleurs aux travaux de recherche sur l'Ukraine initiés par l'Agence nationale de la recherche.

COMMUNICATION



Marco BARROUX, diplômé d'un master en événementiel sportif (Université Paris 10 Nanterre), a travaillé un an en tant que régisseur événementiel. Il a fait ses premières armes à l'IRSEM en tant que CAJ de mai à juin 2022. Depuis début septembre, il a la charge d'organiser les événements de l'institut en travaillant conjointement avec

l'équipe communication.

DÉPARTS

L'IRSEM souhaite une bonne continuation à Marianne Péron-Doise, chercheuse en sécurité maritime, qui poursuit sa collaboration avec l'IRIS notamment ; Emmanuel Dreyfus, chercheur Russie, devenu diplomate au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ; Pierre Haroche, chercheur en sécurité européenne, qui a obtenu un poste de *Lecturer* en Sécurité internationale à Queen Mary University of London ; Anne-Laure Mahé, chercheuse Afrique de l'Est, qui a rejoint la London School of Economics, et Thibault Delamare, postdoctorant, embauché à l'Assemblée nationale.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Brève stratégique n° 43 – 4 juillet.

« [Dialogue Shangri-La 2022 – L’Indo-Pacifique pris au piège de la rivalité États-Unis/Chine](#) », par Marianne PÉRON-DOISE, 2 p.

Le dernier Dialogue Shangri-La a été marqué par l’affirmation de visions irréconciliables de l’ordre régional et global entre les États-Unis et la Chine laissant peu d’espace à d’autres lectures. Au-delà de l’Indo-Pacifique, les échanges ont révélé la polarisation du système international avec l’irruption de la guerre en Ukraine au cœur des débats suivant une intervention à distance du président Zelenski, symbole d’un monde en crise.



Note de recherche n° 130 – 31 août.

« [Les parlementaires et la politique de défense : des médiateurs plus que des censeurs ?](#) », par Julien FRAGNON, 12 p.

Cette note de recherche interroge le rôle du Parlement dans la politique de défense. Partant du double constat d’un déficit historique des assemblées dans le contrôle des affaires militaires et d’une demande politique accrue pour cette question (vague d’attentats en France, polémiques sur les exportations d’armement, guerre en Ukraine), la note vise à examiner les marges de manœuvre des parlementaires à partir d’une observation participante de plusieurs années. Elle s’intéresse pour cela à l’action des parlementaires en matière de contrôle des exportations d’armement. L’observation montre ainsi des parlementaires soucieux d’investir leurs compétences constitutionnelles en matière d’évaluation mais dans un rôle de médiation plus que de contrôle dans la fabrique de la politique publique de défense.



Étude n° 96 – 31 août.

« [La singularité du métier militaire : persistances et nouveautés – Pourquoi défendre un modèle de singularité ?](#) », par Clément SORBETS, 86 p.

La singularité du métier militaire a fait l’objet d’un regain d’intérêt notable à la fin des années 2010 au sein du minis-

tère des Armées. Il peut s’expliquer par un sentiment de fragilisation des attributs qui composent cette singularité. À ce titre, la question du caractère indiscutable, justifié et immuable de la singularité du métier militaire peut se poser. La réponse mérite d’être nuancée. En effet, la singularité du métier militaire est particulièrement défendue aujourd’hui ; elle constitue d’ailleurs une nécessité, en ce qu’elle est dictée par la spécificité des missions des armées, telle la capacité confiée au militaire de pouvoir donner la mort sur ordre ou l’acceptation de la recevoir. Celle-ci serait d’ailleurs la spécificité mère. Toutefois, divers phénomènes contemporains et évolutions, intérieurs et extérieurs aux armées, tendraient à relativiser cette spécificité. Par ailleurs, en se projetant dans le temps, il peut être soutenu que, quel que soit le visage des métiers militaires du futur, ils demeureront singuliers parfois par nature, mais toujours par destination. Les autorités ministérielles et le commandement devront rester vigilants et agir pour éviter tout risque de banalisation compte tenu des multiples défis auxquels devront faire face les armées de demain.



Strategic Brief No. 44 – 1^{er} septembre.

« [What made the Ukrainian resistance possible](#) », by Yevgen KURMASHOV, 2 p.

The Ukrainians have demonstrated their eagerness to win on the battlefield and to preserve their established political nation. Understanding the impossibility of forcing Russia to retreat by military means alone, Ukraine is fighting for its freedom and its right to exist at all levels – military, political, social, public. This war is primarily a clash of values.



Brève 45 – 13 septembre.

« [Vers une réforme des forces de sécurité en Colombie ?](#) », par Camille BOUTRON, 2 p.

L’élection de Gustavo Petro à la présidence de la Colombie en juin dernier soulève des enjeux de taille dans un pays marqué par un demi-siècle de guerre civile. Parmi ceux-ci, la réforme de la force publique, régulièrement objet de controverses en raison de son rôle ambigu dans le conflit armé. La nouvelle composition des instances dirigeantes des forces armées et de police illustre une volonté de rupture et de transformation des rapports entre monde civil et monde militaire en Colombie.



Étude n° 97 – 16 septembre.

« [La Russie au Mali : une présence bicéphale](#) », par Maxime AUDINET et Emmanuel DREYFUS, 88 p.

Jusqu'à une période récente, les relations entre le Mali et la Russie prenaient principalement la forme d'une coopération de défense, relancée au début des années 2000 sur les fondements de liens bâtis avec l'Union soviétique. Elles ont toutefois connu un nouvel essor depuis les deux coups d'État de 2020 et 2021 et les négociations entamées par les autorités maliennes avec l'organisation paramilitaire Wagner. L'arrivée fin 2021 de ce groupe de mercenaires russes au Mali apparaît aujourd'hui comme l'un des marqueurs les plus emblématiques du réengagement amorcé ces dernières années par Moscou en Afrique subsaharienne. Elle s'inscrit en outre dans un contexte d'isolement régional et international de Bamako et, à l'échelle globale, de dégradation toujours plus profonde des relations entre la Russie et les pays occidentaux à la suite de l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022.

Le Mali offre en cela un terrain privilégié pour observer les particularités et les mutations de l'action internationale de la Russie en Afrique. Cette étude met en évidence la nature bicéphale de cette présence, en analysant l'action des acteurs russes officiels et non étatiques dans trois domaines : celui de la « coopération militaro-technique » ; celui des échanges économiques ; et celui de l'influence informationnelle, incarnée par un dispositif destiné à accompagner et légitimer cette présence. Ses auteurs s'intéressent en particulier aux interactions et à la combinaison entre ces deux sphères, tout en mettant l'accent sur le réseau et les pratiques constitutifs de la galaxie Prigojine, du nom du sponsor du groupe Wagner et acteur clef de la politique africaine de la Russie.



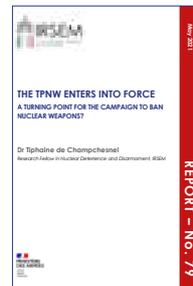
Étude n° 98 – 19 septembre.

« [Comprendre le Moyen-Orient par la donnée – Technologies numériques et acquisition de la connaissance dans la région Afrique du Nord / Moyen-Orient](#) », par COL Olivier PASSOT, 96 p.

Les technologies liées au recueil et au traitement de la donnée ouvrent des perspectives considérables au regard de la connaissance et du renseignement, y compris dans un environnement peu perméable. Peuvent-elles permettre de décrypter plus facilement

la région Afrique du Nord / Moyen-Orient (ANMO), souvent considérée comme compliquée dans l'imaginaire occidental ?

Cet espace présente une exposition contrastée à la donnée : d'un côté, la collecte est limitée par de multiples barrières (contrôle politique et social, insécurité, codes culturels) ; de l'autre, les individus sont de plus en plus exposés à la surveillance numérique en raison d'une régulation encore faible tandis que les comportements se digitalisent très vite. De fait, des acteurs publics et privés toujours plus nombreux collectent et analysent des *data* pour informer, investiguer et tracer, transformant le terrain de la connaissance en un espace concurrentiel. Si ces technologies offrent des opportunités à certains gouvernements de la région ANMO, dans l'exercice de missions régaliennes, elles représentent d'importants défis pour la majorité d'entre eux. L'acquisition des compétences, le contrôle des données et de la souveraineté nécessiteront des investissements très importants. Les États qui n'y parviendront pas risquent d'être concurrencés par les nouveaux acteurs de la donnée.



Report No. 79 – Translation.

« [The TPNW enters into force – A turning point for the campaign to ban nuclear weapons?](#) », by Tiphaine de CHAMPCHESNEL, 70 p. [Traduction de l'étude 79 parue en mai 2021.]

By entering into force on January 22, 2021, did the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons (TPNW) ban nuclear weapons? From a legal perspective, the scope of the treaty does not reach beyond its members, all of whom already committed years ago not to acquire nuclear weapons, through the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT). Yet, the international campaign led by a group of players, the most visible undoubtedly being the International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (ICAN), asserts that nuclear weapons are "outlawed". In particular, ICAN builds on this development to legitimize its action and chart a course that is no doubt necessary to secure its future and improve the image of the TPNW. At the same time, this NGO is driving a strategy to delegitimize nuclear weapons and stigmatize a number of States among those that have chosen to base their security on nuclear deterrence. This study aims to examine the challenges inherent in implementing the TPNW and the mechanisms involved in its use by ICAN.



Report No. 93 – Translation.

« [Japan's nuclear latency – A dual-use diplomatic lever?](#) », by Timothée ALBESSARD, 128 p. [Traduction de l'étude 93 parue en mai 2022.]

In spite of various legal, political and technical obstacles to a potential Japanese nuclear proliferation, Japan retains latent nuclear capabilities owing to the dual nature of its plutonium reprocessing policy and its space program. Such capabilities, along with statements by prominent Japanese political figures and Japan's frequent doubts about U.S. extended deterrence, support the hypothesis of a hedging policy whereby Tokyo would retain the means to ultimately build its own deterrence capacity, ready to take over should the alliance with the United States fail in the face of growing pressure from China and North Korea.

Although the absence of a military nuclear program and of political decisions taken in this respect prevents us from talking about a real “nuclear hedging” strategy on the part of Japan, we may nevertheless consider that, in the face of regional crises and tensions, Tokyo politically instrumentalizes this state of affairs (“Japan retains latent nuclear capabilities”) in order to push the United States to strengthen its security guarantees while drawing an implicit red line for Beijing and Pyongyang, by recalling Japan's proliferation potential.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Dans le viseur #43 – 1^{er} juillet.

« [2013, les commandos marine entrent au Mali](#) », avec l'ancien premier maître MATT et Alexandre JUBELIN, 26 mn. Pour le premier épisode d'une série avec Matt, ancien premier maître dans les commandos marine et auteur de *Objectif forces spéciales* (éditions Pierre de Taillac), celui-ci se remémore les premiers temps de ses actions au Mali dans le cadre de l'opération Serval.

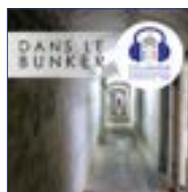


Épisode 163 – 5 juillet.

« [Les armes hypersoniques, des outils révolutionnaires ?](#) », avec David PAPPALARDO et Alexandre JUBELIN, 1 h 33.

David Pappalardo, colonel dans l'armée de l'air et de l'espace, est l'auteur d'un article, « Hypersonique : entre rhétorique et réalité », *Vortex*, n° 3, juin 2022.

- 3:45 Définir l'hypersonique.
- 10:45 Les usages et fonctions des projectiles hypersoniques.
- 30:45 Le Kinzhal et les dangers du techno-folklore.
- 35:30 Les planeurs hypersoniques.
- 42:00 Les super-statoréacteurs.
- 55:00 Les objets hypersoniques hybrides.
- 1:06:30 Quelles défenses face à l'hypersonique ?
- 1:20:00 Les dangers de l'hypersonique sur la stabilité stratégique.



Dans le bunker #49 – 8 juillet.

« [La bataille du lac Changjin](#) » (2021) de Chen KAIGE, Tsui HARK et Dante LAM, par Pierre HASKI, 42 mn.

Pierre Haski est chroniqueur géopolitique au Sept Neuf de France Inter.

La bataille du lac Changjin, qui relate une défaite américaine de la guerre de Corée, est l'un des films les plus remarquables de tous les temps ; il est pourtant presque inconnu en Occident.



Épisode 164 – 12 juillet.

« [Apprendre de la guerre d'Ukraine pour innover : Les armes à l'épreuve de la guerre d'Ukraine #6](#) », avec Emmanuel CHIVA et Alexandre JUBELIN, 1 h 09.

Emmanuel Chiva est le directeur de l'Agence innovation défense du ministère des Armées.

- 0:00 Organisation de la fin d'année.
- 4:00 Une guerre moderne ?
- 9:30 L'adaptation française face à ce type de guerre.
- 15:00 Principales innovations de la guerre d'Ukraine : les drones.
- 34:30 Les systèmes d'information et de commandement.
- 40:00 Les manipulations de l'information.
- 48:00 Échecs et ratés.
- 52:00 Comment retrouver de la masse à coûts réduits.
- 1:00:00 Les évolutions de l'écosystème de défense face à la guerre.



Épisode 165 – 19 juillet.

« [Le modèle français des opérations spéciales](#) », avec le général de division TOUJOUSE et Alexandre JUBELIN, 57 mn.

Le général de division Toujouse est GCOS (général commandant les opérations spéciales).

- 1:00 Définition des opérations spéciales.
- 5:30 Une carrière dans les forces spéciales.
- 10:00 La recomposition à la sortie à la guerre froide.
- 13:15 Forces spéciales et « forces normales ».
- 24:30 Les forces spéciales françaises et les autres.
- 32:00 Les différentes vies du COS et son évolution sur 30 ans.
- 45:00 La guerre d'Ukraine et les opérations spéciales.



Épisode 166 – 6 septembre.

« [La chute de Kaboul, un an après](#) », avec David MARTINON et Alexandre JUBELIN, 1 h 32.

David Martinon est ambassadeur de France en Afghanistan et auteur des *Quinze jours qui ont fait basculer Kaboul* (Éditions de l'Observatoire, 2022).

- 4:30 Bagage et arrivée en Afghanistan.
- 22:00 L'Afghanistan comme terre de guérilla maoïste.
- 27:30 Réussites et impasses de la présence militaire française en Afghanistan.
- 36:00 Les négociations américaines à partir de 2018.
- 41:30 Le quotidien d'un ambassadeur à Kaboul.
- 46:45 L'originalité de la position française.

- 56:00 Le discours taliban et la conquête.
- 1:03:00 La chute de Kaboul et les talibans.
- 1:19:00 Le travail d'un ambassadeur loin de son poste.



Dans le viseur #44 – 9 septembre.

« [Ravitailer une compagnie](#) », avec le lieutenant-colonel BERTRAND, de l'École de Guerre-Terre, 31 mn.

Cet épisode a été enregistré il y a plusieurs mois, bien avant l'invasion russe de l'Ukraine, d'où certains euphémismes sur les relations avec la Russie.



Épisode 167 – 13 septembre.

« [La pensée stratégique russe et la guerre en Ukraine](#) », avec Vincent TOURRET et Alexandre JUBELIN, 1 h 29.

Vincent Turret est chargé de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

- 2:00 La contre-offensive ukrainienne en cours.
- 24:00 L'émergence d'une culture stratégique russe propre, et ses institutions.
- 38:50 Les grands piliers de cette pensée stratégique.
- 50:00 L'art opératif russe.
- 59:00 L'évolution de la stratégie russe avec la chute de l'URSS.
- 1:07:30 Le modèle russe dans la guerre d'Ukraine.
- 1:24:00 Les conséquences de long terme pour la stratégie russe.



Dans le bunker #50 – 16 septembre.

« [Argo](#) » (2012) de Ben AFFLECK, par Étienne DIGNAT, 32 mn.

Pour le retour des épisodes de « Dans le bunker », Alexandre Jubelin revient avec Étienne Dignat, docteur en théorie politique et spécialiste des questions d'otages, sur ce film à la véracité problématique, relatant l'histoire d'une exfiltration d'otages américains d'Iran, récompensé par l'oscar du meilleur film en 2012.



Épisode 168 (1/2) – 20 septembre.

« [Fraternités d'armes](#) », avec Jean MICHELIN et Alexandre JUBELIN, 1 h 04.

Jean Michelin, lieutenant-colonel dans l'armée de terre, est l'auteur de *Ceux qui restent* (éditions Héloïse d'Ormesson, août 2022).

- 5:00 Le choix de la fiction.
- 19:00 Le processus d'écriture.

28:15 Fraternités d'armes et silences.
 38:15 Chefs et subordonnés.
 49:30 Armée et discriminations.
 59:00 Militaires et écriture.



Épisode 168 (2/2) – 21 septembre.

« [Fraternités d'armes](#) » (2), avec Jean MICHELIN et Alexandre JUBELIN, 21 mn.

Deuxième partie de l'épisode avec Jean Michelin sur son roman *Ceux qui restent* (Héloïse d'Ormesson). L'auteur entre dans certains des ressorts narratifs du livre pour les auditeurs qui l'ont lu.



Épisode 169 – 27 septembre.

« [Japon, l'armée dans l'ombre](#) », avec Marjorie VANBAELINGHEM et Alexandre JUBELIN, 1 h 08.

Marjorie Vanbaelinghem, directrice adjointe de l'IRSEM, est l'autrice de la note de recherche 127, « [Les Japonais et leurs forces d'autodéfense aujourd'hui](#) ».

3:00 Les Japonais et la culture guerrière.
 9:30 Le retournement de l'après-guerre et la constitution pacifiste.
 16:15 Les évolutions du pacifisme japonais.
 31:00 Les forces armées japonaises, leur volume et leurs capacités.
 40:30 Les grandes priorités stratégiques pour le Japon.
 52:00 Le Japon face à la pression chinoise sur Taïwan.
 59:30 Perspectives pour la défense japonaise.



Épisode 170 – 30 septembre.

« [Nordstream et la bataille du gaz : Les armes à l'épreuve de la guerre d'Ukraine #7](#) », avec Sami RAMDANI et Alexandre JUBELIN, 29 mn.

Sami Ramdani est doctorant en géographie à Paris 8 et doctorant associé à l'IRSEM. Sa thèse porte sur la géopolitique des projets Nordstream.

Nouvel épisode de la série du « Collimateur » consacrée aux différentes facettes du conflit en Ukraine, en lien avec l'actualité du sabotage du gazoduc #Nordstream.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !
 Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et irsem.fr.

**OUVRAGES PUBLIÉS
 PAR LES CHERCHEURS**



Revue Défense nationale, « [AUKUS, un an après](#) », sous la direction de Marianne PÉRON-DOISE et Benoît de TRÉGLODÉ, n° 852, juillet 2022.

Depuis 2016, la *Revue Défense nationale* (RDN) confie à l'IRSEM son numéro d'été. Cette année, il rassemble un ensemble de contributions de chercheurs français et étrangers consacrées

au partenariat de sécurité AUKUS, un an après. Pour autant, ce n'est ni un état des lieux fastidieux ni un bilan. L'objectif essentiel de l'accord étant la construction d'au moins 8 sous-marins à propulsion nucléaire, l'horizon reste assez lointain : les spécialistes s'accordent pour évoquer la livraison d'une première unité vers 2030. Ce travail vise à rassembler différentes réflexions qui permettent de contextualiser et de replacer quelques-unes des conséquences stratégiques les plus évidentes de l'AUKUS dans une perspective de court ou long terme. Il pose au final la question des évolutions et des possibles transitions que la signature de cet accord a directement ou indirectement amenées dans son sillage. Or, le « temps stratégique » est une variable fluctuante selon l'angle adopté. Il peut se contracter sous l'emprise d'une « surprise stratégique », comme ce fut sans nul doute le cas pour la France lors de l'annonce brutale de l'AUKUS le 15 septembre 2021. Il peut aussi s'accélérer comme le montrent le déclenchement de la guerre en Ukraine et l'ajustement rapide et calibré des initiatives décidées par les États-Unis, l'Union européenne et l'ensemble des pays occidentaux.



Cahiers français, « [L'armée dans la société](#) », n° 428, juillet 2022.

La revue *Cahiers français* aborde les grands sujets qui nourrissent le débat public. Illustrés par des infographies et de nombreuses photographies, ses articles courts et ses fiches pratiques permettent de mieux comprendre les questions de société, d'économie et de politique.

L'armée est l'une des grandes institutions de la République. Sa place en France a cependant connu d'importants changements depuis la fin de la guerre froide et la disparition de la conscription en 1997. La multiplication des opérations extérieures, sans lien direct avec la défense

d'intérêts vitaux, a changé la nature des représentations. L'armée s'est transformée pour faire face à d'autres formes de menaces : cybercriminalité, attentats, crise sanitaire... Elle a également évolué dans son recrutement et le déroulement de carrière en s'adaptant doucement aux nouvelles générations. Avec un taux de féminisation de 16,3 % en 2020, la France se positionne au 4^e rang des armées les plus féminisées dans le monde. L'armée garde un rôle social et économique de poids, tant sur le plan de l'emploi et de la vitalité des territoires qu'en ce qui concerne les missions de service public.

Ce numéro des *Cahiers français*, en collaboration avec l'IRSEM, réunit les meilleures spécialistes de la question et se propose de saisir ses nombreuses transformations, de comprendre l'évolution de ses missions et de ses moyens d'action comme de ses effectifs.



Louise MATZ et Camille TROTOUX (dir.), *Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial*, La Documentation française, juillet 2022.

Cet ouvrage collectif regroupe les actes du colloque organisé à l'École militaire le 20 octobre 2021, ainsi que des contributions extérieures.

Intitulée *Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial*, et coorganisée par le Centre d'études stratégiques aérospatiales (CESA) et par l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), cette initiative a été l'occasion pour chercheurs et praticiens de questionner les spécificités d'une éthique propre aux aviateurs dans la troisième dimension et dans l'espace. Cet objectif scientifique s'est articulé autour de quatre grands thèmes de réflexion structurants de l'armée de l'air et de l'espace (AAE) : l'éthique dans l'usage de la force et de la proportionnalité, dans la guerre à distance, dans l'automatisation, puis celle propre au domaine spatial. Alors que l'éthique guide la légitimité de l'action, du commandement et même la raison d'être du militaire, l'ensemble des lois et des normes auxquelles elle répond évolue en permanence. Les progrès techniques récents et l'accélération du tempo des opérations en redessinent-ils les contours pour les aviateurs ? L'espace, milieu de rupture et nouveau théâtre de conflictualités entre puissances, revêt également des enjeux stratégiques futurs d'exercice de la force. La création du Comité d'éthique de la défense en janvier 2020 par Mme Florence Parly, ministre des Armées, atteste de cet élan de réflexion autour de l'éthique des forces armées, de leur institutionnalisation et de leur encadrement juridique.

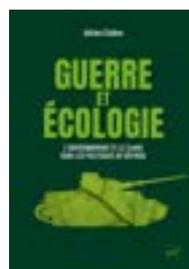
Cet ouvrage collectif ancre la réflexion de l'armée de l'air et de l'espace dans ces débats de société actuels et s'inscrit dans la continuité de cette pensée stratégique, pour anticiper les conflits de demain.



Collectif, *Le goût de l'Europe*, textes choisis et présentés par Pierre HAROCHE, Mercure de France, coll. « Le Petit Mercure », septembre 2022, 144 p.

« Je crois que nous sommes nous-mêmes le reflet de l'Europe, la prolongation de l'Europe et que nous pouvons être un miroir, possiblement magnifique, de l'Europe, étant donné que l'Europe oublie en général qu'elle est l'Europe », écrivait l'Argentin Jorge Luis Borges en 1985, dans un texte resté inédit en français, et qui résonne étonnamment aujourd'hui.

Ce sont les écrivains qui, avant les politiques et les administrateurs, ont fait l'Europe en l'invoquant. Ils l'ont faite à travers leur vision, leur sensibilité, leur goût. L'Europe est une entité qui ne se réduit pas à la somme de ses parties, mais les englobe. Des mythes antiques aux problématiques contemporaines, balade sur un continent incertain en compagnie de Hésiode, Ovide, Victor Hugo, Fédor Dostoïevski, Thomas Mann, Stefan Zweig, Henry James, Albert Cohen, Aurélien Bellanger, Orhan Pamuk, Laurent Gaudé et bien d'autres.



Adrien ESTÈVE, *Guerre et écologie – L'environnement et le climat dans les politiques de défense (France et États-Unis)*, PUF, septembre 2022, 280 p.

Alors que la question écologique gagne en importance dans le débat public, et que le dérèglement climatique est amené à impacter durablement les équilibres mondiaux, cet ouvrage s'intéresse à la prise en compte des enjeux environnementaux et climatiques dans un secteur jusque-là peu étudié dans la littérature sur le sujet : le secteur de la défense. Pourtant, depuis plusieurs années, les responsables civils et militaires des organisations de défense multiplient les déclarations favorables à une meilleure prise en compte de ces questions par les forces armées, et à une meilleure compréhension des aspects sécuritaires des bouleversements écologiques globaux et de la transition énergétique. Ces prises de position peuvent surprendre compte tenu des dénonciations répétées de l'empreinte écologique des activités militaires et des conséquences environnementales des

conflits armés, portées entre autres par les mouvements écologistes. Cet ouvrage montre comment les questions environnementales et climatiques ont été problématisées au sein du secteur de la défense, à partir des cas de la France et des États-Unis.

SOUTENANCE DE THÈSE

« Mobiliser au sein des Nations unies : le cas de l'interdiction des armes nucléaires », de **Tiphaine de Champchesnel**, sous la direction de **Jean-Vincent Holeindre**, 1^{er} juillet 2022.



[Tiphaine de Champchesnel](#), chercheuse à l'IRSEM sur les questions de maîtrise des armements, a soutenu sa thèse le 1^{er} juillet 2022. Le jury était composé des professeurs [Jean-Vincent Holeindre](#) (Université Paris-Panthéon-Assas), Sylvie Ollitrault (directrice de recherche CNRS – École des hautes études en santé publique), Frédéric Ramel (Institut d'études politiques de Paris), Delphine Placidi-Frot (Université Paris-Saclay).

La thèse intitulée « Mobiliser au sein des Nations unies : le cas de l'interdiction des armes nucléaires » utilise le cadre de la sociologie des mobilisations pour analyser la genèse du traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

L'ouverture de la négociation du TIAN en 2017 fait suite à une initiative sur les « conséquences humanitaires de l'arme nucléaire » (CHAN) qui s'est développée dans les enceintes

onusiennes mais également à travers des conférences internationales. Le choix d'analyser le processus observé en termes de mobilisation, bien qu'il soit en grande partie diplomatique, se justifie d'une part, en raison du caractère essentiel de cette dynamique de mobilisation pour porter le sujet du TIAN à l'agenda formel de l'ONU et, d'autre part, compte tenu de l'implication, aux côtés des États, de plusieurs catégories d'acteurs non étatiques.

Considérant l'apport du tournant cognitif pour la sociologie des mouvements sociaux, l'auteure a utilisé le cadrage « humanitaire » en tant que variable indépendante, tout en intégrant d'autres facteurs d'explication de la réussite de la mobilisation. La première partie de la thèse est consacrée aux conditions de l'émergence de l'initiative sur les CHAN. La seconde établit une corrélation entre la progression de la mobilisation et l'évolution de la diffusion du cadrage humanitaire, tout en constatant l'importance des efforts de mise à l'agenda formel du sujet de l'interdiction.

PRIX DE THÈSE

Julia Maspero, ancienne allocataire de l'IRSEM, a obtenu – ex aequo avec un autre candidat – le prix de thèse d'histoire des relations internationales Jean-Baptiste Duroselle 2022. Elle a soutenu sa thèse intitulée « L'administration des personnes déplacées dans les zones françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche : une politique de la France en contexte de guerre froide (1945-1951) », sous la direction de Catherine Gousseff, le 9 décembre 2021 à l'EHESS.

ÉVÉNEMENTS

5 juillet : Rencontre avec le député écologiste finlandais Atte HARJANNE.



Le 5 juillet, l'IRSEM a reçu le député écologiste finlandais Atte Harjanne, invité dans le cadre du programme « Personnalités d'avenir » du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Les échanges avec les chercheurs présents et la directrice adjointe [Marjorie Vanbaelinghem](#) ont porté sur des sujets très variés, de la guerre en Ukraine et l'adhésion de la Finlande à l'OTAN à la crise énergétique en passant par la question du nucléaire en Europe.

6 juillet : Conférence « Computerized intelligence & the Second Age of SIGINT », avec John FERRIS.



Le 6 juin 2022, le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » a organisé une conférence zoom intitulée « Computerized intelligence & the Second Age of SIGINT » autour de John Ferris. John Ferris, professeur d'histoire à l'université de Calgary au Canada, est historien militaire et spécialiste du renseignement électromagnétique (SIGINT en anglais). Il est notamment l'auteur de l'histoire autori-

sée du service de renseignement technique britannique, le Government Communications Headquarters (GCHQ).

La présentation de John Ferris s'est organisée en deux grandes parties. La première consistait en une présentation des spécificités du renseignement électromagnétique, depuis son apparition à l'aube de la Première Guerre mondiale jusqu'à son utilisation pendant la guerre froide. L'intervenant a notamment rappelé les deux grands principes du SIGINT que sont l'interception des communications elles-mêmes et l'analyse du trafic (*traffic analysis*). L'apparition des communications radio au cours du premier conflit mondial a constitué un tournant majeur dans la conduite des hostilités et plus spécifiquement dans l'importance accordée au renseignement dans la décision militaire. Le second conflit mondial a également constitué un moment majeur de l'histoire du SIGINT avec l'interception des communications allemandes de la machine Enigma et l'émergence des États-Unis comme puissance de collecte de renseignement électromagnétique au côté des Britanniques.

La seconde partie de la conférence portait sur la transformation apportée par l'émergence d'internet et des communications digitales. Ce que John Ferris nomme le deuxième âge du SIGINT ne constitue pas une révolution par rapport aux modalités antérieures de fonctionnement de ce capteur de renseignement. En revanche, il en modifie profondément les modalités d'exploitation et les significations techniques, éthiques et législatives. Le principe de la commutation par paquet dans le fonctionnement d'internet est en effet celui d'une masse de données divisée en paquets afin de transiter le plus rapidement possible au point de destination pour être reconstitué. Ce principe de fonctionnement transforme la nature du SIGINT car il fait fi des frontières, ce qui signifie que l'interception de communication n'est plus limitée, comme auparavant, à une zone géographique précise. Ce fonctionnement implique une dilution de la frontière entre communications domestiques et communications internationales et une massification des données à exploiter.

Cette conférence a permis de réunir une trentaine de participants et s'inscrit dans une démarche d'internationalisation des travaux de recherche en matière de renseignement au sein du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides ». L'objectif de cette conférence et des futures conférences de ce type est de permettre d'engager un dialogue entre les études de renseignement en France et celles produites dans la communauté académique internationale.

Clément RENAULT
Docteur associé

11-13 juillet : Conférence « The Future of Security Cooperation in Sahel », organisée par le George C. Marshall European Center for Security Studies, en partenariat avec l'IHEDN et l'IRSEM.



La conférence « The Future of Security Cooperation in the Sahel » est une initiative commune du centre de recherche germano-américain George C. Marshall European Center for Security Studies (GCMC), de l'IRSEM, et de l'Institut des hautes études de Défense nationale (IHEDN). Du 11 au 13 juillet 2022, la conférence a réuni une quarantaine d'officiers militaires, de professionnels de défense, d'experts et de chercheurs spécialistes des questions de coopération sécuritaire et de défense au Sahel. Les participants étaient en majorité de pays européens (République tchèque, Estonie, France, Allemagne, Italie, Lituanie, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède) ainsi que des États-Unis, du Niger et du Nigeria.

L'objet de cette conférence était d'analyser, à travers des panels en plénière ainsi que des travaux de groupe, les résultats de cette coopération au Sahel ces dernières années et les défis nouveaux auxquels celle-ci fait face. Organisée au format *Chatham House*, elle a permis à des acteurs de la défense et diplomatiques français de présenter et dialoguer sur la reconfiguration de la stratégie française au Sahel dans le contexte géopolitique actuel avec des officiers et professionnels de la défense/sécurité européens. Des experts ont analysé les défis pour cette coopération de défense/sécurité de ces dix dernières années, ainsi que les menaces et vulnérabilités sécuritaires actuelles. Un panel en plénière ainsi que des séminaires en groupe ont été consacrés à la progression de la puissance russe en Afrique. Enfin, sur le même format, des experts ont présenté des pistes pour reconfigurer en profondeur l'approche des pays du Nord au Sahel. Enfin, le dernier jour, des séminaires en groupe ainsi qu'une séance en plénière ont permis de rassembler les points essentiels et de réfléchir à des recommandations.

Tandis que certaines de ces réflexions et recommandations devraient faire l'objet d'une publication commune, les débats ont souligné que le Sahel et la coopération sécuritaire sont à un point d'inflexion majeur. Dans un contexte actuel d'augmentation de la violence et du nombre de victimes civiles, les économies de la violence au Sahel reflètent des renégociations profondes des ordres sociaux. Les interventions des différents participants ont montré qu'il existe une diversité de perspectives sur la façon de répondre à ces défis, en s'interrogeant notamment sur la nature de la temporalité actuelle de la crise au Sahel, ainsi que sur les situations différenciées selon les pays sur des questions telles que le dialogue entre gouvernements et insurgés. Déterminer jusqu'où les politiques de coopération de défense/sécurité devraient réagir ou être définies en fonction des comportements d'acteurs externes émergents nécessite aussi des réflexions approfondies, en particulier avec le cas russe.

Les participants ont notamment souligné la nécessité de repenser la portée des interventions, de changer nos manières de mesurer nos actions pour répondre aux besoins des populations sahéniennes et non simplement des élites, d'une certaine modestie dans les objectifs assignés, mais aussi de poser des questions difficiles sur les raisons pour lesquelles les acteurs internationaux coopèrent en matière de sécurité au Sahel. La tension entre l'indéniable nécessité de s'adapter aux besoins et intérêts des acteurs sahéniens sans renoncer à nos principes et valeurs est réelle. Il est indispensable de bâtir un nouveau narratif des objectifs des pays du Nord au Sahel pour qu'il soit compris et accepté par les États et leurs populations.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

11 juillet : Signature d'une lettre d'intention entre l'AILCT (Côte d'Ivoire) et l'IRSEM.



Le 11 juillet 2022, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, et le général Joseph Allah Kouamé, directeur de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT), en Côte d'Ivoire, ont signé une lettre d'intention. L'IRSEM et l'Institut de recherche stratégique de l'AILCT établiront des liens universitaires et scientifiques dans les domaines d'intérêt commun à travers notamment des publications et événements, ainsi que des échanges de chercheurs.

12 juillet : Séminaire de recherche, avec Thomas CALVO.

Impacts de l'insécurité perçue et vécue :
Cohésion sociale et préférence pour la démocratie
en temps de conflits

Thomas Calvo

Le 12 juillet dernier, lors du séminaire de recherche mensuel de l'IRSEM, [Thomas Calvo](#), chercheur en économie des conflits et économie de la défense au sein du domaine « Armement et économie de défense », a présenté son programme de recherche au travers notamment de deux projets qu'il co-écrit autour des impacts du conflit malien. Docteur spécialisé en microéconomie appliquée, en économie du développement, Thomas Calvo a d'abord contextualisé sa recherche autour des questionnements méthodologiques et analytiques qui l'animent. Il interroge, d'une part, au travers de plusieurs collaborations internationales la mesure des phénomènes dits sensibles dont

ceux de violence dans les enquêtes auprès des ménages. Pour cela, il mobilise différents modes d'administration d'enquête et interroge l'existence des biais de réponse dans les enquêtes à l'aide de protocoles randomisés. Il analyse, d'autre part, les conséquences économiques et institutionnelles des crises dans les pays à revenu intermédiaire ou faible, au travers non seulement de l'expérience mais aussi de la perception des violences, notamment du sentiment de peur qui en découle. Particulièrement, au Mali, il étudie les impacts du conflit armé sur les relations interpersonnelles et les préférences institutionnelles par le biais d'analyses statistiques (économétriques) rigoureuses. Il mobilise pour cela des données d'enquête originales et de première main, représentatives au niveau sous-national, qu'il combine à des données d'événements géocodées collectées par le projet *Armed Conflict Location and Event Data* (ACLED). Cette dernière base recense tous les événements violents rapportés dans les médias depuis 1997. S'en est suivie une discussion menée par le directeur de domaine « Armement et économie de défense », [Benoît Rademacher](#). Ensuite, Thomas a échangé sous la forme de séries de questions-réponses avec la direction et les chercheurs de l'IRSEM.

Thomas CALVO
Chercheur Économie de défense

12 juillet : Visite d'une délégation de l'ASAN (Corée).



Le 12 juillet, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, et Marianne Péron-Doise, chercheuse Sécurité maritime, ont reçu la visite de GO Myong Hyun, Senior Fellow à l'ASAN Institute, et WOO Jung-Yeop du Sejong Institute (Corée).

22 juillet : Signature d'une lettre d'intention avec l'IDSA (Inde).



Le 22 juillet, à New Delhi, l'IRSEM et le Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses (MP-IDSA) ont signé une lettre d'intention établissant une coopération entre leurs champs de recherche. Cette initiative permettra de rapprocher encore davantage les réflexions stratégiques françaises et indiennes.

6 septembre : Réunion de rentrée.



La traditionnelle réunion de rentrée, réunissant l'ensemble du personnel de l'IRSEM, s'est tenue le 6 septembre 2022, dans l'amphithéâtre des Vallières.

9 septembre : Séminaire Jeunes Chercheurs hors-les-murs.



Le 9 septembre a eu lieu la journée de rentrée des doctorants et post-doctorants de l'IRSEM à la maison de Jean Monnet à Bazoches-sur-Guyonne (Yvelines). Après le discours d'ouverture du directeur scientifique [Jean-Vincent Holeindre](#) et une visite de la maison, un premier séminaire a tourné autour du rôle croissant de la dimension européenne dans les études stratégiques ([Pierre Haroche](#)), et un second a été l'occasion de présenter les possibilités de financements européens destinés aux jeunes chercheurs (Philippe Perchoc).

Pierre HAROCHE
Chercheur Sécurité européenne

13 septembre : Signature d'une lettre d'intention entre l'IRSEM et le College of International Security Affairs (CISA) de la National Defense University (NDU), États-Unis.



Le 13 septembre, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) et le College of International Security Affairs (CISA) de la National Defense University (NDU) à Washington DC, ont signé une lettre d'intention. Cet accord vise à renforcer la coopération déjà existante entre les deux

instituts en établissant des liens universitaires et scientifiques dans les domaines d'intérêt commun à travers des publications, événements, ou encore des échanges de chercheurs. En plus de contribuer à la recherche stratégique, le CISA a pour mission d'instruire et de préparer les professionnels civils et militaires de la sécurité nationale et les futurs dirigeants des États-Unis et des pays partenaires aux défis stratégiques de l'environnement de sécurité contemporain.

26 septembre : Journée d'étude des doctorants « De l'irrégularité à la haute intensité : quelle conflictualité après la guerre en Ukraine ? », IRSEM/SHD.



Le 26 septembre s'est tenue à l'École militaire une journée d'étude ayant pour thème « De l'irrégularité à la haute intensité : quelle conflictualité après la guerre en Ukraine ? » et à laquelle s'était inscrite une centaine de personnes. Cette journée d'étude, organisée par Marie Durrieu, Félix Enault et Jérónimo Barbin – trois jeunes doctorants associés à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) – avait pour ambition d'interroger l'idée d'une rupture stratégique à la suite de l'invasion militaire russe en Ukraine sur fond de retrait des forces occidentales d'Afghanistan et du Mali.

De nombreux doctorants et jeunes chercheurs, issus de divers centres de recherche, étaient réunis le lundi 26 septembre à l'École militaire dans l'objectif de proposer de nouvelles pistes de réflexion sur les bouleversements stratégiques contemporains. Après la présentation de la journée d'étude par les trois organisateurs de l'événement, la rencontre s'est ouverte sur un mot d'introduction de [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM, qui a renouvelé son attachement à ce cadre d'expression académique et au travail des jeunes chercheurs dans le domaine de la recherche stratégique.

Le premier panel, intitulé « Le retour à la haute intensité – une rupture stratégique ? », a été composé de quatre

interventions très diversifiées, avec des intervenants issus des sciences politiques, des études juridiques ainsi que de la recherche historique. Dans une première intervention, Gésine Weber (Kings Collège London/German Marshall Fund Paris) a proposé une réflexion comparative sur les approches françaises, allemandes et britanniques face aux évolutions de la conflictualité. Elle a été suivie d'une analyse par Benoît Grémare (IESD – Université de Lyon) du cadre juridique entourant la menace de l'utilisation de l'arme atomique. Par la suite, Yaodia Senou-Dumartin (Université de Bordeaux) a entrepris d'étudier le cadre constitutionnel du recours à la force militaire, les entreprises legalistes issues de cette conflictualité et les éléments de langage relatifs aux engagements de la Russie dans cette guerre qui ne porte pas son nom. En clôture du panel, Jean-Pierre Netter (Sorbonne Université) a entrepris d'analyser le conflit ukrainien au moyen d'outils comparatifs nés de l'étude de la guerre du Péloponnèse et d'isoler des concepts stratégiques capables de contribuer à la construction de modèles explicatifs de cette conflictualité protéiforme. Ces quatre communications ont ensuite été discutées par Philippe Gros (Fondation pour la recherche stratégique), ouvrant ainsi le débat à la salle durant plus d'une heure d'échange.

L'après-midi s'est ouvert sur le second panel avec l'intervention de Félix Enault (Sorbonne Université) qui a entrepris l'étude de la stratégie hybride de Philippe V et les opérations irrégulières en Égée à la fin du III^e siècle, afin d'évaluer les modalités d'intégration d'éléments irréguliers à des stratégies combinées durant la Haute Époque hellénistique. Ensuite, Camille Haye (Panthéon Sorbonne) s'est intéressée au cas du Mali et de la catégorisation des aspects de la conflictualité confrontés aux pratiques réelles de la guerre. Enfin, en clôture de ce panel, Samantha Marro-Bernadou (Université de Bordeaux) a développé une réflexion sur le *lawfare* et son intégration aux conflits comme élément de langage politique. À la suite d'une discussion amorcée par Walter Bruyère-Ostells (Sciences Po Aix – SHD), la salle a pu débattre de ces présentations.

Cette journée d'étude s'est clôturée par un discours du directeur adjoint du CICDE (Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations des armées françaises), l'ingénieur général de deuxième classe Yan Breuille. Après une brève présentation du travail doctrinal du CICDE, l'ingénieur général a fait part du retour d'expérience du CICDE sur la guerre en Ukraine et de son impact sur les travaux doctrinaux français, mais également sur les possibles conséquences pour la défense française.

Marie DURRIEU, Jérónimo BARBIN, Félix ENAULT
Doctorants

27 septembre : Séminaire « Conflits et économie de défense », avec Jade GUIBERTEAU.



Une nouvelle session du séminaire « Conflits et économie de défense », organisé par [Thomas Calvo](#), s'est tenue le mardi 27 septembre à l'IRSEM. Jade Guiberteau, de la Chaire économie de défense – IHEDN, présentait un travail co-écrit avec Josselin Droff et Julien Malizard, intitulé « Les données sur les exportations françaises d'armement : racontent-elles la même histoire ? ». Ce travail confronte deux sources de données des exportations d'armement de la France, celles recensées par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), d'une part, et celles issues des rapports au Parlement sur les exportations d'armement de la France, d'autre part. Il existe en effet des différences notables entre ces deux sources dans la construction et l'inclusion des échanges internationaux d'armes de la France avec les pays étrangers. Dans un premier temps, les auteurs précisent les différentes définitions, seuils et périmètres d'inclusion des exportations, unités de mesure et zones géographiques concernées par ces deux sources. Dans un second temps, ils présentent comment ces différences impactent l'analyse des déterminants des exportations d'armement de la France et donc potentiellement celles de nombreux autres pays. L'article montre ainsi que ces différentes sources de données disponibles ont vocation à être utilisées pour traiter des problématiques relativement différentes.

Ce travail a été ensuite discuté par Lucie Béraud-Sudreau (SIPRI) et Thomas Calvo, puis a donné lieu à de nombreux échanges entre l'auditoire, l'intervenante et les auteurs.

Thomas CALVO
Chercheur Économie de défense

27 septembre : Séminaire de recherche, avec Amélie ZIMA.



Le 27 septembre, le séminaire de recherche de l'IRSEM a porté sur une présentation d'[Amélie Zima](#), intitulée : « Apports et limites de la dissuasion multilatérale conventionnelle : le cas de la présence avancée renforcée de l'OTAN (eFP) ». La discussion a été assurée par Julien Pomarède, maître de conférences à l'Université de Liège et spécialiste de l'OTAN (dernier ouvrage paru : *La fabrique de l'OTAN : Contre-terrorisme et organisation transnationale de la violence*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2020).

La présence avancée renforcée a été créée à l'occasion du sommet de Varsovie en 2016. Son lancement fait suite à l'annexion illégale de la Crimée par la Russie et au déclenchement de la guerre dans la région ukrainienne du Donbass. Composée de quatre bataillons multinationaux d'environ 1 000 hommes, dirigés par quatre nations-cadres (Allemagne, Canada, États-Unis et Grande-Bretagne), cette force est déployée dans les pays baltes et en Pologne et a pour but de prévenir toute agression russe contre les membres de l'OTAN.

La présentation d'Amélie Zima visait à interroger les limites et les apports de la dissuasion conventionnelle en prenant l'eFP comme étude de cas. La création de l'eFP a résulté des limites de la posture de défense de l'OTAN sur le flanc Est, qui se sont révélées plus criantes après l'annexion illégale de la Crimée par la Russie. Pour renforcer le flanc Est, l'OTAN et ses pays membres ont fait le choix de la dissuasion multilatérale. Cette option renforce la légitimité de l'eFP en associant le plus grand nombre de nations possibles tout en facilitant le processus de décision, et la potentielle activation de l'article 5, la clause de sécurité collective de l'OTAN, puisque si une attaque devait toucher un bataillon de l'eFP, de nombreuses nations seront concernées et pas uniquement les pays du flanc oriental.

De fait, le multilatéralisme assure la crédibilité politique et affirme l'unité de l'OTAN. Cependant le multilatéralisme n'est pas forcément le cadre d'action le plus adéquat pour une activité de défense. Si certains pays participants estiment que cela affecte l'efficacité des troupes et que le multilatéralisme est plus adapté aux missions de maintien de la paix, d'autres jugent que l'eFP permet de renforcer l'interopérabilité des troupes des pays membres. De plus, le caractère multinational est maîtrisé par le fait que les nations-cadres, qui dirigent les bataillons, sont les mêmes depuis le lancement de l'activité, ce qui crée une stabilité. En outre, le caractère multinational encourage aussi la socialisation des troupes qui s'opère par le biais des entraînements mais aussi de compétitions sportives. Pour les nations participantes, l'eFP est considérée comme une activité pertinente à plus d'un titre car elle est l'une des rares au sein de l'OTAN qui permet de travailler la réactivité ainsi que de tester de nouvelles procédures et des matériels. Pour les soldats non familiers de l'environnement des pays baltes et de la Pologne, l'eFP est aussi un moyen de s'acclimater à un environnement géographique et climatique différent. Enfin, l'eFP est une activité évolutive, ce qui est intrinsèque aux activités de dissuasion afin de maintenir leur crédibilité, dont la conclusion n'est pas envisagée. D'une part, la hausse des tensions sur le flanc Est, à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, a conduit à un renforcement du nombre de troupes sur le flanc oriental. D'autre part, le stationnement de troupes a créé un réseau de liens complexes et profitables entre nations-hôtes et nations-cadres, ce qui complexifiera la conclusion de l'activité et l'éventuel retrait des troupes. La conclusion de l'activité soulèvera aussi la question de la présence OTAN sur le territoire des nations-hôtes dont il est peu probable qu'elles souhaiteront revenir à la situation antérieure au déploiement de l'eFP. La discussion, qui a suivi la présentation, a été modérée par [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM.

Amélie ZIMA
Postdoctorante

29-30 septembre : Journées d'étude « Démocraties et relations civilo-militaires : approches comparées et interdisciplinaires », Institut Louis Favoreu/IRSEM, avec le soutien de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES), Université Aix-en-Provence.



Les 29 et 30 septembre se sont tenues des journées d'étude intitulées *Démocraties et relations civilo-militaires : approches comparées et interdisciplinaires* dans l'enceinte de l'Université d'Aix-Marseille. Organisées par l'Institut Louis Favoreu et l'IRSEM, ces journées avaient pour objectif de proposer un état des lieux de l'avancée de l'étude des relations civilo-militaires contemporaines. Réunissant des chercheurs de différents continents, ces journées ont permis de travailler et d'échanger par-delà les disciplines respectives des participants.

Le premier atelier, présidé par [Thibault Delamare](#), portait sur les relations civilo-militaires dans les différents régimes politiques. David Ellison a présenté l'histoire de la construction d'une « norme démocratique-libérale » au sein de l'OTAN dans les années 1990. [Sümbül Kaya](#) a ensuite exposé son travail sur les relations civilo-militaires en Turquie depuis le coup d'État de juillet 2016. Ensuite, Manon Laroche s'est attachée à montrer le rôle des relations entre civils et militaires dans le cadre de la fabrique de la politique étrangère égyptienne, en revenant notamment sur les différentes constitutions et leurs amendements depuis les printemps arabes de 2011. Enfin, Daira Arana Aguilar a évoqué, dans les cas du Mexique et du Honduras, la progressive *constabularisation* des forces armées et son impact sur le contrôle civil du pouvoir militaire.

La journée du 30 septembre a débuté par un atelier présidé par Philippe Vial et intitulé « Les relations civilo-militaires dans la redéfinition du continuum sécurité-défense ». Les différentes prises de parole ont eu pour objectif de caractériser l'évolution contemporaine du rôle des forces armées dans les démocraties. La présentation de Marek Madej traitait de la fragilité des normes et des bonnes pratiques dans les relations entre le civil et le militaire en Pologne, en insistant sur l'aspect législatif et sur le rôle joué par la

période communiste. Ensuite, Matteo Mazziotti Di Celso a analysé le brouillage de la frontière entre le civil et le militaire en Italie, provoquée par le déploiement de soldats italiens dans le cadre d'opérations de police (comme dans le cadre de l'opération *Strade Sicure*). Vasabijt Banerjee a ensuite présenté ses recherches sur la Garde nationale américaine, dont l'usage actuel renforce le pouvoir fédéral aux États-Unis. Grégory Daho a affirmé que les différentes présentations ont permis de montrer comment les relations civilo-militaires ont évolué dans les démocraties, changement caractérisé par une modification du rôle de l'armée et de sa perception par le monde civil.

[Jean-Vincent Holeindre](#) présidait ensuite un atelier consacré à l'arme nucléaire et à sa place centrale dans les relations entre le civil et le militaire. Yannick Pincé, adoptant un point de vue d'historien, a présenté son travail sur le cas français, en soulignant la nécessité de déconstruire l'idée qu'il existe un consensus au sein de la population sur l'acceptation de la bombe nucléaire au cours des années 1980. Polina Sinovets a ensuite présenté son travail sur le désarmement nucléaire de l'Ukraine au sortir de la guerre froide et des moments charnières qui ont façonné la doctrine militaire ukrainienne et le contrôle civil des forces armées du pays.

Enfin, dans un atelier dirigé par G. Daho, les différents intervenants ont dressé un tableau complet des spécificités des relations entre l'armée et l'industrie de défense. Par l'étude des cas français, croates et serbes, ainsi que polonais, les chercheurs ont produit une typologie de l'organisation des relations entre l'armée, le pouvoir civil et l'industrie de défense.

Ces journées d'étude se sont conclues sur la nécessité d'une approche comparée et interdisciplinaire. Walter Bruyère-Ostells a rappelé que, bien que dans une démocratie le politique soit soumis au militaire, le *topos* du renversement du pouvoir civil par les militaires est toujours présent dans les esprits. W. Bruyère-Ostells a ensuite brossé un tableau des apports des différentes disciplines à l'étude des relations civilo-militaires, en centrant son propos sur le rôle de la représentation des acteurs et de l'influence des perceptions individuelles. Selon lui, cette diversité des acteurs doit faire l'objet d'une plus grande attention, puisqu'elle génère des fractures dans les relations entre le civil et le militaire.

L'ensemble des réflexions au cours de ces journées d'étude ont souligné l'importance d'une approche pluridisciplinaire des relations civilo-militaires, et de la diversité des types de relations entre le civil et le militaire en fonction des pays considérés.

Alexandre PRUDHON
Assistant de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Intervention : « Russia's influence operations in Mali: Actors, practices, contents », conférence de l'EISS, Berlin, 1^{er} juillet 2022.
- Intervention : « Guerre d'influence en Ukraine », séminaire De FACTO, MediaLab/Sciences Po, 11 juillet 2022.
- Working Groupe Russie Afrique : avec Maxime Ricard, « Le futur de la coopération sécuritaire au Sahel », IRSEM, École militaire, 11-13 juillet 2022.
- Interview : avec Colin Gérard (Géode), « Quelle influence russe en France », *Diplomatie*, n° 116, juillet-août 2022.
- Intervention : podcast « Sources diplomatiques » du ministère des Affaires étrangères, « La riposte contre la désinformation », 12 août 2022.
- Publication : codirection avec K. Limonier, *Hérodote*, n° 186, « OSINT : Enquête et terrains numériques », septembre 2022.
- Article : avec K. Limonier, « De l'enquête au terrain numérique : les apports de l'OSINT à l'étude des phénomènes géopolitiques », *Hérodote*, n° 186, « OSINT : Enquête et terrains numériques », septembre 2022.
- Intervention : « What StratCom lessons have we drawn from our responses to Russia's aggression in Ukraine? », discussion du panel, université de Tokyo, 9 septembre 2022.
- Cité dans Bloomberg, « [Russia's Conspiracy-Theory Factory Is Swaying a Brand-New Audience](#) », 1^{er} septembre 2022.
- Intervention : documentaire [France vs. Russie : Guerre informationnelle au Sahel](#), Arte, 14 septembre 2022.
- Publication : avec Emmanuel Dreyfus, « [La Russie au Mali : une présence bicéphale](#) », Étude 97, IRSEM, 16 septembre 2022.
- Intervention : « [Entre information et influence : la guerre des récits](#) » (1/3), Série « Diplomatie : la fin d'une époque », *Culture monde*, France Culture, 27 septembre 2022.



Élie BARANETS

- Travaux dirigés : « L'équilibre des puissances au XXI^e siècle », École de guerre, 22 septembre 2022.



Camille BOUTRON

- Conférence inaugurale sur les défis posés par l'intégration d'une perspective de genre pour la justice restaurative, 2^e Congrès de justice transitionnelle organisée à Barranquilla (Colombie) par la Procuraduria General de la Nacion, 21-22 septembre 2022.



Camille BRUGIER

- Interview par Vincent Bresson, « Économie chinoise au ralenti : "En maintenant le zéro Covid, le pays se mettra dans une situation complexe" », JDD, 19 juillet 2022.

- Podcast : « Pourquoi la Chine fait-elle si peur », « Le Point J », RTS, 5 septembre 2022.

- Citée dans Sophie Cazaux, « Rencontres Xi-Poutine : des relations renforcées pour mieux s'opposer à l'Occident », BFM TV web, 15 septembre 2022.



Thomas CALVO

- Présentation de son programme de recherche, Séminaire de recherche, IRSEM, 12 juillet 2022.

- Organisation du séminaire « Conflits et économie de défense », IRSEM, 27 septembre 2022.



Paul CHARON

- Cité par Antoine Izambard, « 200 000 espions et agents à l'assaut du monde », *Challenges*, n° 747, 16 juin 2022.

- Cité par Hervé Chambonnière, « Ingérence chinoise en Bretagne : fantôme ou réalité ? », *Le Télégramme*, 3 juillet, 2022.

- Cité par Rémy Bourdillon, « L'étrange histoire des documentaires pro-Chine d'un cinéaste français primé dans de faux festivals », *Slate*, 17 août 2022.

- Mission au Japon : dans le cadre de la participation à un programme de recherche dirigé par l'université de Tokyo et le King's College sur le thème : « Strategic Ambiguity as Strategic Communication Praxis » ; 8 septembre : séminaire de travail sur le thème de l'ambiguïté dans les stratcoms ; 9 septembre : conférence publique à l'université de Tokyo sur le thème : « What stratcom lessons have we drawn from our responses to Russia's aggression on Ukraine? » ; intervention : « China's narratives on the war in Ukraine ».

- Séminaire d'échange sur le renseignement d'anticipation, CDPQ, Montréal, en ligne, 13 septembre 2022.

- Entretien avec un membre d'Hypermind dans le cadre d'une étude sur l'efficacité des marchés prédictifs, Paris, 19 septembre 2022.

- Participation à la Capstone Discussion 1, « History and the Future », Andrew W. Marshall Foundation, dans le cadre d'une étude sur le rôle de l'histoire dans les relations franco-chinoises, 20 septembre 2022.

- Séminaire avec une équipe de l'Office of Net Assessment (ONA), 22 septembre 2022.

- Membre du jury de la soutenance de mémoire d'un étudiant du Diplôme sur le renseignement et les menaces globales (DIREM) de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, École militaire, 26 septembre 2022.

- Publication : « De l'exploitation des "traces numériques" en contexte autoritaire : une évaluation de l'apport du renseignement de sources ouvertes aux études chinoises », *Hérodote*, n° 186, « OSINT : Enquête et terrains numériques », septembre 2022, p. 101-113.

- Publication : avec Clément Renault et Fabien Laurençon, « Renseigner autrement ? Trajectoires de l'OSINT dans les services de renseignement », *Hérodote*, n 186, « OSINT : Enquête et terrains numériques », septembre 2022, p. 19-31.

- Participation à la Capstone Discussion 2, « History and the Future », Andrew W. Marshall Foundation, dans le cadre d'une étude sur le rôle de l'histoire dans les relations franco-chinoises, 30 septembre 2022.

- Radio : « Chine : comment les données numériques renouvellent la recherche ? », entretien avec Julie Gacon, *Les Enjeux internationaux*, France culture, 30 septembre 2022.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Soutenance de thèse « Mobiliser au sein des Nations unies : le cas de l'interdiction des armes nucléaires », sous la direction de Jean-Vincent Holeindre, Paris-Panthéon-Assas, 1^{er} juillet 2022.

- Publication : « [The TPNW enters into force – A turning point for the campaign to ban nuclear weapons?](#) », Report 79, IRSEM, juillet 2002. [Traduction de l'étude 79 parue en mai 2021.]

- Article : « AUKUS, un nouveau défi pour le régime de non-prolifération », *Revue Défense nationale*, n° 852, été 2022, p. 61-65.

- Participation à « Un nouvel âge atomique ? », Dialogue stratégique franco-allemand sur les questions nucléaires organisé en ligne par l'Institut français, Bonn, 20 septembre 2022.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Article : « [Joe Biden dans le Golfe ou le retour à la realpolitik](#) », *Orient XXI*, 12 juillet 2022.

- Article : « Arabie saoudite », *Moyen-Orient*, n° 55, « Bilan stratégique de l'année 2022 », juillet-septembre 2022.

- Article : « Désescalade et discussions régionales avec les monarchies du Golfe », *Diplomatie*, n° 69, « Où va l'Iran ? », août-septembre 2022.

- Article : « Geopolitical shift in the Gulf after the Abraham Accords », *Orient. International Geopolitics*, III, 63, juillet-septembre 2022, p. 24-30.

- Participation à l'Atelier 1 « Le Moyen-Orient entre incertitudes et recompositions géopolitiques », Les Géopolitiques de Nantes, 23-24 septembre 2022.

- Participation au sous-comité stratégique franco-saoudien du Premier dialogue stratégique, DGRIS, Minarm, 27 septembre 2022.



Thibault DELAMARE

- Article : « Secrétariat à la Défense. La nomination d'un militaire déstabilise-t-elle les relations civilo-militaires américaines ? », *Défense et Sécurité internationale*, n° 160, juillet-août 2022.

- Participation au panel « National Guard » organisé pendant le congrès annuel de l'American Political Science Association, Montréal, 16 septembre 2022.

- Organisation des journées d'études « Démocraties et relations civilo-militaires », faculté de droit d'Aix-en-Provence, 29-30 septembre 2022.



Adrien ESTÈVE

- Publication : *Guerre et écologie – L'environnement et le climat dans les politiques de défense (France et États-Unis)*, PUF, septembre 2022.

- Article : avec Florian Opillard et Angélique Palle, « [Les armées et le changement climatique au temps de la haute intensité](#) », *GREEN-Grand Continent*, n° 2, « Une écologie de guerre : un nouveau paradigme », dirigé par P. Charbonnier, septembre 2022.

- Article : « [La sécurité climatique dans la réflexion stratégique en France](#) », *Le Rubicon*, 27 septembre 2022.



Julia GRIGNON

- Animation d'une séance sur « Les défis posés par la lutte contre le terrorisme au droit international humanitaire » et d'une séance cas pratique sur « Crimes de guerre et terrorisme », dans le cadre d'un séminaire de renforcement des capacités des magistrats en matière de répression des crimes internationaux et transnationaux en Afrique, TMC Asser Institute et l'Antonio Cassese Initiative, 4 juillet 2022.

- Entretien : « [École, hôpitaux, magasins : dans une guerre, est-il interdit de bombarder des bâtiments civils ?](#) », propos recueillis par Alexis Feertchak, *Le Figaro*, 5 juillet 2022.

- Publication : « [The "General Close of Military Operations" as the Benchmark for the Declassification of Armed Conflicts and the End of the Applicability of International](#) »

[Humanitarian Law](#) », *Canadian Yearbook of International Law*, 21 juillet 2022, p. 1-24.

- Entretien : « [Un rapport de l'ONG Amnesty International décrié en Ukraine](#) », propos recueillis par Clara Marchaud, *Le Figaro*, 7 août 2022.

- Publication : « [Cause juste et respect du droit international humanitaire : à propos du "rapport" d'Amnesty International](#) », *Le Rubicon*, 15 août 2022.

- Entretien : « [Réseaux invisibles : en Ukraine, câbles et satellites alimentent la résistance](#) », propos recueillis par Florian Delafoi, *Le Temps*, 17 août 2022.

- Entretien : « [Des Canadiens disent avoir posé des mines antipersonnel en Ukraine](#) », propos recueillis par Tristan Peloquin, *La Presse*, 22 août 2022.

- Podcast : « [Guerre en Ukraine et Droit international](#) », Vingt minutes pour comprendre, #46, Ausha, 29 août 2022.

- Publication : « [The "General Close of Military Operations" and the End of Armed Conflicts](#) », Blog Articles of War, Lieber Institute, West Point, 21 septembre 2022.

- Panéliste sur « L'efficacité du droit international humanitaire au regard du conflit russo-ukrainien », à la conférence « La justice internationale et le conflit russo-ukrainien : quels enseignements ? », Institut d'études de géopolitique appliquée, 23 septembre 2022.



Pierre HAROCHE

- Publication : Collectif, [Le goût de l'Europe](#), textes choisis et présentés par Pierre Haroche, Mercure de France, coll. « Le Petit Mercure », septembre 2022.

- Article : « Un monde, deux théâtres : dilemmes et ricochets entre Europe et Indopacifique », *Revue Défense nationale*, n° 852, « Aukus, un an après », été 2022, p. 19-24.

- Intervention sur le rôle croissant de la dimension européenne dans les études stratégiques, séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, Bazoches-sur-Guyonne, 9 septembre 2022.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Article : « Le rôle de l'armée en France », *Cahiers français*, « L'armée dans la société », n° 428, juillet 2022.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article : « [Guerre en Ukraine : "Être réaliste, c'est croire au rapport de force et à la dissuasion"](#) », *Le Monde*, 10 juillet 2022 ; traduit en anglais « [War in Ukraine : 'Those who persist in ignoring moral issues should not be called realists, but simply cynics'](#) », *Le Monde*, July 13, 2022.

- Chapitre : « Éthique et diplomatie des armes autonomes », in Louise Matz et Camille Trotoux (dir.), *Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial*, Paris, La Documentation française, 2022, p. 91-98.

- Introduction au colloque *The Future of Security Cooperation in the Sahel*, organisé par l'IRSEM, le George C. Marshall European Center for Security Studies et l'IHEDN, École militaire, 11-13 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* au [Centre for Land Warfare Studies \(CLAWS\)](#), New Delhi, Inde, 22 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* au [Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses \(IDSA\)](#), New Delhi, Inde, 22 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* au [Centre for South Asian Studies \(CSAS\)](#), Katmandou, Népal, 25 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* à la School of Conflict and Security Studies du [National Institute of Advanced Studies \(NIAS\)](#), Bangalore, Inde, 26 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* au [Takshashila Institute](#), Chennai, Inde, 27 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* au [Chennai Centre for China Studies](#), Chennai, Inde, 28 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* au Canadian Network on Information and Security (CANIS), Université de Calgary, Canada, 23 août 2022.



Édouard JOLLY

- Membre de la délégation française à la CEP8 du TCA, CICG, Genève, Suisse, 22-26 août 2022.

- Article : « Le peuple en armes, catégories clausewitziennes d'une politique militaire révolutionnaire », *Stratégique*,

n° 128, septembre 2022, p. 27-45.

- Interviewé par Amaury Coutansais Pervinquière, « [Guerre en Ukraine : pourquoi la "course au Dniepr" est vitale pour l'armée ukrainienne](#) », *Le Figaro*, 4 septembre 2022.

- Interviewé par Hughes Maillot, « [En plein "brouillard de guerre", comment la contre-offensive ukrainienne se déploie vers Kherson](#) », *Le Figaro*, 5 septembre 2022.

- Invité de la matinale d'Aurélien Accart, « [Contre-offensive de l'armée ukrainienne](#) », France Info radio, 12 septembre 2022.

- Invité à l'émission *Le temps du débat* d'Emmanuel Laurentin, « [Guerre en Ukraine : que sait-on d'une offensive ?](#) », France Culture, 19 septembre 2022.

- Conférence : « Philosophie de la guerre et de la violence », École de guerre, Paris, 21 septembre 2022.

- Interviewé par Anne-Emmanuelle Isaac, « [Mobilisation et menace nucléaire : quelles conséquences ?](#) », *Le Figaro Live*, 21 septembre 2022.

- Travaux dirigés : « Clausewitz au XXI^e siècle », École de guerre, Paris, 23 septembre 2022.

- Interviewé par Luc Peillon, « [Guerre en Ukraine : y a-t-il eu 6 000 morts russes comme l'affirme Moscou, ou 55 000 comme le revendique Kyiv ?](#) », *Libération*, 23 septembre 2022.

- Conférence : « Qu'est-ce qu'une stratégie indirecte ? Une théorie de la stratégie avec et au-delà de Liddell Hart », CHEM, 27 septembre 2022.



Sümbül KAYA

- Communication à la table ronde n° 4 « Enquêter sur des sujets sensibles », Journée d'étude du Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient (CCMO), « Être chercheur.e sur le Moyen-Orient : mission impossible ? », Collège de France, 15 septembre 2022.

- Coordinatrice du panel « AG5 – Institutions étatiques et transformation du régime politique en Turquie » et communication sur la transformation de la justice en Turquie dans le cadre du Congrès Insaniyyat des études sur le Moyen-Orient, l'Afrique et la Méditerranée, Campus universitaire de la Manouba, Tunis, Tunisie, 21 septembre 2022.

- Communication : « Les relations civiles et militaires en Turquie depuis la tentative de coup d'État de juillet 2016 » dans le cadre de la journée d'étude sur le thème « Démocraties et relations civilo-militaires » avec le soutien de l'IRSEM, de l'AEGES, du programme Sorbonne War Studies et de l'Institut Louis Favoreu, faculté de droit, Université Aix-Marseille, 29-30 septembre 2022.

- Publication : « Turquie : Quelle place pour l'armée ? » *Ramses 2023*, Dunod, 2022, p. 276-279.



Céline MARANGÉ

- Présentation : « Defense Planning in the Wake of the Ukraine War: A French Perspective », avec Michael Kofman (CNA), Dialogue franco-américain de Rochambeau, Pell Center de l'université Salve Regina, Newport (Rhodes Island), États-Unis, 11-13 septembre 2022.

- Participation à la table ronde « L'Europe face au défi russe », avec Amélie Zima (IRSEM) et Samuel Faure (Sciences Po Saint-Germain-en-Laye), dans le cadre des Masterclass Global Actors for Peace sur le thème « Reassessing Europe's ambition », Institut Catholique de Lille, 22 septembre 2022.

- Participation à la table ronde « Après l'Ukraine », avec Alexandra Goujon (Université de Bourgogne) et le général Vincent Breton (CICDE), lors des Rencontres stratégiques de la Méditerranée, Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, Toulon, 27 septembre 2022.



Anne MUXEL

- Entretien : « Les jeunes et l'armée : un nouveau cadre d'engagement », *Cahiers français*, « L'armée dans la société », n° 428, juillet 2022.



Florian OPILLARD

- Article : avec Angélique Palle et Adrien Estève, « [Les armées et le changement climatique au temps de la haute intensité](#) », *GREEN-Grand Continent*, n° 2, « Une écologie de guerre : un nouveau paradigme », dirigé par P. Charbonnier, septembre 2022.

- Participation à l'Étude historique de terrain à Bouillon (Belgique) avec l'École de guerre – Terre, 12-16 septembre 2022.

- Participation à la soirée Les mardis du Grand Continent « Sommes-nous entrés dans la guerre verte ? », présentation de l'article paru dans la revue *GREEN* à l'ENS Ulm, avec Pierre Charbonnier, Jean Jouzel et Amy Dahan, 20 septembre 2022.

- Participation à un *workshop* en ligne du groupe de travail « Outbreaks » du Center for Human Rights and Humanitarian Studies de l'Université de Brown, Providence, 20 septembre 2022.



Angélique PALLE

- Radio : « [Énergie en Europe, repenser l'approvisionnement](#) », *Le temps du débat*, France Culture, 10 août 2022.

- Conférence : « Quel mix énergétique pour la transition : renouvelable, nucléaire, hydrogène ? Comment

faire face aux enjeux énergétiques pour le XXI^e siècle », Entretiens enseignants-entreprises, Maison de l'École polytechnique, Paris, 26 août 2022.

- Article : avec Adrien Estève et Florian Opillard, « [Les armées et le changement climatique au temps de la haute intensité](#) », *GREEN-Grand Continent*, n° 2, « Une écologie de guerre : un nouveau paradigme », dirigé par P. Charbonnier, septembre 2022.

- Conférence : Présentation du numéro « [Écologie de guerre, un nouveau paradigme ?](#) », *Géopolitique, Environnement, Énergie, Réseaux, Nature (GREEN)*, Pierre Charbonnier, Amy Dahan, Adrien Estève, Jean Jouzel, Stéphanie Monjon, Florian Opillard, Angélique Palle, École normale supérieure, Paris, 20 septembre 2022.

- Audition : avec M. Reghezza-Zitt, « Les enjeux énergie et climat face au conflit russo-ukrainien », audition au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères), 20 septembre 2022.

- Projet de recherche : avec Louise Fitzgerald (Maynooth University, Irlande), « Do transitions change political governance in the energy sector? Comparative analysis of policymaking in France, Ireland and Germany », projet lauréat du programme CAMPUS France, financement ADEME, Ambassade de France et Ambassade d'Irlande ; début du programme en septembre 2022.

- Montage de réseau international : avec A. Estève et F. Opillard, lancement du réseau CASIN (Climate Security International Network), partenariat et financement du Watson Institute for International Affairs (Brown University).



Maud QUESSARD

- Article : « Connectivité et cyberdissuasion : les atouts de la nouvelle Grande Stratégie américaine en Indo-Pacifique ? », *Revue Défense nationale*, n° 852, juillet-août 2022, p. 72-77.

- Entretien avec Fabien Zamora sur le soutien de Washington à l'Ukraine, AFP, 8 septembre 2022.

- Citée dans « Guerre en Ukraine : quels sont les dangers pour l'Occident d'un enlisement du conflit? », *Sud-Ouest*, 9 septembre 2022.

- Représentation de l'IRSEM pour l'officialisation de l'accord de partenariat avec le CISA de la National Defense University, Fort Lesley J. McNair, Washington DC, 21 septembre 2022.

- Intervention : séminaire fermé « US and European strategies and assessments in the Indo-Pacific region », American Enterprise Institute, Washington DC, 22 septembre 2022.



Benoît RADEMACHER

- Article : « Les industries françaises de défense », *Cahiers français*, « L'armée dans la société », n° 428, juillet 2022.



Maxime RICARD

- Publication : avec Bruno Charbonneau, « Les sens de la consolidation de la paix en Afrique », *Bulletin FrancoPaix*, 7:6, juin 2022, p. 3-4.

- Publication : avec Anne-Laure Mahé, « Dynamiques locales, stratégies globales : l'appui russe aux pouvoirs militaires maliens et soudanais », *Revue Défense nationale*, n° 852, été 2022, p. 131-137.

- Président du panel « Réinitialiser l'approche des pays du Nord au Sahel » et présentation des conclusions de la conférence « The future of security assistance in the Sahel », organisée par le George C. Marshall European Center for Security Studies, en partenariat avec l'IHEDN et l'IRSEM, École militaire, 12-13 juillet 2022.

- Présentation : « Policing and peacebuilding in Côte d'Ivoire », séminaire « Contesting governance », University of Utrecht, en ligne, 13 septembre 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Publication : co-direction avec Marianne Péron-Doise du numéro d'été de la *Revue Défense nationale*, « AUKUS, un an après », n° 852, juillet 2022.

- Article : « Viêt Nam – Chine : cybersécurité et contrôle social », *Revue Défense nationale*, « AUKUS, un an après », n° 852, juillet 2022.

- Articles : « Du côté vietnamien. Mobilisation de masse ! » et « Réforme agraire : obtenir le soutien des paysans », *L'Histoire*, n° 499, septembre 2022, p. 48-51.



Camille TROTOUX

- Publication : codirection avec Louise Matz de l'ouvrage *Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial*, La Documentation française, juin 2022.

- Article : « Qui sont les militaires ? », *Cahiers français*, « L'armée dans la société », n° 428, juillet-août 2022.



Marjorie VANBAELINGHEM

- Podcast : « [Japon, l'armée dans l'ombre](#) », « Le Collimateur », IRSEM, 27 septembre 2022.



Amélie ZIMA

- Participation à la table ronde « L'Europe face au défi russe », [Masterclass 2022 Global Actors for Peace: Reassessing Europe's Ambitions](#), Université catholique de Lille, 22 septembre 2022.

- Médias : « [La dissolution de l'Otan avait-elle été promise aux dirigeants soviétiques après la chute du mur de Berlin ?](#) », *Libération*, CheckNews, 7 septembre 2022.



Océane ZUBELDIA

- Publication : « AUKUS et la technologie dronique en Indopacifique », *Revue Défense nationale*, n° 852, juillet 2022, p. 84-87.

- Publication : « Iran : éclairage sur la technologie dronique », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 69, août-septembre 2022, p. 85-86.

- Intervention : modérateur de la table ronde « Drones : mécanisation et déshumanisation des systèmes d'armes », Rencontres stratégiques de la Méditerranée, Toulon, 27-28 juillet 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Jérónimo BARBIN

« [Rupture stratégique : la "Zeitenwende" remise en question](#) », *Observatoire de l'Allemagne*, IRIS, septembre 2022.



Julien FRAGON

- Publication : « [Les parlementaires et la politique de défense : des médiateurs plus que des censeurs ?](#) », Note de recherche 130, IRSEM, 31 août 2022.



Chantal LAVALLÉE

- Intervention à titre d'experte pour commenter le rapport préliminaire du Dr Yannick Veilleux-Lepage et du Dr Emil Archambault sur l'utilisation des drones par les acteurs non étatiques violents au Moyen-Orient dans le cadre d'un atelier MINDS/ministère canadien de la Défense, 18 juillet 2022, en ligne.

- Intervention : « La relance de la défense européenne dans le contexte de la guerre en Ukraine et l'impact pour le Canada, entre défis et opportunités », dans le cadre du colloque annuel du Réseau d'analyse stratégique *Retrouver notre chemin : définir une stratégie internationale cohérente pour le Canada*, Ottawa, 22 septembre 2022.



COL Olivier PASSOT

- Publication : « [Comprendre le Moyen-Orient par la donnée – Technologies numériques et acquisition de la connaissance dans la région Afrique du Nord / Moyen-Orient](#) », Étude 98, IRSEM, 19 septembre 2022.



COL Michel PESQUEUR

- Présentation des invariants et des attributs de la puissance terrestre à la première table ronde du séminaire annuel de l'Observatoire de l'armée de terre consacré à la puissance terrestre au cœur des enjeux stratégiques de la France, Hôtel de l'industrie, Paris, 20 septembre 2022.



Malcolm PINEL

- Publication : avec Gwenvael Coulombel, Xavier Rival, « [Premiers enseignement sur l'utilisation de la puissance aérienne russe en Ukraine après un mois de conflit \(24 février – 24 mars 2022\)](#) », *Puissance aérienne et nouvelles technologies, Vortex*, n° 3, « Études sur la puissance aérienne et spatiale », juin 2022.



Joël ZAFFRAN

- Publication : « Le lien armée-nation : de l'idée républicaine aux nouvelles conflitualités », *Cahiers français*, n° 428, juillet 2022.

VEILLE SCIENTIFIQUE

MOYEN-ORIENT

Marc LYNCH, « [The New Old Middle Eastern Order](#) », *Foreign Affairs*, 26 juillet 2022.

Quels sont les résultats de la tournée entreprise par le président des États-Unis Joe Biden au Moyen-Orient à la mi-juillet ? Pour Marc Lynch, directeur de l'Institut d'études du Moyen-Orient à l'Université George Washington, professeur de science politique et de relations internationales dans cette même université, ce voyage montre pourquoi Washington se trompe encore sur la façon d'aborder la région.

Dans un article écrit pour le magazine *Foreign Affairs*, publié par le Council on Foreign Relations, think tank américain non partisan spécialisé dans les relations internationales, celui-ci se montre très critique et rappelle que l'Arabie saoudite ne s'est pas engagée à augmenter sa production de pétrole, qu'aucun dissident n'a été libéré, et que les droits de l'homme n'ont été évoqués que lorsque Mohammed bin Salman a rejeté les critiques concernant le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi. En outre, l'Arabie saoudite n'a pas annoncé de mesures majeures de normalisation avec Israël, et aucune nouvelle alliance de sécurité n'a vu le jour.

Pourtant, pour l'auteur, l'administration Biden avait des ambitions plus larges pour ce voyage, qui ne sont pas entièrement prises en compte dans le tableau des résultats à court terme. L'intention du voyage était de pousser la région vers un nouvel ordre régional fondé sur la coopération israélo-arabe contre l'Iran sous la direction des États-Unis. Le voyage a certes permis de faire quelques pas dans cette direction, mais non d'une manière susceptible d'accroître la stabilité régionale.

Selon Marc Lynch, les États-Unis parient sur la capacité des États arabes autocratiques à adopter un ordre régional incluant Israël sans se soucier de la manière dont ces politiques sont reçues par leurs opinions publiques. L'auteur dresse ainsi un constat pessimiste. Si Biden réussit à ses propres conditions en amenant Israël et les autocraties arabes à former une alliance régionale officielle contre l'Iran, celui-ci ne fera que répéter les erreurs du passé. Cela accélérerait, selon Lynch, le prochain effondrement de l'ordre régional, en encourageant la répression intérieure et en ouvrant la voie à la prochaine série de soulèvements populaires. Dans cet article, Marc Lynch va dans

le sens des recommandations faites par les conseillers démocrates d'un réengagement diplomatique des États-Unis et pas seulement militaire. La question en suspens est celle de savoir si un réengagement plus important s'annonce, ou non.

SOMMET DE L'OTAN

Sean MONAGHAN, Pierre MORCOS, Colin WALL, « [What Happened at NATO's Madrid Summit?](#) », *Center for Strategic and International Studies*, 1^{er} juillet 2022.

Qu'apporte le nouveau concept stratégique de l'OTAN adopté au sommet de Madrid par rapport au concept antérieur ? Sean Monaghan et Pierre Morcos, chercheurs invités dans le cadre du programme Europe, Russie et Eurasie du Center for Strategic and International Studies (CSIS), ainsi que Colin Wall, chercheur associé au sein du même programme, répondent à cette question dans le cadre d'un article publié pour le CSIS, think tank américain d'orientation centriste, spécialiste de politique étrangère.

Le sommet s'est concentré sur deux objectifs principaux : convenir de nouvelles mesures immédiates en réponse à la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine, et adopter un nouveau concept stratégique pour guider l'adaptation et la modernisation de l'alliance au cours de la prochaine décennie. Le nouveau concept stratégique de l'OTAN conserve les trois mêmes tâches essentielles que son prédécesseur de 2010 : dissuasion et défense, prévention et gestion des crises, et sécurité coopérative.

Cependant, le concept de Madrid offre un contraste frappant dans sa description de l'environnement stratégique. Le changement de rhétorique est le plus manifeste en ce qui concerne la Russie. Alors qu'en 2010, les alliés espéraient établir un « véritable partenariat stratégique entre l'OTAN et la Russie », le nouveau concept décrit la Russie comme « la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés ».

À l'heure où la menace russe est évidente pour les alliés de l'OTAN, la Chine est désormais qualifiée comme une menace au même titre que son homologue russe, indiquant que les « ambitions et les politiques coercitives de la Chine remettent en cause nos intérêts, notre sécurité et nos valeurs ». La menace que représente la Chine comprend « des opérations hybrides et cybernétiques malveillantes ainsi que sa rhétorique de confrontation et de désinformation », le contrôle de secteurs technologiques et industriels clés et un partenariat croissant avec la Russie. Si les alliés restent « ouverts à un engagement

constructif », ils sont également prêts à renforcer « la résilience et la préparation » pour faire face aux défis systémiques posés par Pékin.

Le concept souligne également l'importance de l'Indo-Pacifique pour l'OTAN, en notant que « les développements dans cette région peuvent avoir une incidence directe sur la sécurité euro-atlantique ». L'OTAN prévoit donc de renforcer sa coopération avec ses partenaires de la région indopacifique, à savoir l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée du Sud, dont les dirigeants ont participé au sommet pour la première fois. Il reste désormais à déterminer dans quelle mesure une alliance comme l'OTAN pourrait parvenir à contrer la menace chinoise en cas de crise majeure.

DÉCARBONISATION

William A. REINSCH, Elizabeth DUNCAN, « [Trade Tools for Climate: Transatlantic Carbon Border Adjustments](#) », Center for Strategic and International Studies, 20 juillet 2022.

En quoi l'enjeu de la décarbonisation constitue-t-il un enjeu stratégique pour les États-Unis ? C'est à cette question que répondent William Alan Reinsch, conseiller principal et titulaire de la chaire Scholl en commerce international du Center for Strategic and International Studies (CSIS), et Elizabeth Duncan, stagiaire de recherche à la chaire Scholl du CSIS, dans un article publié pour ce think tank américain spécialiste de la politique étrangère américaine.

Les auteurs détaillent ainsi le projet porté début juin par le sénateur démocrate américain Sheldon Whitehouse, qui a présenté le *Clean Competition Act* (CCA), alors que le mécanisme européen d'ajustement aux frontières pour le carbone (*Carbon Border Adjustment Mechanism*, CBAM) suit son cours dans le processus législatif de Bruxelles. Si l'imposition d'un prix sur le carbone est souvent considérée comme une étape fondamentale dans l'introduction d'une décarbonisation plus profonde, les États-Unis n'ont pas encore mis en œuvre un prix fédéral sur le carbone. La CCA, cependant, établirait un tel mécanisme, renforçant ainsi la conformité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cette législation cherche à construire un outil commercial fondé sur un ajustement aux frontières pour le carbone visant à encourager une décarbonisation plus poussée chez les producteurs étrangers, tout en protégeant les entreprises américaines.

L'objectif premier de la CCA est de pénaliser les producteurs dont les processus de production concentrent une forte intensité de carbone, donnant ainsi un avantage concurrentiel aux entreprises américaines dont les émissions intrinsèques sont comparativement moins importantes. La CCA propose un prix national sur l'intensité des émissions nationales ainsi qu'un mécanisme d'ajustement aux frontières pour les importateurs aux États-Unis. Le projet de loi énumère 25 secteurs différents, dont les principales industries productrices de carbone telles que le pétrole, le gaz naturel, les engrais, le papier, le ciment, le verre, le fer et l'acier. Les sénateurs américains tentent de faire avancer leur projet de loi, car le progrès rapide de l'équivalent européen CBAM pourrait confronter les fabricants américains à de nouveaux obstacles pour entrer sur le marché européen sans norme équivalente. Cependant, pour les auteurs, les chances que le projet de loi se matérialise sont minces, notamment en raison de la lutte actuelle au Congrès pour adopter une législation sur le changement climatique.

Ainsi, à l'heure où le changement climatique est devenu un enjeu de puissance pour les États-Unis, ceux-ci tentent progressivement de s'affirmer comme *leader* de la décarbonisation vis-à-vis de l'Union européenne.

Charlotte DESMASURES
Assistante de recherche

GAINS RELATIFS

Eddy YEUNG et Kai QUEK, « [Relative Gains in the Shadow of a Trade War](#) », *International Organization*, 76:3, 2022, p. 741-765.

L'article se penche sur une proposition devenue dominante dans la littérature scientifique récente autant que dans les discours publics : les gens seraient plus disposés à soutenir une politique commerciale qui bénéficie davantage à la nation à laquelle ils appartiennent qu'elle ne bénéficie aux autres. Pourtant, cette croyance populaire, aussi consensuelle qu'intuitive, peut être partiellement remise en cause par les conclusions d'autres travaux parus dans un large spectre de disciplines, lesquels prennent en considération les préférences sociales des agents. Pour en savoir plus, les auteurs ont mené une expérimentation et élaboré un scénario leur permettant de déterminer si, et comment, les gains relatifs (est-ce que je gagne plus ou moins que l'autre ?) influencent les préférences des participants au regard des politiques commerciales dans le contexte d'une guerre commerciale sino-américaine. Leur

première conclusion est que, dans le cadre d'un échange « gagnant-gagnant », les gains relatifs influencent en effet les options des participants. En d'autres termes, si les deux parties d'un accord sont gagnantes, les gens voudront que la partie à laquelle ils appartiennent soit davantage gagnante que l'autre. En revanche, ce biais est compensé si le scénario fait état d'un accord « gagnant-perdant », dans lequel l'autre partie est perdante. Cette nouvelle conclusion, fondée sur l'intégration des préférences sociales des agents, permet de mieux comprendre l'importance des gains relatifs en relations internationales. C'est la première fois qu'une enquête expérimentale permet de mesurer cet effet.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Mondes arabes, Revue de sciences sociales du politique des mondes arabes et musulmans, « Faire des sciences sociales du politique », n° 1, 2022, Paris, La Découverte (accessible sur <https://www.cairn.info/revue-mondes-arabes-2022-1.htm>).

Mondes arabes, dont le premier numéro intitulé « Faire des sciences sociales du politique » est paru le 20 mai 2022, s'inscrit dans le sillage de la revue française de référence des sciences sociales consacrée à cette aire géographique, *Maghreb*, créée en 1964 puis étendue au Machrek en 1973, sous le nom de *Maghreb-Machrek*.

Ce numéro 1 de la revue *Mondes arabes*, dont la rédactrice en chef est Manon-Nour Tannous (maîtresse de conférences à l'université de Reims Champagne-Ardenne et autrice de *Chirac, Assad et les autres*, PUF, 2017), propose une nouvelle formule éditoriale. Il comprend un comité de rédaction constitué d'une nouvelle génération de chercheurs affiliés à diverses disciplines des sciences sociales (anthropologie, géographie sociale, histoire contemporaine, science politique).

La ligne directrice de la revue est d'offrir un cadre mettant en valeur les attraits du terrain et du « particulier » sans éclipser le travail de théorisation, nécessaire à la compréhension des mécanismes étudiés, et d'interroger ce que les terrains possibles dans les mondes arabes disent méthodologiquement et théoriquement des façons d'enquêter en sciences sociales. Cette exigence méthodologique est particulièrement opportune au vu des aléas géopolitiques, des renforcements des autoritarismes qui s'accompagnent d'une réduction des espaces de liberté et de la digitalisation des systèmes de surveillance. L'élan constitué par la décennie des printemps arabes renouvelle ce projet théorique, faisant notamment la part belle à l'analyse des mouvements sociaux et des contestations qui ont vu le jour à partir des soulèvements populaires de 2011 et au-delà.

Dans les rubriques classiques « Varia » et « Dossier », la revue publie des articles originaux reposant sur des données empiriques recueillies par des chercheurs du Nord comme du Sud. Elle propose trois nouvelles rubriques : « Entretiens », « Ouvrages, sons & images » et « Terrains & archives ». Seules les deux premières figurent dans ce numéro. La dernière rubrique accueillera toute proposition issue de chercheurs quelle que soit leur méthode d'enquête.

Mondes arabes a pour objectif manifeste d'encourager la démarche comparatiste qui se traduit par la rédaction à quatre mains des cinq articles figurant dans la rubrique « Dossier », intitulé « Faire des sciences sociales du politique ».

Quatre articles du dossier posent des regards croisés sur des recherches menées dans deux pays arabes distincts afin d'appréhender une démarche comparative dynamique fondée sur des enquêtes de terrain et une grille de lecture théorique renouvelée, examinant les nouvelles réalités des mondes arabes à explorer depuis les soulèvements populaires de 2011.

Les phénomènes révolutionnaires y sont abordés selon une approche originale avec des angles et terrains diversifiés : les recompositions des rapports sociaux de classe en marge ou en lien avec le système partisan (Allal et El-Ghazli) ; les questions de genre ou de religion (Berriane et Kreil) ; les rapports gouvernants-gouvernés au travers de l'omniprésence de l'administration dans la vie quotidienne des citoyens (Boutaleb et Dufresne Aubertin) ; les mécanismes de « transition démocratique » revisités et remis en cause par la division intellectuelle opérée par la science politique entre les situations révolutionnaires et leurs dénouements (Hassabo et Hmed).

Le dossier se termine par un état de l'art des *Syrian Studies* entre 1980 et aujourd'hui (Rey et Tannous), identifié par quatre séquences temporelles importantes dans le cadre aréal des Mondes arabes comme dans les nouveaux objets d'études qui dépassent les frontières des *Syrian* et *Middle East Studies*.

Trois études comparées retiennent l'attention en raison de leur apport novateur dans l'étude des situations révolutionnaires et transitologiques.

Dans « Les constructions illégales de la révolution », Amin Allal et Youssef El-Ghazli, qui ont par ailleurs étudié les mobilisations collectives en Tunisie et en Égypte avant 2011, ont orienté leur recherche vers l'analyse des manifestations inédites appelant au renversement des régimes au début de l'année 2011 dans ces deux pays. Cependant, la piste explorée ici est d'identifier des pratiques qui se sont déployées au moment critique des mobilisations contestataires à Tunis et à Alexandrie sans que ces actions relèvent de la dynamique de la mobilisation révolutionnaire – c'est le cas du phénomène des constructions illégales qui ont explosé dans les quartiers populaires (Hamam Lif, la banlieue populaire du sud de Tunis et une cité industrielle satellite d'Alexandrie en Égypte).

« Bringing the administration back in, plaidoyer pour une analyse des administrations dans le monde arabe », d'Asia Boutaleb et Laurence Dufresne Aubertin, plaide pour un regain d'intérêt pour l'étude des administrations et des rencontres administratives en explorant deux types d'institutions, l'hôpital public au Maroc et les services municipaux en charge du logement social en Algérie. Les autrices mettent en évidence ces lieux envisagés comme espaces d'énonciation de la critique ordinaire et sites d'observation des rapports au politique et aux États. L'une des idées directrices de cet article est que les administrations sont des lieux privilégiés où se nouent les rapports avec le politique mais aussi des espaces où se formulent les opinions, jugements et pratiques révélatrices de ces rapports. Cette étude comparative permet de mieux saisir les configurations des rapports entre administrés et administrateurs et les attentes vis-à-vis de l'État.

Le troisième article, « Les dénouements des situations révolutionnaires, repenser ensemble les révolutions et les changements de régime à partir des cas de la Tunisie et de l'Égypte (2010-2014) », de Chayma Hassabo et Choukri Hmed, remet en cause la division opérée par la science politique entre les situations révolutionnaires et leurs dénouements sur la base d'enquêtes de terrains multiples situés en Égypte et en Tunisie, entre 2010 et 2014. La comparaison des deux cas montre que sur la période étudiée trois séquences scandent les trajectoires des deux pays. La mobilisation de masse suivie par la mise en avant de solutions institutionnelles (1) pour amorcer une sortie de crise qui conduit à un changement d'élites dirigeantes (2) et s'achève par la contestation de ces dernières (3). Ces trois séquences ont des issues divergentes d'un pays à l'autre. Un dialogue national se met en place en Tunisie à l'automne 2013, qui aboutit à l'adoption d'une nouvelle constitution le 26 janvier 2014, tandis qu'en Égypte, des manifestations massives contre les Frères musulmans et une intervention de l'armée en juillet 2013 délogent le président élu. Toutefois, le dénouement tunisien de 2014 n'était que provisoire puisqu'il a été depuis radicalement remis en question par le président Qais Saïd depuis le 25 juillet 2021.

Enfin, l'entretien avec Michel Camau qui revient sur sa trajectoire de vie, se mêlant naturellement à son parcours professionnel, est riche, émouvant et particulièrement opportun pour l'objectif que s'assigne la revue. En partant du concept de « syndrome autoritaire » développé par cette figure des études sur le Maghreb, l'entretien permet une analyse comparative de l'autoritarisme. Mettant l'accent sur des points de méthodologie, il se présente comme un passage de témoin à une nouvelle génération

de chercheurs travaillant sur les mondes arabes selon une approche comparatiste.

Pour conclure avec la rubrique « Recensions », l'analyse critique menée avec talent par Claire Beaugrand, qui compare deux études parues en 2020 : l'ouvrage collectif, *Beyond Exception. New interpretations of the Arabian Peninsula* (Kanna, le Renard et Vora) et le dixième numéro du très sérieux *Journal of Arabian Studies – JAS* (Onley et Nonneman), dresse un bilan exigeant sur le champ plus récent des études aréales sur le Golfe et la péninsule Arabique.

La parution du premier numéro de *Mondes arabes* vient relever le défi, devenu urgent, de combler un vide dans le champ académique français. Reste à savoir si la discipline de l'économie politique, parent pauvre des sciences sociales en France, s'affirmera dans le cadre de cette revue aux côtés des autres disciplines.

Fatiha DAZI-HÉNI
Chercheuse Golfe – Moyen-Orient



Samy COHEN, *Le goût de l'entretien. 40 ans d'enquête au sommet de l'État*, Le bord de l'eau, 2022, 192 p.

Riche d'une expérience de 40 ans, constituée d'une très grande variété de situations (plus de 1 000 entretiens), Samy Cohen nous livre ici, à la première personne, un manifeste en faveur de l'oralité comme moyen de connaissance. L'ouvrage n'est pas un manuel mais une réflexion sur l'entretien approfondi de recherche. Si le lecteur cherche une taxonomie des bonnes pratiques, il peut se rendre directement au quatrième et dernier chapitre qui compile de nombreux conseils, des plus classiques (trouver « la bonne question » à la fois précise, neutre et qui fait sens ; définition de l'objet de recherche ; lectures préliminaires ; consulter les bottins et autres annuaires ; acculturation professionnelle ; etc.) aux plus étonnants (« gérer son entretien comme si le temps était illimité » ; poser des questions en étant sur le départ pour commencer « le deuxième entretien » ; « revenir à la charge, oser transgresser les interdits » lorsqu'on aborde des sujets dits sensibles).

Initiation à la méthode d'entretien, l'ouvrage est davantage le partage de « souvenirs » et d'une « confession » d'un enquêteur passionné d'enquête. À partir de l'étude *in vivo* de l'élaboration de la politique étrangère en France puis en Israël, avec deux catégories d'acteurs (politico-diplomatique et militaire), Cohen nous fait part de ses succès

mais surtout de ses déboires qui ont largement contribué à son apprentissage (refus d'entretiens, les erreurs répétées, se voir imposer des conseillers, etc.). Il nous livre également des affaires inédites comme celle relative à une « ingérence diplomatique » à propos d'une publication soutenue par le ministère des Affaires étrangères. Celle-ci, *a priori* peu flatteuse pour le ministre, ne satisfaisait pas les conseillers de ce dernier. Samy Cohen confesse ici « le pire moment de [s]a carrière » qui lui a presque donné « le dégoût de l'entretien ». Avec cet ouvrage, il nous incite à la transparence dans notre propre analyse. Lui sait, par exemple, devoir lutter contre sa méfiance instinctive.

Tout au long des 169 pages de son récit, l'auteur aborde de nombreuses problématiques comme la complexité de la vérification et de l'interprétation des données, le tri entre l'important et l'accessoire, le jugement de la qualité d'une enquête par ses résultats, ou encore le « refus du fétichisme de la citation » – l'administration de la preuve ne pouvant surgir que du raisonnement et de la confrontation des données. Il nous livre également la *persona* de l'enquêteur : personnage transparent, il est un *go-between* entre l'enquêté et le sujet, il doit faire preuve de patience, de ténacité, d'habileté, de pugnacité et d'empathie sans jamais dévoiler ses sentiments (au pire de l'insatisfaction), tout en laissant place à l'intuition et en faisant preuve d'adaptation. L'enquêteur doit établir un climat de confiance tout en sachant user de stratagèmes comme la dissimulation (légitime et temporaire) ou prêcher le faux pour connaître le vrai. Au sujet des relations enquêteur-enquêté, si Samy Cohen ne nie pas les rapports de domination qui peuvent exister entre eux (au détriment du premier), celle-ci est, selon lui, loin d'être insurmontable, au contraire il faut avoir le goût de « se mesurer à plus puissant que soi ». Il défend également l'idée qu'une socialisation de l'enquêteur à son terrain représente plutôt un handicap à l'objectivité du chercheur.

À partir de son expérience personnelle, Samy Cohen nous incite à l'optimisme. Surtout, il nous rappelle qu'une bonne enquête est conditionnée par le « goût de l'entretien » de l'enquêteur même si c'est un « exercice éprouvant », « un art du funambule ».

Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire

À VENIR

4 octobre : Rentrée académique et conférence inaugurale de Samy Cohen, « [Le goût de l'entretien : 40 ans d'enquête au sommet de l'État](#) », IRSEM/ SciencesPo CERI, École militaire, 11h-12h30. [Inscription obligatoire.](#)



Le goût de l'entretien : 40 ans d'enquête au sommet de l'État est le témoignage d'un politologue-enquêteur étranger à la culture française, un Israélien, venu étudier en France avec un bac agricole en poche, dépourvu des codes d'accès aux élites dirigeantes françaises, mais passionné par le système politique de la V^e République. Il a enquêté pendant près de 40 ans dans les hautes sphères de la diplomatie et la défense en France, interrogeant deux présidents de la République, plusieurs Premiers ministres, des ministres des Affaires étrangères et de la Défense, des conseillers de l'Élysée, des hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay, des généraux. Il a également enquêté en Israël auprès de militaires, d'anciens responsables du Mossad et de leaders d'ONG.

Il décrit par le menu comment il a décroché ses entretiens, sans rien dissimuler des obstacles auxquels il a été confronté, des ingérences politiques qu'il a subies. Il partage ses « secrets de fabrication », les mille manières de contourner ces difficultés face à des acteurs résolus à en dire le moins possible. À condition de respecter certaines règles, il est possible de s'« imposer aux imposants ». C'est l'un des rares livres de chercheur à livrer une expérience vécue au jour le jour auprès de ces milieux « difficiles ». Il dévoile au passage des informations inédites sur les coulisses de la diplomatie et de la défense en France et en Israël. Il peut se lire tout à la fois comme une initiation à la méthode de l'entretien auprès des élites dirigeantes et comme un ouvrage permettant d'accéder aux mécanismes de la décision.

Samy Cohen est directeur de recherche émérite à Sciences Po (CERI). Il est spécialiste de politique étrangère et de défense et expert reconnu dans la conduite des entretiens avec des hauts responsables de la diplomatie et la défense, sujet qu'il a enseigné à Sciences Po pendant de nombreuses années.

13 octobre : Conférence « [China's foreign interference activities in the South Pacific](#) », organised by IRSEM and the Foundation for Strategic Research (FRS), 17h30-19h, École militaire, amphithéâtre Des Vallières. [Registration.](#)



Pr. Anne-Marie Brady will present a paper discussed by Dr. Antoine Bondaz, Research fellow, The Foundation for Strategic Research (FRS).

The event will not be broadcasted and will be entirely in English.

17 octobre : Conférence « [OSINT et terrains numériques](#) », organisée par l'IRSEM et Hérodote, École militaire, Amphithéâtre Lacoste, 16h-18h.



L'IRSEM et le centre GEODE vous convient au séminaire de lancement du dernier numéro de la revue *Hérodote*,

consacré à l'OSINT et aux enquêtes numériques. L'événement rassemblera la plupart des contributeurs du numéro (chercheurs, journalistes, praticiens) et sera suivi d'un cocktail.

Depuis une dizaine d'années, les enquêtes fondées sur l'exploitation de sources ouvertes et de traces numériques se développent au point de devenir déterminantes dans la documentation des conflits contemporains, au premier rang desquels figure la guerre en Ukraine. Généralement désignées sous le sigle Osint (*open source intelligence*), ces pratiques d'investigation sont rendues possibles par l'omniprésence de capteurs qui numérisent une part grandissante des activités humaines et en produisent des traces. Si ces sources sont largement exploitées par des services de renseignement, des journalistes ou des activistes, les réflexions menées pour les intégrer à la « boîte à outils » du chercheur travaillant sur les phénomènes géopolitiques sont encore embryonnaires, et méritent d'être enrichies.

Dans ce numéro, plusieurs articles reviennent sur les enjeux épistémologiques que pose l'enquête numérique et d'autres proposent l'amorce d'un canevas méthodologique. Il en résulte la possibilité d'un terrain « augmenté » par le numérique, dont le recours se révèle particulièrement fécond dans les contextes de terrains difficiles ou inaccessibles.

20 octobre : Table ronde « [Quels outils pour penser le risque de guerre dans le détroit de Taïwan ?](#) », organisée par l'IRSEM, l'INALCO et l'IFRAE, INALCO, Maison de la recherche, Auditorium Dumézil, 14h30-17h. [Inscription obligatoire.](#)



Dans le cadre de leur série « La Chine et la guerre : concepts et pratiques », l'IRSEM et l'INALCO organisent une table ronde autour des outils et méthodes pour penser le risque

de guerre dans le détroit de Taïwan. Cette rencontre doit permettre d'établir un dialogue entre les disciplines ainsi qu'entre recherche et pratique pour interroger ce risque. Les nouvelles configurations de conflictualité sous le seuil nécessitent de faire autrement, ce qui implique en premier lieu de réfléchir autrement. Cette table ronde se propose donc d'initier la réflexion en réunissant des experts issus de divers milieux et d'aborder des approches théoriques et outils concrets aussi divers que la géopolitique, la philosophie, l'histoire, la fiction, l'analyse des représentations, les théorisations de la guerre hybride, l'OSINT, la pratique diplomatique, l'anticipation...

Intervenants : Antoine Bondaz, chargé de recherche, directeur des FRS-KF Programme Corée sur la sécurité et la diplomatie et Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie, FRS ; [Paul Charon](#), directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides », IRSEM ; Sébastien Colin, maître de conférences en géographie, IFRAE, INALCO ; Chloé Froissart, professeur en science politique et en sociologie politique, IFRAE, INALCO ; Romain Graziani, professeur en études chinoises, IAO, ENS de Lyon ; [Édouard Jolly](#), chercheur en théorie des conflits armés et philosophie de la guerre, IRSEM.

10 novembre : Journée d'étude sur les sports de la défense, École militaire.

Le 10 novembre prochain aura lieu à l'École militaire une journée d'étude sur les sports de la défense. Organisée par le domaine « Défense et société » dans le cadre de son nouveau programme de recherche sur les liens entre sport et armées, cette journée fera dialoguer chercheurs et praticiens sur les enjeux de la pratique sportive dans le monde militaire ainsi que sur la façon dont le MINARM contribue au développement du sport en France.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Octobre 2022

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 18\)](#)

« Diplomate en exil », Pays du Golfe et guerre en Ukraine, Frappes aériennes

[À VENIR \(p. 19\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

ARRIVÉES



Clément DESHAYES

Clément Deshayes a rejoint le domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient » en tant que chercheur Afrique de l'Est.

Docteur en anthropologie politique (qualifié en section 04, 19 et 20), ancien postdoctorant au sein de l'ANR Thawra-Sur (Thinking Alternatives World Across

Sudanese Revolution), il enseigne au sein des Master Conflits et sécurité et Afriques et Mondes méditerranéens du département de Science politique de l'université Paris 1. Ses recherches actuelles portent sur les transformations des institutions politiques et de l'aide internationale à la suite de périodes de crises et d'événements politiques majeurs (révolution, soulèvement et restauration autoritaire entre autres).

Ses études de science politique à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne (terrain au Liban dans les camps de réfugiés palestiniens), ses études d'arabe en Égypte, son doctorat d'anthropologie à l'université Paris 8 et son travail dans l'administration de la recherche au CEDEJ (UMIFRE Le Caire – Khartoum) lui ont permis d'acquérir une connaissance à la fois spécifique de ses pays de spécialisation et une connaissance théorique et pratique des enjeux politiques sur l'Afrique de l'Est et du Nord.



Victor VIOLIER

Victor Violier est chercheur postdoctoral à l'IRSEM et au CNRS (Centre de recherches internationales [CERI]), et chercheur associé à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP).

Docteur en science politique de l'université Paris Nanterre, il est spécialiste de l'État, des élites et de l'administration en Russie soviétique et post-soviétique. Il a consacré ses recherches doctorales à l'étude du redéploiement de l'État en Russie contemporaine en prenant comme entrée la formation de ses serviteurs. Sa thèse se concentre ainsi sur les dispositifs institutionnels de formation des cadres et leurs transformations, de la fin

de la période stalinienne à la Russie contemporaine. Pour ce faire, il a réalisé de nombreux terrains et séjours de recherche à Moscou et dans les régions du Nord-Ouest, de la Volga, de l'Oural et de Sibérie. Affecté au domaine « Espace euratlantique – Russie », il travaille désormais à un nouveau projet de recherche portant sur les élites militarisées en Russie post-soviétique et la formation du consensus politique ayant mené aux interventions militaires en Géorgie, en Syrie et en Ukraine.

Il est secrétaire de la Société française pour les études russes et est-européennes en sciences sociales (SFERES), membre élu du bureau du RT 42 « Sociologie des élites » de l'Association française de sociologie (AFS) et co-responsable scientifique du séminaire « Mondes postsoviétiques » du CERI.

Il a enseigné depuis 2013 la science politique, la sociologie, la politique comparée et les relations internationales, en France (Université Paris Nanterre, Université d'Angers, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, Université de Picardie Jules Verne), et à l'étranger (Slovaquie, Russie). Il a également été enseignant d'histoire-géographie dans le secondaire et lauréat du CAPES. Il est qualifié aux fonctions de maître de conférences par les sections 04 (science politique), 13 (études slaves et baltes) et 19 (sociologie, démographie) du Conseil national des universités.

Il a récemment publié un article dans le quotidien d'idées *Analyse Opinion Critique* (AOC) portant sur les élites au pouvoir en Russie et intitulé « L'affaire Maou ou le resserrement antilibéral du pouvoir russe » (octobre 2022).

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Report No. 99 – 5 octobre.

« [The Business Model of Content-Sharing Platforms and the Supply of Content Moderation : Implications for Combating Information Manipulations](#) », by Olivier CHATAIN, 62 p.

New forms of conflictuality below the threshold of violence often unfolds in spaces that are created and administered by private organizations, yet the roles played by these organizations in shaping the context in which conflicts happen, and their motivations, is rarely explored in security studies. This note explores the role played by content-sharing digital platforms in shaping the environment conducive to information manipulations. The note clarifies the economic incentives and constraints under which platforms operate. These incentives and constraints shape the essential design choices made by platforms, especially regarding the potency of network effects. This makes content-sharing platforms attractive targets for information manipulators who adapt their tactics to this new domain, but also affects the platforms' ability and incentives to conduct effective content moderation to counter manipulations. Using this conceptual toolbox, the note makes a preliminary assessment of the potential impact of the forthcoming Digital Service Act prepared by the European Union on platforms' efforts to moderate content, and the possible responses of malicious actors.



Note de recherche n° 131 – 12 octobre.

« [La présence avancée renforcée de l'OTAN \(eFP\) dans les pays Baltes et en Pologne : apports et limites de la dissuasion conventionnelle multilatérale](#) », par Amélie ZIMA, 20 p.

Cette note analyse les limites et les apports de la dissuasion conventionnelle en prenant comme étude de cas la présence avancée renforcée de l'OTAN (eFP), stationnée dans les pays Baltes et en Pologne. Cette recherche, fondée sur une enquête qualitative menée au siège de l'OTAN, s'attache à plusieurs aspects de l'eFP : 1) le choix du multinationalisme comme format de cette activité, ce qui soulève l'enjeu de l'interopérabilité ; 2) les différents rôles des bataillons qui ne se limitent pas à la dissuasion ; 3) l'évolution depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. La

note montre que malgré les réserves liées à l'hétérogénéité de la mise en œuvre de l'eFP, l'activité de dissuasion de l'OTAN est plébiscitée par de nombreux acteurs : les pays membres d'Europe centrale et orientale qui perdent ainsi un statut de membre de second rang et voient leurs préoccupations sécuritaires prises en compte mais aussi les partenaires qui, comme le démontre le processus d'adhésion de la Suède et de la Finlande, recherchent la protection de l'OTAN.



Brève stratégique n° 46 – 19 octobre.

« [La \(re\)conquête de la Lune : de la conquête symbolique à la conquête stratégique, territorialisée](#) », par CNE Béatrice HAINAUT, 2 p.

La conquête actuelle de la Lune se différencie de celle des années de guerre froide par la volonté des acteurs de s'y

établir de manière permanente. Elle est menée principalement par les États-Unis et la Chine, qui sont rejoints par les acteurs privés. Cela ne va pas sans poser de problèmes d'ordre stratégique, juridique et normatif.



Strategic Brief No 46 – Translation.

« [The \(new\) race to the Moon: Initially symbolic, lunar conquest has acquired a strategic, territorial dimension](#) », by Cpt. Béatrice HAINAUT, 2 p.

Current lunar conquest efforts differ from those of the Cold War years due to the desire of the actors to establish

a permanent lunar presence. These efforts are led mainly by the United States and China, along with private actors. This poses strategic, legal and normative problems.



Brève stratégique n° 47 – 20 octobre.

« [La politique pétrolière de l'Arabie saoudite et des EAU dans le cadre de l'OPEP+ accentue les divergences d'intérêts avec les puissances occidentales](#) », par Fatiha DAZI-HÉNI, 2 p.

La décision des grands États producteurs du Golfe de réduire la production

de pétrole dans le cadre de l'OPEP+ a provoqué l'ire de leurs partenaires stratégiques occidentaux. Les États-Unis notamment y voient un alignement sur la politique russe

en Ukraine quand Riyad et Abu Dhabi évoquent la défense de leurs intérêts économiques et le choix d'une diplomatie dite d'équilibre entre l'Ouest et l'Est.



Brève stratégique n° 48 – 21 octobre.

« [XX^e Congrès du Parti communiste chinois : quelle communication sur sa performance économique ?](#) », par Camille BRUGIER et Omowumi ALAO, 2 p.

Alors que la Chine connaît un essoufflement économique majeur, le *Quotidien du peuple* (人民日报), le principal journal du parti communiste, en parle peu. Il valide la politique zéro Covid et met l'accent sur les investissements dans les infrastructures comme levier essentiel de croissance, signant la fin des spéculations sur un changement de cap économique dans le pays.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 171 – 4 octobre.

« [L'âge d'or de l'OSINT \(et la guerre en Ukraine\)](#) », avec Kevin LIMONIER, Marie-Gabrielle BERTRAN, Maxime AUDINET et Alexandre JUBELIN, 1 h 25.

Kevin Limonier est maître de conférences en géographie et études slaves à l'Institut Géode (géopolitique de la dataspère de Paris 8) ; Marie-Gabrielle Bertran est doctorante à Paris 8 et [Maxime Audinet](#) est chercheur en stratégies d'influence à l'IRSEM.

4:00 Définitions de l'OSINT.

12:00 Inscription sur le temps long et arrivée au premier plan.

35:00 Méthodes et travers.

57:00 L'OSINT sur la Russie.

1:16:00 Vers une fin de l'âge d'or ?



Dans le viseur #45 – 7 octobre.

« [Des commandos marine à la pêche au thon](#) », avec MATT et Alexandre JUBELIN, 19 mn.

Second épisode avec Matt, ancien commando marine et auteur d'*Objectif forces spéciales* (éd. Pierre de Taillac).



Épisode 172 – 11 octobre.

« [La Russie et ses voisins européens](#) », avec Céline BAYOU et Alexandre JUBELIN, 1 h 07.

Céline Bayou, chercheuse associée au CREE de l'INALCO, est rédactrice en chef de la revue *Regards sur l'Est*.

- 3:30 Les pays frontaliers de la Russie et la chute de l'URSS.
- 18:00 L'enclave de Kaliningrad et la menace militaire russe.
- 30:00 Scènes politiques et relations à la Russie.
- 39:00 Infrastructures et dépendances énergétiques.
- 46:30 L'Europe orientale face aux tensions russo-ukrainiennes.
- 58:00 L'invasion et ses conséquences.



Épisode 173 – 18 octobre.

« [\(Re\)faire l'histoire du débarquement de Normandie](#) », avec Jean-Luc LELEU et Alexandre JUBELIN, 1 h 17.

Jean-Luc Leleu, historien au CNRS, membre du comité scientifique du mémorial de Caen, est l'auteur de *Combattre en dictature. 1944, la Wehrmacht face au Débarquement* (Perrin).

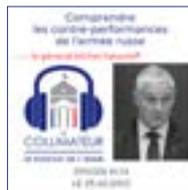
- 3:30 Sources et idées reçues sur le Débarquement.
- 10:30 Le contexte général du débarquement de Normandie.
- 22:00 Le commandement et le renseignement allemands.
- 37:30 La préparation du Débarquement.
- 51:00 L'état de l'armée allemande et des soldats.
- 59:00 Des motivations variées.
- 1:06:45 Esprit sacrificiel et mensonges institutionnels.



Dans le bunker #51 – 21 octobre.

« [Gettysburg](#) » de Ronald MAXWELL (1993), par Vincent BERNARD, 28 mn.

Vincent Bernard, journaliste et historien spécialiste de la guerre de Sécession, est l'auteur de *La Guerre de Sécession* (Passés composés, 2022).



Épisode 174 – 25 octobre.

« [Comprendre les contre-performances de l'armée russe](#) », avec le général de corps d'armée Michel YAKOVLEFF et Alexandre JUBELIN, 1 h 04.

- 4:00 Images de l'armée russe et surprise de l'invasion.
- 21:00 Visions de l'armée ukrainienne.
- 29:00 La collecte d'informations sur le conflit.
- 35:00 Russes et Ukrainiens au tamis DOTMLPF.
- 59:00 Perspectives pour le conflit.



Épisode 175 – 28 octobre.

« [Doctrines et menaces nucléaires : Les armes à l'épreuve de la guerre d'Ukraine #8](#) », avec Bruno TERTRAIS et Alexandre JUBELIN, 38 mn.

- Bruno Tertrais est le directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).
- 3:30 Doctrines et ambiguïtés nucléaires.
- 18:00 Exercices et messages russes.
- 30:00 Réactions occidentales.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !
Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et irsem.fr.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, Julian FERNANDEZ et Justin MASSIE (dir.), *Le Réveil européen et transatlantique*, Paris, Éd. des Équateurs, « Le Rubicon », octobre 2022, 128 p.

Ce volume est le troisième de la collection de livres tirés de la plateforme Le Rubicon (lerubicon.org) dont l'IRSEM est partenaire et

qui sont publiés aux Éditions des Équateurs.

Le paradoxe est qu'en faisant la guerre à l'Ukraine, Vladimir Poutine a redonné sa colonne vertébrale à l'ordre dit libéral et aux alliances de sécurité du monde d'hier. En quelques jours seulement, il a réussi le tour de force d'unifier et de consolider l'Europe et l'OTAN. L'Europe se réarme, l'Allemagne adopte un budget de 100 milliards d'euros pour moderniser son armée. Des États jusqu'alors neutres ou non alignés livrent des milliers d'armes à l'Ukraine. Et la Suède et la Finlande pourraient prochainement rejoindre l'OTAN.

Ce volume s'intéresse à ce moment historique de l'histoire européenne et de la relation transatlantique, en déclinant les conséquences (économiques, politiques, industrielles, militaires) de la guerre en Ukraine pour l'Europe et l'OTAN, c'est-à-dire pour l'avenir de notre continent et de notre sécurité.



Martial FOUCAULT, Anne MUXEL, *Une jeunesse engagée : Enquête sur les étudiants de Sciences Po, 2002-2022*, Presses de Sciences Po, octobre 2022, 240 p.

En 2022, les étudiants de Sciences Po, comme toute la jeunesse, ont une vision de l'avenir oscillant entre espoir et pessimisme

radical. Ils se singularisent néanmoins par un engagement politique marqué : démocrates convaincus, ils ont un fort tropisme à gauche et militent pour une citoyenneté active.

Vingt ans après une première consultation cherchant à cerner le profil socio-politique des étudiants de Sciences Po, cette nouvelle enquête en saisit les évolutions les plus remarquables et laisse entrevoir à quoi ressembleront les responsables économiques, culturels et politiques de France et d'ailleurs.



Diplomatie, Les Grands Dossiers de Diplomatie « Géopolitique et technologies : puissance, souveraineté, défense... », n° 70, numéro spécial en partenariat avec l'IRSEM, octobre-novembre 2022.

Ce numéro est le troisième que l'IRSEM élabore avec le magazine *Diplomatie*, après ceux de 2019 et 2021.

La technologie se trouve au cœur de l'actualité sur les conflits et occupe en parallèle dans notre quotidien une place centrale. Elle n'a de cesse de nous étonner et d'élargir le champ des possibles. Toutefois, pouvons-nous réellement présumer de son efficacité absolue ? Quelles promesses peut-elle faire, voire tenir ? La loi de Moore, énoncée par le scientifique américain Gordon Moore (1965), avait pour postulat de départ que tous les deux ans, la puissance d'un processeur serait multipliée par deux et engendrerait également une miniaturisation de plus en plus poussée, c'est chose faite. La technologie répond à l'accomplissement de nombreuses tâches et il semble parfois difficile de s'en éloigner. De ce fait, il est apparu important de donner la parole à des chercheurs et à des experts de toutes disciplines pour aborder les différentes facettes de ce kaléidoscope technologique qui ne sauraient être exhaustives. Rien de tel que d'ouvrir le débat sur l'augmentation de l'homme autour d'une réflexion transhumaniste ou de l'apport de la science en matière de santé, d'éthique, d'énergie, d'industrie 4.0 ou encore de géo-ingénierie. L'engagement pour le monde de demain d'un modèle de développement durable se réalisera uniquement si les efforts consentis se rejoignent dans une certaine communauté de valeurs. Par ailleurs, il semble que les technologies ne soient pas encore arrivées à leurs butées, comme le montrent les applications liées au quantique, l'intelligence artificielle (IA), la *blockchain*, les semi-conducteurs et les nanomatériaux. Il existe bien d'autres technologies qui pourraient être dites de rupture, mais celles-ci en sont des exemples concrets. Au regard des intérêts qu'elle suscite, la technologie engage sans nul doute des enjeux de souveraineté conséquents.

Dans une dynamique mondiale, toutes les forces vives sont mobilisées et l'on assiste à une course féroce à l'innovation entre les États-Unis et la Chine, la Russie, les pays d'Asie de l'Est, notamment le Japon, la Corée du Sud, Taiwan et Singapour, en incluant également l'Inde. Dans ce contexte dont l'OTAN et l'UE ont bien pris conscience au point d'évaluer de nouvelles priorités, il est impératif d'aborder la réflexion sur la technologie elle-même, son emploi et la manière de l'utiliser.

ÉVÉNEMENTS

4 octobre : Rentrée académique et conférence inaugurale du professeur Samy COHEN.



Le mardi 4 octobre a eu lieu le séminaire de rentrée académique de l'année 2022-2023 des doctorants associés à l'IRSEM. À cette occasion le directeur de l'IRSEM, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), le directeur scientifique, [Jean-Vincent Holeindre](#) et [Julia Grignon](#), future directrice scientifique, ont rappelé l'importance de la relève stratégique que constituent les doctorants. Tous trois ont réaffirmé la nécessité de se distinguer et de valoriser son potentiel, au-delà des travaux liés à la thèse.

C'est dans cet esprit que s'est tenue une table ronde intitulée « L'avenir professionnel des doctorants », animée par Jean-Vincent Holeindre en présence des docteurs Melike Riollot (Association Bernard Grégory), Marion Wlodarczyk (CNRLT) et du professeur Vincent Martigny (Université de Nice et Polytechnique). Les réponses concrètes aux questions : « pourquoi la thèse ? » ou « comment parvenir à s'intégrer dans différents mondes professionnels ? » ont permis de rappeler les nombreuses compétences, parfois oubliées, que les doctorants acquièrent lors de leur thèse : persévérance, diplomatie, adaptabilité, etc. Ces compétences doivent être complétées par des expériences variées, surtout si le doctorant n'a pas le projet de poursuivre une carrière universitaire mais d'opter pour les métiers du conseil, les ONG ou l'administration. Ces expériences diverses permettent aux chercheurs de s'ouvrir à d'autres spécialités et de participer à des événements scientifiques pour tisser des liens dans le monde de la recherche. La socialisation dans le secteur privé ou public est ainsi à la fois une clé de réussite personnelle et, parfois de manière décisive, d'insertion professionnelle.

Après la table ronde, le professeur Samy Cohen a donné une conférence sur son ouvrage *Le goût de l'entretien : 40 ans d'enquête au sommet de l'État*, un travail qui retrace ses années de recherche. Dans cet ouvrage hybride, qui ne se veut ni un manuel de méthode sociologique de l'entretien, ni un retour sur expérience à visée autobiographique, Samy Cohen décrit ses succès comme ses difficultés à obtenir des informations dans les hautes sphères dans lesquelles il a enquêté, auprès de conseillers de l'Élysée, généraux, diplomates et dirigeants étrangers. Il a notamment décrit l'apport, parfois surprenant, de la comparaison historique lors des entretiens. Celle-ci lui a permis très régulièrement d'amener l'interlocuteur – sans même qu'il le sache – à revenir sur le présent qu'il refusait jusqu'alors d'évoquer. La comparaison ou l'analogie permet finalement de créer « à la fois une porte d'entrée et une porte de sortie pour l'interlocuteur », selon les propres mots de Samy Cohen.

Christophe KARAM
Assistant de recherche

4 octobre : Rencontre avec Viktoria HJORT MALMER (ministère de la Défense suédois).



Le 4 octobre, Viktoria Hjort Malmer, directrice adjointe du département politique de sécurité et affaires internationales du ministère de la Défense suédois, a été reçue à l'IRSEM par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Espace euratlantique – Russie », dans le cadre du programme PAD (personnalités d'avenir). Les échanges ont porté sur les enjeux de défense et la guerre en Ukraine.

7 octobre : Visite d'une délégation taïwanaise.



Le 7 octobre, quatre chercheurs taïwanais de la Sun Yat-sen University et de la Tunghai University sont venus visiter l'IRSEM. Les échanges ont notamment porté sur l'analyse de la guerre en Ukraine et de ses conséquences pour l'Europe et l'Asie.

13 octobre : Conférence « China's foreign interference activities in the South Pacific » de la Pr Anne-Marie BRADY.



Anne-Marie Brady, professeure à l'université de Canterbury en Nouvelle-Zélande et professeure invitée à l'IRSEM depuis le 1^{er} septembre 2022, a donné une conférence intitulée « China's foreign interference activities in the South Pacific » le 13 octobre, dans l'amphithéâtre Des Vallières de l'École militaire, dans laquelle elle est revenue en détail sur les acteurs et les modes opératoires de l'influence de la Chine dans cette région de plus en plus stratégique dans le contexte de la polarisation sino-américaine. Sa présentation a été discutée par le Dr Antoine Bondaz, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) où il dirige le programme

Taiwan sur la sécurité et la diplomatie. Les intervenants ont ensuite répondu aux nombreuses questions du public.

17 octobre : Conférence « OSINT et terrains numériques, IRSEM/GEODE-Paris 8/Hérodote.



Le 17 octobre s'est tenu à l'École militaire le séminaire de lancement du dernier numéro de la revue *Hérodote* « OSINT : enquêtes et terrains numériques », organisé par l'IRSEM en partenariat avec le Centre GEODE de l'Institut français de géopolitique. Ce séminaire a réuni une dizaine de contributeurs à l'ouvrage, qui ont présenté leurs travaux respectifs.

Le sigle d'OSINT (*open source intelligence*, renseignement en source ouverte en français) désigne l'ensemble des pratiques d'investigations fondées sur l'exploitation des sources ouvertes et traces numériques laissées par les activités humaines. Le développement exponentiel des données disponibles en ligne ouvre un immense champ de recherche, un reflet « augmenté » du monde qu'il est opportun d'explorer, particulièrement quand le terrain physique n'est pas ou plus accessible. D'où la volonté de [Maxime Audinet](#) et Kevin Limonier, à l'origine du numéro d'*Hérodote* et du séminaire, de défricher ce champ de recherche nouveau et de donner à voir un échantillon représentatif de la communauté OSINT française qui rassemble journalistes, juristes, services de renseignement et jeunes chercheurs.

Le renseignement en sources ouvertes s'est intégré à la panoplie des pratiques d'une variété d'acteurs. Fabien Laurençon a abordé les trajectoires de l'OSINT dans les services de renseignement, tandis que Romain Mielcarek s'est penché sur son intégration dans les pratiques journalistiques. Les acteurs judiciaires, également, s'emparent des techniques d'OSINT dans les enquêtes portant sur des crimes internationaux, ce qui soulève néanmoins des

enjeux liés à la collecte numérique de la preuve, comme l'ont démontré Hervé Letoqueux et Aurélie Aumaître. Enfin, Alexandre Alaphilippe a dressé le constat d'une puissance publique en porte-à-faux, entre une injonction de s'approprier l'OSINT, qui est déjà mobilisé pour des missions d'intérêt public, telles que la lutte contre la désinformation, et des craintes de surveillance arbitraire.

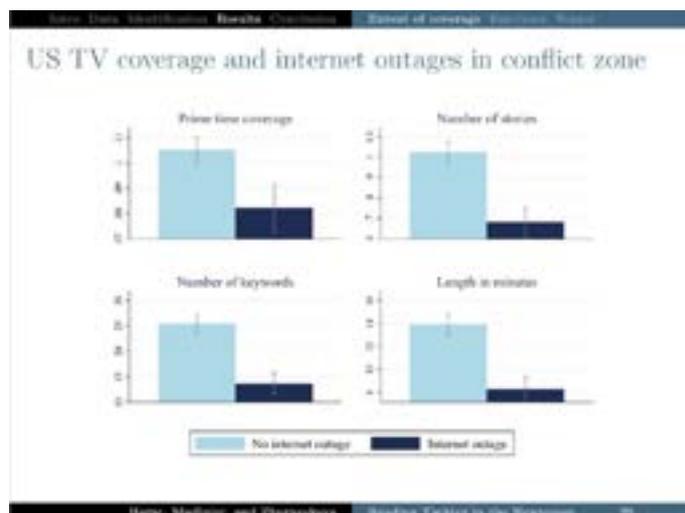
Un enjeu clef lié à la mobilisation de l'OSINT par un nombre croissant d'acteurs est ressorti des interventions successives et des échanges avec le public, celui de l'élaboration d'une méthodologie propre à chaque domaine. Hervé Letoqueux et Aurélie Aumaître ont ainsi évoqué le Protocole de Berkeley sur l'utilisation des données numériques publiques pour recueillir des preuves dans le cadre de violations des droits de l'homme, lancé en 2020. Les chercheurs ont eux aussi besoin d'une méthodologie de l'OSINT, répondant à des critères éthiques et scientifiques. À ce sujet, l'intervention de Marie-Gabrielle Bertran sur le traitement par le chercheur de sources grises provenant de fuites de données ou de piratages était particulièrement éclairante.

Les enquêtes numériques souffrent encore d'un manque de légitimité dans la recherche en sciences humaines et sociales. Elles tombent sur le coup de plusieurs limites, en termes de reproductibilité par exemple, et ne se substituent pas à une enquête de terrain, comme Hugo Estecahandy l'a remarqué. Si l'exploitation du renseignement en sources ouvertes par les chercheurs pose de nombreuses questions, l'intérêt de l'étude des « traces numériques », particulièrement dans les contextes autoritaires ou de terrains difficiles, est démontré. C'est le cas pour les études chinoises, comme [Paul Charon](#) en a témoigné.

Le séminaire du 17 octobre venait ainsi contribuer à une réflexion épistémologique prometteuse sur la place de l'enquête numérique au sein des sciences humaines et sociales et l'intégration de l'OSINT dans la « boîte à outils » du chercheur.

Lilou BERENQUIER
Assistante de recherche

18 octobre : Séminaire « Conflits et économie de défense ».



Le séminaire mensuel « Conflits et économie de défense », organisé par [Thomas Calvo](#), s'est tenu le mardi 18 octobre 2022 à l'École militaire ainsi qu'en ligne. L'IRSEM accueillait Sophie Hatte, économiste et maître de conférences à l'École normale supérieure de Lyon. Spécialiste en économie politique et économie des conflits, elle y présentait un travail co-écrit avec Étienne Madinier (PSE) et Ekaterina Zhuravskaya (PSE, EHESS) intitulé « Reading Twitter in the Newsroom: Web 2.0 and Traditional-Media Reporting of Conflicts ». Ce travail analyse l'impact de la publication d'information relative à des conflits sur les réseaux sociaux en ligne sur les narratifs de guerre effectués par les médias traditionnels étrangers. Cet article s'intéresse particulièrement au rôle de Twitter dans les narratifs du conflit israélo-palestinien de la part des chaînes TV d'information aux États-Unis. Pour ce faire, l'auteure identifie les tweets relatifs au conflit émis par des utilisateurs présents sur place. Elle utilise les coupures d'internet involontaires pour quantifier l'effet causal de la quantité de tweets sur l'espace dédié au conflit israélo-palestinien dans les médias traditionnels. En l'absence de coupure internet, un plus grand nombre de tweets augmente significativement la couverture du conflit à la télévision aux États-Unis au travers notamment du nombre de sujets dédiés et de leur durée. Leur contenu change aussi. Effectivement, l'analyse textuelle suggère que l'intensité émotionnelle est plus grande quand l'accès à internet sur place est garanti. Ils citent davantage Twitter comme source d'information et cette couverture augmente d'autant plus que le nombre de victimes d'un côté comme de l'autre augmente.

Ce travail a ensuite été discuté par Nicolas Hervé, chercheur en informatique à l'Institut national de l'audiovisuel

(INA). S'en est suivie une discussion avec l'audience aussi bien en ligne qu'en présentiel.

Thomas CALVO
Chercheur Économie de défense

20 octobre : Table ronde « Quels outils pour penser le risque de guerre dans le détroit de Taïwan ? », IRSEM/Inalco/IFRAE.



Dans le cadre de leur série « La Chine et la guerre : concepts et pratiques », l'IRSEM et l'Inalco ont organisé une table ronde autour des outils et méthodes pour penser le risque de guerre dans le détroit de Taïwan. Cette rencontre devait favoriser un dialogue entre les disciplines ainsi qu'entre recherche et pratique pour interroger ce risque. Cette table ronde a ainsi permis d'entamer la réflexion en réunissant des experts issus de divers milieux et d'aborder des approches théoriques et outils concrets divers. Le panel réunissait Antoine Bondaz (FRS), [Paul Charon](#) (IRSEM), Sébastien Colin (Inalco), Romain Graziani (ENS Lyon) et [Édouard Jolly](#) (IRSEM), la discussion était animée par Mylène Hardy (Inalco).

Paul CHARON
*Directeur du domaine
Renseignement, anticipation et menaces hybrides*

25 octobre : Signature de la convention-cadre entre l'IRSEM et le Centre des hautes études militaires (CHEM).



Le 25 octobre 2022, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, et le contre-amiral François-Xavier Polderman, directeur du Centre des hautes études militaires (CHEM), ont signé une convention visant à formaliser un partenariat entre les deux entités. Elle s'inscrit dans le cadre du mandat sur le renforcement des liens et des synergies entre l'enseignement militaire supérieur, la doctrine et la recherche stratégique de défense.

Ce partenariat répond à l'une des missions stratégiques de l'IRSEM, qui est la contribution à l'enseignement militaire supérieur (avec la recherche, le soutien à la relève stratégique et la contribution au débat public). Afin de renforcer les échanges entre l'enseignement militaire supérieur et la recherche stratégique, ce partenariat permettra, notamment, de développer la contribution de l'IRSEM aux travaux des auditeurs du CHEM. L'IRSEM désigne en son sein un « référent du CHEM dans le domaine des études de la guerre et de la stratégie » (REGS), en la personne d'[Édouard Jolly](#), chercheur Théories des conflits armés à l'IRSEM.

Cette convention avec le CHEM vient compléter celle que l'IRSEM avait signée avec l'École de guerre le 8 septembre 2021.

25 octobre : Séminaire de recherche « L'établissement des normes de comportement appliquées aux activités spatiales », avec la CNE Béatrice HAINAUT.

Le 25 octobre dernier, lors du séminaire mensuel de l'IRSEM, la CNE (Air) [Béatrice Hainaut](#), chercheuse Espace au sein du domaine « Stratégies, normes et doctrines », a présenté l'état de ses travaux dans le cadre d'une future note IRSEM portant sur l'établissement des normes de comportement responsable appliquées aux activités spa-

tiales. Béatrice Hainaut a tout d'abord rappelé les mutations contemporaines qui affectent le domaine spatial avant de préciser le cadre juridique applicable. Elle a souligné l'émergence des normes que certains États souhaitent mettre en œuvre. Les notions de régime, normes et cycle de vie des normes ont été définies à partir de la littérature en science politique. Au travers de deux cas d'étude (l'émergence de normes applicables en orbite circumterrestre et sur la Lune), elle interroge les méthodes de diffusion de ces normes par les États qui les promeuvent. Elle prend notamment pour exemple le projet de traité sino-russe porté à la Conférence du désarmement, le code de conduite international pour les activités spatiales qui n'a pas abouti, et, pour la Lune, le programme et les accords Artémis.

S'en est suivie une discussion menée avec le conseiller Espace de la DGRIS, Guilhem Penent, à laquelle ont succédé des échanges avec la direction et les chercheurs de l'IRSEM.

Béatrice HAINAUT
Chercheuse Espace

27-28 octobre : Colloque « Vingt ans après la guerre en Côte d'Ivoire – penser la crise en temps de paix », IRSEM/AFD/GRESCI, Fondation Félix Houphouët-Boigny, Yamoussoukro, Côte d'Ivoire.



Le 19 septembre 2002, la Côte d'Ivoire a basculé dans une guerre civile, dont la résolution violente s'est terminée lors de la crise post-électorale de 2010-2011. Vingt ans après le début de la guerre, [ce colloque](#) visait à analyser l'héritage de la crise ivoirienne, en insistant sur les dynamiques actuelles et futures. Il a été organisé par le Groupe de recherche des stratégestes de Côte d'Ivoire (GRESCI), l'Agence française de développement (AFD), l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM),

l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, en collaboration avec la Fondation Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro.

Le colloque a eu lieu au siège de cette institution dans la capitale politique de la Côte d'Ivoire au centre du pays ainsi qu'au sein de l'École de guerre de Zambakro, les 27 et 28 octobre, réunissant une soixantaine de participants. L'IRSEM était représenté par [Maxime Ricard](#), chercheur Afrique de l'Ouest. Un comité scientifique international, présidé par le professeur Francis Akindès de l'Université de Bouaké en Côte d'Ivoire, a permis de sélectionner les interventions de chercheurs de plusieurs pays dont la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Burkina Faso, la France, l'Angleterre, les États-Unis.

La guerre transforme les sociétés. De fait, la crise ivoirienne semble être un cas idéal pour comprendre la complexité des guerres civiles et pour analyser les démarches de reconstruction post-crise. La crise elle-même a interrogé les choix stratégiques ivoiriens en matière de défense et de diplomatie, le rôle de la France et, plus largement, de la Communauté internationale – notamment les institutions panafricaines – dans la prévention et la gestion des conflits. L'importance de la Côte d'Ivoire dans la sous-région ouest-africaine et l'intérêt pour l'étude des conflits ont amené à la production de plusieurs ouvrages, articles et autres réflexions sur la crise en Côte d'Ivoire.

Mais, deux décennies après son déclenchement, une réflexion globale était nécessaire pour saisir sur le temps long cet héritage. Ce colloque à travers des panels thématiques a interrogé cette crise ivoirienne sous plusieurs angles, notamment : une perspective de longue durée, les relations entre État et guerre, la sphère religieuse et les conflits, la dimension du genre, le rôle des acteurs internationaux dans la crise, la construction d'un ordre socio-politique d'après-guerre, l'expérience du DDR ivoirien, ou encore le conflit dans une perspective sous-régionale.

Après un discours introductif du président des affaires sociales et culturelles du Sénat, le sénateur Michel Koffi Benoît, l'introduction inaugurale du professeur Akindès a visé à porter un regard de longue durée sur le conflit, en mettant en avant les concepts d'accélération (École de Francfort), de passion politique (Pierre Hassner), et de décélération (Frédéric Ramel), pour comprendre les différentes temporalités du conflit. Le professeur Akindès a aussi mis en avant l'importance de dissocier la construction de l'État comme processus conscient et la formation de l'État sur le temps long, reprenant les travaux de Berman et Lonsdale, pour comprendre la crise ivoirienne.

Les 13 panels (dont deux présentations d'ouvrage) ont permis d'analyser de manière exhaustive l'héritage et le présent des conflits en Côte d'Ivoire. Un premier axe de présentations a discuté des reconfigurations de l'État et des acteurs du conflit avec, par exemple, la construction épistémologique des récits sur le conflit ivoirien dans la littérature (Joseph Hellweg), le processus d'intégration de certains segments élitaires et ce que la guerre fait aux reconfigurations de l'État (Camille Popineau), les ambivalences des légitimités religieuses et traditionnelles dans le règlement des conflits et la réconciliation en Côte d'Ivoire (Guibléhon Bony), la construction de l'identité et du rôle des femmes ex-combattantes (Kamina Diallo), la fabrique sociopolitique de l'ordre post-conflit avec les Dozos à l'Ouest de la Côte d'Ivoire (Maxime Ricard). Un autre axe a porté globalement sur les luttes et reconfigurations sociales autour du conflit ivoirien avec par exemple : l'impact de la guerre sur les inégalités (Christian N'Da Koffi), les musiques urbaines dans la crise politique ivoirienne (Kole Mahesse Stéphanie), les itinéraires des gangs de rue dans le post-conflit (N'Goran Parfait et Grodji Félix), et un panel dédié à la question du désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Plusieurs panels ont porté sur les dimensions internationales du conflit, et se sont déroulés à l'École de guerre de Zambakro près de Yamoussoukro devant des élèves-officiers, avec par exemple : la Force Licorne et l'information dans la crise ivoirienne (Walter Bruyère-Ostells), la Cour pénale internationale dans le conflit ivoirien (Tawa Netton), l'assistance d'urgence du Japon en Côte d'Ivoire (N'dri Laurent). Ce colloque fera l'objet d'une publication aux Presses de la Fondation Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

28 octobre : Premier workshop du réseau CASIN (Climate And Security International Network).

Le 28 octobre, l'équipe « Adaptation et sécurité climatique » de l'IRSEM a organisé un workshop dans le cadre du réseau de recherche CASIN (Climate Security International Network), mené par [Adrien Estève](#), [Florian Opillard](#) et [Angélique Palle](#) en partenariat avec le Watson Institute for International Affairs de Brown University (Providence, USA).

L'objectif du réseau de recherche est de tenir une série de workshops visant à identifier les principales équipes de recherche internationales travaillant sur la sécurité climatique. Il s'agit d'en recenser les objets, les approches et les principales publications afin de dresser un premier état

de l'art d'un champ en cours de mutation, mais aussi d'en permettre l'accès aux acteurs de la sécurité climatique, notamment les organisations humanitaires et les forces armées.

Pour ce premier workshop, l'équipe a accueilli le Dr Dhanasree Jayaram, Assistant Professor au Department of Geopolitics and International Relations, et co-coordinatrice du Center for Climate Studies (CCS) de la Manipal Academy of Higher Education (MAHE) (Karnataka, India) ainsi que Sofia Kabbej, Ph.D candidate of philosophy, à la School of political science and international studies de The University of Queensland. Sophia Kabbej travaille sous la supervision de Matt McDonald et Roland Bleiker sur un projet de thèse « Climate change & security in France ».

L'équipe du programme de recherche CASIN et les invités ont d'abord présenté leurs formations et l'état de leurs recherches, avant de revenir plus longuement avec le Dr Dhanasree Jayaram sur la sécurité climatique et les différents points de vue des autorités indiennes sur la question, que ce soit au niveau des forces armées, des think tanks et des institutions politiques. Sofia Kabbej a ensuite évoqué ses recherches sur la perception du lien entre changement climatique et sécurité au sein des ministères des Armées, du ministère de l'Intérieur et du ministère des Affaires étrangères et de l'Europe en France. Enfin, les participantes ont échangé des questions et des remarques sur leurs recherches respectives.

En conclusion, ils sont convenus de la nécessité de faire naître un réseau de recherche dynamique dans le domaine des études sur la sécurité climatique, qui permettrait de décompartmenter les approches et les productions scientifiques sur le sujet. Le dérèglement climatique ayant un effet global, il est donc nécessaire, selon les participants, de se munir d'outils capables de penser et de traiter cette globalité.

Florian OPILLARD
Chercheur Défense et société

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Publication : avec Kevin Limonier, « [Le dispositif d'influence informationnelle de la Russie en Afrique subsaharienne francophone : un écosystème flexible et composite](#) », *Questions de communication*, 41, 2022.
- Podcast : « [L'âge d'or de l'OSINT \(et la guerre en Ukraine\)](#) », *Le Collimateur*, 4 octobre 2022.
- [Conférence de lancement](#) du numéro *Hérodote* consacré à l'OSINT et aux terrains numériques, École militaire, Paris, 17 octobre 2022.
- Communication : « Russia's information influence in Francophone Mali: A double-headed presence », Symposium « (Il)liberal Nation Projection », Université de Manchester, Royaume-Uni, 21 octobre 2022.
- Audition par la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale sur les ingérences russes, 27 octobre 2022.
- Cité par Élise Vincent, « Sabotages, cyberattaques, incidents multiples... Les alliés de l'Ukraine face aux risques de la "guerre hybride" », *Le Monde*, 21 octobre 2022.



Camille BOUTRON

- Intervention à une table ronde portant sur les enjeux soulevés par l'agenda international Femmes, paix et sécurité pour la sécurité internationale à la première conférence annuelle sur l'intégration d'une perspective de genre dans les activités de l'OTAN, organisée par le Commandement allié pour la transformation (ACT), Norfolk, États-Unis, 24-26 octobre 2022.



Camille BRUGIER

- Intervention dans le programme pour des attachés d'administration de l'IHEDN, « Indopacifique : Les objectifs de la Chine dans son environnement régional », École militaire, 4 octobre 2022.
- Intervention dans le master « Politiques et pratiques des organisations internationales », IEP de Grenoble, 10-11 octobre 2022.

- Citée par François Bougon, « [En Chine, le Parti communiste se prépare à un troisième mandat de Xi Jinping](#) », *Médiapart*, 15 octobre 2022.

- Publication : « [XX^e Congrès du Parti communiste chinois : quelle communication sur la performance économique ?](#) », *Brève stratégique* 48, IRSEM, 21 octobre 2022.



Thomas CALVO

- Organisation du séminaire « Conflits et économie de défense », IRSEM, 18 octobre 2022.



Paul CHARON

- Intervention : « The predictive powers of fiction », dans le cadre de la conférence internationale « The Future of War » organisée par le War Studies Research Centre de l'Académie de défense des Pays-Bas et le Changing Character of War Centre de l'université d'Oxford, Amsterdam, 5-7 octobre 2022.
- Intervention : « Les opérations d'influence chinoises », présentation devant les auditeurs du Centre des hautes études militaires (CHEM), École militaire, 11 octobre 2022.
- Enregistrement de deux conférences en vidéo : « Géopolitique de la Chine » et « Les opérations d'influence chinoises » dans le cadre du Diplôme Renseignement et menaces globales (DIREM) de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, 14 octobre 2022.
- Séance de travail sur l'influence avec les auditeurs IHEDN du comité 3 de la majeure Défense et sécurité économiques, École militaire, 14 octobre 2022.
- Intervention : « Caractéristiques des opérations d'influence chinoises », dans le cadre du cycle Intelligence économique et stratégique de l'IHEDN, École militaire, 17 octobre 2022.
- Intervention : présentation de mon article « De l'exploitation des "traces numériques" en contexte autoritaire : une évaluation de l'apport du renseignement de sources ouvertes aux études chinoises » paru dans le numéro 186 d'*Hérodote*, dans le cadre de la conférence « OSINT et terrains numériques » organisée par Géode et l'IRSEM, École militaire, 17 octobre 2022.

- Intervenant dans le panel « Connaissance et anticipation : quelle articulation entre court, moyen et long terme au profit des opérations aéroterrestres ? » dans le cadre du séminaire « Renseignement, anticipation, prospective : concepts et enjeux pour les forces terrestres » organisé par le CICDE, École militaire, 19 octobre 2022.

- Intervenant à la table ronde « Quels outils pour penser le risque de guerre dans le détroit de Taïwan », organisée par l'INALCO et l'IRSEM, Maison de la recherche de l'INALCO, 20 octobre 2022.

- Radio : intervention dans l'émission *Soft Power* présentée par Frédéric Martel : « L'influence du parti communiste dans le monde », 23 octobre 2022.

- Intervention sur les services de renseignement et les opérations d'influence de la République populaire de Chine au profit d'auditeurs du ministère de l'Intérieur, 28 octobre 2022



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Intervention sur la nucléarisation de l'Indopacifique, dans le cadre de la session Internationale pour l'Indopacifique de l'IHEDN, École militaire, Paris, 7 octobre 2022.

- Modération d'un panel consacré aux crises nucléaires, Journée d'hommage à Thérèse Delpech, organisée par le Centre interdisciplinaire d'études sur le nucléaire et la stratégie, École normale supérieure, Paris, 12 octobre 2022.

- Intervention au cours de la table ronde consacrée au débat démocratique sur la dissuasion, colloque « Démocratie(s) et dissuasion », organisé par la Fondation pour la recherche stratégique, Bibliothèque nationale de France, Paris, 13 octobre 2022.

- Modération à la conférence de l'ambassadeur Benoît d'Aboville sur la conférence d'examen du TNP, organisée par l'Association française des Nations unies et le Centre Thucydide, 24 octobre 2022.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Invitée à l'émission *Enjeux internationaux*, « [Diplomatie du Golfe : diplomatie de l'équilibre](#) », France Culture, 18 octobre 2022.

- Publication : « [La politique pétrolière de l'Arabie saoudite et des EAU dans](#)

[le cadre de l'OPEP+ accentue les divergences d'intérêts avec les puissances occidentales](#) », Brève stratégique 47, IRSEM, 20 octobre 2022.

- Interview dans l'émission *Tout un monde* sur la décision de l'OPEP+ de réduire sa production de pétrole, RTS (Radio télévision suisse), 21 octobre 2022.

- Article : « [Coup de froid entre les États-Unis et l'Arabie saoudite](#) », *Orient XXI*, 21 octobre 2022.

- Intervention : « The Ukrainian crisis and geopolitical shifts in the Arab Gulf Region » dans le panel 2 présidé par Dr Ghanim Al-Najjar (université de Koweït) et aux côtés de Jonathan Fulton qui s'exprimait sur « The Ukrainian crisis and the future of Gulf relations with China », The Ninth Annual Gulf Studies Forum, « The Ukraine crisis, regional and International Competition and the Future of Energy and Security in the Gulf », Doha, Qatar, 22-23 octobre 2022.



Clément DESHAYES

- Intervention : « Reconfiguration des citoyennetés en contexte de crise politique : "insurgent citizenships" workshop de l'ANR Thawra-Sur, Wad Medani, Soudan, 16 octobre 2022.

- Interview : « [Un an après le coup d'État au Soudan : pourquoi les militaires veulent-ils garder le pouvoir ?](#) » avec Raphaëlle Chevillon Guibert et Marc Lavergne, RFI, 25 octobre 2022.

- Interview : « [Au Soudan, le quotidien de la population est devenu extrêmement difficile](#) », propos recueillis par Léa Masseguin, *Libération*, 26 octobre 2022.



Adrien ESTÈVE

- Organisation avec Florian Opillard et Angélique Palle du workshop du *Climate and Security International Network* (CASIN) en partenariat avec Brown University, sur la thématique de l'adaptation des armées au changement climatique, 28 octobre 2022.



Julia GRIGNON

- Conférencière invitée, « La Cour pénale internationale », Apprentissages sans frontières, [Université des médias et des droits humains](#), 26 septembre 2022.
- Professeure invitée : « Les défis relatifs à la qualification des conflits armés », Université Aix-Marseille, 10-13 octobre 2022.
- Conférencière invitée : « Droit et éthique », Institut Bioforce, 17-18 octobre 2022.
- Keynote speaker : « A legal perspective on the relevance of IHL criteria to classify contemporary conflicts », [23rd Bruges Colloquium on International Humanitarian Law](#), « Who is Who on the Battlefield? – The Actors Engaged in Contemporary Armed Conflicts », International Committee of the Red Cross / Bruges College of Europe, 20-21 octobre 2022.
- Conférence : « Le droit des conflits armés et les États : diffuser et convaincre pour mieux limiter les souffrances de la guerre », 51st Annual Conference, « Solidarity and Enlightened Self-Interest in International Law: Relic or Aspiration? », [Conseil canadien de droit international](#), 27 octobre 2022.



Béatrice HAINAUT

- Publication : « [La \(re\)conquête de la Lune : de la conquête symbolique à la conquête stratégique, territorialisée](#) », Brève stratégique 46 / « [The \(new\) race to the Moon: Initially symbolic, lunar conquest has acquired a strategic, territorial dimension](#) », Strategic Brief 46, IRSEM, 19 octobre 2022.
- Séminaire de recherche : « L'établissement des normes de comportement appliquées aux activités spatiales », IRSEM, 25 octobre 2022.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Co-direction avec Julian Fernandez et Justin Massie de *Le réveil européen et transatlantique*, Paris, Éd. des Équateurs, « Le Rubicon », 19 octobre 2022.



Édouard JOLLY

- Traduction en vietnamien de l'interview du 6 avril 2022 pour *Le Figaro*, « [Guerre en Ukraine : six concepts du théoricien militaire Carl von Clausewitz pour éclairer le conflit](#) » : « [Chiến tranh Ukraina : Chính trị là mục tiêu của tất cả các cuộc xung đột](#) », RFI, 12 septembre 2022.
- Interviewé par Hugues Maillot, « [Guerre en Ukraine : la Russie n'a-t-elle vraiment aucun intérêt à saboter les gazoducs Nord Stream ?](#) », *Le Figaro*, 29 septembre 2022 ; traduction grecque de l'article : « [Ποιος ανατίναξε τους αγωγούς; Οι Ρώσοι ή οι Αμερικανοί](#) », Άρδην – Πήξη, 30 septembre 2022 ; traduction roumaine de l'article : « [Are interese Rusia să saboteze gazele Nord Stream? Dar dacă vinovații ar fi americani?](#) », *Marius Tuca*, 29 septembre 2022.
- Conférence : « Clausewitz en Ukraine », IHEDN, École militaire, 3 octobre 2022.
- Interviewé par Hugues Maillot, « [Guerre en Ukraine : les grands enjeux stratégiques de la reconquête de Kherson](#) », *Le Figaro*, 6 octobre 2022.
- Interviewé par Hugues Maillot, « [Guerre en Ukraine : pourquoi la reprise de Kherson n'est pas jouée d'avance](#) », *Le Figaro*, 7 octobre 2022.
- Interviewé par Amaury Coutansais Pervinquier, « [Guerre en Ukraine : à quelle armée profitera l'hiver ?](#) », *Le Figaro*, 9 octobre 2022 ; traduction albanaise de l'article : « [Lufta në Ukrainë: Cila ushtri do të përfitojë më shumë nga dimri?](#) », *Tema*, 10 octobre 2022 ; traduction croate de l'article : « [Rat u Ukrajini: Koja će vojska imati najviše koristi od zime?](#) », *Al Jazeera Balkans*, 10 octobre 2022.
- Invité de la matinale d'Aurélien Accart, « [L'explosion du pont de Crimée](#) », France info radio, 11 octobre 2022.
- Invité de la matinale d'Aurélien Accart, « [Livraison de nouveaux moyens de défense à l'Ukraine](#) », France info radio, 13 octobre 2022.
- Participation à la table ronde « [Quels outils pour penser le risque de guerre dans le détroit de Taïwan ?](#) », avec une intervention sur l'hypothèse stratégique d'une guerre entre Chine et Taïwan, INALCO, Paris, 20 octobre 2022.
- Invité en tant que référent académique sur les études de la guerre et de la stratégie (REGS) du CHEM à la signature de la convention-cadre entre le CHEM et l'IRSEM, École militaire, Paris, 25 octobre 2022.

- Interviewé par Claire Briguet-Lamarre, « [Le risque d'un accident nucléaire de type Tchernobyl est devenu une menace permanente](#) », France info radio, 26 octobre 2022.



Sümbül KAYA

- Article : « [Vers une hybridation idéologique au sein de l'armée turque ?](#) », *Confluences Méditerranée*, 122, 2022, p. 183-196. DOI : 10.3917/come.122.0184.

- Participation à la 14^e réunion du comité de pilotage des recherches, Initiative 5+5 Defense, Centre euro-magrébin des recherches et des études stratégiques, Tunis, Tunisie, 5-7 octobre 2022.



Céline MARANGÉ

- Intervention sur l'Ukraine lors du dialogue entre l'IHEDN et le BBN, chargé de conseiller le président polonais, Varsovie, 3 octobre 2022.

- Participation au Forum de sécurité de Varsovie, 4 octobre 2022.

- Échanges sur les enjeux de sécurité en Europe et en Asie avec une délégation d'universitaires taiwanais conduits par le Pr. Yujen Kuo, directeur de l'Institute for National Policy Research à l'Université Sun Yat-Sen, 7 octobre 2022.

- Intervention sur la guerre en Ukraine et ses implications lors de la table ronde de rentrée du Centre Thucydide (Université Paris 2 Panthéon-Assas), 10 octobre 2022.

- Participation au 5^e dialogue stratégique franco-allemand entre le BAKS et l'IHEDN, 14 octobre 2022.

- Enregistrement d'une interview en vue d'un documentaire sur les crimes de guerre en Ukraine, 17 octobre 2022.

- Participation à un wargame sur l'Arctique à l'invitation de Tsiporah Fried de l'EMA dans le cadre du Wargaming Initiative for NATO 22, 18 octobre 2022.

- Cours sur la Russie et l'Europe à l'École de guerre-Terre, 27 octobre 2022.



Anne MUXEL

- Livre : avec Martial Foucault, *Une jeunesse engagée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022.

- Article : « Les jeunes et l'Europe : un chaînon manquant », *Hermès*, 90, 2022, p. 115-118.



Florian OPILLARD

- Présentation du thème du Festival international de géographie 2023 en tant que directeur scientifique, Saint-Dié-des-Vosges, 2 octobre 2022.

- Communication au colloque « COVID-19 : anticipation et résilience à l'épreuve. Regards croisés », organisé par la Chaire Territoire national de l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, 13 octobre 2022.

- Organisation avec Adrien Estève et Angélique Palle du workshop du *Climate and Security International Network* (CASIN) en partenariat avec Brown University, sur la thématique de l'adaptation des armées au changement climatique, 28 octobre 2022.



Angélique PALLE

- Organisation avec Adrien Estève et Florian Opillard du workshop, *ClimAte Security International Network* (CASIN), 28 octobre 2022, IRSEM, Interventions de Sophia Kabbej (The University of Queensland) et Dhanasree Jayaram (Manipal University).

- Audition : Assemblée nationale, Commission des affaires étrangères, Les enjeux énergie et climat, 28 septembre 2022. [Lien vidéo.](#)

- Workshop : Bonn Future Lab on Strategic Foresight « Climate Change and Security », 30 septembre 2022.

- Chapitre : avec Y. Richard, « L'Union européenne et la transition énergétique, développement, environnement et intégration régionale », dans É. Peyroux, C. Raimond, *Développement, changements globaux et dynamiques des territoires – Théories, approches et perspectives de recherche*, Londres, ISTE Editions Ltd., 2022.

- Chapitre : avec L. Carayon, F. Delerue, F. Opillard, C. Chidiac, « Policymaking and liberty restriction during the

covid-19 pandemic, the case of France », dans N. Morag (ed.), *Impacts of the Covid-19 Pandemic: International Laws, Policies, and Civil Liberties*, 1st ed., Wiley, 2022.

sécurité européenne, et animation des discussions entre les participants venus d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de France.



Benoît RADEMACHER

- Publication : co-direction et éditorial avec Océane Zubeldia du numéro spécial IRSEM-*Diplomatie*, Les Grands Dossiers de Diplomatie « Géopolitique et technologies : puissance, souveraineté, défense... », 70, octobre-novembre 2022.

- Article : « I, AI », *Diplomatie*, Les Grands Dossiers de Diplomatie « Géopolitique et technologies : puissance, souveraineté, défense... », 70, octobre-novembre 2022.



Victor VIOLIER

- Article : « [L'affaire Maou ou le resserrement antilibéral du pouvoir russe](#) », *Analyse Opinion Critique* (AOC), 12 octobre 2022.

- Participation à la 2^e séance du séminaire organisé par le groupe « [Mondes postsoviétiques](#) » du CERI Sciences Po, « Faire de la recherche en étant engagé.e dans un conflit armé ? À propos d'une enquête menée en Ukraine entre 2016 et 2022 », avec Anastasia Fomitchova (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/CESSP), 18 octobre 2022.

- Participation aux Journées d'études « [Engagements étudiants contemporains/Contemporary Students involvements](#) » organisées par le Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants (GERME) et présentation d'une communication intitulée : « Une "Révolution étudiante" pour le Palais de Tauride ? La mobilisation des auditeurs du Centre de cadres autour du patrimoine immobilier de l'ancienne école du Parti de Leningrad, à Saint-Petersbourg en 1992, 20-21 octobre 2022.



Maxime RICARD

- Co-organisation du colloque « Vingt ans après la guerre en Côte d'Ivoire : penser la crise en temps de paix », et présentation : « Négocier l'ordre, négocier la paix ? Les chasseurs dozos dans l'Ouest ivoirien d'après-guerre », Yamoussoukro, Côte d'Ivoire, 27-28 octobre 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Invité de l'émission *Le cours de l'histoire*, « Prendre la mer, une histoire 3/4 : Boat people, fuir par la mer au péril de sa vie », France culture, 5 octobre 2022.

- Conférence : Cadre de comité de la session Indo-Pacifique, IHEDN, 3-7 octobre 2022.

- Invité du *Journal en vietnamien* : « Le Viêt Nam et la Russie continuent à renforcer leurs relations malgré les sanctions occidentales », Radio France internationale, 10 octobre 2022.



Océane ZUBELDIA

- Publication : co-direction et éditorial avec Benoît Rademacher du numéro spécial IRSEM-*Diplomatie*, Les Grands Dossiers de Diplomatie « Géopolitique et technologies : puissance, souveraineté, défense... », 70, octobre-novembre 2022.

- Article : avec Earl Wang, « Taiwan, « 30 % du destin, 70 % des efforts » : quelle résilience technologique ? », *Diplomatie*, Les Grands Dossiers de Diplomatie « Géopolitique et technologies : puissance, souveraineté, défense... », 70, octobre-novembre 2022, p. 64-65.

- Interview : « La Corée du Sud, pays le plus innovant au monde ? », *Diplomatie*, Les Grands Dossiers de Diplomatie « Géopolitique et technologies : puissance, souveraineté, défense... », 70, octobre-novembre 2022, p. 66-67.

- Intervention : Table ronde « Tensions climatiques et actions de l'OTAN », Colloque international « Madrid 2022 : un sommet pivot pour l'OTAN ? », Salle Monory, Palais du Luxembourg, 28 octobre 2022.



Marjorie VANBAELINGHEM

- Participation avec la délégation de la DGRIS au 14^e séminaire franco-balte des affaires étrangères et de sécurité, Vilnius, Lituanie, 19-20 octobre 2022 ; participation à la table ronde sur la dimension méridionale Afrique de la

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Pierre BOURGOIS

- Article : « L'enjeu du transhumanisme pour les sociétés contemporaines », *Diplomatie*, Les Grands Dossiers de Diplomatie « Géopolitique et technologies : puissance, souveraineté, défense... », 70, octobre-novembre 2022.



Dusan BOZALKA

- Participation au Junges Forum du Centre Marc Bloch, Berlin, Allemagne, 11-13 octobre 2022.



Chantal LAVALLÉE

- Article : « Les écosystèmes de défense et d'innovation en Europe : l'UE et l'OTAN à la croisée des chemins », *Diplomatie*, Les Grands Dossiers de Diplomatie « Géopolitique et technologies : puissance, souveraineté, défense... », 70, octobre-novembre 2022.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Participation à la table ronde « Bilan et perspectives stratégiques 2022-2023 », modérée par Marie Robin, Centre Thucydide, Université Paris-Panthéon-Assas, 10 octobre 2022.

- Communication : « La "guerre du droit" (*falü zhan*) de la Chine contre Taïwan », Journée Jeunes Chercheurs, Association française d'études chinoises (AFEC), Université Paris Cité, 15 octobre 2022.



COL Michel PESQUEUR

- Publication : avec Martin Motte et Étienne Daum, [La puissance terrestre : notions générales et enjeux nationaux](#), Observatoire de l'armée de terre 2035, septembre 2022.



Malcolm PINEL

- Article : « [L'aviation à long rayon d'action russe en Ukraine : emploi tactique et stratégique](#) », *La note du CESA*, hors-série « Guerre en Ukraine », n° 14, Centre d'études stratégiques aérospatiales, octobre 2022.

VEILLE SCIENTIFIQUE

« DIPLOMATE EN EXIL »

Boris BONDAREV, « [The Sources of Russian Misconduct. A Diplomat Defects From the Kremlin](#) », *Foreign Affairs*, novembre/décembre 2022.

« Diplomate en exil ». C'est ainsi que Boris Bondarev se présente sur son compte LinkedIn depuis sa démission, le 23 mai dernier, de son poste de conseiller à la mission permanente de la Russie auprès des Nations unies à Genève. Formé à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO), creuset des élites diplomatiques soviétiques puis russes, Boris Bondarev travaillait pour le ministère des Affaires étrangères (MID) depuis 2002. Dans le message publié en anglais sur le réseau social professionnel, ce dernier confie d'abord la « honte » qui l'envahit après le déclenchement de cette « guerre agressive déclenchée par Poutine contre l'Ukraine, et en fait contre l'ensemble du monde occidental [...] barrant tous les espoirs et perspectives d'une société libre et prospère dans [le] pays ». Il initie ensuite une critique sévère du fonctionnement du corps diplomatique et, plus largement, du pouvoir russe où, dénonce-t-il, prolifèrent le mensonge et le manque de professionnalisme qui nourrissent une auto-intoxication du pouvoir par sa propre propagande.

Cette critique publiée au mois de mai a été depuis étayée dans ce long papier paru dans la dernière livraison de *Foreign Affairs*. La diatribe de l'ancien diplomate y est notamment dirigée contre Sergueï Lavrov, ancien représentant permanent de la Fédération de Russie au Conseil de sécurité de l'ONU et actuel ministre des Affaires étrangères, depuis 2004. Ce fidèle de Vladimir Poutine y est dépeint en « béni-oui-oui » préférant conforter le président de la Fédération plutôt que de lui révéler une réalité contredisant les discours bellicistes et autres démonstrations de force du Kremlin. Or c'est précisément cette soumission à l'autorité du chef et le conformisme des élites qui sont responsables, selon B. Bondarev, de la désinformation du pouvoir sur l'état et les capacités véritables de son armée, la réalité du terrain militaire ou encore la résistance ukrainienne à l'invasion déclenchée le 24 février 2022. Le témoignage d'*insider* de Boris Bondarev se révèle d'autant plus précieux qu'il pose, au-delà de la critique acerbe de la guerre d'agression déclenchée et menée par la Russie en Ukraine, des ques-

tions d'ordre plus général sur le fonctionnement concret du régime russe et les critères de sélection et de promotion des cadres appelés à le servir. Pour l'auteur, il ne fait aucun doute que les dysfonctionnements sont légion dans la marche de l'État russe. Face à l'arbitraire du pouvoir et lorsque la prise de parole est jugée trop coûteuse, la loyauté prime sur la compétence.

Victor VIOLIER
Postdoctorant

PAYS DU GOLFE ET GUERRE EN UKRAINE

« [The Ukraine crisis, regional and International Competition and the Future of Energy and Security in the Gulf](#) », [The Ninth Annual Gulf Studies Forum, Doha, Qatar, 22-23 octobre 2022 \(en langue anglaise et arabe\)](#).

La première journée du colloque était, outre la session d'ouverture, composée de trois sessions sur l'impact de la crise ukrainienne sur les pays du Golfe sur la scène internationale. Fatiha Dazi-Héni est intervenue sur les impacts de la crise ukrainienne sur les inflexions géopolitiques des États du Golfe et les divergences avec le « camp occidental » tandis que les autres contributeurs ont évalué les impacts de cette crise sur les relations entre les pays du Golfe avec les États-Unis, la Russie, la Chine, l'UE, la Turquie et analysé cette crise au miroir de l'impasse sur l'accord sur le nucléaire avec l'Iran. La journée s'est terminée par une visioconférence donnée par le professeur Charles Kupchan sur les implications géopolitiques de la guerre en Ukraine, donnant lieu à des projections de scénarios intéressants dominés par la constance du désintérêt stratégique des États-Unis pour le Moyen-Orient.

La deuxième journée, articulée en quatre sessions, a été consacrée aux impacts de la crise ukrainienne sur l'énergie, la sécurité alimentaire, les économies des pays du Golfe et l'avenir des relations entre les États du Golfe et le Japon.

La réunion de chercheurs issus de la région du Golfe (Koweït, Qatar, Arabie saoudite, Oman), du Japon, d'Europe (France, Italie, Turquie, Grande-Bretagne, Allemagne) et des États-Unis a donné lieu à des débats très riches sur les changements en cours de l'ordre international, en mettant le curseur sur les impacts et perceptions d'une région éloignée du théâtre de la guerre qui oppose la Russie à l'Ukraine. Néanmoins, les pays du Golfe sont très sollicités par l'Europe et l'Amérique pour augmenter leurs exporta-

tions et stabiliser les prix des énergies fossiles. Le conflit en Ukraine met plus que jamais en relief les priorités stratégiques des États du Golfe qui ne convergent pas forcément avec celles de ses puissantes alliées occidentales.

Fatiha DAZI-HÉNI
Chercheuse Golfe – Moyen-Orient

FRAPPES AÉRIENNES

Christopher NEWTON et Colin TUCKER, « [The Efficacy of Airpower in Counterinsurgency](#) », *Security Studies*, 31:2, 2022, p. 218-250.

Dans le cadre de leurs campagnes de contre-terrorisme menées contre de multiples insurrections autour du globe, les États-Unis recourent, depuis plus de vingt ans, et dans une large mesure, à des frappes aériennes. L'utilisation de l'arme aérienne comporte l'avantage de contourner la réticence de l'opinion publique à soutenir le déploiement de troupes au sol dans des pays étrangers. L'efficacité de son utilisation repose ensuite sur l'écart de technologie entre les États-Unis et les groupes terroristes visés, dont le nombre a augmenté à l'échelle globale. L'article de Christopher Newton et Colin Tucker évalue l'efficacité de telles frappes en tant qu'outil de contre-insurrection. Pour ce faire, les auteurs géolocalisent les frappes aériennes américaines et analysent, en se référant à trois bases de données différentes sur les conflits, si ces frappes ont pu avoir une influence sur la fréquence des attaques des groupes insurgés. Les résultats montrent que, sur le long terme, les frappes tendent à réduire la capacité des groupes insurgés à mener des attaques. À plus court terme, en revanche, ces frappes peuvent faire réagir les groupes insurgés quand des victimes civiles sont à déplorer. En d'autres termes, les frappes aériennes ont tendance à susciter des réactions agressives immédiates, mais ceux qui en sont à l'origine ont une capacité de nuisance amoindrie.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

À VENIR

8 novembre : « [International Symposium – The Biden Administration and Strategic Rivalries: What Consequences for Europe?](#) », IRSEM/Sorbonne Nouvelle/GMF (German Marshall Fund of the United States)/*Diplomatie Magazine*, École militaire, amphithéâtre Des Vallières, 9h45-17h. [Registration](#).



This Symposium aims to examine America's strategic stakes in times of crisis and their impact for European partners. The return of the war in Europe and the reinforcement of new great power competition with revisionist Russia and China on multiple theaters questions the resilience of US power. As Midterms elections and domestic politics are under scrutiny the conference will consider the priorities and options for the Biden administration and US Congress beyond 2022, while considering how the upcoming elections might jeopardize the Administration policies. To what extent the US may be pivoting back to Europe as the war in Ukraine seems to be a game changer? How the war has changed the rules of the contest with Russia? How will it shape the future of transatlantic relations? Has the US still the means to have a global Grand Strategy? If not what to expect from US Grand Strategy in Asia-Pacific from a European point of view?

The morning panels will try to provide a first assessment of the Biden administration Foreign Policy choices while focusing on the sustainability of aid, and military support to Ukraine and Europe in the long run. The debates will examine US posture and the perceptions of NATO and the EU to counter Russian threats. The afternoon panels will analyze US and European strategies and assessments with respect to the Indo-Pacific region by comparing the visions that US and EU seek to promote in the

Indo-Pacific region— with regard to diplomacy, influence, military strategy, trade and economics, environmental protection and connectivity. It will explore first the US-China strategic contest in the region and the main issues at stake such as Taiwan tensions and transatlantic cooperation – the expectations of the US towards Asian partners and the opportunities for European allies to engage in the region. As regards strategic partnerships it will explore the initiatives for global digital governance, technological cooperation vs. competition and offer a comparative perspective on US and EU trade strategies and economic frameworks (IPEF vs Global Gateway).

This symposium aims at engaging in a thoughtful transatlantic dialogue by bringing together top-level policymakers, academics, military and diplomatic leaders from Europe, the United States, Canada. These insightful dialogues will help to address immediate and long-range interdependent challenges facing the United States and its European allies.

► **Program.**

10 novembre : Journée d'étude « [Les sports de la Défense : de la cohésion des armées au rayonnement international](#) », IRSEM/CNSD, École militaire, amphithéâtre De Bourcet, 9h-16h30. [Inscription obligatoire](#).



Le sport représente une part fondamentale de la formation du militaire. Outre la question de la préparation physique nécessaire à l'efficacité opérationnelle des armées, il apparaît en effet comme un moyen d'en renforcer la cohésion tout en participant à leur rayonnement international. Le ministère des Armées contribue par ailleurs activement au développement du sport de haut niveau en France, en particulier au travers de l'Armée des champions, dont les athlètes rapportent régulièrement des médailles lors des grandes compétitions internatio-

nales. Le sport motive, rassemble et répare. Au-delà de la notion de performance, la pratique sportive permet par ailleurs de renforcer le lien social entre les militaires, mais aussi entre les armées et la nation.

Cette journée d'étude souhaite établir un état des lieux des différentes problématiques soulevées par les divers usages du sport dans et par les armées. Elle s'inscrit dans le cadre d'un nouveau programme de recherche mené par le domaine « Défense et société » depuis le début de l'année et dont les objectifs sont de proposer l'ouverture d'un chantier innovant dans le domaine de la sociologie militaire et d'inspirer de nouvelles collaborations académiques et institutionnelles entre chercheurs, militaires et décideurs. En faisant intervenir chercheurs, sportifs et militaires, elle se veut un espace de discussion et d'échanges sur les nombreux enjeux institutionnels, sociaux, stratégiques ou encore économiques des sports de la défense, et plus généralement sur le sport comme lieux d'imbrication entre monde civil et militaire.

18 novembre : « [NATO Colloquium: Perceptions of the Strategic Landscape and Technological Implications](#) », IRSEM/Nato Defense College, École militaire, amphithéâtre Des Vallières, 9h-16h30. [Registration](#).



A few months after NATO's Madrid summit and the publication of the NATO 2022 new strategic concept, the Euro atlantic strategic landscape continues to be affected by severe challenges.

NATO's new strategic concept is an updated roadmap for action for NATO and its allies in the decade ahead. It is based on a common and shared understanding of the need for security and stability and it opens up perspectives for joint efforts and actions between the different actors

It is therefore timely to decypher the broad lines and strategic trends of the current environment, its risks and the options to meet the challenges to our global security. This seminar's goal aims at underlining the changes in NATO's course of actions and its response to a strategic landscape in transformation.

To that end a description of the politico strategic landscape analyzed from different perspectives will clarify the ins and outs of the current main thrust of actions and strategic orientations. The seminar will focus on the tech-

nological dimension. It will elaborate on the development of different types of cooperation, referring notably to the complementarity between NATO and the EU and to cooperation with the private sectors/industry in the field of innovation. A reality check will compel us to tackle the issue of constraints vs capabilities sufficiency. The third panel is conceived as a way to explore parameters for changes and possible evolutions of the notion of risks and threats like climate change, new spheres of competition, and new types of hybrid warfare.

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 16\)](#)

COP27, États-Unis, Ethnologie militaire

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 19\)](#)



[À VENIR \(p. 20\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

Au mois de novembre, l'IRSEM a connu un important remaniement de l'équipe de direction.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, directeur de l'IRSEM depuis le 15 juin 2016, a été nommé ambassadeur de France au Vanuatu et aux îles Salomon. Il a quitté son poste le 14 novembre 2022. [Marjorie Vanbaelinghem](#), directrice adjointe depuis septembre 2021, assure l'intérim.



[Julia Grignon](#) succède à Jean-Vincent Holeindre comme directrice scientifique de l'institut. Professeure de la faculté de droit de l'Université Laval (Canada), Julia Grignon est docteure de l'Université de Genève (Suisse). Spécialisée en droit des conflits armés, elle a dirigé un projet de recherche relatif à l'application extraterritoriale

du droit international des droits humains en contexte

d'opérations militaires extérieures. Elle est l'auteure de nombreuses publications dans des revues à comité de lecture ou dans des ouvrages collectifs. À l'Université Laval, elle a cofondé puis codirigé le Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient et codirigé la Clinique de droit international pénal et humanitaire. En plus d'appartenir à plusieurs sociétés savantes, elle a été membre du conseil scientifique de l'IRSEM de 2016 à 2021 et est membre du Comité pour le Concours Jean-Pictet depuis 2008.



[Wendy Ramadan-Alban](#) intègre l'IRSEM au poste de déléguée au développement international et aux relations institutionnelles. Elle a effectué son doctorat en science politique à l'Université de Namur (Belgique) et à l'EHESS dans le cadre d'une cotutelle de thèse. Elle a étudié le persan à l'INALCO ainsi qu'à l'Institut Dehkhodâ basé à Téhéran (Iran), où elle a obtenu, en

2012, un certificat de niveau avancé dans le cadre d'un séjour étudiant annuel. Sa thèse portait sur la grande stratégie de la République islamique d'Iran à travers l'étude des négociations sur le programme nucléaire iranien (2003-2015).

DÉPARTS

L'IRSEM souhaite une bonne continuation à Camille Brugier, chercheuse Chine, et à Thomas Calvo, chercheur Économie de défense ainsi qu'à la professeure Anne-Marie Brady, chercheuse invitée (Université de Canterbury, Nouvelle-Zélande) depuis la rentrée.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Strategic Brief No. 47 – Translation.

« [Saudi Arabia's and the UAE's OPEC+ oil policy emphasizes diverging interests with Western powers](#) », by Fatiha DAZI-HÉNI, 2 p.

The decision by the major Gulf oil-producing states to cut production in the context of OPEC+ has roused the ire of their strategic partners in the West. The United States in particular views the move as an alignment with Russia's policy in Ukraine, while Riyadh and Abu Dhabi claim to be defending their economic interests and choosing a diplomatic balance between West and East.



Strategic Brief No. 48 – Translation.

« [How Does the Party Present its \(Rather Bad\) Economic Results and What it Intends to Do About it](#) », by Camille BRUGIER and Omowumi ALAO, 2 p.

Although China is experiencing a major economic slowdown, the Communist Party's main newspaper, the *People's Daily* (人民日报), has little to say about it. It endorses Zhongnanhai's zero-Covid policy and focuses on investment in infrastructure as a key growth driver, putting an end to speculation on the prospect of a major economic reform in the country.



Brève stratégique n° 49 – 14 novembre.

« [Intimidation des élites et contrôle de la population en Russie](#) », par Victor VIOLIER, 2 p.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, le pouvoir russe se resserre autour des « structures de force » privilégiant une vision répressive des rapports avec la

société. La frange la plus libérale de l'élite cooptée par le pouvoir se retrouve marginalisée à la faveur d'une stratégie d'intimidation, tandis que la population endure un état de guerre qui ne dit pas son nom.



Strategic Brief No. 49 – Translation.

« [Intimidation of the elites and population control in Russia](#) », by Victor VIOLIER, 2 p.

In the context of the war in Ukraine, the Russian power elite is tightening around the “force structures” that favor a repressive vision of relations with society. The most liberal fringe of the elite co-opted by the authorities has been marginalized through a strategy of intimidation, while the population endures a state of war by any other name.



Brève stratégique n° 50 – 18 novembre.

« [South Korea and the Indopacific: A strategic coming of age?](#) », by Marjorie VANBAELINGHEM, 2 p.

While at first sight, South Korea's Indopacific strategy may signal more alignment on the US, it is designed to make the country a pivotal power. Political will allowing, the “elasticity” of the Indopacific concept will enable South Korea to upgrade its survival diplomacy to a more assertive, comprehensive strategic approach, beyond the tête-à-tête with China or with the US over North Korea.



Note de recherche n° 132 – 23 novembre.

« [Mali kura, Mali fanga – La trajectoire politique du Mali sous domination militaire](#) », par Maxime RICARD, 23 p.

Comment s'est construite la domination militaire au Mali à la suite des coups d'État de 2020 et 2021 ? Quelles reconfigurations des relations civilo-militaires a-t-elle entraînées ? Quels sont les effets de ces changements politiques sur les économies de la violence au Sahel ? Au-delà de la contingence du régime d'Ibrahim Boubacar Keïta, les désillusions nées des promesses non tenues de l'ouverture démocratique post-1991 sont à l'œuvre. Des ordres de violence entretenus par les logiques (contre-)insurrectionnelles se sont aggravés, dix ans après le coup de 2012. Cet

état de fait permet de comprendre le soutien populaire aux coups d'État de 2020 et 2021, reposant sur l'espérance du *Mali Kura*, le nouveau Mali. La rhétorique du pouvoir guerrier du *Mali Fanga* mis en place par la transition militaire, bénéficiant d'une présomption d'efficacité, traduit ce choix de réponse aux crises maliennes. Les résultats actuels se résument à une fuite en avant autoritaire, une exacerbation des économies et ordres de violence, et un tournant stratégique pariant sur l'impopularité de l'intervention française. La « guerre contre le terrorisme » menée depuis dix ans au Sahel a des effets durables, participant au développement des ordres de violence. Dans une logique de surenchère, la transition malienne reçoit le soutien russe via la société militaire privée Wagner, accompagnant cette volonté martiale. Cette trajectoire interroge sur l'ordre socio-politique malien, la volonté d'une résolution des conflits et la configuration du pouvoir au Mali à long terme.



Étude n° 100 – 28 novembre.

« [La stratégie multisectorielle turque en Libye : Porte d'entrée en Méditerranée orientale et en Afrique](#) », par Sümbül KAYA, 68 p.

En proie à des crises permanentes depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, et avec sa situation sécuritaire et politique extrêmement fragile, la Libye devient un champ de luttes de pouvoir et d'influence de différents acteurs non seulement nationaux, mais aussi étrangers. La Turquie n'est pas en reste, et adopte pour cela une stratégie d'investissements diversifiés, essentiellement dans les secteurs militaire, économique, politique, social et éducatif qui vise à faire d'Ankara, une fois le conflit réglé, un acteur dominant. Parallèlement à ses investissements, la Turquie possède une vision précise d'un projet de *state-building* au service d'une économie prospère qu'il convient de détailler. Quelles sont sur le terrain les modalités d'action de la Turquie dans sa quête d'hégémonie en Libye ? Comment se positionne-t-elle dans la recomposition des forces en Libye ?



Brève stratégique n° 51 – 29 novembre.

« [La revue de posture nucléaire américaine 2022](#) », par Tiphaine de CHAMPCHESNEL, 2 p.

La revue de posture nucléaire (NPR), rendue publique par l'administration Biden, réaffirme le rôle fondamental

des armes nucléaires, tout en marquant une volonté de le réduire. L'accent est mis sur une plus grande intégration de l'ensemble des moyens, nucléaires et non nucléaires. La modernisation de l'arsenal est présentée comme une nécessité et même une urgence.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 176 – 1^{er} novembre.

« [La nation ukrainienne face à la guerre](#) », avec Alexandra GOUJON et Alexandre JUBELIN, 1 h 18.

Alexandra Goujon, maîtresse de conférences à l'Université de Bourgogne, est l'autrice de *L'Ukraine, de l'indépendance à la guerre* (Le Cavalier bleu, 2021).

- 3:00 Le mythe d'une origine commune avec la Russie.
- 13:00 Les grandes famines.
- 19:30 L'Ukraine et la Seconde Guerre mondiale.
- 28:30 Une nation divisée ?
- 44:00 L'impact politique de la guerre depuis 2014.
- 57:00 L'invasion russe et ses effets sur la politique ukrainienne.
- 1:02:30 Le rôle de la Biélorussie.
- 1:10:00 Les perspectives de réintégration des territoires occupés.



Épisode 177 – 8 novembre.

« [Faire la guerre par l'économie](#) », avec Agathe DEMARAIS et Alexandre JUBELIN, 1 h 14.

Agathe Demarais, directrice des prévisions mondiales de l'Economist Intelligence Unit, est l'autrice de *Backfire* (Columbia University Press).

- 2:00 La longue histoire des sanctions économiques.
- 11:30 L'ère des sanctions financières : Corée du Nord, Iran, Russie.
- 29:00 Les mécanismes de sanctions.
- 38:15 Limites et effets paradoxaux des sanctions.
- 52:30 Critères d'efficacité des sanctions.
- 1:00:30 Les sanctions et la Russie.



Dans le viseur #46 – 11 novembre.

« [Interception de pick-up en hélicoptère](#) », avec le commandant ARTHUR, 28 mn.

Le commandant Arthur de l'École de guerre-Terre, chef de bord sur un Cougar de l'ALAT, raconte le perfectionnement et le test d'une technique d'interception, avec des commandos montagne dans le désert.



Épisode 178 – 15 novembre.

« [Mali : coups et surcoups d'État sur un air de Wagner](#) », avec Wassim NASR, Maxime AUDINET et Alexandre JUBELIN, 1 h 26.

Wassim Nasr, journaliste à France 24, est l'auteur de *L'État islamique, le fait accompli* (Plon, 2016) ; Maxime Audinet, chercheur Lutte informationnelle et stratégies d'influence à l'IRSEM, est l'auteur de *Russia Today (RT), un média d'influence* (INA, 2022).

- 6:00 Le Mali et la lutte contre les groupes armés terroristes depuis 2020.
- 15:00 L'intérêt croissant de la Russie et de Wagner pour le Mali.
- 30:00 L'efficacité opérationnelle.
- 38:00 La mise en place d'une offensive informationnelle russe et l'affaire de Gossi.
- 1:01:00 Les convergences régionales.
- 1:08:00 L'influence du conflit ukrainien.
- 1:15:00 Les perspectives de long terme.



Épisode 179 – 18 novembre.

« [Tensions électriques en Ukraine : Les armes à l'épreuve de la guerre d'Ukraine #9](#) », avec Angélique PALLE et Alexandre JUBELIN, 31 mn.

[Angélique Palle](#) est chercheuse Énergies et matières premières à l'IRSEM.

Quelques jours après la sixième vague d'attaques russes contre les infrastructures électriques ukrainiennes, Angélique Palle fait le point sur ce mode d'action russe et la résilience ukrainienne.



Épisode 180 – 22 novembre.

« [L'Asie centrale, toujours sous influence russe ?](#) », avec le colonel Stéphane SAMARAN et Alexandre JUBELIN, 1 h 11.

Le colonel [Stéphane Samaran](#) est le directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines » de l'IRSEM.

- 3:30 La conquête et l'intégration par l'URSS.
- 15:00 Le problème de dissymétrie des ressources.
- 20:30 La gestion de l'Asie centrale au temps de l'URSS puis de sa dislocation.
- 36:30 Les manifestations au Kazakhstan et l'intervention russe.
- 45:30 L'Asie centrale face aux guerres russes depuis 2008.
- 1:03:30 Vers une émancipation de l'influence russe ?



Épisode 181 – 29 novembre.

« [Quelle est la stratégie de la France ?](#) », avec Élie TENENBAUM, Tara VARMA, Isabelle DUFOUR et Alexandre JUBELIN, 1 h 45.

Élie Tenenbaum est directeur du centre des études de sécurité de l'IFRI ; Tara Varma est directrice du bureau Paris de l'ECFR et Isabelle Dufour, directrice des études d'Eurocrise.

- 5:00 L'exercice de la revue stratégique, son périmètre et ses objectifs.
- 28:30 Les menaces et les défis à relever.
- 44:00 Passage en revue des objectifs stratégiques.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) ! Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et irsem.fr.

ÉVÉNEMENTS

8 novembre : Colloque international « The Biden Administration and Strategic Rivalries: What Consequences for Europe? », IRSEM/Sorbonne Nouvelle/GMF (German Marshall Fund of the United States)/Diplomatie Magazine.



Le 8 novembre, à l'occasion des élections de mi-mandat aux États-Unis, un colloque international s'est tenu en anglais à l'École militaire avec pour thème « The Biden Administration and Strategic Rivalries: What consequences for Europe? ». Organisé par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Espace euratlantique-Russie », cette journée de dialogues transatlantiques réunissant des experts français, américains, britanniques et canadiens, avait pour objectif d'examiner l'évolution de la posture américaine face aux crises internationales et ses conséquences sur les relations avec leurs alliés européens dans un contexte exacerbé de compétitions de puissances avec la Chine et la Russie.

La première table ronde, présidée par Frédéric Heurtebize (Université Paris Nanterre), a proposé une discussion avec Maya Kandel (Sorbonne), Gary Schmitt (AEI) et Pierre Bourgois (UCA) sur l'impact des enjeux de politique intérieure sur la politique extérieure américaine depuis l'élection de Joe Biden. Le panel s'est interrogé de manière opportune sur les enjeux des élections de mi-mandat et les priorités de l'agenda stratégique américain. Un premier bilan des choix de politique étrangère de l'Administration Biden a fait apparaître à date un consensus dans la classe politique américaine, notamment depuis l'éclatement du conflit en Ukraine qui a éclipsé le retrait difficile des troupes américaines d'Afghanistan. Des recompositions partisans et intra-partisans au Congrès, divisé entre interventionnistes et néo-isolationnistes, seront à surveiller à l'horizon 2024.

Le second panel, présidé par Emmanuel Dreyfus et Martin Quencez (GMF Paris), traitait des conséquences de la guerre en Ukraine sur les relations entre la Russie et les États-Unis, les perceptions de l'OTAN et de l'UE face aux menaces russes. Martin Quencez (GMF Paris) s'est montré optimiste à propos de la coopération en matière de sécurité entre l'UE et les États-Unis ; il a également salué la meilleure répartition des tâches entre l'UE et l'OTAN depuis le début du conflit. Michael Kimmage (American Catholic University) a nuancé ce point de vue en présentant les trois défis qui, selon lui, pèsent sur les relations transatlantiques : les élections de mi-mandat, le probable retour de Donald Trump et l'ambiguïté de l'UE. Enfin, Mathieu Boulègue (expert indépendant) a offert un contrepoint averti et des recommandations bienvenues pour le futur des relations entre les États-Unis, l'UE et la Russie.

Durant le troisième panel consacré à la compétition stratégique États-Unis – Chine et le théâtre indopacifique et présidé par Antoine Bondaz (FRS), Zack Cooper (American Enterprise Institute) a analysé la rivalité existant entre les deux pays dans l'Indo-Pacifique en insistant sur leur capacité à imposer ou non des normes dans les domaines de la sécurité, de l'économie, de la technologie et de la gouvernance mondiale, que ce soit à travers les organisations multilatérales ou des coalitions *ad hoc*. Pour ces deux experts, la priorité stratégique de l'ère Biden consiste avant tout à dépasser la Chine en la prenant de vitesse dans la course aux nouvelles technologies. Tandis qu'Antoine Bondaz a insisté sur le point de vue chinois et a observé le manque de cohérence entre les ambitions de l'Union européenne en Indopacifique et ses actions, Pierre Haroche (Queen Mary University) a avancé la difficulté de faire comprendre aux décideurs la nécessité de déconnecter les zones de responsabilité des alliés (entre le Pacifique Sud et l'Océanie par exemple) et les secteurs, ce qui a permis un débat sur le rôle que pourrait jouer l'OTAN et l'UE en Indopacifique. Les panélistes ont conclu que les Européens pourraient jouer un rôle complémentaire et devenir des partenaires de choix dans la zone indopacifique dans les années à venir.

Enfin, le dernier panel, présidé par Jean-Baptiste Velut (Sorbonne Nouvelle), était consacré aux enjeux de la politique commerciale des États-Unis dans le contexte de compétition stratégique vis-à-vis de la Chine. Tandis que Stéphane Paquin (ENAP) a mis en exergue les différentes implications du nationalisme économique exercé par les deux pays dans le domaine du commerce et l'impact sur les chaînes de valeurs mondiales, Sandra Polaski (Boston University) s'est concentrée sur les impulsions de cette

nouvelle politique, focalisée sur les travailleurs, le nationalisme économique et la compétition stratégique avec la Chine. Enfin, Mona Paulsen (London School of Economics) a analysé l'approche américaine visant à utiliser la clause de « sécurité nationale » dans le cadre de l'OMC pour appliquer des mesures restrictives dans les échanges commerciaux ; son propos a invité à revenir aux fondements et principes de l'OMC reposant sur la transparence et la sécurité pour les échanges commerciaux.

Marie FAUTRAD
Assistante de recherche

8 novembre : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Mardi 8 novembre 2022 s'est tenu le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, modéré par la directrice scientifique de l'institut, le professeur [Julia Grignon](#). Dans une première partie, Charlotte Escorne, doctorante à l'Institut français de géopolitique de l'Université Paris 8, y a présenté sa thèse « Analyse géopolitique du réseau 5G en Afrique de l'Ouest francophone : étude de cas du Sénégal et de la Côte d'Ivoire ».

La recherche s'articule autour de la question suivante : « Dans quelle mesure l'arrivée de la 5G en Afrique de l'Ouest et la position importante occupée par les acteurs chinois dans le numérique constituent un risque pour la conduite des intérêts français sur ce territoire ? » La doctorante a commencé par exposer les intérêts de développement que pourrait représenter la 5G pour ce territoire marqué par de nombreux problèmes d'infrastructures et d'inégalités d'accès au réseau internet. Elle a ensuite explicité le choix du Sénégal et de la Côte d'Ivoire pour son étude de cas, en raison de liens avec la France encore étroits, et de plans de développement numérique similaires, en dépit d'une situation économique et d'une stabilité politique différentes. De plus, le cyberspace en Afrique de l'Ouest fait l'objet de tensions géopolitiques

entre grandes puissances, dues à une forte concurrence économique avec la montée de l'influence chinoise dans la région. Enfin, la doctorante a interrogé la pertinence de l'analyse géopolitique telle qu'elle est pensée par Yves Lacoste dans le cadre de ses travaux, à travers l'analyse des représentations, des intérêts et des stratégies adoptées par les acteurs parties prenantes de ce conflit territorialisé.

La présentation a fait l'objet d'une discussion avec [Maxime Ricard](#), chercheur Afrique de l'Ouest à l'IRSEM, et [Camille Brugier](#), chercheuse Chine. Ils ont interrogé l'incompatibilité relative des intérêts stratégiques français et de la stratégie chinoise, et discuté de questions d'ordre méthodologique et de formalisation.

Dans une seconde partie, le colonel [Stéphan Samaran](#), directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines », a exposé ce que signifie être un militaire et, avec d'autres chercheurs de l'Institut, discuté de la manière d'interagir lors d'un terrain pour la recherche en milieu militaire.

Romane REYNAUD
Assistante de recherche

9 novembre : Visite de Rory MEDCALF, directeur du National Security College à l'Université nationale australienne.



Le 9 novembre, [Marjorie Vanbaelinghem](#), directrice par intérim de l'IRSEM, a reçu Rory Medcalf, directeur du National Security College à l'Université nationale australienne.

Ancien diplomate et analyste pour les services de renseignement australiens, Rory Medcalf a joué un rôle de premier plan dans le développement des relations de l'Australie avec l'Inde. Il a été reconnu comme un leader d'opinion au niveau international pour son travail sur le concept indo-pacifique de l'environnement stratégique

asiatique, tel qu'il est exposé dans son livre *Contest for the Indo-Pacific* publié en 2020 (publié internationalement sous le titre *Indo-Pacific Empire*).

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des missions de l'IRSEM d'échanger avec la communauté scientifique ainsi qu'avec ses homologues étrangers afin d'enrichir et de nourrir le débat public sur les questions de défense et de sécurité.

9 novembre : Wargame Red Dragon Rising, DGRIS/IRSEM.

Dans le cadre du mandat DGRIS-IRSEM visant à développer le volet POLMIL du wargaming, les représentants des deux organismes se sont affrontés mercredi 9 novembre sur le jeu de plateau « Red Dragon Rising ». Cette première séance avait pour objectif la familiarisation avec les techniques de jeu. Elle sera suivie par une deuxième séance en décembre sur un autre jeu, avec l'intention de réfléchir sur un futur scénario autour de Taïwan.

10 novembre : Journée d'étude « Les sports de la défense : de la cohésion des armées au rayonnement international », IRSEM/CNSD.



Le 10 novembre, sous la coordination du domaine « Défense et société », l'IRSEM a accueilli une journée d'étude sur les « Sports de la Défense ». À l'aune des Jeux olympiques et paralympiques de 2024, cette journée a permis d'établir un panorama des enjeux soulevés par le sport dans le monde militaire. Les échanges s'inscrivent dans la continuité du programme des sports de la défense amorcé par [Camille Boutron](#) et la CNE [Camille Trotoux](#) en décembre 2021. Une dynamique de recherche pluridisciplinaire qui souhaite créer une synergie entre praticiens et chercheurs.

Un premier temps a été consacré au « Sport au service de la préparation physique et opérationnelle du militaire ». La CDT Marie Marchal (CNSD), Marguerite Déon (doctorante RIS/EHESS) et la CNE Océane Paul (escadron de

protection Saint-Dizier, EFM Boxe), avec la modération de la CNE Camille Trotoux (IRSEM), ont échangé sur la place du sport dans la formation et le quotidien des militaires. En abordant le corps, dans sa transformation, et sa mise au service du militaire, les panélistes ont dressé un état des lieux de la préparation physique, pédagogique, opérationnelle et psychologique des moniteurs d'entraînement physique militaire et sportif (EPMS) au Centre national des sports de la défense (CNSD). De surcroît, les intervenantes ont commenté les dispositifs de discrimination positive dans les sports de la défense.

La journée d'étude s'est poursuivie avec un panel sur « Le sport pour se reconstruire », dans le cadre de la prise en charge des militaires blessés. Les panélistes, le CNE Erwan Lebrun (CNSD, chef DBMS), l'ADJ Stéphane Costrowa (CNSD, référent pour formation cadres spécialisés EPMS) et Arnaud Daviré (Université Gustave Eiffel), avec la modération de Axel Augé (CREC Saint-Cyr), ont apporté des éléments de réponse sur la notion de blessé physique et psychique. Pour accompagner ces derniers, l'armée met à leur disposition des dispositifs spécifiques via les cellules d'aide ou le département blessés militaires et sport (DBMS). Dès lors, le sport permet aux militaires de prendre conscience qu'ils sont « handi-capables ».

Le troisième temps de cette journée a été consacré au « Sport pour tous et au renforcement du lien armée-nation ». En sa qualité de modérateur et de sociologue, Jean-Paul Callède (MSHA) a formulé des propos liminaires sur l'impact territorial de la Fédération des clubs de la défense (FCD) et du programme « Sport pour tous ». Un propos complété par les panélistes, Sylvain Moura (Observatoire économique de la Défense) et la GBR Anne-Cécile Ortemann (présidente FCD). Les infrastructures proposées par la FCD permettent, entre autres, le désengorgement des équipements civils et participent à l'activité économique des bassins de vie. Les 430 clubs de la Défense constituent ainsi l'épicentre des rencontres civilo-militaires.

Le panel suivant, modéré par [Florian Opillard](#) (IRSEM), a abordé le « Rayonnement et le soutien au sport de haut niveau français » du ministère des Armées, avec les éclairages de membres de l'Armée des champions, le MDL Christophe Patte et la CAL Marie Oteiza (pentathlon moderne), accompagnés de la sociologue Lucie Forté (CRESCO, Toulouse III) et du commandant du bataillon (BJ) de Joinville, le CDT Sentagne. Véritable « fabrique de champions », le BJ est un environnement social et territorial qui favorise le développement d'un projet de performance. En contrepartie de cet accompagnement, les athlètes remplissent une mission de représentativité. « User de son corps sans jamais l'user », telle est la devise

du champion et du combattant, dont la construction requiert discipline, dépassement de soi et cohésion.

La dernière table ronde, modérée par Camille Boutron (IRSEM), s'est intéressée aux sports équestres militaires. Les intervenants, le LCL Duprez (CNSD – École militaire d'équitation), Patrice Régnier (UCO – BS), l'ADC Schuurman (section équestre d'Angers), et le LCL Payment (chef des sports équestres militaires), ont dressé un état des lieux sur « Les sports équestres militaires : une spécificité française ? ». Ceux-ci participent de l'aguerrissement, de la reconstruction des combattants, mais aussi de leur renommée olympique et de leur intégration civile. Leur rayonnement est le fruit du travail et de l'expertise des hommes et des femmes en kaki, présents à différents niveaux de l'armée française.

Les échanges se sont conclus par les mots du GBR Arnaud Dupuy de la Grandrive, commissaire en chef des sports de la défense. Composante majeure des forces morales et physiques d'une armée, le sport est essentiel à l'évolution du « vivant combattant », à la façon de l'envisager, de le préparer et de l'entretenir.

Anouk AMPE
Assistante de recherche

14 novembre : Séminaire « Conflits et économie de défense », avec Matteo NERI-LAINÉ.

Le 14 novembre a eu lieu le séminaire hybride « Conflits et économie de défense », organisé par Thomas Calvo, chercheur Économie de défense (IRSEM). L'invité, Matteo Neri-Lainé, doctorant à l'Université Paris-Dauphine, a présenté un travail sur le rôle des alliances militaires sur le commerce international (*Sovereign Gravity: The Military Alliances' Effect on Trade*), qui a été discuté par Mathieu Crozet, professeur d'économie à l'Université Paris-Saclay.

14 novembre : Rencontre avec Hisham AL-OMEISY, conseiller pour le Yémen auprès de l'European Institute of Peace.



Le 14 novembre, dans le cadre de son séjour comme Personnalité d'avenir du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Hisham Al-Omeisy est venu rencontrer plusieurs chercheurs de l'IRSEM pour échanger sur son parcours à la fois en tant qu'opposant politique au Yémen et comme analyste politique investi pour améliorer la gouvernance du Yémen. Après avoir exposé en détail les origines du conflit au Yémen, les enjeux politiques et sociaux qui le déterminent, ainsi que le rôle des puissances extérieures dans la guerre, M. Al-Omeisy a présenté certains de ses travaux comme expert. En tant que membre de l'European Institute of Peace, M. Al-Omeisy a contribué à la réalisation d'un rapport visant à identifier les besoins de la population yéménite, et les moyens politiques les plus appropriés pour répondre à ces besoins dans un contexte de guerre fortement destructrice. Cette étude, conduite auprès de plus de 16 000 personnes dans 36 districts du pays, a pu proposer des solutions de sortie de crise en permettant à la population de satisfaire aux besoins qu'elle juge les plus importants et d'organiser une gouvernance du pays qui prenne en compte les aspirations du peuple pour restaurer la confiance que les habitants peuvent porter à leur appareil politique et ainsi rendre les mesures entreprises plus efficaces.

16 novembre : Visite d'une délégation du Centre for Contemporary China Studies (CCCS) du ministère des Affaires étrangères indien.



Le 16 novembre 2022, l'IRSEM a reçu une délégation du Centre for Contemporary China Studies (CCCS), un think-tank affilié au ministère des Affaires étrangères indien.

Des chercheurs de l'IRSEM ont participé à cette rencontre, à laquelle se sont également associés des collègues de la DGRIS. Ils ont échangé avec leurs interlocuteurs indiens sur une série de questions relatives aux études chinoises contemporaines et à certains sujets d'actualité, de l'impact de la guerre en Ukraine sur la relation à la Chine, aux aspects technologiques de l'évolution militaire chinoise, en passant par l'évolution de la posture française et européenne au regard de la Chine. La relation bilatérale sino-indienne a également été abordée.

L'Inde est l'un des partenaires stratégiques de la France. À ce titre, l'IRSEM a développé ses échanges avec le milieu stratégique et de défense indien. L'IRSEM a ainsi conclu, en 2022, un partenariat avec le Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses (MP-IDSA).

18 novembre : « NATO Colloquium: Perceptions of the Strategic Landscape and Technological Implications », IRSEM/Nato Defense College.



Dans le cadre du partenariat de l'IRSEM avec le Collège de Défense de l'OTAN, le colloque annuel conjoint organisé, le 18 novembre, à l'École militaire, a eu pour thème les « perceptions du paysage stratégique et leurs implications technologiques ».

Des intervenants aux profils diversifiés (milieu académique de la zone euro-atlantique, think tanks, représentants de l'OTAN et experts nationaux) ont présenté leur analyse.

Les orateurs de la première table ronde ont décrit un paysage stratégique caractérisé par une grande fragilité. Benedetta Berti, responsable du bureau d'analyse de politique générale auprès du secrétaire général de l'OTAN, a expliqué que les violations des règles du système de sécurité internationale, le recours par la Russie aux moyens militaires et non militaires, et le comportement de la République populaire de Chine, compétiteur systémique, conduisent l'OTAN à renforcer la dissuasion et la défense dans sa dimension multi-domaine, à adapter sa gestion de crises et ses partenariats. Gésine Weber (GMF) a souligné les caractéristiques et les intérêts des pays européens : rôle actif de l'Allemagne en matière de défense territoriale ; promotion de la haute intensité, de l'autonomie stratégique européenne et du rôle de puissance d'équilibre pour la France ; intérêt britannique à rejoindre le programme européen de mobilité militaire. Le professeur Hall Gardner (American University of Paris) a prôné un approfondissement des relations entre les États-Unis et l'Europe, notamment pour renforcer l'ordre international fondé sur le respect des règles. Il s'est fait l'avocat de la création d'un Conseil transatlantique et d'une plus grande autonomie de l'Union européenne.

Camille Grand, secrétaire général délégué de l'OTAN pour les investissements de défense pendant 6 ans, a rappelé l'importance de tirer enseignement des caractéristiques du conflit en Ukraine (extrême violence du conflit, pertes sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale, rôle des sociétés privées comme Microsoft) pour identifier et définir les besoins de transformation du dispositif de force de l'OTAN, investir dans la préparation aux opérations multi-domaines et dans l'intelligence artificielle et conserver une avance technologique.

L'analyse relative aux enjeux technologiques a mis en valeur des aspects de la complémentarité technologique OTAN/UE, le traitement de l'innovation, l'identification d'incitatifs pour favoriser les interactions entre les acteurs de la R&D, les fournisseurs d'infrastructures et de services informatiques et les utilisateurs en créant une boucle d'information vertueuse sans édifier de nouvelles structures (Antonio Calcara, Univ. d'Anvers). Andrea Gilli (Nato Defense College) a défendu l'idée selon laquelle l'innovation ne relève pas de technologies nouvelles mais d'alliances industrielles, même si les questions de propriété intellectuelle et industrielle, voire de souveraineté des États, et d'absence, en Europe, de culture de prise de risques, rendent malaisé le partage de la connaissance. Dans le domaine de l'intelligence artificielle, Lucie Liversain (École polytechnique) a mis l'accent sur la nécessité de développer des coopérations avec des acteurs non traditionnels et/ou non institutionnels, d'introduire plus de rapidité et de flexibilité dans l'adoption de nouvelles technologies et d'avoir une démarche mieux centrée autour des utilisateurs. Elle recommande de récompenser la prise de risques.

La troisième table ronde sur les options possibles d'évolution a montré que les conséquences globales du changement climatique conduisent à aller au-delà de la grille de lecture stratégique, car il générera des crises aiguës sur la totalité du spectre d'activités humaines. Le professeur Charbonneau (Univ. Montréal) défend l'idée d'une prise en compte rapide de la transition énergétique. Marek Madej (Univ. de Varsovie) a relativisé les risques représentés, à court terme, par les armes hypersoniques et la militarisation de l'espace extra atmosphérique. Pour le commandant Morbach (German cyber and info domain service), la guerre hybride a existé de tout temps mais son évolution technique nécessite des adaptations technologiques et une volonté individuelle de la lutter contre la « bulle de filtre ».

Vous retrouverez [ces exposés et les questions/réponses](#) très riches en informations sur YouTube.

30 novembre : Séminaire « Sahel ».

Tous les six mois, l'IRSEM organise un séminaire fermé sur le Sahel, règle Chatham House. Il réunit une quinzaine de chercheurs et acteurs de terrain spécialistes du Sahel, civils et militaires du MINARM, du MEAE et de plusieurs institutions, pour analyser le contexte sahélien et la stratégie française au Sahel. L'objectif est de prendre le pouls du terrain et des analyses en cours ainsi que de confronter les points de vue, pour en tirer des enseignements. Dix ans après le début de la crise au Mali et à la suite de plusieurs coups d'État au Mali et au Burkina Faso depuis 2020, les économies de la violence au Sahel se sont ainsi considérablement aggravées depuis plusieurs années. Il y a dans une grande partie de la population une présomption d'efficacité des militaires à répondre aux crises multiples des sociétés sahéliennes, mais la situation sécuritaire au Mali et au Burkina Faso continue de se détériorer, dans un contexte de compétition stratégique. Ce séminaire a permis de réaliser le bilan des six derniers mois et de formuler des pistes de stratégie.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS

**Maxime AUDINET**

- Intervention : « Quelle influence pour la Russie dans l'espace informationnel ? Le cas du réseau transnational RT », séminaire EURUS, Centre Roland Mousnier (CNRS), Sorbonne Université, 7 novembre 2022.
- Intervention : « L'influence informationnelle de la Russie par ses contenus : le cas de l'Afrique subsaharienne francophone », à la session « Médias et influences étatiques » du colloque CMCL 2022 « Appréhender les espaces publics à la lumière des discours et pratiques médiatiques : le cas de l'Afrique », 29 novembre 2022.
- Podcast : avec Wassim Nasr, « [Mali : coups et surcoups d'État sur un air de Wagner](#) », Le Collimateur, 15 novembre 2022.
- Entretien : « [La Russie cherche à attiser l'hostilité contre la France en Afrique](#) », *La Croix*, 10 novembre 2022.
- Interview : « [Russia Today : un média au service de l'État russe](#) », Fréquence Protestante, 17 novembre 2022.

**Élie BARANETS**

- Organisation de la rencontre avec Hisham Al-Omeisy dans le cadre de son séjour comme Personnalité d'avenir du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 14 novembre 2022.

**Camille BOUTRON**

- Organisation avec Camille Troutoux de la Journée d'étude « Les sports de la défense : de la cohésion des armées au rayonnement international », et modération d'une table ronde portant sur les sports équestres militaires, IRSEM/CNSD, École militaire, 10 novembre 2022.
- Participation à une table ronde organisée dans le cadre du 2^e Congrès de la Chasse sur le thème de « l'esprit chasse au travers des générations », Musée de l'Air et de l'Espace du Bourget, 18 novembre 2022.

**Camille BRUGIER**

- Publication : avec Omowumi Alao, « [How Does the Party Present its \(Rather Bad\) Economic Results and What it Intends to Do About it](#) », Strategic Brief 48, IRSEM, 3 novembre 2022. [Traduction de la Brève stratégique 48, parue le 21 octobre 2022.]
- Intervention sur le thème « La Chine : entre opportunité et menace », à l'Université populaire d'Arcueil, Espace municipal d'Arcueil, 7 novembre 2022.
- Discussion des travaux de Charlotte Escorne sur le déploiement de la technologie 5G sur le continent africain, Séminaire Jeunes Chercheurs organisé par la directrice scientifique de l'IRSEM Julia Grignon, 8 novembre 2022.
- Discussion du nouveau livre de Tim Rühlig, *China's Foreign Policy Contradictions: Lessons from China's R2P, Hong Kong, and WTO Policy*, avec Juliette Genevaz, INALCO, 30 novembre 2022.

**Thomas CALVO**

- Organisation du séminaire « Conflits et économie de défense », avec Matteo Neri-Lainé, IRSEM, École militaire, 14 novembre 2022.

**Tiphaine de CHAMPCHESNEL**

- Publication : « [La revue de posture nucléaire américaine 2022](#) », Brève stratégique 51, IRSEM, 29 novembre 2022.

**Fatiha DAZI-HÉNI**

- Publication : « [Saudi Arabia's and the UAE's OPEC+ oil policy emphasizes diverging interests with Western powers](#) », Strategic Brief 47, IRSEM, 2 novembre 2022. [Traduction de la Brève stratégique 47, parue le 20 octobre 2022.]

- Participation au panel « Competitive multipolarity and the Russian invasion of Ukraine amid a regional 'strategic pause': a push forward unity or fragmentation? », séminaire fermé (Chatham House rule), « Middle East Security Dialogue led by Women », European Council on Foreign Relations, Istanbul, 2 et 3 novembre 2022.
- Participation aux échanges avec Hisham Al-Omeisy (PA du MEAE), conseiller Yémen à l'European Institute of Peace (Bruxelles), sur la guerre au Yémen et les perspectives de sortie du conflit, 14 novembre 2022.
- Participation à la réunion de la délégation indienne du CCCS (Centre for Contemporary China Studies), 16 novembre 2022.
- Réunion CAPS autour du directeur de l'Institut internationales d'études iraniennes (Rasanah), sur l'impact des événements en Iran et de l'impasse sur le nucléaire en Arabie saoudite, 23 novembre 2022.
- Participation au documentaire « [Le monde en face – Qatar : Au pays des mille et une ruses](#) » diffusé une première fois sur France 5, le 13 novembre 2022, et en multidiffusion sur les chaînes publiques.
- Interview sur la politique gazière du Qatar, TSF Jazz, diffusée plusieurs fois le 14 novembre 2022.
- Interview sur le soft power qatari, RFI, 20 novembre 2022.



Clément DESHAYES

- Cité par Célian Macé dans « Au Soudan, un accord au bout du tunnel ? », *Libération*, 26 novembre 2022.



Julia GRIGNON

- Conférencière invitée : « Le droit international humanitaire face à la situation en Ukraine », Journée d'étude « [Guerre en Ukraine, négation et rebond des valeurs européennes ?](#) », Chaire Jean Monnet en intégration européenne de l'Université Laval, 2 novembre 2022.
- Entretien : « Comment se définissent les crimes de guerre », propos recueillis par Nathanaël Charbonnier, diffusés au journal de 18h, France Inter, 7 novembre 2022.

- Experte invitée : Workshop « Compliance with International Humanitarian Law in the development and use of Autonomous Weapon System », SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), 10-11 novembre 2022.
- Conférencière invitée : « La qualification juridique du conflit depuis 2014 et les enjeux liés relatifs à la conduite des hostilités », Les rendez-vous du droit, Guerre en Ukraine : Premier retex juridique, Direction des Affaires juridiques du ministère des Armées, 17 novembre 2022.



Béatrice HAINAUT

- Participation au séminaire « France-Allemagne-Europe : comment réinventer la politique spatiale ? » organisé par la Fondation Robert Schuman et la Joint European Disruptive Initiative (JEDI), 10 novembre 2022.



Édouard JOLLY

- Invité de l'émission LCI Midi, présentée par Christophe Moulin et Anne Seften, LCI, 7 novembre, [8 novembre](#) et [23 novembre 2022](#).
- Participation à l'atelier wargaming DGRIS/IRSEM *Red Dragon Rising*, animé par Antoine Bourguilleau, IRSEM, 9 novembre 2022.
- Interviewé par Julie Pietri du service étranger de Radio France pour les journaux de 8h sur France culture et 13h sur France Inter, 10 novembre 2022.
- Invité de la matinale d'Aurélien Accart, « [L'Ukraine a repris Kherson mais la ville reste coupée du monde](#) », France info radio, 14 novembre 2022.
- Participation à l'enquête de la cellule vidéo du journal *Le Monde* réalisée par Liselotte Mas et Elsa Longueville, « [Comment les stocks d'armes et de munitions de la Russie ont été sévèrement entamés par des attaques ciblées ukrainiennes](#) », *Le Monde*, 17 novembre 2022.
- Invité de l'émission le Club de l'info, présenté par Marie-Aline Meliyi, LCI, 19 novembre 2022.
- Entretien avec Sophie Dougnac, « [La guerre en Ukraine ne va pas s'arrêter demain](#) », *L'Est Républicain*, 22 novembre 2022.

- Entretien avec des chercheuses du Totalförsvarets forskningsinstitut (FOI, Swedish Defence Research Agency) sur les missions des armées françaises et leur avenir, Ambassade de Suède, 22 novembre 2022.

- Conférence : « [Philosophie de la guerre : le conflit en Ukraine à l'épreuve de la raison](#) », Pavillon des Sciences, Montbéliard, 29 novembre 2022.



Sümbül KAYA

- Participation au séminaire « Approches plurielles de l'action publique », École nationale des travaux publics et IEP de Lyon, 14 novembre 2022.

- Publication : « [La stratégie multisectorielle turque en Libye : Porte d'entrée en Méditerranée orientale et en Afrique](#) », Étude 100, IRSEM, 28 novembre 2022.



Céline MARANGÉ

- Présentation : « Scenarios for the outcome of the war in Ukraine and security and defense issues in Europe: A French perspective » au Forum européen de Vienne organisé par l'Institut autrichien pour la politique européenne et de sécurité sur le thème « Europe's global role following Russia's war against Ukraine », ainsi qu'au panel d'experts réunis par sa directrice Velina Tchakarova, 4 novembre 2022.

- Conférence : « Les stratégies militaires russes : de la guerre froide aux engagements actuels », CPCO, 10 novembre 2022.

- Participation au quatrième forum international pour une Ukraine européenne qui rassemblait des organisations de la société civile ukrainienne à Berlin, les 15 et 16 novembre 2022. Présentation : « Russia's strategy in Europe, in particular its attempts to pressure European societies through economic ties and energy dependency » à la table ronde intitulée « Russia's disruptive influence on European societies: Wartime challenges and tactics of response » et animée par Nikolai Klimenioug avec notamment Susan Spahn et Anton Shekhovtsov, Berlin, 16 novembre 2022.

- Séminaire de réflexion sur la guerre en Ukraine rassemblant les officiers et les chercheurs travaillant sur le sujet à l'École militaire, 23 novembre 2022.

- Intervention sur la guerre en Ukraine, Think tank Terra Nova, Paris, 25 novembre 2022.



Anne MUXEL

- Séminaire de la DSNJ sur les Cordées de la réussite. Présentation des résultats de l'Observatoire de la génération Z, Balard, 16 novembre 2022.

- Communication aux Entretiens d'Auxerre sur le thème « Vie privée, vie publique : quelles frontières ? Retour sur la crise sanitaire », Auxerre, 18 novembre 2022.

- Publication : « Vie privée et vie publique, quelles frontières » et « L'intime à l'épreuve du Covid-19 », *Sciences humaines*, n° 353, décembre 2022.



Florian OPILLARD

- Présentation du programme de recherche « Adaptation et sécurité climatique » au comité « Environnement » de l'École de guerre, avec Angélique Palle et Adrien Estève, 8 novembre 2022.

- Participation au séminaire Jeunes chercheurs, IRSEM, École militaire, 8 novembre 2022.

- Début du partenariat avec l'Université de Brown, embauche de Priyanka Mahat, *graduate student* au Watson Institute pour le Climate and Security International Network (CASIN), 8 novembre 2022.

- Ouverture de l'appel à communications de l'AEGES, panel « Théories et méthodes pour une géographie critique du fait militaire », 15 novembre 2022.

- Ouverture de l'appel à communications du Festival international de géographie : [Festival International de Géographie – Appel à communications \(saint-die-des-vosges.fr\)](#), 16 novembre 2022.

- Participation au colloque international « Ethnologies militaires » avec Angélique Palle et Camille Trotoux, Rennes, 17-18 novembre 2022.



Angélique PALLE

- Intervention : avec Florian Opillard, « Échanger de l'espace contre du temps. Habitus disciplinaire géographique et dispositions biographiques comme tactiques d'entrée en terrain militaire », colloque « Ethnographies plurielles #12 – Ethnologies militaires »,

Société d'ethnologie française et Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, Rennes, 17-18 novembre 2022.

- Podcast : « [Tensions électriques en Ukraine](#) », *Le Collimateur*, 18 novembre 2022.

- Conférence : « La vulnérabilité des infrastructures énergétiques européennes, Sous-Commission Sécurité et Défense, Parlement européen, 14 novembre 2022, en ligne.

- Conférence : avec Adrien Estève et Florian Opillard, présentation des travaux de l'axe sécurité climatique de l'IRSEM, Comité Environnement, École de guerre, Paris, 8 novembre 2022.



Maud QUSSARD

- Organisation et présidence Colloque International, « The US and Strategic Rivalries: What Consequences for Europe? », École militaire, 8 novembre 2022.

- Membre de jury (rapporteur) : soutenance de thèse, Hadrouy Jihed, « U.S. Public Diplomacy in the Middle East & North Africa » (La diplomatie publique des États-Unis dans la zone Afrique du Nord & Moyen-Orient (ANMO)), directeur François Vergniolle, Université Paris Cité, 29 novembre 2022.

- Comité de suivi de thèse : Joseph Baudreau, « Désinformation et Fact Checking », directrice Divina Frau-Meigh, Université Sorbonne-Nouvelle, Paris, 24 novembre 2022.



Maxime RICARD

- Terrain de recherche en Côte d'Ivoire, 25 octobre - 15 novembre 2022.

- Intervention sur « Quelle place a occupée la femme dans les crises qu'a connues la Côte d'Ivoire ? », à la télévision en ligne de la Radio Télévision ivoirienne (RTI), 4 novembre 2022.

- Discutant au séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM sur la 5G au Sénégal et en Côte d'Ivoire, en ligne, 8 novembre 2022.

- Publication : « [Mali kura, Mali fanga – La trajectoire politique du Mali sous domination militaire](#) », Note de recherche 132, IRSEM, 23 novembre 2022.

- Organisation du séminaire Sahel (fermé), IRSEM, École militaire, 30 novembre 2022.



COL Stéphan SAMARAN

- Podcast : « [L'Asie centrale, toujours sous influence russe ?](#) », *Le Collimateur*, #180, 22 novembre 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Conférence : « Défense, recherche universitaire et prospective politique », Institut d'études politiques de Lyon, 16 novembre 2022.



Camille TROTOUX

- Organisation de la journée d'étude « [Les sports de la Défense](#) », IRSEM, Paris, 10 novembre 2022.

- Modération de la table ronde « Le sport dans la préparation physique et opérationnelle du militaire », journée d'étude « [Les sports de la Défense](#) », IRSEM, Paris, 10 novembre 2022.

- Conférence : « Faire de la recherche en uniforme : un équilibre précaire », colloque international « [Ethnologies militaires](#) », Centre de recherche des écoles Saint-Cyr Coëtquidan et Société d'ethnologie française, Rennes, 17 et 18 novembre 2022.



Marjorie VANBAELINGHEM

- Publication : « [South Korea and the Indopacific: A strategic coming of age?](#) », Strategic Brief 50, IRSEM, 18 novembre 2022.



Victor VIOLIER

- Publication : « [Intimidation des élites et contrôle de la population en Russie](#) », Brève stratégique 49 / « [Intimidation of](#)

[the elites and population control in Russia](#) », Strategic Brief 49, IRSEM, 14 novembre 2022.

- Participation à l'accueil de la délégation du Centre for Contemporary China Studies (CCCS) (Inde), chargé de la discussion et des questions relatives aux relations sino-russes, 16 novembre 2022.

- Organisation et animation de la réunion de lancement du groupe de travail transversal « Autoritarismes », 22 novembre 2022.

- Participation au séminaire de réflexion sur la guerre en Ukraine rassemblant les officiers et les chercheurs travaillant sur le sujet à l'École militaire, 23 novembre 2022.

- Participation au séminaire de formation à l'Open Source Intelligence (OSINT) organisée à l'École militaire en collaboration avec la société française OWLINT, 28 novembre 2022.



Océane ZUBELDIA

- Intervention et organisation avec Benoît Rademacher en association avec l'École de guerre : séminaire de 2 jours de l'Initiative 5+5 Défense consacrée à la thématique de l'intelligence artificielle, École militaire, 2-3

novembre 2022.

- Intervention : « La Technologie, un instrument de puissance dans les relations internationales : quelle place pour l'Union européenne ? », conférence internationale « Regards croisés sur la gouvernance des technologies émergentes » organisée dans le cadre du groupe de recherche du Centre sur la gouvernance sécuritaire et de crise (CRITIC) du Collège militaire royal de Saint-Jean, Canada, 7 novembre 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Jordan BECKER

- Recension : [Orders of Exclusion: Great Powers and the Strategic Sources of Foundational Rules in International Relations](#) de Kyle M. Lascurettes (New York, Oxford University Press, 2020, 336 p.), *International Affairs*, 98 (6), 2 novembre 2022, p. 2149-2150.



Dusan BOZALKA

- Co-organisation du colloque international « The Biden Administration and Strategic Rivalries: What Consequences for Europe », IRSEM, École militaire, 8 novembre 2022.



Chantal LAVALLÉE

- Intervention : « L'influence de la guerre en Ukraine sur la politique de défense de l'Union européenne » dans le cadre de la journée d'étude de la Chaire Jean Monnet consacrée à la guerre en Ukraine, Université Laval, Canada, 2 novembre 2022.

- Organisation avec Simon Hogue de la conférence « Regards croisés sur la gouvernance des technologies émergentes » dans le cadre des activités du groupe de recherche sur la Gouvernance des technologies émergentes du Centre sur la gouvernance sécuritaire et de crise (CRITIC) au Collège militaire royal de Saint-Jean (en format hybride), Canada, 7 novembre 2022.

- Intervention : « Les enjeux civils et militaires de l'intégration des drones dans l'espace aérien européen » dans le cadre de la conférence « Regards croisés sur la gouvernance des technologies émergentes », Collège militaire royal de Saint-Jean, Canada, 7 novembre 2022.

- Modération : « Table ronde – Drones et nouvelles technologies militaires : quels enseignements tirer de la guerre russo-ukrainienne ? », Réseau d'analyse stratégique (RAS), 11 novembre 2022.

- Intervention au séminaire « Regional Dynamics: Europe », Collège des forces armées canadiennes, Toronto, Canada, 14 novembre 2022.

- Intervention, « The European strategy for drones » dans le cadre de la conférence « Drones in Civilian Airspaces: Security, Regulation and Imagination », Peace Research Institute Oslo (PRIO), Oslo, Norvège, 24 novembre 2022.

- Modération : « Panel : Technological futures » dans le cadre de la conférence « Drones in Civilian Airspaces: Security, Regulation and Imagination », Peace Research Institute Oslo (PRIO), Oslo, Norvège, 25 novembre 2022.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Participation au wargame *Red Dragon Rising*, DGRIS/IRSEM, 9 novembre 2022.

- Participation aux échanges avec la délégation indienne du CCCS, 16 novembre 2022.



Malcolm PINEL

- Article : « [Le dispositif militaire russe en Syrie : déclin progressif ou verrou stratégique ?](#) », *Diploweb – la revue géopolitique*, 30 octobre 2022.

VEILLE SCIENTIFIQUE

COP27

COP27, Charm el-Cheikh (Égypte), 6-18 novembre 2022.

Quelles conclusions ont-elles été adoptées à la COP27 ? La 27^e édition des Conférences des Nations unies sur les changements climatiques s'est déroulée du 6 au 18 novembre dernier, à Charm el-Cheikh (Égypte). Cette négociation climatique a été organisée dans un contexte stratégique complexe pour l'action climatique, d'abord en raison de la guerre actuelle menée par la Russie en Ukraine, et deuxièmement à cause des nombreuses tensions entre les deux plus grandes économies mondiales et également émetteurs que sont les États-Unis et la Chine. L'un des principaux enjeux de cette COP était la question de la compensation financière pour les pertes et dommages liés aux effets irréversibles du changement climatique, qui ne peuvent être évités ni par l'atténuation, ni par l'adaptation. En effet, un point important de [frustration](#) et de colère parmi les pays en développement lors de la COP26 était l'incapacité à tenir les promesses de financement régulier du climat. Si les discussions autour du sujet des pertes et dommages ont pris du retard pendant la première semaine des négociations en raison de blocages de la part, entre autres, des États-Unis et de l'Union européenne, cette COP restera un moment [historique](#) puisque la création d'un fonds dédié aux pertes et dommages a finalement été décidée. Ainsi, pour la première fois en 30 ans de négociations sur le climat, les pays développés financeront le redressement et la reconstruction des pays les plus pauvres frappés par des catastrophes liées au climat.

Si la création d'un fonds spécifique pour assister les pays en développement est considérée comme une victoire par de nombreux commentateurs, il n'en est pas de même pour la question de la sécurité énergétique. Pour certains, la hausse actuelle des prix des combustibles fossiles, précipitée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, aurait dû entraîner des conclusions sur la nécessité d'accélérer la transition énergétique pour sortir de la dépendance aux énergies fossiles. Ainsi, la proposition portée par l'Inde d'abandonner progressivement tous les combustibles fossiles ne figure pas dans l'accord final, en raison du refus manifesté par les [pays producteurs de pétrole](#) d'inclure dans le texte toute référence au pétrole et au gaz, notamment l'Arabie saoudite. Considérant les multiples conséquences de la guerre en Ukraine, beaucoup trouvent que le document final ne reflète pas l'urgence de la situation

découlant des impacts environnementaux et climatiques de ce conflit, et de l'utilisation de l'énergie comme une [arme](#) par la Russie contre les pays européens.

Charlotte DESMASURES
École de la recherche, Sciences Po Paris

ÉTATS-UNIS

Dr Michael J. GREEN, « [A Republican midterm win will boost US China Strategy](#) », *Foreign Policy*, 31 octobre 2022.

La stratégie américaine à l'égard de la Chine pourrait-elle jouer un rôle fédérateur entre les deux camps après la victoire des Républicains à la Chambre des représentants ? C'est cette question que Michael J. Green, directeur général de l'institut australien United States Studies Centre, rattaché à l'université de Sydney et spécialisé dans l'analyse de la politique étrangère américaine, explore dans le magazine américain *Foreign Policy*, bimestriel d'orientation libérale. Les élections de mi-mandat de 1994 auraient créé un précédent intéressant selon l'auteur. La présidence Clinton, alors bloquée dans sa politique intérieure, avait donc concentré ses efforts sur la sécurité nationale et sur ses relations avec le Japon. C'est ainsi que la relation États-Unis – Japon, mise à mal pendant quelques années à cause de dissensions portant sur le statut chinois, avait trouvé un nouveau souffle. Celui-ci fut illustré par une première déclaration conjointe en 1996 qui était venue renforcer l'alliance États-Unis – Japon pour faire face aux contingences régionales.

Alors que les élections de mi-mandat ont consacré une victoire républicaine à la Chambre des représentants, la stratégie américaine à l'égard de la Chine devrait à nouveau faire consensus. Le *Chips and Science Act*, adopté en août dernier et conçu pour stimuler la compétitivité, l'innovation et renforcer la sécurité nationale des États-Unis par un investissement massif dans les semi-conducteurs, la recherche et le développement ainsi que la création de pôles régionaux de haute technologie, illustre le soutien sans faille des deux camps démocrate et républicain apporté à la compétition avec la Chine.

S'il est vrai que les Républicains sont devenus plus sceptiques sur les accords commerciaux, la compétition avec l'hégémon chinois pourrait créer un momentum et briser les obstacles bureaucratiques qui ralentissent certaines initiatives comme celle d'AUKUS, selon Michael Green. Reste à savoir si la présidence Biden saura naviguer entre les flots tumultueux d'une chambre majoritairement républicaine et tirer son épingle du jeu.

Global Memo by SWP, CSIS, CIGI, CARI, and SIIS, Laura VON DANIELS, Yose Rizal DAMURI, Thomas A. BERNES, Carola RAMÓN, Ye YU, [How the War in Ukraine and Big Power tensions Could Derail the Bali G20 Summit](#), Council on Foreign Relations, 3 novembre 2022.

Quels étaient les enjeux du sommet du G20 qui s'est déroulé les 15 et 16 novembre à Bali ? C'est à cette tâche que cinq experts s'étaient attelés dans un article publié à la veille du sommet, par le Council on Foreign Relations, think tank américain non partisan spécialiste de la politique étrangère des États-Unis et de la gouvernance mondiale.

Si les trois axes prioritaires du G20 prévus par l'Indonésie étaient l'architecture mondiale de la santé, la transformation numérique et la transition énergétique durable, la guerre en Ukraine et ses conséquences au niveau énergétique et alimentaire ont largement dominé le sommet.

Pour Laura von Daniels, chef de la division « Americas Research » au German Institute for International and Security Affairs (Allemagne) la question de l'utilisation d'armes en Ukraine constituait un enjeu primordial. Tandis que les risques de crises, qu'elles soient d'ordre économique, géopolitique, sécuritaire ou alimentaire, se profilent, que la compétition stratégique entre les États-Unis et la Chine se fait plus féroce, et que les intérêts et aspirations divergentes en particulier entre pays développés et pays en développement croissent, maintenir le dialogue sur les questions stratégiques et faire émerger un consensus lors du sommet demeurerait crucial selon les chercheurs. Alors que le sommet de Bali était le premier d'une série de présidences des pays du Sud, il pouvait être également l'occasion de mettre l'accent sur les problèmes auxquels les pays en voie de développement font face, selon Yose Rizal Damuri, directeur du CSIS (Indonésie). Ce sommet devait aussi être l'occasion d'améliorer la coordination en termes de politique monétaire et de prendre des mesures pour aider les groupes les plus vulnérables dans les pays en voie de développement. Pour avancer, la Chine ne devait donc pas être laissée pour compte, selon Mme Yu.

Les présidents Biden et Xi Jinping se sont rencontrés en marge du sommet, en vue d'apaiser les tensions. Un communiqué a pu finalement être adopté, où la plupart des membres du G20 ont condamné fermement la guerre en Ukraine. Autre avancée notable, les dirigeants se sont accordés sur le fait que « l'usage ou la menace d'utiliser des armes nucléaires était inadmissible ». Les dirigeants se sont également engagés à encadrer la hausse des taux d'intérêt pour freiner l'extrême volatilité du marché des devises et ont apporté leur soutien aux efforts destinés à maintenir

le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement dans un contexte difficile. Enfin, à la suite du sommet, l'accord sur les exportations de céréales a été reconduit. Le sommet aura donc réussi à éviter une fracture entre pays membres du G20 et maintenir le bateau à flot.

David SACKS, « [What the Biden-Xi Meeting Means for U.S. China Relations](#) », Council on Foreign Relations, 15 novembre 2022.

La rencontre entre le président Xi Jinping et le président Joe Biden en marge du sommet du G20 a-t-elle permis de réelles avancées dans les relations États-Unis – Chine face à une escalade des tensions ? C'est à cette question que répond David Sacks, Research Fellow au Council on Foreign Relations, think tank américain non partisan spécialisé dans la politique étrangère américaine et les relations internationales, dans un article publié le 15 novembre 2022, au lendemain de leur rencontre. L'entretien, qui a duré un peu plus de trois heures, a permis d'aborder les différents points de discorde entre les deux pays en passant de Taïwan à la guerre en Ukraine et à la Corée du Nord. Au sujet de Taïwan, le président Joe Biden a réaffirmé la position américaine et s'est opposé aux « actions coercitives et de plus en plus agressives à l'égard de Taïwan ». Pour David Sacks, la pression chinoise sur Taïwan continuera à augmenter dans les prochains mois, indépendamment de l'évolution des relations entre les États-Unis et la Chine. Sur la question ukrainienne, les lignes chinoises n'ont pas bougé, bien que les États-Unis aient déclaré que les deux chefs « avaient réaffirmé leur accord sur le fait qu'une guerre ne doit jamais être livrée et ne peut jamais être gagnée et souligné leur opposition à l'emploi ou à la menace d'armes nucléaires en Ukraine ». Alors que le président Joe Biden a déclaré à Xi Jinping que la Corée du Nord ne devait pas procéder à des essais nucléaires à longue portée, il semble parfaitement clair pour David Sacks que Pékin ne transmettra pas le message.

Si cette rencontre n'a pas donné une nouvelle impulsion aux relations entre les États-Unis et la Chine, elle aura néanmoins conduit à une entente commune sur la nécessité d'établir des garde-fous autour de la compétition stratégique que mènent les deux pays, selon l'auteur. Cherchant à rassurer les alliés et partenaires, les deux chefs d'État se sont accordés sur la nécessité de poursuivre un dialogue de haut niveau, avec la visite prochaine du Secrétaire d'État américain Antony Blinken.

Marie FAUTRAD
Assistante de recherche

ETHNOLOGIE MILITAIRE



Colloque « Ethnologues militaires », Centre de recherche des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan (CREC) et la Société d'ethnologie française, Rennes, 17 et 18 novembre 2022.

Les 17 et 18 novembre s'est tenu, à Rennes, le colloque international « [Ethnologues militaires](#) », co-

organisé par le Centre de recherche des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan (CREC) et la Société d'ethnologie française. À cette occasion, un chercheur et deux chercheuses de l'IRSEM ont présenté leurs travaux.

Le premier jour, les débats ont d'abord porté sur les liens entre l'ethnologie et les forces armées selon des perspectives historiques. Ont ensuite été abordés les « espaces et les terrains atypiques » comme les forces spéciales ou la blessure physique et psychique, entre autres. Le lendemain, les discussions se sont resserrées sur les postures, autrement dit sur les méthodologies et les approches mises en place par les différents chercheurs et chercheuses pour entrer ou enquêter sur leurs terrains respectifs. À cette occasion, la capitaine [Camille Trotoux](#) (IRSEM) est revenue sur les enjeux et les contraintes qui s'exercent sur la chercheuse à la fois militaire et sociologue. À travers trois exemples de terrains d'enquête, elle a analysé les rapports de domination qui peuvent s'exprimer dans les relations entre l'enquêteur et les enquêtés, ou dans la production de savoirs entre chercheurs et acteurs institutionnels. [Angélique Palle](#) (IRSEM) et [Florian Opillard](#) (IRSEM) quant à eux, sont revenus sur leurs expériences communes, mais temporellement différenciées, d'auditrice et d'auditeur civil à l'École de guerre-Terre. Ils ont analysé les rapports spécifiques que le géographe peut entretenir avec les militaires, mais également les effets de genre qui se produisent ou se sont produits lors de leurs intégrations respectives à une promotion d'officiers-stagiaires de l'enseignement militaire supérieur. Tous les trois sont revenus en détail, au cours de leurs présentations, sur les différentes stratégies qu'ils ont pu mettre en place pour entrer en terrain et gérer les méfiances de leurs interlocuteurs.

De manière générale, la qualité des débats et des interventions tout au long de ces deux jours est à souligner et de bon augure pour l'avenir de la sociologie militaire selon des approches qualitatives interdisciplinaires.

Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Joseph SOETERS, *La sociologie et les études militaires*, Presses universitaires de Rennes, 2022, 274 p.

L'ouvrage est la traduction française d'un texte publié en 2018 par Joseph Soeters, professeur honoraire de sociologie organisationnelle à l'université de Tilburg et à l'Académie néerlandaise de défense de Breda. L'objectif du livre, affirmé dès les premières pages d'introduction, est d'« explorer le lien entre les analyses des pères et des mères fondateurs sur le fait militaire et les défis actuels auxquels les forces armées en tant qu'institutions et organisations sont confrontées ». La dynamique de l'auteur est double. D'une part, elle est multi-niveaux, ce dernier s'intéressant aux organisations et aux institutions (méso), aux actions individuelles des agents (micro), et aux politiques nationales et internationales (macro). D'autre part, elle s'inscrit dans une logique de désenclavement de la sociologie militaire grâce à la mise en lumière des connaissances (auteurs et autrices, théories et outils) de la sociologie des organisations classique et contemporaine au sein du champ militaire. Les uns après les autres, les 16 chapitres reviennent sur des *capita selecta* sociologiques pertinents pour l'étude des organisations militaires. Ainsi Max Weber côtoie Jane Addams et Cynthia Enloe, sans oublier Bruno Latour entre autres. Malgré un cloisonnement par auteurs et autrices, les sections du livre se parlent et se complètent au travers de thèmes communs et récurrents comme la division et la hiérarchisation du travail et des identités militaires, les relations civilo-militaires, les minorités visibles, les relations internationales. Enfin, Joseph Soeters plaide pour le développement d'une analyse sociologique des actions militaires en tant que « faits sociaux » au sens durkheimien. Selon lui, « prendre au sérieux les auteurs fondateurs impliquerait que les sociologues ramènent l'action militaire dans l'arène des sciences sociales ». Cette approche permettrait de sortir des thématiques majoritairement étudiées aujourd'hui dans le champ de la sociologie militaire internationale comme les relations politico-militaires, le recrutement et les problématiques de ressources humaines, les questions liées à l'expérience du stress et au bien-être des militaires et de leurs familles. Par conséquent, cela participerait à replacer la conduite et la dynamique des opérations au centre des réflexions sociologiques en prenant en compte, certes les militaires, mais également

les populations locales et l'environnement des théâtres d'opération.

L'ouvrage s'adresse aux étudiantes et aux étudiants en sciences sociales qui s'intéressent aux études de sécurité, aux *war* ou aux *peace studies*, mais également aux praticiens et praticiennes militaires qui peuvent y trouver matière à innover dans leurs organisations selon une rationalité substantive, c'est-à-dire faisant référence à une capacité de jugement indépendant. Il constitue également une ressource bibliographique précieuse grâce à ses nombreuses références, majoritairement anglo-saxonnes, dans le champ d'intérêt.

Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire

À VENIR

6 décembre : Conférence « [Pas encore la guerre, plus tout à fait la paix : les démocraties occidentales face à la guerre de l'information](#) », BNF François-Mitterrand, en partenariat avec l'IRSEM, Petit auditorium, 18 h 30 – 20 h. [Réservation conseillée.](#)

C'est l'autre terrain sur lequel se joue aujourd'hui la guerre entre la Russie et l'Ukraine : le cyberspace est devenu un nouveau champ de bataille. Des cyberattaques visant des infrastructures stratégiques et logistiques accompagnent désormais les manœuvres militaires conventionnelles. Mais c'est aussi une véritable lutte informationnelle qui se déploie dans le cyberspace, faite de propagande, de désinformation, de diffusion de discours alternatifs relayés sur les réseaux sociaux et parfois repris par des médias plus traditionnels. Si des États tels que la Chine et la Russie se sont très tôt dotés de doctrines visant à militariser le champ informationnel et ont cherché à intervenir par la manipulation de l'information dans la politique intérieure de pays rivaux, les démocraties occidentales ont tardé à prendre la mesure de l'ampleur de cette guerre d'un nouveau genre, qui avance masquée et ne dit pas son nom. Comment les démocraties occidentales ont-elles intégré cette nouvelle dimension de la guerre ? Quels moyens se donnent-elles pour la mener ? À quels enjeux éthiques, politiques, stratégiques sont-elles confrontées ?

13 décembre : [Présentation de l'ouvrage Guerre et écologie](#) par Adrien Estève, École militaire, Amphithéâtre de Bourcet, 18h30-20h. [Inscription obligatoire.](#)



Le 13 décembre, Adrien Estève présentera son ouvrage *Guerre et écologie : L'environnement et le climat dans les politiques de défense*, paru aux PUF en septembre.

Alors que la question écologique gagne en importance dans le débat public, et que le dérèglement climatique est amené à impacter durablement les équilibres mondiaux, cet ouvrage s'intéresse à la prise en compte des enjeux environnementaux et climatiques dans un secteur jusque-là peu étudié dans la littérature sur le sujet : le secteur de la défense. Pourtant, depuis plusieurs années, les responsables civils et militaires des organisations de défense multiplient les déclarations favorables à une meilleure prise en compte de ces questions par les forces armées, et à une meilleure compréhension des aspects sécuritaires des bouleversements écologiques globaux et de la transition énergétique.

Ces prises de position peuvent surprendre compte tenu des dénonciations répétées de l'empreinte écologique des activités militaires et des conséquences environnementales des conflits armés, portées entre autres par les mouvements écologistes. Cet ouvrage montre comment les questions environnementales et climatiques ont été problématisées au sein du secteur de la défense, à partir des cas de la France et des États-Unis.

Adrien Estève est postdoctorant CNRS au Centre de recherches internationales (CERI), résident à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Docteur en science politique de l'IEP de Paris, il a été *visiting scholar* au département de relations internationales de l'université de Columbia.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Décembre 2022

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 2\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 13\)](#)

États-Unis

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 16\)](#)



[À VENIR \(p. 17\)](#)



VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à Sabine Dini, chercheuse post-doctorale.



Sabine DINI est chercheuse postdoctorante au VIP de l'Université Versailles Saint-Quentin-Paris Saclay dans le cadre du programme « résident » de l'IRSEM. Docteure en sociologie de Sorbonne Paris Nord (qualifiée en section 04 et 19), sa thèse portait sur la gouvernance des migrations internationales par le don dans la Corne de l'Afrique. Son travail a

reçu le prix Léon Bourgeois du GRAM CERI Sciences Po, de l'Association française pour les Nations unies et de l'Association Kofi Annan.

Précédemment, elle a travaillé au Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ou la Banque mondiale (WBG). Sabine Dini a enseigné la sociologie et la sociologie de l'international à l'Université Sorbonne Paris Nord et l'Université catholique de Lille. Elle est membre de l'Institut Convergences Migrations.

Ses recherches actuelles portent sur l'implication des acteurs de la sécurité et de la défense dans la gouvernance des migrations internationales dans la Corne de l'Afrique.

L'institut salue le départ d'Angélique Palle, admise au concours d'entrée de l'INSP, et lui souhaite une bonne continuation.



Les Champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix, n° 36.

« Droit de la défense, état des lieux et perspectives juridiques », dirigé par Luc KLEIN et Thibaud MULIER.

En parcourant les huit contributions académiques de ce numéro, le lecteur se plongera au cœur des sujets qui nourrissent les réflexions de la doctrine juridique actuelle du droit de la défense. La démarche juridique vise en effet à relever les cohérences et éventuelles incohérences des corpus de règles, imbriqués dans et contraints par plusieurs ordres juridiques (national, régional et international), à mettre en lumière les évolutions interprétatives, ou au contraire la stabilité de certains ensembles normatifs. Si la méthode peut apparaître aride considérée de l'extérieur, elle est néanmoins une étape nécessaire à la compréhension de l'ensemble, dont les composantes sont souvent enchevêtrées voire éparpillées aux quatre coins de l'ordre juridique. Pour atteindre cet objectif, tous les regards du droit public ont leur pertinence. Mettre au jour les lignes de force actuelle du droit de la défense appelle la mobilisation des outils du droit constitutionnel, du droit administratif, du droit des finances publiques, du droit de l'Union européenne, ou encore les questionnements du droit des libertés fondamentales, voire dans une moindre mesure le droit fiscal. Un constat en ressort : le droit de la défense s'inscrit au cœur du droit public, aucune de ses disciplines ne peut rester indifférente aux enjeux qu'il charrie.



Brève stratégique n° 52 – 14 décembre.

« [Enjeux climatiques et conflits : une lecture stratégique de la COP27](#) », par Charlotte DESMASURES, 2 p.

Guerre en Ukraine, tensions entre les États-Unis et la Chine, revendications de souveraineté par Taïwan : la 27^e édition de la Conférence des parties (Conference of Parties – COP) sur les changements climatiques montre à quel point les enjeux stratégiques liés aux questions de souveraineté et de défense encadrent, voire influencent, les discussions sur le climat.



Note de recherche n° 133 – 20 décembre

« [Les drones militaires, porte d'entrée de la puissance turque en Afrique](#) », par Charles JOSEPH, 12 p.

À partir des révolutions des Printemps arabes (17 décembre 2010), la Turquie de Recep Tayyip Erdogan profite de l'instabilité qu'elles engendrent dans

le monde arabo-musulman pour retrouver et conduire à nouveau une stratégie néo-impérialiste fondée sur la diffusion d'une influence politique à l'étranger et l'appropriation économique de parts de marché. Cette ambition repose sur une combinaison de moyens diplomatiques, économiques et militaires. À cet effet, le continent africain est un exemple des plus représentatifs en tant que sphère d'influence de premier ordre au regard de l'exercice d'une « diplomatie du drone » commencé depuis près d'une décennie. En mobilisant à la fois des instruments de *soft power* et de *hard power*, la Turquie s'insère dans une recherche de leadership et souhaite *de facto* s'affirmer au sein de la compétition de puissances à l'œuvre en Afrique.

which is leading to both tensions and potential synergies in policymaking. How have the concepts of 'sustainable modernisation' and 'strategic autonomy' been defined and understood in the EU and India? And what are the main convergences and divergences regarding their perspectives?

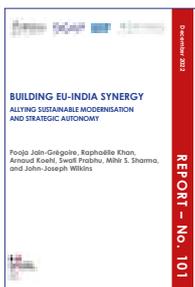


Note de recherche n° 134 – 23 décembre.

« [La Garde nationale dans le système fédéral américain : entre force de sécurité intérieure et réserve opérationnelle des armées](#) », par Thibault DELAMARE, 23 p.

La Garde nationale américaine est un système complexe de réserve organisé à l'échelon des États fédérés des États-Unis d'Amérique. Son origine remonte à la Révolution américaine, lorsque les colonies s'émancipèrent en employant leurs milices. Ce fait fondateur octroie à ces dernières une place de choix dans la Constitution. Ces milices, ancêtres de la Garde nationale, constituent à l'origine un contre-pouvoir aux armées régulières. Elles équilibrent à la fois l'armée permanente (*standing army*) et les relations entre le Congrès (qui définit leurs emploi et moyens), le président (en cas d'insurrection ou de conflit) et les États fédérés (à travers leurs gouverneurs), où elles assurent des missions de sécurité publique.

À partir des expériences coloniales de la fin du XIXe siècle mais surtout après celles acquises lors des deux guerres mondiales, les Gardes nationales s'entraînent et s'équipent selon les mêmes standards que l'US Army et l'US Air Force pour pouvoir combattre à leurs côtés. La Garde nationale contribue ainsi à l'équilibre des relations politico-militaires américaines et implique ses soldats-citoyens dans la politique de défense et de sécurité de la première puissance militaire.



Report No. 101 – 22 décembre.

« [Building EU-India Synergy: Allying Sustainable Modernisation and Strategic Autonomy](#) », by Pooja JAIN-GRÉGOIRE, Raphaëlle KHAN, Arnaud KOEHL, Swati PRABHU, Mihir S. SHARMA, and John-Joseph WILKINS, 64 p.

Strategic convergences mean that EU-India partnerships have the potential to be a vector of change for both actors and to offer new prospects for policy dialogue, as well as shared technical, industrial, and economic development. However, their overall differences of approach should be better understood and points of contention should also be further analysed so as to ultimately be addressed in a transparent manner.

Two key areas in the context of a rapidly changing geopolitical landscape have been 'sustainable development' and 'strategic autonomy'. Yet overlaps between the two matters are becoming increasingly complex. This complexity, in turn, requires innovative solutions that need to be addressed at all policy levels, including bilateral partnerships.

This study identifies and examines ways in which these two objectives intersect for the EU and India; a process

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM

Animé par Alexandre Jubelin



Dans le bunker #52 – 2 décembre.

« [Volontaire](#) » d'Hélène FILLIÈRES (2017), par Camille BOUTRON, 30 mn.

« Le Collimateur » revient avec [Camille Boutron](#), chercheuse Sociologie des conflits et du genre à l'IRSEM, sur le film *Volontaire* d'Hélène Fillières, sorti en 2017, dépeignant le parcours d'une jeune engagée à l'École navale, jusqu'au stage commando.



Épisode 182 – 6 décembre.

« [La guerre spatiale aura-t-elle lieu ?](#) », avec la capitaine Béatrice HAINAUT, 1 h 22.

La capitaine [Béatrice Hainaut](#) est chercheuse Espace à l'IRSEM.

2:40 Le Traité de l'espace de 1967 et le cadre réglementaire des activités spatiales.

13:30 Le retour des armes dans l'espace après la fin de la guerre froide.

26:00 État des lieux international.

47:00 La Space force et son influence.

58:30 Le New Space et SpaceX.

1:04:00 La dimension spatiale de la guerre en Ukraine.



Épisode 183 – 13 décembre.

« [La tournée des espions russes](#) », avec Romain MIELCAREK, 1 h 10.

Romain Mielcarek, journaliste indépendant spécialisé dans les questions de défense, est l'auteur des *Moujiks* (Denoël, 2022).

2:20 L'auteur, le projet et le contexte.

6:30 Sergueï.

17:30 La surveillance des agents russes à Paris.

36:30 Intérêt et services.

48:30 Toussovka et influences.

52:30 Le renseignement français en Russie.

1:00:15 L'impact de la guerre en Ukraine sur le renseignement russe.



Têtes chercheuses #15 – 16 décembre.

« [Un wargamer et un cygne noir entrent dans un bar](#) », avec Antoine BOURGUILLEAU.

Alexandre Jubelin reçoit Antoine Bourguilleau, doctorant à Paris I et auteur de *Jouer la guerre* (Passés composés), pour parler des atouts et des limites de la pratique du wargaming pour les militaires, à travers un article de 2008 de P. Perla, « [So a Wargamer and a Black Swan Walk into a Bar...](#) ».



Épisode 184 – 20 décembre.

« [Le lawfare : faux concept et vrai problème stratégique](#) », avec Amélie FÉREY, 1 h 14.

Amélie Férey est chercheuse au centre des études de sécurité de l'IFRI, coordinatrice du laboratoire de recherches sur la défense.

5:00 Le concept de *lawfare* et sa genèse.

19:30 Le travail de manipulation des normes.

34:00 La force des tribunaux.

44:30 Les procédures-bâillons.

52:00 La sécurité juridique des militaires.

56:30 La Russie et l'arsenal juridique de l'invasion de l'Ukraine.

1:08:00 La France et le *lawfare*.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et [irsem.fr](#).

ÉVÉNEMENTS

1^{er} décembre : Visite d'une délégation du Centre for Security and Military Strategic Studies (CSMSS), affilié à l'Université de Défense tchèque.



Le 1^{er} décembre 2022, l'IRSEM a reçu une délégation du Centre for Security and Military Strategic Studies (CSMSS), un institut de recherche affilié à l'Université de Défense tchèque.

Après avoir présenté les missions clefs du CSMSS, la délégation tchèque s'est entretenue avec l'IRSEM sur de nombreuses questions relatives à l'impact du conflit en Ukraine sur la guerre de haute intensité et la sécurité, mais aussi sur le dialogue UE-OTAN. Un autre aspect de ces échanges a concerné le développement de la coopération entre l'IRSEM et le CSMSS dans le cadre du réseau NESSI (Network of European Strategic Studies Institutes).

Créé en 2021 sur initiative de l'IRSEM, NESSI regroupe dix-sept instituts stratégiques européens homologues de l'IRSEM, dont le CSMSS. En janvier 2023, l'Allemagne prendra la présidence de NESSI pour la 3^e année d'existence du réseau.

6 décembre : Conférence « [Pas tout à fait la guerre, plus tout à fait la paix : les démocraties occidentales face à la guerre de l'information](#) », BNF, en partenariat avec l'IRSEM.

La BNF a organisé en partenariat avec l'IRSEM une conférence sur la sensibilisation aux guerres de l'information. Modérée par Élise Vincent, correspondante défense au journal *Le Monde*, et en présence de deux chercheurs de l'IRSEM, [Maxime Audinet](#) et [Maud Quessard](#), ainsi que de Frédéric Douzet, professeure des universités à l'Institut français de géopolitique l'université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, la table ronde a permis d'explorer les différents enjeux de ce nouveau type de guerre à laquelle les démocraties occidentales sont confrontées.

6 décembre : Séminaire de recherche « Prendre et devenir l'État pendant la révolution au Soudan », avec Clément DESHAYES.

Le 6 décembre, à l'occasion du séminaire de recherche de l'IRSEM, le chercheur [Clément Deshayes](#), du domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient » a présenté la première version d'un article portant sur la transition politique au Soudan. Le papier et la présentation ont été discutés par la professeure Assia Boutaleb du département de science politique de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Le point de départ de cet article provient d'une interrogation sur un des points aveugles de la littérature sur les transitions politiques : la transformation des institutions politiques et leur relation avec les différentes administrations de l'État. Il s'agit donc de contribuer à produire de l'intelligibilité à propos de situations politiques qui paraissent confuses et contradictoires et à ouvrir des points de comparaison avec d'autres pays ayant connu des dynamiques de crises politiques ces dernières années. L'enquête au fondement de cet article a pour cadre le Soudan révolutionnaire et plus particulièrement les conseillers ministériels du gouvernement de transition (2019-2021).

À partir des trajectoires et des expériences pratiques de ces acteurs, cet article démontre trois dynamiques centrales de la période étudiée. Premièrement, les conseillers ministériels qui accèdent à des positions de pouvoir appartiennent à des réseaux politiques préconstitués durant les années d'opposition au régime d'Omar al-Bashir et sont des acteurs bénéficiant de capitaux sociaux et politiques importants. Deuxièmement, l'institution dans laquelle ils font leur entrée est historiquement marginalisée et voit son pouvoir réduit par l'armée soudanaise qui tente de freiner les efforts des forces civiles qui entrent dans l'État

à différents niveaux à la suite des accords de partage du pouvoir. Dans le cadre d'une crise politique qui s'inscrit dans la durée, le gouvernement devient un des lieux de compétition entre différents acteurs (partis, forces révolutionnaires, armée, milices et groupes rebelles) pour la définition future des institutions. Troisièmement, l'étude du gouvernement de transition révèle également la méfiance réciproque entre les administrations et les nouveaux entrants. Ceux-ci, du fait de leur histoire conflictuelle avec l'État, sont dans une dynamique de régression vers un habitus politique oppositionnel et s'appuient essentiellement sur des réseaux externes à l'État. Malgré les purges, il se perpétue à l'intérieur des administrations de véritables enclaves autoritaires qui ralentissent le rythme des changements politiques et sur lesquels des acteurs hostiles au processus de transition se sont appuyés lors du coup d'État d'octobre 2021.

La discussion qui a suivi la présentation a souligné l'originalité des matériaux empiriques à la source de l'article et a permis d'engager une discussion théorique et pratique, d'une part, sur la question de la méfiance entre institutions et administration dans les périodes d'incertitude et, d'autre part, sur les défis méthodologiques du travail du chercheur en période de crise politique.

7 décembre : Séminaire sur la situation militaire et humanitaire dans les territoires récemment libérés d'Ukraine, avec Ioulia SHUKAN (maître de conférences à l'université Paris X), Yulia KRASYLNIKOVA et Imke HANSEN (ONG Vostok SOS).

La sociologue Ioulia Shukan, maître de conférences à l'université Paris X, et des représentants de l'ONG Vostok SOS investie dans l'aide humanitaire et l'évacuation des civils de la ligne de front en Ukraine ont présenté, le 7 décembre 2022, le bilan de leurs observations au retour d'une mission de terrain effectuée dans les territoires récemment libérés des régions de Kherson, de Zaporojie, de Donetsk et de Kharkiv au début du mois de décembre 2022.

Ioulia Shukan a commencé par dresser un tableau d'ensemble, soulignant la disparité des situations locales, certaines régions libérées par l'armée ukrainienne depuis le début de l'automne 2022 ayant été lourdement bombardées et presque entièrement détruites, d'autres, comme Kherson, ayant été relativement épargnées après l'invasion, fortement endommagées au moment du retrait russe et étant depuis soumises à des frappes de missiles et d'artillerie répétées. Partout la situation humanitaire reste très précaire, les coupures d'électricité empêchant le chauffage des bâtiments et leur approvisionnement en

eau. Se posent par ailleurs le problème aigu du déminage et la délicate question du traitement de la collaboration.

Kateryna Skrypova qui coordonne les actions humanitaires de l'ONG SOS Vostok a noté que la coopération avec les organismes gouvernementaux chargés d'aider les personnes en détresse dans les zones de combat s'était notablement améliorée depuis 2014. L'ONG SOS Vostok a mis en place un numéro unique d'assistance téléphonique pour faciliter l'acheminement de l'aide et l'évacuation des personnes en difficulté, en particulier des personnes âgées et handicapées ; elle se concentre sur les hameaux et les petits villages où les ONG plus importantes ne vont pas. Pour atteindre certaines localités, l'aide des militaires est indispensable. Il apparaît que les départs se font par vagues et que certaines personnes rentrent chez elles, pensant qu'ayant survécu à l'occupation, elles pourraient survivre à l'hiver sans chauffage.

Imke Hansen, spécialiste allemande des études sur le traumatisme, installée de longue date dans le Donbass, a exposé les raisons de la résilience de trois groupes sociaux. La population civile, habituée aux difficultés, démontre une grande adaptabilité et fait preuve d'une forte mobilité spatiale : beaucoup de gens partent quand la situation devient trop dangereuse et reviennent dès qu'ils le peuvent, restant ainsi connectés à la fois à leur environnement familial et en contact avec leurs proches déplacés. Toujours plus nombreux, les volontaires apportent une large part de l'aide, assurent la vitalité du lien social et voient le bénéfice immédiat de leur action. Les membres des forces armées et de la défense territoriale ont l'impression de servir une juste cause et se sentent fortement soutenus et encouragés par l'arrière.

Tim Bohse a quant à lui souligné le rôle des volontaires dans les administrations locales, tout en envisageant les défis de la désoccupation et les difficultés à venir du fait de l'approche de l'hiver et des capacités limitées de l'Etat. Il ressort de leurs témoignages et de leurs observations que la société ukrainienne, très polarisée avant l'invasion du 24 février 2022, montre un front uni face à l'adversité et résiste avec détermination.

8 décembre : Visite d'une délégation militaire finlandaise.

Le 8 décembre 2022, l'IRSEM a reçu une délégation militaire finlandaise menée par leur attaché de défense. Des membres du Finnish Defence Command, ainsi que de l'université de Défense nationale (Finnish National Defence University) ont pu visiter l'IRSEM et échanger avec des chercheurs et la déléguée au développement international et aux relations institutionnelles.

Cette rencontre a été l'occasion de discuter de l'impact du conflit en Ukraine sur la sécurité nucléaire ainsi que de la politique de la France et de l'Union européenne sur le continent africain. Par ailleurs, la délégation finlandaise a témoigné un intérêt marqué pour les perceptions françaises des évolutions régionales au Sahel.

Avec l'intégration progressive de la Finlande à l'OTAN, les relations entre la France et la Finlande, qui ont signé en 2018 un document cadre sur la coopération de défense, sont susceptibles de se renforcer.

5-9 décembre : Mission aux Philippines de Marjorie VANBAELINGHEM.

[Marjorie Vanbaelinghem](#), directrice par intérim de l'IRSEM, s'est rendue aux Philippines pour rencontrer l'équipe du [National Defense College of the Philippines](#) – Institut qui forme les officiers et conduit des travaux de recherche – et évoquer les défis de sécurité pour les pays de l'Indopacifique. L'importance du rôle de la recherche, de l'enseignement militaire supérieur et les possibles coopérations entre l'Institut et les Philippines ont également été au cœur des discussions.

Lors de cette mission, Marjorie Vanbaelinghem a aussi rencontré l'équipe de l'[Ateneo de Manila University](#), notamment sa School of Government, qui a lancé des projets de recherche sur l'Asie du Sud-Est, la lutte informationnelle et l'économie bleue. Elle a également conduit des entretiens avec des chercheurs locaux et des diplomates étrangers autour des évolutions géopolitiques et de la militarisation de la zone.

13 décembre : Présentation de l'ouvrage *Guerre et écologie* d'Adrien ESTÈVE.

13 décembre : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Le 13 décembre, [Adrien Estève](#), postdoctorant à l'IEP de Paris et à l'IRSEM, a présenté son ouvrage *Guerre et Écologie. L'environnement et le climat dans les politiques de défense* (Presses universitaires de France, 2022) lors d'une conférence en amphithéâtre de Bourcet. Cette conférence, présidée et modérée par [Julia Grignon](#), directrice scientifique de l'IRSEM, a été l'occasion de revenir de manière interdisciplinaire sur les principaux apports de l'ouvrage, et notamment les débats liés à la prise en compte de la protection de l'environnement, de la transition énergétique, et du changement climatique dans le secteur de la défense, à partir des cas de la France et des États-Unis. Les discussions avec le public ont aussi permis de revenir sur plusieurs thématiques centrales de l'ouvrage qui ont été actualisées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, comme la reconnaissance des écocides dans le droit international humanitaire, les développements récents des stratégies énergétiques des armées et les enjeux de décarbonation, ou encore les liens entre conflictualité armée et bouleversements écologiques. Cette conférence a aussi permis de mettre en lumière les recherches en cours à l'IRSEM sur ces thématiques au sein de l'axe « Adaptation et sécurité climatique » piloté par [Benoît Rademacher](#), directeur du domaine « Armement et économie de défense », qui a notamment conduit à la création d'un Climate and Security International Network (CASIN) en partenariat avec l'université Brown (Providence, Rhode Island).

Le mardi 13 décembre a eu lieu le séminaire Jeunes Chercheurs réunissant les doctorants associés à l'IRSEM, sous la direction de [Julia Grignon](#), directrice scientifique de l'institut. Antoine Yenk a présenté ses recherches doctorales pour sa thèse intitulée « Violence politique et rétablissement de la paix : le rôle du Temps dans les guerres civiles contemporaines », dirigée par Nathalie Duclos et Roger Mac Ginty, un travail qui souhaite produire une analyse de la transition de la violence politique au processus de négociation à travers la question temporelle dans les guerres civiles contemporaines. La thèse d'Antoine Yenk permettrait de fournir une nouvelle perspective sur la temporalité entre les actions militaires et le calendrier des négociations. Par exemple, comment peut-on empêcher un accord en utilisant le levier temporel au sein d'un conflit ? Comment le temps peut-il être un outil d'analyse stratégique et met-il en lumière certaines problématiques de l'opérationnel ?

C'est à la fois en s'appuyant sur une analyse théorique des perceptions du temps et sur deux cas d'études (Irlande du Nord et Mali) qu'Antoine Yenk veut faciliter entre autres la distinction entre *temps* et *temporalité*. En somme, le temps peut être à la fois un outil de légitimation de la violence politique, notamment par le biais des mémoires de guerre et des narratifs, et un facteur stratégique, utilisé par les militaires sur le plan opérationnel. Ces travaux ont été notamment discutés par le professeur Benoît Hachet (EHESS) et [Élie Baranets](#) (IRSEM) qui ont apporté leurs réflexions et leurs critiques.

La seconde partie de ce séminaire animée par Élie Baranets était consacrée à la discussion des codes et pratiques de la recherche à travers l'exemple des relations internationales. Il y a évoqué les références parfois trompeuses aux auteurs classiques de la discipline. Selon lui, inclure un auteur dans une réflexion peut parfois mener

à des « étirements » théoriques au profit de la recherche. Une pratique de plus en plus courante serait désormais enracinée au sein de la discipline : mobiliser un auteur en tant que label, pour donner du crédit à certains arguments théoriques. En témoigne selon lui l'utilisation des théories liées aux penseurs contractualistes, en premier lieu Thomas Hobbes et le concept d'état de nature transposé à l'échelle internationale – une transposition parfois coûteuse.

Christophe KARAM
Assistant de recherche

14 décembre : Petit Déjeuner Afrique « L'ingérence russe au Mali et au Sahel aujourd'hui et demain », avec Michael SHURKIN.

Michael Shurkin, spécialiste des pays du Sahel et des opérations des forces armées françaises, ancien chercheur de la RAND, a présenté ses recherches sur « l'ingérence russe au Mali aujourd'hui et demain » dans le cadre des petits déjeuners « Afrique » de l'IRSEM, le mercredi 14 décembre.

Dans sa présentation, Michael Shurkin a commencé dans un premier temps par analyser les actions de la Russie en Afrique par type d'action. D'abord, dans le domaine informationnel, il reste selon lui difficile d'apprécier les effets des campagnes menées sur les réseaux sociaux. Ensuite, dans le domaine commercial, il n'y a pas pour l'instant d'indices d'accords favorables aux Russes et les négociations en cours avec la junte malienne concernant l'exploitation minière ne semblent pas avoir abouti, les mines d'or étant gérées par des Canadiens. Cependant, la réécriture du code minier pourrait favoriser les intérêts russes à moyen terme. Enfin concernant le volet sécuritaire, il apparaît ainsi que la société militaire privée Wagner est présente au Mali pour des raisons d'État plutôt que pour des motifs financiers. Elle est surtout présente dans le centre du Mali, où se concentrent la population et les activités économiques, la région de Menaka, ancienne zone d'opérations françaises, ayant été abandonnée à l'État islamique. La SMP russe mène en majorité des opérations conjointes avec les forces armées maliennes (171 actions conjointes contre 24 actions menées seule). En concentrant son activité sur une zone considérée comme plus importante par le Mali, Wagner répond à une demande forte de la junte au pouvoir qui souhaite promouvoir une action plus musclée dans cette région.

Dans un deuxième temps, Michael Shurkin a proposé une réflexion sur la réceptivité des sociétés africaines à l'égard du discours russe et sur les mesures que la France pour-

rait prendre pour contrer l'influence russe et contribuer à la stabilité de la région. Il a notamment insisté sur l'impossibilité de mesurer l'ampleur réelle d'un ressentiment vis-à-vis de l'intervention française, mais a souligné l'importance de la mémoire de cette intervention qui pèse sur les représentations des Maliens et notamment des élites. Cette présentation et les questions qui ont suivi, ont permis de mettre l'accent sur les enjeux stratégiques et les défis posés par l'ingérence russe au Mali.

16 décembre : Visite de Daniel Prins (directeur du groupe Réforme du secteur de la sécurité, ONU).



Le 16 décembre 2022, l'IRSEM a reçu la visite du directeur Réforme du secteur de la sécurité (RSS) à l'ONU, M. Daniel Prins, et de sa collaboratrice Mme Lizzo. La délégation onusienne a exposé l'ampleur structurelle de la réforme RSS, actée par la résolution du Conseil de sécurité 2553 (2020), ainsi que par le rapport du secrétaire général (S/2022/280). La réforme ambitionne de repenser et de renforcer le « secteur de la sécurité », « un terme général, souvent mobilisé pour décrire les structures, institutions et personnel responsables du management, de la garantie et de la supervision de la sécurité dans un pays donné ».

Dans cette perspective, l'IRSEM et la délégation onusienne ont discuté du rôle des think-tanks dans la mise en œuvre de la réforme RSS, de leurs apports en expertise à leurs possibles contributions à la formation d'un climat national sécuritaire en phase avec les standards RSS.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Participation à la conférence « [Pas encore la guerre, plus tout à fait la paix : les démocraties occidentales face à la guerre de l'information](#) », BNF/IRSEM, 6 décembre 2022.
- Intervention dans le documentaire « [Au cœur de la propagande russe](#) », France 5, 11 décembre 2022.
- Conférence : « Étudier un média en contexte autoritaires : le cas du réseau RT » devant les étudiants du master de journalisme de l'université Sorbonne Nouvelle, 13 décembre 2022.
- Cité dans « [Fake news, armes, mercenaires : comment la Russie tente de prendre sa revanche en Afrique](#) », *Les Échos*, 15 décembre 2022.
- Cité dans « Russian Official in Africa Wounded by Package Bomb, Moscow Says », *The New York Times*, 16 décembre 2022.
- Nomination comme chercheur associé au Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaires sur les médias (CARISM) de l'université Paris-Panthéon-Assas et au programme Afrique de l'Institut Egmont (Bruxelles), décembre 2022.



Élie BARANETS

- Discussion des travaux d'Antoine Yenk, puis présentation « Codes et pratiques de la recherche au travers l'exemple des relations internationales », séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, École militaire, 13 décembre 2022.
- Présentation : « La société à l'épreuve des enjeux stratégiques du XXI^e siècle », à la conférence de l'association Minerve « Vers une nouvelle donne stratégique », 15 décembre 2022.



Paul CHARON

- Présentation des travaux du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » sur l'influence à une délégation du ministère japonais des Affaires étrangères, École militaire, 6 décembre 2022.
- Intervention : « Les opérations d'influence chinoises », séminaire de l'Académie du renseignement, École militaire, 9 décembre 2022.
- Séance de travail sur l'influence avec les auditeurs IHEDN du comité 3 de la majeure Défense et sécurité économiques, École militaire, 9 décembre 2022.
- Intervention : « Les stratégies d'influence comme enjeu de puissance : perspectives de la Chine », dans le cadre du 5^e cycle « Cadres du ministère des Armées (DRSD) » organisé par l'IHEDN, École militaire, 13 décembre 2022.



Fatih DAZI-HÉNI

- Conférence : « Changements et évolutions des équilibres au Moyen-Orient entre 2011 et 2022 », GIFAS, 7 décembre 2022.
- Participation au webinaire « Le rapprochement Turquie et pays du Golfe », Observatoire Golfe, DGRIS, 13 décembre 2022.
- Participation au jury de la soutenance de thèse de Pauline Khoury, « Mutations et enjeux des élites économiques en temps de guerre. Le cas des hommes d'affaires syriens (2011 -2019), Université Vincennes/Saint-Denis (Institut français de géopolitique), discipline Géographie, mention Géopolitique, 14 décembre 2022.
- Article : « Les accords Abraham ont-ils changé le Moyen-Orient ? », *Alternatives économiques. Quel monde en 2023 ?*, CERi, décembre 2022.



Clément DESHAYES

- Intervention : « From illegality to ministries: adjusting ethics and ethnography to trajectories bifurcations in time of political fluidity » lors de la journée d'étude « Theoretical, methodological, and ethical issues while conducting research in times of political crisis », INALCO, 7 décembre 2022.



Adrien ESTÈVE

- Publication : « Intégrer les enjeux climatiques dans le secteur de la défense en France. La climatisation comme changement graduel de l'action publique », *Gouvernement et action publique*, vol. 11, 2022/3, p. 55-73. DOI : 10.3917/gap.223.0055.



Béatrice HAINAUT

- Podcast : « La guerre spatiale aura-t-elle lieu ? », *Le Collimateur*, IRSEM, 6 décembre 2022.

- Interviewée par William Molinier, « La guerre secrète des satellites-espions boostée avec le conflit en Ukraine », *Europe 1*, 7 décembre 2022.

- Interviewée par Justine Frayssinet, « Satellites – La Russie nous espionne... même dans l'espace », *24H Pujadas*, LCI, 16 décembre 2022.



Édouard JOLLY

- Interviewé par Arnaud Vaulerin, « [Chine-Taiwan : les signaux d'une invasion scrutés de très près](#) », *Libération*, 25 novembre 2022.

- Entretien avec une délégation finlandaise sur les missions des armées françaises et leur avenir, IRSEM, 8 décembre 2022.

- Podcast : « [Guerre en Ukraine : que change le froid dans le conflit](#) », RTL, 22 décembre 2022.

- Intervention conjointe avec des reporters de guerre sur le conflit armé en Ukraine au profit de l'association des Alumni de l'EdG-T, Cercle national des armées, 13 décembre 2022.

- Entretien avec Daniel Prins, directeur du groupe Réforme du secteur de la sécurité (RSS) au bureau de l'état de droit et des institutions de sécurité au Département des opérations de paix (DOP) de l'ONU, IRSEM, 16 décembre 2022.

- Invité de l'émission LCI Midi, présentée par Christophe Moulin et Anne Seften, LCI, [16 décembre](#) et [20 décembre 2022](#).



Sümbül KAYA

- Publication : avec Anaïk Purenne, Marion Carrel et Julien Talpin, « Converting ordinary resistance into collective action: Visibility struggles, discreet antiracist mobilisations and intermediation work in the French *banlieues* », *European Journal of Cultural and Political Sociology*, 12 décembre 2022. DOI: [10.1080/23254823.2022.2153712](#).



Céline MARANGÉ

- Organisation d'un séminaire sur la situation dans les territoires récemment libérés d'Ukraine en présence de la sociologue Ioulia Shukan et de représentants de l'ONG Vostok SOS et de la plateforme allemande CivilM+, IRSEM, 7 décembre 2022.

- Entrée dans la réserve citoyenne de l'armée de l'air et de l'espace au grade de colonel, 8 décembre 2022.

- Co-organisation du séminaire « L'ingérence russe au Mali et au Sahel aujourd'hui et demain » avec comme intervenant Michael Shurkin, spécialiste américain des pays du Sahel et des opérations des forces armées françaises, IRSEM, 14 décembre 2022.



Maud QUESSARD

- Intervention à la conférence : « [Pas tout à fait la guerre, plus tout à fait la paix : les démocraties occidentales face à la guerre de l'information](#) », BNF/IRSEM, 6 décembre 2022.



Maxime RICARD

- Discutant, Atelier du Club Phoenix portant sur les *modus operandi* des groupes armés non étatiques, Innovation Défense Lab, Paris, 6 décembre 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Conférence : « L'affirmation de la puissance chinoise, un risque pour la stabilité en Asie ? », IHEDN – Session régionale, Toulouse, 13 décembre 2022.
- Modération de la table ronde « Les enjeux de sûreté maritime », Conférence du CESM sur l'organisation de la sécurité maritime, Paris, 14 décembre 2022.
- Cité dans l'article « [Vietnam steps away from Russia reliance with first defense expo](#) », *Nikkei Asia*, 4 décembre 2022.



Marjorie VANBAELINGHEM

- Mission au National Defense College of the Philippines et à l'Ateneo de Manila University, Philippines, 5-9 décembre 2022.



Victor VIOLIER

- Participation à la 3^e séance du séminaire organisé par le groupe « Mondes postsoviétiques » du CERI Sciences Po, « Guerre à l'horizon : vulnérabilité infrastructurelle dans les communautés de première ligne du Donbass » par Anastasia Riabchuk, 6 décembre 2022.
- Participation à la réunion sur la situation militaire et humanitaire dans les territoires récemment libérés d'Ukraine organisée par Céline Marangé avec l'ONG Vostok SOS et Ioulia Shukan, maître de conférences à l'Université Paris Nanterre, 7 décembre 2022.
- Lauréat du Prix 2023 de la Fondation pour les sciences sociales (Fondation de France) sur le thème « Un monde en guerre ? ». Titre de la proposition d'article de recherche en lien avec le projet postdoctoral poursuivi au CERI Sciences Po et à l'IRSEM : « Interventions militaires et consensus politique en situation autoritaire : le cas de la Russie contemporaine », décembre 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Raphaëlle KHAN

- Publication : avec Pooja Jain-Grégoire, Arnaud Koehl, Swati Prabhu, Mihir S. Sharma et John-Joseph Wilkins, « [Building EU-India Synergy: Allying Sustainable Modernisation and Strategic Autonomy](#) », Report 101, IRSEM/DGAP/ORF/Asia Centre, 22 décembre 2022.



COL Michel PESQUEUR

- Article : « De Lattre et les blindés », *Batailles et blindés*, n° 111, décembre 2022.



Malcolm PINEL

- Article : « L'aviation à long rayon d'action (ALRA) russe : l'enfant gâté de parents pauvres », *Vortex – Études sur la puissance aérienne et spatiale*, n° 4, « Renseignement aérien et spatial », décembre 2022.



Damien VAN PUYVELDE

- Article : avec Pauline Blistène, « A delicate turth: John le Carré, spy fiction and intelligence », *Intelligence and National Security* (advanced online article), décembre 2022.
- Chapitre : « La production des savoirs dans la communauté américaine du renseignement », dans O. Forcade (dir.), *Les Intelligence Studies aujourd'hui : doctrines, pratiques, perspectives*, Paris, La Documentation française, décembre 2022.
- Chapitre : « Transcender "l'école française" des études sur le renseignement », dans O. Forcade (dir.), *Les Intelligence Studies aujourd'hui : doctrines, pratiques, perspectives*, Paris, La Documentation française, décembre 2022.

- Chapitre : avec Sonia Sangiovanni, « Private sector intelligence », dans Robert Dover, Huw Dylan, Michael Goodman (dir.), *Research Agenda for Intelligence Studies and Government*, Cheltenham, Edward Elgar, décembre 2022.

- Conférence : « Intelligence warning and the COVID-19 pandemic », Norwegian Intelligence School, Oslo, 8 décembre 2022.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS

LES ÉTATS-UNIS ET LA FRANCE

Zack COOPER, Mathieu DROIN, Nilanthi SAMARANAYAKE, Céline PAJON, « [The United States and France: Partners for the Pacific Islands Region?](#) », Center for Strategic and International Studies, 30 novembre 2022.

Dans un commentaire publié le 30 novembre par le Center for Strategic and International Studies, think tank américain spécialiste de la politique étrangère américaine, Mathieu Droin, Nilanthi Samaranyake, Zack Cooper et Céline Pajon s'interrogent sur ce que pourraient devenir les relations entre les États-Unis et la France en Indopacifique, à l'occasion de la visite d'Emmanuel Macron à Washington. Si, à la suite de l'affaire AUKUS, les deux présidents avaient appelé à une « collaboration robuste dans l'Indopacifique », force est de constater que les progrès demeurent assez limités un an après, comme en témoignent l'absence de mention de la France dans la stratégie nationale de sécurité et la stratégie nationale de défense américaines et l'absence de mention des États-Unis dans la revue nationale stratégique française.

Pour les experts, la région des îles du Pacifique pourrait constituer un espace de coopération approfondie entre la France et les États-Unis, à condition de passer par-dessus leurs différends stratégiques. En effet, les deux pays ont des intérêts similaires et font face aux mêmes défis. Leurs territoires respectifs dans la zone, leurs inquiétudes sur l'assertivité grandissante de la Chine, leur présence militaire significative, ainsi que leur rôle de garants du multilatéralisme et d'un ordre fondé sur les règles devraient les pousser à approfondir leur coopération. Alors que les deux pays sont très engagés dans le Pacifique, avec toutefois un budget très différent, les experts avancent que les désaccords stratégiques sur la vision de l'Indopacifique semblent rendre la France peu fiable aux yeux des États-Unis. De même, alors que les États-Unis prônent une Alliance intégrant davantage le facteur Chine et que certains observateurs européens considèrent que les États-Unis favorisent cette approche pour déplacer ses éléments en Indopacifique, la France s'oppose fortement au pivot Indopacifique de l'OTAN, considérant que la mission de l'Alliance est de protéger la zone euro-atlantique.

Selon les experts, les États-Unis et la France devraient au contraire faire de leurs différentes positions stratégiques une force afin de servir leurs intérêts communs. Quatre domaines de coopération où les deux pays pourraient s'apporter des bénéfices mutuels sont identifiés : la résilience et l'adaptation face au changement climatique, la sécurité et la défense, le maintien de l'ordre en mer, les infrastructures et la connectivité. Bien qu'il puisse être difficile de surmonter les divergences stratégiques, celles-ci ne devraient pas empêcher l'approfondissement de la coopération entre les deux alliés au regard de l'importance que revêt actuellement la région, comme le montre le [communiqué officiel](#) dans lequel les deux présidents s'engagent à renforcer leur partenariat en Indopacifique.

Marie FAUTRAD
Assistante de recherche

LES ÉTATS-UNIS FACE À LA CHINE EN AFRIQUE

Robbie GRAMER, Amy MACKINNON, Jack DESH, « [Biden Plays Nice With Equatorial Guinea to Spoil China's Atlantic Ambitions](#) », *Foreign Policy*, 12 décembre 2022 ; Christina Lu, « [Biden Courts African Leaders at Key Summit](#) », *Foreign Policy*, 13 décembre 2022.

Quel objectif pousse Joe Biden à faire la cour au président de la Guinée équatoriale ? Alors que le sommet États-Unis – Afrique s'est déroulé à Washington du 13 au 15 décembre 2022, Robbie Gramer, Amy Mackinnon et Jack Desh, journalistes au magazine *Foreign Policy*, analysent la campagne diplomatique menée depuis l'année dernière par les États-Unis envers le président de la Guinée équatoriale. Washington met en effet tout en œuvre pour convaincre le président de Guinée équatoriale d'empêcher la construction d'une base navale chinoise dans son pays. Cette base permettrait à la Chine d'avoir un point d'appui dans l'Atlantique sur le golfe de Guinée, au large des côtes de l'Afrique occidentale. Multipliant les envois de délégations de hauts responsables américains, l'Administration Biden a également renforcé sa coopération militaire avec le pays par le biais d'exercices conjoints et de propositions éventuelles d'augmentation d'aide militaire. Cet engagement américain avec un pays autoritaire où la corruption règne et où la règle de droit est inexistante soulève une controverse. Pour les défenseurs des droits humains, cet engagement décrédibilise la promotion américaine des valeurs démocratiques et légitime le régime de dictature du pays.

Les journalistes soulignent les différents points de vue du côté des responsables américains, certains consi-

dérant qu'Obiang se joue ouvertement des États-Unis, d'autres arguant que les enjeux sont trop élevés pour que Washington renonce à dialoguer avec le régime autoritaire. Une des problématiques qui se pose également est de savoir si cette base navale constituera réellement un *game changer* pour la Chine.

En amont du sommet États-Unis – Afrique, auquel était invitée la Guinée équatoriale, la Maison Blanche a annoncé son soutien à l'obtention par l'Union africaine d'un siège permanent au G20 et le prochain voyage du président américain sur le continent. Selon Christina Lu, reporter pour le magazine *Foreign Policy*, le sommet aura été l'occasion pour Joe Biden de réaffirmer son engagement dans la région, à l'heure où cette dernière se rapproche des rivaux des Américains. Toute mention de la Chine aura été délibérément évitée, comme le rapportait Robbie Gramer en décembre. Reste à savoir si l'approche américaine aura réussi à convaincre les pays d'Afrique.

M. F.

ÉTATS-UNIS – UNION EUROPÉENNE

Julian RINGHOF, « [Setting the tone: The value of the EU-US Trade and Technology Council](#) », *European Council on Foreign Relations*, 9 décembre 2022.

Pourquoi le Conseil du commerce et des technologies Union européenne – États-Unis (CTT) n'est-il pas à la hauteur des attentes et quelles pourraient être les pistes concrètes de coopération entre l'UE et les États-Unis dans ce cadre ? C'est à ces questions que Julian Ringhof, spécialiste des questions européennes au European Council on Foreign Relations, think tank paneuropéen indépendant, répond dans une note brève publiée le 9 décembre 2022, soit après le troisième sommet ministériel du CTT à Washington. Si celui-ci, créé en septembre 2021 pour faciliter la coopération transatlantique sur les questions technologiques et commerciales, n'a pas empêché les États-Unis d'adopter l'*Inflation Reduction Act* (IRA) ni permis d'action conjointe sur la Chine, Julian Ringhof considère qu'il faut tout d'abord comprendre ses mécanismes de fonctionnement pour analyser les résultats qu'il pourrait produire.

Instrument non contraignant, le CTT est piloté du côté européen par la Commission européenne, simplifiant donc les procédures mais limitant dans le même temps son champ d'application. Les États-Unis avaient espéré transformer le CTT en instrument géopolitique dirigé contre la Chine. Si cette ambition est partiellement partagée par la

Commission européenne, il revient en grande partie aux 27 États membres de façonner la politique étrangère et de sécurité européenne. La coordination sur les contrôles d'exportations technologiques contre la Russie et le Belarus, titrée comme un des succès du TTC, avait été en réalité négociée au sein du Conseil des Affaires étrangères de l'UE, c'est-à-dire entre États membres. La structure même du CTT ne peut donc permettre aux États-Unis de l'utiliser comme un instrument géopolitique.

Le CTT pourrait revêtir un intérêt géopolitique dans certains domaines. La coopération transatlantique sur les investissements de connectivité dans les pays tiers (Jamaïque et Kenya), ou encore la feuille de route commune vers des terminologies et des métriques sur la fiabilité et le risque de l'IA publiée en décembre 2022 en sont des exemples frappants. Le CTT permettrait de poser les bases de principes fondamentaux qui pourraient devenir des standards à travers le monde. Pour Julian Ringhof, s'il est clair que le CTT ne résoudra pas toutes les questions transatlantiques dans les domaines du commerce et des technologies ni ne fera forcément les gros titres, le Conseil du commerce et des technologies UE – États-Unis pourrait contribuer à établir un marché transatlantique pour les technologies et la transformation digitale qui repose sur des valeurs communes.

M. F.

Conférence « Au lendemain des élections de mi-mandat, où va l'Amérique de Joe Biden ? », IFRI, 9 décembre 2022.

La 21^e conférence annuelle de l'IFRI sur les États-Unis à laquelle l'ancienne chercheuse Chine de l'IRSEM Camille Brugier a participé, s'est déroulée le 9 décembre 2022. Avec pour intitulé « Au lendemain des élections de mi-mandat, où va l'Amérique de Joe Biden ? », la conférence a permis d'analyser les résultats des élections américaines de mi-mandat en novembre dernier et d'aborder les différents aspects de la politique économique et étrangère des États-Unis dans un contexte de compétition stratégique avec la Chine et de guerre en Ukraine. Le premier panel s'est concentré sur la relation économique, commerciale et technologique entre la Chine et les États-Unis et l'impact du découplage États-Unis – Chine à travers les points de vue américain, chinois et européen. Un point particulièrement intéressant a été souligné par Camille Brugier et Elvire Fabry (Institut Jacques Delors) : alors que l'UE prépare un plan de subventions en réaction aux mesures protectionnistes américaines, la réponse de la fédération du patronat allemand (Bundesverband der Deutschen Industrie, BDI) sera décisive pour la cohésion

des 27 : va-t-elle sortir de son orthodoxie économique et permettre davantage de flexibilité sur les dettes publiques et les capacités d'emprunts ? Le panel de politique intérieure a analysé les résultats des élections de mi-mandat, plutôt satisfaisants pour les Démocrates au regard des tendances exprimées dans les sondages, et mis en perspective la réorganisation du champ politique, notamment à l'aune des futures élections présidentielles de 2024.

Le panel de politique étrangère, modéré par Laurence Nardon, directrice du programme Amérique du Nord de l'IFRI, a examiné l'impact de la guerre en Ukraine sur le débat de politique étrangère à Washington du point de vue des libéraux, de ceux en faveur d'une posture de « retenue » (par opposition à « interventionnisme ») des pays d'Europe centrale et du point de vue français. À travers ses différents panels et intervenants, la conférence américaine annuelle de l'IFRI a exploré un bon nombre d'aspects de la politique américaine au lendemain des élections de mi-mandat. Le choix d'analyser les thèmes sous différents angles de vue a été particulièrement apprécié et a contribué à la richesse de cette journée.

M. F.

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Isabelle SAINT-MÉZARD, *Géopolitique de l'Indo-Pacifique*, Paris, PUF, 2022, 210 p.

Isabelle Saint-Mézard, spécialiste de l'Asie du Sud et maître de conférences à l'Institut français de géopolitique (IFG) de l'université Paris 8, nous propose un ouvrage de synthèse dense et éclairant consacré

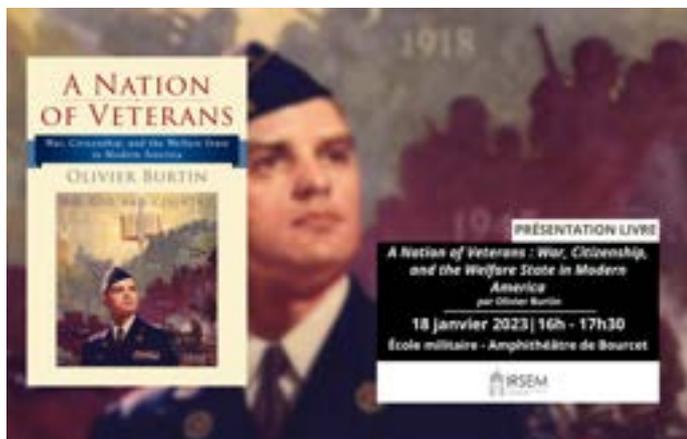
à l'Indo-Pacifique. Lorsqu'elle est apparue dans les années 2000, l'idée d'englober les océans Pacifique et Indien dans une seule entité spatiale appelée « Indo-Pacifique » paraissait saugrenue. Une décennie plus tard, cette nouvelle façon de penser l'espace en Asie est devenue incontournable. De nombreux États et organisations régionales se la sont appropriée, du Japon à l'Australie, de l'Inde à l'Indonésie et à l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) en passant par la France, l'Allemagne et l'Union européenne. Les États-Unis, quant à eux, ont désigné cet immense espace maritime comme leur théâtre prioritaire d'engagement extérieur. À l'inverse, la Chine, suivie par la Russie, dénonce l'Indo-Pacifique comme un projet d'endiguement mené par les États-Unis et leurs alliés à son encontre. Les débats et enjeux autour de l'Indo-Pacifique reflètent ainsi le durcissement des rapports de force entre grandes puissances en Asie et les stratégies d'influence et de coalition que chacun met en place dans tous les domaines : diplomatique, économique et technologique, écologique et sanitaire, et plus que tout, idéologique.

L'ouvrage revient sur la conception et les usages de l'idée d'Indo-Pacifique par les États fondateurs (Japon, États-Unis, Australie et Inde) en étudiant au cas par cas la réaction de ces pays face à l'affirmation de la Chine sur la scène internationale. En tant que catégorie spatiale ou politique, l'Indo-Pacifique n'a rien d'évident ; la place gagnée par la Chine de Xi Jinping depuis une décennie est en revanche très concrète. L'auteur interroge la notion d'anxiété géopolitique qui se révèle pertinente dans le contexte de l'Indo-Pacifique. Isabelle Saint-Mézard traite des imaginaires géopolitiques dessinés par les différents États dans leur utilisation de l'Indo-Pacifique et de leurs réponses en matière de cadre normatif. L'auteur revient aussi, dans des pages très éclairantes, sur les dimensions discursives du concept. Elle montre que ce discours a également une vocation performative, c'est-à-dire qu'il entend faire advenir ce qu'il énonce, et qu'il vise par ce biais à structurer un espace imaginé dans la réalité, avec des enjeux

matériels, de pouvoir et de domination à la clef. La chercheuse consacre enfin des pages à la position des États réfractaires à l'Indo-Pacifique, et à ce qui explique leurs rejets. En guise de conclusion, Isabelle Saint-Mézard traite du cas de la France et de l'Union européenne en Indo-Pacifique. Le livre prend alors tout son sens et permet à l'auteur de montrer comment les objectifs de « troisième voie » s'accompagnent d'une vision du monde en recomposition, où les nouvelles hiérarchisations économiques, politiques ou sécuritaires conduisent les États à inventer de nouvelles voies.

À VENIR

18 janvier : Présentation du livre « A Nation of Veterans: War, Citizenship, and the Welfare State in Modern America » d'Olivier BURTIN, École militaire, amphithéâtre De Bourcet, 16 h - 17 h 30. [Inscription obligatoire.](#)



Cette conférence débat aura pour thème les vétérans aux États-Unis et leur rôle dans la société américaine à partir de l'ouvrage d'Olivier Burtin, maître de conférences et historien diplômé de Princeton University. La discussion ouverte au public sera animée par des spécialistes universitaires et des chercheurs de l'IRSEM.

A Nation of Veterans : War, Citizenship, and the Welfare State in Modern America a été publié par les presses de l'Université de Pennsylvanie en septembre 2022. Il décrit le rôle joué par les anciens combattants dans l'histoire de la politique sociale aux États-Unis. Le livre offre une nouvelle interprétation de l'État-providence étatsunien qui met en relief son lien de longue date avec la guerre. *A Nation of Veterans* s'attache à montrer comment les vétérans formèrent l'un des plus puissants mouvements sociaux du milieu du siècle aux États-Unis, et comment ce mouvement contribua à créer l'un des systèmes d'aides pour anciens soldats les plus généreux au monde.

7 février : « Agir concrètement pour la mixité dans l'expertise stratégique », tables rondes suivies de la signature de la charte « Jamais sans elles », École militaire, amphithéâtre Foch, 16 h 30 - 18 h 30. [Inscription obligatoire avant le 3 février.](#)

L'IRSEM, l'IRIS, l'ECFR et la FRS s'engagent en faveur de la mixité et signent une charte [#JamaisSansElles](#). À cette occasion, les centres de réflexion stratégique et l'association vous convient à la conférence précédant cette signature.